
WILBUR L. CROSS LIBRARY
UNIVERSITY OF CONNECTICUT

Mgr Henri DELASSUS
Docteur en théologie, protonotaire apostolique

LES

POURQUOI

DE LA GUERRE MONDIALE

LES ŒUVRES DES HOMMES ET LES VOIES DE DIEU
DE LA RENAISSANCE A NOS JOURS

appelant un regard sur les temps antérieurs et sur les possibilités de l'avenir

TOME III

LIVRE II : LA RÉPONSE DE L'HISTOIRE

TOME SECOND DU LIVRE II

LILLE
DESCLÉE, DE BROUWER ET Cie
41, rue du Metz, 41
1922

Mgr Henri DELASSUS
Docteur en théologie, protonotaire apostolique

LES POURQUOI DE LA GUERRE MONDIALE

LES ŒUVRES DES HOMMES ET LES VOIES DE DIEU
DE LA RENAISSANCE A NOS JOURS

appelant un regard sur les temps antérieurs et sur les possibilités de l'avenir

LIVRE II : LA RÉPONSE DE L'HISTOIRE

TOME SECOND

LILLE
DESCLÉE, DE BROUWER ET Cie
41, rue du Metz, 41
1922

L'auteur de cet ouvrage, considérant les événements au point de vue religieux, s'est trouvé en présence de bien des questions théologiques. Il proteste, quant au sentiment qu'il a cru pouvoir embrasser ou à la solution qu'il a cru pouvoir présenter, se soumettre pleinement et de grand cœur, au jugement de la sainte Église, dont il a l'honneur d'être le fils respectueux, obéissant et fidèle.

Les Pourquoi de la Guerre mondiale

LIVRE DEUXIÈME

LA RÉPONSE DE L'HISTOIRE

TOME SECOND.

IV. L'œuvre de la Prusse.
V. L'œuvre de la secte Judéo-Maçonnique.
VI. L'œuvre de la civilisation moderne.

IV

L'ŒUVRE DE LA PRUSSE.

Dans ce siècle de publicité, il est certain que la vérité historique, — c'est-à-dire les vraies causes des événements et les conséquences qu'ils amènent — est ignorée plus que jamais. Elle est ignorée des masses, cachée soigneusement à elles par ceux qui la savent et cachée à tous, aux hommes intelligents, aussi bien qu'aux vulgaires. Et cela est facile à raison du torrent littéraire dont le monde de nos jours est inondé. Ici, à Londres, je voyage assez souvent par notre chemin de fer souterrain. Je regarde autour de moi, et je vois souvent des visages d'un type élevé, et je me dis, voilà un homme capable de comprendre bien des choses. Mais qu'a-t-il sous les yeux ? LES DERNIÈRES NOUVELLES, *qu'il lit dans le* Times, *ou le* Globe, *ou tout autre journal; et il en reste là. Vous êtes à même de juger l'imbécillité d'un tel état d'esprit. Ces hommes sont absorbés dans l'occupation de voir passer les gouttes du torrent qui se forme, sans se demander où est sa source, sans chercher où il va, sans penser qu'il va tout entraîner avec lui et les engloutir.*

(Lettre d'un Anglais à un Français.)

CHAPITRE I[er].

La Prusse. Ses origines.

Puisse le Seigneur garder la mémoire du crime de ses pères, et ne mettre jamais en oubli le péché de sa mère.

Ps. CVIII.

Les Hohenzollern. — La Marche de Brandebourg leur berceau. — Frédéric de Hohenzollern en devient le margrave. — Un autre de cette maison s'empare de la Prusse par parjure, sacrilège et vol. — Les fondateurs d'empire impriment aux nations le caractère que gardera leur histoire. — Les Hohenzollern s'établissent à Berlin. — Ils se font luthériens et protestantisent le pays. — Le traité de Westphalie leur attribue la Poméranie orientale et le diocèse de Magdebourg. — Grand Electeur, le Margrave devient Roi.

L'histoire de la Prusse se confond avec celle de la maison des Hohenzollern qui prétendent descendre de Thamlo, duc de Bavière, au temps de Charlemagne. Leur point de départ est plus modeste. Ils n'ont cessé de s'élever et d'arrondir leur domaine par un effort dont les générations successives se sont transmis le devoir et la volonté.

Le berceau de cette dynastie est le château de Brandebourg, sis dans le Wurtemberg, l'une des Marches de l'Allemagne du Nord, c'est-à-dire, des districts destinés à protéger les provinces frontières [1]. Cette organisation date des Romains. Charlemagne la développa. Aux siècles suivants, la Maison de Saxe (919-1024) constitua des Marches sur les frontières de Germanie

1. De là, les noms de Marchiones, Margraves ou Marquis donnés à ceux qui avaient la garde de ces districts.

avec mission de lutter contre les Slaves et les Danois. L'une d'elles, le Brandebourg, devint le noyau du royaume de Prusse, puis de l'empire allemand.

Ce pays avait été colonisé pendant trois siècles par les Ascaniens qui, au XIe siècle, avaient évincé la population primitive. La dynastie ascanienne s'éteignit au XIVe siècle, et la Marche de Brandebourg, tombée en déchéance, fut gouvernée pendant cent ans par des délégués de l'empereur d'Allemagne. Frédéric VI de Hohenzollern, dont le descendant direct au trente-quatrième degré s'appelle aujourd'hui Guillaume II, empereur d'Allemagne, rendit quelques services à l'empereur Frédéric Barberousse et en obtint, vers 1170, le burgraviat de Nuremberg. Son sixième successeur se fit le bailleur de fonds de l'empereur Sigismond, qui avait toujours besoin d'argent. Ce prêt et cette dette furent l'origine de la fortune politique de la maison. « Ce Frédéric de Hohenzollern, dit Mirabeau dans sa *Monarchie prussienne*, avait déjà prêté à l'Empereur cent mille florins d'or, somme énorme alors, qu'il avait tirée on ne sait d'où. Comme hypothèque de cette somme, il reçut le gouvernement de la Marche de Brandebourg en 1411. » Deux cent cinquante mille florins (environ vingt millions d'aujourd'hui), demandés ou offerts à nouveau, lui obtinrent que la Marche fût érigée en fief héréditaire avec la dignité électorale.

L'électorat de Brandebourg s'étendait alors entre l'Elbe et l'Oder, dans le pays où est aujourd'hui Berlin ; il était en pleine anarchie féodale, et Frédéric y fut fort mal accueilli par la noblesse ; mais il savait déjà ce que valent les armes perfectionnées, il amenait avec lui un engin nouveau, et quand quelques châteaux eurent croulé sous les boulets de 24 que lançait « la paresseuse Marguerite », gros canon qu'on appelait ainsi tant on avait de peine à le mouvoir, les seigneurs se soumirent.

Pendant un siècle les Hohenzollern n'eurent aucun rapport avec la Prusse, qui s'étendait entre le Niémen à l'Est et la Wartha (Posen) à l'Ouest, un pays slave, peuplé d'éléments lithuaniens et finnois relevant du royaume de Pologne, mais avec une existence indépendante.

La Prusse avait été donnée aux chevaliers teutoniques, pour travailler à la conversion au christianisme de ses habitants

encore païens. Les chevaliers au manteau blanc, orné de la Croix-noire [2], avaient colonisé ce pays et en étaient les seigneurs depuis trois siècles quand les Hohenzollern devinrent leurs voisins. C'est la Prusse orientale, quoique la plus éloignée, qui tomba la première aux mains des Electeurs de Brandebourg [3].

Lorsque la Réforme éclata, au XVI[e] siècle, les chevaliers, en reconnaissance des services que les Hohenzollern leur avaient rendus, élurent pour Grand Maître celui d'entre eux qui était de la branche cadette de cette famille. Aussitôt élu, le Grand-Maître se hâta d'embrasser la Réforme, de se marier, de séculariser à son profit les possessions de l'Ordre et de se déclarer duc héréditaire de la Prusse orientale qui devint ainsi Prusse ducale.

Apostasier, s'approprier les biens de son Ordre qu'il avait juré de conserver et de défendre, mettre à la porte de leurs monastères ceux qui lui en avaient confié la garde, se faire, par un sacrilège, la souche de ceux qui devaient entraîner tant d'âmes hors des voies du salut, voilà ce que fit Albert de Prusse.

Telles sont les origines et tels sont les fondements du royaume de Prusse. Aux origines de la famille on trouve le prêt usuraire, et aux fondements du royaume, l'apostasie, le sacrilège et le vol des biens de l'Eglise.

« L'histoire nous apprend que les fondateurs des empires ont toujours eu la prérogative redoutable d'imprimer aux nations le caractère néfaste ou bienfaisant qu'elles gardèrent à travers les siècles... Les empires issus du schisme ou de l'hérésie, rejetés par

---

2. En 1914, les journaux ont raconté que Guillaume II, venant contempler ses troupes qui se préparaient à la guerre devant Nancy, s'était revêtu d'un manteau blanc orné sur le côté gauche d'une croix noire, vêtement qui n'appartenait à aucune série des uniformes allemands. On se rappela que c'était le manteau des chevaliers teutoniques qu'il avait ainsi revêtu à l'ouverture des hostilités contre la France.

3. A l'époque des croisades, plusieurs chevaliers allemands, qui se trouvaient à Jérusalem, formèrent entre eux une société fraternelle dans le but de défendre les pèlerins, de protéger leurs compatriotes et d'assister les pauvres et les malades. Cette société, confirmée par une bulle du Pape, prit le nom de l'Ordre de Sainte-Marie de Jérusalem. Les Teutoniques de Prusse et les Porte-Glaive de Livonie se joignirent à cette association qui forma alors, en 1237, l'Ordre teutonique. Les chevaliers firent la conquête de la Prusse et en convertirent à la religion chrétienne les habitants encore païens, que les Hohenzollern devaient entraîner quelques siècles plus tard dans le schisme et l'hérésie.

ce côté au rang de nations païennes, pourront exceller par la richesse ou la force, être appelés même d'en haut au sinistre honneur d'être le fléau de Dieu contre des enfants indociles, jamais la vraie civilisation n'avancera par leurs mains [4]. »

A leur entrée en Prusse, les Hohenzollern établirent leur résidence à Spandau. Quand celui d'entre eux, connu sous le nom de Jean le Cicéron, fit la conquête de Berlin, il y fixa son siège ; son fils Joachim, dit le Nestor (1449-1535), épousa Elisabeth de Danemarck, luthérienne, qui entraîna dans l'hérésie, avec son fils, le pays tout entier.

Ces origines auraient-elles appelé sur la nation prussienne et ses princes la malédiction formulée au psaume CVIII : « Puisse le Seigneur garder la mémoire du crime de ses pères et ne jamais mettre en oubli le péché de sa mère ; qu'il les ait toujours sous les yeux et qu'il détruise de la face de la terre jusqu'à leur souvenir » ?

« C'est dans la période de formation véritablement créatrice, *dit l'Année Liturgique*, que l'histoire doit s'attacher principalement à étudier les peuples, si elle veut savoir ce qu'attend d'eux la Providence. Quand Dieu crée, en effet, dans l'ordre de la vocation surnaturelle, des hommes ou des sociétés comme dans celui de la nature elle-même, il dépose dès l'abord en son œuvre les principes de la vie plus ou moins supérieure qui doit être la sienne : germe précieux dont le développement, s'il n'est contrarié, doit lui faire atteindre sa fin ; dont par suite aussi la connaissance, pour qui sait l'observer avant toute déviation, manifeste clairement à l'endroit de l'œuvre en question la pensée divine. Or, le principe de vie des nations chrétiennes est la sainteté de leurs origines : sainteté multiple, aussi variée que la multiforme sagesse de Dieu dont elles doivent être l'instrument, aussi distincte pour chacune d'elles que le seront leurs destinées ; sainteté le plus souvent descendant du trône et douée par là du caractère social, que trop de fois plus tard revêtirent aussi les crimes des princes, en raison même de ce titre de princes qui les fait devant Dieu les représentants de leurs peuples.

» Au nom de Marie, devenue dans sa divine maternité le canal de toute vie pour le monde, c'est à la femme qu'est dévolue la mission d'enfanter devant Dieu les familles des nations qui seront l'objet de ses prédilections les plus chères ; tandis que les princes, fondateurs apparents des empires, occupent par leurs hauts faits l'avant-scène de l'histoire, c'est elle, qui dans le douloureux secret de ses larmes et de ses prières, féconde leurs œuvres, élève leurs desseins au-dessus de la terre et leur obtient la durée. Le Saint-Esprit ne craint point de se répéter dans cette glorification de la divine Marie. Aux Clotilde, Radegonde et Bathilde, qui par elle donnèrent en des temps laborieux la France à l'Eglise, répondaient sous des cieux dif-

4. *Année liturgique*, t. XII, p. 91.

férents, et toujours à l'honneur de la Bienheureuse Trinité, Mathilde, Adélaïde et Cunégonde, joignant sur leurs fronts la couronne des saints au diadème de la Germanie. Sur le chaos du dixième siècle, d'où l'Allemagne devait sortir, plane sans interruption leur douce figure, plus forte contre l'anarchie que le glaive des Othons, rassérénant dans la nuit de ces temps l'église et le monde [5]. »

La Prusse n'a à ses origines ni une Clotilde, ni une Cunégonde, mais Elisabeth de Danemarck. Là est le secret de sa vilaine destinée et le mot révélateur de son histoire [6].

Lors de la nouvelle organisation que le traité de Westphalie donna à l'Allemagne pour mettre fin, en 1648, à la guerre de Trente ans, la Poméranie orientale et l'évêché de Magdebourg furent attribués à la Prusse. Les Hohenzollern s'affranchirent alors, par une guerre, de leur vassalité envers la Pologne, et ils se trouvèrent à la fois Electeurs de Brandebourg et Grands-ducs de la Prusse orientale. Leur domaine acheva de s'étendre en Poméranie quand la Suède se retira de l'Allemagne. Ils arrondirent dans le même temps leurs petites principautés aux bords du Rhin.

Toutes ces acquisitions amenèrent l'Empereur à accorder aux Hohenzollern le titre de rois qu'ils ambitionnaient. Le fils du Grand Electeur fut couronné à Kœnigsberg le 18 janvier 1701 [7]. Le Pape annonça malheur aux rois qui voudraient recevoir l'Electeur de Prusse dans la famille des souverains, prédiction qui ne s'est que trop réalisée.

---

5. *Année liturgique*, XIII, 120.
6. L'historien G. Kurth, quelques jours avant sa mort et alors que les Prussiens occupaient son pays, la Belgique, a fort bien dit : « Les nations, comme les individus, subissent la fatalité du péché originel. Née d'une apostasie qui a profané l'idéal religieux et militaire des chevaliers teutoniques, la Prusse n'a jamais démenti ses origines frauduleuses et larronnes. D'Albert de Brandebourg à Frédéric II, de Frédéric II à Bismarck, de Bismarck à l'attentat du 2 août 1914, c'est toujours par la violation des droits les plus sacrés, par le parjure et par l'iniquité qu'elle est arrivée à ses fins. »
7. Cette date du 18 janvier fut choisie en 1871 pour la proclamation de l'empire allemand à Versailles.

CHAPITRE II.

Le royaume de Prusse.

La Prusse est le péché de l'Europe. Née du protestantisme, son premier établissement lui fut fait par l'apostasie ; elle a grandi dans le délire de l'impiété philosophique. Après Albert de Brandebourg, l'apostat, son second fondateur est Frédéric l'athée. Depuis lors, la Prusse s'est enflée des méfaits, des fourberies, des machinations, des crimes et des aberrations du machiavélisme anti-catholique. Il y a toujours eu quelque dessein pervers ou inepte contre l'Eglise dans les secours, dans les complaisances et dans les connivences dont la Prusse a été l'objet, soit de la part des gouvernements, soit de la part de l'opinion.

L. VEUILLOT.

Le péché des nations latines. — Protestations du Pape auprès des souverains. — Seconde protestation. — Louis XIV fait de même. — Les Hohenzollern deviennent les champions du protestantisme et leur Etat son boulevard. — Frédéric-Guillaume le sergent. — Frédéric le Grand. — Il pétrit la Prusse de ses mains impies et tyranniques. — Prévision de Marie-Thérèse. — Les relations de Frédéric le Grand avec la Franc-Maçonnerie. — Conséquences politiques.

Dans une homélie prononcée le 25 novembre 1870, Mgr Pie parla en ces termes de l'élévation des Hohenzollern à la dignité royale, événement qui devait avoir des suites si funestes pour l'Europe [1].

« La Prusse a été, dès l'origine, LE PÉCHÉ *des nations latines.*

1. Tome VII, p. 26.

Je ne parle point des premières et terribles atteintes portées à l'unité du monde occidental par des traités que les progrès du mal ont pu rendre inévitables, mais dont l'Eglise n'a jamais omis de signaler les côtés funestes. J'appelle seulement votre attention sur cette première année du XVIIIe siècle, inauguré par l'éclosion de la royauté prussienne. Le Pape qui gouvernait alors l'Eglise, Clément XI, homme supérieur à plus d'un titre, ne laissa point passer sans réclamations cette atteinte au droit public de la société chrétienne. Dans le consistoire secret du 18 avril de l'année 1701, le vigilant pontife informe le collège apostolique qu'il a appris et qu'il est notoire que Frédéric, marquis de Brandebourg, vient de se faire décerner publiquement la dignité et les insignes de la royauté par une investiture profane et jusque-là peut-être sans exemple chez les chrétiens, au mépris de toute autorité de l'Eglise de Dieu, et par la violation sacrilège de l'ancien droit appartenant à l'ordre sacré et militaire des chevaliers teutoniques sur cette province ; que par là il s'est mis dans la catégorie de ceux dont le Seigneur a dit : « Ils ont régné et ce n'a pas été en mon nom ; ils ont été princes, et je ne les ai pas connus » ; il observe combien ce fait est injurieux au Siège apostolique, combien il est contraire aux sacrés canons en vertu desquels un prince héréditaire devrait déchoir de sa dignité plutôt que d'en recevoir une nouvelle ; et il ajoute que, pour satisfaire autant qu'il est en lui aux devoirs de sa charge, il a dénoncé à tous les peuples catholiques cet attentat irréligieux, les avertissant de ne ratifier en aucune manière le titre usurpé par ledit marquis, et de ne pas permettre que la vénérable et sacrée dignité de roi, qui doit être envisagée comme un bienfait singulier de Dieu, et qui doit servir au soutien et à l'ornement de la vraie religion, vienne s'égarer et se poser à son grand détriment sur la tête d'un prince non catholique. En effet, on trouve dans la collection des Brefs de l'infatigable pontife neuf lettres, adressées à l'Empereur, au Roi très chrétien, au roi de Pologne, à la république de Venise, au duc de Bavière et aux autres Electeurs du Saint-Empire romain, au Sénat des huit cantons catholiques de la Suisse, répétant à chacun, dans des termes variés, la même recommandation de ne pas laisser enfreindre le vieux droit de l'Europe, ni avilir la majesté royale, par l'introduction irrégu-

lière d'une royauté nouvelle et surtout d'une royauté hérétique [2].

» Les diverses chancelleries de l'Europe répondirent en alléguant le prétexte ordinaire de la *raison d'Etat.* Clément ne se condamna pas au silence. Quatorze ans plus tard, il renouvela encore ses injonctions et ses réserves après le congrès de Bade, où la Prusse avait été honorée du titre de « royaume », et avait reçu des accroissements dangereux pour la population catholique. »

Le duc de Prusse, après un siècle de rapines, fut donc déclaré roi. Il se fit reconnaître comme tel par la Suède en trahissant la Pologne et par la Pologne en trahissant la Suède, puis en imposant à la Russie et à l'Autriche le partage de la Pologne. Ces crimes se sont renouvelés jusqu'à nos jours. En 1863, l'Autriche aida la Prusse à prendre un morceau du Danemarck, et l'année suivante la Prusse alla battre l'Autriche à Sadowa. Puis ce fut le tour de la France, et enfin le tour des peuples qui, tous, devaient subir le joug de la Kultur prussienne.

Après la guerre de 1870, Mgr Pie fit cette observation :

« *L'histoire a commencé* de révéler, et elle *achèvera de dire* si la Papauté n'était pas grandement perspicace alors qu'elle voulait ainsi refouler à sa naissance un royaume nouveau, souillé dans sa racine première par le scandale d'une double apostasie et qui ne pouvait prendre rang parmi les grandes Puissances qu'au préjudice de tout l'univers latin [3]. »

---

2. Le Bullaire romain conserve le texte de la protestation solennelle que le saint Pape Clément XI fit entendre en plein consistoire, le 18 avril de cette année. « Frédéric, marquis de Brandebourg, y lisons-nous, vient de se faire décerner publiquement la dignité et les insignes de la royauté par une investiture profane et jusque-là peut-être sans exemple chez les peuples chrétiens, au mépris de toute autorité de l'Eglise de Dieu et par la violation sacrilège de l'ancien droit appartenant à l'ordre sacré et militaire des Chevaliers Teutoniques de cette province. Par là il s'est mis dans la catégorie de ceux dont le Seigneur a dit : *Ils ont régné et ce n'a pas été en mon nom, ils ont été princes et je ne les ai point connus.*

3. Mgr Pie appela encore l'attention de ses auditeurs sur ces considérations: « Les voilà bien ces vieux papes, ces « vaillants » du nouvel Israël, tels que le prophète Isaïe nous les avait dépeints longtemps à l'avance : « J'ai établi des gardes sur tes murs, ô Jérusalem ; tout le jour et toute la nuit jusqu'à la fin ils ne se taisent point ». Sentinelles toujours debout sur les remparts de la chrétienté, les pontifes romains ont reçu cette consigne, et elle est la règle de leur conduite. Des hauteurs du Vatican, leur sollicitude s'étend aux peuples comme aux individus chrétiens, aux sociétés comme aux âmes sur qui s'est levée la lumière du Christ. Et dès que le monde nouveau a fait un premier pas en dehors de la vérité, dès qu'un membre de la grande famille des peuples catholiques s'est éloigné des principes qui sont le salut comme la gloire des nations régénérées en Jésus-Christ, le siège apostolique n'a pas perdu une seule occasion de prévenir des écarts si féconds en malheurs, de les déconseiller, de les censurer, de les flétrir... Et jamais la suite des évé-

C'est le 18 janvier 1741 que fut couronné à Kœnigsberg le premier roi de Prusse. Il est à peine besoin de rappeler que cet anniversaire du 18 janvier fut celui que le roi Guillaume choisit pour se faire solennellement couronner Empereur d'Allemagne à Versailles en 1871 ; et ce jour-là se trouva justifié le mot du Prince Eugène qui, beaucoup plus clairvoyant que l'empereur Léopold, avait dit en 1702 : « Les ministres qui ont conseillé à mon maître l'érection du royaume de Prusse méritent d'être pendus ! »

Bien grande donc a été l'imprudence de l'Empereur au point de vue politique en donnant son consentement à l'accroissement de puissance des Hohenzollern. Elle ne le fut pas moins au point de vue religieux. Les descendants d'Albert étaient devenus les plus importants des princes réformés en leur qualité de rois. Ils se firent les champions du protestantisme et leurs Etats son boulevard.

Louis XIV vit, comme Clément XI, que cette nouvelle royauté avait un caractère révolutionnaire et qu'elle contenait les menaces les plus graves pour l'ordre européen, ce qui ne se manifesta que trop par la suite, ce que nous voyons aujourd'hui plus que jamais. Les autres cours eussent été sages de suivre la ligne de conduite que leur indiquait le roi de France.

L'Etat prussien n'était arrivé à faire sa place au soleil qu'en violant toutes les règles et par une série d'attentats contre les traités. C'est par les mêmes brigandages qu'il a toujours grandi depuis. Peut-on s'étonner que, sous sa direction, les Allemands d'aujourd'hui violent les traités internationaux et toutes les lois de la guerre ? Louis XIV savait et prévoyait. Il refusa donc avec fermeté de reconnaître à Frédéric de Prusse le titre de roi ; il ne s'inclina devant le fait accompli qu'à la grande liquidation du traité d'Utrecht, en 1713. Le Saint-Siège tint bon jusqu'en 1787.

Au premier roi de Prusse succéda Frédéric-Guillaume Ier, surnommé le roi-sergent. Il dota la Prusse de l'armée dont devait

---

nements n'a manqué de donner raison à leur parole négligée ou méconnue ; c'est pourquoi le pontificat romain, quand les calamités sont venues fondre sur l'humanité, a pu toujours la prendre à témoin qu'il avait les mains pures de tout le sang versé, alors qu'il n'avait jamais failli à annoncer ouvertement les conseils de Dieu.

profiter son fils Frédéric II, dit le Grand. Nous devons arrêter un instant l'attention de nos lecteurs sur ce personnage.

Voltaire et les philosophes du XVIIIe siècle le qualifièrent « grand ». Ils flattèrent[4] et glorifièrent avec zèle ce « Platon de corps de garde » par haine du christianisme et de l'ordre chrétien, mais nullement par admiration ou amour. Voltaire détestait déjà Frédéric avant d'en avoir été bâtonné. Frédéric avait pour eux le même mépris ; il disait d'eux que s'il voulait perdre un empire, il le ferait gouverner par des philosophes. « Les jugements de ce roi de Prusse sur Voltaire et ses conjurés, observe J. de Maistre, sont la chose du monde la plus curieuse. Lorsqu'il se livre à sa haine pour le christianisme, qui était chez lui une véritable maladie, une rage, alors il parle de ces messieurs comme de ses collègues, il fait cause commune avec eux, il dit : NOUS. Mais lorsqu'il ne s'agit plus de théologie, il en parle et il leur parle avec le dernier mépris : car personne ne les connaissait mieux que lui. Cette observation est justifiée par toutes les pages de cette correspondance. »

Frédéric II se fit le protecteur et souvent le conseil de ces hommes qu'il méprisait, Voltaire, d'Alembert et Diderot, quatre ennemis personnels de Notre-Seigneur Jésus-Christ que, dans leur correspondance, ils appelaient « l'infâme ». Ce mot, dit Barruel, était la formule inintelligible au vulgaire, le mot du guet dont usent tous les conspirateurs, et dont l'explication secrète dévoile et rappelle sans cesse aux adeptes le grand objet de leur conspiration.

Nous trouvons le Juif dans cette haine et cette conjuration. « Le Juif était à l'œuvre, a écrit récemment le Juif Darmesteter, dans l'immense atelier de blasphème du grand empereur Frédéric. » C'est de lui que la Prusse a reçu ce qui a achevé de la faire ce qu'elle est[5]. « La Prusse, dit M. de Bonald, professe

---

4. Voltaire écrivit un jour à son Frédéric : « Vous êtes, sire, le fondateur d'une très grande Puissance. Je ne sais où vous vous arrêterez, mais je sais que l'AIGLE DE PRUSSE ira bien loin. Je supplie cet aigle de jeter sur moi, chétif, du haut des airs, un de ces regards qui raniment le génie éteint. » Il avait aussi dit à Frédéric que « Paris était sa capitale ». Et au moment où l'héritier de Frédéric investissait cette capitale, le préfet de Paris ouvrait une souscription populaire pour élever à Paris une statue à Voltaire !

5. La cour de Frédéric le Grand n'était pas seulement un atelier de blasphème, mais aussi une maison de débauche. Condorcet, dans ses *Mémoires*

moins la religion de Luther que la religion de Frédéric II. » Et ailleurs : « Les opinions philosophiques de son plus grand roi, accréditées par ses succès militaires, ont répandu en Prusse un extrême libertinage d'esprit. Il y manque ce principe de vie que la religion communique aux sociétés en donnant la raison du *pouvoir* et le motif du *devoir*. La Prusse est un camp plutôt qu'une société : sa population est toute en soldats, comme son territoire est tout en frontières. »

Lakanal, membre de la Convention, dans la séance du 24 octobre 1794, parlant de cette nation, a dit ce à quoi l'a réduite celui qu'elle continue à appeler « le Grand » : « d'Alembert et Voltaire, dit-il, ont été auprès de Frédéric ce que Diderot a été auprès de Catherine ; la Russie est demeurée peuple de barbares, et la Prusse est demeurée peuple d'esclaves ». Esclave ! Quel peuple a jamais été soumis à un esclavage tel que celui auquel les rois de Prusse ont soumis leurs sujets par l'organisation militaire qu'ils lui ont imposée ? Qu'on se rappelle le mot du colonel Stoffel dans le rapport envoyé de Berlin à Napoléon III le 28 février 1870 : « La Prusse c'est une armée qui a un pays, non un pays qui a une armée. » Hélas ! cette organisation militaire, cet esclavage, la Prusse, après l'avoir accepté pour elle-même, l'a imposé à toute l'Allemagne, et par contre-coup, aux autres peuples, mis dans la nécessité de parer ses agressions.

C'est l'organisation donnée à son armée par le roi-sergent, et renforcée de jour en jour par ses successeurs, qui est le principe de l'armement chez toutes les nations de tous les citoyens. Cette organisation a eu pour premier effet de donner à la politique prussienne le moyen de s'élever par des acquisitions successives au détriment de tous. Les Hohenzollern continuèrent à se conduire en véritables condottieri.

---

de Voltaire, publiés à la suite de la *Vie de Voltaire,* dit : « Ce gouvernement singulier, ces mœurs encore plus étranges, ce contraste de stoïcisme et d'épicurisme, de sévérité dans la discipline militaire et de mollesse dans l'intérieur du palais, des pages avec lesquels on s'amusait dans son cabinet, et des soldats qu'on faisait passer trente-six fois par les baguettes sous les fenêtres du monarque qui les regardait, des discours de morale et une licence effrénée, tout cela composait un tableau bizarre, que peu de personnes connaissaient alors, et qui depuis a percé dans l'Europe. »

A rapprocher des révélations sensationnelles que fit le Juif Maximilien Harden et qui déshonorèrent honteusement les amis et conseillers de l'empereur Guillaume II.

Dans la première moitié du XVIIe siècle,la Prusse était formée de trois îlots : à l'Est, la Prusse propre avec sa capitale Kœnigsberg, enserrée dans les provinces polonaises ; au centre, entre l'Oder et l'Elbe, le margraviat de Brandebourg, qui relevait de l'Empereur, faisait partie du corps germanique, et au sein duquel surgit Berlin ; à l'Ouest, le duché de Clèves sur les rives inférieures du Rhin, inclinant vers les Pays-Bas, comme la Prusse vers les pays slaves. Entre ces trois territoires, il n'y avait aucun lien moral ni aucun intérêt matériel. Pour vivre, cet Etat, mal formé, devait s'efforcer de rejoindre ses tronçons épars. A cette fin, le roi-sergent amassa des trésors et disciplina des soldats. Cette armée et ces trésors de guerre vinrent aux mains de Frédéric II, dit le Grand, qui sut s'en servir.

Pour arriver à écraser « l'infâme », Frédéric II, tout en s'occupant de l'organisation de son armée, s'occupait non moins activement de l'organisation de la Franc-Maçonnerie. N'étant encore que prince royal, il avait été reçu Maçon dans la nuit du 14 au 15 août 1753, et l'historien de la Maçonnerie en Angleterré, d'Asveld, dit que la Maçonnerie allemande fit en sa personne une acquisition de la plus haute importance. Devenu roi, il résolut de mettre en rapports plus directs l'ordre maçonnique de Saint-Jean avec les systèmes templiers ; il organisa à cet effet la *Maçonnerie écossaise*. Et c'est le *rite écossais ancien accepté* qui, avec divers remaniements datant de la fin du XVIIIe siècle, gouverne de nos jours le suprême conseil en France et est pratiqué dans la plupart des Grands-Orients [6].

Après la destruction apparente de l'Ordre des Illuminés en suite de la saisie de ses papiers en Bavière, l'apostat Fessla alla s'établir en Prusse et fit accepter par Guillaume III le patronage de la Grande-Loge York qui prit la suite de l'Illuminisme, qui servit plus que jamais de noyau à la conspiration antichrétienne et antisociale.

C'est dans les loges, sous le règne de Frédéric II, que naquit l'idée de détruire le Saint-Empire romain et d'abattre la maison d'Autriche qui en était titulaire, pour réunir toute l'Allemagne en un empire centralisé sous la dynastie prussienne. Nous en

---

6. Malgré des apparences contraires pour quelques-uns, les Hohenzollern furent tous, peut-on dire, en intimité avec la Franc-Maçonnerie comme avec l'Eglise protestante.

avons la preuve dans les dépositions juridiques faites au procès intenté à Weishaupt et à la secte illuministe instruit en Bavière. C'est l'un des adeptes de cette branche de la conjuration judéo-maçonnique, le marquis Constanza, qui fit cette déclaration.

En 1778, l'impératrice Marie-Thérèse avait-elle le pressentiment de ce qui s'accomplit à Versailles en 1870? Elle écrivit à sa fille, la reine de France, une lettre qui, en 1868, fut citée dans un procès de presse fait à Darmstadt au journal *Heissische Volksblaetter*. Dans cette lettre elle parle avec une clairvoyance étonnante de ce dont nous sommes devenus témoins :

« Ce qui est extraordinaire, dit-elle, c'est que les Puissances ne songent pas à s'unir pour prévenir un tel malheur dont toutes, tôt ou tard, auront à subir les conséquences funestes. Ce que je viens d'annoncer concerne toutes les Puissances de l'Europe; l'avenir ne me paraît pas sous un jour riant. Cependant, nous subissons aujourd'hui l'influence de cette monarchie despotique et militaire qui ne reconnaît aucun principe, mais qui, dans tout ce qu'elle fait et entreprend, poursuit toujours son même but, son intérêt, son avantage exclusif. Si l'on continue à laisser gagner du terrain à ce principe prussien, qu'auront à espérer ceux qui nous succéderont un jour ? »

Les conséquences funestes de l'entente des Hohenzollern avec la secte judéo-maçonnique ne tardèrent pas à produire leurs effets.

Ce fut sous le règne de Frédéric le Grand, en 1772, qu'eut lieu le premier partage de la Pologne. Il y gagna la Prusse occidentale. Les partages de 1793 et 1795 procurèrent à la Prusse d'autres notables accroissements. Elle ne se déclara point encore satisfaite.

A la fin du XVIII[e] siècle, l'Allemagne était devenue une fédération de deux grands Etats, Autriche et Prusse, de deux Etats-moyens, Bavière et Saxe, d'une multitude de grandes et de petites principautés; en tout dix-huit cents Etats dont trois cent cinquante seulement avaient une étendue appréciable, et une centaine une histoire. Les guerres de Napoléon portèrent le fer et le feu dans cette anarchie politique que le traité de Westphalie avait consacrée. Elles mirent fin au Saint-Empire romain, fin voulue par la secte, ardemment désirée par la Prusse. Il avait vécu mille ans, agité par bien des convulsions. En 1804, François II changea son titre en celui d'Empereur d'Autriche. La grande pensée du Pape Léon III et de Charlemagne s'était

dissipée au souffle de la révolution. Le 31 août 1806, J. de Maistre écrivait au chevalier de Rossi :

« Voici l'empire germanique détruit, et souvenez-vous bien que c'est pour toujours. Lorsque les vieilles institutions compliquées, vermoulues, pour ainsi dire, par le temps, et qui ne subsistent aujourd'hui que parce qu'elles subsistaient hier, viennent à être renversées par quelque coup violent et inattendu, elles ne se relèvent plus. »

La Prusse put ainsi relever l'Empire allemand et mettre dans ses fondements le contraire de ce qui permettrait de l'appeler « le Saint-Empire ».

Elevant sa pensée vers le Roi éternel des siècles et l'abaissant sur l'armée de Satan, J. de Maistre disait :

« Vous voyez que le monde entier est ébranlé. Tout ce que nous voyons n'est que le préparatif de ce que nous ne voyons pas encore. »

Il ajoutait, dénonçant la Franc-Maçonnerie comme le démiurge caché de ces bouleversements :

« J'ai de bonnes raisons de croire qu'à Vienne comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, il existe une force cachée qui mène les princes par des fils secrets et les précipite tous l'un après l'autre. Ce qu'il y a d'inconcevable, c'est que les princes les plus puissants et les plus intéressés ne voient ni le mal ni le remède ».

Loin de voir le mal et de rechercher le remède, aujourd'hui encore ils acceptent d'être les instruments du malfaiteur.

CHAPITRE III.

La chute et le relèvement.

Le Seigneur dispose les conseils des nations,
il rend vains les projets des peuples;
Le conseil du Seigneur subsiste éternellement,
les desseins de son cœur subsistent éternellement.

Ps. XXXII.

Comme elle est subite la désolation qui fond sur eux,
Comme une fin soudaine les enlève et les anéantit!
Pareil au songe qui disparaît au réveil,
ainsi, ô Seigneur. à ton réveil, leur ombre disparaît dans ton mépris.

Ps. LXXII.

La déconfiture d'Iéna. — Amenée par de nouvelles convoitises. — Le désastreux traité de Tilsit. — L'édifice fameux construit avec du sang, de la boue et de la fausse monnaie croule. — Partie remise. — Prusse et France. — Le relèvement par les écoles, l'armée et la Franc-Maçonnerie. — Situation en 1812.

Du haut faîte où elle était parvenue, la Prusse fut tout à coup précipitée et parut l'être irrémédiablement. Napoléon la mit dans un état tel que l'on put croire un instant à la disparition de cette Puissance de la carte de l'Europe. Le 2 juin 1812, J. de Maistre écrivait de Saint-Pétersbourg à son roi Victor-Emmanuel : « Votre Majesté sait qu'il n'y a plus de Prusse. L'infortuné souverain a, depuis quelque temps, à peu près abandonné la partie. Il a livré sa capitale aux Français et il s'est retiré en Silésie. »

Napoléon n'avait pas voulu cette ruine. Il l'infligea à sa grande surprise, la main forcée par la Prusse elle-même, qui poursuivait comme toujours ses ambitions et n'écoutait que son orgueil. Elle en fut cette fois cruellement punie.

Voulant tirer un nouveau profit du bouleversement que les guerres de la République puis celles de Napoléon produisaient

en Europe, la Prusse chercha à réaliser le dessein qu'elle nourrissait depuis longtemps : organiser sous sa présidence une confédération de l'Allemagne. Napoléon s'y opposa, bien qu'il vînt de manifester la continuation de sa bienveillance pour elle. Après la victoire d'Austerlitz il avait accordé à Frédéric III de nouveaux accroissements de territoire. Celui-ci, entraîné par sa femme, la reine Louise, demanda au vainqueur l'évacuation de l'Allemagne. Ne l'obtenant point, il partit en guerre seul, sans attendre le concours des autres puissances ; ce qui, comme le dit de Maistre, fit perdre la monarchie prussienne et la cause générale de l'Europe dans les plaines d'Auerstaedt (Iéna). La nuit du 13 au 14 octobre le roi de Prusse bivouaqua à Auerstaedt. La bataille commença de grand matin. Le bruit du canon du côté d'Iéna apprit au Roi que le prince de Hohenlohe était attaqué par l'armée de Bonaparte. A cinq heures du soir, la victoire était entièrement décidée pour les Français [1]. Ce fut un désastre. Le traité de Tilsit qui suivit, enleva à la Prusse la moitié de son territoire, toutes ses possessions à l'Ouest de l'Elbe et la plus grande partie de ses acquisitions polonaises. Le pays ruiné ne put payer la contribution de guerre et resta occupé par l'armée française. Napoléon compara la reine Louise à la magicienne Armide, mettant elle-même le feu à son palais. Pendant que Davoust occupait Berlin, Napoléon s'arrêta à Postdam, visita le tombeau de Frédéric le Grand et enleva son épée qu'il envoya à Paris. Lorsqu'on l'apporta au Sénat, le président prononça un discours où se lit cette phrase : « Grand exemple pour tous les souverains qui seraient tentés de fonder leur empire sur des bases aussi fausses ». Partageant cette pensée, J. de Maistre écrivit à M. le comte d'Avaray :

---

1. Les officiers de l'armée prussienne furent obligés de reconnaître que le soldat français était supérieur au prussien, si brave et si discipliné qu'il fût. Les lettres trouvées dans leurs bagages en témoignent : « S'il ne fallait se servir que de ses bras contre les Français, écrivait à sa famille un officier prussien, nous serions bientôt vainqueurs. Ils sont petits, chétifs. Un seul de nos Allemands en battrait quatre. Mais ils deviennent au feu des êtres surnaturels. Ils sont emportés par une ardeur inexprimable, dont on ne voit aucune trace chez nos soldats. »

Les officiers allemands ont pu faire de nos jours la même observation et avec un étonnement d'autant plus grand qu'ils nous croyaient complètement avachis par les quarante années de République et de Kulturkampf, dont ils nous avaient dotés et l'antimilitarisme qu'ils avaient soudoyé. En jetant sur nous comme une masse leurs millions d'hommes, ils pensaient bien ne faire de la France qu'une bouchée. Ils ne tardèrent pas à être détrompés.

« Il y a longtemps que j'ai prévu et annoncé cette catastrophe. J'ai eu, depuis que je raisonne, une aversion particulière pour Frédéric II, qu'un siècle frénétique s'est hâté de proclamer *grand homme*, mais qui n'était au fond *qu'un grand prussien*. L'histoire notera ce prince comme l'un des plus grands ennemis du genre humain qui ont jamais existé. Sa monarche, héritière imperturbable de son esprit, était devenue un argument contre la Providence (pour les sots bien entendu, mais il y en a beaucoup). Aujourd'hui, cet argument s'est tourné en preuve palpable de la justice éternelle. Cet édifice fameux, construit avec du sang, de la boue, de la fausse monnaie et des brochures, a croulé en un clin d'œil ».

J. de Maistre ne se trompait que de date. Ce qu'il croyait avoir été fait de son vivant, nous ou nos neveux le verront. Dieu n'avait fait que jeter le faisceau de verges qu'il s'était donné pour châtier les péchés des nations européennes. Il se réservait de le ressaisir pour des fustigations plus dures lorsque ces nations les rendraient nécessaires par des péchés plus grands. Quand la France et l'Europe se convertiront, Dieu ne se contentera plus de jeter le fouet que notre insolence a remis entre ses mains, il en disjoindra les lanières ; il n'y aura plus d'empire prussien, cet édifice fameux croulera définitivement.

S'élevant aux hautes considérations qui lui étaient familières, J. de Maistre terminait ainsi sa lettre au comte d'Avaray :

« La France et la Prusse, telles que nous les avons connues, sont les plus grands sujets qui aient jamais été présentés à la méditation des hommes d'Etat et des philosophes. On voit, d'un côté, comment les hommes que nous appelons *barbares*, ont créé dans la nuit du moyen-âge, des institutions qui ont duré quatorze siècles, et n'ont cédé à la fin qu'aux efforts répétés d'une foule innombrable d'enragés, ayant tous les vices de l'univers et de l'Enfer pour alliés. Et comment, de l'autre côté, toute la science, tous les moyens du siècle de la philosophie mis à la disposition de la souveraineté éclairée et absolue ont produit un édifice qui a duré quatorze minutes pour s'affaisser ignoblement au milieu de la quinzième, comme une citrouille qu'on écrase. Chaque nation, en se comparant à ces deux modèles, peut se juger aussi certainement qu'un chimiste juge le métal dans la coupelle.

» Dans un ouvrage anonyme que vous avez eu la bonté de citer quelques fois, il est dit que, *chaque nation, comme chaque individu, est chargé d'une mission :* celle des Français qui a toujours été la même, est bien extraordinaire en ce moment. Je la vois qui s'avance vers une gloire immortelle.

Quanta nec est, nec erit, nec visa prioribus annis.

» Mais la France ne sait pas ce qu'elle fait : et c'est précisément parce qu'elle ne sait pas ce qu'elle fait, et parce qu'elle n'est pas digne de le savoir, et parce que ce qu'elle fait n'a point d'analogie avec ce qu'elle est, que je me crois bien fondé à croire que les hommes qui agissent en ce moment du côté de la France ne sont que des météores passagers. »

« La France ne sait pas ce qu'elle fait », écrivait J. de

Maistre, lorsque, sous la main de Napoléon, il la voyait balayer l'Europe. Aujourd'hui encore et de même, il est vrai de dire : la France ne sait pas ce qu'elle fait, et elle n'est pas digne de le savoir, parce que ce qu'elle fait est sans analogie avec ce qu'elle est en ce moment. Elle s'était séparée de Dieu, alors comme aujourd'hui ; et cependant ce qu'elle faisait — et ce qu'elle fait toujours — c'était l'œuvre de Dieu. Elle l'accomplit encore à l'aveugle. Depuis les premiers jours de la Révolution il en est ainsi. Aujourd'hui comme en 1806, comme au jour où la Convention jeta le gant à l'Europe. Il en sera ainsi jusqu'au jour où sera réalisé le dessein auquel Dieu veut faire aboutir la Révolution qui a voulu être et qui a été satanique dans son action, mais qui sera divine dans ses résultats. Lorsque les météores passagers, — les Jacobins, les Napoléons et nos fantoches — auront achevé de faire table rase, Dieu se mettra à l'œuvre pour reconstruire, et pour cette reconstitution, il continuera à se servir de la France. Elle reparaîtra aux yeux du monde étonné ce qu'il lui a donné d'être à ses origines, et sa gloire sera plus grande que jamais.

Quanta nec est, nec erit, nec visa prioribus annis.

Pour ce qui est de la Prusse, J. de Maistre disait :

Tout me porte à croire que les innombrables prophéties faites sur la Prusse vont s'accomplir [2]. C'est ma ferme espérance ; c'est mon opinion raisonnable et raisonnée... *Il reste un doute mortel sur l'époque.* A cet égard l'esprit humain est impuissant, ou, s'il peut pressentir quelque chose, ce n'est point ce que nous désirons.

Le XIXe siècle tout entier a passé sans que soit arrivé le moment marqué par Dieu pour faire succéder la Rénovation à la Révolution. Le XXe siècle va-t-il résoudre ce problème? Est-il gros de l'ère annoncée? La guerre actuelle est-elle le prélude de la destruction de la Prusse, de la dissolution de l'empire allemand et de la résurrection de la France? Au contraire de ce que disait de Maistre, il y a un siècle : « Si l'esprit humain peut pressentir quelque chose, ce n'est pas (quant au jour et à l'heure) ce que nous désirons » ; nous nous hasarderons à dire aujourd'hui : « Si l'esprit humain peut pressentir quelque chose, c'est la réalisation prochaine de ce que nous désirons ».

---

2. Nous parlerons bientôt de la plus célèbre.

Mais le coup d'Iéna, mortel semblait-il, n'était point celui qui devait donner la mort à la Prusse. L'heure du bourreau n'était point encore arrivée pour elle. Elle n'avait point achevé son rôle d'exécuteur de la Justice divine, parce que nous n'avions pas cessé de nous élever contre l'infinie Majesté. La France allait se rendre plus coupable que jamais et avec elle l'Europe ; d'autres châtiments devaient être infligés à l'une et à l'autre : la nation chargée du rôle de tortionnaire devait pouvoir se relever et même voir sa puissance augmenter, pour que le châtiment pût répondre à la grandeur des offenses plus irritantes que jamais qui allaient se produire.

Après l'effondrement d'Iéna, la Prusse n'avait conservé que quatre provinces et pas entièrement : la Marche de Brandebourg, la Prusse propre, la Silésie et le duché de Poméranie. Dès lors, il se trouva des hommes qui s'appliquèrent avant tout à présenter aux enfants des écoles primaires aussi bien qu'aux étudiants des Universités une *Allemagne unie* par la langue, et par les intérêts pour faire face à l'ennemi commun. Toute la jeunesse valide fut exercée au métier militaire, et on ne cessa de montrer à l'armée la Prusse comme ayant la mission historique de défendre et d'élever parmi les nations la communauté germanique.

Pas plus de sept ans après Iéna, la Prusse était remise sur pied. Stein et Hardenberg avaient été rappelés au pouvoir après le traité de Tilsit et avaient opéré des réformes sociales et militaires ; les écrivains Fichte [3], Schleiermacher et même

3. Nous avons mis Fichte en tête de ceux qui ont le plus contribué à relever la Prusse. A l'heure même où il entendait les tambours français résonner sous les fenêtres de l'Université, il prononça ses *Quatorze Discours à la nation allemande.* Ils n'ont cessé d'être réimprimés en toutes sortes de collections populaires. Leur influence fut et est encore incomparable comme apologie du germanisme et du pangermanisme. « Je parle, dit-il, pour les Allemands en général, pour tous les Allemands sans exception... Pas de fusion, avec personne ; mais, par contre, prendre la tête de l'humanité : pourquoi? Parce que l'Allemagne est la Nation par excellence, la Nation élue ; elle est le peuple, comme la Bible est le Livre ; elle est la Race type, la personnification même de l'Humanité ; elle est *all* — *Mann* (= tout homme : il joue ici d'une étymologie qui est fausse), et c'est pourquoi elle a la puissance de s'étendre à tout, de tout absorber... L'esprit allemand n'est pas de frappe terrestre, il est la source de tous les soleils, il plonge dans l'avenir et crée sans arrêt des mondes nouveaux. — « Il faut amener la nation allemande à prendre conscience d'elle-même, c'est-à-dire de sa pure essence germanique *(Deutschheit)*, et rendre ce sentiment assez fort pour qu'il puisse s'imposer au reste du monde et le régénérer »

Schiller qui, dans ses premiers écrits, s'était montré ennemi juré de la société et de la civilisation, imprimèrent à la Prusse, avec le concours des Arndt, des d'Arnim, des Kœrner et des Schleger un puissant élan de patriotisme. Les sociétés secrètes, qui n'avaient pas perdu de vue le rôle qu'elles destinaient à la Prusse, n'y furent pas étrangères, et l'aide donnée au premier moment fut continuée avec une infatigable persévérance. En 1861, une union de tous les rites de la Franc-Maçonnerie allemande fut opérée sous forme de fédération intitulée *Verein deutscher Freimaurer*, présidée par le F.·. Seydel. Il y eut congrès. Les écrivains et les professeurs en renom enrégimentés dans le *Verein* s'y trouvèrent et à partir de là donnèrent à l'opinion une impulsion de plus en plus irrésistible. C'est ainsi que la Franc-Maçonnerie seconda les hommes d'Etat et les instituteurs et prépara les victoires de la Prusse en Allemagne et en France [4].

Le relèvement de la puissance prussienne ne tarda pas à se rendre manifeste aux yeux de tous. En 1812, à la suite des revers de Napoléon en Russie, la Prusse se trouva en mesure non seulement de lui faire défection, mais de prendre la tête de la coalition contre la France; son armée parut à Leipzig, et Blücher fut le vainqueur de Waterloo. Au congrès de Vienne, le royaume, perdant du côté de l'Est quelques terres slaves, acquit une partie de la Saxe, une partie de la Westphalie et le solide noyau de la province du Rhin. Il y a en tout cela une leçon qui malheureusement a été perdue de vue en 1918-1919. Aux congrès qui suivirent, les Prussiens, non contents des mutilations imposées à la France, réclamèrent déjà l'Alsace et la Lorraine, et de plus la Flandre française. Ils voulurent la création sur toute notre frontière, depuis Dunkerque jusqu'au Mont-Blanc, d'une zone de six lieues de large, qui eût été détachée du territoire français pour être occupée par des postes fédéraux aux mains de nos ennemis. Le tzar Alexandre remit en 1818 au duc de Richelieu la carte dressée en Prusse pour étayer ces prétentions.

4. Tous les hommes marquants de l'Empire allemand actuel sont des Francs-Maçons avancés ; on peut s'en convaincre en comparant les annuaires maçonniques avec le *Reichsanzeiger*.

CHAPITRE IV.

La marche vers l'empire.

La Prusse est le péché de nos pères, elle est aussi le nôtre. Nous avons exalté son orgueil en admirant sa science fausse et ses brutales institutions. Notre politique a fourni des prétextes à son esprit de mensonge, elle a favorisé son esprit de rapine. Pour faire l'Italie, nous avons défait l'Autriche et abandonné le Pape, croyant qu'il ne nous en coûterait rien d'abjurer le devoir de protéger le droit des faibles. Nous avons cessé de comprendre que le droit protégé du faible est le vrai et l'unique rempart du fort.

Ni les victoires matérielles de la Prusse, fussent-elles multipliées, ni les victoires philosophiques des Prussiens de France ne nous arracheront le Christ. Que les armes nous trahissent, il y a des armes qu'il ne veut pas nous ôter, qu'il ne nous ôtera pas et qu'il ne donnera pas à l'ennemi, victorieux pour un jour: nous avons la Vierge et l'Eucharistie.

L. Veuillot.

L'Italie une et l'Allemagne une. — Entente de Louis-Napoléon et du duc de Brunswick. — Le Prince, arrivé à la présidence, tente aussitôt de tenir ses engagements. — Empêché, il continue à conspirer pour l'unification de l'Allemagne. — Son assentiment aux projets de Bismarck en 1862. — Communauté de vues avec Palmerston. — Le Parlement de Francfort propose en 1848 la constitution de l'empire allemand au profit de la Prusse. — Le Parlement était inspiré par des Francs-Maçons notoires et des Juifs. — La pensée de Donoso-Cortès alors ambassadeur à Berlin. — Refus de Guillaume IV. — Pourquoi ce refus. — Portrait de ce roi qui convient à d'autres Hohenzollern. — Le Dieu des rois de Prusse. — Venu plus tard, l'empire allemand a amené le déluge annoncé.

Depuis 1820, c'est-à-dire depuis la réorganisation de la Franc-Maçonnerie et l'institution de la Haute-Vente, toutes les loges ont fait converger leurs vues et leur action vers Berlin. La

réunion de l'Allemagne sous la domination de la Prusse devint, avec la destruction de la monarchie pontificale et l'abaissement de la France, l'objet de leurs « travaux ». Le général Lamarque raconte dans ses Mémoires une entrevue qu'il eut en 1826 avec le comte de B...

« Il a trouvé, *dit-il,* le moyen de se faire recevoir dans toutes les sociétés secrètes de l'Italie et de l'Allemagne, et il prétend que ces sociétés minent le terrain sur lequel repose l'ordre social actuel. A l'entendre, les *carbonari* parviendront à leur but, qui est de réunir toute l'Italie en une seule puissance. Ce désir d'union est aussi un des grands buts de la *société teutonique.* En Allemagne : les nombres mystérieux de trente-sept et de trente-huit qu'elle a adoptés signifient que sur les trente-huit princes qui partagent l'Allemagne, il n'en faut conserver qu'un ».

Le futur Napoléon III, que son initiation mettait au courant de ces vues, partagea ce dessein qu'il devait tant aider à réaliser. Il entra pour cela en rapports, en 1845, avec le duc de Brunswick. C'est ce qu'établit un ouvrage publié à Londres en 1867 sous le titre *Lettres et correspondance de Th. Simgby Dimcombre.* De concert avec le comte de Dorsay, ami personnel de Louis-Napoléon, cet Anglais travailla une partie de sa vie à servir la cause du Prince. Il eut l'idée d'employer l'immense fortune du duc dépossédé, « le duc aux diamants », aux projets de Louis-Napoléon. Celui-ci s'engageait, s'il devenait Empereur, à rétablir le duc dans ses Etats et à *favoriser l'unification de l'Allemagne,* choses qui auraient dû paraître au duc inconciliables. M. Deschamps a publié le texte de cette convention, tome II, p. 401 de son livre *Les sociétés secrètes et la société..*

Dans cette convention, signée par lui, en 1845, Louis-Napoléon s'engageait auprès du duc de Brunswick, « sur son honneur et le saint évangile », à « faire une Allemagne nationale unie ». A peine arrivé au pouvoir, il songea à réaliser le plan d'unification ébauché avec le duc et qui n'était autre que celui arrêté depuis longtemps par les sociétés secrètes. « La première fois, dit le duc de Broglie [1], que Napoléon III trahit l'étrange préoccupation qui lui faisait voir d'un œil favorable la reconstitution de l'empire d'Allemagne au profit de la Prusse, ce fut avant son avènement à l'empire et pendant sa présidence, à la suite des troubles qui avaient agité, en 1848, la confédé-

1. *Le Correspondant* du 10 novembre 1882.

ration germanique. Il fit confidence de ses sentiments secrets au ministre qu'il envoyait à Berlin. M. de Persigny, choisi, comme on le voit, dans son intimité personnelle. Dès que l'effet de ces instructions ignorées commença à se manifester, le Ministère des Affaires étrangères, confié alors au général Labitte, et où M. de Viel-Çastel dirigeait les Travaux politiques, prit l'alarme et arrêta cette folie par un blâme sévère : le Prince, gêné encore dans l'exercice de son pouvoir, ne défendit pas son agent.

« Pendant toute la durée de son règne, dit M. Claudio Jannet, Napoléon III usa dans ses relations avec la Prusse des mêmes procédés de conspirateur dont il se servait avec Victor-Emmanuel. Par-dessus la tête de ses ministres des Affaires étrangères, il envoyait des émissaires confidentiels qu'il avait soin de choisir parmi des étrangers, parmi les membres des sociétés secrètes supérieures ». M. Claudio Jannet, à l'appui de son assertion, reproduit des documents datés de 1858 et d'autres de 1861 à 1866, en remarquant que l'on ne possède pas encore tous les documents utiles sur cette période de l'histoire contemporaine [2].

Un réfugié hongrois, M. le comte de Schere-Thosz, qui fut, de 1862 à 1867, l'agent confidentiel de Bismarck, a publié, en 1881, ses *Souvenirs*. Il y raconte qu'en octobre 1862, Bismarck, qui était alors ambassadeur de Prusse à Paris, songeait déjà à une guerre avec la France et qu'avec les facilités que son ambassade lui donnait, il mettait son principal soin à connaître les forces réelles de notre pays, pour se mettre en état de nous attaquer, et voir quel serait le moment le plus opportun de nous surprendre et de nous battre. Il affirme dans ces *Souvenirs* que dès ce moment (octobre 1862) Bismarck avait obtenu l'assentiment de Napoléon III à ses vues d'unification de l'Al-

2. Voir *Les sociétés secrètes et la Société,* t. III, chap. VIII. *Les relations secrètes de Napoléon III avec la Prusse.* Non seulement Napoléon III s'abstenait de traiter les Affaires avec ses ministres, mais il lui arrivait de faire le contraire de ce dont il avait été convenu avec eux. Le 6 juillet 1866, au lendemain de Sadowa, il avait reconnu avec son Ministre des Affaires Etrangères qu'il était impossible de laisser faire Bismarck, qui renversait le statut de la Confédération germanique au profit de l'Etat prussien. Une démonstration militaire sur le Rhin avait été jugée nécessaire et étudiée. Le Corps législatif serait convoqué pour voter les crédits nécessaires. Qu'on juge de la stupéfaction du Ministre lorsque le lendemain il ne trouva point ce décret au *Journal officiel.* Sans doute que Jérôme Bonaparte ou quelque autre dépositaire de la pensée des sociétés secrètes était survenu la nuit.

lemagne, tout en s'expliquant très librement sur l'impossibilité où il serait toujours de donner à la France une compensation sur la rive gauche du Rhin [3].

Napoléon III, en tout ce qu'il a fait, n'a jamais été conduit, tout le démontre, par la préoccupation des intérêts de la France, mais par la poursuite de ses rêves et de ses utopies humanitaires, et par le désir de réaliser les idées qu'il avait puisées dans la fréquentation des loges et des arrière-loges aux jours de sa jeunesse.

Il eut pour complice dans la réalisation de ses utopies Lord Palmerston. Celui-ci, le 12 mai 1849, fit publier le programme qu'il s'était tracé dans le journal maçonnique, le *Globe*. Il y était dit :

« Le plan de Palmerston est celui d'une nouvelle configuration de l'Europe, l'érection d'un royaume allemand vigoureux qui puisse être un mur de séparation entre la France et la Russie, la création d'un royaume polonais-magyar, destiné à compléter l'œuvre contre le géant du nord, enfin un royaume de l'Italie supérieure, dépendant de la maison de Savoie ».

Dans la suite de ce programme, la Prusse était désignée pour être le centre de ce « royaume allemand vigoureux ».

Ce plan maçonnique s'est réalisé et même s'est perfectionné dans l'exécution en ce qui concerne l'Italie et l'Allemagne.

La secte pensa arriver au but, en ce qui concerne l'Allemagne, en 1848, par le parlement de Francfort. Mis dans l'obligation morale d'accepter un mandat pour cette assemblée, l'abbé Ketteler, devenu plus tard évêque de Mayence, fut abordé dans une réunion préparatoire aux élections par un homme réputé conservateur qui lui dit que son devoir serait de coopérer à ce qui devait être l'œuvre principale du Parlement, l'extension jusqu'au Mein des frontières de la Prusse.

« C'était la première fois, *dit Mgr Ketteler,* que j'entendais émettre l'idée que nous avons vue se réaliser vingt ans plus tard. Je fus étrangement surpris, dans un temps où tous les droits étaient ébranlés, d'entendre

3. Bismarck a rapporté lui-même dans ses *Souvenirs* que ses yeux commençaient à s'ouvrir à compter de la guerre de Crimée et qu'il conçut alors son système de profiter de tout ce que ferait Napoléon III contre les traités de 1815 pour pousser jusqu'au bout la destruction de ces traités, par qui la Prusse était enchaînée et impuissante, pour unir l'Allemagne et conférer aux Hohenzollern l'empire reconstitué. Après Magenta et Solférino, Bismarck dit : « Si l'Italie n'existait pas, il faudrait la créer. » Il voyait dès lors la possibilité de chasser l'Autriche de l'Allemagne, et de s'allier contre elle au jeune Etat italien.

une telle bouche préconiser, comme un moyen de salut, une nouvelle et si colossale violation du droit, et je repoussai énergiquement le conseil de concourir à un tel dessein. Je ne me figurais guère alors que je serais témoin plus tard, comme évêque de Mayence, de la réalisation de ce plan et de l'extension des frontières prussiennes jusqu'au Mein. Combien de fois j'ai pensé depuis à ce monsieur de Tecklenbourg, dont les paroles sont devenues pour moi une preuve que ce qui est arrivé de nos jours était depuis longtemps préparé. Je suis certain maintenant que cet homme n'énonçait pas une opinion personnelle, mais qu'il s'était approprié la pensée d'une société secrète [4]. »

Mgr Ketteler ne se trompait point. Claudio Jannet fait remarquer que les hommes qui servirent la politique de Bismarck avec le plus d'ardeur avaient pris une part active aux événements de 1848. Il nomme Schultze-Delitsch, le docteur Lœve, Becker, Bennigson, Miquil, Gervinus, Bamberger, Goicist, Seydel, Lœsker, tous membres des sociétés secrètes. Il observe à cette occasion que les monarques de Prusse, rois ou empereurs, ont voulu parfois se dégager devant le public de toute alliance avec la Franc-Maçonnerie. Mais, ajoute-t-il, les faits méritent plus de créance que leurs paroles. »

Le *Journal des Débats* a vu, lui aussi, la coopération des sociétés sécrètes à l'édification de l'Empire allemand. Dans le numéro du 5 novembre 1879, il dit :

« En Allemagne, dès 1830, les juifs prennent un rôle important ; ils sont à la tête de la *Jeune Allemagne*. Si l'unité allemande a été hâtée par la diplomatie prussienne et par le militarisme prussien, cette œuvre, les juifs l'ont préparée, soutenue, complétée. »

Les Juifs ont été, en effet, les soutiens les plus actifs de Bismarck. On peut citer entre autres le juif Lasker, chef des nationaux libéraux, qui a été l'un des plus vigoureux champions de l'unité allemande.

Donoso-Cortès qui, à cette époque, était ambassadeur d'Espagne à Berlin, nous instruit de ce qui se passa au Parlement de Francfort lorsque les élus y furent réunis. Il écrivait chaque jour à un ami de Madrid des lettres qui ont été publiées dans le second volume de celles de ses œuvres qui ont été traduites en français. Celle datée du 14 mars 1849 commence ainsi :

« Lorsque cette lettre vous arrivera, le télégraphe vous aura déjà fait connaître la motion présentée par le député Walcker à la diète de Francfort, motion dont le but est de faire décréter la constitution d'un empire allemand et proclamer empereur le roi de Prusse ».

4. *L'Allemagne après la guerre de 1866*, par Mgr Ketteler.

Après avoir rappelé les efforts, toujours infructueux, faits depuis Charlemagne pour unifier l'Allemagne, il explique que cet insuccès vient de ce qu'elle est à l'état de chaos : au point de vue religieux, sont en présence le catholicisme, le protestantisme, le mysticisme, le rationalisme et l'athéisme ; au point de vue politique, le constitutionalisme, l'absolutisme et la démagogie ; au point de vue social, la féodalité et le socialisme ; enfin, au point de vue territorial, une multitude de nations séparées par leur tradition et leur histoire. — Donoso-Cortès ajoute à cela « qu'au point de vue européen, l'unité a contre elle toutes les grandes Puissances ». Après avoir parlé de la Russie, de l'Autriche, etc... il en vient à la France et il dit que, redoutant l'esprit envahisseur et aventurier de la démocratie allemande, elle se déclarerait ouvertement contre un ordre de choses qui tendrait logiquement à la déposséder de l'Alsace et de la Lorraine [5]. L'Angleterre, enfin, ne laisserait pas avec indifférence se consolider un empire qui, avant de naître, « manifeste l'intention, par la bouche des unitaires de Francfort, de créer une marine nationale comme la base la plus ferme de sa future grandeur ».

Ces vues, hélas ! n'ont point eu l'effet salutaire qu'elles devaient produire. Ni la France, ni l'Angleterre ne se sont opposées à l'unification de l'Allemagne, l'empire s'est constitué, mais il s'est alors donné une marine, ce qui devint la grande cause de l'hostilité actuelle entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Cette continuité de vues depuis le relèvement de la Prusse après le désastre d'Iéna jusqu'à nos jours révèle bien une volonté inspiratrice subsistante et directrice qui ne peut être autre que celle de la secte judéo-maçonnique toujours présente, toujours agissante. Aucune autre n'a et ne peut avoir une action aussi puissante, aussi continue, aussi prolongée.

L'assemblée de Francfort avait accueilli avec d'unanimes applaudissements la motion du député Walcker, puis elle l'avait repoussée avec les mêmes applaudissements unanimes, et avait fini par voter les propositions contenues dans cette motion qui

---

5. Gouvernée par le nourrisson des Loges, elle ne s'opposa point aux vues de la Franc-Maçonnerie et aux ambitions de l'Allemagne, mais elle les favorisa. Aussi ne tarda-t-elle point à être dépossédée de l'Alsace et de la Lorraine.

fut remise au roi de Prusse. Après bien des hésitations, il n'avait pas osé ce que son successeur Guillaume I[er] put faire en de meilleures circonstances.

Après ce refus, les plénipotentiaires d'Autriche, de Bavière et de Hanovre se réunirent à Berlin pour concerter une constitution allemande au nom de leurs souverains respectifs et, d'accord avec la Prusse, ils adoptèrent à peu près la constitution votée par les démagogues de Francfort. L'Allemagne sera un Etat unitaire qui portera le nom d'empire. L'Empire sera régi par le roi de Prusse qui ne s'appellera pas empereur mais d'un nom allemand qui veut dire *curateur de l'Empire* [6]. Annonçant cette nouvelle à son ami, le 25 mai, Donoso-Cortès dit alors ce qui put être dit avec plus de vérité en 1871 :

« Ainsi se sont accomplies les glorieuses destinées de la maison de Brandebourg. L'histoire de cette famille, depuis le Grand Electeur jusqu'à Frédéric-Guillaume IV, aujourd'hui régnant [7], est la plus prodigieuse de toutes les histoires. Le roi de Prusse touche au terme de tous ses désirs. Il a toujours cru que sa glorieuse famille était prédestinée de Dieu pour gouverner l'Allemagne ; et s'il a mis tant de fermeté à repousser le décret de l'assemblée qui mettait une couronne à ses pieds, pour prendre ensuite cette couronne sous un autre nom et par une autre voie, c'est uniquement parce qu'il ne pouvait se résigner à accepter comme un don ce qu'il regardait comme une propriété, à recevoir des hommes ce que lui envoyait Dieu, à voiler le décret du ciel sous le décret d'une assemblée. Maintenant, selon sa manière de voir, personne n'osera dire que son élection est l'œuvre des hommes ».

Donoso-Cortès a tracé de Frédéric-Guillaume IV qu'il voyait de très près, ce portrait qui est celui de plusieurs autres Hohenzollern [8] :

6. *Curateur de l'Empire,* c'est bien le nom qui convient au gouvernement de Berlin depuis la constitution de l'Allemagne en République-Empire. Les vues ne changent point ; les faits se succèdent et concourent à un but toujours le même, ce qui montre bien l'existence et l'action plus ou moins secrète d'un pouvoir dirigeant.

7. Roi de Prusse en 1840 et mort *fou* en 1861, Frédéric-Guillaume IV était frère de Guillaume I[er] qui devint empereur d'Allemagne.

8. Dans son ouvrage, *L'Allemagne moderne,* M. Jules Huret parle aussi du sentiment que l'Empereur actuel nourrit sur lui-même.

« Guillaume II croit à sa mission *divine.* Par quel phénomène mental y arrive-t-il ? L'explication importe peu. Il y croit, c'est l'essentiel. Il croit que le peuple a besoin d'être gouverné et que les hommes de sa famille furent choisis par la Providence pour leur force d'âme, leur valeur, leur amour de l'Allemagne, leur zèle dans le dessein de conduire les Allemands à leur suprême destinée. » I, 136.

On peut rapprocher de ces paroles celles de L. Veuillot parlant du tsar Nicolas I[er]. « C'était un roi. Mais Dieu juge les rois. Il les juge, non sur leurs qualités royales, mais sur leurs pensées, sur leurs actions, sur leur cœur. Il leur demande s'ils ont été justes, s'ils ont été cléments, s'ils ont

« Frédéric-Guillaume IV est, en religion mystique, et en politique, absolutiste. Doué d'un génie singulier et d'une éloquence exaltée et persuasive, il fait l'admiration de ceux qui le voient et le charme de ceux qui l'entendent; dans sa conversation il dit des choses et découvre des connaissances qui frappent tout le monde d'étonnement. On ne sait ni où ni comment il les a acquises. Avec toutes ces qualités éminentes, il manque de sens commun, et sa raison flotte perpétuellement entre le sublime et l'extravagant. Il se croit prédestiné, et il l'est en effet, mais pour une fin toute différente de celle qu'il voit dans ses rêves. Il se croit en communication directe avec Dieu, et quand il parle et agit, il pense obéir aux inspirations divines. Sous l'influence de l'inspiration qui s'empare de lui, il fait entendre des paroles éloquentes, et alors, si les personnes qui l'entourent témoignent leur admiration, il lève les yeux et rend grâces au Seigneur de ces paroles qu'il a daigné mettre sur ses lèvres. S'élevant en esprit dans ces hautes régions où n'arrivent ni les passions du monde, ni ses bruits, ni ses agitations, il y vit comme en une terre étrangère, et ses yeux voient passer avec indifférence hommes et choses, députés et ministres, assemblées et foules populaires, princes et révolutions, royalistes et démagogues.

» Avec un pareil caractère, il est parfaitement clair qu'il est inaccessible à toute espèce de conseils. Comment pourrait-il prêter une oreille attentive aux avis des hommes, ce roi qui vit dans la persuasion qu'il en reçoit directement de Dieu ? Son conseil des ministres est dans le ciel et Dieu le préside. S'il a des ministres ici-bas, c'est pour la forme; mais il les méprise tous souverainement ».

Ce prince est mort fou [9].

été sincères, s'ils l'ont connu et s'ils l'ont adoré. Il a été l'un des premiers entre les maîtres de la terre, le plus craint, le plus obéi, peut-être le plus aimé. Il lui fallait des hommes, et il en avait à qui l'on puisse tout commander et qui peuvent obéir à tout, qui ne connaissent ni devoir ni scrupule, ni faux ni vrai, ni juste ni injuste, ni bien ni mal, qui ne connaissent que sa volonté. »

Nicolas Ier et Guillaume II étaient le même homme; ils eurent une même fin.

9. L. Veuillot, en 1871, dans une lettre ouverte au roi de Prusse, non encore empereur d'Allemagne, dit : « Il y a dix ou onze ans, à Rome, je regardais un vieillard chétif qui descendait péniblement le petit escalier ruineux du palais des Césars. On le hissa dans une voiture. Il faisait compassion ; quelqu'un me dit le nom de ce bourgeois malade et triste, c'était un grand connaisseur de livres, un grand artiste, un grand prince, un homme d'esprit aimable et de bon cœur. Il avait refusé l'empire d'Allemagne, non qu'il le dédaignât, mais il ne pouvait pas l'accepter parce qu'il le voulait prendre. Il était encore roi de Prusse et pape de Prusse, et il ne l'ignorait pas ; mais en même temps il se croyait simple lieutenant de son armée, attardé dans sa carrière. Mystérieuse folie, ombre transparente d'une raison supérieure ! Il est mort aspirant au grade de capitaine. » Il y a entre Guillaume IV, roi de Prusse, et Guillaume II, empereur d'Allemagne, de frappantes ressemblances. Le roi Edouard VII d'Angleterre appelait notre Guillaume II « Monsieur touche-à-tout ». Il était infatué de sa toute-puissance et croyait posséder la science infuse ; aussi ne considérait-il ses ministres que comme de simples valets. A Bismarck il se hâta de substituer un Caprivi (1890-1893), un Hohenlohe (1899-1900) sans idées personnelles. Bulow, qui succéda, fut brisé dès qu'il montra des idées à lui. Il fut remplacé par un simple bureaucrate, Bethmann-Holweg, arrivé par l'avancement au choix (1900) et ainsi des derniers. Guillaume II ne supportait rien ni personne qui pût porter atteinte à son droit divin. Comme ses ancêtres il était persuadé

Il ne faut point croire que le Dieu dont Frédéric-Guillaume IV se dit ainsi l'organe soit le Dieu que nous adorons. Ce Dieu c'est l'Etat, l'Etat-Dieu incarné en lui. L'Etat-Dieu, c'est ce qui est aujourd'hui en France et tend à s'établir partout. Cela est né en Allemagne et nous est revenu de l'Allemagne.

Cette notion antichrétienne de l'Etat y fut, dès le XIe siècle, la règle non encore exprimée de l'attitude que prit alors l'empereur Henri IV à l'égard du pape Grégoire VII et de sa manière de gouverner.

Aux XIIIe et XIVe siècles, elle était nettement formulée par les légistes et acceptée par les empereurs comme règle de conduite. Elle l'est de nouveau aujourd'hui plus brutalement que jamais. « L'Etat, — dit Hegel, l'un de ceux qui ont forgé la pensée allemande, — l'Etat est le Dieu présent, le Dieu réel. L'Etat est la volonté divine rendue sensible, l'esprit divin qui se développe sous une forme réelle. Il est le divin et l'humain. Il est éternellement à lui-même son propre but. Il a tous les droits sur les particuliers. Le peuple organisé en société est la puissance absolue sur la terre. »

Personne n'a mieux formulé la notion antichrétienne de l'Etat que le F.·. Bluntschli, l'un des coryphées du Kulturkampf, publiciste de l'empire maçonnique allemand et l'un des écrivains les plus avancés de la secte. Il dit dans son ouvrage : *Théorie générale de l'Etat* [10], qui a été traduit en français [11] : « L'Etat moderne est fondé humainement sur la nature humaine... L'Etat

---

d'être le protégé du vieux dieu allemand qui leur a réservé la puissance mondiale. Le titre préféré de Guillaume II était celui de *souverain seigneur de la guerre*. Entré pour une nuit dans un château du Nord, il dit aux domestiques en les quittant : « Au retour de votre maître, vous lui direz que sa maison vient d'être glorifiée par la présence du plus grand souverain qu'il y ait au monde ». On a parlé de signes de folie pendant son séjour en Hollande : autre ressemblance avec Frédéric-Guillaume IV.

10. Ce n'est pas seulement l'Etat-Dieu, c'est aussi le nihilisme qui aurait les Universités allemandes pour auteur. C'est chez elles qu'il a puisé ses principes destructeurs de la religion, de l'autorité et de la famille. Ivan Tourguenieff, celui « qui a le plus contribué à vulgariser l'*idée nihiliste* », disent ses biographes, a passé trois ans à Berlin, de 1838 à 1841, à étudier la philosophie hégélienne. C'est à l'Université de Zurich que se sont produites les premières manifestations des étudiants nihilistes, elles ont été peu après répétées dans les Universités de l'Allemagne. « Sachez, a dit Donoso-Cortès, que le socialisme a trois grands théâtres : en France sont les disciples, rien que des disciples ; en Italie sont les séides, rien que des séides ; en Allemagne sont les pontifes et les maîtres... »

(Voir Deschamps, *Les sociétés secrètes et la Société*, t. II, p. 652.)

11. Traduction française chez Guillaumin, 1876, pages 50-55.

est une communauté humaine... L'Etat moderne est une organisation constitutionnelle humaine ; son pouvoir est réglé par le droit public. Sa politique cherche le bien possible d'après les conceptions de la raison humaine avec des moyens humains. Il se sent indépendant et libre au regard de l'Eglise, et il affirme même sur elle son droit élevé. » Il dit encore que la conception de l'Etat moderne, de l'Etat indépendant de toute théocratie, c'est-à-dire de toute soumission à la loi divine remonte à l'année 1740, année de l'avènement au trône de Frédéric II, dit le Grand. Il ajoute même que c'est à cette date et non à 1789 qu'il faut faire remonter l'ouverture de l'ère de la Révolution.

Cette conception de l'Etat enseignée dans les Universités, propagée par la Presse, s'est répandue dans la masse du peuple d'autant mieux qu'elle est partagée par les maîtres des écoles primaires. Elle est devenue la lumière qui guide les électeurs et les législateurs.

C'est donc de la Prusse que nous est venue la conception et la réalisation de l'Etat athée, l'apostasie sociale.

Les Hohenzollern ont constamment le nom de Dieu sur les lèvres, il se lit dans tous leurs actes, il brille au ceinturon de leurs soldats. Il ne faut point s'y tromper, leur Dieu n'est point le créateur du ciel et de la terre, encore moins, l'Homme-Dieu Rédempteur du genre humain, c'est le Dieu-Etat incarné en eux. Leur conduite en guerre ne le montre que trop. Ils n'y tiennent aucun compte des lois divines. Tous les préceptes promulgués sur le Sinaï et imposés à tout le genre humain y sont foulés aux pieds.

Leurs rapines méthodiques ravissant pièce par pièce tout ce que possède le malheureux envahi, l'enlèvement des jeunes filles par quartiers et par rues, *manu militari*, puis l'enlèvement des jeunes gens et des femmes pour les soumettre à un travail d'esclaves à leur profit, leurs mensonges, les violations de la parole donnée et acceptée et le mépris de leurs engagements, la lacération des traités internationaux portant leur signature : tout cela couvre tout ce qu'ils font des plus honteuses souillures. Les conditions dans lesquelles ils entreprennent leurs guerres en font un pur brigandage, un brigandage qui enlève la vie à des millions d'hommes et qui jette les deux tiers de l'humanité dans la misère. Leurs déclarations de guerre n'invoquent

aucun motif : j'ai la force et j'en use. Il n'y a pour eux d'autres lois que leur volonté, ils sont la loi, toutes les lois, et ils sont le dieu qui les fait à son gré.

Par la bouche d'Isaïe, Dieu, le vrai Dieu, leur dit :

Parce que ton cœur s'est élevé,
Et que tu as dit : « Je suis un dieu, je siège sur un trône de Dieu, »
A cause de cela, je ferai venir contre toi
Ceux qui te feront descendre dans la fosse [12].

Après le congrès de Francfort et au moment de la réunion des plénipotentiaires à Berlin, Donoso-Cortès avait dit :

« Si la motion passe, si le roi de Prusse accepte, la guerre générale est inévitable, et le résultat infaillible de cette guerre sera le second et dernier naufrage de cette grande illusion qu'on appelle l'unité allemande. *L'œil le plus pénétrant ne peut entrevoir le terme des effroyables événements qui commencent de ce côté du Rhin; mais, dès maintenant, on peut affirmer qu'il y aura beaucoup de sang versé et beaucoup de ruines* ».

Le roi de Prusse n'accepta point. L'un de ses successeurs crut pouvoir ceindre la couronne impériale, lorsque, après sa victoire sur la France en 1871, il put, dans le palais de Versailles, dire à son peuple, l'associant à son orgueil : « Race des Germains, nous sommes l'homme de nos œuvres, comme Dieu nous nous sommes faits nous-mêmes. »

Dès lors l'ambition des Hohenzollern ne connut plus de bornes: Empereur d'Allemagne, il aspira à devenir le suprême monarque du monde.

C'est ce qu'avait prévu Donoso-Cortès et ce que cette folie produirait. Dans la lettre à son correspondant qu'il écrivit le 1er mai 1849, il disait :

« C'est la guerre générale, c'est le feu prenant à la fois à tous les coins de l'Europe et peut-être du monde; c'est le cataclysme universel, le plus grand cataclysme qui soit tombé sur les peuples et qu'aient vu les nations ».

Il ajoutait :

« L'Europe n'en sortira, suivant la prédiction de Napoléon, que *républicaine* ou *cosaque*, si elle n'en sort pas CATHOLIQUE, troisième issue, que n'avait pas prévue le génie du grand capitaine. »

L'universel cataclysme est venu. L'Europe en sortira-t-elle Cosaque de par le bolchévisme ou entièrement livrée à la république et à la démocratie? Espérons que cette dernière épreuve l'aura convertie.

12. Ezéchiel, chap. XXVII, 2-8.

CHAPITRE V.

Vers l'hégémonie mondiale.

1° La Prusse compte sur la force.

Il y a une barbarie et une idolâtrie nouvelles sur la terre: nouvelles du moins depuis la régénération du genre humain par le sang de Jésus-Christ. La barbarie savante a créé des moyens d'oppression inouïs. Notre siècle verra peut-être des princes soi-disant chrétiens, guider dans le cœur de l'Europe des armées qui voudront y établir le despotisme anti-chrétien. Ce sera là le despotisme sans pareil que prévoyait Donoso-Cortès: sans pareil, parce qu'il s'exercera sur une société tombée des hauteurs de l'Evangile, et qu'aucune civilisation n'avait encore permis à l'orgueil humain de se précipiter d'un si noble sommet; sans pareil aussi parce que les développements inexorables des moyens matériels de gouvernement concourront pour rendre toute résistance générale impossible.

X.

Premier moyen de domination : l'emploi de la force et le mépris des droits d'autrui. — Les Hohenzollern. — La haine de la France. — L'opposition entre le génie latin et le génie germanique. — Cause première de l'hostilité de l'Allemagne.

De ce qui précède, il ressort que les rois de Prusse ont poursuivi avec une infatigable persévérance le but que leur maison a toujours visé : acheminement vers des hauteurs sans limites. Toujours aussi ils l'ont cherché par les moyens marqués par J. de Maistre dans une apostrophe à Frédéric II : « Vous n'avez jamais su vous élever au-dessus de l'idée de la force, et quand vous aviez rassemblé quelques matériaux que vous teniez unis

avec votre bras de fer, vous pensiez qu'ils pouvaient se passer de ciment. Non, ce n'est pont ainsi que l'on crée. »

C'est pourtant ainsi que les Hohenzollern ont toujours agi, d'abord envers leurs sujets primitifs, puis au fur et à mesure, envers ceux des pays qu'ils s'annexaient. Toujours ils ont pratiqué l'absorption totale de l'individu par l'Etat. Toujours ils ont imposé à leurs sujets une discipline sans limites. Tout membre de l'Etat allemand est placé dès sa naissance dans un organisme dont il ne peut s'affranchir. Quand le représentant de l'Etat ordonne, quoi que ce soit : piller, incendier, massacrer, il faut obéir aveuglément ; c'est ainsi que les consciences sont formées ; nous ne l'avons que trop vu dans les provinces occupées par eux.

C'est également par un bras de fer que les Hohenzollern ont soumis et maintenu sous leur joug les matériaux assemblés au cours des siècles pour former leur empire. Puis ils n'ont jamais cru devoir employer d'autre ciment que la force pour les y maintenir. En cela comme en tout les successeurs actuels des margraves du moyen-âge sont bien les fils de leurs pères.

Ce qui commença la fortune de ceux-ci ce fut le brigandage. Ils arrêtaient sur les routes les voyageurs et les marchands et les dépouillaient. Avec l'argent ainsi thésaurisé, ils achetèrent d'abord le marquisat de Brandebourg. Puis le duc de Mecklembourg-Stuttgard fut contraint par la force à s'avouer leur vassal. Par les mêmes moyens, ils s'emparèrent de diverses parties du territoire de la Saxe et des marches. Frédéric II, suivant l'exemple de son père, réunit à ses Etats, en 1453, la Marche Nouvelle, aliénée par l'Ordre Teutonique, aux jours de ses malheurs. Albert, par son traité de paix avec la Poméranie en 1479, réunit cette province au Brandebourg. Trois ans après, par le traité de Camenza, il gagna le duché de Crossen. Par l'apostasie d'Albert de Brandebourg, la famille de Hohenzollern parvint à fonder une magnifique principauté sur les ruines d'un Ordre illustre. Le Grand-Maître qu'il venait d'élire eut une entrevue avec Luther à Wittemberg, à la suite de laquelle il sécularisa la Prusse. Le fils de l'apostat sacrilège tomba en démence. Joachim II obtint du fou, à force d'argent, l'investiture éventuelle de la Prusse et la gouverna en qualité de régent. Il étendit ses possessions du côté du Rhin par l'acquisition de populeuses cités. Quarante ans après, son successeur

Frédéric-Guillaume obtint par le traité de Westphalie l'archevêché de Magdebourg et les évêchés de Minden, de Kamin et de Halberstadt, et par sa victoire sur les Suédois, une partie de la Poméranie. Frédéric I[er], quoique n'ayant que seize cent mille sujets, voulut être roi et il le fut, grâce à la déloyauté ou à l'incapacité des ministres de l'Empereur. A Frédéric I[er] succéda Frédéric-Guillaume qui changea la Prusse en un corps de garde, puis Frédéric le Grand, qui arrachant la Silésie à l'Autriche, mit son royaume à la hauteur de l'Empire. Alors il prit la part principale dans le premier démembrement de la Pologne. Le désastre d'Iéna mit la monarchie prussienne à deux doigts de sa perte, mais le traité de Vienne la releva et lui permit de poursuivre ses ambitions et d'arriver à dominer et diriger toute l'Allemagne.

Formés à cette école, les Allemands ont aujourd'hui cette persuasion qu'ils sont en droit de gouverner le monde.

Pour cela, ils comptent plus que jamais sur la force. Ils l'ont bien fait voir dans l'invasion de la Belgique et de la France en 1914. Ils se prévalaient et s'étaient fait précéder de l'opinion de leur force, d'une force qui serait irrésistible : force intellectuelle aussi bien que force matérielle. La science, leur science, doit, pensaient-ils, leur conférer la puissance, non seulement le pouvoir physique sur la nature, mais aussi un pouvoir politique sur les hommes. Renan partageait leur espoir. « Alors, dit-il, la vérité sera en même temps la force ; force effrayante ayant en main toutes les énergies de la nature, ne prenant contact avec les éléments inférieurs de l'espèce que pour l'exploiter ». Lui aussi professa « qu'il est permis d'être tyran pour procurer le triomphe de l'esprit » et que le progrès « suffit pour tout légitimer [1] ». C'est bien la pensée qui, pendant quatre ans, fut l'inspiratrice et la directrice de tous les méfaits des Allemands chez nous. M. Lichtenberg, professeur à la Sorbonne, dans la conclusion de son livre *L'Allemagne moderne, son évolution* (1909), a trouvé des raisons pour expliquer aux Français, sinon justifier comme vient de le faire Renan, la conduite de nos envahisseurs : « On voit, dit-il, parmi les Allemands, le culte de la force. Ce qu'ils adorent, ce n'est d'ailleurs pas, sachons le

1. Renan, *L'Avenir de la science.*

reconnaître, la force brutale, tyrannique, capricieuse, arbitraire qui opprime stupidement, par bon plaisir, et qui est la négation du droit [2]. Leur culte va à la force intelligente, réfléchie, qui s'impose légitimement par sa vertu propre, parce qu'il est non seulement inévitable, mais encore utile, sage, normal que la force prime la faiblesse, que la *monade* supérieure se subordonne la *monade* inférieure. Ils révèrent la force qui est en même temps le droit, parce qu'elle est l'expression d'une supériorité vraie qui *doit* équitablement être reconnue et respectée. »

On sait que M. de Bismarck a érigé en maxime ce qui est la règle de conduite des Hohenzollern : « la force prime le droit ».

Voici le portrait que fait du type allemand, qui semble s'être concentré en Bismarck, le professeur de la Sorbonne, qui ne semble pas vouloir le censurer : « Bismarck a voulu, avec une violence de passion inouïe, le pouvoir pour lui, pour son parti, pour son pays, pour sa race. Et cela sans l'ombre de sentimentalisme, en vertu de l'instinct le plus élémentaire, le plus fondamental de son être, d'un instinct qui s'avouait et s'approuvait. Il a eu à un rare degré l'amour de la force, la joie d'exercer et d'épanouir sa force et celle de son peuple. Et il a constamment mis en pratique cette conception « agonale » de l'existence, sans remords et sans scrupules, sans miséricorde pour les faibles, sans générosité pour les vaincus, inlassable lutteur toujours prêt à guider son peuple dans la rude ascension vers la puissance. On l'accuse de cynisme, on lui a reproché de poser en principe la formule célèbre « la force prime le droit ». Il serait plus équitable de dire que pour Bismarck, — comme d'ailleurs d'une façon plus générale pour la conscience allemande — c'est une erreur de vouloir établir entre la force et le droit cet antagonisme que statue volontiers la conscience juridique française. A ses yeux, il n'y a pas de droit sans force ni de force sans droit. Il a vu dans l'effort illimité vers la puissance non pas du tout une usurpation cynique de la force brutale sur la justice, mais le devoir primordial, la mission sacrée des individus robustes et des peuples sains. »

Ces idées ont affolé l'Allemagne, l'ont passionnée de l'esprit

---

2. M. Lichtenberg ne se souvenait sans doute plus de 1870-1871, et n'avait point vu 1914-1918. Ou peut-être eût-il exprimé non sa pensée, mais celle par laquelle les Allemands essaient de se justifier.

de domination de Berlin sur Vienne, de Vienne sur tout le territoire germanique, de l'Allemagne sur la France, de la France sur l'univers.

Cette conception de la vie sociale, les Allemands, selon leurs habitudes d'esprit, se sont appliqués à lui donner une base scientifique. Dans la lutte pour la vie, la grande loi qui régit le monde végétal, le monde animal et que l'histoire nous montre régissant le genre humain, est celle-ci : les faibles sont dévorés par les forts. Or les races blondes et dolichocéphales ont la plus forte proportion d'os et de muscles, et par suite possèdent des aptitudes physiques et une énergie volontaire dont sont dénués les petits brachicéphales de la race latine et les germanophiles de la race slave. Dès lors s'impose la nécessité pour les Latins et les Slaves d'accepter la domination allemande ou de disparaître. « Le peuple métaphysiquement prédestiné, d'après Heckel et Ostwald, a le *droit moral* de réaliser sa destinée par tous les moyens de l'astuce et de la force. L'égoïsme sacré est la loi unique de l'Allemagne, et sa seule immoralité serait d'être faible. » Fichte, Hegel, Clausewitz, etc., font le même raisonnement.

J. de Maistre a fort bien dit à quoi cette conception et cette manière d'être et de faire des Hohenzollern et de leur peuple aboutira sans doute, ou plutôt où nous la voyons aboutir. « Cette puissance pourrait bien avec son beau système ne trouver à la fin que haine et déshonneur ». Cela était écrit au premier jour du XIXe siècle. Aujourd'hui ce déshonneur et cette haine sont au cœur de tous les peuples, ils éclatent aux yeux du monde entier. La haine est dans les cœurs, le déshonneur pèse sur les épaules du peuple qui, par ses actes, se l'est attiré.

J. de Maistre a dit où la politique de la force conduit les peuples ; Louis Veuillot a dit en 1870 ce qui en résulte :

« L'histoire nous révèle cette loi de la guerre purement politique, c'est-à-dire barbare. Le conquérant qui ne porte pas la vérité morale dans les plis de son drapeau, n'y porte qu'un principe de défaite, qui éclate contre lui, dans un temps généralement assez court. Il allume l'ardeur des représailles, il enseigne l'art de les assouvir, et les peuples dont il a insulté les foyers viennent se venger dans les siens [3]. »

Une autre loi plus certaine encore qui a fait notre consolation

3. L. Veuillot, *Mélanges*, t. V, p. 103 et suiv.

et qui fait notre espoir dans les ténèbres où la paix nous a laissés: c'est le soin que Dieu prend de former et de maintenir les peuples auxquels il confie le dépôt de la vérité et le devoir de la porter dans le monde. Il les punit, il ne les détruit pas. Rien ne put détruire Israël toujours puni de ses fautes. « Si loin que puisse aller notre humiliation, qui croira que la miséricorde divine abolissant le dernier peuple catholique à cause des renégats qui l'auraient poussé à l'apostasie, élise pour le remplacer ce peuple qui prétend être civilisateur, dont l'apostolat n'a que des maîtres d'école et des mitrailleuses? Quelle que soit l'issue des guerres qui suivront, la Prusse y périra par la défaite, « comme une citrouille qu'on écrase », suivant la parole de J. de Maistre; ou par la victoire, comme une grenouille trop gonflée [4]. »

Ce qui permettait à Joseph de Maistre, à Donoso-Cortès et à L. Veuillot de parler avec cette assurance, c'est que leur esprit aussi chrétien que philosophique, leur laissait voir les choses de haut et à fond.

C'est donc contre la France que Berlin s'est, de nos jours, armée de force. C'est sur elle qu'elle a voulu porter ses premiers coups afin de se rendre libre de les porter de plus en plus loin. C'est nous qu'il fallait abattre d'abord. La France est le foyer de la civilisation venue de Rome, de la civilisation latine. Cette civilisation d'esprit catholique a été apportée à l'Allemagne comme à nous par ses premiers missionnaires, mais elle n'a pas étouffé, sous sa propre végétation, le génie celtique qui vit toujours en elle, et qu'elle veut répandre dans le monde pour y régner elle-même. La lutte entre ces deux génies resta latente

---

4. C'est à Frédéric II de Prusse que la Maçonnerie écossaise doit son existence. Il l'organisa pour mettre en rapports plus directs l'ordre maçonnique de St-Jean, qui ne comptait que quatre grades, avec les systèmes templiers, qui reparaissaient alors. Il donna au rite créé par lui et auquel il attribua vingt-cinq degrés, le nom de Rite des princes du royal secret. C'est, avec quelques remaniements datant de la fin du XVIIIe siècle, ce qui est connu aujourd'hui sous le nom d'écossais ancien accepté. Il gouverne de nos jours le suprême conseil en France et il est pratiqué dans la plupart des Grands-Orients *.

Frédéric II fut pendant le XVIIIe siècle le grand réalisateur de l'idée maçonnique. Aussi le F.:. Bluntschli a revendiqué pour lui l'honneur de dater l'hégire révolutionnaire que les Français voulaient à tort, dit-il, dans leur vanité fixer à l'an 1789 **.

---

* (Voir *Le Monde maçonnique* 1878, série d'articles sur l'histoire des Rites).
** (*Théorie générale de l'Etat*).

aussi longtemps que la hiérarchie romaine y subsista. Lorsque la Réforme l'eut renversée, l'esprit celtique, ne se heurtant plus à cet obstacle, reprit son empire, même chez les catholiques, témoin le Centre si différent aujourd'hui de ce que ses fondateurs l'avaient fait. Les ecclésiastiques, même les plus éclairés, ne s'en défendent point. C'est ainsi que Mgr Jansen, dans sa savante et belle histoire de la Réforme, laisse percer une aversion presque naïve vis-à-vis de ce qui est d'essence latine et la persuasion que la domination germanique doit être universelle.

S'il en est ainsi dans les milieux les moins favorables, faut-il s'étonner de ce qui se voit ailleurs?

Une conversation entre un Français et un Allemand, rapportée par M. Blanc de Saint-Bonnet dans son livre la *Légitimité*, conversation qui avait lieu le 1er juin 1870, c'est-à-dire six semaines avant la déclaration de guerre, fait voir que cet esprit ne fut point étranger à la double invasion et à ce que l'on attendait. « Dans quinze jours vous aurez, *par notre concours*, une révolution sociale. » Cette révolution qui, pour des raisons que nous ne connaissons point, ne s'était point produite avant la guerre, éclata pendant le siège de Paris : la Commune. « Nous avons besoin de voir anéantir vos prêtres, vos capitalistes et toute la partie riche de la population, parce que tout cela entrave nos projets. La République (suite attendue de la Révolution sociale espérée et provoquée) opérera la dissolution de vos forces. C'est ce qu'a fait de 1873 à 1914 la république imposée à la France par la complicité de Gambetta avec Bismarck et hélas! l'aveuglement des catholiques libéraux.

» *Il est temps* (c'est l'Allemand qui continue d'exposer la pensée de la Germanie) *de réduire la prétention de la France à gouverner l'Europe. Il est juste que la seule nation intelligente (l'Allemagne) qui porte en elle le flambeau de la raison gouverne désormais le monde.* Il est temps que cette race latine et cette religion catholique qui infestent le monde soient anéanties pour faire place à la raison.

» Pour atteindre ce but, il nous faut de l'argent. Vous avez à la banque un milliard et demi qui nous attend, et l'on vous en imposera sept autres ; puis, en nous retirant, nous retiendrons la Lorraine et l'Alsace. Enfin nous prendrons la Méditerranée par l'Italie, qui n'est qu'une esclave ; c'est là que règne le Pape,

vieille idole qui se met en obstacle au règne de la raison[5]. »

Donc, six semaines avant l'invasion de 1870, un Allemand savait et annonçait avec jactance à un Français que huit cent mille Allemands entreraient bientôt à Paris, qu'ils y prendraient le milliard et demi qui se trouvait à la Banque, qu'ils en exigeraient sept autres ; qu'ils retiendraient l'Alsace et la Lorraine. Il savait, en outre, et il disait que, par le concours des Allemands, une révolution sociale « anéantirait » les prêtres, les capitalistes et les riches ; puis que la République viendrait dissoudre nos forces, afin que soient anéanties la race latine et la civilisation catholique faisant ainsi place à la race qui porte le flambeau de la Kultur et de la raison. Ces prévisions ne se sont point *entièrement* réalisées alors, mais qui peut douter que les Allemands ne les aient mises dans leur giberne au départ de chez eux pour la nouvelle invasion? De nouveau ils ont dû les faire rentrer dans leur sac et les reporter dans leur pays. Dieu est Romain : *Quis ut Deus !*

On peut se demander : comment cet Allemand pouvait-il formuler avec tant de précision des événements qui se sont en effet accomplis? Cela ne peut s'expliquer que par la communauté de vues, que par l'entente des Hohenzollern avec la Franc-Maçonnerie. Leur force et l'emploi de la force était le premier moyen sur lequel ils comptaient pour arriver à l'hégémonie mondiale ; mais ils savaient avoir aussi à leur disposition le puissant concours de la secte judéo-maçonnique qui, elle aussi, ne respire que haine à la France et haine au génie latin, à l'esprit catholique.

---

5. *La Légitimité*, par Blanc de Saint-Bonnet, p. 71.

CHAPITRE VI.

2° La Prusse compte sur la Franc-Maçonnerie.

La Prusse marche au châtiment suprême, elle y court, non seulement par son orgueil sans mesure, mais encore parce qu'elle n'a aucune vérité à donner au monde et ne veut, au contraire, lui donner que l'erreur. Rien dans son passé ne parle pour elle, rien dans son présent ne se rattache à Dieu. (C'est à Satan et à ses sectes qu'elle se livre.) Elle périra, et ses desseins périront. C'est le sort certain et définitif de la Prusse, encore qu'il puisse plus ou moins se faire attendre.

L. VEUILLOT.

Transportons-nous au mois d'août 1888. L'*Osservatore Cattolico* de Milan publia une série de lettres reçues de Berlin au sujet des dispositions de l'empereur d'Allemagne à l'égard de la Franc-Maçonnerie et de la Juiverie. Entre beaucoup de faits intéressants qui y sont rapportés se trouve celui-ci. L'auteur de ces lettres dit que, revenant de Rio-de-Janeiro en 1858, il se trouva sur le même vapeur avec un diplomate européen et le Ministre des Affaires étrangères du Brésil, lequel était Grand-Maître des Loges de son pays. Un jour, le ministre brésilien dit à l'auteur de ces lettres : « Le temps viendra, et vous le verrez de vos propres yeux, Monsieur le Baron, où il n'y aura en Europe que trois monarchies : une romaine, sous la maison de Savoie ; une allemande, sous la maison de Hohenzollern ; une slave sous la maison de Romanof. Mais ne croyez pas que nous, Maçons, nous ayons aucun intérêt au maintien de ces dynasties. QUAND LE NÈGRE AURA FAIT SA BESOGNE, IL POURRA S'EN ALLER [1].

---

1. Cette même parole : « Quand le nègre aura fini sa besogne il pourra s'en aller », dite ici contre les monarques instruments de la secte, le cardinal Pitra l'entendit à Vienne, l'année suivante, sortir de la bouche d'un haut

Ces trois monarchies ne peuvent être que le pont qui nous conduira aux grandes républiques européennes, desquelles naîtra enfin la *grande république de l'humanité,* qui est l'objectif des initiés [2]. »

La monarchie savoyarde est toujours à Rome. On peut se demander pour combien de temps encore. La monarchie prussienne a été balayée. Les soviets sont assis sur le trône des Czars. Et M. Wilson, du haut du trépied sur lequel les Loges l'ont hissé, a prêché et annoncé le règne de la démocratie dans les cinq continents.

C'est le jeu ordinaire du diable avec ceux qui pactisent avec lui pour opérer les œuvres mauvaises qu'ils lui demandent. Après l'avoir servi croyant qu'il les sert, il les met à la porte.

L'alliance de la Franc-Maçonnerie et de la Prusse remonte sans doute à l'apostasie de celle-ci, à sa « conversion » au protestantisme.

Ce qui est curieux, c'est que Frédéric le Grand fut l'organisateur du Rite écossais qui est encore l'une des formes principales de la Maçonnerie en France. Son *Suprême Conseil* y règne de concert avec le *Grand-Orient*. C'est en 1740 que Frédéric le Grand monta sur le trône, et aussitôt il montra son attachement à la secte. Cinq ans auparavant l'Electeur palatin de Bavière avait promulgué un édit contre la Franc-Maçonnerie. Il fut suivi.

La même année 1735, les Etats généraux de Hollande avaient interdit pour toujours les réunions maçonniques. En 1738, l'empereur Charles VI, Frédéric Ier, roi de Suède, et Auguste II, roi de Pologne, avaient pris les mêmes mesures. Agissaient de même le magistrat de Hambourg, le conseil de Bavière, le consistoire de Hanovre, le magistrat de Dantzig. *Jamais* aucune prohibition de ce genre n'a été portée en Prusse. Il ne peut y

---

personnage qu'il ne nomme point. Cette fois, cette sentence était portée contre le protestantisme : « Les nations catholiques doivent être poursuivies et vaincues par les nations protestantes. Une fois ce résultat obtenu, on n'aura plus qu'à souffler sur le protestantisme pour le faire disparaître. Et nous arriverons à l'athéisme légal. »

2. *La Légitimité,* par Blanc de Saint-Bonnet, p. 71.

3. Les révélations de M. de Giers faites dans le salon de la baronne X*** ont été publiées peu après, elles ont été reproduites dans nombre de revues et de livres sans avoir jamais été démenties.

avoir à cette abstention d'autre raison que celle-ci : entre la secte et les descendants de l'apostat Grand-Maître de l'Ordre teutonique, il y a toujours eu des affinités secrètes et même une entente pour arriver à unifier d'un commun effort l'Allemagne sous le sceptre des Hohenzollern. Parmi les connivents de la Prusse à cette fin figurait le duc de Saxe-Weimar, Charles-Auguste, un des membres les plus actifs des hauts grades maçonniques.

Metternich, à l'occasion de l'assassinat de Kotzebue, porta devant les souverains la question des sociétés secrètes. Il écrivit, le 30 juillet 1819, à l'empereur François, une lettre dans laquelle il résuma une entrevue qu'il avait eue avec le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, à Tœplitz. Il y exprimait ainsi les pensées que cet entretien avait laissées dans son esprit :

« La conjuration découverte a son origine et son siège en Prusse; les conjurés d'un *rang inférieur* sont connus aujourd'hui; les chefs ne le sont pas encore, mais ils appartiennent certainement aux *plus hautes* sphères ».

De nouveau, le 1er avril 1820, Metternich rendit compte à l'Empereur d'une conférence qu'il avait eue avec plusieurs princes et il dit :

« La conduite louche jusqu'à l'invraisemblable qu'ont tenue la plupart des gouvernements allemands (et sous ce rapport le gouvernement prussien tient la tête), a donné un tel essor à l'esprit révolutionnaire en Allemagne, que nous sommes arrivés peut-être à la dernière période où le mal puisse être combattu avec succès. »

Jusque-là, *observe Metternich*, les révolutionnaires allemands étaient séparés les uns des autres, comme les Etats dans lesquels vivaient les conspirateurs. Mais maintenant, ils voient que, dans de telles conditions, il était impossible de frapper un coup qui portât. Chose remarquable, ce sont des hommes appartenant à l'enseignement, qui travaillent le plus efficacement à la réunion des Allemands en l'Allemagne une. Ces professeurs se vantent de « suivre la véritable voie ». En effet, la génération *déjà élevée* ne peut servir à atteindre le but visé: il faut jeter les yeux sur les générations *à élever*. Il a déjà passé plus d'une de ces générations, depuis qu'on travaille systématiquement la jeunesse, en vue de ce but criminel; aussi y a-t-il aujourd'hui toute une classe de futurs employés de l'Etat, d'instituteurs du peuple et de savants en herbe qui est mûre pour la Révolution ».

Ces paroles de Metternich montrent combien rapidement avaient été répandues les instructions données par le Pouvoir occulte à la Haute Vente et transmises par celle-ci aux Loges. Il y était dit : « Laissez de côté la vieillesse et l'âge mûr ; allez à la jeunesse, et, si c'est possible, jusqu'à l'enfance. »

Metternich était bien loin de savoir qu'en ce moment-là même, l'un des membres de la Haute-Vente, un noble lombard nommé V*** et ayant pris le nom de Gaëtano dans sa correspondance avec ses complices, avait été introduit chez lui et travaillait dans son propre cabinet. Plus tard, la réflexion vint à celui-ci et il écrivit le 23 janvier 1844 au chef des conjurés :

« Avant de répondre à vos deux lettres, mon Nubius, je dois vous faire part de quelques observations. Dans l'espace de quelques années, nous avons considérablement avancé les choses. La désorganisation sociale règne partout, elle est au nord comme au midi. Nous aspirions à corrompre pour arriver à gouverner, et je ne sais si, comme moi, vous vous effrayez de notre œuvre. Il a été très facile de pervertir, sera-t-il aussi aisé de toujours museler les pervertis ? En Suisse comme en Autriche, en Prusse comme en Italie, nos séides qui seront demain nos maîtres — et quels maîtres, ô Nubius ! — n'attendent qu'un signal pour briser le vieux monde. L'élan donné et reçu, où ira cette pauvre Europe ? La crainte que j'éprouve à Vienne [4], ne la ressentez-vous pas ? Je n'ai pas encore de remords, mais je suis agité de craintes [5] ».

Après Metternich, voici un autre Allemand, Prussien celui-ci, le principal ministre de la Prusse à cette époque, qui a témoigné de l'entente cordiale existant entre son gouvernement et la Maçonnerie. En même temps que ministre du gouvernement prussien, M. de Haugwitz avait la direction de la Maçonnerie et de l'*Ordre intérieur* dans toute l'Allemagne, la Pologne et la Russie. En 1822, lorsque les sociétés secrètes firent explosion en Espagne, à Naples et dans le Piémont, les souverains, pour garantir leur couronne et la paix de leurs peuples, se réunirent en congrès dans la ville de Vérone. M. de Haugwitz leur remit un Mémoire sur les sociétés secrètes.

« Arrivé à la fin de ma carrière, dit-il, je crois qu'il est de mon devoir de jeter un coup d'œil sur les menées des sociétés secrètes dont le poison menace l'humanité aujourd'hui plus que jamais ». Il raconte comment il fut amené à entrer dans la secte et les fonctions qu'on lui donna à remplir. Ces fonctions lui permirent de voir et de dire : Son but est de parvenir à la domination du monde et de se *servir pour cela des rois* aussi bien que de l'ordre maçonnique... Mon premier soin (après avoir renoncé à la Maçonnerie) fut de communiquer à Guillaume III

4. Où il était placé près de Metternich, comme nous venons de le dire.
5. Voir l'Appendice du livre *La conjuration antichrétienne*, qui donne intégralement les pièces confiées à M. Crétineau-Joly par le Vatican pour le livre qu'il était chargé de faire sur les sociétés secrètes.

mes découvertes. » Voici qui fait connaître le compte que celui-ci en tint.

A la suite de cette communication de l'ancien ministre de Prusse, les empereurs d'Autriche et de Russie prirent des mesures sérieuses contre la Maçonnerie. Le roi de Prusse, lui, se refusa à rien faire contre elle. Bien plus, il écrivit à son médecin Wiebel, lequel était membre de la Grande Loge d'Allemagne :

« J'ai eu fort à faire ici au sujet de la Franc-Maçonnerie et de sa *conservation en Prusse*... Dites-leur que la Maçonnerie pourra compter sur ma protection, aussi longtemps qu'elle se renfermera dans les limites qu'elle s'est fixées à elle-même ».

« Dès ce jour, *dit M. Claudio-Jannet*, le pacte fut resserré entre la Prusse et la Franc-Maçonnerie. Les Loges jugèrent que la Prusse était de *tous les Etats de l'Europe* le plus capable de réaliser leur œuvre, et elles en ont fait le pivot de leur action politique, sans se laisser déconcerter par les hésitations et parfois même par les velléités réactionnaires du successeur de Guillaume III. »

Cette résolution des Loges se manifesta d'une manière bien éclatante en 1848 au Parlement qui se réunit à Francfort. Les Loges avaient réussi à introduire un bon nombre de leurs F.·. et leur avaient donné le mandat de faire déclarer le roi de Prusse, sous un titre ou un autre, le chef de l'Allemagne. Celui-ci se sentit talonné par des velléités successives et opposées. Enfin il se prononça pour un refus.

La Franc-Maçonnerie ne renonça point pour cela à son projet. Elle le fit réussir un quart de siècle plus tard, en 1871. Guillaume Ier se laissa proclamer empereur d'Allemagne. Il se garda bien de rompre avec la Franc-Maçonnerie. Il savait ce qu'il lui devait et comment elle le tenait.

Lors de la visite de Victor-Emmanuel, à Milan, en 1875, les Loges italiennes envoyèrent une députation à leur *frère* couronné, à la tête de laquelle se trouvaient les députés Mussi et Tamajo, qui se déclarèrent enchantés de l'intérêt que l'empereur d'Allemagne avait pris aux progrès des Loges en Italie. (Voir le *Secolo* du 23 octobre 1875 et la *Capitale* du 27 octobre [6]).

6. Cette affirmation du général Gelazinski, publiée avec l'autorisation des chefs de la Franc-Maçonnerie, à savoir que la dynastie des Hohenzollern a toujours été conséquente avec elle-même, que toujours elle a protégé la secte, rappelle une parole aussi surprenante que remarquable de Martin Luther. Il appelait le margrave Joachim de Brandebourg « fils du diable » ;

En 1881, trois ans avant l'Encyclique de Léon XIII, le même Guillaume avait fait présent de son buste aux F∴ Maçons de Berlin. Le dimanche 16 janvier, le général Ziegler, Grand-Maître de la principale Loge de cette ville, alla offrir au prince ses remerciements et ceux des membres de la secte. Après s'être entretenu pendant trois quarts d'heure avec ce général de choses concernant les intérêts de la Franc-Maçonnerie, l'Empereur congédia le Grand-Maître, en lui disant : *Dites à vos frères que je suis toujours le vieux.*

Vint le Kulturkampf. Lorsque les négociations étaient déjà engagées avec le Saint-Siège pour y mettre fin, le journal allemand maçonnique, *Latomia*, rappela un discours prononcé par l'héritier présomptif de l'Empire, à l'inauguration de la Loge Royal York, à Berlin. Le prince y parla des rapports qui existent entre sa maison et la corporation maçonnique et il termina son discours par ces mots :

« Marchons courageusement en avant. Répandons la lumière et le progrès, correspondant ainsi à l'esprit du temps Si l'action des Frères maçons se tient dans la ligne qui leur est dictée par leurs règles, cette institution fleurira, et *je continuerai, de concert avec vous, à consacrer à l'art maçonnique ma vie et ma force.* »

Peu après, lorsque Léon XIII adressa aux peuples son Encyclique sur la Franc-Maçonnerie (20 avril 1884), le général Gelazinski publia à Berlin, avec l'autorisation de la *Grande Loge d'Allemagne*, autorisation dont la Franc-Maçonnerie n'est pas prodigue, un livre où il dit : « De toutes les Puissances européennes qui ont été en rapport avec la Franc-Maçonnerie, deux seulement ont *toujours* été conséquentes avec elles-mêmes ; *la Prusse qui l'a toujours protégée*, et la papauté qui l'a toujours combattue. »

Voici un dernier trait qui montre l'intérêt que l'empereur Guil-

---

il l'accusait d'avoir fait en son nom et au nom des siens un pacte avec le diable. Voici son expression : *Habuit fœdus cum sathana, ipse et pater ejus.*

Pour ce qui est des Papes, Clément XII, puis Benoît XIV publièrent des Bulles par lesquelles ils condamnèrent la Franc-Maçonnerie. Pie VII, par la Bulle *Ecclesiam a Jesu Christo,* condamna toutes les sociétés secrètes et notamment les Carbonari, aux ides de septembre 1821. Léon XII, le 13 mars 1826, rappela les condamnations de ses prédécesseurs, et il les étendit aux sociétés formées dans les Universités. Pie IX renouvela toutes ces condamnations. (Allocution consistoriale du 25 décembre 1865.) Enfin Léon XIII publia une Encyclique, avertissant le monde des dangers que les sociétés secrètes font courir à la société.

laume Ier portait aux choses de la Franc-Maçonnerie, et qui en même temps manifeste l'un des traits de son caractère. M. Gloden, professeur à l'Université de Rostock, acheta et recueillit différents documents maçonniques prouvant que la Prusse a l'intention de se servir de la Franc-Maçonnerie pour établir sa prépondérance politique sur l'Allemagne. Il offrit ses papiers au prince de Prusse devenu l'empereur Guillaume Ier pour la somme de dix mille thalers. Ce prince lui en offrit cinq mille. M. Gloden refusa. Peu après deux gendarmes mecklembourgeois vinrent lui répéter l'offre de cinq mille thalers pour ses papiers. Nouveaux refus. Alors les gendarmes firent une perquisition, les trouvèrent et les enlevèrent de vive force. M. Gloden intenta un procès au gouvernement de Mecklembourg.

Ceci fut raconté par la *Gazette de Leipzig* et reproduit quelques années plus tard par l'*Orient*, revue mensuelle maçonnique qui cessa de paraître peu après, sans doute pour punir son indiscrétion.

Pour ce qui est de Guillaume II, contentons-nous de dire qu'à la seconde année de son règne, plusieurs prétendirent que le jeune Empereur était hostile aux Francs-Maçons. Le *Journal des Débats* lui opposa ce fait : l'Empereur vient d'envoyer à toutes les Loges maçonniques le portrait de son grand-père, en l'accompagnant d'une lettre des plus bienveillantes.

Voyant ses princes ainsi inféodés à la Franc-Maçonnerie, l'armée ne pouvait que les suivre. Dans l'ouvrage qu'il publia en 1913 et qui dans sa pensée était un monument élevé à la gloire de l'*Allemagne moderne* (titre du livre), M. Jules Huret dit (t. I, p. 28) : « Beaucoup d'officiers allemands sont Francs-Maçons et ne s'en cachent pas, au contraire. Le prince Léopold de Prusse, président d'une Loge à Berlin, manifesta un jour son contentement de voir tant d'officiers présents à un convent maçonnique, car, dit-il, l'Empereur approuve la Maçonnerie. »

La Franc-Maçonnerie a laissé s'accomplir ou peut-être provoqué la chute des Hohenzollern conformément à ce qu'avait annoncé au correspondant de l'*Osservatore cattolico* un ministre des Affaires étrangères du Brésil en 1888. Mais, comme ce qui se passe actuellement le prouve, les relations entre la Prusse et la Maçonnerie ne sont pas moins étroites.

Note complémentaire.

Alliance contractée entre le Gouvernement prussien et la secte judéo-maçonnique de disposer un certain nombre de soldats allemands habitués des Loges à manifester pendant la guerre les sentiments qu'ils y puisent à l'égard de la Personne de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de tout ce qui lui est consacré, personnes et choses.

M. Prum, député catholique à la Chambre luxembourgeoise, a publié dans le *Journal de Clairvaux* un article qui montre bien quel esprit animait, non certes tous les soldats de l'armée allemande, mais ceux qui étaient fanatisés par la secte et plus imbus de l'esprit prusso-maçonnique.

M. Prum, dans cet article, évoque quelques-uns des innombrables SACRILÈGES commis par les Allemands rien qu'en Belgique. Il peut suffire de relever ceux-ci :

A Sorinnes, les Allemands ont traité un ciboire rempli d'hosties consacrées de telle manière que, par respect pour le lecteur, nous ne pouvons pas en dire plus.

A Aerschot, le tabernacle de l'église principale fut brisé, les Saintes Espèces souillées, et tous les vases sacrés enlevés.

A Ethe, le tabernacle fut fracturé, les saintes hosties jetées dans un trou, les vases sacrés emportés, l'ostensoir mis en pièces.

A Porcheresse, Bouge, Evrechailles, Lisogne, Maizeret, etc., les tabernacles furent brisés et les Saintes Espèces profanées.

Dans l'église d'Aiseau et dans celle de Saint-Trond les soldats allemands commirent sur les autels des actes si abominables qu'il est impossible de les évoquer.

A Hastière, le curé était occupé, lors de l'entrée des troupes allemandes, à mettre en sûreté le Saint Sacrement. Les soldats teutons se saisirent de lui, lui arrachèrent les hosties consacrées, les jetèrent sur le sol et les foulèrent aux pieds.

Pour la France, citons seulement à titre d'exemple le cas de Gerbéviller... où les Allemands utilisèrent le tabernacle comme cible, en brisèrent la porte et traversèrent à plusieurs reprises le ciboire rempli d'hosties consacrées.

Ces abominations, observe M. Prum, étaient parfaitement connues des autorités allemandes compétentes et même de hautes personnalités susceptibles d'intervenir. Il ajoute :

« Déjà, dans la lettre ouverte que j'adressais à M. Erzberger, j'avais appelé avec insistance l'attention des catholiques allemands sur l'effroyable horreur des sacrilèges perpétrés par leurs soldats. De même dans mon livre *Der Witwenstand der Wahrheit*, j'avais consacré un chapitre spécial à ces attentats et où je montrais la mer de sang et de larmes, les incendies et les sacrilèges infernaux qui, depuis le mois d'août 1914, séparaient la nouvelle civilisation allemande et ses doctrines de « surhumanité » de la vieille civilisation chrétienne et tout spécialement de la chrétienté catholique.

Ce passage de mon livre, considéré comme offensant pour l'armée allemande, m'amena devant le Conseil de guerre de Trèves. Le 25 janvier 1916, en séance publique, je maintins énergiquement devant les juges militaires, avec mon accusation, ma protestation, et je déclarai :

« Tous les sacrilèges effroyables racontés ou seulement indiqués par moi sont des faits prouvés. Mgr Heylen, après une enquête conduite par ses soins, a adressé un rapport aux hautes autorités ecclésiastiques de Rome sur cinquante sacrilèges de cette sorte connus dans le seul diocèse de Namur. »

A ces sacrilèges, il faudrait ajouter les meurtres de prêtres innocents, sur lesquels on a le témoignage du peuple belge tout entier et de ses évêques. Des exécutions par les armes aussi peu justifiées ont été faites à Lille et sans doute ailleurs.

Enfin il faudrait dire le crime plus odieux encore de viol sur des personnes consacrées à Dieu dans leur propre couvent, et l'enlèvement en masse par la force armée de milliers de jeunes filles de Lille, Roubaix, Tourcoing, etc., et soumises aux sévices les plus ignominieux.

CHAPITRE VII.

Compétition de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Tous ceux qui gouvernent se sentent assujettis à une force majeure. Ils font plus ou moins qu'ils ne pensent, et leurs conseils n'ont jamais manqué d'avoir des effets imprévus. Ni ils ne sont maîtres des dispositions que les siècles passés ont mises dans les affaires, ni ils ne peuvent prévoir le cours que prendra l'avenir, loin qu'ils le puissent forcer. Celui-là seul tient tout en sa main, qui sait le nom de ce qui est et de ce qui n'est pas encore, qui préside à tous les temps et prévient tous les conseils.

BOSSUET.

La volonté de dominer le monde ne peut avoir d'effet si elle n'est armée. — C'est à l'Angleterre que la secte demanda d'abord le concours de la force. — Celle-ci consentit et bénéficia de cet accord. — L'Allemagne s'est ensuite présentée dans des conditions paraissant plus avantageuses. — D'autres Puissances se montrent prêtes à entrer en concurrence.

Le but de la Maçonnerie cosmopolite est d'établir la République universelle ou « l'Etat unique » qu'elle gouvernerait. Pour que ce but puisse être atteint, il faut que soient sacrifiées l'une après l'autre toutes les nationalités. Combien déjà d'Etats indépendants, d'autonomies séculaires ont disparu, grâce à l'influence que la secte exerce dans la politique générale du monde. Pour se débarrasser des petits Etats en les agglomérant en républiques ou monarchies de plus grande étendue, elle a proclamé le principe des nationalités. A l'aide de ce principe, elle soulève partout les questions d'origine et de race, elle corrompt les mouvements nationaux, elle les envenime pour les

exploiter à son profit. Ainsi tombent les unes après les autres les barrières qui, depuis Babel, servent à séparer les peuples, les divisent en nations ayant chacune son homogénéité et aimant à la conserver. Briser ces barrières pour arriver à unifier le genre humain, en faire une République unique, un seul troupeau gouverné par le Sanhédrin, c'est le but poursuivi depuis la Révolution, d'abord en Europe, et aujourd'hui partout.

C'était bien la voie suivie pour arriver au but. Mais comment l'atteindre sans guerres, sans guerres broyant d'abord les petits Etats, puis mettant aux prises les plus grands ? Aussi avons-nous vu, depuis 1789, la première République, puis le Premier Empire et le Second, puis la monarchie prussienne enlever aux peuples leur nationalité propre pour fondre les petits Etats dans les grands, puis choisir parmi ceux-ci les peuples jugés avoir un « tempérament féminin » pour les mettre en conflit avec ceux jugés avoir un tempérament plus viril et les faire absorber par ceux-ci, en attendant que ces derniers soient, eux aussi, mis sous le joug du juif. Ce programme a été nettement formulé par M. Bluntschli, professeur à l'Université de Heidelberg, dont les ouvrages ont été traduits à peu près dans toutes les langues.

Dans celui intitulé *Théorie générale de l'Etat, La politique, le droit des gens*, il enseigne que le progrès consiste à supprimer tous les petits Etats, et qu'au-dessus des *grandes* Puissances, telles que la France et l'Autriche, il y a des Puissances *mondiales*. Celles-ci ont conscience de leur force, et partant de leurs droits et de leurs devoirs à l'égard de l'humanité entière. « Pour que l'humanité accomplisse ses destinées, dit-il, il faut que les peuples qui la composent accomplissent chacun les leurs ». Pour les peuples qui ont conscience d'eux-mêmes, qui se sentent une vocation politique et des *qualités viriles*, leur destination est de se développer au détriment des autres, de ceux qui n'ont que des *qualités féminines* ». « C'est là leur droit saint entre tous les autres ». Il ajoute : « L'humanité progressive ne trouve pas pleine satisfaction dans les Etats particuliers, ELLE LES CONSUME. Si l'*Etat universel* se fonde un jour sur les bases de l'humanité entière, on peut espérer qu'il durera aussi longtemps que l'humanité elle-même » (p. 86-87).

En 1873, le même M. Bluntschli, alors Grand-Maître du

Grand-Orient de Beyreuth, prononça à Zurich, à la loge *Modestia*, un discours où il dit que c'est des efforts réunis des loges du monde entier que l'on doit attendre la formation de cet Etat qui embrassera l'humanité entière. » On sait comment y travailla, tandis qu'il occupait le trône de France, ce nourrisson des sociétés secrètes, Napoléon III. L'Italie fut unifiée par lui et ses complices sur les ruines de la monarchie pontificale et des autres souverainetés légitimes ; encouragée par lui, la Prusse est devenue l'Allemagne impériale ; et l'on verra plus loin ce que l'Allemagne se proposait en faisant la guerre à la France, à l'Angleterre et à la Russie.

L'abaissement des barrières et la conquête des peuples ne peuvent se faire sans recourir aux armes. Or les Juifs n'ont point d'armées ; ils n'en peuvent avoir, ils n'en veulent avoir. Aussi depuis dix-neuf siècles écoulés qu'ils poursuivent leur ambition, jamais on ne les a vus se constituer en corps d'armée et attaquer par le glaive les autres peuples. Bernard Lazare fait cette observation que ses compatriotes ne se sont jamais « appliqués à cultiver les armes ». Comment donc feront-ils pour renverser les barrières et arriver à conquérir le monde? Ils firent appel à une puissance militaire, puis à une autre selon les circonstances et les besoins. Ce fut le rôle attribué d'abord à l'Angleterre, peut-être demain à l'Allemagne ou à une autre.

***

Jusque vers la fin du XVIII[e] siècle, l'Angleterre fut un pays surtout agricole. A cette époque, l'industrie commença à s'y développer, grâce aux ressources du sol en houille et en fer. Un grand accroissement fut alors donné à la marine et l'empire colonial commença à se former. Vint le traité de Paris (1763) qui mutila la France et l'Espagne, seules rivales coloniales de l'Angleterre. Dès lors la suprématie de ce peuple comme Puissance maritime et commerciale ne cessa de se consolider et de se développer. Aujourd'hui l'empire britannique qui comprend deux cent soixante-quinze millions d'habitants offre un débouché immense pour les produits industriels de la mère-patrie et toutes les nations de la terre sont devenues ses tributaires.

Ce phénoménal agrandissement, si prodigieux et si rapide, n'a-t-il point, outre la houille mise au service du génie anglais, une autre cause plus cachée? Cette cause existe, nous la trouvons dans l'alliance de l'Angleterre et de la Franc-Maçonnerie. C'est chose universellement connue que tous les navigateurs anglais, tous ses commerçants, et il faut ajouter ses prédicants, missionnaires de l'anglicanisme, sont Maçons et que les signes et les mots de passe leur facilitent partout l'entrée, l'attaque et la conquête des pays qu'ils veulent coloniser et adjoindre à l'empire britannique.

L'Angleterre, au XVIIIe siècle, semait les Loges dans toutes les contrées de l'Europe et sur tous les points du monde. En elles, elle a toujours trouvé des points d'appui pour se porter et se fixer dans le pays qu'elle convoitait, et courir de là en avant.

Y a-t-il eu entre ces deux Puissances, l'Etat britannique, ou du moins l'un ou l'autre de ses fondés de pouvoir, et le Sanhédrin, un traité formel, un pacte délibéré et consenti de part et d'autre? Qui peut le savoir? Pour obtenir que l'Angleterre se mît à son service, « la Synagogue de Satan » a-t-elle eu recours à la séduction que le Tentateur essaya sur le divin Maître, lorsqu'il Le vit sortir du désert, préparé à entrer sur la scène du monde et à inaugurer sa vie publique, son évangélisation, son règne? Le diable, dit l'Evangile, Le transporta sur une haute montagne — l'une de celles que l'on voit émerger de la région qui s'étend au Sud-Ouest de Jéricho. — De là, il Lui fit voir dans un mirage tous les royaumes du monde; et il Lui dit: « Je vous donnerai la puissance et la gloire de ces royaumes; car ces choses m'ont été données et je les donne à qui il me plaît, si donc vous voulez m'adorer, ces choses seront à vous [1]. »

Qu'une proposition semblable ait été faite en termes plus ou moins couverts à ceux qui, au XVIIIe siècle, avaient en mains les destinées du peuple anglais, on peut dire avec toute vraisemblance que les choses ne se passèrent point ainsi. Mais en dehors des conventions explicites, il y a des accords tacites, qui aussi bien que la volonté exprimée, procurent aux contractants les avantages réciproques qu'ils recherchent. L'Angleterre savait

1. Luc, IV, 5-8. Mat., III, 9-10.

que les Loges, fondées par elle sur tous les points du globe, étaient disposées à l'accueillir et à lui prêter les mains ; et de son côté le pouvoir occulte n'ignorait pas que tout Etat continental a des bornes au delà desquelles il ne peut guère s'étendre, tandis qu'une nation maritime peut n'en avoir point : ses flottes la rendent présente et peuvent la rendre conquérante sur tous les points de l'univers.

Quoi qu'il en soit, les faits sont là pour démontrer que dans ces derniers siècles l'Angleterre a rendu service à la Franc-Maçonnerie et que la Franc-Maçonnerie a rendu service à l'Angleterre.

***

Cette entente est-elle de celles qui doivent durer toujours [2] ?

Un temps pouvait venir où le Sanhédrin jugerait que l'état du monde lui conseillerait de se tourner vers une autre Puissance, plus à même, à cette heure, de mener son entreprise à bonne fin. Toutes les grandes puissances qui ont successivement régné par la mer : Carthage dans l'antiquité, Venise, le Portugal dans les temps modernes, ont eu un rapide et profond déclin. Beaucoup de bons esprits entrevoient le même sort pour l'Angleterre. Plus clairvoyant que qui que ce soit, à raison de l'étendue des renseignements que lui envoient ses affiliés, répandus sur tous les points de la terre, le Pouvoir Occulte a pu être amené à se demander s'il lui était bon à cette heure de chercher

---

2. Donoso-Cortès a fait ce portrait de l'Anglais. Ce portrait n'est exact que depuis que l'Angleterre s'est faite protestante, depuis surtout qu'elle a accepté les services de la Franc-Maçonnerie en lui offrant les siens :

« Pour le peuple anglais, il n'existe que deux races dans le monde : la race humaine et la race anglaise, la première abjecte, la seconde très noble.

» Dieu mit la race humaine en possession de tous les continents et de toutes les mers, puis il créa la race anglaise pour la mettre en possession de la race humaine.

» Quand le peuple anglais ouvre la main et prend un empire, comme l'aigle ouvre sa serre et prend une colombe, vous avez beau chercher, vous ne trouverez pas sur sa physionomie la trace que laisse le remords sur la face de l'usurpateur, mais, au contraire, vous y remarquerez le signe de satis faction d'un homme qui recouvre son bien.

» En entrant dans une ville qu'il met à feu et à sang, le peuple anglais est plus sûr de son droit que la cité même qui se défend contre lui.

» Ce peuple est le symbole de l'égoïsme humain en adoration devant lui-même et élevé par l'extase à sa dernière puissance. »

Ce portrait est, trait pour trait, celui du peuple allemand depuis qu'il a écouté Luther, et surtout depuis qu'il est entré en concurrence avec le peuple anglais pour l'empire universel.

un autre collaborateur mieux situé et d'un avenir plus assuré que l'Angleterre. L'Allemagne a pu être jugée pouvoir répondre à ce postulat. Une chose pourtant, chose d'importance, manquait à l'Allemagne : il y a quelques années, elle n'avait point de marine. Or, une puissance qui aspire à être mondiale doit avoir des flottes nombreuses et puissantes qui puissent promener sa force dans tout l'univers pour l'attaque comme pour la défense. L'Allemagne s'est donné une marine. On sait avec quelle ardeur et avec quelles largesses Guillaume II, son gouvernement et son peuple, se sont prêtés aux dépenses que cette entreprise exigeait. D'année en année, le nombre et la puissance de ses vaisseaux de guerre se sont accrus ; et par ses sous-marins elle s'est montrée assez maîtresse sur l'Océan, pour que l'Angleterre fût obligée de se défendre non sans craintes et sans grandes pertes.

L'Angleterre n'était pas sans voir et ne constatait pas sans appréhension et sans alarmes les développements que prenait de jour en jour la force maritime allemande. Elle avait vu l'ambition du Germain s'enfler à la suite de ses guerres avec l'Autriche puis avec la France, et elle pouvait se demander si le développement de la force maritime ne révélait point un concurrent destiné à la supplanter. Elle n'ignorait point la parole de son ministre, lord Beaconsfield : « Le Juif arrive de nos jours à exercer sur les affaires de l'Europe une influence dont le prodige est saisissant. » Cette influence, elle avait pu en user à son profit durant deux à trois siècles ; ne devait-elle point craindre de la voir passer de son service au service de l'Allemagne? Elle pouvait compter et peser les titres actuels de celle-ci aux préférences de la secte cosmopolite. A cela s'ajoutait que l'Allemagne est la terre natale du protestantisme, que la Prusse, qui en est le berceau, se montre de plus en plus désireuse d'en être considérée comme la métropole par tous ceux qui, dans le monde, haïssent Rome. Ajoutons enfin que l'Allemagne est bien située pour devenir le centre, le chef-lieu du gouvernement des Etats-Unis d'Europe et que, dès maintenant, elle se montre présente partout. Ces pensées, ces vues sur un avenir peut-être proche, ne pouvaient manquer de se présenter à l'esprit d'Albion.

De son côté la cabale juive ne pouvait que tenir grand compte de cet état de choses si favorable à ses desseins.

Tandis qu'elle voyait en Allemagne tant de motifs de mettre en elle ses espérances, du côté de l'Angleterre elle voyait la confiance en elle s'amoindrir. L'esprit maçonnique n'est plus dans la Grande-Bretagne ce qu'il fut et ce qu'il continue d'être dans les autres pays. Sous la violence de la persécution, le catholicisme avait disparu presque complètement de l'Angleterre et de ses colonies. N'ayant plus à le combattre, la Maçonnerie s'est endormie. La grande majorité de ses membres ne voient plus en elle qu'une occasion de réunions amicales et une institution d'appui matériel [3]. D'autre part, la secte voit avec colère et inquiétude le mouvement de conversion au catholicisme des classes supérieures, et celui qui détourne la race anglaise des odieux conflits anti-religieux qui épuisent les races latines. Les grandes Loges du Royaume-Uni ont rompu, le 6 mars 1878, toutes relations avec le Grand-Orient de France, à la suite de la modification que celui-ci a apportée à sa constitution en supprimant la croyance à l'immortalité de l'âme et à l'existence de Dieu.

On comprend que dans ces conditions nouvelles la secte judéo-maçonnique ait pu se dire qu'il était de son intérêt et qu'il était temps de chercher ailleurs qu'en Angleterre l'instrument de ses desseins et se tourner vers le pays germain. Barruel disait, il y a un siècle, qu'à cette époque déjà « les Illuminés d'Allemagne témoignent le plus grand mépris pour les maçons anglais [4] ». Observons cependant que si la Maçonnerie en Angleterre n'est plus aussi irréligieuse, elle n'a point cessé d'être ardemment politique et dévouée à tout ce qui peut contribuer à la puissance de la race anglo-saxonne.



Nous ne devons point taire que ces deux Puissances, l'Allemagne et l'Angleterre, ne sont point les seules qui se promettent

3. Les Loges anglaises délivrent à ceux de leurs membres qui voyagent des lettres de recommandation qui leur assurent partout l'*aide et le secours* promis par les serments.

4. *Mémoires sur le Jacobinisme.* Edition d'Augsbourg, t. II, p. 154.

d'arriver à établir leur empire sur toute la terre et à assujettir à leur service tout le genre humain. La Russie, les Etats-Unis, le Japon lui-même se sont mis sur les rangs et ne cachent point leurs prétentions. De sorte que selon la tournure que prendront les événements, la Synagogue pourra se porter non seulement de l'Occident à l'Orient, mais de l'ancien monde au nouveau. Peut-être que là se trouve l'explication de ce fait, que toutes les nations ci-dessus nommées sont entrées l'une après l'autre dans le conflit pour lequel la France a été choisie comme champ clos.

La Russie, depuis Pierre le Grand, n'a cessé de manifester les mêmes visées que l'Angleterre et l'Allemagne. L'idéal de domination universelle hante l'imagination russe depuis la fin du XVIIe siècle. Il a pour origine et pour principe le testament politique de ce souverain [5].

La révolution, suscitée en ce pays par l'Allemagne pendant la guerre, avait paru mettre à néant ces espérances. Mais les soviets ne les ont-ils point reprises pour leur compte? La propagande du bolchévisme en Asie comme en Europe le donnerait à craindre.

Les Etats-Unis, eux aussi, ont la Grande Ambition. « Le centre de gravité de l'activité humaine se déplace rapidement, et dans un avenir qui n'est pas éloigné, l'Amérique conduira le monde. » Ainsi parle Mgr Ireland, l'un des interprètes les plus fidèles de l'âme américaine. L'Amérique du Nord rêve de suprématie sur la vieille Europe. Son territoire, ses richesses, sa mer ne lui suffisent plus. Elle veut des victoires et des conquêtes au dehors. Elle se croit la race prépondérante de l'avenir, la grande dominatrice du monde futur, du progrès et de la civilisation. Le rôle que son Président, M. Wilson, est venu jouer en Europe, à l'occasion du traité de paix est, à ce point de vue, un fait bien digne d'attention.

Déjà M. Bargy, sagace observateur, dans son livre : *La religion dans la société aux Etats-Unis*, avait signalé ce fait : « *La République des Etats-Unis est, dans la pensée des Juifs d'Amérique, la Jérusalem future.* » Il n'est pas hors de propos d'ob-

---

5. Il existe une copie de ce document historique, faite par M. Guillardet en 1836; elle est dans les Archives du ministère des Affaires étrangères de Paris. C'est une pièce assez longue.

server que dans la seule ville de New-York, il y a près d'un million de Juifs.

M. Edouard Drumont a dit, il y a vingt à trente ans :

« Ce dont il faut bien se pénétrer, c'est que les Etats-Unis d'aujourd'hui ne ressemblent plus du tout aux Etats-Unis d'il y a seulement vingt ans.

» Il y a eu, surtout depuis la guerre avec l'Espagne, une transformation radicale des mœurs, des idées et des sentiments de ce pays. Les Etats-Unis étaient naguère une grande démocratie laborieuse et pacifique; ils sont devenus peu à peu une démocratie militaire, orgueilleuse de sa force, avide d'agrandissements et de conquêtes; il n'y a peut-être pas dans le monde entier d'impérialisme plus ambitieux, plus résolu et plus tenace que l'impérialisme américain. Chez ce peuple, qui eût haussé les épaules autrefois si on lui eût parlé de la possibilité d'une guerre avec une puissance quelconque, il n'est question actuellement que de dissentiments, de conflits et d'aventures.

» On sait les progrès énormes qu'a faits en ces dernières années la marine américaine. Quant au budget militaire des Etats-Unis, il dépasse aujourd'hui quinze cent millions. C'est un chiffre singulièrement significatif dans un pays qui, il y a si peu de temps encore, ne voulait pas entendre parler d'avoir une armée.

» Remarquez également combien l'action diplomatique des Etats-Unis est différente de ce qu'elle était jadis. Au lieu de se borner à maintenir l'intangibilité de la doctrine de Monroë, la grande République a la prétention maintenant de jouer partout son rôle de puissance mondiale. Elle ne veut pas que nous intervenions dans les affaires américaines, mais elle intervient à chaque instant et à tout propos dans nos affaires d'Europe. »

Quelle confirmation ont donnée à ces paroles les derniers événements ?

Depuis le gouvernement de M. Roosevelt, en 1902, et celui de M. Wilson, à la doctrine de Monroë, se substitue de plus en plus la doctrine impérialiste. Ainsi a été déchiré le traité de 1848 avec la Colombie et a été pris le Panama ; ainsi les Etats-Unis ont mis la main sur les dernières colonies de l'Espagne, Cuba et Porto-Rico. Wilson est intervenu, les armes à la main, dans les affaires du Mexique ; il a débarqué des matelots et des fonctionnaires à Saint-Domingue et Haïti. Benjamin Jefferson, l'ambassadeur américain à Nicaragua, a imposé à cette République un traité de cession relatif à l'Isthme, etc., etc. Que s'est proposé M. Wilson ? que se proposent-ils les Américains qui le secondent par leur intervention dans les affaires de l'Europe ?... Ils se sont déclarés adversaires de l'Allemagne, ils ont aidé ceux qui les combattaient. Dans quelle pensée et en vue de quel résultat à obtenir pour l'avenir de l'Amérique [6] ?

---

6. Ce fut le 3 janvier 1917 que M. Wilson, profitant de la note du Kaiser allemand qui décrétait le torpillage sans restriction des navires même neutres

Les journaux des Etats-Unis ont publié dans la première qunzaine de février 1919 un article de M. Franck H. Simonds, du syndicat de Mi-Lure New-York. Nous y lisons :

« Le jour où le président Wilson retournera en Amérique, il emportera avec lui comme une ébauche de la Ligue des nations. Tous les efforts et toutes les recherches de la Conférence de la paix convergent actuellement vers ce but et l'on peut espérer un résultat positif. »

De fait, la conférence de la Paix s'est transformée de jour en jour en une ligue des nations. M. Franck H. Simonds disait encore :

« Le président Wilson est venu ici plaider une œuvre [7]. Le fait même de sa venue en Europe est pour des millions d'Européens, une manière de symbole et la promesse d'un ordre et d'un arrangement différents de ceux qu'ils attendaient jusqu'ici de leurs dirigeants. Sa venue a provoqué comme une explosion d'idéalisme et d'aspirations chez ces millions d'individus. Les démonstrations qui l'ont accueilli prouvent combien vivement et combien sérieusement tous ces Européens espèrent en lui, et s'imaginent que c'est pour la défense de son projet qu'il est venu en Europe. »

Ces milliers d'individus étaient les Francs-Maçons et ceux qu'ils suggestionnent par la presse ou par d'autres moyens.

C'est tout ce que voulait pour le moment la corporation judéo-maçonnique. M. Wilson est Franc-Maçon comme tous ses prédécesseurs à la présidence des Etats-Unis. L'histoire dira sans

---

faisant le commerce avec nous, adressa au Congrès un message demandant la déclaration de la guerre à l'Allemagne. Elle fut votée d'acclamation les 4 et 6 avril de cette même année. Cette jeune nation de cent millions d'âmes jeta alors dans la lutte ses millions d'hommes, ses milliards de dollars, ses inépuisables ressources en munitions et en vivres.

Une première loi de conscription mit neuf millions de soldats à la disposition de l'Etat. La loi d'avril 1918 ajouta un appoint de treize millions de jeunes gens susceptibles d'être enrôlés. La première brigade débarqua en France le 28 juin 1917. Au 4 juillet 1918, jour de la fête de l'Indépendance, ils étaient un million chez nous.

7. Le président de la République des Etats-Unis et par conséquent M. Wilson est, de par la Constitution, un véritable et parfait autocrate, un autocrate comme il ne s'en trouve point d'autres. Il ne voit son autorité limitée par rien. La Chambre des députés a pour seule fonction de voter le budget, et c'est tout. Le Sénat qui a un droit de contrôle politique, et sans le concours duquel nul traité ne peut être signé valablement, voit, en fait, son pouvoir bien diminué, puisqu'il ne participe à aucun titre aux négociations ; lorsqu'il a son avis à donner, il se trouve donc toujours en présence d'un fait accompli qu'il ne peut faire autrement que d'enregistrer. De ministère responsable, il n'y en a pas. En réalité le Président des Etats-Unis est le maître absolu de sa politique et il n'en doit compte à personne. C'est bien ainsi que nous l'avons vu se conduire pendant son séjour en Europe. Il agissait de lui-même, sans s'occuper de ce que l'on disait en Amérique de ses agissements, qui étaient blâmés par des personnages importants qui, à leur retour, ont fait une longue opposition au Traité. Où donc, pourrait-on trouver, à l'heure actuelle, un souverain qui ait pareille puissance ? Nulle part.

doute que la mission principale que lui a fait accepter plus ou moins ouvertement la secte aux jours de sa promotion, fut de préparer la Société des Nations, telle qu'elle devait sortir plus tard des délibérations du *Congrès des Maçonneries des nations alliées et neutres*, des 28, 29 et 30 juin 1917. Tout dans les vœux et les résolutions de ce congrès a pour dernier objet l'établissement d'un super-Etat, étendant son autorité sur toutes les nations du globe. C'est ainsi que l'Amérique a compris les projets de M. Wilson ; et M. Taft, l'un des principaux opposants, a fini par se convertir et à donner son adhésion. Le *Daily Mail* a ensuite fait connaître l'intention de M. Wilson d'être à Genève le premier président de ce *super-Etat* lorsque sera terminée sa Présidence aux Etats-Unis.

Après avoir dit comment l'Angleterre et l'Allemagne sont entrées en concurrence pour se donner l'hégémonie du monde, nous devions dire les sujets de crainte que l'Amérique donne aussi sous ce rapport.

Faut-il ajouter qu'il ne manque point de Japonais qui aspirent à entraîner la Chine et l'Asie entière à la conquête de l'Europe et de là à l'empire des jaunes sur les blancs et sur les rouges? Déjà leurs armes sont en mesure de dire leur mot à l'heure propice.

Il est des sociologues éminents à qui la race noire donne les mêmes craintes et qui les ont exprimées dans leurs ouvrages.

Fut-il jamais de moment plus redoutable pour le genre humain? Et quelle civilisation en s'écroulant l'a jamais menacé d'une ruine plus profonde que celle où le précipite « la civilisation moderne », première cause et principe, nous le dirons, de l'état où l'humanité se trouve réduite à l'heure actuelle.

Cette ambition n'est point chose nouvelle dans le monde. La Sainte Ecriture nous rapporte qu'Arphaxad, roi des Mèdes, après avoir soumis à son empire beaucoup de nations, fut attaqué et vaincu par Nabuchodonosor qui régnait à Ninive.

Celui-ci, enivré de son triomphe, envoya des messagers à tous les peuples de l'Asie occidentale pour en recevoir des tributs et les mettre sous sa domination. D'un commun accord ils refusèrent, et Nabuchodonosor assembla ses conseillers et ses guerriers et leur dit que son dessein était de soumettre toute la

terre à son empire. Ce discours fut approuvé par tous. Nabuchodonosor leva alors son armée et dit à Holoferne, général en chef : « Ton œil n'épargnera aucun royaume et tu me soumettras toutes les villes fortes. » Il lui ordonna d'exterminer tous les dieux de la terre (protecteurs des pays qu'il voulait conquérir), afin que lui-même fût seul appelé dieu par toutes les nations qu'Holoferne pourrait soumettre.

D'autres, dans l'antiquité, voulurent rétablir à leur profit l'unité rompue à Babel. Ce fut le rêve non seulement de Nabuchodonosor, mais des Cyrus, des Alexandre et des César. La race humaine tend à se reconstituer en unité matérielle, comme la race de ceux que Dieu s'est acquis par Jésus-Christ aspire à l'unité spirituelle : *Unum ovile unus pastor.* L'une et l'autre auront leur heure. L'unité qui sera réalisée par l'antéchrist sera la contrefaçon satanique de l'unité spirituelle que Notre-Seigneur a promis de donner à son Eglise.

Notes complémentaires.

I

On évalue à vingt-cinq millions les Américains de sang allemand, et parmi eux, de dix à douze millions ceux dont l'origine allemande se montre visiblement. Aussi la colonie allemande est, aux Etats-Unis, une puissance. Dans l'Amérique du Sud, ils atteignent le demi-million, dans l'Amérique centrale cinq cent mille, en Océanie cent dix mille ; six cent vingt-trois mille en Afrique. D'autres Allemands ont émigré en Orient, du côté des possessions turques ou russes comme aussi en Palestine. D'autres colonies allemandes ont été fondées en Asie et en Afrique. Le nombre des Allemands résidant en Europe s'élève à soixante-seize millions cinq cent mille ; ils sont en France quatre-vingt-sept mille, en Angleterre cinquante-trois mille, en Italie onze mille. On les trouve aussi en Bulgarie, en Roumanie, etc. L'Angleterre voyait donc partout des foyers d'action allemande, des masses de levain qui, à un moment donné, pourraient agir sur leur entourage et aider à l'établissement de la République universelle : c'est ce qu'Israël pouvait se dire lui aussi.

Autre sujet de crainte d'une part, d'espérance de l'autre : l'Allemagne était devenue, depuis 1871, un grand pays d'exportation, elle avait agrandi son industrie, développé son commerce maritime ; ses intérêts industriels dans les diverses parties du monde s'étaient accrus dans des proportions considérables, qui lui permettaient d'avoir son mot à dire partout au nom et en faveur des siens.

Aussi l'Allemagne a rendu peu à peu sa politique, d'européenne, mondiale. Se basant sur l'ubiquité des Allemands et l'universalité des intérêts allemands, le cabinet de Berlin, depuis 1871, s'est appliqué à étendre l'action allemande sous toutes ses formes et dans le monde entier ; il a resserré de jour

en jour les liens de solidarité entre les Allemands de l'empire et ceux du dehors, pour arriver à une entente et à une opération communes.

Dans ces conditions, l'Allemagne se flattait, non à mots couverts, mais hautement, d'arriver bientôt à se procurer l'hégémonie en Europe et dans le monde : l'hégémonie navale, coloniale et commerciale. Les manifestations de ses ambitions étaient devenues phénoménales. Le général Benhardi, dans son livre, paru en 1913, pose cette alternative pour l'Allemagne : « Puissance mondiale ou déchéance ». Il exige « la place exclusive au soleil pour le peuple élu, la place à l'ombre pour les autres... » « L'Allemagne doit être l'agent provocateur et s'arranger de manière que les autres soient obligés d'attaquer... Elle est en état de soutenir victorieusement cinq campagnes de l'importance de celle de 1870. » Maximilien Harden, Ernst Hasse, Frymann, Frobenius, l'amiral de Tirpitz, le comte Reventlow, Naumann, dans les journaux, les revues, les conférences faisaient chorus. Une violente épidémie de patriotisme plongeait jeunes et vieux, grands et petits, dans une attente fiévreuse. Germaniser le monde est un droit, donc un devoir.

Ce qui achevait de lui donner pleine confiance, c'est que l'Allemagne croyait et se vantait être arrivée à avoir déjà la direction de la pensée dans tous les centres d'enseignement.

Le vieux professeur Lassen a dit avec la suffisance qui les caractérise tous : « La gloire allemande et la prospérité allemande ont été préparées par *la pensée allemande*, par les philosophes et les mathématiciens. *Le pays par excellence* des écoles et du service militaire obligatoire *créera*, une fois accepté le jugement de Dieu, *une Europe germanique*. »

II

Nous venons de voir que l'émigration des Allemands hors de chez eux leur a procuré sur les différents points du monde des colonies qui, en cas d'une nouvelle guerre mondiale, seraient des points d'appui pour leurs armes.

L'Angleterre, sous ce rapport, est en bien meilleure situation. Elle, ce n'est pas sur des colonies d'immigrants qu'elle peut

compter, mais sur les Loges maçonniques qu'elle a fondées sur tous les continents depuis trois ou quatre siècles. Grâce à elles, la Grande-Bretagne est partout et son empire était avant la guerre le plus vaste qui ait été vu sur la terre. La guerre, loin de le diminuer, l'a encore notablement accru.

Notre alliée possédait autour de l'Océan quatre grandes masses territoriales complètement séparées les unes des autres : l'Australie, l'empire des Indes, l'Afrique orientale et l'Afrique australe. Grâce à la guerre, nos alliés ont opéré la soudure entre l'Afrique australe et l'Afrique septentrionale par l'occupation de la colonie de l'Est Africain allemand, la soudure entre l'Afrique septentrionale et l'Inde par les accords de 1916, réservant à leur influence la région comprise entre la frontière égyptienne et le golfe Persique, et par leur accord avec la Perse ; si bien qu'aujourd'hui on peut aller du Cap à Singapour en passant par Alexandrie, Bagdad, la Perse, l'Inde, et continuer ensuite jusqu'à l'extrémité sud de la Tasmanie en ne parcourant uniquement que des territoires anglais ou soumis à l'influence anglaise.

Du Cap à Alexandrie, en ligne droite, on compte environ huit mille kilomètres et douze mille d'Alexandrie à Singapour, et huit mille encore de Singapour au sud de la Tasmanie. Un voyageur peut donc aujourd'hui faire vingt-cinq mille kilomètres autour de l'Océan Indien sans quitter des terres anglaises ou soumises à l'influence anglaise.

Du fait de la guerre, l'empire anglais s'est agrandi du Sud-Ouest Africain allemand, soit huit cent trente-cinq mille kilomètres carrés ; de l'Afrique orientale allemande, soit près d'un million de kilomètres carrés ; d'une partie du Togo et du Cameroun, soit cent mille kilomètres carrés environ ; de la Nouvelle-Guinée et de l'archipel Bismarck, soit deux cent quarante mille kilomètres carrés.

Les colonies portugaises de l'Angola et de Mozambique (près de deux millions de kilomètres carrés) passent sous l'influence économique anglaise ; la Perse (un million six cent quarante-cinq mille kilomètres carrés, peuplés de dix-neuf millions d'habitants) passe sous son protectorat, ainsi qu'un million de kilomètres carrés environ dépendant de l'ancien empire turc.

Aujourd'hui, si l'on fait le total de toutes les terres sou-

mises directement ou indirectement à la Grande-Bretagne qui s'étendent autour de l'Océan Indien, on arrive au chiffre de près de trente millions de kilomètres carrés (dont huit millions en Asie, treize en Afrique et huit millions et demi en Océanie), peuplés de plus de quatre cent millions d'habitants.

L'Angleterre entière ne s'étend que sur trois cent quatorze mille kilomètres carrés, c'est-à-dire que son empire de l'Océan Indien est près de cent fois plus vaste qu'elle-même.

En résumé, l'Angleterre domine le septième de la surface du globe terrestre et le quart des habitants du monde vit sous sa loi.

CHAPITRE VIII.

La France entre le marteau et l'enclume.

> « *Souvenez-vous que ce long enchaînement des causes particulières qui fait et défait les empires, dépend des ordres secrets de la Providence. Dieu tient, du plus haut des cieux, les rênes de tous les royaumes. Il a tous les cœurs en sa main: tantôt il retient les passions, tantôt il leur lâche la bride, et par là il remue tout le genre humain...*
>
> » *Il connaît la sagesse humaine toujours courte par quelque endroit; il l'éclaire, il étend ses vues, et puis, il l'abandonne à ses ignorances; il l'aveugle, il la précipite, il la confond par elle-même, elle s'enveloppe, elle s'embarrasse dans ses propres subtilités, et ses précautions lui sont un piège. Dieu exerce par ce moyen ses redoutables jugements selon les règles de sa justice toujours infaillible* ».
>
> BOSSUET.

Duel entre l'Angleterre et l'Allemagne. — L'une et l'autre de ces Puissances attire à soi la France. — Les tergiversations de celle-ci. — Ses hésitations. — L'intervention de la secte. — Ses desseins. — Dieu planant au-dessus de tous et de tout.

Dans le livre *La conjuration antichrétienne*, nous avons rappelé ces paroles de l'historien Treitschke : « A qui appartiendra le sceptre de l'univers? Qui imposera sa volonté aux autres nations affaiblies ou en décadence? N'est-ce pas l'Allemagne?... L'Angleterre, plus forte en apparence qu'en réalité, verra sans doute ses colonies se détacher d'elle et s'épuiser en des luttes stériles. La Russie, colosse immense et en formation aux pieds d'argile, sera absorbée par ses difficultés économiques et intérieures. L'avenir appartient donc à l'Allemagne à laquelle viendra se joindre l'Autriche, si elle tient à vivre. »

L'Angleterre n'ignorait pas que ces pensées couraient d'un bout à l'autre de la Germanie, et que les espérances qu'elles faisaient naître étaient partagées par les hommes du peuple aussi bien que par les grands. Pour elle, elle n'entendait nullement donner congé à ses ambitions. Non seulement elle voulait conserver à tout prix l'empire des mers; mais arriver par lui à l'hégémonie mondiale. Son roi, Edouard VII, aussitôt monté sur le trône que la mort de sa mère laissait vacant, montra que telle était sa résolution; et de fait, tout le long de son règne, on le vit poursuivre dans toute sa politique internationale la réalisation de l'impérialisme annoncé avec tant d'assurance par Chamberlain et s'efforcer d'accéder d'abord à la présidence des Etats-Unis européens.

Edouard est mort avant d'avoir pu réaliser ses desseins. Il espérait sans doute que l'intimité avec la Franc-Maçonnerie, contractée longtemps avant son accession au pouvoir, et qu'il cultivait avec soin, procurerait à son pays la continuation de l'aide que la secte lui accordait depuis plusieurs siècles.

La tournure qu'ont prise les événements depuis cette mort soulève une question qui ne peut être actuellement résolue, mais qui peut et doit être considérée et exposée autant que le permettent les indications que nous trouvons à notre portée.

Pourquoi voyons-nous aujourd'hui la Franc-Maçonnerie dans un état de division et même d'opposition d'une contrée à l'autre?

L'article 2 de la Constitution générale de la Maçonnerie italienne est ainsi conçu :

Article II. — La Maçonnerie est une; mais elle se distingue en communions nationales, qui sont alliées et solidaires dans le même idéal et le même but sur toute la surface du globe. (*Gruber*, p. 214.)

Dans un discours aux Francs-Maçons de Venise, prononcé en 1892, Lemmi leur a dit : « Tous les Francs-Maçons veulent la même chose, à Paris, à Berlin, à Londres, à Madrid, à Calcutta, à Washington. Nous sommes les catholiques de la raison. »

Malgré cela, nous voyons aujourd'hui en guerre,les unes contre les autres, des nations qui toutes sont gouvernées par les Loges. Faut-il en conclure qu'il y a de nos jours rupture d'entente entre les centres de direction de la secte selon qu'ils siègent dans un pays ou dans l'autre? Les uns voudraient conserver à l'An-

gleterre son privilège ; d'autres trouveraient qu'il est plus sûr de le faire passer à l'Allemagne. Il n'est donné aux profanes, en ces sortes de choses, que de concevoir des soupçons, mais ils peuvent se demander, entre bien d'autres énigmes que présentent les événements actuels, pourquoi l'Italie a rompu avec l'Allemagne à qui elle s'était engagée, pour se porter du côté de l'Angleterre ; et pourquoi le gouvernement de la France qui, par Delcassé d'une part et par Hannotaux de l'autre, a tant tergiversé, ne sachant de quel côté se tourner, s'est enfin décidé à faire cause commune avec l'Angleterre.

Au temps de la guerre entre les Anglais et les Boërs, M. Ernest Lavise écrivit dans la *Revue de Paris :*

« M. Chamberlain a voulu la guerre contre les Boërs ; *l'année dernière, il la voulait contre la France.* La France est la première ennemie désignée de l'impérialisme, étant la seconde puissance maritime et coloniale. Vaincue, ses dépouilles seraient précieuses : Indo-Chine, Madagascar, etc. De plus, mettre la France hors de combat pour un quart de siècle, pour un demi-siècle peut-être, c'est retarder, s'il ne peut être à toujours conjuré, le péril de l'entente continentale. Et enfin, la France ne paraît pas redoutable aux impérialistes anglais ; elle a confessé, elle confesse qu'elle n'est pas prête pour la guerre ; elle est troublée par ses luttes intérieures ; les Anglais la disent démoralisée, désordonnée, incapable d'un effort viril, capable, tout au plus, d'une guerre civile. L'occasion paraît trop belle ».

Nous avons dit comment les prédicants anglicans, aidés par les institutrices, préparaient dans toutes nos colonies et sur le sol même de la France, au Nord comme à l'Ouest, les voies à la déchéance de la France au profit de l'Angleterre.

L'Allemagne n'ignorait rien. Elle ne voulait nullement renoncer à mettre un terme aux ambitions anglaises et à faire prévaloir les siennes ; et c'est pourquoi, longtemps elle fit des avances à nos gouvernants, espérant les amener à faire alliance avec elle contre sa rivale. Nos gouvernants se montraient hésitants ; on les voyait osciller comme des balanciers, aller de celui-ci à celui-là, se demandant vers qui ils se porteraient définitivement, aux sollicitations duquel ils finiraient par céder ; attendant sans doute ce que leur commanderaient ceux qui les avaient portés au Pouvoir et pouvaient les y maintenir ou les en faire descendre. Seize ans s'écoulèrent, de 1898, année du honteux abandon aux Anglais de Fachoda, à l'année 1914.

L'Allemagne, désespérant enfin de nous voir s'unir à elle

pour briser la puissance britannique, prit la résolution de venir la combattre sur notre sol.

Dans les premiers jours de 1913, la *Gazette du Rhin et de Westphalie* écrivait :

« La lutte décisive entre le Germanisme et le Slavisme n'est pas encore brûlante. Puis, notre avenir immédiat, c'est la liquidation de nos rapports avec l'Angleterre qui est d'une importance vitale... La tâche la plus urgente de l'Allemagne consiste à réunir et à préparer toutes ses forces pour la lutte décisive par laquelle l'Angleterre essayera de défendre sa position mondiale, que nous attaquerons par la force des choses ».

Sachant bien que c'était elle qui était visée par-dessus notre tête, l'Angleterre mit de côté le jugement qu'elle avait porté sur nous peu auparavant. Elle nous trouvait alors « troublés par nos luttes intérieures, démoralisés, désordonnés, sans flotte ni armée prêtes au combat, incapables d'efforts virils. » Elle mit ce jugement de côté et elle vint chez nous combattre l'envahisseur à nos côtés. A sa grande satisfaction, elle a pu voir durant quatre ans, qu'elle s'était trompée dans l'appréciation de l'état où la secte pensait nous avoir réduits, elle a pu constater qu'il y a encore de la virilité en France, et même plus de génie et plus de vaillance militaire qu'elle n'en trouvait chez elle.

Nous sommes certes loin de mettre sur une même ligne, l'envahisseur et celui qui est venu se joindre à nous pour le repousser. Cependant puisque nous nous sommes proposé d'examiner les POURQUOI de la guerre actuelle, nous n'avons pu fermer les yeux sur ce que l'Angleterre méditait, elle aussi, contre nous alors que l'Allemagne n'avait pas encore pris sa décision.

Revient maintenant à la lumière des faits que nous venons de relater, la question posée plus haut.

L'Angleterre veut conserver l'empire, et l'Allemagne veut le lui ravir. Au-dessus d'elles il y a le POUVOIR OCCULTE. De quel côté veut-il faire pencher la balance? C'était là un problème que personne n'était en état de résoudre. Parmi les Etats gouvernés par ses agents, les uns étaient fidèles à l'Angleterre, d'autres avaient placé leurs espérances sur l'Allemagne. Le Pouvoir occulte considérait-il cette divergence d'un œil serein? Pensait-il que la France serait écrasée et rendue à tout jamais impuissante à reprendre son rôle de boulevard de l'Eglise et d'instrument des divines volontés? Car c'est là pour le moment ce qu'il veut avant tout. Que ce soit l'Angleterre ou l'Allemagne

qui triomphe, il saura bien, pensait-il, trouver dans ce triomphe des armes contre l'Eglise, contre les peuples catholiques et en particulier contre la France : ce dont nous sommes témoins depuis l'armistice le donne à penser.

Nous voyons que la France, grâce au secours divin, et grâce au génie de ses hommes de guerre et à la vaillance de l'âme française, a triomphé de l'Allemagne. Qu'en est-il résulté ? La France est victorieuse ; mais, conformément aux vœux de la secte, elle est réduite à l'impuissance tandis que l'Angleterre a tiré de cette victoire tous les bénéfices qu'elle pouvait désirer, et que l'Allemagne vaincue est mise à même de se relever aussi puissante que jamais, aussi résolue dans ses desseins d'hier. De cette sorte l'Allemagne et l'Angleterre pourront toujours l'une et l'autre servir la secte dans ses desseins.

Au-dessus de Satan et des Juifs, au-dessus des Maçons et des chefs des peuples qui acceptent leurs services, au-dessus de leurs projets et de leurs machinations pour les réaliser, il y a Dieu, Dieu tout-puissant. Et comme le dit Donoso-Cortès :

> « Lucifer n'est pas le rival, il est l'esclave du Très-Haut ; le mal qu'il introduit dans le monde, il ne l'introduit pas sans la permission du Seigneur ; et le Seigneur ne le lui permet que pour châtier les impies ou pour purifier les justes par le feu brûlant de la tribulation. De cette sorte, le mal même arrive à se transformer en bien sous la conjuration toute-puissante de Celui qui est, et qui a tiré tout ce qui est en dehors de lui, des abîmes du néant [1]. »

C'est l'esprit dominé par ces grandes pensées que nous devons considérer les événements actuels. J. de Maistre y invitait avant Donoso-Cortès :

> « C'est à l'accomplissement des décrets divins, *disait-il*, que sont coordonnés tous les faits, toutes les révolutions que l'histoire a enregistrés, tous ceux qu'elle enregistrera jusqu'à la fin des temps. Tous concourent à l'œuvre secrète que Dieu opère presqu'à notre insu et qui ne sera pleinement révélée qu'au grand jour de l'éternité. »

Si cela est vrai, et cela est vrai — de toutes les guerres, de toutes les révolutions, de tous les faits qu'enregistre l'histoire ;— combien cette vérité ne s'impose-t-elle pas à notre esprit lorsqu'il considère cette guerre et la révolution qu'elle est en train de produire dans l'état de l'Europe, dans les conditions politi-

1. *L'Eglise et la Révolution.*

ques et financières, sociales et religieuses des autres parties du monde, en un mot, dans l'état général de l'humanité.

Quel sera ce nouvel état de choses? C'est le secret dont Dieu seul a le mot. Nous l'étudierons cependant au troisième livre de cet ouvrage, mais avec crainte de nous tromper et non sans un tremblement révérenciel; car nous n'ignorons pas la recommandation de l'Ecclésiastique : « Les choses qui sont au-dessus de toi ne les recherche pas ». (Si ce n'est dans le respect du mystère divin, la crainte qu'il impose et la louable intention d'être utile à ses frères.)

C'est, disons-nous, le secret de Dieu; ce qui n'empêche pas la secte d'avoir le sien. Qu'elle soit pour beaucoup dans le déchaînement des ambitions et des convoitises qui déchirent le monde, qui peut en douter? Mais s'il appartient à Dieu de réaliser pleinement son secret à lui, la secte n'a pas le même pouvoir en ce qui est du sien.

Quel est-il?

Aux suppositions exposées ci-dessus, une autre peut être jointe. Il peut se faire qu'Israël croit proche l'heure de fonder la République universelle qu'il gouvernera et par laquelle il régnera sur tout le genre humain. S'il en est ainsi, on s'expliquerait qu'il ait uni l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Amérique pour arrêter l'Allemagne et la maintenir quoi qu'il advînt, sous sa dépendance, et en même temps mettre les nations adverses dans un état d'épuisement où elles seront toutes à sa merci.

Déjà nous voyons se dessiner les grandes lignes du plan à exécuter. La secte pouvait se dire qu'au lendemain de la guerre, lorsque toutes les nations seront gisantes sur le carreau et que de toutes les poitrines humaines s'éléverait le cri : « La paix! La paix à toujours! » Israël se présenterait comme capable d'établir cette paix. Déjà il a pris ses dispositions pour répondre à ce vœu de la multitude, à ce besoin d'une paix générale et incessante, que ses journaux, ses congrès et ses ligues pacifiques ne cessent depuis un siècle de dire désirable et réalisable. La présente guerre si désastreuse et ses déplorables conséquences lui permettent de surexciter ces vœux : « Plus de guerre! abolition de la guerre à jamais! »

Israël prend ses dispositions pour répondre à ce vœu. Il a

fait instituer la Société des Nations, faisant dire à ses journaux, ses congrès et ses ligues comment, par elle, le besoin de paix universelle et définitive peut être réalisé : il le serait par l'autorité d'un tribunal des conflits entre nations. Ce tribunal est en formation à l'heure actuelle, et Israël prend ses dispositions pour le présider. Nous avons dit ce qu'a fait la conférence de Versailles ; M. Flourens nous dira plus loin ce qui s'est passé à La Haye et comment s'ébauchait le tribunal qui veut être l'arbitre, le juge, le roi de l'univers.

CHAPITRE IX.

L'empereur Guillaume et les catholiques.

Au lendemain de la publication de l'Encyclique du 28 décembre 1878, sur le socialisme, le journal La Révolution, *sous la signature « un socialiste », donna cette leçon: « La révolution sociale qui se poursuit actuellement n'est-elle pas fille de la révolution religieuse du XVe siècle ? Pour la conjurer, il faudrait biffer ou renier 89 et la Réforme. Et c'est en cela qu'éclate la bêtise des conservateurs de l'ordre actuel qui, se réclamant de 89, anathémisent et s'imaginent enrayer le mouvement qui emporte le prolétariat vers son émancipation matérielle. Le monde moderne est placé entre l'achèvement de la Révolution française et un retour pur et simple au christianisme du moyen âge. »*

Illusions des catholiques allemands. — Leur droit. — Ils le réclament. — Guillaume Ier les paie de belles paroles. — Ils lui gardent leur confiance.

Revenons à la Prusse et reprenons son histoire au point où nous l'avons laissée.

Au lendemain de la fondation de l'empire, elle continua à se tenir au service de la Synagogue, et à lui prouver qu'elle la trouverait toujours disposée à lui prêter son concours pour faire avancer l'œuvre par excellence de la conspiration judéo-maçonnique : l'anéantissement de l'Eglise catholique.

En sa qualité de mère du protestantisme, et dans sa prétention à en être pour le monde entier la capitale et d'être le point de rattachement de toutes les branches de la Réforme, la Prusse avait plus que l'Angleterre la haine du catholicisme et entrait plus avant dans les vues de la Synagogue. Aussi celle-ci se montre moins disposée que jamais à l'abandonner, pas plus après 1918 qu'après 1871.

De son côté, l'Allemagne, au lendemain de la création de l'Empire, s'empressa de rendre ses actions de grâces à la secte ouvertement par le Kulturkampf, puis, plus hypocritement, par ses démarches au Vatican.

Cette entente, les organes de la secte n'en firent pas mystère. Le Grand-Orient d'Italie à Rome adressa, le 25 octobre 1886, aux sociétés secrètes d'Allemagne, un manifeste de guerre internationale contre la Papauté. La *Bauhutte*, l'organe des Loges de l'empire allemand, publia ce document dans son numéro de janvier. Voici les passages caractéristiques de ce programme de combat :

« Chers et vénérables Frères! Vous avez, sans doute, pris connaissance du réveil de la guerre que notre pays, l'Italie, poursuit, d'une manière glorieuse, contre le cléricalisme de la Rome papale. La maçonnerie italienne n'a cessé de combattre scientifiquement et moralement la superstition catholique. Mais, comme il s'agit d'un ennemi puissant, cette guerre dégénérerait en une simple agitation nationale, sans aucune garantie de succès, si elle n'était appuyée par l'action commune de toute la Franc-Maçonnerie du globe entier.

» En nous adressant à vous pour implorer votre concours puissant, l'appui de votre expérience indiscutable et de la force formidable de votre presse, nous sommes sûrs qu'ainsi, nous remporterons plus facilement et plus sûrement la victoire. »

Le Grand-Orient de Rome ne se trompait point d'adresse. Il savait l'esprit qui animait les Hohenzollern et celui qu'ils s'efforçaient d'inspirer à leur peuple. La *Gazette d'Augsbourg* ne craignit pas de manifester en ces termes la pensée dominante du Pangermanisme :

« Sur les champs de bataille du Rhin, nous n'avons pas fait seulement la guerre contre la France, nous avons aussi combattu Rome, qui tient le monde asservi, nous avons tiré sur le clergé catholique [1]. »

---

1. Extraits cités dans *La politique prussienne* par un allemand anonyme, p. 133, 143.

L'historien allemand Treitschke loue dans son histoire l'ancêtre des rois de Prusse d'avoir, en passant à la Réforme, sécularisé les biens des chevaliers teutoniques ; et là-dessus il dit avec fierté : « L'Etat prussien doit l'une de ses assises à un glorieux vol commis contre l'Eglise romaine. » Il montre l'Etat prussien par toute son évolution « solidaire de l'Eglise protestánte ».

L'historiographe officiel de la Prusse de Guillaume Ier a aussi dit : « En embrassant le protestantisme, l'Electeur de Brandebourg devint par cela même le champion de l'Allemagne indépendante » (du Saint-Siège). « L'idée de la solidarité entre le protestantisme et le véritable esprit allemand, dit M. Goyau, obsède le cerveau de Guillaume II et l'exalte jusqu'à un rôle de Pape de la Réforme. On l'entend parler de son ami Luther presqu'aussi librement que de son « vieux Dieu », son Dieu Unser Gott.

Comment les catholiques allemands ont-ils pu fermer les yeux sur l'histoire de la dynastie prussienne et se boucher les oreilles pour ne point entendre des sons si clairs et si perçants, précédés et suivis de tant d'autres clairons donnant la même note?

L'Allemagne était unifiée, et le successeur des margraves de Brandebourg, après avoir vu ses ancêtres passer du Margraviat au Grand-Electorat et du Grand-Electorat à la royauté, était devenu l'Empereur des Germains. Le compte était réglé d'un côté, il demandait à l'être de l'autre. Il fallait que le Hohenzollern, après avoir reçu satisfaction, donnât satisfaction à son tour, c'est-à-dire, aidât la secte à atteindre son but à elle : l'anéantissement du catholicisme.

Dans une lettre adressée à Mme Adam, et que Mme Adam publia elle-même, est rapporté le renseignement suivant dû à M. Alfred Gousset : « Dans l'ivresse du triomphe, passant à Reims le 6 novembre 1870, M. de Bismarck a dévoilé à deux personnes, dont l'une vit encore, M. Virlé, député, ses plans d'avenir ainsi exposés : « La force du catholicisme est en France. Si nous pouvions l'extirper de là, nous serions maîtres des Latins. »

Guillaume et Bismarck se mirent aussitôt à l'œuvre. Le catholicisme fut attaqué en même temps en France et en Allemagne; en Allemagne pour que l'Empire fût complètement protestant; en France, pour que la fille aînée de l'Eglise ne puisse devenir le foyer d'une réaction catholique en Europe. L'Allemagne fut dotée du Kulturkampf et la France de la République sectaire.

D'abord, pour commencer, ils accusèrent le gouvernement constitué par l'Assemblée nationale de se mettre au service du cléricalisme et celui-ci s'empressa de s'en défendre. Entre autres ingérences de Bismarck dans nos affaires intérieures qui eurent lieu à cette époque, qu'il suffise de rappeler celle-ci : Lorsque les évêques de France répondirent au cri de douleur et d'indignation poussé par Pie IX contre le traitement odieux et chaque jour plus rigoureux du Kulturkampf dont l'Eglise avait à gémir en Allemagne, M. de Fourtou, Ministre des Cultes, envoya une circulaire engageant les évêques à « ne pas renouveler des atta-

ques de nature à exciter la susceptibilité des gouvernements voisins ». Bismarck fit alors appeler M. de Gontaut, ambassadeur de Paris à Berlin, et lui dit : « Le gouvernement allemand ne juge pas suffisante la satisfaction que vous avez cru lui donner par la circulaire de M. de Fourtou ; il lui faut un peu plus. Il ne suffit pas d'avertir les évêques ; *ils doivent être punis ;* c'est la seule manière de prouver que vous n'êtes pour rien dans les offenses que nous recevons d'eux et que vous en répudiez la solidarité... Si vous laissez continuer ces procédés, c'est vous qui aurez rendu la guerre inévitable, et nous la ferons avant que le parti clérical se rende maître du pouvoir, et la déclare au nom de la religion catholique persécutée. » Bismarck savait bien que MM. de Broglie, de Fourtou et Decaze ne feraient point la guerre pour mettre fin au Kulturkampf en Allemagne, mais il voulait l'établir aussi en France : « Il ne suffit pas d'avertir les évêques, il faut les *punir* », les punir comme il les punissait chez lui. (Voir les articles de M. de Broglie dans le *Correspondant*, 10 octobre 1895.)

Nos gouvernants d'alors donnèrent quelques satisfactions à Bismarck en suspendant l'*Univers*, et en citant devant le Conseil d'Etat Mgr Plantier, évêque de Nîmes, etc.

En Allemagne, les catholiques avaient des motifs d'espérer dans le nouvel état de choses créé par la constitution de l'Empire. Loin de faire opposition au gouvernement pendant la guerre de 1870-1871, ils l'avaient secondé de tout leur pouvoir. Ils n'avaient eu qu'une pensée, le triomphe de l'Allemagne sur l'ennemi traditionnel. En Bavière, au moment où la Diète hésitait à s'allier contre la France, Pierre Reichensperger, l'un des plus illustres chefs du parti catholique, avait décidé les Bavarois à s'unir à la Prusse. Pendant la terrible campagne, les soldats catholiques avaient marché avec un entier et aveugle dévouement derrière les drapeaux de la Prusse. Les catholiques pouvaient donc espérer qu'après la victoire à laquelle ils avaient largement contribué, leurs intérêts seraient pris en considération.

L'Empereur n'ignorait pas leurs sentiments. Après Mentana, dans toute l'Allemagne avaient eu lieu des manifestations en faveur du Saint-Siège. Le 18 novembre, de Cologne, une adresse couverte en quelques jours de deux mille deux cent quatre-vingt-

dix signatures était expédiée à Berlin pour être remise au roi de Prusse, demandant que « les démarches nécessaires soient faites pour assurer et conserver la liberté et l'indépendance du Saint-Siège et de ses possessions ». Le 20, plus de deux mille catholiques, venus de tous les points de l'Allemagne, s'étaient réunis à Mayence, pour manifester leurs vœux et leur dévouement au chef de l'Eglise. A Coblentz, réunion de quinze cents catholiques, pour une même manifestation. Le 6 décembre, démonstration des étudiants de Munster en faveur de la Papauté. Le 27 janvier 1868, grand meeting catholique à Cologne. Plus de cinq mille personnes venues de toutes les parties de l'Allemagne y assistèrent. Du 31 août au 3 septembre, l'assemblée générale des catholiques d'Allemagne se tint à Bamberg en Bavière. En tête des résolutions était celle-ci : « Assister le Saint-Père et travailler à maintenir son pouvoir temporel, est, pour tous les catholiques, le premier et le plus saint des devoirs.»

En 1870 et 1871, les manifestations de 1868 se renouvelèrent. Au mois de décembre 1870, Mgr Ledochowski avait fait le voyage de Versailles pour demander au futur empereur d'Allemagne d'intervenir auprès du roi Victor-Emmanuel. On ignorait que le roi d'Italie, en profitant de la guerre pour s'emparer de Rome, n'avait rien fait sans le consentement de Guillaume. Le 8 janvier 1871, les catholiques, réunis à Stolberg, avaient également adressé au roi de Prusse une protestation contre l'usurpation de Rome. Dans les premiers jours de cette même année 1871, le diocèse de Fulda envoya à Guillaume une adresse signée par douze mille hommes pour lui rappeler, qu'ayant des sujets catholiques, son devoir était de protéger leurs droits contre les attentats du roi de Piémont. De semblables pétitions furent envoyées par la Bavière. Au mois de mars, une adresse spéciale, signée par cinquante-six députés de la Chambre prussienne, fut remise à l'empereur Guillaume Ier et publiée dans tous les journaux de la presse catholique. Ces représentants, qui bientôt formèrent le *parti du Centre*, demandaient que le souverain mît la force au service du droit et qu'il demeurât fidèle aux engagements pris par lui-même à l'ouverture de la Diète de la monarchie, le 15 novembre 1871. Guillaume répondit aux cinquante-six députés par des paroles qui cachaient soigneusement son intention de se couvrir de ses lauriers pour partir en guerre

contre l'Eglise catholique. Il avait de même écrit de sa royale main à Pie IX pour lui annoncer la création du nouvel empire ; et auparavant il avait donné cette assurance aux chevaliers de Malte des provinces rhénanes : « Je considère l'occupation de Rome par les Italiens comme un acte de violence, et je ne manquerai pas, une fois la guerre finie, de prendre en considération cette question, de concert avec d'autres princes [2]. » C'est en méditant le Kulturkampf [3], comme le prouvent les paroles de Bismarck ci-dessus rapportées, que ces belles promesses étaient faites.

Que l'Empereur et son ministre se décidassent à faire aux catholiques la guerre du Kulturkampf dans ces conditions et aussi tôt, on ne se l'explique que par un engagement pris au préalable et dont l'autre partie exigeait l'exécution. Le Kulturkampf pouvait faire crouler l'Empire bien mal assis sur tant de populations diverses et ayant chacune leur histoire et leurs mœurs, cela n'empêcha point d'aller de l'avant.

Mais les catholiques ne voyaient pas et ils ne voient pas encore que, de même que le Saint Empire Romain fut, dans sa constitution, essentiellement catholique, le nouvel Empire, étant essentiellement prussien, est nécessairement protestant. Comme le dit Donoso-Cortès : « *La Prusse vit* DANS *le protestantisme,* PAR *le protestantisme et* POUR *le protestantisme.* Là est le mystère de sa gloire. Là est le mystère de sa mort. »

---

2. Paroles et actes à mettre en regard des paroles et des actes de son ambassadeur à Rome, Arnim, en présence de Pie IX et des ambassadeurs des autres Puissances.

3. Le mot Kulturkampf a été inventé par Bismarck pour caractériser la guerre que lui et son Empereur méditaient contre l'Eglise et qu'ils s'empressèrent de déclarer au lendemain de leur victoire sur la France. Il pourra servir dans l'histoire à désigner toute la période comprise entre le XVIe et le XXe siècle, entre les deux civilisations, la civilisation fondée par les principes du christianisme qui avait été se développant du Ier siècle de l'ère chrétienne au siècle de saint Louis et de saint Thomas d'Aquin, de saint François d'Assise et de saint Dominique. La Renaissance posa au XVIe siècle les principes de la civilisation « moderne » dont le dernier produit a été la guerre de 1914.

CHAPITRE X.

Le Kulturkampf.

Napoléon a eu une puissance que vous n'aurez jamais, et en a largement usé contre l'Eglise. Il a tenu le Pape lui-même, pendant cinq ans, en prison ; il l'a fait traîner de Rome à Fontainebleau dans une voiture qu'on fermait à clé comme les voitures cellulaires ; il a tenu son premier ministre, le cardinal Pacca, au cachot à Fénestrelle, et quand ce prélat demandait un bréviaire, on lui donnait un volume de Voltaire. Il a rempli Vincennes d'évêques prisonniers, et, pour bien montrer qu'il n'épargnait aucun ordre de la hiérarchie ecclésiastique qui avait l'audace de lui résister, le 6 avril 1813, il fit partir comme conscrits réfractaires tous les séminaristes de Gand, et les fit incorporer en masse dans je ne sais quel escadron du train de l'artillerie, à Wesel.

Eh bien, à quoi tout cela a-t-il abouti ? Mon Dieu, on l'a dit cent fois, l'Empereur est allé mourir à Sainte-Hélène, et Pie VII est mort à Rome, en donnant l'hospitalité à la famille de son persécuteur.

Charles DE MONTALEMBERT.

Guillaume Ier et Bismarck ne mettent point en doute cette autre victoire. — Grâce à l'esprit des Universités. — Le professeur Hermès. — La Prusse le soutient contre le Saint-Siège et l'archevêque de Cologne. — Les « vieux catholiques » soutenus par Bismarck en Bavière puis en Prusse. — « Nous n'irons pas à Canossa ». — Lettre de Pie IX à Guillaume et réponse de celui-ci. — Les lois de Mai. — Persécution implacable. — Déclin de la secte « vieux catholiques », premier élément de défaite. — Manifestations bismarckiennes en Angleterre. — Windthorst entre en scène. — Bismarck apprend à être « modeste ». — Il fait des avances au Saint-Siège. — Il fait la paix avec l'Eglise tout en disant « Je la hais », et en lui faisant une guerre désormais sourde. — Annonce d'un nouveau Kulturkampf. — Sans doute au lendemain de la guerre actuelle, si...

L'unité de l'Allemagne était fondée grâce au génie diplomatique de Bismarck et au talent militaire du général de Moltke ;

Guillaume Ier était devenu le souverain le plus puissant de l'Europe, pensaient Bismarck et son souverain. Mais une chose restait à faire pour consolider l'édifice germanique, c'était d'unifier l'Allemagne au point de vue religieux comme elle venait de l'être sur le terrain politique. Et comme la Prusse, berceau et foyer du protestantisme, était devenue la tête de la nation allemande, il était tout indiqué, pensait-on, que l'unification religieuse devait se faire au profit du protestantisme et par la Prusse.

Le grand obstacle était l'Eglise catholique, qui, en Allemagne et même en Prusse, comptait de nombreux, très nombreux fidèles. Aussi dès le lendemain de la proclamation de l'Empire, le Kulturkampf, la guerre pour la civilisation moderne contre la civilisation créée et maintenue par l'Eglise catholique, fut-elle déclarée, commencée et poursuivie.

En faisant ces machiavéliques calculs, Guillaume et son ministre se trompaient. Ils pensaient donner la pérennité à leur œuvre, mais la secte dont ils avaient accepté les services se proposait bien autre chose. En 1872, le général Hetzel, qui représentait la Prusse à un conciliabule de sociétés secrètes tenue à Locano, y dit :

« M. de Bismarck est intéressé plus qu'on ne pense à travailler dans le sens de la démocratie. Pour le moment, l'Allemagne demeure forcément en dehors du mouvement républicain, mais la raison en est très simple, *elle n'a pas achevé son unité*. Le grand chancelier a fait une grosse besogne, et quelque pressé qu'il soit, il faut du temps. Le dernier coup porté à l'Autriche, on verra *l'Allemagne entière acclamer la République et envoyer promener son Empereur* [1]. »

N'est-ce pas ce qui vient de s'accomplir? Tant que la Synagogue voit le monarque se prêter par ambition à l'exécution de ses desseins, elle lui donne un pouvoir absolu concentré dans la bureaucratie et ayant en mains une grande puissance militaire. Mais elle le congédie dès qu'elle n'en a plus besoin. « M. de Bismarck est à nous entièrement, disait encore le général Hetzel, mais le jour où nous le verrons titubant, nous lui retirerons notre confiance. Il le sait très bien. » Et Bismarck, le premier, fut mis de côté. Bientôt ce fut le tour de Guillaume II.

Le Kulturkampf avait eu des actes préparatoires qui auraient dû éclairer les catholiques sur ce qui les attendait, alors même qu'ils eussent pensé que Guillaume Ier ne voulait point tenir

1. *Les sociétés secrètes*, II, 427.

compte des traditions antécédentes de la Maison régnante. Dès avant les victoires sur l'Autriche et sur la France, des mesures avaient été prises qui pouvaient être considérées comme préambules à la guerre à l'Eglise. D'abord avait été supprimée au Ministère des Cultes la disposition qui, depuis 1814, divisait les Affaires ecclésiastiques en deux sections. En 1864, les deux directeurs de la section catholique, les conseillers Auliki et Brüggeman, dont le dévouement à leurs frères en religion était universellement apprécié, moururent subitement l'un après l'autre. Cet événement, naturel peut-être, fit naître dans les esprits le soupçon d'un crime. Toujours est-il que les protestants zélés saisirent cette occasion pour demander que le gouvernement mît fin à la division des Affaires ecclésiastiques en deux sections. Le prince royal, d'accord avec sa Loge, remit au Roi un mémoire donnant les motifs qui devaient l'incliner à abolir la section catholique. Un protestant, M. de la Croix, fut nommé directeur de tous les cultes. Quand vint le Kulturkampf, cette mesure facilita singulièrement les opérations. On eût pu soupçonner que le Kulturkampf était dans la giberne du triumvirat Guillaume, Bismarck, Moltke. Lorsqu'ils partirent en guerre contre la France, on eût pu être informé de ce que donna à lire le journal intime de l'empereur Frédéric, publié par M. Gefken. A la date du 24 octobre 1870, Frédéric, alors Kronprinz, écrivit dans son journal : « Bismarck raconte à mon beau-frère qu'immédiatement après la guerre on entrera en campagne contre l'infaillibilité[2]. »

---

2. On sait que la levée de boucliers contre l'infaillibilité fut sonnée dès avant le concile, par le prêtre allemand Dœllinger, mort en 1890 dans sa quatre-vingt-onzième année, emporté par une attaque d'apoplexie foudroyante. Il était arrivé à soixante-dix ans, c'est-à-dire à la vieillesse, avec la réputation méritée d'un apologiste éminent et d'un incomparable professeur. Il avait publié de nombreux écrits historiques et polémiques pour la défense de l'Eglise ; il avait été le maître aimé de deux générations d'hommes dévoués à l'Eglise, devenus la plupart des notoriétés et quelques-uns des illustrations de l'Allemagne catholique. En 1838, Dœllinger avait pris hardiment fait et cause pour l'archevêque de Cologne dans la célèbre affaire des mariages mixtes. Pendant longtemps, il avait tenu haut et ferme le drapeau catholique dans les Chambres bavaroises, devant le Parlement de Francfort (1848) et dans les assemblées générales des catholiques allemands.

Scientia inflat. La science allemande particulièrement laisse à désirer sous le rapport de la modestie. Les premiers symptômes du mal qui perdit Dœllinger se manifestèrent en 1861, lorsque, dans ses conférences au Musée de Munich, il prit à partie le pouvoir temporel des Papes et publia *Eglise et Eglises, Papauté et Pouvoir temporel.*

En 1869, Dœllinger, blessé dans son orgueil, d'après le comte d'Arnim, de

Ils ne doutaient pas du succès, malgré les manifestations relatées ci-dessus en faveur du Saint-Siège. Ils n'ignoraient pas l'état dans lequel le Joséphisme avait mis l'Eglise d'Allemagne. Kraus, peu suspect d'hostilité à cet égard, en fait un tableau [3] lamentable dans son histoire ecclésiastique : « Une sorte de liquéfaction en une religion humanitaire et universelle,telle était l'idée qui s'était emparée des esprits. Dans toutes les sociétés *cultivées*, on se sentait mal à l'aise dès qu'il était question de dogmes, et les *Heures de recueillement d'Aarau*, du romancier Zschokke, étaient souvent la seule source où catholiques et protestants cherchaient l'édification et la piété ». Le clergé catholique, du moins dans un grand nombre de diocèses, était imbu des principes fébroniens. Voyant cet état de choses, le Saint-Siège attachait une importance exceptionnelle à l'éducation du jeune clergé, car le salut ne pouvait venir que d'une nouvelle race sacerdotale. Mais l'atmosphère intellectuelle des universités s'y opposait. L'agrément des gouvernants protestants était nécessaire pour la nomination des professeurs, et l'enseignement théologique se donnait en allemand avec la terminologie de Kant et de Schelling. En 1820, le gouvernement prussien avait nommé, à l'univerité de Bonn, Hermès, disciple de Kant et de Fichte. Le nombre des disciples d'Hermès s'accrut avec une rapidité extraordinaire en dehors même de l'université de Bonn. De son vivant, déjà plus de trente hermésiens occupaient des chaires de théologie dans les universités et autres instituts théologiques, ce qui revient à dire qu'une grande partie de l'enseignement ecclésiastique était entre leurs mains. On regarda l'hermésianisme comme le point de départ d'une autre ère de théologie, si

---

n'avoir pas été appelé à Rome comme théologien du Concile, engagea une violente campagne contre l'infaillibilité. Parmi les écrits de cette époque, le *Janus* est demeuré célèbre. A la proclamation du dogme, le professeur de Munich répondit par sa déclaration de Nuremberg (août 1870). Invité à la soumission par l'archevêque de Munich, Dœllinger s'y refusa, et, le 28 mars 1871, il fut frappé d'une sentence d'excommunication. Depuis lors, il s'était opiniâtré dans sa révolte, sans cependant consentir à entrer dans la secte des Vieux catholiques, dont il blâma publiquement la constitution. Il conjura ses amis de ne pas toucher au dépôt de la foi. Il se tint alors dans l'isolement comme Lamennais, cette autre victime de l'orgueil.

Malgré des tentatives amicales venues de divers côtés, entre autres, celle de l'archevêque de Munich Mgr de Steïchele, il ne voulut point rentrer dans le droit chemin.

3. Voir *Les origines du Vieux catholicisme et les universités allemandes*, par Kannengieser.

bien que tous les anciens traités de dogme, de philosophie, de morale furent rejetés en bloc et remplacés par des ouvrages portant l'estampille du maître. Les évêques ouvrirent les yeux et dénoncèrent ces livres à la Congrégation de l'Index. Grégoire XVI condamna formellement les écrits d'Hermès (1835 et 1836) ; le gouvernement prussien, qui avait interdit la publication du Bref pontifical, prit fait et cause pour ceux qui résistèrent et leur promit aide et protection. Il fit arrêter l'archevêque de Cologne et l'enferma dans une forteresse du Nord. La sagesse et la fermeté de son successeur finirent par délivrer ce diocèse de l'hermésianisme et à le discréditer dans le reste de l'Allemagne. Après Hermès, Gunther essaya de construire une philosophie catholique nouvelle. Il s'était livré passionnément à l'étude des systèmes philosophiques de Kant, Fichte, Jacobi, Schelling. Lui aussi rencontra grande faveur parmi les théologiens allemands. Ses écrits furent condamnés par le Saint-Siège en 1857. Il se soumit immédiatement et sans réserves, mais le décret n'arrêta point les principaux de ses disciples sur la pente de l'apostasie. En un tel état de choses, il n'est pas étonnant que Guillaume Ier et Bismarck fussent persuadés de la victoire en inaugurant le Kulturkampf.

En regard de ce tableau, il faut en mettre un autre et montrer cette pléiade de savants catholiques qui venaient de se lever et qui ont contribué à la magnifique efflorescence de l'érudition catholique dont nous sommes encore témoins. Goerres, Moehler, etc., avaient ouvert la voie.

Aux approches du concile, tous ceux que la pure doctrine catholique trouvait résistants ou rebelles, entrèrent en effervescence. Dœllinger, professeur à l'Université de Munich, se plaça à la tête du mouvement. Il s'intitulait lui-même avec suffisance « le plus grand théologien catholique de l'Allemagne. » Et dès 1848 Joerg qui le connaissait à fond disait de lui : « Il n'a manqué à Dœllinger pour être un hérétique que d'avoir ses derrières assurés ».

Le 18 juillet 1870, l'infaillibilité pontificale fut définie et ceux des évêques allemands qui s'y étaient opposés se soumirent successivement. Mgr Hefelé, évêque de Rottenbourg, avait été le dernier à faire sa soumission dans une lettre pastorale émise le 10 avril 1871.

Voyant cela, Dœllinger et ses amis firent appel aux laïques. Ils convoquèrent leurs partisans le 25 août dans une ville protestante, Nuremberg. Il avait écrit à l'Archevêque de Munich : « Dans le clergé il y a des milliers de prêtres qui pensent comme moi ». Il ne vit qu'une vingtaine de professeurs répondre à son appel. Ils firent une déclaration anti-conciliaire qu'ils remirent à M. d'Arnim ; et celui-ci l'adressa à tous les prélats qui avaient fait partie de la minorité, avec un exemplaire d'une brochure intitulée : *Lettre à un évêque allemand*. Les évêques répondirent par leurs pastorales, en insistant sur le devoir de se soumettre aux décisions du Concile. L'Archevêque de Cologne envoya aux professeurs rebelles un ultimatum ; les autres évêques l'imitèrent ; la plupart des professeurs se soumirent, douze refusèrent. Les partisans de Dœllinger prirent alors le nom de *Vieux catholiques*, prétendant qu'une Eglise nouvelle, l'Eglise romaine, portant le caractère de la nouveauté, ayant perdu celui de l'apostolicité, venait de surgir avec le dogme de l'infaillibilité pontificale. Bismarck dit à Schult : « Mon point de vue est absolument le vôtre. Je considère les vieux catholiques comme les seuls catholiques. Tout leur est dû. » Un comité d'action fut institué à Munich, et de cette capitale le mouvement s'étendit à Berlin, à Vienne, à Pesth, à Karlsruhe. La *Gazette de Karlsruhe*, journal officiel du gouvernement du grand-duché de Bade, applaudit à la rébellion et dit : « Tout dépend maintenant de la position que prendront les gouvernements. » Le roi de Bavière montra aussitôt ses sympathies aux prêtres révoltés.

En juin (1871), les Vieux Catholiques se réunirent en une assemblée où furent admis les Protestants, les Francs-Maçons et même les Juifs. Ils déclarèrent vouloir « opposer à la centralisation romaine un nouvel état de choses, où chaque peuple civilisé de la confession catholique, sans préjudice de son union avec l'Eglise universelle, mais libre du joug d'une domination étrangère, ordonnera et perfectionnera sa constitution ecclésiastique selon son caractère particulier et en harmonie avec sa propre mission civilisatrice, dans l'accord et le concours du clergé et des laïques. »

M. de Hohenlohe, président du ministère en Bavière, lancé par M. de Bismarck, prit alors vis-à-vis du Saint-Siège une attitude menaçante. Ecarté du pouvoir, pour ce motif, par la

Chambre bavaroise, il eut pour successeur dans le Ministère des Cultes, Lutz, qui suivit la même ligne de conduite.

Le 27 août, Lutz admonesta, dans une lettre publique, l'archevêque de Munich qui venait de publier le décret du Concile du Vatican et il annonça que le gouvernement de Bavière soutiendrait les prêtres révoltés contre l'autorité du Concile et du Souverain Pontife. Forts de cet appui, ceux-ci réunirent à Munich, le 21 septembre 1871, un congrès qui, dans leur pensée, devait porter un coup mortel à ce qu'ils appelaient « le romanisme ». Les congressistes déclarèrent : la supériorité de la *culture de l'esprit allemand* [4] qu'avaient prouvée les talents stratégiques du général de Moltke ; la convenance de détruire la hiérarchie de l'Eglise romaine et la création de foyers permanents d'agitation à Cologne, Heidelberg, Breslau, Braunsberg, Soleure, Vienne et Buda-Pesth.

Bismarck, qui avait laissé à son lieutenant Lutz la responsabilité des débuts, jugea le moment venu d'entrer dans la lice. Un docteur Wollman, professeur d'instruction religieuse au gymnase catholique de Braunsberg, avait été frappé de suspense à cause de son opposition aux définitions du Concile du Vatican. Le directeur du gymnase soutint ce malheureux prêtre. Un grand nombre d'élèves et Mgr l'évêque d'Ermeland s'adressèrent au Ministre des Cultes, pour qu'il interdît à un prêtre suspect et en rébellion contre l'Eglise, d'enseigner le catholicisme dans une école catholique malgré son évêque. Le ministre refusa d'acquiescer à cette demande.

En septembre 1871, les archevêques de Cologne et de Posen et onze évêques se réunirent à Fulda pour délibérer sur cette grave affaire ; le 7 du même mois ils adressèrent à l'empereur Guillaume une pétition dans laquelle se trouve le passage suivant:

« Dans ses réponses à l'évêque d'Ermeland, le Ministre des Cultes déclare non seulement qu'un prêtre exclu de l'Eglise dans toutes les formes légales, à cause de son hérésie et de sa résistance obstinée aux résolutions d'un Concile œcuménique, est le seul professeur de religion légitime d'un

---

4. De là le nom de Kulturkampf : lutte pour la civilisation. « Nous autres, Allemands, avait dit Dœllinger en 1870, nous pouvons et devons reconnaître, sans qu'il y ait en cela quelque pensée d'amour-propre, que *la tâche d'éclairer les autres nations nous est dévolue...* A nous est échu le don de la pénétration scientifique et de la pénétration métaphysique, des recherches infatigables et approfondies ». *(Considérations proposées aux évêques.)*

établissement qui est catholique aux termes de la fondation, mais aussi que tous les élèves catholiques de cet établissement sont tenus de fréquenter ses leçons de religion, même malgré eux et malgré la volonté de leurs parents, ou sont forcés de quitter l'établissement. Sire, par ce dernier acte, pour ne nous en tenir qu'à ce cas éclatant, il arrive non seulement qu'on prive un institut appartenant aux catholiques des Etats de Votre Majesté de son caractère catholique, mais on commet un empiètement flagrant sur le domaine intérieur de la foi et de l'Eglise, une atteinte ouverte à la liberté de conscience. C'est pourquoi, partout en Allemagne, les catholiques ont été saisis d'une profonde douleur à la suite de ces décisions qui menacent tous les droits de l'Eglise. Les principes de la foi catholique exigent d'une manière absolue que chaque individu se soumette aux décisions d'un Concile œcuménique dans les questions de foi et de morale. Quiconque s'y refuse se sépare par cela même de l'Eglise catholique et ne peut naturellement continuer à enseigner la religion catholique. »

A ces observations si précises, l'empereur Guillaume répondit par une lettre, dans laquelle, au lieu de s'occuper des griefs exposés par les évêques, il reproche aux *éléments importants du catholicisme d'avoir été jadis opposés à l'épanouissement national allemand qui se poursuivait sous la conduite de la Prusse.* Dans ces dernières lignes se retrouve révélée la véritable pensée de M. de Bismarck, exprimée ci-dessus. Cette lettre fut le point de départ de la rupture du gouvernement prussien avec l'épiscopat catholique et avec Rome. Exaspéré de ne pouvoir introduire au Vatican, en qualité d'ambassadeur, un homme qui donnerait un semblant de raison à sa politique religieuse, le tout-puissant chancelier s'écria le 14 mai 1872, dans un discours au Reichstag: « La souveraineté est une et doit rester une: c'est la souveraineté de la loi ! Et qui ne se reconnaît pas lié par les lois de son pays, celui-là se place hors de la loi... Soyez tranquilles, *nous n'irons pas à Canossa*, ni de corps, ni d'âme. »

L'année suivante, le 7 août 1873, Pie IX écrivit à l'Empereur :

Sire, toutes les mesures que le gouvernement de Votre Majesté a prises depuis quelque temps ont de plus en plus pour but de détruire le catholicisme. Quand je me demande à moi-même quelles peuvent être les causes de ces rigoureuses mesures, je reconnais que je ne suis pas en état d'en trouver une seule.

D'un autre côté, on me dit que Votre Majesté n'approuve pas la conduite de son gouvernement et blâme la rigueur des mesures prises contre la religion catholique.

Mais, s'il est vrai que Votre Majesté ne les approuve pas (et les lettres que Votre Majesté m'a adressées autrefois me semblent prouver suffisamment que vous ne pouvez pas approuver ce qui se passe actuellement) ; si, dis-je, Votre Majesté n'approuve pas que son gouvernement

continue à étendre de plus en plus les mesures de rigueur prises par lui contre la religion de Jésus-Christ, et à nuire par là si gravement à cette religion, Votre Majesté n'arrivera-t-elle pas alors à se convaincre que ces mesures n'ont d'autre effet que de miner son propre trône.

Je parle avec franchise, car ma bannière est la vérité. Je parle pour remplir un de mes devoirs, qui consiste à dire la vérité à tous, et même à ceux qui ne sont pas catholiques, car tous ceux qui ont reçu le baptême appartiennent, à quelque point de vue ou de quelque façon, que je n'ai pas à expliquer ici, appartiennent, dis-je, au Pape.

Je suis persuadé que Votre Majesté accueillera mes observations avec sa bonté accoutumée et prendra les mesures nécessaires dans la circonstance présente. En faisant agréer à Votre Majesté l'expression de mon dévoûment et mon respect, je prie Dieu d'embrasser Votre Majesté et moi dans une même compassion. Pie IX.

Une partie de mes sujets catholiques, *dit l'Empereur dans sa réponse*, s'est constituée en faction politique et trouble la paix confessionnelle; les prélats ont adhéré au mouvement et se sont opposés ouvertement à la loi. Mon devoir est de protéger la paix intérieure, et je maintiendrai l'ordre et le respect des lois tant que Dieu me laissera le pouvoir.

Comme monarque chrétien, je suis tenu de remplir ce devoir royal contre les serviteurs d'une Eglise, qui, je le pense, ne reconnaît pas moins que l'Eglise évangélique, le commandement d'obéissance envers l'autorité temporelle, considérée comme une émanation de la volonté divine révélée.

J'espère que Votre Sainteté, mieux instruite du véritable état des choses, emploiera son autorité pour terminer l'agitation fomentée par de regrettables falsifications de la vérité et par l'abus de l'influence ecclésiastique.

Cette correspondance fut publiée par le *Journal officiel* allemand. Guillaume Ier a donc tenu à faire connaître sa triste réponse aux observations si justes et si mesurées du Pape.

Bismarck avait rendu nécessaires les observations du Pape en introduisant dans la législation des dispositions draconiennes qui, dans sa pensée, devaient aboutir à la destruction de la hiérarchie catholique en Allemagne. Il fit voter : 1° la loi du 4 juillet 1872 concernant les Jésuites ; 2° la loi du 11 mars 1873 relative à la préparation et à la nomination des ecclésiastiques ; 3° la loi du 12 mai relative à l'organisation du pouvoir disciplinaire dans les églises et à la création d'une cour royale pour les affaires ecclésiastiques ; 4° les lois du 13 et 14 mai, la première limitant l'emploi des moyens de punition et de correction ecclésiastique, la seconde réglementant le passage du protestantisme au catholicisme et *vice-versa*.

Ces lois devaient avoir pour effet : 1° de placer les enseignements de l'Eglise sous le contrôle exclusif et sans appel de l'Etat ; 2° de conférer à l'Etat le pouvoir de connaître des affaires religieuses par l'entremise du haut tribunal ecclésiastique insti-

tué à cet effet ; 3° de limiter arbitrairement les droits qui appartiennent à l'autorité ecclésiastique en matière spirituelle. Comme suite de cette législation, sept archevêques et évêques furent condamnés à la prison et à l'amende, et déposés de leur siège par la cour royale. Mgr Ledochowski, archevêque de Posen, après avoir passé plusieurs années en prison, se réfugia à Rome. Pie IX lui offrit asile au Vatican, et la presse officieuse allemande demanda, au grand contentement des révolutionnaires italiens, la suppression de la loi des garanties qui déclarait le Vatican inviolable. De nombreux prêtres furent expulsés de leurs paroisses ; mais, en dépit des manœuvres du gouvernement, les populations restèrent attachées à leurs véritables pasteurs. M. de Bismarck ne parvint pas, malgré ses efforts, à recruter un clergé d'intrus pour les remplacer.

D'autre part, la secte des « Vieux catholiques » sur laquelle M. de Bismarck avait mis toutes ses espérances de succès, s'agitait dans une lamentable impuissance.

Le professeur Reinkens, qui s'était fait sacrer par l'évêque janséniste d'Utrecht, ne parvenait pas, malgré l'appui du gouvernement, à recruter des adhérents. A la fin de 1873, sa faculté de théologie ne comptait plus que cinq Allemands et sept Hollandais ou Suisses.

Au lieu de réaliser le rêve séparatiste des ennemis de Rome, le vieux catholicisme fut l'abcès sauveur qui permit à l'Eglise de rejeter hors de son organisme les éléments nuisibles à son existence et à son développement [5].

Cependant les catholiques de tous les pays s'intéressaient à leurs frères d'Allemagne. En Angleterre, une adresse à M. de Bismarck souleva l'opinion publique à ce point, que le *Times* lui-même se fit l'écho de la réprobation universelle. Quelques catholiques résolurent de profiter de ce mouvement d'opinion pour convoquer un meeting à Saint-James' Hall. Il eut un succès inouï, *chaque ville d'Angleterre y fut représentée*, et les plus grands noms de l'aristocratie figurent sur la liste des personnages qui y ont pris part.

Les membres du clergé catholique ne voulurent pas assister

5. Voir Schell, p. 184. *Origines du Vieux catholicisme.*

à cette réunion, afin de ne pas lui enlever son caractère essentiellement laïque. La multitude de ceux qui s'y rendirent était si grande que tous ne purent trouver place dans l'immense salle de Saint-James' Hall. Un autre local voisin fut engagé à la hâte et aussitôt rempli. Mais ce second local était plein et la foule débordait encore sur les trottoirs. On se résolut à la faire entrer dans l'église catholique de Warwick. En un instant elle fut envahie. On dit que ceux qui ne purent y pénétrer allèrent tenir un autre meeting en plein vent, dans Trafalgar square.

On commença alors à comprendre en Allemagne qu'à continuer le Kulturkampf on ne recueillait que le déshonneur devant tout le monde civilisé.

La lutte avait été terrible. Pour en donner une idée, nous nous contenterons de reproduire ce que nous écrivions dans la *Semaine religieuse* aux derniers jours de l'année 1874, c'est-à-dire l'année qui suivit les fameuses lois de mai.

« Durant l'année qui vient de finir, dix-sept cents ecclésiastiques, appartenant à l'Eglise catholique d'Allemagne, ont été condamnés à la prison ou à diverses autres peines.

» Sa Grandeur l'archevêque de Posen est depuis deux cent quatre-vingt-huit jours dans la prison centrale d'Ostrovo; il fut arrêté le 3 février 1874.

» Mgr l'évêque Mathias de Trèves est depuis deux cent cinquante-sept jours dans la maison d'arrêt de Trèves; il fut arrêté le 6 mars 1874.

» Mgr l'évêque coadjuteur Janiscewski de Posen est depuis cent-quatorze jours dans la prison centrale de Hosmin; incarcéré le 27 juillet 1874.

» Mgr l'évêque Conrad Martin, de Paderborn, est depuis cent six jours dans la prison de Paderborn; il fut arrêté le 1er août 1874.

» Mgr l'archevêque Paul, de Cologne, a été cent quatre-vingt-douze jours dans la prison de Cologne; il fut arrêté le 31 mars et mis en liberté le 8 octobre 1874.

» Mille condamnations environ ont été prononcées contre des laïques.

» Les biens d'un grand nombre d'églises ont été saisis; le service divin a été maintes fois troublé, le sanctuaire profané, et même le sang a été versé dans des églises.

» Bien des paroisses sont privées de desservants et de culte. Les saints Sacrements ne peuvent plus être administrés aux malades et aux mourants; les morts mêmes n'ont plus de sépulture chrétienne. »

Désespéré de ne pouvoir, malgré de telles rigueurs, obtenir la soumission qu'il avait rêvée, Bismarck alla jusqu'à adresser au gouvernement italien une note diplomatique le sommant de fermer la bouche au Pape, dont les paroles soutiennent, disait-il, les courages révoltés.

Lorsque Léon XIII écrivit sa lettre à Mgr Melchers, arche-

vêque de Cologne, tout service religieux avait cessé dans sept cent quatre-vingt-huit paroisses. Les catholiques étaient souvent obligés de faire plusieurs lieues pour assister à la messe, leurs malades et leurs mourants restaient sans secours religieux. Deux archevêques et quatre évêques avaient été déposés par le pouvoir civil et étaient en exil ; trois évêchés étaient vacants par la mort de leurs titulaires ; sept cent soixante-quatre communautés religieuses avaient été supprimées et leurs biens confisqués. Les prêtres ordonnés depuis le régime des lois de mai étaient à l'étranger, attendant des jours meilleurs. Les séminaires étaient fermés, toutes les congrégations d'hommes étaient chassées du pays. Par l'emploi de tels moyens, les auteurs du Kulturkampf s'étaient montrés si sûrs de leur succès, qu'ils avaient chanté victoire sur toute la ligne. Les protestants, libéraux aussi bien que conservateurs, avaient salué l'avènement d'une ère nouvelle et proclamé que « c'était une joie de vivre ». Leurs espérances furent trompées. Les catholiques avaient contre eux la haine du Vieux catholicisme, la bureaucratie prussienne et l'esprit protestant, la majorité du Parlement, le chancelier de fer avec sa puissance et son génie. Cette coalition ne les avait point effrayés. Ils avaient tenu tête à l'orage et leur résistance héroïque avait arraché un cri d'admiration à l'Europe. Elle finit par lasser les persécuteurs. Nous avons vu qu'au début de la lutte, le prince de Bismarck avait déclaré à la Chambre qu'il n'irait jamais à Canossa. Quelques années plus tard il dut en prendre le chemin. On le vit, au grand scandale des libéraux, traiter Léon XIII de « Sire » et demander au Saint-Siège l'Ordre du Christ ! C'est que les catholiques allemands s'étaient groupés, organisés, fortifiés, et le jour vint où le Centre, qui s'était fait le point d'appui de la résistance, fut le parti le plus nombreux au Parlement. Il fallut compter avec Windthorst et son armée.

« A aucune époque de l'ère moderne, *dit le Globe*, les ressources de l'Etat n'avaient été employées avec plus d'énergie et d'habileté pour briser la puissance de l'Eglise. Le chancelier avait virtuellement toute l'Allemagne pour lui, tandis que son adversaire devait défendre son terrain, non seulement contre l'énorme pression de la législation pénale expressément inventée pour la circonstance, contre l'hostilité encore de la majorité protestante, mais aussi contre l'indifférence et la désertion d'un grand nombre de catholiques de nom. Malgré tout cela, c'est un fait indéniable que l'Eglise de Rome a pu si bien soutenir le combat en Allemagne, qu'elle a remporté la victoire. Le prince de Bismarck n'est

pas allé réellement à Canossa, mais il a plié dans ce conflit, après avoir maintes fois déclaré qu'il continuerait la lutte tant qu'il n'aurait pas détruit à jamais une influence qu'il croyait dangereuse pour le salut de l'empire.

Quand on traduisit la *Correspondance* de John Lothrop Motley, diplomate et historien américain, qui fut le condisciple et l'ami intime de Bismarck à l'Université de Goettingue, on put y lire :

Bismarck me dit que, quand il était plus jeune, il se considérait comme un gaillard très malin (*einen ganz klugen Burschen*) ; mais depuis il s'était convaincu peu à peu que personne ne peut commander aux événements, que personne n'est donc vraiment puissant ou grand, et il rit quand il entend louer sa prévoyance, sa clairvoyance, son pouvoir sur les choses du monde. « Si je n'ai rien appris de plus, dit-il, j'ai du moins appris à être modeste. »

Le *Temps* donnait en même temps cette leçon aux gouvernants français qui avaient accepté de seconder Bismarck dans sa guerre au catholicisme :

Les hommes d'Etat, les hommes de gouvernement ne doivent jamais perdre de vue l'expérience faite à deux reprises au cours de ce siècle par les deux plus impérieux génies qu'aient connus les temps modernes. Là où Napoléon Ier et où le prince de Bismarck ont échoué, l'un contre un vieux prêtre, (le Pape Pie VII), interné à Savone ou à Fontainebleau, l'autre, contre une poignée de prélats, d'abbés journalistes ou députés et de laïcs, *il n'est point à supposer que des capacités moindres puissent l'emporter.*

Au cours des douloureuses péripéties du Kulturkampf, de nombreux laïques se distinguèrent. Mais la campagne de résistance aurait certainement échoué si des évêques comme Droste-Vischering, de Cologne, Ketteler, de Mayence, et Vicari, de Fribourg-en-Brisgau, n'avaient pris la tête du mouvement ! Ce fut grâce à l'appel de ses évêques que le peuple catholique s'ébranla. Dans cette guerre, l'homme du petit métier, le paysan, furent les vrais auxiliaires de l'Eglise qui ressuscitait ; les masses fidèles, conduites à la bataille par leurs chefs hiérarchiques, descendirent dans l'arène et ne la quittèrent qu'après avoir fait reconnaître leurs droits. En donnant le signal de la défense, en recevant et en portant les premiers coups, puis en résistant jusqu'à la prison, jusqu'à l'exil, les évêques allemands lièrent pour tout le reste de la campagne le peuple chrétien à la cause de l'Eglise. Cette unité d'action décida de la victoire.

Bismarck et Guillaume avaient donc fini par comprendre qu'ils n'auraient point eu raison de l'Eglise catholique par la force, et qu'il ne suffisait point d'avoir un bras de fer pour obtenir dans l'Empire l'unité de pensées, de sentiments et d'actions nécessaires à l'achèvement de l'œuvre, que le Hohenzollern et la secte judéo-maçonnique s'étaient proposée : une Allemagne entièrement protestante, formant un corps compact dans la main de l'Empereur et prête à être lancée comme un boulet sur la France, pour de là s'avancer à la conquête du monde. Son ministre, homme de forte intelligence, comprit qu'il devait changer de tactique et tendre sa voile selon le temps s'il voulait arriver à bon port.

On le vit tout à coup prendre la résolution de renouer les rapports diplomatiques avec le Saint-Siège. Le vieil Empereur annonça officiellement cette nouvelle le 14 novembre 1882, à l'ouverture des Chambres prussiennes. Vint l'incident des Iles Carolines ; Bismarck en profita pour faire avancer la négociation entamée en appelant sur lui la confiance et la bienveillance du Saint-Siège. Il proposa au gouvernement espagnol de prendre le Pape pour arbitre. Cet événement produisit une vive émotion dans l'Europe, surprise de voir un persécuteur de l'Eglise comme Bismarck demander l'arbitrage du Pape. L'Espagne réclama, non l'arbitrage, mais la médiation du Souverain Pontife ; sa proposition fut acceptée. La question fut ainsi résolue : La souveraineté de l'Espagne sur les Iles Carolines fut solennellement affirmée par le Pape. A la suite de cette décision, l'Allemagne reconnut la priorité des droits de l'Espagne, mais obtint la pleine et entière liberté de commerce, de navigation et de pêche dans les archipels des Carolines et du Palaos.

Le 15 février 1886, Bismarck annonça plus formellement que jamais son intention de cesser la persécution et de rétablir la paix religieuse. Il soumit à la Chambre des Seigneurs un projet de loi qu'il avait préalablement présenté au Saint-Siège. En 1887, le règne du Kulturkampf, inauguré quinze ans auparavant par le puissant chancelier, n'existait plus. On ne renonça pourtant point aux ambitions qui l'avaient fait naître, et l'on continua à poursuivre, mais plus astucieusement, le plan que l'on s'était tracé. On multiplia les actes de déférence au Saint-Siège,

on fit les visites au Vatican et en même temps on s'efforça de s'attacher le clergé par l'augmentation du traitement et par des marques de bienveillance et même des faveurs. Le disciple de Machiavel n'avait fait que changer de tactique dans sa guerre à l'Eglise catholique dont il disait toujours : « Je la hais ». Il ne cessait de la haïr parce qu'il voyait en elle un obstacle perpétuel à l'asservissement des âmes germaines au protestantisme, et à l'hégémonie de la Prusse protestante sur le monde. Le prisonnier du Vatican était, en ce temps-là même, traqué en quelque sorte par Crispi, et on pouvait croire et on se disait en Europe que le chancelier de Berlin l'encourageait dans cette politique odieuse : tous les coups portés au Saint-Siège étaient, au sentiment de plusieurs, dirigés par lui [6].

Dans un banquet organisé à Ems, Windthorst se crut autorisé à dire : « En apparence le Kulturkampf n'a plus la même intensité, parce qu'on attaque moins à ciel ouvert. Mais la guerre sourde qu'on dirige contre nous est d'autant plus dangereuse qu'elle endort nos troupes et ne rencontre plus de résistance de notre part. » Ce qui s'est passé depuis, ce qui se passe aujourd'hui, montre de plus en plus la justesse de cette appréciation.

Dans la séance du 23 mai 1887, l'année même du retrait des lois de mai, Bismarck avait d'ailleurs dit aux libéraux de la Chambre des seigneurs : « Si vous voulez recommencer la lutte plus tard, rien ne vous en empêchera. » Le correspondant de la *Défense* reproduisit cette parole en 1889 et la fit suivre de ces lignes :

Cette parole du chef resta gravée dans la mémoire de tous les adversaires du Saint-Siège, et ils résolurent d'en profiter à la première occasion favorable. Il paraît que cette occasion est venue. En effet, les oiseaux sinistres qui ont annoncé la tempête après 1870, reparaissent de toutes parts, et, dans les journaux catholiques, perce le vague pressentiment d'un prochain assaut. A la veille du Kulturkampf, un certain nombre de feuilles officieuses furent chargées de sonner le tocsin en portant les accusations les plus fanatiques contre l'Eglise romaine. Aujourd'hui, la même comédie commence à se jouer dans la presse gouvernementale. La *Kreuz-*

---

6. En octobre 1887, les journaux signalèrent comme l'événement le plus considérable de la première semaine l'entrevue de M. Crispi, chef du cabinet italien, et de M. de Bismarck. On disait que M. Crispi avait été appelé. Après avoir visité son souverain, il s'est rendu à Friedrichsruhe. Ce voyage a été tenu secret aussi longtemps que possible, mais enfin toute la presse l'a su et s'en est vivement émue. Personne ne doutait qu'il ait été question dans cette rencontre, d'une part de la France, d'autre part de la question romaine, en un mot, du catholicisme.

zeitung, qui a eu le triste honneur de donner le premier signal du Kulturkampf, vient de publier un article du même genre à propos des négociations entre la Russie et le Vatican.

De son côté, le *Grenzboten*, une revue protestante qui a souvent présagé l'orage à l'époque du *Kulturkampf*, apportait récemment un article semi-officieux intitulé « *Les élections du Landtag et la question romaine* », et cette étude a toutes les apparences d'une déclaration de guerre. L'auteur, qui appartient visiblement aux cercles officiels, attaque sous une forme perfide l'épiscopat prussien, le Centre, les catholiques, et les livre en quelque sorte à la vindicte des patriotes protestants. Il parle des rapports entre le Vatican et le Quirinal, et en profite pour offenser grossièrement Léon XIII.

L'*odium Romæ*, la haine de Rome, était donc toujours vivant dans l'empire évangélique. « Les bêtes sinistres du Kulturkampf, disait l'*Echo der Gegenwart*, font entendre leurs cris comme si elles sentaient leur heure arrivée pour la seconde fois. » « Les oiseaux précurseurs de la tempête, ajoutait la *Germania*, apparaissent de plus en plus nombreux. »

N'était-il pas nécessaire d'entretenir, de nourrir dans les milieux protestants et dans les loges maçonniques la pensée qu'il n'y avait, dans la conduite du gouvernement à l'égard du catholicisme, qu'une suspension d'armes qui permettrait, après une nouvelle guerre qui achèverait de déconsidérer la catholicité par l'écrasement de la France, de reprendre le Kulturkampf sur de meilleures bases et avec plus de chances de succès?

La *Kœlnische Volkszeitung* faisait preuve de clairvoyance lorsqu'elle disait :

> Nous avons aujourd'hui la conviction qu'il nous faut passer, dans l'Empire allemand, par un deuxième Kulturkampf qui sera plus désastreux encore que celui ayant éclaté peu après 1870. Il faut envisager cette éventualité d'une manière claire et ferme, et, en temps opportun, s'organiser en conséquence.

Les catholiques ne tinrent guère compte de cet avertissement. Nous les avons vus, eux aussi, appeler la grande Allemagne de leurs vœux et combattre de cœur pour l'obtenir. Et cependant qui pouvait douter qu'après la guerre, si l'Allemagne en sortait triomphante, elle ne reprenne la lutte avec plus de circonspection, si les circonstances le demandent, mais avec la volonté d'en finir décidément avec l'Eglise catholique, non seulement en Allemagne, mais en Europe et dans le monde?

Note complémentaire.

Louis Windthorst est né le 17 janvier 1812, près d'Osnabruck ; trois ans plus tard, naissait, à Schœnhausen, Otto Bismarck. Sans protection, sans fortune, sans influence de famille, il est déjà, à quarante ans, président de la Chambre du royaume de Hanovre et Ministre de la Justice.

En 1866, le royaume de Hanovre disparut sous les coups que la Prusse avait infligés à l'Autriche à Sadowa. Au milieu de la défection d'un grand nombre qui se rangeaient sous le drapeau du vainqueur, Windthorst ne voulut pas se baisser devant la force et trahir le droit et la justice. Mis en disponibilité comme magistrat, il entra dans la vie parlementaire, au Reichstag et au Landtag, et montra, dès les premiers jours, qu'il était l'homme de la situation. Avec lui, le Centre fut créé. Il réunissait, à un degré éminent, les plus belles qualités de l'orateur, la savante tactique du diplomate et de l'homme politique, les convictions du chrétien catholique. Il se levait juste au moment où l'homme le plus étonnant de l'Allemagne s'apprêtait à jeter l'Eglise catholique dans les fers.

Un jour que l'un des partisans de Bismarck le félicitait, du haut de la tribune, de son triomphe sur l'Autriche en 1866 et sur la France en 1870, lui annonçant un succès égal dans son entreprise contre Rome, M. Windthorst se leva et dit :

« Je remercie notre collègue d'avoir si nettement caractérisé la lutte qui a pour but la destruction de la papauté, c'est-à-dire du catholicisme, dont l'existence est intimement liée à celle du successeur de saint Pierre. Cette guerre contre Rome est une entreprise téméraire ; tout gouvernement qui s'y engage, court immanquablement à sa perte.

» A aucune époque de l'Histoire, la lutte contre l'Eglise n'a été aussi violente, ni aussi rusée ; s'il m'était possible de croire que l'Eglise puisse périr, je le croirais maintenant. Mais l'Eglise accomplira sa mission malgré les difficultés présentes, et en dépit des dieux modernes qui veulent l'asservir.

» Dans les temps anciens, il s'est trouvé un Constantin pour faire triompher l'Eglise ; il viendra, j'en ai la confiance, un

autre Constantin pour vaincre les ennemis actuels de l'œuvre du Christ. Oui, on se flatte, on se croit sûr d'en finir avec Rome ; et moi, je vous prédis que le résultat sera tout autre que celui qu'on espère. Les ennemis de Rome se briseront infailliblement la tête contre le rocher de Saint-Pierre. »

La lutte n'était pas facile. Bismarck disposait de la majorité dans les Chambres. L'homme appelé l'homme de fer avait derrière lui le passé le plus glorieux ; il avait fait l'Allemagne grande et victorieuse ; il avait l'avenir pour lui, puisque son empereur avait déclaré publiquement que *jamais* il ne consentirait à se séparer de Bismarck ; il était, de plus, doué de qualités extraordinaires, qui semblaient devoir lui assurer une incontestable autorité dans les Chambres, où d'abord il commandait en souverain.

Windthorst osa se poser en adversaire contre Bismarck, n'ayant d'autres armes que sa foi et son talent, n'ayant d'autre parti que celui du Centre. La lutte était évidemment inégale. Le Centre, dans toutes les questions religieuses, marchait derrière son chef, prêt à le suivre partout où il déploierait son drapeau. Mais en serait-il de même dans les autres questions, où tant d'intérêts divers sont en jeu, où l'origine, le tempérament, les conditions sociales forment autant de facteurs avec lesquels il faut compter? Windthorst sut tout concilier, non pas seulement par la puissance de sa parole, mais plus encore par sa prudence, sa douceur, sa patience, son aménité.

Sur son cercueil, on remarquait la couronne de l'Empereur et les insignes de l'Ordre de Saint-Grégoire. L'Etat et l'Eglise, en lutte pendant vingt ans, se donnaient donc la main pour honorer celui qui avait tant travaillé à les réconcilier. Un service solennel fut célébré, et le cortège funèbre se dirigea vers la gare à travers les plus belles rues de Berlin, en passant sous la porte centrale, honneur qui n'est dû qu'à l'Empereur. Windthorst eut véritablement les funérailles d'un prince. On descendit les cendres de Windthorst dans l'église Sainte-Marie, à Hanovre, devant le maître-autel, qui est un présent de Léon XIII.

Windthorst n'est plus ; le Centre n'est plus le Centre, et l'Allemagne catholique n'est plus ce qu'elle était aux jours du Kulturkampf.

CHAPITRE XI.

La Prusse continue sa guerre à l'Eglise catholique. En Pologne.

Le despotisme, c'est le règne sans frein d'une volonté quelconque, d'une dictature sortie de n'importe où; qui pille, qui exile, qui démolit, qui tue à son gré; c'est l'abjecte tyrannie de l'abjecte force, la puissance de Satan, jadis bannie de l'Europe par le christianisme, et qui s'y remontre sous toutes les formes à mesure que le christianisme meurt.

L. VEUILLOT.

Les vicissitudes de la Pologne. — Son partage. — Bismarck veut la dompter. — Les Polonais défendent leur religion et leur nationalité. — La langue allemande seule permise à l'église et à l'école pour l'enseignement de la doctrine chrétienne. — Résistance des enfants. — Cruautés des instituteurs. — Translation du sol polonais aux mains allemandes. — Guillaume II qualifie « arrogance polonaise » la résistance à ces deux genres de persécution. — Recrudescence de sévices.

Forcée en Allemagne de battre en retraite, la Prusse, en attendant de pouvoir reprendre le Kulturkampf en son lieu d'origine, poursuivit la guerre à l'Eglise catholique en Pologne, se proposant bien d'étendre la culture luthérienne petit à petit dans toute l'Europe, et de là, s'il était possible, dans le monde entier.

Fondé au IXe siècle, le royaume de Pologne jeta un grand éclat et rendit un éminent service à la chrétienté au XVIIe siècle, lorsque Sobieski vainquit les Turcs et délivra Vienne assiégée par eux. Moins de cent ans après, ce pays, victime de

l'anarchie qu'entretenait son régime de royauté élective, entra dans une crise qui s'aggrava de siècle en siècle, grâce au profit que ses voisins surent en tirer. Le premier partage de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche eut lieu en 1772. Trahie par la Prusse, la Pologne subit un second démembrement en 1793. Un troisième partage entre les mêmes puissances raya la Pologne du nombre des nations. Plusieurs fois encore elle voulut secouer le joug, elle ne réussit qu'à le rendre plus pesant et plus dur. Qu'en sera-t-il aujourd'hui, à l'issue de la guerre que la Russie bolchéviste lui a faite, aussitôt que l'Assemblée œcuménique de Versailles eut fait son œuvre, guerre plus ou moins *ouvertement* favorisée et aidée par l'Allemagne sous le regard indifférent de l'Angleterre. Grâce à Dieu, au moment où la Pologne succombait, les généraux français qui avaient battu l'Allemagne vinrent mettre leur génie au service de la nation martyre et la tirèrent d'une situation qui paraissait désespérée. Depuis, nous la vîmes avec bonheur marcher de succès en succès.

L'âme de la Pologne est toujours vivante. La Russie et la Prusse voulaient, bien avant la guerre des bolchévistes, lui enlever l'amour et même la pensée de sa nationalité, et pour y arriver elles s'efforcèrent de la faire renoncer à la foi catholique et à l'usage de sa langue.

Le triomphe, en 1870, des Allemands sur la France qui a toujours aimé la Pologne et qui en est toujours aimée, fut le point de départ d'une persécution nouvelle et plus violente. Bismarck, voulant à tout prix assurer l'unité de l'empire allemand par l'assujettissement de toutes les provinces qui le composent, porta d'abord son regard vers la Pologne et résolut de venir à bout des Polonais.

Il s'en prit d'abord à la religion, puis à la nationalité. Contre l'Eglise catholique, il organisa un Kulturkampf qui ne cédait en rien à celui organisé en Prusse ; et en même temps il répandit l'or à pleines mains pour permettre à des Allemands protestants d'acheter la terre polonaise. La résistance des Polonais fut énergique. « Notre pays, disaient-ils, bien qu'incorporé depuis cent ans à la monarchie prussienne, est polonais depuis bien des siècles et le restera. »

La disgrâce de Bismarck en 1890 amena quatre années de

répit. Bismarck, furieux, forma un nouveau parti, les *Hakatistes*, qui fit aux Polonais une guerre de ruses. Le chancelier Hohenlohe, qui succéda à Caprivi, reprit avec passion la politique de Bismarck, et Guillaume II le soutint et l'encouragea du jour où les députés polonais, unis au Centre, crurent devoir refuser leurs voix à un nouveau projet d'augmentation de la marine allemande. Bulow, qui succéda à Hohenlohe, se montra plus persécuteur encore.

C'est alors que le Ministre de l'Instruction publique,de Steedt, défendit aux prêtres de prêcher en polonais et décida que l'enseignement religieux dans les écoles ne serait plus donné qu'en allemand. Les petits Polonais, qui ignoraient cette langue, étaient par le fait même condamnés à vivre sans notion de leurs devoirs religieux. Les parents les instruisaient en secret et les maintenaient dans la résolution de ne point étudier le catéchisme dans une autre langue que la leur. A ce refus, le gouvernement prussien répondit par des châtiments qui allaient jusqu'à la cruauté. Les instituteurs polonais avaient été transférés aux confins de l'Empire et remplacés par des instituteurs allemands qui, malgré leur air féroce et leurs violences, ne parvinrent point à intimider leurs élèves. Ces pauvres enfants furent alors roués de coups et leurs mères mises en prison.

Dans une lettre adressée de Posen à M. de Noussanne et publiée dans l'*Echo de Paris*, nous lisons :

> Avec une persévérance admirable, les pauvres petits se laissent battre jusqu'au sang, enfermer dans des cachots, et ne répondent pas un mot d'allemand. On les voit, sanglotant et pleurant, venir chez leur curé lui demander de prier pour que Dieu prenne pitié de leurs souffrances, et ne permette pas qu'on leur enseigne ses lois dans une langue qu'ils ne comprennent pas.
>
> Les maîtres d'école et le gouvernement ne se possèdent pas de fureur, et on persécute les parents et les enfants d'une manière inouïe. On met les pauvres petits aux arrêts; on ne leur permet pas même d'aller dîner à leur maison. Les mères doivent porter à manger aux pauvres enfants qu'on garde à l'école, pour que leurs petits ne souffrent pas de la faim.
>
> Les instituteurs agissent comme des brutes. Dans plusieurs écoles ils ont battu des enfants jusqu'à ce qu'ils aient perdu connaissance et soient tombés par terre sans mouvement. On prive de vacances les élèves qui ne veulent pas répondre en allemand, ce qui est une grande perte pour les parents, pendant le temps des récoltes de pommes de terre. On garde les enfants récalcitrants plus longtemps à l'école que la limite d'âge (quatorze ans) prescrite par la loi, etc.

Voici un autre témoignage, celui de M. Welschinger :

Dans les écoles, dit-il, je m'étais imaginé que c'était seulement avec les verges et le bâton que les instituteurs allemands tentaient de venir à bout de la résistance héroïque de milliers d'enfants résolus à subir tous les tourments plutôt que de renoncer à la langue polonaise et à la foi catholique. Il y a encore plus. Aux injures, aux insultes, aux outrages de tout genre, aux menaces et aux intimidations, aux rétrogradations de classes et aux expulsions, aux arrêts de rigueur et aux amendes, à la privation de nourriture, aux internements dans les maisons de correction, aux coups de jonc appliqués sur les membres inférieurs mis à nu, s'ajoutaient des coups de poing et des coups de botte en pleine figure, l'arrachement des cheveux à pleine poignée et même des brûlures faites avec des crochets ou des tisonniers rougis au feu! Les documents que j'ai sous les yeux prouvent que les instituteurs se livrent à tous les sévices et torturent si cruellement les enfants que ceux-ci, littéralement zébrés de coups ou piétinés, perdent connaissance, puis restent atteints de tremblements nerveux qui leur ôtent toute possibilité de travailler. Le procès-verbal de ces violences fait frémir.

« Les enfants entendent des brutes leur crier à tout instant : « Vos » parents sont des imbéciles! *Evre Eltern sind dumm!* — Vous mourrez » ici! — Je vous battrai jusqu'à ce que vous deveniez tout noirs, et vos » parents paieront de si fortes amendes que les yeux leur sortiront de la » tête! — Vous irez au ciel si vous parlez allemand, autrement vous de» viendrez des démons! — Il faut que nous vainquions les Polonais, et » c'est alors seulement que nous pourrons considérer leur pays comme un » pays allemand! »

» A la tribune, le prince Radzivill déclarait : « Jamais, dans l'histoire » d'un peuple, on n'a frappé aussi durement ceux dont le seul crime est de » rester fidèles à leur passé, d'aimer leur langue maternelle et de demeu» rer fiers de leurs traditions nationales. »

Deux cents maires polonais ont été révoqués par le gouvernement prussien; des procès par centaines sont engagés contre les prêtres catholiques; une centaine de procès ont été intentés contre les journaux catholiques du pays, et les mois de prison frappent les journalistes.

Il fallait faire plus et mieux. Un Juif a trouvé le moyen. Il est juge et il a pensé et décidé que, pour réduire cette opposition polonaise et catholique, le mieux était d'arracher les enfants à leurs familles et de les interner dans des familles allemandes et protestantes.

L'archevêque de Posen et tous les membres du clergé ont alors encouragé la grève scolaire. Bien mieux, le Souverain Pontife, respectueusement invité par le gouvernement prussien à faire cesser cette protestation et ce chômage, a refusé de donner tort aux jeunes Polonais, à leurs familles et à leurs prêtres!

Aux protestations qui furent portées au Parlement, le chancelier répondit que l'enseignement en langue allemande était nécessaire pour sauvegarder l'unité germanique. « Il faut que les Polonais prennent part à l'œuvre de la civilisation, de la Kultur allemande ». Le Ministre de l'instruction publique, de Steedt, émit ce principe: « Tous ceux qui sont sujets d'un Etat allemand doivent être Allemands ». Et l'on continua à battre les petits Polonais qui ne répondirent pas en allemand au catéchisme.

En même temps le gouvernement prussien poursuivait la translation du sol polonais aux mains allemandes. Il avait déjà pris cent soixante-quatre mille hectares. Le fonds de civilisation fut affecté à cette opération. Il était en 1884 de cent millions de marks. Il servit à fonder cinq mille petites propriétés et trois mille colonies ouvrières facilitant l'introduction de quarante mille colons allemands et protestants à la place de trente mille expulsés. En 1888, ce fonds avait été accru de cent autres millions. Puis deux cent cinquante millions furent encore demandés. En janvier 1908, le gouvernement prussien présenta aux Chambres un projet de loi demandant un nouveau crédit de cinq cent millions, toujours pour exproprier les Polonais catholiques de leurs champs et les remplacer sur leurs terres par des protestants allemands. Cependant les notabilités polonaises, par un fonds constitué à cet effet, luttaient avec persistance contre le gouvernement prussien, et le Deutschtum ne venait pas à bout du Polentum.

Guillaume II, au lendemain du dépôt au Landtag du projet de loi qui augmentait le fonds de colonisation, se rendit dans la Prusse occidentale, et au chapitre des chevaliers de l'Ordre teutonique, il se permit à cette occasion une allocution agressive : « L'arrogance polonaise, dit-il, veut opprimer l'élément allemand. Je suis donc forcé d'adresser un appel à mon peuple pour qu'il se mette en garde contre les Polonais, afin de protéger son bien national contre leurs attaques... Aujourd'hui, comme il y a des siècles, nous devons encore nous réunir pour combattre l'ennemi commun » (entendez le catholicisme). Ce qui ne l'empêcha pas de dire quelques jours après, à Aix-la-Chapelle : « Le peuple en Europe où règnent encore l'ordre, la discipline et les mœurs pures, où existe encore le respect pour les autorités et l'Eglise, *où tout catholique peut en liberté se livrer aux pratiques de son culte, c'est l'empire allemand* ».

Le 2 septembre 1902, Guillaume II arriva à Posen avec toute une armée pour y ériger un monument à son père Frédéric III. Dans son discours il dit qu'il ne connaissait à Posen « que des Prussiens », qu'il voulait qu'on répandît la civilisation (la Kultur), dans la Posnanie par l'école, la langue et la littérature allemandes, qu'il voulait que tous les fonctionnaires (instituteurs

et prêtres comme les autres) obéissent d'une façon absolue à ses ordres ».

Ces discours donnèrent à l'œuvre de germanisation de la Pologne une nouvelle vigueur. En novembre 1906, les enfants qui refusaient de céder aux instituteurs allemands étaient quarante mille. Ils devinrent bientôt soixante, cent mille, puis cent vingt mille, les habitants résistèrent plus que jamais et les enfants continuaient à leur obéir, quoi qu'ils dussent souffrir. « Souvent, après plusieurs heures d'arrêt, dit un témoin en 1904, au lieu de rentrer à la maison, bien que transis et affamés, ils courent à l'église afin d'y reprendre des forces morales pour l'avenir, et ils lèvent leurs mains ensanglantées vers le Dieu d'amour, lui offrant les tourments qu'ils subissent chaque jour ». « En ce moment, dit le même témoin, près de cent mille enfants polonais essaient de sauvegarder leurs âmes : les larmes et le sang coulent à flots dans ces écoles ». « Voilà, conclut M. Henri Welschinger (*Revue hebdomadaire*, 29 juin et 6 juillet 1907), voilà où conduit fatalement la conquête violente. On prend des territoires. On prend des peuples. On veut plus encore. On veut prendre et asservir des âmes ». « Quand un prince s'empare d'une province et que les habitants demeurent hostiles, quel parti faut-il prendre? » demande Machiavel. Et il répond : « Le plus simple, qui est de les exterminer. » C'est à cela qu'aboutira fatalement le pangermanisme humanitaire [1].

Ce que le gouvernement prussien exigeait des enfants, il l'exigeait des sociétés et cercles polonais : les orateurs ne pouvaient y parler que la langue allemande, incompréhensible pour l'immense majorité de leurs auditeurs (*Revue des Revues*, juin 1901).

Avant de terminer ce chapitre, nous devons, pour être justes, dire que les Polonais, sujets de la Russie, étaient sous les tsars plus cruellement traités encore que les Polonais de la Prusse.

D'après les lois en vigueur : Défense est faite aux parents

1. L'archevêque de Posen, Mgr de Stablewski, ne cessa d'engager les prêtres et les fidèles à donner aux enfants polonais ce que l'école leur refuse. Il fut menacé de l'affreuse prison d'Ostrovo. Puis M. de Tchirski fut délégué par le gouvernement allemand pour se plaindre de lui au Vatican. Pie X fit répondre à celui-ci qu'il était impossible de méconnaître la justice des protestations contre l'enseignement obligatoire du catéchisme en allemand. A la mort de l'Archevêque, les enfants de Posen portèrent devant son cercueil une immense couronne... d'épines.

d'élever leurs enfants dans une autre religion que celle de l'Etat, c'est-à-dire le schisme russe.

Quiconque empêche l'apostasie d'un catholique sera privé aussitôt de ses droits de citoyen, devra être envoyé en Sibérie ou condamné à plus d'un an de travaux forcés.

Quiconque, par ses paroles et ses écrits, essaie d'ébranler la foi des schismatiques s'expose, la première fois, à perdre ses droits civiques et à seize mois de prison préventive; en cas de récidive, à quatre années de forteresse; pour la troisième fois, à la Sibérie et aux travaux forcés.

Tout converti au catholicisme devra être enfermé dans un couvent russe pour y être convaincu de sa faute. Ses enfants lui seront enlevés pour recevoir une éducation forcée; ses biens seront séquestrés.

Tout prêtre catholique qui ne refuserait point le secours de son ministère à des schismatiques est envoyé en Sibérie et privé de son bénéfice.

Pour éprouver les prêtres catholiques, on leur envoyait des espions qui, se disant Uniates, c'est-à-dire catholiques, demandaient à se confesser. Si le prêtre ne refusait point son ministère, l'espion courait faire sa déposition : l'église latine était fermée, la paroisse cessait d'exister légalement.

C'est exactement la persécution du temps de la reine Elisabeth, la Sibérie remplaçant désavantageusement la mort sur l'échafaud, qui abrégeait les tourments des victimes. Ces articles de loi et ces violences avaient surtout en vue l'écrasement des Uniates.

En intervenant dans le duel entre la Prusse et l'Angleterre, le tsar Nicolas II avait promis à la Pologne, dont il craignait la révolte, une certaine indépendance, ce qui n'empêcha pas la justice divine de lui demander compte des crimes de ses prédécesseurs, en particulier de Nicolas Ier de 1825 à 1855, contre les catholiques dans tous ses Etats.

Note complémentaire.

En 1844, dans sa vingt-quatrième conférence sur la charité d'apostolat produite dans l'âme par la doctrine catholique, le P. Lacordaire en vint à parler de la Pologne. Tout à coup le grand orateur s'écria : « N'ai-je pas nommé l'Eglise de Pologne, Messieurs, tout à l'heure? Il me semble que je l'ai nommée... et, si je l'ai fait, croyez-vous que je pourrais passer à côté d'elle sans la saluer? Chère et illustre sœur, autrefois le soutien de la chrétienté, aujourd'hui offerte en holocauste, j'aurais pu prononcer ton nom sans le bénir, sans supplier Dieu, moi l'apôtre du Christ, d'avoir pitié de toi! Ah! je l'en supplie, je l'en conjure, j'en appelle à lui pour toi, et à toute âme en qui l'humanité n'est pas tarie. Nous ignorons l'avenir et ce qu'il te prépare; mais si tu succombes à la fin, la postérité te fera un berceau où tu renaîtras toujours, et quand on voudra s'animer à de grands dévouements dans de grands malheurs, on méditera tes souvenirs, on baisera tes ruines. Si nous ne te rendons pas la vie du temps, nous te conserverons la vie de la mémoire, nous te donnerons rendez-vous dans l'éternité, et si d'autres embrassements ne nous sont plus permis, celui-là, du moins, la persécution ne le rompra jamais! »

CHAPITRE XII.

La Prusse se pose en chef du protestantisme en tous pays.

> *Gnostique contre catholique ; — Néo-Platonicien contre catholique ; — Arien contre catholique ; — Nestorien contre catholique ; — Eutychien contre catholique ; — Pélagien contre catholique ; — Albigeois contre catholique ; — Hussite contre catholique ; — Luthérien contre catholique ; — Calviniste contre catholique ; — Janséniste contre catholique ; — Voltairien contre catholique ; — Rationaliste contre catholique ; — Libre-penseur contre catholique ; — Franc-Maçon contre catholique...*
>
> *Grande-lumière pour l'étude de l'histoire et la recherche de la vérité.* — Charaux, Pensées et Portraits, p. 338.

En 1817 première tentative de fondre toutes les sectes protestantes en une Eglise prussienne. — Autres tentatives en 1846, en 1883, en 1889, en 1892. — Le pèlerinage en Palestine en 1898. — La situation de l'Allemagne en ce pays. — Guillaume veut y faire voir qu'il y a une chrétienté protestante dont il est le chef. — Il s'y présente dans toute la pompe impériale et entouré de ministres protestants venus de tous les pays. — Il y parle en pontife et en légat-né des intérêts protestants dans le monde entier. — Le choix du jour de cette démonstration est fait pour infliger une leçon à la Papauté. — Les m'amours de Guillaume II aux catholiques.

En même temps qu'il poursuivait la Pologne de la haine qu'il avait vouée à la France et à l'Eglise catholique, le Hohenzollern s'appliquait à deux choses: Il se posait devant les protestants du monde entier comme leur chef et leur guide religieux,

et en même temps il s'efforçait d'aveugler les catholiques par des mesures qui pouvaient paraître bienveillantes et d'endormir la vigilance de la Papauté par ses démarches vers elle et ses visites au Vatican.

Déjà en 1817 le gouvernement prussien avait cherché à donner chez lui plus de consistance au protestantisme dont il voyait s'avancer de plus en plus la décomposition. A cette fin, il essaya d'opérer la fusion de l'Eglise luthérienne et de l'Eglise calviniste en une Eglise qu'il appela l'*Eglise évangélique.* Avec elle exclusivement gouvernement et administration se tiendraient en rapports.

C'est Frédéric-Guillaume III qui avait fait cette tentative. Profitant du jubilé de la Réforme, il adressa à tous les chrétiens protestants de son royaume un appel à l'union. En 1822, il prescrivit un rituel, que calvinistes et luthériens devaient unanimement observer. En 1829, ne le voyant pas agréé, il dut le retoucher, mais les oppositions ne cessèrent point, et l'on vit maints pasteurs émigrer en Amérique ou en Australie avec leurs paroissiens. Ce ne fut qu'en 1841, après l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, que les luthériens opposants eurent autorisation de se constituer en une Eglise séparée de l'Eglise évangélique.

Les souverains de la Prusse n'étaient point seuls à vouloir enrayer le mouvement de dissolution qui croissait de jour en jour. On eut alors l'idée de recourir à des associations qui s'emploieraient à unifier. C'est ainsi que naquirent en 1841 la *société de Gustave-Adolphe*, et en 1846 l'*Alliance évangélique* qui compta parmi ses chefs les plus influents, le diplomate prussien Bumsen, Merle d'Aubigné, Krummacher, etc. L'association eut pour organe la *Nouvelle gazette de l'Eglise évangélique.* Elle célébra son onzième congrès en 1857 sous la protection de Frédéric-Guillaume IV.

Rien de tout cela n'empêcha, sous l'influence de la philosophie rationaliste et les idées du jour, l'immense majorité des gens instruits de déserter le bercail où on voulait les retenir. La grande masse de la population se livra à une indifférence religieuse de plus en plus absolue.

Cependant les personnes et les familles faisant profession du

protestantisme étaient toujours nombreuses en Allemagne, en Europe et en Amérique. La cour de Berlin prétendit vouloir se mettre à leur tête et proposer aux protestants des divers pays de considérer la Prusse comme le centre et le foyer d'une plus effrénée propagande du protestantisme dans les pays encore infidèles et même dans les pays catholiques.

En 1883, au cours même des négociations avec Rome pour mettre fin au Kulturkampf, l'empereur Guillaume Ier fit célébrer avec une solennité extraordinaire le quatrième anniversaire de la naissance du créateur de la Réforme, Luther.

Le 21 mars, un rescrit impérial ordonna ce jubilé. Les 10 et 11 novembre devaient être célébrés comme fêtes nationales par toute l'Allemagne. Mais trois villes étaient désignées pour des solennités plus grandes : Erfurth où Luther apostasia, Wittemberg, où il brûla sur la place publique la bulle du Pape qui l'excommuniait, et Eisleben où il naquit et mourut [1].

A Wittemberg, l'Empereur se fit représenter par son fils, le prince impérial, qui prononça ces paroles : « Puisse cette fête nous engager à défendre les bienfaits de la Réforme avec le même courage qu'il a fallu pour les conquérir ! Puisse-t-elle nous affermir dans la résolution de lutter pour la confession évangélique. La force et l'essence du protestantisme ne reposent pas sur la lettre, sur une forme immuable, mais sur l'aspiration à connaître la vérité chrétienne. *Puissent les fêtes de Luther contribuer à affermir le protestantisme.* »

On aurait pu lui répondre qu'il n'a fallu aucun courage pour

1. Chose remarquable, le feu du ciel consuma, dans ces trois villes, les lieux qui ont abrité Luther de son vivant. La foudre a incendié à Erfurth la maison Cotta, où Luther, jeune clerc, passa le temps de ses études. La maison natale de Luther a eu le même sort ; reconstruite après un premier incendie, elle fut de nouveau détruite par le feu du ciel ; et l'église de Wittemberg où reposait le corps du moine défroqué a été également foudroyée. En 1892, les journaux allemands annonçaient que la vieille ville saxonne où naquit Luther, était en voie de destruction par suite de commotions du sol. Elles s'accrurent en 1893 de façon menaçante ; plusieurs maisons s'effondrèrent, d'autres durent être étayées. En 1894, ce tremblement de terre devint terrible et s'étendit jusque dans la ville neuve. Dans plus d'une rue il ne se trouva plus aucune maison qui ne menaçât ruine. Le lit du torrent s'est crevassé et le sol qui l'entoure bouleversé sur un million de mètres carrés. La conduite de l'eau alimentaire est tarie. Les ouvriers se sont mis en grève craignant que les fabriques tombent sur eux. Un journal a demandé : « La nouvelle Babylone serait-elle sur le point de subir le sort de l'ancienne ? La patrie de Luther tombe en pièces au moment où l'œuvre du patriarche de la révolte contre l'Eglise dans les temps modernes en est arrivée à sa période d'émiettement. »

accueillir l'évangile de Luther. Les convoitises des princes sur les biens de l'Eglise et les passions charnelles de ceux qui y trouvèrent un prétexte pour secouer le joug de leurs vœux ont bien suffi. Il n'est pas vrai non plus que le protestantisme ait apporté à l'Allemagne des bienfaits. Il lui a apporté des guerres civiles et des guerres étrangères qui durèrent plus d'un siècle, avec toutes les misères physiques et morales qui en sont la suite. Seule, la Prusse y gagna : son domaine s'est largement étendu. Observons encore que, jusqu'à ces derniers temps, jusqu'à l'évolution du protestantisme dans le libéralisme sans frein, les protestants reconnaissaient comme nous que la vérité chrétienne n'est plus *à trouver*, qu'elle a été révélée tout entière par Notre-Seigneur Jésus-Christ. Ajouter à tout cela que si Luther a fait reposer le protestantisme sur la lettre de la Bible, il a ainsi mis en question la révélation elle-même et ruiné tout l'édifice chrétien et ouvert toutes grandes les portes au nihilisme religieux. C'est bien la mission que la Prusse a reçue dès ses premiers jours de l'ennemi du genre humain et à laquelle elle a été fidèle de siècle en siècle jusqu'à nos jours.

L'empereur actuel, Guillaume II, n'a abandonné ni les traditions de ses pères ni la poursuite de l'objet de leur ambition. Fin décembre 1889, il s'était rendu à Worms — cette ville où se tint, en 1521, une diète qui mit Luther au ban de l'empire — pour présider à l'inauguration d'un théâtre populaire, principalement destiné à des représentations glorifiant Luther. L'Empereur, répondant à une harangue du maire de la ville, a dit : « Je me réjouis d'être venu à Worms, ville indissolublement liée aux légendes et à l'histoire de l'Allemagne, où la réformation religieuse et morale du peuple allemand a pris racine. Oui, la vue du monument de Luther m'a profondément touché. »

Les catholiques et même les protestants instruits, surtout depuis la publication de l'ouvrage monumental de Jean Janssen, complété par Louis Pastor [2] et de celui d'Henri Denifle [3], ont toutes les raisons du monde de croire que le moine apostat qui

2. *L'Allemagne à la fin du moyen âge.* Cet ouvrage a été traduit en français et publié chez Plon. Le huitième volume in-8° qui compte 800 pages a paru peu de jours avant la guerre.

3. *Luther et le luthéranisme.* Egalement traduit en français et publié chez Picard. Le Ve volume devait paraître en octobre 1914. La guerre est survenue.

fût cause de la guerre de trente ans et qui répandit dans le monde la peste du modernisme, fut tout autre chose que l'auteur d'une renaissance religieuse et morale. Mais il faut que de temps en temps les Hohenzollern rappellent au monde par quelque acte ou par quelque discours ce que la Prusse est dans son fonds, dans son essence même : le protestantisme couronné et armé contre la vérité historique aussi bien que contre la vérité religieuse.

En octobre 1892, le gouvernement de Berlin fit une nouvelle démonstration. L'Empereur se rendit à Wittemberg où Luther afficha, le 31 octobre 1517, sur les portes de l'église, ses fameuses propositions contre les indulgences. Il y eut office dans cette église devenue temple « évangélique ». Puis, au banquet, Guillaume II s'écria, tenant en main le verre dont Luther se servait dans ses débauches : « Je me réclame de Luther. »

En même temps que les fêtes de Wittemberg, des fêtes étaient célébrées à Gênes en l'honneur de Christophe Colomb. L'*Osservatore romano* fit cette observation :

> La grandeur du génie catholique de celui qui compléta l'unité religieuse, morale et civile du monde entier a pu être mise ainsi en parallèle avec le génie rebelle de celui qui a brisé l'unité religieuse de l'Europe et ouvert ainsi la voie au douloureux déchirement de son unité politique et aussi de son unité sociale.

***

La même pensée d'unification des Eglises protestantes sous le sceptre et le bâton pontifical des Hohenzollern se retrouve dans le pèlerinage que Guillaume II fit en Palestine au mois d'octobre 1898. Ce fut l'un des actes les plus caractéristiques de son règne, l'un de ceux auxquels il attacha ses meilleures espérances pour la définitive réalisation du rêve de ses ancêtres.

Rappelons d'abord en peu de mots la situation que l'Allemagne occupait alors en Terre Sainte. Les premiers colons allemands qui s'établirent en Palestine furent en 1858 une douzaine de Wurtembergeois, appartenant à la secte des *aménites*, qui s'étaient donné pour chef un juif converti à leur culte, Samuel Pick. Successivement, débarquèrent en Syrie d'autres sectaires allemands, les *mennonites* et les *adamites*. La secte des *templiers* vint ensuite. Les créations d'origine germanique commencèrent

alors à se multiplier en Palestine : sous l'impulsion du Pouvoir civil, hôpitaux, orphelinats, pensionnats, exploitations agricoles, installations industrielles, etc., à Beyrouth, à Jaffa, à Ramleh, dans la plaine de la Bekna, sur la route de Tripoli à Damas, sur la route de Bethléem, près de Jérusalem et à Jérusalem, etc.

En 1883, fut fondée à Aix-la-Chapelle l'*Association de la Palestine.* Profitant des désastres récents des chrétientés de l'Extrême-Orient, le Bulletin de l'Association, avec une bonne foi tout allemande, annonçait que la France était désormais impuissante à protéger les catholiques confiés à ses soins ; et, dans un manifeste, l'Association invita les catholiques allemands à créer des colonies levantines pour que, suivant la parole de M. de Bismarck, on puisse au plus tôt « *se soustraire au poids du protectorat français* ».

Cette association avait été précédée de plusieurs autres : la Société catholique des Lieux-Saints, qui a son siège à Cologne *(Verein von Heiligen Grabe)*, a reçu, pendant les seuls mois de janvier et février 1877 la somme de trente mille francs pour être affectée aux établissements hospitaliers allemands de la Palestine. En 1877, une association allemande pour l'exploration de la Palestine a été fondée à Leipzig ; le maréchal Moltke en fit partie ainsi que le consul allemand de Jérusalem.

En même temps, la langue allemande se répandait dans la Palestine par les orphelinats et les écoles et y faisait une sérieuse concurrence au français et à l'italien [4]. C'est dans ces conditions que Guillaume entreprit son voyage.

Sa première intention était de relever aux yeux des Orientaux le culte protestant. « Pour la première fois, » écrivait M. le pasteur Rade, directeur de la *Christliche Welt*, le premier périodique protestant de l'Allemagne, « pour la première fois beaucoup d'Orientaux entendront dire qu'il y a une religion évangélique. Ils verront cette religion dans l'éclat d'une religion

4. Les protestants ont maintenant à Jérusalem des écoles et un grand orphelinat de garçons et de filles. Cette œuvre, qui a un budget de plus de 220.000 francs, tire ses ressources du monde entier, et a à sa tête des pasteurs de Cologne, de Munich, de Saint-Pétersbourg, des Etats-Unis. Ses orphelins, recueillis dans tout l'Orient, sont grecs, syriens, grégoriens, maronites, catholiques romains. Un quart à peine sont protestants. Il va sans dire que tous reçoivent la même instruction religieuse, et assistent au prêche deux fois par jour. On retrouve là le protestantisme avec son prosélytisme tenace, remplaçant l'unité de doctrine par l'abondance des ressources et cherchant partout à imiter et à supplanter le catholicisme.

politique. » Ce dernier mot n'était pas sans importance aux yeux de Guillaume II ; comme l'observe M. Georges Goyau, c'est le propre de l'esprit oriental d'assimiler une confession religieuse et une nationalité, de considérer la confession religieuse comme le symbole de cette nationalité, et la nationalité comme la tutrice naturelle de cette confession religieuse. En Orient, catholiques et Français sont synonymes, l'empire russe incarne l'orthodoxie grecque, et jusque-là, protestantisme signifiait là-bas Angleterre ou bien Amérique ; John Bull ou bien Jonathan, fils d'une même société. Le « Michel » allemand n'apparaissait point aux populations orientales comme le représentant de l'une des confessions chrétiennes. Il y avait là, pour l'Allemagne, une infériorité qu'il fallait faire cesser. Pour cela, Guillaume II fit bâtir à Jérusalem une belle et grande église.

Elle est sise, *écrivit M. le pasteur Soden, de Berlin,* sur une éminence au centre de la vieille ville, d'où n'émergent que quelques coupoles et quelques minarets élancés ; la tour, haute de quinze mètres, est visible de tous côtés ; elle est comme le symbole de la ville actuelle, désormais ouverte au christianisme occidental. Les dimensions de l'église sont beaucoup trop grandes pour l'actuelle communauté allemande évangélique qui ne se compose que d'un petit nombre de familles. Il semble que par sa grandeur, elle prophétise un sérieux accroissement de cette communauté.

Guillaume II se présenta à Jérusalem avec tout l'éclat de la pompe impériale, accompagné de tous les princes protestants.

L'escorte turque, qui vint se joindre à son escorte allemande pour lui faire honneur, était commandée par le général Schaker-pacha, chef du cabinet militaire du Sultan.

Les journaux arabes racontèrent que comme préparatifs à la venue de l'Empereur, un grand nombre de vieilles maisons et de vieux magasins de la Bab-el-Khalil, principale rue de Jérusalem, qui conduit à l'église du Saint-Sépulcre, avaient été démolis dans le but d'élargir la voie. On avait réparé et embelli les principaux monuments de la ville ; la mosquée d'Omar avait été livrée aux artistes peintres et sculpteurs, qui en redorèrent les colonnades, réparèrent les marbres et rafraîchirent les mosaïques.

Le Sultan avait donné sur sa cassette particulière, une somme de soixante mille piastres pour réparer et orner le *Kademi-Sherif*, ou palais du gouvernement de Jérusalem ; il avait mis ce monument, le plus beau de la ville, à la disposition de l'Empereur et

de l'Impératrice d'Allemagne pour la durée de leur séjour à Jérusalem. Mais Guillaume refusa : voulant à Jérusalem, comme partout au cours de son voyage en Syrie, lui et l'Impératrice, habiter sous la tente, ce qui a beaucoup plus de prestige aux yeux des populations de ce pays.

La seconde pensée de l'Empereur étant de poser le luthéranisme au sommet des sectes protestantes et de se donner, lui, comme le souverain pontife de tout le protestantisme, il venait inaugurer une église à Jérusalem, ou plutôt « consacrer », mot employé par Guillaume II lui-même dans le procès-verbal de la cérémonie. Dans son discours, il parla bien en pontife : « Dieu, déclara-t-il, nous a permis, par sa grâce, de pouvoir inaugurer dans cette ville, sainte parmi tous les chrétiens, sur un emplacement consacré par l'activité charitable des chevaliers, le temple élevé en l'honneur du Rédempteur du monde... Bien loin au delà des frontières de l'Allemagne, le christianisme protestant s'unit, par une sympathie de prières, à la solennité que nous célébrons. Les députés des Eglises évangéliques et de nombreux coréligionnaires évangéliques sont venus ici avec nous, pour être personnellement les témoins de l'accomplissement de l'œuvre de foi et d'amour par laquelle le nom du souverain Seigneur et Rédempteur doit être glorifié, et par laquelle l'édification du royaume de Dieu doit être accélérée... Les portes de l'enfer ne sauraient prévaloir contre notre chère Eglise protestante... » Guillaume II termina son discours par le mot de Luther : « Le champ de bataille est à Lui, il en doit rester maître : Das Feld muss erhalten ».

L'entourage qu'il s'était donné semblait autoriser Guillaume II à tenir ce langage. Il s'était fait accompagner de tous les ministres en renom de la Prusse ; de plus il avait adressé aux ministres protestants de l'Autriche, de la Hongrie, du Danemark, de la Scandinavie et des Pays-Bas une invitation à le suivre, et toutes les sectes protestantes avaient été priées d'apporter leur contribution à l'érection du temple. Le comité directeur, dans ses invitations à souscrire et à se joindre au pèlerinage, avait dit : « Nous aimons à espérer qu'en dehors des pays allemands, les protestants ne refuseront pas leurs sympathiques intercessions à notre œuvre qui doit montrer au monde que, si l'Eglise évangélique ne possède ni ne convoite l'unité organique et la puis-

sance extérieure de l'Eglise catholique, les Eglises de tous les pays issus de la réformation sont étroitement unies sur le terrain de la foi, de l'activité chrétienne et de l'amour fraternel. »

La circulaire aurait pu ajouter : Un lien religieux hiérarchique sera ainsi créé entre les représentants et ministres des Eglises protestantes de toutes les Puissances et le chef religieux autant que politique qui siège là où le protestantisme est né, d'où il s'est répandu sur la terre, d'où il doit supplanter le catholicisme: les actes le disaient, les paroles accentuaient le sens des actes. La *Voce della Verita* fit observer que comme *summus episcopus*, Guillaume II ne représentait cependant pas les protestants, citoyens des autres nations, et que même chez lui une partie de ses propres sujets[5] et même une fraction du protestantisme allemand lui échappait, car les protestants allemands ne sont pas tous d'accord; là comme partout les formes de la Réforme sont infinies. Guillaume II voulut faire illusion à l'Orient en parlant à Jérusalem non seulement comme empereur et pontife d'un empire protestant, mais comme le légat-né des intérêts protestants du monde entier, comme le chef d'une religion vraiment internationale tout à la fois anglaise, américaine et allemande.

Les journaux vinrent appuyer les actes et les paroles de Guillaume ainsi que la signification qu'il avait voulu leur donner.

« Pour cette démonstration protestante, *dit Reichsbote,* faite au berceau même de l'Evangile, les représentants de toutes les Eglises protestantes territoriales ont été convoqués. Et c'est notre Empereur, protestant allemand qui possède dans son empire Wittemberg, berceau de la Ré-

---

5. Comme empereur, Guillaume II représente de droit et de fait l'empire allemand, mais comme membre et chef de l'Eglise luthérienne, comme *summus episcopus,* il ne représente qu'une partie de ses sujets, et même une fraction seulement du protestantisme allemand, — car tous les protestants allemands ne sont pas luthériens.

Des statistiques officielles, publiées en Allemagne en 1898 et relatives à la loi sur les revenus paroissiaux, il résultait que les catholiques, dans l'empire allemand, atteignaient le nombre de 20.000.000 environ, alors que les statistiques gouvernementales de 1890 donnaient le nombre de 17.671.920. Le royaume de Prusse contient 11.000.000 de catholiques ; la Bavière, 4.115.000 ; le grand-duché de Bade, 1.050.000 ; le Wurtemberg, 620.000 ; la Saxe, pays éminemment protestant, n'en compte pas moins 140.000 ; la Hesse, 300.000 ; l'Oldenbourg, 70.000 ; l'Alsace-Lorraine (Reichsland), 1.400.000.

Si l'on considère que les maisons régnantes de Saxe, de Bavière, et d'autres principautés fédérées sont catholiques, il faudra bien convenir que c'est beaucoup s'aventurer que de proclamer l'Allemagne un pays protestant.

L'empereur Guillaume est protestant, mais non l'empire allemand avec ses vingt millions de catholiques.

forme, qui, au berceau du christianisme, a organisé cette glorieuse manifestation de toute l'Eglise protestante de l'univers par l'inauguration d'un temple protestant [6]. »

« Pour le monde oriental, dit une revue de langue allemande publiée à Jérusalem, *Le Messager de Sion*, la démonstration protestante de l'empereur Guillaume n'est point dépourvue d'importance. Jusqu'ici, en Palestine même, la foi évangélique était réputée une foi anglaise ; sur le Liban elle était réputée une foi américaine. Il devient évident désormais que d'autres grands peuples professent aussi cette foi et que ces peuples président à la civilisation. »

M. le pasteur de Soden, de Berlin, déjà cité, faisait, lui, à l'empire allemand l'honneur d'être le représentant souverain et le tuteur omnipotent du protestantisme, représenté en cette cérémonie, près de l'Empereur par les délégués des Eglises protestantes des divers pays, chantant tous d'une voix, sous les voûtes du temple inauguré par Guillaume II, l'hosanna du protestantisme conquérant.

Le jour choisi pour l'établissement officiel du protestantisme à Jérusalem était exactement le trois cent quatre-vingt et unième anniversaire de l'affichage des thèses de Luther sur les portes de l'église de Wittemberg. M. le pasteur Holtzhauer remarqua triomphalement que cette coïncidence voulue était une dure leçon pour la papauté. Guillaume II le savait bien et c'est pourquoi, — fidèle à la tactique observée dans ses visites au Vatican dont nous aurons à parler, tactique inaugurée par Bismarck lorsqu'il demanda l'arbitrage du Pape entre la Prusse et l'Espagne, — Guillaume II, tout en agissant et en parlant comme on vient de le voir, entoura le patriarche catholique romain, Mgr Piavi, de toutes sortes de prévenances, ainsi que le P. Schmidt, directeur de l'hospice catholique à Jérusalem, et il promit aux catholiques allemands sa protection. De plus, il fit don à la *Société catholique allemande de Terre-Sainte* du terrain de la *Dormition de la Sainte Vierge*. Grand bruit a été fait autour de cette munificence impériale, les uns la louant, les autres la blâmant, d'autres en plaisantant. M. de Nathusuis, professeur de théologie à l'université de Greifswald, en prit occasion de dire que, grâce à l'Empereur, l'Eglise catholique allait se sentir en mauvaise posture : qu'Ephèse et Jérusalem se

6. Cette citation et presque toutes les autres sont puisées dans le livre de M. Georges Goyau, *Vieille France, Jeune Allemagne*.

disputaient le tombeau de la Vierge, et que les révélations de Catherine Emmerich, auxquelles le Saint-Siège aimerait à ne point refuser quelque importance, justifiaient les prétentions d'Ephèse. « Il faudra bien reconnaître, continuait-il, la maison de Jérusalem comme le véritable endroit de la mort de Marie et alors déclarer fausses les visions de Catherine, ou bien suivre Catherine Emmerich, et par là même enlever toute authenticité au terrain et au sanctuaire de la *Dormition* [7] ». Ce qui est vrai, c'est que l'Eglise ne se prononce point sur ces sortes de choses qui ne sont point du domaine de la Révélation proprement dite. Elle laisse aux savants et aux historiens le soin de les élucider.

7. Le P. Séjourné, dans la *Revue biblique* du 1er janvier 1899, établit que c'est seulement depuis le VIIe siècle que le terrain de la Dormition fut considéré comme l'endroit de Jérusalem où Marie aurait rendu l'âme et que cette tradition ne présente qu'assez peu de sécurité ; d'autre part, des fouilles intelligemment dirigées par M. Jung ont montré l'exactitude de bien des détails de la vision de Catherine Emmerich.

Note complémentaire.

I

La première église catholique de Jérusalem fut, comme on le sait, fondée dès les premiers temps du christianisme, quand, par l'initiative de saint Jacques le Mineur, disciple de Jésus-Christ, l'on transforma en un temple sacré le cénacle de Sion, où Notre-Seigneur avait institué le sacrement de l'Eucharistie.

Après saint Jacques, qui en fut le premier pasteur, suivit une série non interrompue de trente-huit évêques, et, par une disposition du concile de Chalcédoine en 421, Jérusalem fut érigé en patriarcat, ayant sous son gouvernement cent trois diocèses sur le territoire qui s'étend de la Palestine au Hauran. Dans une région relativement petite, le nombre des évêques était si grand, parce qu'à cette époque toute grande ville avait coutume d'avoir son pasteur.

Pendant la longue période qui suivit la chute de l'empire latin, le siège patriarcal de Jérusalem demeura inoccupé, et ce diocèse était devenu un siège « titulaire » ou *in partibus infidelium*, comme on appelait alors ces sièges.

On n'ignore pas les efforts déployés par les fils de saint François d'Assise pour rétablir la religion catholique en sa primitive splendeur.

En 1847, Pie IX se résolut à désigner Mgr Valerga comme patriarche résident à Jérusalem. Ce prélat fit construire sa résidence, une modeste église cathédrale, un séminaire pour le clergé, et il fonda un chapitre de la cathédrale.

En 1866, la modeste résidence était déjà terminée, et le patriarche y menait la vie commune avec son clergé. Après Mgr Valerga, le siège fut occupé par Mgr Vinceni Bracco, en 1873, et, en 1889, par Mgr Louis Piavi.

Mgr Valerga créa le séminaire patriarcal, avec une belle église, à Bridschalla, à vingt minutes de Bethléem. En 1886, le

séminaire comptait vingt-huit élèves qui, presque tous, étaient de jeunes Arabes, qui recevaient pendant six années consécutives l'instruction réclamée par leur vocation ecclésiastique.

Six stations furent établies pour des missionnaires, pendant que des Franciscains, gardiens des Saints Lieux, possédaient dans toute la région vingt-sept cloîtres et hôpitaux, tous pourvus d'églises paroissiales, dont la plus grande était celle du Saint-Sauveur, laquelle devait pourvoir aux besoins spirituels de mille trois cent trente-cinq catholiques qui se trouvaient alors à Jérusalem.

Après la guerre de Crimée, une plus grande liberté ayant été concédée à l'Eglise, on implanta les congrégations de femmes, pour l'instruction des jeunes filles, des hôpitaux, des orphelinats, etc.

Le séminaire a été transféré en 1892 de Bridschalla à Jérusalem. Le nombre des catholiques, qui, en 1866, s'élevait à six mille dans tout le patriarcat, atteignait en 1897 environ treize mille. Le séminaire comptait vingt-six élèves, dont deux Italiens, deux Hollandais, un Arménien ; les autres sont des Arabes indigènes. Le nombre des stations de missionnaires est parvenu à vingt-six : neuf dans la Judée, cinq dans la Samarie, quatre dans la Galilée, huit au delà du Jourdain. Elles ont pour objectif l'assistance à prêter aux curés dans le soin des âmes et dans la conversion au christianisme de tant de musulmans, d'hérétiques, etc.

La plus grande partie de ces postes de missionnaires possèdent une église et une école.

Il y a en tout quarante-deux écoles catholiques. La custodie des Lieux Saints s'est, elle aussi, beaucoup développée, et, désormais, elle compte quarante-neuf cloîtres avec quatre cent vingt Pères Franciscains, qui ont charge d'âme de soixante-quatorze mille catholiques.

II

Ce n'est point seulement en Prusse et de l'initiative des Hohenzollern qu'est sortie la tentative de former une fédération de toutes les confessions, afin de promouvoir, à défaut d'une

unité dogmatique totalement impossible, une union extérieure et une coopération commune pour le maintien et la propagation du protestantisme, union qui comprendrait les Eglises dites orthodoxes. L'Eglise catholique fut elle-même sollicitée de prêter son concours ou du moins son nom à cette œuvre de Babel. La vraie Eglise ne comprend l'unité que dans la vérité.

Il s'en est trouvé cependant qui ont écouté et pensé suivre les promoteurs de ce mouvement. La Congrégation du Saint-Office leur a aussitôt prescrit l'abstention [8].

Nous avons dit ce qui a été essayé en Prusse ; des tentatives analogues se sont produites en Angleterre et en Amérique.

En Angleterre, M. Watson, dans le livre qu'il a publié sur ce sujet, dit (p. 740, 741) :

« C'est la pensée de bien des Anglicans qui reconnaissent que l'unité dans ces conditions est impossible. »

---

8. Décret du 2 juillet 1919, confirmant celui du 16 septembre 1864, et visant particulièrement la Société érigée à Londres « pour procurer l'unité de la chrétienté ».

CHAPITRE XIII.

Les visites au Vatican.

Je rencontrai le Temps et lui demandai compte de tant d'empires, de ces royaumes d'Argos, de Thèbes et de Sidon, et de tant d'autres qui les avaient précédés ou suivis. Pour toute réponse, le Temps secoua sur son passage des lambeaux de pourpre et de manteaux de rois, des armures en pièces, des débris de couronnes, et lança à mes pieds mille sceptres en morceaux. — Alors je lui demandai ce que deviendraient les trônes d'aujourd'hui. — Ce que furent les premiers, me répondit-il, en agitant cette faux qui nivelle tout sous ses coups impitoyables, les autres le deviendront. — Je lui demandai si le sort de toutes ces choses était réservé au trône de Pierre... Il se tut, et au lieu du Temps, ce fut l'Eternité qui se chargea de la réponse.

L'avocat ARMELLINI.

Dieu déjoue les projets des perfides et leurs mains ne peuvent réaliser leurs complots.

Il prend les habiles dans leur propre ruse et renverse les conseils des hommes astucieux.

Durant le jour ils rencontrent les ténèbres, en plein midi, ils tâtonnent comme dans la nuit.

Ainsi Dieu sauve le faible des mains du puissant. JOB, V, 12-15.

Première visite en 1888. — L'interruption de l'entretien entre le Pape et l'Empereur par une brusque irruption du frère de l'Empereur. — Le toast de l'Empereur au Quirinal, son hommage à Victor-Emmanuel, son télégramme à Humbert. — Curieux rapprochement. — Seconde visite. — Troisième visite. — On se partage sur les sentiments de Guillaume II à l'égard du catholicisme. — Document méritant considération.

Le don fait aux catholiques et les paroles qui leur furent dites au retour du pèlerinage à Jérusalem, voulaient détourner leur pensée du but réel de cette fastueuse démonstration. Les visites

au Vatican eurent le même but : tromper la Papauté et en même temps obtenir d'elle la cession à la Prusse du privilège dont la France avait joui jusque-là et que Guillaume II convoitait.

Peu après son voyage, il s'était rendu à Metz, et là, en présence du chancelier d'Alsace-Lorraine, du statthalter, du cardinal-archevêque de Cologne et des deux évêques de Strasbourg et de Metz, il reçut le cardinal Kopp, archevêque de Breslau, qui lui remit l'ordre du Saint-Sépulcre. Il prononça un discours qui fut considéré comme l'assurance jetée au monde catholique que, tout empereur protestant qu'il était, il n'en a pas moins tout ce qu'il faut pour être le protecteur des missions catholiques qui voudraient se réclamer de lui. C'est l'un des avantages, et sans doute le principal qu'il désirait obtenir de ses trois visites au Vatican. « Héritier du Saint-Empire en même temps que porte-drapeau de la Réforme, dit M. Georges Goyau, Guillaume II augurait que la cour de Rome lui permettrait de s'ériger en défenseur officiel du catholicisme germanique en Orient. » Léon XIII lui enleva cette illusion. Il écrivit au cardinal Langénieux une lettre attestant implicitement que la France, même radicale, est plus qualifiée que l'Allemagne protestante pour détenir et exercer sur les terres du Grand Turc le protectorat des missionnaires et établissements catholiques latins, à quelque nation d'Europe qu'ils appartiennent. En même temps, cette lettre proclamait explicitement que la République française, héritière de saint Louis et des Bourbons, possède ce protectorat en vertu d'un droit immémorial et que le Saint-Siège considère ce droit comme intangible. Cette lettre avait été provoquée par le cardinal qui avait dit : « Il est grand temps d'aviser, avant que notre situation dans les contrées du Levant et de l'Extrême-Orient soit irrémédiablement compromise. »

Malgré cet acte de Léon XIII, et peut-être même à cause de cet acte et pour en restreindre l'importance, Guillaume II se rendit à Rome. La Rome gouvernementale se prépara à le recevoir comme on recevait, il y a quatre siècles, l'Empereur d'Allemagne, alors suzerain de l'Italie.

Mais celui que Guillaume II allait visiter, ce n'était point le roi usurpateur, c'était le Pape. Il le visitait avec tout l'appareil royal, et tout le cérémonial de sa réception était concerté et réglé d'avance de manière à dire au monde attentif à ce qui se

passait que le Pape est toujours souverain. Le soin de faire ressortir ce caractère fut porté si loin que l'Empereur allemand consentit à se rendre, à son arrivée à Rome, non au Quirinal, mais chez lui, en terre allemande, à son ambassade, pour de là se rendre directement au Vatican, dans ses voitures à lui, venues exprès de Berlin. Le Souverain Pontife l'attendait dans la salle du trône, entouré de sa cour et de plusieurs cardinaux. Si maître de lui-même qu'il fût d'habitude, Guillaume II n'était point sans éprouver une certaine émotion. Il avait ôté son casque dès son entrée dans le grand vestibule de la cour Saint-Damase et, en arrivant devant le Souverain Pontife, il le laissa tomber, si bien que M. Schlœser dut le ramasser pour le lui rendre. Le Pape était allé au devant de l'Empereur qui s'inclina profondément devant lui. Le Saint-Père prit place sur le trône pontifical, en invitant l'Empereur à s'asseoir un peu au-dessous. Les premiers compliments échangés, le Saint-Père descendit du trône et invita l'Empereur, en le tenant par la main, à le suivre dans ses appartements particuliers. Que s'est-il dit dans cet entretien? Plusieurs journaux prétendirent dès le lendemain donner des résumés de cette conversation. Le 17 novembre, la *Civilta cattolica* mit les choses au point :

« L'entretien de l'empereur Guillaume II avec Sa Sainteté le Pape Léon XIII, *dit-elle*, a été rapporté de diverses façons. Il est clair qu'ayant eu lieu sans témoins, il fallait, pour que d'autres l'aient connu, que l'un des deux hauts personnages en ait fait le récit.

» Bien des jours s'étant passés sans que ce récit fût fait, on s'ingénia à deviner ce qui avait été dit, et les feuilles libérales s'en permirent de fortes, racontant des paroles et des faits qui montrent si peu de respect pour S. M. l'Empereur, que les feuilles allemandes durent relever l'inconvenance de ce langage.

» Au sujet de cet entretien, nous avons cherché à obtenir des informations de la plus pure des sources, et nous croyons pouvoir rapporter ce qui suit :

» Le Saint-Père, en recevant Guillaume II, après l'échange des compliments d'usage, ouvrit la conversation en exprimant le désir qu'il aurait eu de le recevoir dans de meilleures conditions, comme Grégoire XVI avait accueilli Guillaume VI, roi de Prusse, et Pie IX, en 1853, le prince impérial Frédéric. Il se plaignit en conséquence de la situation à laquelle il est réduit, situation qui est vraiment déplorable ; il fit même remarquer comment l'arrivée de Sa Majesté à Rome avait donné lieu, dans la presse libérale, aux appréciations les plus injurieuses et les plus hostiles pour le Saint-Siège.

» En réponse à cela, Sa Majesté exalta le grand prestige dont jouit actuellement en Europe la Papauté, et le respect et la vénération dont

on entoure partout le nom du Pontife. Quant aux appréciations de la presse, elle déclara qu'il n'y avait à en tenir aucun compte.

» Ce nonobstant, reprit le Pape, la situation du Pontife à Rome est si pénible et si douloureuse, qu'elle lui défend même de rendre la visite qu'il reçoit, s'il ne veut pas voir compromettre sa personne et sa dignité.

» Et ici, le Saint-Père se proposait d'exposer une longue série de considérations, relatives à l'état général de l'Europe, aux périls dont la menacent les progrès croissants des partis anarchiques et à l'absolue nécessité d'y opposer une barrière; mais à peine le Saint-Père avait-il abordé ce sujet, que l'entretien fut brusquement interrompu par l'entrée, à l'improviste, du prince Henri, frère de l'Empereur. Ce pénible incident fit naturellement dévier la conversation et ne permit pas au Saint-Père de continuer de développer le sujet qu'il s'était proposé. »

Tous les journaux parlèrent de l'indélicatesse commise par le frère de l'Empereur. Voici comment cet incident fut rapporté par eux :

Pendant que l'Empereur se trouvait depuis vingt minutes seul avec le Saint-Père, et avant que Sa Sainteté eût mis fin à cet entretien particulier, le comte Herbert de Bismarck, fils du prince de Bismarck, se présenta à Mgr le majordome et lui annonça que S. A. I. le prince Henri, frère de l'Empereur, parti seul pour le Vatican un peu après l'Empereur, venait d'arriver, et il a insisté de la façon la plus brusque et inconvenante pour que le prince fût aussitôt introduit chez le Pape. En vain le majordome a-t-il objecté qu'il fallait attendre l'ordre de Sa Sainteté. Le comte de Bismarck, en digne héritier du chancelier de fer, a dit d'un ton insolent : « *Ou le prince va être reçu immédiatement, ou il ne le sera pas du tout;* » et là-dessus, pendant que le majordome avait la faiblesse de céder et d'ouvrir la porte de la salle particulière d'audience, le comte de Bismarck, sans attendre davantage, a *poussé* le prince devant le Pape, tout à la fois surpris et interrompu dans sa conversation particulière avec l'Empereur.

Autres faits significatifs. Le soir de ce même jour, l'Empereur dîna au Quirinal. A la fin du repas le roi Humbert se leva le premier et porta un toast, en italien, « à l'Empereur, à la nation amie, à l'alliance conclue pour la paix de l'Europe et le bien-être de nos peuples, à l'armée allemande, défense et gloire de l'Allemagne! »

L'Empereur répondit en allemand :

« Je remercie Votre Majesté du fond du cœur pour les chaleureuses paroles qu'Elle m'a adressées.

» L'allusion à l'alliance héritée de nos pères trouve en moi un vif écho.

» Nos pays, guidés par leurs grands souverains, ont conquis par l'épée *leur unité*. L'analogie entre nos histoires implique *l'accord perpétuel* des deux peuples pour *le maintien de cette unité*, qui est la plus sûre garantie de la paix.

» Nos relations trouvent la plus vive expression dans le grandiose accueil que la capitale de Votre Majesté m'a fait.

» Je lève mon verre et je bois à la santé de Votre Majesté, à celle de Sa Majesté la Reine et à la brave armée de Votre Majesté. »

Un peu avant son départ de Rome, Guillaume II fit déposer une couronne de lauriers sur l'emplacement de la brèche de la *Porta Pia*, digne complément de l'autre couronne que l'Empereur alla porter lui-même au Panthéon, sur la tombe de Victor-Emmanuel. A la frontière italienne, Guillaume II télégraphia au roi Humbert pour le remercier de l'accueil reçu dans la « *capitale de l'Italie* ».

Quelques jours après, la *Semaine religieuse de Rouen* fit ce RAPPROCHEMENT :

C'était en 1854, le mariage de Napoléon III avec la comtesse de Montijo venait d'être célébré à Notre-Dame et la ville de Paris donnait des fêtes pour acclamer la jeune souveraine. Un grand bal fut donné à l'Hôtel-de-Ville. L'Empereur et l'Impératrice s'y rendirent. Une partie des ornements qui avaient été disposés sous la voûte du pavillon de l'Horloge étaient encore en place. Le carrosse impérial s'était à peine mis en marche qu'un craquement se fit entendre, le diadème d'or qui le surmontait venait de heurter une pièce de bois descendue, on ne sait par quelle cause, des échafaudages, et, arraché des supports qui le maintenaient, le diadème impérial avait roulé à terre.

L'entourage de l'Empereur fut ému de cet accident. On se garda bien toutefois d'en parler. Y avait-il là un présage de l'avenir ?... Après les malheurs de 1870 ces souvenirs se réveillèrent chez les amis de la famille impériale.

Guillaume II, roi de Prusse et empereur d'Allemagne, vient de rentrer dans sa capitale après avoir parcouru une grande partie de l'Europe. Les acclamations qu'il a recueillies ont donné à son passage le caractère d'un triomphe. Empereurs, rois, princes, se sont partout empressés autour de lui comme pour rendre hommage, en la personne de son chef, à cette formidable puissance militaire qui semble tenir entre ses mains les destinées du monde. L'avenir paraît appartenir à ces Hohenzollern dont les nombreux rejetons sont là pour perpétuer la race. L'avenir... Mais quelle tête couronnée peut, de nos jours, y compter ? Quelle tête, fût-elle celle de Guillaume II ! Guillaume II, conduit au Vatican, saluait le Pape Léon XIII, il y a quelques jours. Son casque lui a échappé des mains et a roulé à terre... Guillaume II parcourait la rade de Naples au milieu d'un cortège de rois et de princes, et pendant que le canon tonnait pour saluer sa présence, pendant que des milliers de voix jetaient dans les airs des vivats enthousiastes pour souhaiter longue durée à son règne, la proue d'un cuirassé, venue par hasard heurter la poupe du yacht qui le portait, abattait le pavillon royal italien près duquel il était placé... L'avenir appartient à Dieu seul. Ne cherchons pas à en pénétrer les secrets.

A la seconde démarche qui eut lieu le 23 avril 1893, Guillaume II était accompagné de l'Impératrice. Tous les détails de la visite furent observés par les souverains conformément à ce qui avait été réglé en 1888 pour sauvegarder les droits souverains du Pape. Sa Sainteté invita Leurs Majestés à prendre place sur les deux trônes placés auprès du sien, sous un même baldaquin. Après une audience de trois heures, c'est-à-dire à 3 heures 20 minutes, l'Impératrice prit congé de Sa Sainteté. Guillaume II resta seul avec le Pape de 3 heures 20 minutes à 4 heures 16 minutes. A l'encontre de ce qui s'était passé en 1888, Guillaume II tint à prolonger l'entretien. Que s'y est-il dit? Il n'y eut pas cette fois de *Communiqué* dans la *Civilta Cattolica* pour en informer le public.

Les journaux se sont demandé dans quel but Guillaume II s'était ainsi rendu deux fois à Rome. Les uns disaient que c'était pour féliciter le roi d'Italie de ses vingt-cinq ans de mariage; d'autres pour resserrer les liens de la triple alliance et s'assurer *de visu* de l'importance et de la qualité des forces que l'Italie pourrait mettre à sa disposition en cas de guerre avec la France; d'autres enfin et plus nombreux disaient avec plus d'assurance que tout cela n'était que prétexte pour se donner le moyen de visiter le Pape.

Guillaume II revint à Rome en 1903, quatre ans après le pèlerinage à Jérusalem, quelques semaines avant la mort de Léon XIII. Il fit sa visite au Pape avec plus de pompe que jamais, « entouré d'officiers superbes », dit l'*Evénement* du 2 mai :

> Suivi d'une escorte de cinquante cavaliers géants, revêtu de ses uniformes chamarrés, insignes de sa puissance, l'empereur Guillaume II semble choisir le moment où la politique de notre ministère actuel est en guerre ouverte avec les congrégations pour se rapprocher, grandiose et théâtral, de celui dont les mains vieillies et la pensée robuste conduisent les destinées du monde catholique.
>
> Chaque fois que la France oublie, dans un de ses actes politiques, qu'elle est la fille aînée de l'Eglise, que les croyances de ses habitants, que les intérêts de la politique extérieure devraient la porter à défendre le catholicisme, au lieu de l'attaquer, l'empereur d'Allemagne saisit au vol l'occasion d'attirer à lui une parcelle de cette suprématie spirituelle que nos gouvernants semblent vouloir abandonner, et il donne au monde catholique un témoignage nouveau de sa sympathie et de sa puissance [1].

1. Il est assez curieux de rapprocher les visites que Guillaume II fit au Vatican, de celles qu'il fit à l'ambassade de France.

En 1912, deux ans avant de nous déclarer la guerre, l'empereur Guillaume,

Ces visites de Guillaume II au Vatican avaient été précédées en 1883 de celle de son père, alors Kronprinz. Plusieurs prétendirent que le prince impérial, le Kulturkampf cessant, avait, en se rendant à Rome, l'intention de former une coalition de « toutes les puissances conservatrices » contre la Révolution dont le siège est en France, disait-il ; et qu'il allait au Vatican demander à la Puissance conservatrice par excellence qu'elle veuille adhérer à cette ligue. On remarqua que Léon XIII se servit en cette occasion de la langue française, bien que le prince entendît parfaitement la langue italienne, moyen aussi délicat qu'ingénieux de faire comprendre, dès le premier mot, à son interlocuteur que s'il y a dans notre pays une France révolutionnaire, il y a aussi une France catholique qui n'a pas cessé de mériter les prédilections du Saint-Siège.

Après ses discours à l'épiscopat et ses visites au Vatican, Guillaume II crut pouvoir se dire qu'il tenait bien toute l'Allemagne en sa main : les protestants, il s'en croyait assuré, et les catholiques, il les voyait se rassurer.

Quels étaient au fond ses sentiments à l'égard de l'Eglise catholique? On a beaucoup disserté là-dessus : les uns prenaient dans les actes et dans les discours de l'Empereur ce qui pouvait servir à affirmer qu'il n'avait aucune hostilité contre le catholicisme [2] ; d'autres ont remarqué combien il y a dans ces discours

---

après s'être gracieusement invité, est allé dîner à l'ambassade de France à Berlin.

Il était allé aussi à l'ambassade de France avant d'envoyer le *Panther* à Agadir. Trois fois il fit succéder le geste violent au geste qui prenait presque un air de cordialité.

Dès le lendemain de la soirée à l'ambassade, les camelots criaient à tue-tête dans les rues de Berlin : « Demandez la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les nouveaux projets pour renforcer l'armée ! » C'était la première fois que le très officieux journal était ainsi crié à travers les rues.

On se doutait que l'armée serait renforcée en même temps que la marine; on était bien loin de supposer que le projet officiel était aussi étendu et aussi formidable. On parlait entre Allemands « pacifiques » d'une augmentation de cinq mille hommes, et c'est trente mille hommes qui allaient entrer dans les rangs.

On créa deux corps d'armée nouveaux, l'un face à la France, l'autre face à la Russie. En même temps la marine était augmentée considérablement, face à l'Angleterre.

2. Plusieurs ajoutaient même : « loin de là » ; et ils donnaient en preuve les rapports que Guillaume II avait noués avec les Bénédictins. A la mort de l'abbé du Mont-Cassin il avait délégué officiellement à ses funérailles son propre ambassadeur. Il avait visité en personne cette abbaye. En 1898, lorsqu'il fit don à l'œuvre catholique allemande des lieux saints de la « Dor-

et dans ces actes même des motifs de défiance. De fait, les uns et les autres prêtent à des interprétations diverses ; les plus importants ne laissent cependant place à aucun doute sur les sentiments de luthérien *militant* de Guillaume II. Il a célébré et fait célébrer chez lui le centenaire de Luther, ce qui pouvait se comprendre ; mais il s'est aussi associé à des délégués anglais, français et belges, pour glorifier Calvin au pays natal de Jean-Jacques ; il a envoyé une dépêche aux protestants de France pour les féliciter d'élever une statue à Coligny ; il s'est institué le protecteur de la Société Gustave-Adolphe, destinée à combattre le catholicisme dans tous les pays du monde. Au congrès des diverses branches de cette société réunies à Ulm en 1898, Guillaume II envoya un télégramme, stimulant leur zèle et disant bien qu'il est en Europe l'empereur luthérien. A ce congrès, l'archidiacre Jacobi, de Weimar, directeur de la propagande en Lorraine, et Koch, venu du fond de la Pologne, déclarèrent que « la cause du protestantisme et celle du germanisme, en Pologne comme en Lorraine, sont identiques [3] ».

Tout cela, disait-on, semble bien témoigner que le roi de Prusse actuel a conscience d'être le chargé de pouvoir des Hohenzollern ses ancêtres pour continuer leur œuvre et la couronner en constituant un empire luthérien, héritier du Saint-Empire romain.

Qu'il fut persuadé que c'est là sa première mission, comme roi de Prusse et empereur d'Allemagne, il n'y a guère à en

---

mition de la Sainte Vierge », il éleva sur ce terrain un prieuré pour les Bénédictins de la congrégation de Beuron. Guillaume II fit aussi don à cette congrégation d'un grand Christ monumental. Un journaliste, racontant cela, ajouta : « L'Ordre de Saint-Benoît est trop averti, trop réfléchi et surtout trop savant pour être sa dupe ».

3. Les consistoires évangéliques qui ne comptaient plus en 1870, à Metz, un seul de leurs coreligionnaires, déjà en 1886, en administraient deux mille, qui possédaient quatre temples, grâce à l'activité de la Société d'évangélisation.

En Alsace-Lorraine, quinze communautés protestantes avaient été fondées par la Société Gustave-Adolphe, et le nombre des protestants s'était augmenté de 31.142 âmes.

Ces chiffres furent donnés par M. Kuss au congrès de Dusseldorf au moment de la visite de Guillaume II à Strasbourg. Il importe de remarquer que les protestants considérés comme Alsaciens ou Lorrains sont, pour le plus grand nombre, non pas des apostats, mais des Allemands émigrés et attachés déjà à l'Eglise évangélique. M. Kuss remercie le gouvernement de Guillaume II de sa prodigieuse libéralité pour l'œuvre de protestantisation, et des allocations importantes qu'il a distribuées pour la construction de temples et de presbytères, pour la création de nouvelles paroisses.

douter, il est plus délicat de chercher à démêler ses sentiments intimes à l'égard du catholicisme.

Plusieurs se croient autorisés à en juger d'après une lettre intime divulguée en 1913 par un député bavarois catholique, M. Jaeger, et qui avait été écrite au moment de la conversion au catholicisme de la princesse Anne de Hesse, veuve du Landgrave et fille du prince luthérien Charles de Prusse. Guillaume II envoya un télégramme de protestation contre cette conversion, avec menace d'exclure la princesse de la maison royale de Prusse, et d'interdiction à tous les membres de cette maison d'entretenir des relations avec « la transfuge ».

Ce télégramme fut confirmé par une longue lettre autographe dans laquelle l'Empereur, se laissant emporter par un violent accès de « fureur protestante », dénigrait le Pape, les évêques et les prêtres catholiques.

Voici textuellement les passages principaux de cette lettre : « *Je hais* (hasse) *cette religion que tu as embrassée... Tu accèdes donc à cette superstition romaine dont je considère la destruction comme le but suprême de ma vie*[4]. »

La princesse avait abjuré le protestantisme et embrassé le catholicisme entre les mains de Mgr Kopp, alors évêque de Fulda, résidence ordinaire de la princesse, qui devint prince-évêque de Breslau et cardinal et qui fut toujours *persona grata* de l'Empereur. Elle lui confia cette lettre qui fut conservée comme un document de grande importance.

Le cardinal prit des mesures pour que cette lettre fût restituée à la landgravine immédiatement après sa mort par l'entremise de son successeur sur le siège de Fulda. Lorsque M. Jaeger révéla ces faits et que les journaux s'en emparèrent en Allemagne, en France et ailleurs, on s'attendait à ce qu'un démenti leur fût donné. Il n'en fut rien. La *Vossische Zeitung*

---

4. Le comte Hœnsbrœch, qui est un ennemi assez fanatique du catholicisme, a raconté, dans son livre intitulé *Le Centre :* « J'ai eu, en 1896, un entretien d'une heure et demie avec l'Empereur. Il me demanda : « Quelle position pensez-vous que je doive prendre en face du papisme ultramontain ? » Je lui répondis : « A mon avis, il faut traiter le Pape comme le chef religieux du catholicisme, mais non comme un souverain temporaire. »

Guillaume II me serra la main et me dit :

« Soyez certain, mon cher comte, que je suis anticlérical jusqu'aux moelles et que mon gouvernement le sera aussi grâce à moi. »

publia un article véhément contre les journaux et députés catholiques allemands qui accusaient l'Empereur d'avoir écrit : « Je hais le catholicisme » et « la tâche principale de ma vie sera de le détruire ». La *Vossische* présenta l'affaire comme une intrigue que l'article de la *Vossische Zeitung* venait de détruire. Mais le journal catholique, l'*Ami du peuple*, d'Aix-la-Chapelle, maintint ses affirmations.

Devant cette persistance, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publia cette espèce de communiqué :

Dans l'affaire de la lettre écrite par l'Empereur à la landgravine de Hesse, à l'occasion de sa conversion au catholicisme, on sait maintenant que le cardinal Kopp, auquel la landgravine avait transmis la lettre pour qu'il la conservât, prit des mesures pour que cette lettre lui fût restituée immédiatement après sa mort par l'entremise de l'évêque de Fulda. Cette restitution est maintenant un fait accompli ; le retard qu'a subi la remise provient du fait que l'évêque de Fulda était absent de son diocèse par suite de son voyage à Rome. *La lettre en question représente simplement une manifestation des sentiments du chef de la famille Hohenzollern à une princesse issue de cette famille et n'est, par conséquent, qu'une affaire de famille.* A l'encontre des informations erronées qui ont été répandues au sujet de la teneur de cette lettre, il est bon d'établir qu'elle ne renferme aucun jugement de n'importe quelle nature sur la foi catholique, l'Eglise catholique ou les catholiques, ni sur la position de l'empereur à leur égard.

On remarquera la prudence consommée avec laquelle, pour parler de cette lettre, on a attendu qu'elle eût été réintégrée entre les mains de la landgravine de Hesse, liée vis-à-vis du souverain. On remarquera de plus les termes embrouillés du démenti. Que ce soit « une affaire de famille », on en est d'accord. Mais il faudrait ou un démenti tout autre ou la publication du texte, pour qu'on puisse cesser de croire à la phrase publiée et si vivement pénible pour les catholiques.

En même temps que ce communiqué, et, semble-t-il, pour couper court à l'émotion produite par ces révélations, les journaux dévoués à l'Empereur publièrent la lettre adressée par lui le 6 décembre 1898 au cardinal Krementz, archevêque de Cologne :

« Révérendissime Monsieur le Cardinal,

» Votre Eminence, en communauté avec les autres membres de l'Episcopat de la monarchie, réunis à Fulda, m'a envoyé une adresse, par laquelle j'apprends avec satisfaction que le don de la Dormition de la Sainte Vierge de Jérusalem, que j'ai fait à l'Œuvre catholique allemande des

Lieux-Saints, a trouvé un joyeux écho dans tous les cœurs catholiques allemands.

» J'ai été particulièrement joyeux de pouvoir, à l'occasion de ma présence en Terre Sainte, donner à mes sujets catholiques une nouvelle preuve de ma sollicitude et réaliser ainsi un vœu formulé par tous. Que Votre Eminence et les autres signataires de l'adresse soient convaincus de ma reconnaissance pour les sentiments y exprimés, sentiments qui ne peuvent que servir au grand bien de l'Empire et de l'Etat.

» Je reste, avec l'assurance de mon estime toute particulière, de Votre Eminence, le bien affectionné

» GUILLAUME, *Imp. et Rex.* »

Quels que soient les sentiments personnels de Guillaume II, dont Dieu est seul juge, il reste, croyons-nous, de ce que nous venons d'exposer, que la maison d'Hohenzollern s'est attribué, depuis la naissance du protestantisme, la mission d'en être le gardien et le défenseur, non seulement dans ses Etats, mais dans toute l'Europe et partout où la Réforme, quelque nom qu'elle porte, a des partisans.

Elle ne le peut qu'en combattant le catholicisme. Par là elle se trouve en conformité de vue, en unité d'action avec la secte judéo-maçonnique ; elle fait son œuvre et elle en reçoit assistance.

CHAPITRE XIV.

Aux approches de la guerre mondiale. L'état d'esprit des Allemands.

L'Allemagne était un peuple de nations, de vocations mêlées et indécises. L'hérésie, qui est surtout l'orgueil, est venue fondre sur l'Allemagne à peine dégrossie par le christianisme et l'a remplie d'un égoïsme plus intraitable et plus violent qu'il n'en existe dans le reste du monde. Chaque peuple se vante de telle ou telle excellence, l'Allemagne s'est dit : « Je suis supérieure en tout et j'aurai tout. Je suis César, les autres m'obéiront ». Nulle part ailleurs, parmi les nations modernes, n'a été aussi tôt formé, aussi persévéramment repris et suivi le rêve de l'empire. Ce fut le fond de la querelle des investitures, le fond politique de l'hérésie de Jean Huss, le fond de l'hérésie de Luther, et celle-ci séduisit la masse du peuple, par le relâchement de sa morale enveloppée d'un vernis d'orgueil et d'austérité. X.

Etat d'esprit de l'Allemagne et de son chef. — Paroles de Guillaume II. — Ecrits populaires : « son empire allemand universel », « le catéchisme germanique ». — Idée obsédante du peuple germanique : l'empire allemand n'a pas atteint la limite de sa puissance, le terme de sa mission. — La ligue pangermanique fondée pour implanter dans l'esprit des masses la conviction que l'Allemagne doit être la métropole d'un empire mondial. — Autres sociétés en communion avec elle. — Quelle proie elles attendent de la guerre actuelle. — Que pense Guillaume II de cette ligue ? — Elle le stimule, aidée par le Kronprinz. — Elle emploie les moyens violents. — Menace de déposition, atteignant les autres souverains allemands.

Ayant pris, par les génuflexions au Pape et les avances au clergé, les mesures du côté des catholiques pour les tenir en respect et les ayant également prises du côté du monde protes-

tant en se montrant disposé à mettre à son service la puissance de l'Allemagne, Guillaume II crut le moment venu d'accomplir les destinées que le vieux dieu des Teutons a réservées à la famille des Hohenzollern. Il comptait bien achever l'œuvre qu'ils avaient menée si loin et faire de l'Allemagne sous son sceptre la tête et la souveraine du genre humain.

Il voyait d'ailleurs son peuple dans la même disposition d'esprit et tout prêt à le seconder dans ses vues ultra-ambitieuses.

Toujours, si haut que l'on remonte dans l'histoire, on trouve les Germains tels que nous les voyons aujourd'hui, race de violence. « Pour ces peuplades, a dit César, c'est le plus beau titre de gloire que de n'être environnées que de vastes déserts. » La guerre a toujours été pour eux l'industrie nationale. Tacite signale leurs rixes perpétuelles. « Pourquoi vous battez-vous sans cesse? » demandait l'empereur Julien au chef d'une tribu germanique du Rhin. « C'est que, répondit-il, la guerre est la suprême félicité de la vie. » En plus de l'ivresse du combat, ils trouvent dans la guerre, non la gloire, ils n'en font guère de cas, — « cet article, dit Bismarck à Jules Favre, à Versailles, en février 1871, cet article n'est pas coté chez nous » ; — mais le bénéfice. *Germani ad prædam*, a dit Tacite ; après avoir dit que les Gaulois demandent à la victoire la liberté, les Bataves la gloire, il ajoute : « les Germains le butin. »

Tels ils étaient il y a vingt siècles, tels ils se sont montrés chez nous aujourd'hui. C'est ce que Bismarck a reconnu et proclamé par ce mot célèbre : « La force prime le droit. » « Là où il s'agit de la grandeur de la Prusse, je ne connais aucune règle. » Et Nutz : « Une bonne cause, dites-vous, sanctifie même la guerre. Mais moi, je vous dis : C'est la bonne guerre (la guerre triomphante) qui sanctifie toute cause. O mes frères, devenez durs. » Guillaume II et son entourage ne sont pas seuls responsables de cet état d'esprit. Il date de loin, nous venons de le voir. De même il n'est pas seul responsable de la guerre de 1914, son peuple l'est autant que lui : l'un poussait l'autre et était poussé par celui-ci.

En ces derniers siècles, Luther est venu renforcer chez les Allemands l'état d'esprit reçu de leurs ancêtres. Il a voulu et célébré et chanté sur tous les modes les horreurs inouïes de ce

que l'on a appelé la guerre des paysans et de tout ce qui a suivi. Puis vint Kant. « Kant, dit M. Léon Daudet, rappelant les leçons de culture à l'allemande qui lui avaient été données au lycée Louis-le-Grand, Kant est avant tout maître d'orgueil ». Il n'est pas pour peu dans la persuasion qu'a tout bon Prussien, que le monde entier n'a d'autre raison d'être et d'autre destination que de permettre à la Prusse et subsidiairement à toute l'Allemagne de développer indéfiniment son moi national. Hegel, disciple plus ou moins direct de Kant, donna à l'idée unitaire et par suite à l'idée de domination mondiale une impulsion définitive. C'est de l'hégélianisme que se sont inspirés les historiens qui ont achevé de former l'esprit « boche » [1] tout le long du XIX[e] siècle.

Curtius et Mommsen enseignent que l'Allemagne doit succéder à la Grèce et à Rome, et que sa vocation, son droit, son devoir est de faire bénéficier le monde pour des décades de siècles de la moralité allemande substituée à la corruption romaine. Treitschke, Giesebrecht, Lamprecht ont multiplié les souvenirs historiques qui doivent justifier l'expansion germanique, la domination temporelle du Saint Empire romain germanique dans toute l'Europe du moyen âge, la colonisation armée des Teutoniques parmi les Slaves de la Baltique, l'extension de la Ligue hanséatique dont la devise était : « Mon champ est le monde ». Voilà les traditions que l'Allemagne doit faire revivre par les armes [2].

Guillaume II ne parlait pas autrement. Ses discours ont été

1. L'*Intermédiaire des chercheurs* a donné du mot *boche* une explication qui pourrait être la vraie : « On discute à perte de vue l'origine du mot « boche ». C'est vraiment chercher midi à quatorze heures. Il n'est point besoin d'être grand clerc pour voir dans ce mot une abréviation populaire de *alboche*. (C'était le surnom des Allemands, en Belgique, et le terme boche nous est venu de là, sans aucun doute.) Et le mot alboche n'a point d'autre sens que le mot « allemand ». Seulement la terminaison est empruntée à l'argot.

2. Ce même Treitschke ne s'arrêtait plus quand il était en train de donner du jabot à l'Allemagne. D'après lui, c'est de l'Allemagne qu'est sorti tout ce que l'humanité a produit de grand et de noble : la chevalerie et les communes, les croisades et l'art gothique, la Réforme et la science moderne. Pour lui, « le Germain est le sel de la terre, le Prussien est le sel de l'Allemagne, et les Hohenzollern le sel de la Prusse. » Cette prétention de tout attribuer à leur race, ses disciples l'ont portée plus loin encore. D'après eux, Grégoire VII et Innocent III, Dante, Shakespeare, Christophe Colomb appartiennent à l'Allemagne. Jésus lui-même n'est-il pas de sang aryen, n'est-il pas Allemand, puisqu'il avait les cheveux blonds et le cœur sensible ?

recueillis par M. Jules Arren, *Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense.* En voici quelques phrases détachées qui feront connaître l'esprit et le ton du tout : « Ce que le Grand Electeur n'a fait qu'indiquer et commencer, nous pouvons, aujourd'hui que nous avons une grande patrie allemande, l'entreprendre en grand ». « L'empire d'Allemagne est devenu un empire mondial. Partout, dans les contrées les plus éloignées de la terre, il y a des millions de nos compatriotes... A vous incombe le devoir, plein de responsabilités, de m'aider à rattacher plus intimement ce plus grand empire allemand à celui de notre patrie ». « Nous avons un grand avenir, et je vous conduis à des jours de gloire ». « Ne perdons pas de vue notre but. Tendons nos forces. Hourra pour le peuple allemand en armes ». « Il n'y a que le peuple allemand qui soit appelé avant tout, à cultiver, à développer les grandes idées ». « Nous sommes le sel de la terre », etc., etc.

En septembre 1907, il prôna à Munster où il dit: « Que tous, anciens et nouveaux sujets de cet Empire, bourgeois, paysans, ouvriers, s'unissent dans un même sentiment d'amour et de fidélité pour la patrie, et le peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel notre Seigneur Dieu pourra élever et achever la civilisation du monde. C'est alors que se réalisera la parole du poète : Le monde un jour devra son salut au germanisme, *am deutschen Wesen wird einmal noch die Welt genesen.* »

En 1905, au moment de partir pour aller faire à Tanger un de ces gestes qu'il destinait à l'histoire : « Le bon Dieu ne se serait jamais donné tant de peine pour notre patrie allemande s'il ne nous réservait pas une grande destinée : nous sommes le sel de la terre ; Dieu nous a appelés à civiliser le monde. »

En octobre 1900, quand fut posée la première pierre du Musée romain de Saalburg (dans le Taunus), il la frappa de trois coups d'un marteau d'argent. En frappant le second coup, il dit : « Je consacre cette pierre à la jeunesse allemande, aux générations qui s'élèvent et qui pourront apprendre dans le nouveau Musée ce que c'est qu'un Empire *universel.* » Au troisième coup, il ajouta : « Je consacre cette pierre à l'avenir de notre patrie allemande. Puisse-t-elle dans les temps futurs, par l'action commune des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens, devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'Empire romain *universel*, afin qu'on

dise dans l'avenir : *Je suis citoyen allemand,* comme on disait autrefois : *Civis romanus sum.* »

Ailleurs, dans un camp romain restauré par lui, il a fait apposer cette inscription : *Trajano imperatori Romanorum, Wilhelmus II imperator Germanorum :* ce qui sonne, à proprement parler, comme un hommage de successeur à prédécesseur dans le gouvernement du monde.

Ces incitations n'étaient point choses nouvelles de la part de Guillaume II.

Alors qu'il n'était que Kronprinz, une brochure intitulée *Un empire allemand universel* fut publiée et distribuée à profusion dans tout l'Empire. Elle passa pour avoir été rédigée dans son entourage, par ses confidents. Elle est toute entière à montrer le développement de la puissance allemande avec toutes ses conséquences. La pensée maîtresse est celle-ci : On agira progressivement, jusqu'au moment où les batteries pourront être démasquées sans danger. Alors l'Europe se trouvera en face d'une situation préparée dans ses moindres détails, contre laquelle elle sera impuissante [3].

Lorsque cette brochure parut, le mot : « La plus grande Allemagne » propageait sur tous les points de l'Empire les ambitions qu'elle exprimait et les desseins qu'elle formulait. Le *catéchisme germanique* [4] servit à les développer. Il disait : « La race germanique s'est longtemps bornée à fournir aux autres peuples des émigrants qui formaient l'*engrais civilisateur,* le Kulturdünger. Aujourd'hui elle entend consacrer son hégémonie, lui donner les signes visibles de sa puissance incontestée [5] ».

---

3. Les batteries ont été démasquées en 1914. Aujourd'hui, l'Allemagne voit que cet acte n'est point « sans danger ». Les deux journaux publiés en Belgique par les Allemands, les seuls qui nous parviennent, ne laissent passer aucun jour, sans qu'il y soit dit que c'est « pour l'existence même de l'Allemagne que les Allemands combattent ». Quel changement avec le ton et les fanfaronnades des premiers jours ! Alors que l'Allemagne croyait avoir mis l'Europe en face d'une situation préparée par elle dans ses moindres détails et contre laquelle l'Europe serait certainement impuissante.

4. Par Von Heinrich Colmbach. Ce catéchisme est accompagné d'un atlas germanique de ce qui appartient de droit à l'Allemagne et ce qu'elle veut voir appartenir de fait. Il est d'une véracité effrayante.

5. Après tant de paroles si pleines d'un orgueil inouï ailleurs et jusqu'à nos jours, c'est chose curieuse de lire la note que la délégation allemande remit

Dès l'école, le citoyen allemand est nourri de cette idée que l'Allemagne doit exercer l'hégémonie mondiale, ou mieux encore, transformer le monde. La force allemande, la science allemande, l'industrie allemande, et tout ce qui est allemand, doit triompher, dominer, commander.

Dans une conférence à Berlin, en 1900, le colonel Von Bernhardi a ainsi formulé la pensée qui est devenue l'idée obsédante de la population germanique : « A bien considérer les choses, nous reconnaîtrons que l'Empire allemand, nouvellement formé, n'a pas atteint la limite de sa puissance. Sa mission historique n'est pas terminée, puisqu'elle consiste à former le noyau autour duquel viendront se grouper tous les éléments dispersés de la race allemande ; à donner et à assurer au germanisme la place qui doit lui revenir sur tout le globe. »

Guillaume II ne manquait aucune occasion de maintenir son peuple dans ces sentiments ou plutôt de le fanatiser. M. Hanotaux, dans la *Revue hebdomadaire* du 17 avril 1915, a reproduit ces paroles du Kaiser : « Rappelez-vous que le peuple allemand est le peuple élu de Dieu. L'esprit de Dieu est descendu sur moi. En ma qualité d'Empereur d'Allemagne, je suis son arme,

---

le 23 juin 1910 à la mission militaire française à Versailles pour être transmise à la Conférence de la paix.

« Monsieur le Président (M. Clémenceau),

» Le Ministre des Affaires Etrangères m'a chargé de communiquer à Votre Excellence ce qui suit :

» Il est apparu au Gouvernement de la République allemande, *consterné* par la dernière communication des Gouvernements Alliés et Associés, que ceux-ci sont décidés à arracher à l'Allemagne par la force l'acceptation des conditions de paix même qui, sans présenter une signification matérielle, poursuivent le but de ravir au peuple allemand son honneur. Ce n'est pas un acte de violence qui peut atteindre l'honneur du peuple allemand. *Le peuple allemand,* après les souffrances effroyables de ces dernières années, *n'a aucun moyen de le défendre par une action extérieure.* Cédant à la force supérieure et sans renoncer pour cela à sa manière de concevoir l'injustice inouïe des conditions de paix, le Gouvernement de la République allemande déclare donc qu'il est prêt à accepter et à signer les conditions de paix imposées par les Gouvernements Alliés et Associés.

» Veuillez agréer, etc.

» Signé : VON HANIEL. »

A la fin d'août 1914, le lieutenant Karl Auguste Kuhn était loin de prévoir qu'il aurait un jour à lire cette note lorsqu'il écrivait à l'académie technico-militaire de Charlottenbourg-Berlin où il était professeur :

« Quand la guerre a éclaté, il m'a été donné d'entendre le Kaiser parler à la foule immense qui se pressait sous les murs du château. L'impression... a été prodigieuse. On avait le sentiment d'assister à un des grandioses spectacles de l'histoire du monde. Les uns poussaient des exclamations. D'autres pleuraient d'émotion. Il m'a semblé que la déesse de l'Histoire nous ouvrait une ère nouvelle et glorieuse de merveilleuse splendeur allemande... »

son glaive et son vrai roi. Malheur aux désobéissants.» En 1891, le même autocrate avait dit à ses recrues de Postdam : « Vous êtes à moi corps et âme. Si je vous ordonnais de tirer sur votre père et sur votre mère, il faudrait exécuter mes ordres sans murmure[6]. »

A quels excès devait se porter un peuple fanatisé à ce point[7] ?

Le peuple allemand avait été préparé par ses docteurs à entendre sans se révolter, sans murmurer, ces sauvages intimations. L'ancêtre du pangermanisme est Fichte. Ses discours à la nation allemande, prononcés dans l'hiver de 1807-1808 à l'académie de Berlin, se résument en ceci : « Il appartient à la race allemande de prendre la tête de l'humanité parce qu'elle est le peuple type. » Fichte est demeuré pour les conducteurs de l'Allemagne « l'homme allemand », comme, au dire de Fichte, « l'homme allemand, c'est Luther ». Toute l'Allemagne des penseurs, depuis Fichte et Hegel jusqu'à Karl Marx, a préconisé, encouragé, cherché l'unité politique allemande, d'où est sorti le militarisme de 1870 et de 1914, s'élançant à la conquête du monde. Le « Centre », fondé par Windthorst et Ketteler pour défendre les intérêts catholiques menacés par le Kulturkampf, est gagné aujourd'hui par cette folie. « L'entrée de l'Empire allemand dans la Weltpolitik, a écrit M. Erzberger, a trouvé le Centre allemand à la hauteur de son devoir, » et M. Martin Spicher a expliqué que la Weltpolitik est celle qui consiste à transformer une grande Puissance en Puissance mondiale[8]. Le Dr J. Buchem a résumé en 1909 la politique religieuse du nouveau Centre dans cette formule : « Le Centre ne désire rien tant que d'être délivré du souci des libertés et de

---

6. Cité par Le Bon, *Enseignement psychologique*, p. 43.

7. Un journaliste américain, M. W. A. White, a écrit dans son journal, après avoir parcouru de Reims à Cambrai nos régions dévastées : « Comment décrire « *ces cicatrices effroyables qui s'étendent sur la France* » ainsi qu'une « *lèpre effroyable* » ? La vie sociale, dit-il, a perdu ce qu'elle a de plus cher, elle a perdu son passé, elle ne connaît plus les liens qui l'auraient rattachée à l'avenir. Le vase est brisé à jamais. « *La chose est morte, le fer, la pierre et le bois n'y peuvent rien. On peut prévoir la création d'une chose nouvelle ; quant à cette région de la France, elle ne pourra plus jamais être ce qu'elle a été ou ce qu'elle aurait pu être. C'est toute une agonie qui ressort des ruines que la guerre a causées.* »

Au tableau de la barbarie allemande, M. White oppose celui de la conduite pleine de générosité des Français pénétrant en Allemagne.

8. *La lutte pour notre avenir.* Opuscule publié en 1915 par l'*Association générale des catholiques allemands.*

l'autonomie de l'Eglise » ; et M. Bloud, dans son étude, *le Nouveau Centre*, a montré combien ces assertions sont justifiées par les faits. Le Centre a placé dans l'Empereur luthérien toute l'espérance de son avenir, de celui de l'Allemagne et du catholicisme allemand [9].

---

9. Pas plus que les pangermanistes, les membres du Centre — tant était outré le fanatisme d'ambition auquel ils avaient été amenés — ne reculèrent devant l'épouvantable perspective qui leur avait été ainsi présentée par un ministre de la guerre, M. Winston Churchill : « Personne ne peut considérer les conséquences d'une guerre générale ; la cause originelle de cette guerre serait perdue dans les questions plus grandes et plus terribles qui surgiraient.

» *Nul ne peut dire qu'il soit une seule grande puissance susceptible d'échapper au cataclysme.*

» Nul ne peut dire dans toute l'Europe qu'*il est une institution* qui, à la fin de la crise, *serait restée debout.*

» *Tout pourrait être jeté dans l'abîme. L'œuvre de destruction* opérée dans l'espace de quelques semaines ou de quelques mois, pourrait à ce point atteindre *notre vie économique* et sociale que *nous serions plongés dans la désolation et la barbarie.* »

CHAPITRE XV.

L'Allemand se croit et se dit le SURHOMME.

Une philosophie existe donc, pour qui la conception scientifique du monde et de l'humanité n'est plus celle d'une famille dont les frères doivent s'aimer et s'entr'aider sous le regard de leur père; mais celle, en propres termes, d'une forêt sauvage où les grands carnivores rendent à la race animale le service de faire disparaître ceux de leurs compagnons, plus débiles, mal conformés, maladifs, moins bien venus et moins agiles. Ainsi, dans le système de l'évolutionnisme, la lutte pour l'existence exécute-t-elle ce qu'on y nomme par euphémisme « la loi de sélection », laquelle, de fait, est un arrêt d'élimination et de suppression, bien près d'être un décret d'extermination porté contre ce qui pâtit ou languit en ce monde. « Discipline sévère, avouent-ils eux-mêmes, mais discipline bienfaisante, et à laquelle sont attachés le progrès et la perfection finale de l'espèce humaine ».

Mgr BAUNARD.

L'ambition des Allemands surexcitée par leurs chefs. — L'Allemand est le « surhomme ». — Ayant sur toute la race humaine « le droit de seigneur ». — Comment ce droit peut et doit être exercé. — L'Allemand doit s'élever au-dessus de l'homme raisonnable autant que l'humanité actuelle est au-dessus du singe. — Nietzsche et ses disciples. — Le culte de la force, moyen d'aboutir. — Tout cela est l'aboutissement naturel du protestantisme.

Dans cet état d'esprit, l'Allemand se croit supérieur à tous et à tout, il se croit tout permis.

Il se croit tout permis parce qu'il est *fort* et que la force donne le droit.

Il se croit supérieur à tous et à tout, parce qu'il n'est pas, lui, l'homme vulgaire, qu'il s'appelle Français, Anglais, Amé-

ricain... Il est supérieur à la nature humaine. Il est le SURHOMME [1].

I. — « L'Allemagne a faim de territoires », clama la *Ligue pangermaniste* réunie en congrès à Breslau le 7 septembre 1913. Et Daniel Frymann, dans son livre *Si j'étais l'Empereur:* « Nous exigerons qu'on nous cède autant du territoire français qu'il nous en faudra pour être pour toujours en sécurité » ; en sécurité, non contre une invasion des Français, mais contre la propagande de leur esprit et le maintien de la civilisation latine.

M. Paul Rohrbach, haut fonctionnaire du Ministère des Colonies, dans un livre intitulé : *L'idée allemande dans le monde*, dont, en un an, plus de dix mille exemplaires furent vendus, dit : « L'agrandissement de l'Empire d'Allemagne n'est pas seulement exigé par l'accroissement de sa population et le besoin de débouchés économiques. C'est une nécessité historique qu'imposent les progrès de la civilisation, *c'est une question* CULTURELLE [2]. » Un autre, M. Daniel Frymann, expliquait : « Le peuple allemand victorieux pourra exiger que les menaces (contre notre culture) finissent enfin et pour toujours. Il FAUDRA DONC ÉCRASER LA FRANCE. » Comment l'écraser ? « Ces territoires (les provinces conquises dans la prochaine guerre) seront évacués de leurs habitants », pour que leurs terres et leurs habitations puissent être occupées par les nôtres [3]. »

En 1876, le géographe Hummel exposa toutes ces idées et ces intentions dans un volume de mille trois cent trente-six pa-

---

1. Ostewald, disciple du célèbre Haeckel, le pontife du monisme, et lui-même prix Nobel de chimie, célèbre en Prusse par ses idées matérialistes, publia, le 20 août 1914, un article intitulé : « L'Europe sous la direction allemande ». Il y dit : « *Les Etats-Unis d'Europe seront constitués sous la direction de l'Allemagne avec l'Empereur allemand comme président de la Confédération européenne des Etats...* Une fois nos ennemis terrassés, il ne restera plus en face de nous une seule puissance militaire de force équivalente : *nous nous trouverons en condition d'exercer cet empire mondial qu'en leur temps Alexandre et Napoléon ont vainement cherché à réaliser...* »

2. « La guerre est pour nous une question CULTURELLE. » Ce mot révèle la pensée allemande en ce qu'elle a de plus profond et c'est ce qui explique le fanatisme des Hohenzollern et de leurs troupes. Ils sont dominés par l'idée d'un devoir qui est le leur : lutter pour faire arriver la civilisation humaine à son terme : non la civilisation telle que l'Eglise l'a faite, mais la civilisation née de la Renaissance qui fait prévaloir l'homme et ses droits sur Dieu et les droits de Dieu.

3. Nous avons dit ce que les Allemands font en Pologne, aujourd'hui encore après cent ans d'occupation. En Alsace-Lorraine, le 1er octobre 1871, la clause de l'option a fait s'expatrier un quart de la population. Depuis lors, les vexations se sont multipliées dans le but avoué de déterminer l'élément

ges. Un autre ouvrage du même genre, celui du Dr Bolz, atteignit en 1896 sa deux cent troisième édition.

Ces livres et d'autres semblables enseignent aux jeunes gens qu'en leur qualité de « petits garçons allemands », ils sont destinés à être les pasteurs du grand troupeau, le genre humain, et que leur pays est « la conscience morale du monde [4] ».

De telles idées et des projets si grandioses ne peuvent être présentés à un peuple sans que ses dirigeants aient étudié les moyens de les réaliser. Le grand moyen dont ils veulent user et sur lequel ils comptent, il a été exposé ci-dessus, c'est la force, l'emploi de la force.

Mais la force a bien des façons de s'exercer. Il y a la force qui d'abord fait appel à la dissimulation, aux supercheries, à la perfidie. Les Allemands ne l'ignorent point. Le général von Bernhardi écrivit en 1912 :

> Le devoir de notre diplomatie est de biseauter les cartes de telle façon que nos ennemis soient forcés de nous attaquer. Pour cela il suffit, sans commencer nous-mêmes la guerre, de menacer les intérêts de nos ennemis de telle sorte qu'ils seront obligés de prendre l'initiative des hostilités.

C'est ce que Bismarck avait fait par sa fameuse dépêche.

Mais les hostilités commencées, que faire pour réduire promptement l'adversaire ?

Le 8 septembre 1870, dans un dîner offert à Reims par Bismarck pour célébrer la victoire de Sedan, un des convives exprimait la pensée que le traitement infligé à Bazeilles était bien dur, un général de l'Etat-major allemand, Shéridan, répliqua :

> La véritable stratégie consiste à infliger d'abord le plus de pertes possible à l'armée ennemie, et ensuite à *faire souffrir tellement les habitants* qu'ils demandent d'eux-mêmes la paix et forcent leur gouvernement à la faire ; *il ne faut laisser aux populations que leurs yeux pour pleurer.*

Le 17 janvier 1871, Bismarck, parlant en personne, exposa à ses hôtes, en mangeant et en buvant, ses idées sur la façon d'en finir avec la résistance qui se prolongeait :

---

indigène à s'éloigner et à céder ainsi la place à des émigrés qui se firent de plus en plus nombreux. M. de Scher, ministre de l'agriculture, a annoncé « ce progrès » à la Chambre prussienne : en Posnanie, sur 85.926 paysans sont déjà établis sur leurs terres 41.239 Allemands.

4. Discours du prince de Bulow au Reichstag du 22 janvier 1903.

Et si, dans l'étendue du territoire que nous occuperons, nous ne pouvons pas tout garnir de nos troupes, nous enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes; nous fusillerons, pendrons et brûlerons. Si cela arrive quelques fois, ils finiront par devenir raisonnables.

Dans ces paroles se trouvent exprimés les sentiments manifestés plusieurs fois par Guillaume II lui-même. Le 27 juillet 1900 le Kaiser adressa ce discours à son armée partant pour Pékin :

Soldats, quand vous rencontrerez l'ennemi, vous le vaincrez. Vous ne ferez pas de quartier, vous ne prendrez pas un seul prisonnier. Que tout ce qui tombera entre vos mains soit à votre merci. Faites-vous la réputation qu'avaient les Huns et les Attila!

On sait la lettre qu'il écrivit à l'Empereur d'Autriche à l'ouverture des hostilités en 1914 :

Mon âme se déchire, mais *il faut tout mettre à feu et à sang*, égorger hommes, femmes et vieillards, ne laisser debout ni un arbre, ni une maison. *Avec ces procédés de terreur*, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux mois, tandis que si j'ai des égards humanitaires, elle peut se prolonger durant des années.

Ses officiers n'ont pas craint de parler comme lui et de se conformer à ses instructions. On ne l'a que trop vu, en Belgique et en France, même de la part de ceux dont on aurait pu, semble-t-il, attendre d'autres sentiments [5].

L'un des chefs de ce Centre qui a été l'âme de la résistance au Kulturkampf, aujourd'hui bien autre qu'il n'était à son origine [6], M. Maximilien Harden, a écrit dans le *Tag* un article

5. Le soldat français qui fut préposé à la garde du capitaine bavarois Von Retesner, lui demanda :

— Vous êtes au courant des actes d'atrocité commis par vos troupes?

— Ils sont couverts par les instructions de notre état-major.

— Comment, vous serait-il ordonné de brûler, fusiller, pendre et massacrer les habitants et de détruire les propriétés?

— Ce sont des procédés de guerre dont nous ne sommes pas juges ; en voici la preuve par cette brochure qui est le catéchisme de tout officier : *Kriegsbrauch im Landkriege* (Les usages de la guerre dans la guerre continentale). L'ouvrage de notre état-major, antérieur de neuf ans, nous apprend que certaines rigueurs sont inhérentes à l'essence même de la guerre et que dans l'emploi impitoyable des violences nécessaires réside souvent la seule humanité.

— Ainsi, vous admettez que l'on fusille les prisonniers, que l'on déporte les familles, que l'on tue les enfants et les femmes, que l'on incendie les villes?

— Je ne discute pas, c'est la consigne qu'il faut, sous peine de punition ou de perte de grade, user de représailles dans les circonstances pressantes ; les *Kriegsbrauch* interdisent la sensibilité et la sentimentalité.

6. Quand on parle du *Centre*, il faut avoir soin de distinguer entre le Centre à son origine et ce qu'il est devenu en ces dernières années.

Mallinkrodt, son fondateur (mort en 1874), restera une des grandes figures

dont le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* a donné cette analyse :

La guerre doit être aussi impitoyable que possible. C'est là d'ailleurs un principe de plus grande humanité. Si l'on trouvait le moyen d'anéantir Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser saigner un seul Allemand sur les champs de bataille, attendu qu'un moyen aussi radical amènerait une prompte paix. Semons la terreur et la mort, tous les moyens doivent nous être bons.

Un autre membre du Centre a publié en 1917 à Leipzig, une brochure intitulée, *Au combat pour notre avenir.* Il y dit : « *Le progrès n'avance* qu'à la condition que la guerre soit *la plus effrénée* possible ; qu'à la condition qu'elle ne connaisse de limites ni dans l'espace, ni dans les procédés ». On voit comment l'esprit de Luther, de Kant, etc., a déteint dans l'âme des catholiques au pays allemand.

Inutile de continuer ces citations et de rappeler ces faits perdus au milieu de milliers d'autres aussi cruels. Tout cela d'ailleurs était prescrit. En 1905, le grand Etat-major allemand codifia ces préceptes en une brochure intitulée : *Kriegsbrauch im Landkriege,* ou « les usages de guerre dans la guerre continentale ». Ce code de guerre dépasse ce qui a jamais été donné comme règle de conduite pour arriver à dompter l'ennemi [7].

Il n'est donc pas étonnant que, par la déclaration de guerre de 1914, l'Allemand ait déclanché l'engrenage où allait être broyé tout un monde, où quinze millions de soldats allaient être tués ou blessés ; ait fait assassiner par le Turc, son complice, des centaines de mille Arméniens ; en tous lieux ait fait couler

---

chrétiennes de l'histoire. Mais, depuis, les choses ont évolué dans un sens bien opposé. Au cours des vingt-cinq dernières années, les membres les plus clairvoyants du Centre, les vétérans des grandes luttes du *Kulturkampf* ont manifesté plusieurs fois leurs appréhensions. Ils étaient effrayés, pour leur pays, des progrès incroyables du « bismarckisme », du « prussianisme » parmi l'élite de la jeunesse catholique, parmi leurs successeurs au Parlement, parmi les enfants qu'eux-mêmes avaient élevés pourtant dans de tout autres idées.

7. Les Allemands n'ont pas seulement codifié la théorie du massacre en temps de guerre, mais aussi celle du vol. Clausewitz, faisant la théorie du droit de réquisition, dit qu' « elle n'a pas d'autres limites que l'épuisement, l'appauvrissement et la destruction du pays. » Et Hartmann : « Le système des réquisitions dépasse infiniment le simple droit de recueillir des approvisionnements dans le pays où a été portée la guerre. Il implique l'exploitation intégrale de ce pays, en toute matière... Les nécessités militaires n'ont à établir aucune distinction entre la propriété publique et la propriété privée. L'autorité militaire revendique le droit de prendre ce qu'il lui faut, partout, et de quelque façon qu'elle puisse se l'approprier. »

les larmes de millions d'orphelins et de veuves ; ait causé la douleur d'innombrables familles et la ruine de tant de cités et de provinces. Et pour justifier tout cela aux yeux de ses soldats, il a voulu les persuader qu'en agissant ainsi, ils étaient les ministres de Dieu ; il a fait graver sur le ceinturon qu'il leur a fait porter le nom de Dieu qui a promulgué le Décalogue pour être la loi de l'humanité.

Telles sont les instructions, les pensées qui ont été inculquées aux hordes conduites à l'assaut de la France ; tel est le sort que nous réservait le Pangermanisme. Et nous n'eussions rien eu à dire : c'est la SCIENCE, l'une des voix de cette divinité, la BIOLOGIE, qui dicte ces oracles et qui promulgue ces commandements. L'évolution Dieu-humanité l'exige [8].

Un groupe d'intellectuels a rédigé en commun un livre, *Deutschland als Weltmacht*, qui compte huit cent cinquante pages et cinq mille illustrations. Il n'est vendu richement relié que quatre marks en vue d'une grande propagande. Il y est dit que le culte de la force n'est pas seulement la pratique de la puissance militaire : la science et les arts doivent servir également à imposer au monde les fruits de la civilisation germanique.

La pensée allemande ne s'arrête jamais en route. Quelque écarté du bon sens que soit le système rêvé par l'un de ses philosophes, il est dépassé par celui du philosophe de demain, et cet autre par une suite indéfinie de fous de science qui veulent surpasser en folie leurs prédécesseurs. De même en politique et en sociologie. Ici tous les fous d'orgueil, les fous de science, et les fous furieux marchent côte à côte et se prêtent un mutuel concours.

L'Allemand Henri Driesman a publié, en 1901, à Leipzig,

8. Voici un tout petit fait qui montre à quelle profondeur est descendue, dans le cœur de la population allemande, l'idée du rôle qu'elle a à remplir dans l'humanité :

Le car qui transporte les voyageurs de Lille à Roubaix par le grand boulevard, fut arrêté à mi-route un jour d'été en 1915, un lundi pour préciser. Les voyageurs en durent descendre, furent encadrés par un peloton d'infanterie l'arme au bras et conduits à Mons-en-Barœul en deux maisons, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Là ils furent déshabillés l'un après l'autre jusqu'à la chemise. Mme D. dit à la femme qui la visitait :

« La guerre vous donne à remplir un rôle qui doit vous être bien peu agréable ? — Madame, répondit celle-ci, c'est pour le bonheur de l'humanité que nous agissons, nous, hommes et femmes, civils et soldats. »

un livre intitulé : *Les parentés électives dans le mélange des sangs en Allemagne.* On y lit : « Le Germain est le pithécanthrope de l'espèce « homo sapiens » ; et de même que le pithécanthrope ancestral a disparu, il semble que le Germain disparaîtra... mais non sans avoir donné naissance à une forme plus haute d' « homo rationalis » aussi supérieur à l'humanité actuelle que celle-ci l'est au singe ».

Tel est le terme espéré de « l'évolution du Germain », de par la Kultur ou civilisation allemande.

Un professeur de l'Université de Berlin, Frédéric Nietzsche, que certains universitaires de Paris ont présenté à l'admiration des jeunes Français comme un génie, a professé cette doctrine que l'humanité entière doit travailler à la production du surhomme par le sacrifice, par l'immolation de la multitude au progrès de la Kultur. D'après lui, il y a une aristocratie pour laquelle seule est faite la masse de l'humanité. « L'humanité, observe Mgr Baunard, exposant les idées de ces Allemands, est comme l'humus qui formait les arbustes et les broussailles dans la forêt, destinés conséquemment à pourrir et à périr, pour engraisser de leurs débris les hauts chênes qui les protègent de leur ombre. » C'est le renversement total de la morale sociale, que cette conception brutale de la direction du monde et de sa fin. Au lieu que la civilisation chrétienne était l'orientation vers l'amour et la paix, la Kultur, la civilisation moderne orientent vers l'oppression, l'anéantissement de tout ce qui sort vaincu dans « la lutte pour la vie ».

« Le fort, le puissant, dit en substance Nietzsche [9], voit en

9. Frédéric Nietzsche, fils d'un pasteur protestant, naquit le 15 octobre 1844 aux confins de la Prusse et de la Saxe. En 1870, il s'enrôla comme volontaire contre la France qu'il détestait et qu'il eût voulu pouvoir mépriser, mais qui s'imposait à son admiration. En 1888, il intitula sa dernière œuvre : *Ecce homo* et ses dernières sont signées *Le Crucifix.* Il prenait la place de Jésus-Christ et prétendait apporter au monde une civilisation nouvelle opposée à la civilisation chrétienne. « Un jour, disait-il, s'attachera à mon nom le souvenir de quelque chose de formidable. Je suis de la dynamite. » En 1889, il devint fou : il ne cessait de dire : Mère, je suis une bête. Il mourut le 25 août 1900.

Ses livres ont eu en Allemagne une vogue immense. On les trouvait dans le bagage des soldats pendant la guerre de 1914. Il y partage l'humanité en deux groupes : le troupeau des simples mortels. A ceux-ci la morale vulgaire, la vile morale chrétienne, la morale des esclaves. Au-dessus, l'élite, et au-dessus de cette élite, l'être gigantesque, le SURHOMME. Pour le monde d'en haut, tout ce que le vulgaire tient pour juste et saint est à rejeter comme avilissant. Le monde supérieur ne connaît point l'étau comprimant de la loi ;

lui la force créatrice ; il se sent capable de donner une forme au chaos du devenir ; il a foi en sa volonté pour organiser l'univers ». « Cette doctrine, ajoute-t-il, brisera les faibles et les aidera à disparaître plus vite : ce sera un bien pour eux comme pour l'univers. Elle exaltera le courage des forts et leur inspirera une énergie nouvelle pour la conquête de la puissance, pour le développement infini du type humain. »

« Le *surhomme* prend la place laissée vide par « la mort de Dieu », de ce Dieu des chrétiens, qui n'est qu'une création de la souffrance et de la faiblesse humaine, un nuage qui se dissipera dès que l'homme sera revenu à la santé, qu'il aura pris connaissance des énergies qu'il recèle pour se débarrasser des maux de ce monde et s'élever au bonheur absolu. Le christianisme est la grande conspiration des miséreux et des mal-venus contre les forts et les puissants [10] ».

Aussi, ajoute Nietzsche, « la pitié est un sentiment déprimant, affaiblissant l'instinct vital. Toute religion de la pitié comme le christianisme, tend à protéger l'existence des dégénérés et à entraver la production d'hommes supérieurs, l'évolution de l'humanité vers le *surhomme* ».

L'influence de Nietzsche sur la pensée allemande contemporaine a été considérable. Elle y était d'ailleurs préparée par la philosophie dont Kant l'a nourrie, et de plus loin encore par la doctrine que Luther a prêchée à ses compatriotes.

Je suis maître et seul maître, a dit l'un de ses disciples, Sturmer. Pour moi, il n'y a rien qui soit saint, aucune pensée, aucune foi. Le droit est une barrière, je suis la force. La vérité est sans valeur, je ne m'avise pas de la servir. C'est elle qui doit me servir et se laisser pétrir à ma fantaisie. Pourvu que j'arrive à mes fins, pourvu que je sois satisfait, appelez comme vous voudrez ce que je pense et ce que je fais. Je dévore ce qui me fait obstacle pour en repaître la faim de mon égoïsme [11].

---

pour lui, plus de bien ni de mal, mais « *la volonté d'être fort* ». C'est le titre d'une des œuvres de Nietzsche.

Nietzsche est le type de l'Allemand, spécialement le type de l'Allemand contemporain. L'apologie de la force est le trait dominant de la philosophie allemande depuis Luther jusqu'à nos jours.

10. On sait que M. Viviani a osé s'inspirer de cette doctrine dans l'un de ses discours à la tribune du Parlement français.

11. La correspondance catholique mensuelle. *Editée par le comité de défense des intérêts allemands et catholiques pendant la guerre*, ayant pour rédacteur responsable le Dr E. Krebs, professeur à l'Université de Fribourg-en-Brisgau, a parlé « des étudiants en campagne », et, prenant leur défense, a dû cependant faire un aveu qu'elle s'est appliquée à réduire le plus possible. « Un des thèmes les plus intéressants pour un futur historien de la guerre

Chez un peuple ainsi préparé et de si longue main, il n'est pas étonnant que Nietzsche ait éveillé un écho immense, même dans le monde féminin. Il n'y a qu'une loi, la loi de la vie, qui est de vouloir, non le vrai, non le bien, mais la puissance de croître, de se dépasser toujours soi-même et par conséquent de combattre, de détruire tout ce qui se présente comme étranger et comme moins fort.

« Ces doctrines, dit le P. Denifle, — l'auteur allemand de l'ouvrage définitif sur *Luther et le luthéranisme*, — ont été accueillies et célébrées par un nombre effrayant de nos contemporains. Une foule de disciples se sont rangés sous le drapeau de Nietzsche » ; et il cite un professeur de l'Université de Berlin, un théologien luthérien positif, M. Seeberg, qui, voulant justifier les turpitudes et les violences de Luther, dit qu'elles sont légitimées en lui par sa qualité de surhomme. « En son âme, deux mondes étaient aux prises ». « En lui a habité la surhumanité ».

C'est de Luther qu'est passée dans l'âme de ceux qui ont été les initiateurs de la Kultur allemande, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, la surhumanité, et de ceux-ci, dans l'âme de ceux qui ont fait de la guerre leur grande institution nationale [12].

---

mondiale sera certainement de préciser l'importance de l'élément universitaire dans ce conflit des peuples, car, dans les tranchées ennemies, il y a également des étudiants par milliers. Je crois cependant que l'étudiant allemand imprime la note la plus marquante pour une étude de ce genre. Déjà tout à fait au début de la guerre, on a eu le tort de répandre chez nous la légende de l'Allemand instruit, en particulier *de l'étudiant, parti en campagne avec son Faust et son* NIETZSCHE dans son sac. Nos ennemis ont tiré de cette assertion toutes sortes de conclusions défavorables à notre jeunesse, comme si l'excitation belliqueuse faisait le fond de notre éducation académique, comme si cette dernière ne connaissait d'autre évangile que le plus brutal égoïsme, la force et l'impérialisme absolu. Ma propre expérience et mes renseignements m'ont convaincu de la fausseté de cette croyance. *Que signifient les quelques centaines d'exemplaires de Nietzsche vendus au commencement de la guerre,* à côté des milliers de livres de prières et de cantiques, d'exemplaires du nouveau Testament et de Thomas a Kempis qui ont accompagné notre jeunesse universitaire dans les tranchées ? »

12. Dans son *Histoire de la civilisation,* M. Guizot a formulé cette sentence qui peut être considérée comme la conclusion de son ouvrage : « Si l'Eglise n'avait pas existé, le monde entier était livré à la force matérielle ». Il apparaît aujourd'hui aux yeux les moins clairvoyants que si l'Eglise ne reprend pas dans le monde l'empire dont elle a joui et qui lui appartient, le monde entier sera livré à la force matérielle, décuplée, centuplée par les découvertes modernes.

Note complémentaire.

I

Le dieu de Guillaume, le dieu des Hohenzollern, celui dont le nom est ostensiblement porté sur la poitrine de leurs soldats, n'est point le Dieu du Sinaï, le Dieu de la montagne des Béatitudes, le Dieu des chrétiens, c'est le Dieu-Etat. L'Etat, dit la doctrine hégélienne, est un dieu sur la terre, l'Etat est un « terrestre divin », dont le monarque est l'incarnation, et ses soldats les bras et les instruments. Aussi, un conseiller du consistoire, le professeur Malhing, parlant à Berlin en mars 1915 devant une assemblée où l'Impératrice était représentée, disait des soldats de l'Allemagne et de leur si belle conduite : « En eux, nous pouvons le dire hardiment, Dieu est à l'œuvre. »

A l'idée de Dieu-Etat, de l'Etat allemand Dieu suprême, se joint, ou plutôt en découle l'idée de l'ALLEMAND SURHOMME, idée qui est actuellement au plus profond de la conscience du Germain, qui est l'idée-mère de ses ambitions et où il trouve la justification de tous ses actes, la loi qui les lui prescrit. Quels qu'ils soient, il les croit légitimes et il en donne cette raison, c'est que la domination du monde est pour lui un droit de nature, attendu que l'Allemand est l'homme par excellence, bien mieux le SURHOMME, l'homme qui s'élève au-dessus de l'humanité, telle qu'elle fut, telle qu'elle est. En cette qualité, il a le droit, il a le devoir de se conduire en PEUPLE DE MAITRES, de supplanter partout les races inférieures et de les dominer. C'est ce que dit ouvertement un savant connu par ses études sur les races humaines, M. F. Wolff. Il a publié, en septembre 1913, dans l'organe officiel de la Ligue pangermaniste, une étude où il pose ce principe : 1° la biologie scientifique enseigne qu'il y a deux sortes de races : les conductrices et les inférieures ; 2° les races conductrices, en vertu de la loi du progrès, doivent conquérir et assujettir les races inférieures. Et que faire de celles-ci ? M. Wolff répond : A l'origine des temps les races conductrices massacraient les races inférieures ; les mœurs s'adoucissant, on se borna à les réduire en esclavage. Aujourd'hui on

doit leur refuser tout droit politique. « L'exercice des droits politiques, dit-il, au point de vue biologique, revient exclusivement à la race conductrice : ce sont des droits de guerre, des droits de vainqueur. » Pour les conquérants, la pensée maîtresse est toujours qu'ils doivent être les *seigneurs*. Les vainqueurs agissent d'après les règles de la biologie et de la logique quand ils s'appliquent à faire disparaître la langue et à anéantir la nationalité des vaincus [13]. Voilà pourquoi il ne faut pas user de ménagements mais agir simplement avec l'assurance du droit du seigneur ; étaler la plus large puissance et refuser tout droit. Pour revendiquer des droits politiques, il n'est (aux vaincus) qu'un seul moyen : l'émeute. Il faut que la lutte contre les émeutiers soit menée avec les moyens les plus violents. Ceux qui se rassemblent sur la voie publique sont l'ennemi : on les disperse à coups de canon. Le peuple victorieux, qui a envahi le pays, devra affirmer de la façon la plus intraitable ses privilèges, et en le faisant, il ne commettra aucune injustice, il ne fera que tirer les conséquences naturelles de la situation.

Tels sont les enseignements de la Kultur, de la civilisation dont Guillaume II a dit : « Notre peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel le bon Dieu pourra terminer son œuvre de civilisation du monde », c'est-à-dire la civilisation nouvelle que l'Allemand éduqué par Luther entend faire prévaloir dans le monde.

II

Taine avait compris que la civilisation que le protestantisme a introduite dans la chrétienté par la Renaissance — comme nous l'expliquerons plus loin — a l'égoïsme comme idée principe, et la satisfaction donnée à tout égoïsme comme but pratique. L'égoïsme engendre la lutte qui est devenue la règle de conduite des nations aussi bien que des individus. On en a même fait la loi fondamentale de tous les êtres vivants. Porté à ses dernières limites par la science germanique, l'égoïsme arrive aux conclusions ci-dessus formulées et commande les actes de tyrannie inouïe dont nous sommes témoins.

13. C'est ce que la Prusse fait en Pologne, et ce qu'elle a commencé en France où elle n'avait encore qu'un pied-à-terre.

CHAPITRE XVI.

Organisation de l'Allemagne en vue de la conquête du monde.

> *En 1844, le juif Henri Heine publia un petit poème politique, présenté dans la* Revue des Deux Mondes *comme un manifeste du parti révolutionnaire en Allemagne. La* Revue de Paris *en donna une traduction, en disant qu'il produisait une vive sensation dans tout le pays au delà du Rhin; et Louis Veuillot ajouta que cette poésie était admirée de tout Allemand pourvu de « raison pure ». Il y était dit la nécessité de « détruire le servilisme jusque dans son dernier recoin, le ciel; de délivrer de sa misère, dieu qui habite la terre sous forme humaine; de rendre sa dignité au peuple déshérité, au génie ailé, à la beauté profanée ». « Quand ce programme sera écrit sur la bannière allemande, on verra des événements merveilleux: l'Alsace et la Lorraine, la France et l'Europe seront à l'Allemagne; le monde entier sera allemand ».*

La ligue pangermaniste. — Les hésitations de Guillaume II. — Menaces qui lui sont faites. — Action de la secte judéo-maçonnique.

Aux jeunes gens élevés dans cette école de fièvre ambitieuse, la *Ligue pangermanique* vint offrir un aliment quotidien et les moyens de s'encourager, de se stimuler, de se conforter mutuellement.

Cette Ligue, qui a pour président le D[r] Class, prit ses cadres dans une société antérieurement fondée, en 1875, à laquelle le D[r] Hasse, député de Leipzig, ami personnel de Guillaume II, alors Kronprinz, s'était affilié. Elle s'était intitulée, l'*Union*

coloniale. La Ligue pangermanique en sortit en 1894. A cette date elle créa son organe hebdomadaire, *Tablettes pangermaniques*. « Nous voulons, dirent-elles à leur début, implanter dans la masse du peuple allemand la conviction que le développement de l'Allemagne est loin d'être terminé par les événements de 1870-1871... L'Empire allemand doit devenir un Empire mondial »!

La Ligue est divisée en quatre groupements régionaux dans lesquels se répartissent deux cent dix sections locales de nature diverse, l'une anticatholique, l'autre antisémite, celle-ci luthérienne, celle-là catholique. Elles permirent à chacun des amis de « la grande Allemagne » de s'affilier à celle des sections de la Ligue qui répond le mieux à sa situation et à ses préférences.

A côté de la *Ligue pangermanique* se trouvent d'autres sociétés en communion d'idées et d'action avec elle. Leurs membres peuvent appartenir à plusieurs de ces sociétés à la fois. Telles : la *Société générale pour la langue allemande*; elle compte, en chiffres ronds, trente-et-un mille membres répartis en trois cent vingt-quatre sections locales. — La *Société allemande pour la flotte* qui compte trois mille trois cent quatre-vingt-sept groupes locaux et trois cent trente-quatre mille membres. Elle eut des filiales jusqu'en France. Il y en avait à Paris depuis 1902. — Une association analogue a été créée en 1912 en faveur de l'armée de terre, *Société de défense allemande*; elle compte deux cent soixante-dix-huit mille membres et plus de quatre cent cinquante sections.— La *Société pour la germanisation à l'étranger* compte cinquante mille membres en trois cent quarante sections. Beaucoup de ces sociétés ont des groupes distincts pour les hommes, pour les femmes et pour les jeunes gens. Nous parlons de ce qui était avant la guerre.

Le président de la Société mère et maîtresse, — *Ligue pangermanique* — M. Class, publia une brochure où il disait que l'Allemagne, pour commencer, doit s'annexer tout le Nord de la France, de Nancy à l'embouchure de la Somme, de façon à dresser en face de l'orgueilleuse Albion, Boulogne, Calais et Dunkerque, ports allemands. De même, au Sud, elle annexera tout le territoire compris en deçà d'une ligne allant de Nancy à Toulon; car « il est nécessaire que l'aigle allemand prenne son essor sur la Méditerranée ».

Dans un livre publié en 1906, à Berlin et à Leipzig par Jul. Reimer, volume de quatre cents pages, *Pangermanisches Deutschland*, la France, nouvelle Pologne, est partagée d'avance en trois grandes provinces. La zone du Nord, comprenant la Flandre, l'Artois, la Picardie et la Normandie, obtiendra facilement, dit-il, le droit de cité, *civitas germanica*, c'est-à-dire la faveur d'être admise dans l'unité allemande et par conséquent de ne plus user que de la langue germanique. La zone du Centre, renfermant entre autres l'Ile-de-France, la Bretagne, la Vendée, la Saintonge, la Touraine, le Berry et le Périgord, pourra conserver une certaine autonomie, sa langue propre et même son administration, « pourvu que cet état soit compatible avec la dignité de l'Empire et de son organisation économique ».

Quant aux non-Germains du Sud, aux latins, ils doivent se préparer à devenir de simples colons allemands, c'est-à-dire, réduits à l'état de race subalterne, de population conquise. Des millions d'Allemands de toutes classes sont convaincus, comme Joseph-Ludwig Reimer, que ce sera un grand honneur pour les peuples vaincus d'être admis à collaborer à « la haute destinée à laquelle atteindra l'humanité lorsqu'elle sera réunie sous la domination de notre race » (chap. VIII).

Les pangermanistes ont toujours obtenu du peuple, du Parlement et du gouvernement impérial, — il n'y a pas à s'en étonner dans ces conditions, — ce qu'ils ont demandé pour renforcer les armées de terre et de mer. 1874, 1880, 1887, 1888, 1890, 1893, 1899, 1905, 1912, 1913, chacune de ces dates marque un accroissement des forces de l'empire allemand. La loi du 19 mai 1912, qui avait été précédée de huit autres, fut déclarée encore insuffisante par les pangermanistes aux approches de la guerre actuelle. Une campagne de Conférences fut faite par l'amiral Von Breusiteg. Il parla dans toutes les contrées de l'Allemagne. Des milliers d'hommes venaient l'entendre. Le gouvernement put ainsi annoncer en janvier 1913 de nouveaux projets de loi militaire.

Ces projets furent intégralement votés par le Reichstag le 30 juin 1913. Une contribution de guerre d'un milliard deux cent cinquante millions fut prélevée sur la fortune publique; les effectifs de l'armée en temps de paix furent portés à huit

cent soixante-dix mille hommes avec vingt-cinq corps d'armée dont onze furent renforcés. Deux cent cinquante mille hommes furent placés à notre frontière sur pied de guerre. Le trésor de guerre passa de cent vingt-cinq millions à trois cent soixante-quinze millions de marks. « Ce puissant effort militaire, dit le radical M. Bassemann, restera marqué dans l'histoire du monde ». Cependant, le général Keim annonça à Leipzig de nouvelles lois militaires pour 1914. *La correspondance politique et militaire* réclama « la réforme », c'est-à-dire l'augmentation de l'artillerie; et la *Gazette de la Croix* exposa la nécessité de mettre en chantier de nouveaux croiseurs. On exigeait aussi l'incorporation de toutes les recrues disponibles, sans exception : vingt-sept corps d'armée de troupes régulières, avec un nombre égal de réserves, soit cinquante-quatre corps d'armée, représentant deux millions cent soixante mille hommes, purent ainsi être lancés en quelques instants sur le pays à conquérir. Un million cinq cent mille hommes de l'armée territoriale furent exercés de manière à pouvoir entrer en service en novembre, si besoin était [1].

Disons encore que, le 16 septembre 1913, le bourgmestre de

1. A cette incorporation croissante de jour en jour des citoyens dans l'armée, il y a une autre raison que celle de renforcer la puissance d'attaque ou de défense. L'*Historisch-Politische Blaetter* de Munich demandait un jour : « Pourquoi le gouvernement de la Prusse exige-t-il chaque année de nouveaux crédits militaires ? » Il donnait cette première réponse : « C'est qu'en réalité il s'agit de la lutte entre le protestantisme et le catholicisme ». « La Prusse est la vraie incarnation du protestantisme comme tous ses panégyristes ne cessent de le répéter. Or le protestantisme exige le service universel. » Et il motivait ainsi cette assertion : « Dans le protestantisme il faut d'autant plus unir et coordonner les forces matérielles que les forces spirituelles et morales, c'est-à-dire la doctrine, manquent d'unité et d'harmonie. Comme cette Eglise est incapable de créer et de maintenir l'unité, c'est à l'Etat d'y pourvoir par la violence, cette unité fût-elle purement extérieure. La Prusse protestante ne saurait laisser aucun de ses sujets en dehors de son engrenage. Voilà pourquoi quiconque est à même de porter les armes doit être enrôlé pour servir aux fins de l'Etat. Le service militaire est nécessaire au maintien de l'unité politique ; il doit remplacer l'unité morale et religieuse qui fait défaut ; il est une nécessité politique, l'école indispensable ».

Rien de plus sensé que cette remarque, et elle vaut pour les pays catholiques livrés à l'irréligion et à la démocratie comme pour les pays protestants. J. de Maistre a fort bien dit : « Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que toutes les souverainetés s'affaiblissent en Europe. Elles perdent de tous côtés la confiance et l'amour. *Les sectes et l'esprit particulier se multiplient d'une manière effrayante.* IL FAUT PURIFIER LES VOLONTÉS OU LES ENCHAINER ; il n'y a pas de milieu. » Loin de les purifier, on les déprave, et alors l'incorporation militaire de tous, de dix-huit à cinquante et soixante ans, s'impose, non seulement pour se mettre en garde contre le voisin, mais aussi pour ne point se trouver en état de révolution perpétuelle.

la capitale de l'Autriche dit publiquement : « Nous Allemands du Danube, ne faisons qu'un avec les Allemands d'Allemagne. Notre cœur est allemand et ses pulsations sont allemandes. »

Les hautes sphères militaires déclarèrent alors qu'une armée qui a atteint son maximum de préparation, qui a réalisé les meilleures, les plus parfaites conditions d'organisation et d'instruments, qui, en un mot, constitue l'outil guerrier idéal, doit être aussitôt utilisée sous peine de tomber en décadence ».

Au lendemain du vote de la loi de 1913, le *Lokal Anzeiger* écrivit : « Tout l'art diplomatique ne réussira pas à empêcher l'éclatement d'une *guerre mondiale*, qui sera une lutte au couteau pour la grandeur de l'Allemagne ». C'est par la France qu'il fallait *commencer*, c'est ce que dit le général Von Bernhardi : « D'une façon ou d'une autre, il faudra arriver à un décompte avec la France, si nous voulons avoir nos coudées franches pour notre *politique mondiale*. C'est la première condition et la plus élémentaire d'une politique allemande rationnelle ; et comme l'hostilité de la France ne pourra jamais être éliminée par un moyen pacifique, il faut recourir aux armes. Il faut que la France soit terrassée de façon à ce qu'elle ne puisse plus jamais s'opposer à nous... Ce sera une guerre au couteau que nous aurons à faire à la France ».

D'autres généraux ne se montrèrent pas moins désireux d'en finir avec nous. M. Von Blum parla de « guerre à outrance » ; M. Von der Goltz de « guerre d'anéantissement » ; et M. Von Osten Sackem Rhein se promit de saigner la France à blanc [2]. Et la *Gazette* de Magdebourg, n° du 10 avril 1913, donna le motif de ces héroïques résolutions : « Le monde ne peut pas espérer de paix, tant qu'il y aura des patriotes français pour nous disputer le premier rôle européen », lisez : tant qu'il restera des Français pour maintenir en face de la Kultur, la civilisation catholique. Taine avait vu et signalé dans son *Histoire de la Littérature anglaise* cette conclusion dernière du Protestantisme et de la Renaissance. Il avait dit :

> Le protestantisme est une renaissance appliquée au génie des peuples germains. On voit se réveiller alors l'antagonisme des anciens peuples germaniques contre la Cité romaine, l'Etat de conception latine. Toute l'histoire, depuis ce moment, pourrait presque se ramener à ce schéma : la

2. Le mot était emprunté à Bismarck.

lutte de la civilisation protestante contre la civilisation catholique, des races du Nord contre les races du Sud.

L'anéantissement de la France ne paraissait pas bien difficile à nos envahisseurs pas plus qu'à ceux qui les avaient ainsi instruits.

Ils lancèrent donc avec assurance sur nous leurs innombrables corps d'armée et ils donnèrent ouverture à cette guerre des nations, que Donoso-Cortès prophétisait ainsi dès le 14 mars 1849:

Cette guerre générale, c'est le feu prenant à la fois à tous les coins de l'Europe et peut-être du monde. C'est le cataclysme universel, le plus grand cataclysme qui soit tombé sur les peuples, qu'auront vu les nations. L'Europe n'en sortira, suivant la prédiction de Napoléon, que républicaine ou cosaque, si elle n'en sort pas catholique ; troisième issue que n'avait pas prévue le génie pénétrant du grand capitaine et du grand prophète.

Cette perspective du cataclysme universel n'arrêta nullement les hommes de la Kultur, qu'ils voulaient substituer à la civilisation chrétienne défendue par l'Eglise et son soldat aujourd'hui plus ou moins conscient, la France.

Les Prussiens sont d'habiles et prudents professeurs de guerre, mais une chose manque à leur habileté et à leur prudence ; ils ne calculent pas les ressources les plus précieuses, celles qui n'existent pas dans les arsenaux. Ils ont cru pouvoir briser les bras au premier choc ; ils n'ont pas prévu qu'ils réveilleraient les cœurs. La Prusse se proposait une conquête, son entreprise aboutit à une œuvre moins vulgaire. Elle détermina chez nous une révolution qu'aucun autre moyen ne pouvait introduire avec autant de succès : refaire la France. Refaire la France, sinon aujourd'hui, au moins quand les convulsions, suites de la guerre, auront pris fin. Que Dieu soit béni de la suite qu'il a donnée à nos fautes, que nous avions accumulées comme à dessein pour périr. Par la France, dans quelques années, le genre humain se dégagera de l'esprit de la Renaissance et des entraves du Protestantisme. Il se dirigera vers le pôle opposé pour rétablir dans le monde la vérité et la liberté.

Le 11 septembre 1914, lorsque l'Allemand commença à voir qu'il y avait encore des Français en France, le *Times* publia une conversation que le nouveau ministre d'Allemagne au Mexique venait d'avoir eue, avant son départ, avec son maître Guillaume II. L'Empereur, qui allait se porter sur le front de

bataille, exposa dans les grandes lignes à son ambassadeur ce qu'il comptait réaliser : « Nous devons, dit-il, prendre la France ou mourir. Il est nécessaire que Paris soit conquis et l'armée française subjuguée. Pour ce but l'armée allemande devra combattre jusqu'au dernier soldat. »

Même destinée était promise à l'Angleterre. Un ordre de Guillaume II, daté de son quartier-général d'Aix-la-Chapelle, le 19 août, et publié également par le *Times*, disait :

C'est mon commandement royal et impérial que vous concentriez toutes vos énergies, pour le présent immédiat, sur un objet unique, qui est d'employer toute votre habileté et toute la valeur de vos soldats, à exterminer, d'abord, les Anglais traîtres, et de marcher sur la méprisable armée du général French.

La Russie ne devait pas avoir un autre sort.

Le jour où l'armée a passé, dit *Le Berliner Tageblatt*, de la défensive à l'offensive restera mémorable pour l'Allemagne parce que désormais on se dirige vers le vrai objectif de la guerre qui est de *détruire la puissance russe.*

« *Sur ce but*, a déclaré le chancelier, *tout le peuple allemand est d'accord.* »

L'Allemagne se déclarait donc l'ennemie de tous les peuples et voulait faire la guerre à chacun, espérant bien les ruiner tous et établir sur leurs ruines sa domination universelle.

Ainsi avait pensé et espéré Démétrius. Guillaume II disait à la France, et à l'Angleterre, et à la Russie, et aux Etats-Unis, ce que le roi de Syrie avait dit aux Machabées défendant la nationalité du peuple de Dieu contre ses entreprises : « Comment oses-tu, toi, jouer l'indépendant vis-à-vis de nous? Descends dans la plaine et mesurons-nous. » On sait quelle espèce de succès la Providence divine ménagea à l'arrogance de Guillaume comme à l'arrogance de Démétrius.

Lorsque Jéhu, ce soldat de Dieu, apprit la mort de Jezabel, il donna ordre d'aller relever son cadavre et de l'inhumer décemment et il motiva ainsi son ordre : *quia filia regis est*, elle est fille de rois. Lorsque la Providence dira son dernier mot sur la race des Hohenzollern, ce ne sera sans doute point une parole de respect, un ordre d'honorer, car cette race n'est point fille de roi ; quand elle s'est donnée pour telle la Papauté a protesté ; elle n'est fille que du sacrilège et de l'adultère, de la rapine et du meurtre.

Guillaume II, à s'en rapporter à ses discours, partageait ces sentiments de son peuple et même les excitait ; il nourrissait les mêmes convoitises et avait les mêmes projets. Et cependant, malgré ses rodomontades, il a toujours paru redouter d'entreprendre la guerre. C'est la conviction de M. Paul Vergnet à qui nous avons emprunté bien des renseignements [1]. De fait, il reculait toujours au moment où il paraissait vouloir jeter le gant.

Bien d'autres parmi ceux qui l'ont observé — et ils sont bien nombreux en Europe et dans le monde, — l'ont toujours considéré et jugé comme un homme emporté par deux courants, et indécis au moment de prendre une résolution irrévocable. Il était poussé à la guerre, à la grande guerre, par les traditions et tout le passé de sa famille, par ses propres ambitions, et par l'état d'esprit dans lequel il voyait son peuple. Mais il y a une prophétie qui, depuis des siècles, a été curieusement mise en regard des faits par ses ancêtres et qui a toujours été trouvée véridique. Elle semble annoncer, pour l'heure actuelle, une fin et une fin peu honorable pour la dynastie. Guillaume ne l'ignorait pas plus que ses prédécesseurs et il avait plus de motifs qu'eux pour s'en préoccuper, puisqu'après lui elle se tait, ayant annoncé le retour de son pays à l'Eglise catholique.

Après ses manifestations belliqueuses et après chacun des événements qui devaient, semble-t-il, le mettre en demeure de passer à l'exécution, la prophétie du moine Hermann de Lehnin paraît bien s'être présentée à son esprit et l'avoir obsédé d'appréhensions. En 1899, au moment des affaires bulgares, le parti militaire essaya de le pousser à la guerre. Il résista. Vint l'affaire du Maroc, on crut en Europe que l'Allemagne cherchait à se battre. Le parti militaire essaya de nouveau de circonvenir l'Empereur qui, une fois de plus, ferma l'oreille... « Je ne dis pas, dit M. Jules Huret, qu'il soit pacifique par humanitarisme, parce que l'intérêt de l'Allemagne et le sien, en cette occurrence, sont liés. »

Un soir de printemps de l'année 1904, parlant à son entourage tout à fait intime, il se borna à dire : « L'armée doit

1. Le livre de M. Paul Vergnet a pour titre : *La France en danger*. L'organe officiel de la Ligue pangermaniste, les *Altdeutsche Blaetter*, l'a ainsi apprécié : « On est surpris de voir combien, en général, les connaissances de ce Français sont exactes en ce qui concerne tant la politique extérieure que la politique intérieure de l'Empire. » N° de mars 1913.

rester forte et menaçante ; c'est grâce à la crainte qu'elle saura inspirer que l'Allemagne édifiera sa suprématie commerciale, industrielle, but suprême de ma vie ». Dans les milieux ardents, on a eu, semble-t-il, cette pensée que Guillaume ne voulait pas la guerre et qu'il ne la ferait pas, et la crainte que cette pensée inspirait engagea à employer pour le stimuler divers moyens, dont quelques-uns peuvent être appelés violents.

Dans son ouvrage, *Si j'étais Empereur*, M. Daniel Frymann lui fit entendre ceci : « Depuis la retraite de Bismarck, le mot « l'Allemagne est rassasiée » n'est plus en vogue. Notre développement historique et nos besoins économiques prouvent que nous avons de nouveau faim, une faim qui réclame de nouveaux territoires ; et cette situation impose à la politique allemande des destinées qui dépassent les prévisions de Bismarck ».

Le comte Von Reventlow lança un pamphlet sous ce titre : *Guillaume II et les Byzantins*. Ce nom désignait et flétrissait les courtisans de Guillaume. Un autre pangermaniste renchérit en faisant le public juge de ses soucis allemands. Il reprochait à l'Empereur de s'appuyer sur le Centre, toujours prêt à ratifier sa politique personnelle de capitulation à l'extérieur.

Ces stimulants ne parvenant point à faire sortir l'Empereur de son indécision, les pangermanistes voulurent, en 1908, lui mettre l'épée dans les reins.

Le 27 octobre 1908, le *Daily Telegraph* reproduisit une série de conversations de l'Empereur allemand avec divers personnages anglais, conversations qui avaient trait surtout à la politique étrangère de l'Allemagne depuis une dizaine d'années. Cette publication remua toute l'Europe. En Allemagne, la presse de tous les partis s'empara de l'incident qui fit, en même temps, à la tribune du Reichstag, l'objet de violentes discussions.

D'une façon presque unanime, l'Empereur fut blâmé. Des discours, des articles, des caricatures, qui eussent, peu auparavant, exposé leurs auteurs à des poursuites justifiées pour délit de lèse-majesté, mirent impunément en cause, de la façon la plus outrageante, la personne de l'Empereur. Les journaux israélites se distinguèrent, entre tous. A leur tête s'est trouvé le juif Max Harden, rédacteur à la *Zukunft*. Trouvant son journal insuffisant, il parcourut les grandes villes de l'Allemagne pour y

donner des conférences dont la personne de Guillaume II était toujours l'objet principal.

En présence de ces protestations contre sa politique personnelle, Guillaume II ne trouva pas une voix pour le défendre lorsque l'affaire fut portée au Reichstag les 10 et 11 novembre. Son chancelier dut déclarer que dorénavant l'Empereur s'imposerait la réserve indispensable à la continuité de la politique et à l'autorité de la couronne. Le 17 novembre, une note officielle déclara l'adhésion de l'Empereur aux engagements pris en son nom par le chancelier.

Cependant le conflit, au lieu de s'apaiser, s'aggrava. On s'attaqua aux amis de l'Empereur qui furent honteusement déshonorés par des révélations sensationnelles, et cela dans le but de l'isoler. Le Juif Maximilien Harden commença la publication d'une revue hebdomadaire, « *l'Avenir* », le *Zukunft*, qui aussitôt prit une grande importance. Cette campagne eut pour but et pour effet de disperser la puissante camarilla d'Eulenbourg, non par souci de la morale, les vices de Philippe d'Eulenbourg importaient à ce Juif moins que les opinions de ce prince et son crédit sur l'Empereur. Ce courtisan était en effet opposé à une guerre éventuelle avec la France.

Sous cette pression, Guillaume II posa des actes en rapport avec ses discours. Le coup d'Agadir avait été monté par M. Kederlin-Waechter, qui était alors secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. C'est lui qui prescrivit, non certainement sans autorisation de Guillaume, au commandant de la canonnière *Panther* de jeter l'ancre en rade du petit port, dans l'espoir d'une guerre franco-allemande. La guerre ayant été évitée, les pangermanistes dans la *Post* s'en prirent directement à ceux qu'ils qualifièrent de « valeureux poltron » et ils obtinrent la désapprobation publique de Guillaume II par son propre fils, dans un livre publié en mai 1913, sous ce titre : *L'Allemagne en armes*. Le Kronprinz y avait collaboré, et il écrivit à l'occasion de sa publication: « Si le peuple allemand tout entier est décidé à risquer joyeusement sa bourse et sa vie, le monde peut être plein de diables, nous saurons en triompher. »

Résolu à poursuivre coûte que coûte l'instauration de « la grande Allemagne », les pangermanistes insistèrent dès lors plus que jamais, ils firent entendre qu'ils iraient jusqu'à un coup

d'Etat et à une révolution. Daniel Frymann donna à son livre, *Si j'étais l'Empereur*, cette conclusion :

La malencontreuse activité de Guillaume II et l'insuffisance de ses conseillers ont rendu insupportable la forme actuelle du gouvernement... Les manquements inouïs des personnages les plus haut placés, tels qu'ils ont été révélés dans la « semaine noire » (la semaine de la soumission de Guillaume II) d'automne 1908, et depuis par la débâcle de la politique marocaine de Bethmann-Holweg et de Kederlin-Waechter, ont soulevé la question de savoir s'il n'était pas urgent de penser à un régime parlementaire.

La *Gazette du Rhin et de Westphalie* disait de même le 14 février 1913 :

Le désir de grandeur et d'unité pourra de nouveau faire palpiter la nation allemande, et si alors les princes n'ont connu dans leur politique que le droit des princes, les Etats particuliers, les alliances princières et les intérêts des petites cours, alors le mouvement national deviendra démocratique, comme il le fut en 1848, parce qu'on ne pourra plus trouver le salut qu'en balayant tous les princes [2].

La menace, on le voit, s'adressait non seulement à l'Empereur, mais à tous les rois et princes d'Allemagne que l'on poussait tous à la fois contre la France, l'Angleterre et la Russie.

Il est difficile de croire qu'une ligue, qu'une association quelconque, formée et agissante dans un royaume gouverné militairement comme l'est la Prusse, ait pu se montrer audacieuse au point de formuler de telles menaces contre la personne de l'Empereur et la forme du gouvernement, si cette Ligue n'eût été encouragée, soutenue et défendue par une association plus vaste, tenant entre ses mains le sort des souverains et des empires. Nous touchons ici, pour ainsi dire du doigt, l'intervention plus ou moins cachée, de la secte judéo-maçonnique et nous entrevoyons la part prépondérante qu'elle a prise dans les événements qui troublent actuellement le monde.

En effet, tandis qu'elle fomentait, en Allemagne, l'état d'esprit que nous venons d'exposer, cette secte agissait partout pour préparer et hâter la conflagration générale.

En 1912, l'agence internationale romaine appela l'attention

2. M. Paul Albert Helmer a publié dans la *Revue de Paris* du 15 avril 1913, une étude : *Guillaume II et les Pangermanistes*, où il expose la lutte engagée depuis vingt ans, dit-il, entre la Ligue pangermaniste et Guillaume II. Sa pensée concorde avec celle de M. Paul Vergnet.

sur une agitation singulière qui se produisait en ce moment dans le monde juif :

Partout, *disait-elle*, ils renforcent leurs organisations existantes. On dirait qu'ils sentent l'approche d'événements extraordinaires et qu'ils veulent se trouver prêts lorsque viendra l'heure d'un événement important qu'ils prévoient, mieux vaut dire peut-être qu'ils préparent. Tels les oiseaux s'agitent à l'approche d'une tempête qu'ils sentent venir alors que les hommes n'en ont aucun pressentiment.

Voici les faits qu'elle signalait parmi les plus récents :

Le 30 juin, les membres de puissantes sociétés juives mondiales ont organisé à Francfort-sur-le-Mein, en Allemagne, une séance de la direction de la société « Samopomoc » (Selfhelp), qui, de concert avec les autres grandes organisations juives philanthropiques, travaille à l'œuvre d'amélioration économique et culturale de leurs coreligionnaires dans la Pologne autrichienne. La Société « Samopomoc » a son siège à Léopold (Lwow) ; elle s'est constituée grâce à la propagande d'un certain M. Lowenstein avec l'appui imprudent des autorités locales. Son conseil dirigeant est formé de deux sionistes, de deux Juifs assimilateurs, c'est-à-dire qui se disent Polonais, et de deux socialistes. *L'organisation couvée par les autorités locales à Léopold a pris un singulier développement dans l'Europe entière.*

En Galicie, les synagogues travaillent pour la fondation d'une « Union sacrée » parmi les rabbins, dans un but hostile vis-à-vis des chrétiens. Les groupes sionistes, leurs organisations d'expansion, la « Ito » et la « Ika », se remuent sans trêve. On signale une expansion croissante des groupes juifs en Palestine, en Mésopotamie, et en général dans l'empire ottoman.

On a annoncé la fondation de la Ligue hispano-juive à Ceuta pour l'accaparement du Maroc espagnol. Quant au Maroc français, c'est *l'Alliance israélite* qui agira. On note déjà une prépondérance des Juifs à Tripoli, parmi la population indigène, depuis la conquête.

Le congrès des « territorialistes » juifs a occupé quatre jours de la première semaine du mois courant à Vienne, sous la présidence d'un Juif anglais, M. Israël Zangwill. Les « territorialistes » sont une fraction des sionistes qui mènent une campagne très vive pour arriver à coloniser la Palestine. Les « territorialistes » font, eux, des démarches pour obtenir d'un grand Etat colonial un territoire où les Juifs émigrés de la Russie pourraient s'installer. Pendant le congrès de Vienne on délibéra surtout sur la colonisation de l'Angola portugaise. On décida de créer une banque coloniale avec vingt-cinq millions de couronnes comme fonds.

On annonce qu'un congrès de toutes les sociétés juives du Progrès Social aura lieu bientôt à Varsovie. Le nombre des Juifs qui, après leur expulsion de la Russie, se sont réunis à Varsovie, dépasse deux cent cinquante mille.

Un mouvement semblable se remarque en Amérique, particulièrement aux Etats-Unis et au Canada. Dans ce dernier pays, les Juifs viennent d'organiser leur grande Ligue de la jeunesse israélite (Young Meres Hebrew Association).

Une année ne s'était pas écoulée depuis que ce mouvement d'organisation avait été ainsi signalé, que la Serbie envoyait à

la Turquie un ultimatum que la Turquie repoussait ; et aussitôt étaient publiés les décrets de mobilisation en Turquie, en Bulgarie, en Serbie, au Monténégro et en Grèce ; l'armée autrichienne était sous les armes, une partie importante de l'armée russe était mobilisée, l'armée italienne était prête à se jeter du côté où la penchait son intérêt, et le gouvernement allemand sollicitait d'urgence le Parlement de voter une somme énorme, que le peuple aurait à fournir en vue des événements qui se préparaient.

Que s'était-il passé ? Sans aucun doute une pression exercée partout par la secte judéo-maçonnique présente partout et ayant partout les moyens d'agir. Elle croyait l'heure venue de frapper le grand coup.

Le premier à entrer dans ses desseins fut Guillaume II et son peuple. Le Kaiser, mettant fin à ses hésitations, voulut réaliser les ambitions manifestées alors qu'il n'était encore que Kronprinz et acquérir la gloire de donner à ses successeurs la « grande Allemagne », comme Guillaume Ier leur avait donné l'Empire.

Note complémentaire.

A la mi-novembre 1918, le gouvernement bavarois a publié des documents sur les origines de la guerre. Ces documents démontrent que Guillaume II a poussé l'Autriche à la déclarer. Dans une dépêche du 31 juillet 1914 il était dit : « La mobilisation aura lieu au plus tard samedi 1er août, à minuit. Le grand état-major prussien voit venir la guerre avec la France avec la plus grande confiance. Il compte que la France sera abattue en quatre semaines. L'esprit général est mauvais dans l'armée française ; la France a peu de canons à tir rapide et un mauvais fusil. »

Sur la question belge, ce même document dit : « L'Allemagne ne peut pas respecter la neutralité de la Belgique. Le chef du grand état-major a déclaré que même la neutralité anglaise serait trop chèrement payée, si on devait respecter la Belgique, car une guerre offensive contre la France n'est possible que sur la ligne de la Belgique. » Le *Morning Post*, en publiant ces pièces, fit remarquer que les révélations qu'elles contenaient causèrent une sensation formidable dans toute l'Allemagne, particulièrement à Berlin.

A la *conférence socialiste* qui se tint à Berne en 1919, le délégué autrichien Friedrich Adler déclara que la guerre avait parfaitement été préparée par l'Autriche-Hongrie, de concert avec l'Allemagne. « L'Autriche-Hongrie n'aurait pas commis la bêtise de faire la guerre si elle n'avait pas été assurée de l'appui de l'Allemagne. »

Depuis de longues années, la secte n'avait cessé d'affirmer sa résolution d'anéantir l'Autriche, et Guillaume II avait des raisons personnelles de la présenter au monde comme ayant été la cause première de la catastrophe de 1914. L'Empereur était à la fin de ses jours et François-Ferdinand, son héritier présomptif, donnait pour son peuple les plus belles espérances et de grandes craintes à Guillaume II. En janvier 1919, le journal

le *Cech*, de Prague, fit des révélations qui donnaient à entendre que l'archiduc pouvait être considéré comme l'adversaire du Kaiser. L'organe catholique ajoutait que chaque fois que François-Ferdinand devait rendre visite à Guillaume II, aussitôt délivré de cette corvée, il arrachait et rejetait loin de lui l'uniforme prussien qu'il avait dû revêtir et qu'il exécrait ».

Le *Cech* remarquait que le précepteur des enfants de l'archiduc, le Dr Stanowsky, qui était le confident du prince, pouvait fournir des renseignements intéressants sur l'assassinat de François-Ferdinand à Konopischt. L'entourage du prince déclara ensuite que l'on avait trouvé dans le parc de Konopischt des envoyés spéciaux de l'empereur Guillaume, ayant pour mission d'assassiner l'archiduc. L'attentat aurait été mis sur le compte des Tchèques et plusieurs régiments prussiens étaient massés à la frontière et prêts à envahir la Bohême.

Quand l'Autriche adressa à la Serbie son ultimatum, le ministre allemand des Affaires étrangères se hâta d'en télégraphier la teneur exacte à Guillaume II. La Serbie s'inclina, se contentant de demander des précisions sur deux articles. L'Autriche déclara les négociations rompues, et l'Allemagne fit immédiatement savoir à Saint-Pétersbourg qu'elle approuvait l'Autriche. Et comme la France, l'Angleterre et l'Italie continuaient à vouloir le maintien de la paix, l'Allemagne multiplia les réponses et les mesures dilatoires destinées visiblement à procurer à l'Autriche le temps d'en finir avec les Serbes.

A une dépêche où le tsar Nicolas II alléguait avec émotion à Guillaume II, pour l'engager à ne pas pousser les choses plus loin, « la longue amitié des deux pays, des deux familles et des deux princes », Guillaume répondit par une fin de non-recevoir dont la brutalité était à peine voilée. L'Angleterre, de son côté, s'ingéniait en efforts et en combinaisons pour prévenir la catastrophe imminente. Ajoutons que le 31 juillet l'Autriche consentait à soumettre la question à un arbitrage. L'Allemagne, elle, n'avait cessé depuis quelque temps de susciter les incidents agressifs dans le but de nous faire prendre l'initiative des hostilités. Il n'en fut rien. Alors l'Allemagne envoya à Paris son ultimatum plein d'allégations absolument mensongères; et aussitôt après avoir violé la neutralité belge, se précipita sur le territoire français avant la déclaration de guerre.

II

En janvier 1920 parut à Berlin, à la librairie Curtius, une brochure écrite par un Allemand, intitulée : *Lettre d'adieux de Guillaume II au peuple allemand.* L'Empereur fugitif y est censé dire à son peuple de dures vérités :

Hypocrites, leur dit-il, vous savez bien que cette guerre, vous l'avez voulue. Vous savez bien que je tardais trop à la déclarer selon vos désirs, bien que, pour envahir la France, nous devions violer la neutralité belge, puisqu'à vos députés du Reichstag on expliquait, en commission, pourquoi il fallait construire des chemins de fer stratégiques et puisque tous, en séance, socialistes compris, votaient les crédits demandés. Si nous n'avions pas perdu la partie, je serais pour vous le plus grand monarque de tous les temps. Si vous me reniez, reniez-vous vous-mêmes et toute votre histoire.

Ce qui est dit ici tous les Allemands sensés et sincères doivent se l'avouer et même le dire, du moins à voix basse.

Voici l'un des passages les plus intéressants de cette brochure:

... Tous les jours, j'entendais dire par les gens instruits et par les ignorants de la nation que l'Allemagne avait annuellement un excédent de huit cent mille âmes pour lesquelles le cadre étroit de notre pays ne suffisait plus. En outre, l'industrie allemande produisait annuellement plusieurs centaines de millions de marks de marchandises de plus que n'exigeaient les besoins de la nation. Je devais donc fonder des colonies et créer de nouveaux débouchés, et comme il n'existait plus de territoires libres dans le monde, il me fallait donc les enlever à ceux qui les possédaient. Cela pouvait-il se passer autrement que par la force, autrement que par la guerre, par une guerre mondiale ?

... La flotte, que j'ai toutefois créée sans vous et malgré vous, n'était-elle pas la conséquence inévitable de la politique coloniale de ce grand style que vous projetiez, vous, les insatiables ?

... Naturellement, l'Angleterre ne pouvait tolérer une flotte aussi puissante à côté de la sienne. Chaque enfant le voyait et vous-mêmes n'avez pas manqué de le reconnaître. Mais cela vous a-t-il détourné de votre politique d'expansion ? Absolument pas! Non, pas du tout. Vous avez compté sur ce conflit plus que moi-même, beaucoup plus que moi!

... Que ce cauchemar viendrait c'était une chose certaine. La question était de savoir s'il aurait lieu sous mon règne ou sous le règne de mon successeur.

L'Allemagne voulait la guerre.

... Les plus jeunes éléments de la social-démocratie, du parti en principe hostile à la guerre, n'ont-ils pas accepté les idées et les efforts impérialistes des pangermanistes ? En 1913, la social-démocratie n'a-t-elle pas voté les crédits supplémentaires pour la défense nationale ? Ne devais-je pas croire mes conseillers, me disant depuis 1911, lorsque j'avais pour la troisième fois sauvé la paix du monde d'un danger imminent, que si je sauvais encore une fois la paix, je gagnerais peut-être le prix Nobel,

mais perdrais ma couronne ? N'y eut-il pas un soupir de soulagement parmi vos rangs, lorsqu'enfin je déclarai la guerre à la Russie et à la France ? A ce moment, je vis que mes conseillers avaient vu juste dans vos idées. Ce ne fut que quand l'Angleterre nous déclara la guerre que mon courage m'abandonna. Je vis venir le destin implacable, le terrible dilemme, mais vous fûtes aveugles et vous restâtes aveugles.

... Quatre-vingt-treize chefs intellectuels de la nation ont signé, dans les premiers jours de la guerre, le manifeste intitulé : « Ce n'est pas vrai », dans lequel, tout en invoquant Kant, Gœthe et Beethoven, et au nom de tout ce qui est sacré pour un Allemand, ils assuraient le monde d'autant d'inexactitudes qu'ils émettaient de prétentions. Ce manifeste volontaire et les nombreux écrits et articles mensongers émanant des esprits les plus éclairés de la nation ont déshonoré le nom allemand dans le monde et non pas les quelques mensonges obligatoires de mon ministre.

... Vous auriez déjà pu avoir la démocratie et l'empire il y a soixante-dix ans, sous Frédéric-Guillaume IV, et vous auriez pu vous épargner, à vous et au monde, les trois guerres de Guillaume Ier. Si vous me chassez maintenant, c'est que toute l'histoire allemande des deux dernières générations aura été une grande erreur et une grande perte de temps.

... Je n'aurais pas cru que vous me renversiez, moi et tout mon passé qui date de cent ans. Non, je n'aurais pas cru cette chose possible, et c'est parce que je n'y croyais pas que j'ai attendu deux jours d'abdiquer, ce qui fut un bien court délai pour un bouleversement aussi fondamental. Votre volonté est faite. Et ce dernier service que je vous ai rendu en abdiquant est encore un effet de votre volonté, comme tous les services innombrables que moi-même et ma maison vous ont rendus pendant un siècle. Tout cela n'arriva que par votre volonté et non par la mienne.

C'est afin que vous le sachiez, vous et vos enfants, jusque dans les générations les plus éloignées, que j'ai écrit cette lettre d'adieux. Afin que vous sachiez que, si vous avez du malheur et de l'amertume, c'est à vous-mêmes qu'il faut le reprocher.

III

M. Clémenceau, s'appuyant sur l'ouvrage édité en février 1916 par les soins du Grand Etat-major allemand sur l'*Industrie en France occupée*, a observé que cette agression n'était pas seulement due au rêve de domination militaire qui hantait la Prusse, que c'était aussi une conspiration précise et bien calculée, en vue d'exterminer la France industriellement et commercialement aussi bien que militairement. Il aurait pu ajouter que cette conspiration visait la France jusque dans ses racines,allant jusqu'à vouloir anéantir la race française.

Le Dr Calmette a fait à l'Académie de médecine une communication sur l'état hygiénique de Lille pendant l'occupation. L'exposé de l'éminent directeur de l'Institut Pasteur lillois

s'applique, proportion gardée, aux autres grands centres industriels du Nord et de toute la région occupée.

La ville de Lille comptait, lors de la déclaration de guerre, deux cent vingt mille habitants. Au jour de la délivrance il n'y en avait plus que cent dix mille. La moitié de la population avait disparu. M. Calmette évalue à soixante mille environ les départs effectués par la mobilisation, et à vingt-cinq mille les évacuations de jeunes hommes, jeunes filles, adolescents et vieillards enlevés pour travaux forcés au profit de l'Allemagne, en tout quatre-vingt-cinq mille. Sans la guerre le chiffre de deux cent vingt mille habitants se serait maintenu ou plutôt eût été dépassé, le nombre des morts n'égalant point celui des naissances, lesquelles ont été au nombre de quatre mille pendant l'occupation : soit deux mille cent cinquante-quatre en 1915 et une moyenne de six cent vingt pour les trois années suivantes. La mortalité a donc été bien grande à Lille durant les quatre années passées sous le joug de l'Allemand. De fait, tandis que dans les années qui ont précédé 1914 la moyenne des décès était de dix-neuf à vingt-et-un par mille habitants, elle atteignit progressivement de 1915 à 1918 : 27,73 ; 29,26 ; et enfin 41,55 par mille, et cela alors que la mortalité enfantine qui représentait 18 % des décès était devenue presqu'insignifiante, les naissances étant devenues rares. Ce sont les jeunes gens qui furent frappés par la mort en plus grand nombre, ceux transportés sur les chantiers du front par l'autorité allemande. Ils succombèrent là aussi sous le feu auquel on les exposait, les autres périrent par le froid, par la faim, ou rentrèrent chez eux avec de graves lésions pulmonaires qui ne tardèrent point à les enlever. A cela il faut ajouter l'insuffisance toujours croissante de l'alimentation, causée par les entravements que nos occupants apportaient au ravitaillement de leurs victimes. Ceux qui virent dans cet ensemble de choses un calcul ne se trompèrent sans doute point. Et si l'Allemand était parvenu à s'emparer de Paris et de là occuper toute la France, que serait-il advenu de la race des Francs ? Cette question se pose plus poignante encore quand on considère non plus seulement les paroles et les intentions de nos bourreaux, mais leurs actes. Nous n'essayerons pas d'en faire le tableau, nous nous contenterons de reproduire les chefs d'accusation portés contre eux par la seconde sous-commission

de la Conférence de la paix. Au cours de son enquête, cette commission a relevé ces trente catégories de crimes :

1° Massacres de civils.

2° Assassinats d'otages.

3° Tortures infligées à des civils.

4° Famine créée chez les civils.

5° Rapt.

6° Enlèvement de femmes et de jeunes filles dans le but de les livrer à la prostitution [3].

7° Déportation de civils.

8° Internement de civils dans des conditions inhumaines.

9° Travail forcé de civils pour les opérations militaires de l'ennemi.

10° Usurpation de souveraineté au cours de l'occupation.

11° Enrôlement forcé parmi les habitants des pays occupés.

12° Pillages.

13° Confiscations de propriétés.

14° Exactions par réquisitions ou contributions illégitimes ou exorbitantes.

15° Avilissement et émission illégale de papier-monnaie.

16° Imposition de pénalités collectives.

17° Dévastations et destructions par plaisir.

18° Destructions criminelles et bombardement de villes non défendues.

19° Destruction illimitée d'édifices et de monuments religieux, charitables, historiques et d'éducation.

---

3. A Rome et à Paris, Mgr Charost, évêque de Lille, a fait d'émouvantes conférences sur les souffrances de cette ville pendant l'occupation allemande. Il parla des jeunes filles chassées et enlevées à leurs familles le lundi de Pâques 1916. Pour cette opération les Allemands avaient placé à tous les coins de rues des sentinelles en armes et des mitrailleuses aux carrefours. Ils transportèrent leurs victimes dans les Ardennes ou les présentèrent comme des femmes de mauvaise vie dont ils purgeaient la région lilloise. Ces jeunes chrétiennes ne tardèrent pas à triompher de cette calomnie par leur conduite irréprochable. Ce qui n'empêcha point les Allemands d'offenser leur pudeur par d'ignobles inspections plusieurs fois répétées.

A Lille, Mgr Charost a protesté contre les évacuations de la population mâle qui ont eu lieu pendant tout le temps de l'occupation, et contre l'emploi qui a été fait de nos compatriotes à des travaux forcés présentant une utilité militaire pour l'ennemi. Son intervention n'a eu d'ailleurs aucun résultat, et un mandement, dans lequel il prescrivit aux prêtres d'interdire à leurs paroissiens d'exécuter des travaux préjudiciables à la patrie, lui a valu deux mille cinq cents marks d'amende, avec menace d'internement.

20° Coulage de navires marchands ou de navires à passagers sans examen ni avertissement.

21° Destruction de bateaux de pêche ou de ravitaillement.

22° Bombardements d'hôpitaux.

23° Attaques et coulages de navires-hôpitaux.

24° Autres infractions aux règlements de la Croix-Rouge.

25° Usage de gaz délétères et asphyxiants.

26° Emploi de balles explosives[4].

27° Ordonnances de ne faire aucun quartier.

28° Mauvais traitements envers les prisonniers de guerre.

29° Emploi abusif des drapeaux employés pour les suspensions d'armes.

30° Empoisonnement de puits.

Et que l'on ne croie point que ces crimes n'aient été commis que par des scélérats agissant de leur propre mouvement. Ces criminels n'ont agi que par ordre.

Les quatre-vingt-treize docteurs des universités allemandes qui ont publié un manifeste pour la défense des leurs, y ont fait cet aveu : « Nous n'exerçons aucune cruauté *indisciplinée ;* on ne doit pas reprocher à des Allemands d'être cruels ni d'être voleurs quand ils sont de service commandé. »

Parmi les documents publiés par le gouvernement bavarois se trouve celui-ci, tiré des archives du commandant de la place Chatel-Chehéry (Ardennes) :

« Nous n'avons absolument aucune raison pour épargner la population française. En conséquence, je vous réitère l'ordre de

4. Un abonné belge à la *Dépêche* de Lille a écrit que voulant débarrasser, avec l'aide d'un de ses amis, une balle de fusil du plomb qui paraissait la remplir, il vit, avec une surprise épouvantée, cette balle s'enflammer au contact du feu dont il l'avait approchée. Il souffla sur la flamme sans pouvoir l'éteindre et jeta l'engin au loin, où il continua de brûler pendant quelques secondes encore. Ayant nettoyé la balle, puis l'ayant examinée avec soin, il constata qu'elle était plus allongée que les autres, et portait sur le côté un petit orifice par lequel la matière intérieure s'était dégagée. Sur les cinq cents cartouches, environ, qui avaient été trouvées par les deux camarades, une douzaine seulement présentaient cette étrange particularité.

Ayant scié l'une de ces balles, ajoute la *Dépêche,* notre correspondant et son camarade ont constaté qu'elle contenait une matière qui dégageait une odeur aliacée et qui leur a paru être un composé de phosphore. Ils ont été amenés à conjecturer que l'échauffement de la balle par l'inflammation de la poudre et le frottement dans le canon du fusil devait suffire à fondre la mince couche de plomb qui scellait l'ouverture et à enflammer le phosphore.

On peut se faire une idée des atroces souffrances que devait éprouver un malheureux touché par un tel projectile ; il était condamné à expirer après quelques instants de véritable torture.

vous enquérir exactement du point jusqu'auquel on peut infliger des impôts aux habitants et l'ordre de ne pas vous laisser émouvoir, au cours de cette opération, par une sotte compassion pour les gens du pays. Ce serait peut-être bon de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'infliger parfois de la prison aux habitants, afin d'assurer le succès du projet. » L'ordre porte la signature de Vollbrecht.

« Nous Allemands, nous ne devons pas faire de sentimentalité. Soyons durs, c'est-à-dire soyons féroces : nos ennemis nous craindront [5]. »

« La guerre doit être un instrument dur et rude. Elle doit être aussi impitoyable que possible... C'est pourquoi l'Allemagne est autorisée à user de tous les moyens de guerre existants pour abattre son adversaire [6]. »

« Modestie, de notre part, serait pure folie... La guerre ne doit laisser au vaincu que les yeux pour pleurer [7]. »

C'est le chef, l'empereur Guillaume II, dont nous avons fait entendre la voix, s'élevant avec autorité au-dessus de toutes les autres, qui prescrivait cette conduite inhumaine.

---

5. Bethmann-Hollweg, Reichstag, août 1915.
6. Mathias Erzberger, premier délégué allemand à la Conférence de la Paix. (*Tag.* 1915.)
7. Prof. Tannenberg, dans *Gross Deutschland*, p. 304.

CHAPITRE XVII.

Notre victoire et leur défaite. Ce qui suivit.

I. En France.

Dès que le Seigneur les frappa, ils le cherchaient,
Ils revenaient et recouraient à Dieu;
Ils se rappelaient que Dieu est leur rempart,
Que le Tout-Puissant est leur libérateur;
Ils venaient à Lui avec des paroles mielleuses sur les lèvres,
Et des adulations en la bouche :
Mais leurs cœurs manquaient pour lui de constance,
Et ils redevenaient infidèles à son alliance.
Dieu le vit et s'irrita.

Ps. LXXVII.

Le nouvel Iéna est donc venu. Les craintes exprimées par Bismarck au lendemain de l'établissement de l'Empire se sont réalisées. Comme la grenouille du fabuliste, l'Allemagne

S'enfla si bien qu'elle creva.

Après avoir vaincu l'Autriche, après avoir vaincu la France, elle s'était préparée pendant quarante ans à se donner les moyens d'enchaîner le monde. Et Dieu dit :

Malheur à toi, Assur (Hohenzollern), verge de ma colère!
Je visiterai le fruit du cœur hautain du roi d'Assyrie (du roi Prussien) et l'arrogance de son regard altier.
Car il a dit : « C'est par la force de mon bras que j'ai fait cela (ajouté royaume à royaume), et par ma sagesse; car je suis intelligent. »
La hache se glorifie-t-elle comme la main qui la brandit ?

C'est ce qu'a fait le Hohenzollern. Et voici la revanche qu'a prise sur lui le Dieu des armées :

Ne crains rien d'Assur, ô mon peuple qui habites Sion (qui es demeuré dans mon Eglise).
Encore un peu de temps et mon courroux (contre toi) cessera, et ma colère se tournera contre lui pour le détruire.
Et il arrivera en ce jour-là :

Le fardeau d'Assur sera ôté de ton épaule.
Et son joug de dessus ton cou,
Ta vigueur fera éclater ce joug (le joug qui pesait sur toi depuis 1871).

C'est ce qu'a fait pour nous la Bonté divine.

Selon toutes les prévisions humaines, nous devions être écrasés définitivement. Nous n'avions point employé ces quarante années à rendre notre armée capable de résister à une nouvelle invasion et de reconquérir nos provinces ravies. Loin de là. Examinant en novembre 1919 les causes de ce qui était arrivé en 1914, le *Journal des Débats* a constaté ceci :

C'est sur des renseignements insuffisants que notre plan avait été construit : et il est presque superflu de rappeler qu'à la suite de l'affaire Dreyfus nos services de renseignements avaient été en partie supprimés et presque entièrement paralysés; s'ils avaient pu reprendre un peu de vie dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre, ils étaient encore loin de ce qu'ils auraient dû être : un service de renseignements ne s'improvise pas en quelques mois.

Mais bien d'autres causes se sont jointes à celle-là. A l'ouverture de la campagne, l'Allemagne avait cinq cents batteries de canons lourds. La France en avait tout juste vingt-six. L'Allemagne était aussi abondamment fournie de grenades, de gaz asphyxiants, d'avions, de sous-marins, de torpilles, etc. En vue de la guerre, les Allemands avaient poussé la mécanique, la physique, la chimie, l'optique, l'hydraulique, l'électricité à leur extrême perfection en vue de les adapter à l'art d'exterminer les hommes.

Nos effectifs avaient été amoindris par la loi de deux ans de service, et, durant cette courte présence, nos soldats avaient été détournés de l'instruction et des devoirs professionnels par des distractions, des occupations et des études qui leur étaient absolument étrangères ; la discipline avait été énervée, l'autorité et le prestige des chefs amoindris et la porte des loges leur avait été toute grande ouverte. Nous n'avions pas non plus fortifié les âmes : la famille avait été livrée au divorce et la religion au mépris et à la persécution. C'est contre Dieu et contre les siens qu'avaient visé les lois et non contre l'ennemi qui se tenait tout armé à nos portes. L'Assur-Hohenzollern, voyant cela, comptait bien n'avoir que quelques enjambées à faire pour entrer triomphant à Paris, et, de la capitale, tyranniser les provinces en attendant qu'il pût se les annexer.

Le calme avec lequel l'ordre de mobilisation fut accueilli lui donna à réfléchir. Mêlés aux cinq millions de laboureurs, d'artisans, d'industriels, de professeurs, vingt-cinq mille prêtres et religieux abandonnèrent leurs presbytères et leurs couvents, décidés à maintenir dans les rangs l'âme française à sa hauteur.

Mais, au cours de la guerre, il y eut les trahisons. Non seulement les trahisons du vulgaire, mais celles de nos gouvernants. Pour ne parler que de la moins niable, celle de 1917, le maréchal Foch en a dit : « *Si on avait alors* LAISSÉ ALLER NIVELLE, *le territoire pouvait être libéré treize mois plus tôt.* » Le ministre de la guerre était alors M. Paul Painlevé [1], élevé à cette fonction pour y être au service de M. Joseph Caillaux. Le commandant de Civrieux, dans son livre *L'offensive de 1917*, et M. Mermeix, dans son *Nivelle et Painlevé*, nous ont appris que c'est sur un ordre parvenu d'Allemagne et transmis par des voies tortueuses à M. Painlevé que les intérêts de la France ont été trahis [2].

M. Malvy, aussi coupable que Caillaux, avait été introduit, le 22 mars 1917, au Comité de guerre, où il n'avait rien à voir ni à faire.

Le maréchal Foch a eu à exprimer son opinion dans le rapport de la Commission militaire d'enquête. Il y dit :

---

1. M. Henri Poincaré a dit de M. Painlevé qu'il connaissait bien : « Il est si brouillon qu'il mettrait le désordre dans les mathématiques. » M. Painlevé était professeur en cette matière au lycée de Lille.

2. Après avoir exposé le plan de Nivelle (ce plan avait été conçu depuis très longtemps par Joffre et Nivelle, accepté par le commandement anglais) et le salut que l'exécution intégrale de ce plan minutieux et grandiose pouvait et devait apporter au pays, le commandant de Civrieux écrit ceci :

« Ainsi, du 16 au 23 avril, aucune opposition officielle ne s'était manifestée contre la poursuite de l'offensive. Cette poursuite demeurait en apparence approuvée dans les conseils du gouvernement. Et, cependant, dès le 17 au matin, à l'heure même où, sur le front, le général en chef dictait ses ordres dans la pleine liberté d'une volonté sûre d'elle-même, à Paris un travail souterrain préparait la paralysie d'abord, puis l'arrêt total de l'offensive.

» Semblable allégation, d'une gravité extrême, puisqu'elle affecte des parlementaires, secrètement dressés contre le loyal soldat dont l'unique pensée restait tendue vers le salut de la France, ne saurait être produite, sans être appuyée par d'irrécusables documents. Ces documents, on les trouvera dans les chapitres prochains. »

Le 25 avril, en pleine offensive, le général Nivelle était appelé à Paris. Le commandant de Civrieux dit à ce sujet : « Le directeur de la vaste bataille... » ne disposait même pas de son temps. A peine échappé des injonctions ou » suggestions téléphoniques, il lui fallait sauter dans un wagon, pour obéir » à l'ordre impératif de venir renouveler dans un cabinet ministériel de » creuses et insipides discussions sur le plan en exécution. »

Du 20 avril au 12 mai, le général Nivelle a dû passer douze jours hors

Si tous les résultats espérés n'ont pas été atteints, il n'en est pas moins vrai qu'elle a constitué un réel succès pour nos armées.

Sous la menace de sa préparation, l'ennemi avait refusé le combat sur une partie de son front et avait évacué deux mille kilomètres carrés de terrain, libérant ainsi la huitième partie du territoire envahi. Quant à l'attaque elle-même, elle avait procuré : cinquante-cinq mille prisonniers, huit cents canons, mille mitrailleuses. En outre de ces résultats matériels et grâce à l'usure rapide des réserves ennemies, l'offensive avait dégagé le front italien du Trentin, débarrassé le front russe de tout danger et avait mis l'initiative des opérations dans nos mains.

L'histoire de la trahison pendant la guerre n'est pas encore

---

du Grand Quartier Général, centre de tous les renseignements émanant des champs de bataille. Ces absences ont été motivées par la nécessité d'obtempérer à des convocations impératives du ministre de la guerre.

20 avril : Convocation à Paris dès le matin ; conférence avec M. Lloyd George, — rentrée à Compiègne dans la nuit.

23 avril : Voyage au G. A. R., nécessité par le message téléphoné de l'Elysée du même jour.

25 avril : Convocation à l'Elysée (affaire de Brimont).

26 avril : Voyage à la Ve armée pour enquête sur l'affaire de Brimont.

27 avril : Suite de l'enquête.

28 avril : Rappel à Paris.

30 avril : Deuxième voyage pour enquête sur l'affaire de Brimont.

3 mai : Convocation à Paris.

4 mai : Conférence à Paris avec le gouvernement anglais.

10 mai : Appel à Paris chez le ministre.

11 mai : Rappel à Paris.

Une grande offensive de guerre est une réalisation, dépendant elle-même d'une conception, laquelle est dans la tête du général en chef. Pour que cette conception réussisse, il faut que cette tête soit libre de toute autre préoccupation, de tout autre souci, uniquement tendue vers son objectif.

Que d'autres généraux ont été entravés par nos gouvernants ! Le général Galliéni, ministre de la guerre, a rendu au général de Castelnau ce témoignage : « Il a sauvé Verdun. » — « Il a sauvé Notre-Dame et notre Louvre.» Il aurait voulu en 1916 que Castelnau fût généralissime, mais il fut empêché par Malvy. Après la guerre, tout le monde jugeait de Castelnau digne du maréchalat, mais le vœu du public ne fut point écouté : Castelnau était trop catholique.

Les Allemands ont eu, pendant la guerre, et pour cause, trois bêtes noires : Foch, Castelnau et Mangin. Tous leurs agents, en France et à Paris, avaient comme consigne de faire les plus grands efforts, afin d'imposer par les politiciens socialistes, radicaux-socialistes et radicaux (fétide majorité de la Chambre de 1914) le débarquement de ces trois hommes de guerre, dont l'Allemagne redoutait la science et la sagesse.

Nous trouvons, toujours dans les *Mémoires* de Galliéni, qu'alors que les Allemands approchaient de Paris, Hennion, préfet de police, couvrit de sa protection les Allemands naturalisés ou non, financiers, correspondants de journaux, etc. Après le désastre de Charleroi, Hennion, saisi de crainte, fit brûler pendant la nuit tous les dossiers des Allemands suspects, installés à Paris depuis vingt ans. Il rendit ainsi impossible, quant à l'espionnage, la tâche de protection du gouvernement militaire et de son service de renseignements. Vingt mille sommiers furent ainsi anéantis. Cela fut découvert et dénoncé par un agent secret de Galliéni ; Hennion fut débarqué en deux heures et remplacé à la préfecture de police.

Rien de tout cela n'empêcha le gouvernement de la République de s'attribuer le mérite de la victoire et de s'en glorifier devant les Français et devant les étrangers.

écrite, dit Barrès à l'*Echo de Paris*. Des chapitres en ont paru au jour le jour, mais il y a encore des ténèbres profondes qui couvrent l'ensemble.

Dans ces ténèbres un fait éclate, c'est que chaque fois que des lueurs de paix ont apparu au long de ces cinquante-deux mois de la guerre la plus horrible qu'ait vue l'humanité, elles ont été éteintes. Comment? par qui? Aujourd'hui par celui-ci, et de cette façon, le lendemain par cet autre et par d'autres moyens. Il n'est pas bien téméraire de penser qu'un agent mystérieux, ayant intérêt à notre perte, présidait à ces troublantes vicissitudes et les ordonnançait.

Mais Dieu s'est toujours montré en temps opportun, non seulement pour nous préserver d'une irrémédiable défaite, mais pour nous dire : Voyez, je suis au milieu de vous, prêt à vous faire tenir un définitif triomphe si vous le voulez.

Alors que notre armée battait en retraite depuis quinze jours, serrée par un ennemi victorieux et supérieur en nombre et en matériel, on la vit tout d'un coup, du 5 au 10 septembre 1914, par la volonté de son chef, le général Joffre, faire face à l'ennemi, lui résister, le vaincre et le rejeter à plusieurs journées de marche en arrière. C'est un fait à peu près unique dans les annales militaires. L'ordre du jour qui arrêta la retraite déclarait que nul ne devait plus désormais tourner la tête en arrière et que le devoir de chacun était de se faire tuer en place plutôt que de reculer d'un seul pas.

Deux jours après, le 12 septembre, la première victoire de la Marne conditionnait toute la guerre, sauvait la France et la civilisation.

A l'époque où se produisit cet événement qu'on eut bien raison de dire miraculeux [3], peu de Français pouvaient se rendre compte des conditions d'infériorité inouïes où nos gouvernants, Parlement et ministres, mettaient notre armée, secondée par le génie du haut commandement et la valeur du soldat.

3. Le caractère providentiel de ce que l'on appelle si justement « le miracle de la Marne », a dit M. Léon Daudet, se montre jusqu'à l'évidence. La seconde victoire de la Marne, celle de juillet 1918, s'explique, humainement, militairement, psychologiquement. La première, celle de septembre 1914, toutes les bonnes raisons une fois données, conserve quelque chose de divin. Il ne faut pas craindre de le dire, puisque cela est. Nous savons d'ailleurs que von Kluck lui-même, le vaincu *(experto crede...)* n'y a rien compris.

Après la victoire de la Marne, nous n'avons plus douté de nous. Nous disons : nous, l'armée et la France avec elle.

Quelques jours auparavant, alors que les armées de von Kluck marchaient sur Paris à grandes enjambées, un conseil des ministres avait été tenu où quelques-uns — dont on sait les noms — furent d'avis de déclarer la Capitale ville ouverte et de traiter sans combat avec l'envahisseur.

Telle était l'attitude du gouvernement de la République — moins le président Poincaré — du parlement fraîchement élu et d'une partie de la presse prétendue française, tandis que, du 5 au 12 septembre 1914, la France militaire opérait le prodigieux redressement qui vient d'être rappelé.

On dit volontiers que les miracles ne se répètent point au même lieu et à si courte distance. Cependant du 18 au 22 juillet 1918, la victoire de Foch sauvait à nouveau la France, en utilisant une faute du commandement allemand analogue à celle de 1914.

On raconte qu'après la première Marne, Moltke, entrant en tempête dans le cabinet de Guillaume II, se serait écrié, comme dans Shakespeare : « Votre Majesté, la guerre est perdue ! » Sur quoi, Guillaume II, frissonnant, retira son commandement à Moltke, neveu du Moltke de 1870, qui n'en avait pas moins dit la vérité [4].

On comprend que Guillaume II se soit violemment irrité contre ceux qui lui disaient : « Dieu n'est pas avec vous », lui qui s'était tant de fois prévalu devant ses soldats, d'être, eux et lui, les ouvriers de Dieu, mais de celui qu'il appelait le Dieu de la Germanie.

Le vrai Dieu, le Dieu des chrétiens, le Dieu de la France catholique, le Dieu du Tabernacle et de l'Autel auquel les Français n'ont pas cessé de vouer leur culte, leur adoration et leur amour ; c'est avec eux et pour eux qu'il s'est montré. Il semble avoir voulu faire sentir sa présence et sa satisfaction

---

4. Sur le même point le *Berliner Tageblatt* a dit : « Il n'est pas besoin d'être grand critique militaire pour reconnaître toute l'importance de l'œuvre accomplie par le vainqueur de la bataille de la Marne. La guerre a été décidée dès son commencement. Elle a été perdue et gagnée en 1914 sur la Marne. Le général français qui a réussi à arrêter l'ennemi a sauvé véritablement la France. Loin d'être appuyé par une vingtaine d'alliés, il était alors seul contre l'assaut furieux de tout un peuple. »

même aux plus humbles par des faits bien à portée de leur compréhension. C'est aux jours où ils fêtaient nos saints, qu'il intervint pour notre salut ; ce fut à la fête de saint Martin qui, de Clovis à Charlemagne, fut reconnu et honoré par les princes et par le peuple pour le Patron de la France, et qui, de fait, se montra tel particulièrement pendant les guerres normandes et sous les premiers rois Capétiens [5] ; ce fut à la fête de saint Michel, Patron de l'Eglise et de la France que, répondant aux prières que nous lui adressions chaque jour au pied de l'autel, il nous envoya les joies de la ratification de l'armistice ; c'est le Sacré-Cœur qui est venu, durant l'octave des solennités qui lui sont consacrées, mettre son sceau à l'acceptation des conditions de la paix. Déjà, le 9 juin 1918, au jour même de sa fête, alors qu'une nouvelle attaque menaçait notre front de Compiègne, une contre-offensive merveilleuse du général Mangin rejeta l'assaillant et lui signifia que désormais il ne passerait plus. Vint alors la grande supplication sacerdotale du 29 juin, ordonnée par Sa Sainteté Benoît XV. Les prêtres du monde entier célébrèrent en la fête des saints Apôtres Pierre et Paul, les saints mystères pour obtenir la paix, et le traité fut signé aux premières vêpres de cette même fête.

Le P. Perroy, du haut de la chaire de la cathédrale de Châlons, révéla qu'une consécration des armées alliées au Sacré-Cœur avait été faite par le généralissime qui les commandait toutes, le 18 juillet, dans la petite église du Grand Quartier Général.

« A genoux devant le Sacré-Cœur, s'est écrié l'orateur, le maréchal Foch a demandé au Sacré-Cœur, en lui consacrant les armées dont il avait la charge : premièrement, une victoire prompte et définitive ; — et deuxièmement, une paix glorieuse pour la France. » Dès ce moment les étapes victorieuses de la

5. L'éminent écrivain, à qui nous devons une belle *Histoire de la Fin du Paganisme*, Gaston Boissier, n'hésite point à le proclamer le plus français de tous les Saints. Mgr Pie, évêque de Poitiers, a déclaré, du haut de la chaire de la cathédrale de Tours, que les destinées de la France étaient intimement liées au culte de saint Martin. « La France, ajoutait-il, ne retrouvera sa place dans le monde que le jour où elle aura fait à saint Martin et à son culte la place qui leur est due. » Les déclarations du grand évêque illuminèrent l'esprit et le cœur d'un admirable chrétien, M. Dupont, surnommé depuis le saint homme de Tours ; il avait conçu le dessein d'une restauration nationale de la basilique de l'illustre Thaumaturge, que les héritiers de la Révolution avaient démolie au commencement du XIX[e] siècle. Sa pensée ne fut point réalisée comme il l'avait conçue et comme le voulaient les bons Français.

marche triomphale se sont succédé avec une allure qu'on peut dire vertigineuse. Parmi ces jours, celui du 17 octobre, jour marqué par la fête de sainte Marguerite-Marie, la confidente et l'apôtre du Sacré-Cœur, est particulièrement lumineux. « Voici une date que nous n'oublierons pas, ce 17 octobre 1918 », ont écrit dès le lendemain en termes équivalents, presque tous nos grands journaux : le *Matin* et le *Journal*, la *Victoire* et le *Petit Parisien*, sans parler des journaux catholiques. Lille reconquise et, avec Lille, Douai et les autres cités de la Flandre française, c'est-à-dire près de six cent mille Français libérés — et en même temps, la reprise d'Ostende, et avec Ostende toute la côte de Belgique rendue, après quatre ans, aux admirables Belges.

Visiblement Dieu et ses saints étaient avec nous et voulaient être avec nous pour nous ménager une paix qui mettrait fin au trouble dans lequel le monde avait été jeté par l'orgueil insensé des Allemands.

Malheureusement nos chefs civils, ceux que nous avions chargés de parler et d'agir au nom de la France, ne voulurent ni voir, ni entendre ; ni voir la main qui redressait leurs voies, ni entendre les prières du peuple fidèle qui les suppliait de porter leurs regards vers Lui, et de Lui rendre grâces. Avec une obstination aussi imperturbable que déraisonnable, ils se refusèrent à assister aux offices qui furent célébrés par le clergé avec le concours du peuple pour dire au Souverain Maître de nos destinées notre reconnaissance et nos espérances et, par leurs actes, ils professèrent ceci devant les peuples attentifs, en cette heure solennelle : Nous ne connaissons point Dieu ! Parole satanique qui éclata plus haute, plus méprisante que jamais en la veillée funèbre sous l'arc de triomphe.

Elle était belle la pensée de commémorer sous les voûtes de cet arc ceux qui, par le sacrifice de leur personne, avaient été les artisans de la victoire. Mais au lieu de la croix, au lieu de la représentation de la divine Victime qui avait été leur modèle, c'était l'image d'une Egyptienne ou d'une Assyrienne qui dominait le monument comme le symbole de l'immortalité ! Il fut cependant permis aux communes de placer la croix sur les monuments qu'elles élevaient à la mémoire de leurs morts, mais avec cette restriction que la croix et les monuments qui la portent ne pouvaient être dressés sur la voie publique.

Le même mépris se montra, — et ce sera un scandale aux générations futures, dans toute la suite des siècles, — au Traité de paix. Le nom de Dieu en a été écarté, en violation de la tradition transmise de peuple à peuple depuis le commencement du monde.

Dieu, pour se venger, n'avait qu'à dire : Allez et faites ce que votre orgueilleuse sagesse vous inspirera. On sait quelle paix ils ont faite [6].

---

6. M. Clémenceau parut comprendre. En plusieurs occasions, il manifesta des pensées opposées à celles qu'il avait exprimées autrefois de façon si pittoresque et si virulente. Lorsque M. Monsservin, sénateur de l'Aveyron, se rendit chez M. Clémenceau pour lui remettre le livre d'or aveyronnais, celui-ci déclara qu'il aurait désiré une paix plus avantageuse pour la France... « Mais nous ne fûmes pas seuls à faire la guerre... », dit-il.

Après avoir rendu hommage à l'attitude du clergé pendant la guerre, M. Clémenceau fit appel à l'union des républicains, dans le sens le plus large du mot : « Il faut en arriver à considérer comme un bon serviteur de la démocratie celui dont les actes sont utiles et bienfaisants. »

Il dit encore :

« J'ai eu une grande méfiance pour le clergé, je lui reprochais d'entraver la liberté de notre pensée, de nous persécuter, et au début, lorsque j'allais aux tranchées, je demandais aux poilus, en désignant l'aumônier : « Est-ce qu'il ne vous embête pas ? — Nous embêter ? Mais tout au contraire, c'est un brave, un chic type, il nous donne l'exemple, se dévoue sans cesse et nous l'aimons bien. » Telle était la réponse uniforme. Et j'ai vu des régiments qui me demandaient de décorer leurs aumôniers pour des faits de bravoure magnifiques. Ces prêtres, je les faisais venir, je les décorais et je les embrassais de tout cœur. »

Dans son voyage à travers les pays envahis, M. Clémenceau, à Vigneulles (Meuse), dit :

« J'entends dire de temps à autre : « Nous n'aurons plus de guerre, n'est-ce pas ? »

» Quand je regarde mes petits-enfants, je n'ose pas leur dire que nous n'aurons plus de guerre. Il est venu, il y a environ deux mille ans, « un Etre divin » — votre curé vous l'annonce aussi — qui dit aux hommes : « Aimez-vous les uns les autres. » Et le lendemain de cette parole, les peuples se sont rués les uns sur les autres avec une barbarie inconcevable.

» Ah ! certes, si nous réalisions cette parole, je vous affirmerais qu'il n'y aura plus de guerre, mais !... »

Dans un dîner avec les plus grands officiers de l'armée, il sembla abonder dans la pensée qui avait fait éclater sur toutes les lèvres le mot « miracle ! »

Rappelons encore qu'à la séance historique du 8 décembre 1919, M. Clémenceau dit :

« Alsaciens et Lorrains, vous dont la présence parmi nous suscite tant de joie après tant de misères, soyez nos témoins, nos garants qu'à travers la naturelle et salutaire divergence des esprits la permanente sauvegarde de la France ne peut être assurée sans le développement continu d'une grande amitié nationale entre tous les Français. »

Ces pensées, ces sentiments, comme aussi et surtout les services rendus à la France, ne permettent plus de parler de M. Clémenceau qu'avec respect et gratitude. Ce qui n'empêche les actes et les paroles d'autrefois de rester inscrits dans l'histoire du temps.

Note complémentaire.

I

La persistance, après la guerre, de l'hostilité contre le catholicisme se montra même en Alsace-Lorraine. On voulut y introduire la laïcité scolaire. On désigna pour les postes supérieurs de l'Instruction publique des fonctionnaires français dont aucun ne partageait les croyances qui sont celles de la grande majorité de cette population ; et en même temps furent envoyés comme instituteurs dans des villages entièrement catholiques, des protestants. Les manuels d'histoire et de morale condamnés par l'épiscopat furent désormais admis [7]. Les prêtres qui avaient jusqu'ici leur entrée libre dans les écoles n'eurent plus accès dans celles-ci qu'un jour par semaine. On tenta d'éliminer les religieuses des écoles de filles ; et on appela tout cela un régime de transition. Autant dire « ensemble de mesures destinées à faire accepter aussitôt que possible toute la législation française, à faire subir l'épreuve de la déchristianisation par l'école. »

A la première réunion du conseil supérieur d'Alsace-Lorraine, M. Millerand a reconnu que ce système allait se heurter à trop de difficultés pratiques pour qu'il eût chance d'être appliqué avec succès. Ce qui n'empêcha point le F.·. Debierre de déclarer dans

---

7. « Odieuse manœuvre ». C'est l'expression que M. Wetterlé employa dans le *Rhin français,* pour apprécier certaines circulaires des autorités scolaires en Alsace, excluant des allocations de l'Etat les institutrices congréganistes qui ont été maintenues dans les écoles publiques pour ne point soulever les populations.

M. Wetterlé ajoutait : « Un régime d'union sacrée existe en Alsace. Son maintien est indispensable : sinon les conséquences seraient de la plus haute gravité. Nous nous étonnons que certains fonctionnaires l'oublient déjà. »

On a prêté à M. Millerand ce mot : « La France est une nation catholique... » Voilà une parole nationale. On peut soi-même être ou n'être pas catholique, ami ou ennemi du catholicisme, favorable ou non à l'Eglise et au Pape. Le fait est cependant que, par position, par histoire, par habitude héréditaire, par réputation universelle, la France est ce qu'a dit M. Millerand; et que le Président du Conseil doit s'en souvenir. De là dérivent une orientation, une notion de points d'appui déterminés, la probabilité de certaines alliances, l'appréhension de certains périls.

Paris-Midi et dans le *Pays* que les lois scolaires doivent être immédiatement appliquées dans les provinces reconquises, avec la laïcisation de tout le personnel enseignant. La *Ligue de l'enseignement* ne se contenta pas de parler, elle déploya une activité de plus en plus grande pour pousser à l' « adaptation ». Au 30 décembre 1918 cette Ligue maçonnique décida que son trente-cinquième congrès se tiendrait à Strasbourg avec une journée à Metz et une journée à Biblanheim, et que là un monument serait élevé sur la tombe de Jean Macé. Ce qui fut fait.

A la suite de ces faits, les parents catholiques ont signé en masse la déclaration suivante :

Le peuple de Lorraine, confiant dans la loyauté du gouvernement français pour le maintien, dans nos provinces si heureusement reconquises, de l'école confessionnelle et de ses libertés religieuses concordataires, répudie, entre autres, l'école neutre et tout ce qui peut porter atteinte à l'éducation morale de la jeunesse. Heureux d'être redevenu Français pour toujours, sa fidélité se doublera de celle du gouvernement à tenir ses promesses.

Le soussigné père de famille; la soussignée mère de famille, se déclarent formellement pour le maintien de l'école confessionnelle, telle qu'elle existe en Alsace, comme institution traditionnelle et en vertu des lois françaises : la loi Guizot (1833) et la loi Falloux (1850).

La Conférence de la Paix se conduisit de même à l'égard des Missions. L'article 122 du Traité de Versailles prescrit l'expulsion hors des colonies des résidents allemands. Cet article atteignait par le fait les missionnaires catholiques. L'article 438, constituant un Conseil pour l'administration des propriétés des missions, déclare que ce Conseil doit être composé de « chrétiens ». Il pouvait par conséquent comprendre des protestants, des schismatiques, des Francs-Maçons. De plus, à ce Conseil n'était imposée qu'une seule obligation : garder à ces propriétés une *affectation de missions*, ce qui donnait à craindre que les biens des missions catholiques seraient transférés à des missions protestantes.

Ces articles préoccupèrent vivement le Saint-Siège. Il envoya à Versailles Mgr Cerretti, secrétaire des Affaires ecclésiastiques extraordinaires. Il obtint certaines modifications aux deux articles qui avaient soulevé des inquiétudes. Les *Débats* présentèrent cette observation aux journaux italiens qui relevèrent le succès de cette négociation : « Il est piquant de les voir célébrer ainsi l'admission du Saint-Siège au traité de paix, alors que, par l'ar-

ticle 15 du traité du 6 avril 1915, l'Italie avait exigé de ses alliés qu'il en fût exclu formellement. »

Quoi d'étonnant en cela et en une multitude d'autres choses qui pourraient être relevées dans les faits et gestes de nos gouvernants et ceux de la Conférence de la Paix? Celui qui y eut la part prépondérante, le Président des Etats-Unis, n'avait-il pas dit : « Le christianisme a échoué dans son œuvre. J'espère réussir a sa place par la Société des Nations. »

Si M. Wilson exprimait ainsi les pensées et les vœux des peuples qui avaient envoyé leurs représentants à Versailles pour leur procurer la paix, à quoi bon avoir dépensé tant d'hommes pour empêcher l'Allemagne de rénover le monde à sa manière, à y faire régner son idéal?

Le choix de M. Millerand comme chef du ministère au lendemain de l'entrée des nouveaux députés nommés par les élections de 1920, a été présenté par plusieurs comme une espérance. Ils étaient généreux. Ce ministère choisit comme ministre de l'Intérieur M. Steeg, fils d'un pasteur allemand qui n'a jamais pu fournir la preuve de sa naturalisation française. Nous avons eu occasion de parler de lui lorsqu'il fut nommé Inspecteur général de l'Instruction publique, et qu'il dit en prenant possession de ces fonctions : « Il paraît douteux que nous puissions jamais espérer de voir la France entrer dans les cadres de notre Eglise (calviniste) ; mais nous avons *quelque chose de mieux* à souhaiter, c'est de voir se répandre autour de nous l'esprit protestant. »

Pourquoi M. Millerand a-t-il fait choix d'un tel personnage, et pour le Ministère de l'Intérieur? Car il est évident qu'il prévoyait, qu'il ne pouvait ne pas prévoir les réactions des patriotes et de la majorité patriotique de la Chambre. Et pourquoi l'a-t-il maintenu à ce poste, malgré les réclamations de cette Chambre et de celles de la presse? La réponse qui se présente à l'esprit est qu'il lui a été imposé. Par qui? La réponse peut toujours être la même : la secte.

Dans sa déclaration ministérielle, M. Millerand a dit : « Fondée sur la liberté, la République ne connaît que des citoyens égaux en droits, sous le règne de la loi, sans acception de croyances ni de conditions. » Puissions-nous le voir fidèle à ce

programme dans ses nouvelles fonctions de Président de la République.

II

Tandis que le traité de paix accordait à l'Angleterre et aux Etats-Unis tout ce que ces Etats demandaient pour accroître leur puissance, presque tout ce qu'exigeait l'avenir de la France lui était enlevé ou refusé.

Inutile de rappeler nos droits séculaires sur cette terre : *la France du Levant*. La Conférence paraît s'être laissé persuader que si le Protectorat des chrétiens, et en particulier la garde des Lieux Saints, du sanctuaire du Saint-Sépulcre et de celui de la Nativité avait sa raison d'être sous le régime de la domination ottomane, il devenait superflu du moment où la Palestine serait placée sous la tutelle d'un grand Etat tenant son mandat de la Société des Nations. Ce mandat, l'Angleterre et même les Etats-Unis ont espéré qu'il leur serait donné, et aussitôt ils se mirent en mesure de pouvoir l'exercer. Ils ont pris d'étonnantes extensions en ce pays. Les Etats-Unis ont manifesté l'intention de s'installer sur le Bosphore, et les Anglais veulent prélever pour leur usage personnel les deux ports de la côte Sud de Syrie : Jaffa et Caïffa. Voit-on Gibraltar, Malte, Chypre, l'Egypte, Suez, la Palestine, la Babylonie,la Mésopotamie et Mossoul sous la même domination? C'est ce qui veut être et paraît encouragé.

D'autre part, la frontière du Rhin qui a été le souci principal de vingt de nos rois, de cent de nos hommes d'Etat ou de guerre, nous est-elle assez complètement attribuée, assez solidement constituée? « Sans le Rhin, a-t-on dit, pas de France, sans la France, pas d'Europe, et sans l'Europe, pas de planète.» Or, de ce côté, la Conférence ne nous a même point fait recouvrer toute la frontière que la Révolution avait héritée de la monarchie. Dans un projet d'armistice qu'il soumit le 1er novembre 1918 aux autorités compétentes, M. G. Hanotaux leur représentait, avec autant de force que de raison, que les Alliés ayant combattu la Prusse et le militarisme, devaient occuper l'Allemagne jusqu'à l'Elbe qui est la vraie frontière de la Prusse. Ce n'est pas la faute du maréchal Foch si ces propositions n'ont pas été écoutées. Loin de là. La huitième et la dixième armées formant

le corps d'occupation de la rive gauche du Rhin, ont été dissoutes dès le 12 octobre et leurs chefs, les généraux Gérard et Mangin, appelés à d'autres fonctions. C'était beaucoup de précipitation et c'était donner crédit aux bruits qui affirmaient l'existence d'influences s'exerçant en faveur des désirs de l'Allemagne. Beaucoup de troupes allemandes étaient déjà placées parallèlement à la ligne du Rhin, à une dizaine de kilomètres de la limite qu'elles n'ont pas le droit de franchir. Le maréchal Foch, dans un rapport adressé au Conseil suprême, lui apprenait que l'effectif de l'armée allemande s'élevait alors à un million deux cent mille hommes au lieu de deux cent mille.

On vit, on entendit des étrangers protester contre cette malveillance dont notre pays est victime. Dans un banquet offert, aux Etats-Unis, à M. Schneider à qui fut décernée une médaille d'or en présence d'un millier d'ingénieurs et hommes d'affaires, un industriel américain prit la parole au nom de tous et prononça un discours plein de sens et de vérité :

« Pour que la France soit en mesure de briser la prochaine attaque allemande, il lui faut le commandement absolu de la rive gauche du Rhin. C'est elle qui doit avoir la « garde au Rhin ». On a parlé des prétentions de cette région à disposer d'elle-même en faveur de l'Etat brigand, elles cessent de valoir du fait même de ce brigandage. La bête féroce ne peut être autorisée à conserver ses griffes sous prétexte que c'est Dieu qui les lui a données... La France, par sa position historique et géographique, est obligée de surveiller le péril allemand plus qu'aucun autre pays. C'est dans nos bonnes relations avec elle que nous devons trouver le moyen efficace de nous préparer pour le conflit inévitable. Notre intimité avec elle, notre sympathie, notre compréhension de son caractère, de sa pensée et de son action, aussi bien que de la position de sentinelle avancée de la démocratie qui lui est imposée, devraient être telles que l'une et l'autre nation attendent toujours le signal de la première et soient prêtes à y répondre promptement. Ce devrait être un sentiment familier à chacun de nous que *notre salut dépend de la vigilance française lorsque viendront les prochaines attaques allemandes.* »

Ce n'est point ce qu'a voulu la Conférence de la paix, du moins si l'on en juge par ses actes.

Tout en frustrant la France de ses droits, la Conférence des nations et le Traité de Paix n'ont pas seulement protégé l'Allemagne, ils ont aussi avantagé l'Angleterre, l'Amérique et les autres pays protestants ; le tout au détriment de la France et des autres pays catholiques.

Ce qui se fit à Versailles rappelle ce qui s'était passé au Congrès de Westphalie et au Congrès de Vienne.

Grâce à nos rois et à leur diplomatie, qui aujourd'hui nous manque, le traité de Westphalie procura des avantages considérables à notre patrie par l'extension de son territoire et par l'accroissement de son rôle politique en Europe ; mais il marque une date décisive dans l'histoire de la désorganisation du droit politique et l'abandon des traditions qui avaient été l'âme de la chrétienté au moyen âge. Le Souverain Pontife se trouva dès lors placé en dehors du droit international qui fut laïcisé. Les évêques n'eurent plus à jouer de grands rôles politiques. De là leur moins grande influence sur les peuples. Le principe *Cujus regio ejus religio*, déjà en vigueur parmi les luthériens, fut étendu aux calvinistes : droit contraire au droit divin de la Vérité. Le traité de Westphalie consacra le monopole du culte public en faveur de la religion du prince, parce qu'elle est la religion du prince. De plus, il sécularisa un grand nombre d'évêchés et d'abbayes en faveur des souverains luthériens ou calvinistes.

Au Congrès de Vienne, la Prusse demanda avec instance que la France fût partagée comme l'avait été la Pologne. Elle ne fut point écoutée, mais il fut convenu de la réduire aux limites de 1792 et de procéder au partage des territoires ainsi devenus vacants. C'est cette pensée qui présida aux délimitations de la nouvelle carte politique des Etats européens et qui livra systématiquement les petits Etats catholiques aux grandes Puissances protestantes : la Belgique fut livrée à la Hollande, la Prusse fut placée en sentinelle armée contre la France sur les deux rives du Rhin. Grâce aux principes exposés et défendus par Louis XVIII et son ministre Talleyrand et à l'habileté diplomatique de Consalvi, les choses n'allèrent point aussi loin qu'elles eussent pu se porter. On ne fit point de la France ce que la Prusse aurait voulu et le Pape rentra dans l'intégrité de ses Etats, du moins ceux placés au centre de la Péninsule. Mais le roi de France et son ministre ne purent empêcher que par le

développement de ses frontières, la Prusse n'obtînt cet accroissement d'influence en Allemagne, qui lui permit plus tard de la soumettre toute entière à son joug et de se livrer à l'ambition de dominer le monde.

On peut donc croire sans témérité que le souffle qui s'était fait sentir en Westphalie et à Vienne fut le même qui inclina les volontés à Versailles et que, ici comme là, il sortait d'une même caverne.

Son impulsion directrice, poussant toujours dans le même sens, se fit également sentir en 1830, en 1847, en 1876 pour ne rappeler que les dates les plus importantes. En 1830, la Belgique demanda solennellement sa réunion à la France ; l'Europe s'y opposa. En 1847, elle n'opposa point une volonté contraire et fit détruire l'autonomie des cantons suisses ; en 1876, elle porta un coup mortel à l'antique constitution des Pays-Basques. Par le Congrès de Prague qui suivit la bataille de Sadowa, l'Autriche fut exclue de l'Allemagne du Nord et placée plus ou moins directement sous la direction de la Prusse, devenue la tête d'une nouvelle Confédération, et le Hanovre fut annexé à la même Puissance.

C'est à cette époque que M. de Cassagnac fit cette observation: « Il existe une société européenne générale dont toutes les parties sont liées par une étroite solidarité. » Dans cette solidarité qui ne liait alors que l'Europe, M. de Cassagnac verrait aujourd'hui les Etats-Unis, le Japon, la Chine, etc. De quelle nature est le lien qui les enchaîne? qui en tient les bouts? M. de Cassagnac ne le dit pas. Il ne le voyait pas dans la lumière qu'ont fait éclater les événements qui se succèdent, de plus en plus révélateurs, depuis la guerre que Napoléon III et Victor-Emmanuel ont faite aux souverains de l'Italie et au Pape.

Ayant ces souvenirs dans l'esprit, qui pourrait s'étonner de voir aujourd'hui, après la victoire, due principalement à la supériorité de nos chefs militaires, à la vaillance et aux souffrances exceptionnelles de nos troupes, la dite solidarité ne point en tenir compte? Aussi tout le monde sent bien que tout n'est pas fini. Suivant *Paris*, le 8 juin 1920, un musulman, Mohamed Ali, président de la délégation musulmane de l'Inde, a posé cette question : « On avait affirmé que cette guerre mettrait fin à la guerre. Cette paix va-t-elle mettre fin à la paix? »

CHAPITRE XVIII.

Après leur défaite et notre victoire.

II. En Allemagne.

Démétrius, roi de Syrie, envoya dire à Jonathas le grand-prêtre : « Comment oses-tu, toi, jouer l'indépendant vis-à-vis de nous? Descends vers nous dans la plaine et là, mesurons-nous ensemble. Apprends qui je suis. Tu ne pourras soutenir le choc de ma cavalerie et de mon armée si nombreuse ». Alors Simon fit avancer sa troupe et attaqua la phalange. Les Syriens furent battus par lui et prirent la fuite. La cavalerie se débanda dans la plaine, et les fuyards se précipitèrent dans Azoth. Jonathas brûla Azoth et les villes d'alentour après les avoir pillées.

I Mach., XII.

Les Allemands qui, en 1914, avaient cru entrer en France en triomphateurs et conquérir la capitale sans coup férir, durent rentrer chez eux en 1918 battus, battus dans les règles et à plate couture, à la honte de leurs trois principaux généraux, Von Kluck du 5 au 12 septembre 1914 ; les deux autres du 16 juillet 1918 au 11 novembre de la même année. Von Kluck a été battu par Joffre ; Ludendorff et Hindenburg par Foch.

Tandis que les chefs rageaient de devoir baisser pavillon devant nos généraux, leurs troupes se démoralisaient. Elles, si disciplinées à leur arrivée chez nous, détournaient la tête à la rencontre de leurs officiers pour n'avoir point à les saluer, et les défections, préludes de la déroute, se multiplièrent de jour en jour. En haut comme en bas, on n'en pouvait plus, il fallut de toute nécessité solliciter l'armistice, malgré l'humiliation si

profonde qu'elle causerait aux yeux du monde, qui avait entendu les ambitions si hautement proclamées auparavant [1].

Guillaume II prit la fuite [2], mettant ainsi le sceau à la prophétie de Lehnin qui depuis des siècles était le cauchemar de son grand-père et qui, durant tout son règne, l'avait mis et tenu dans cet état d'indécision qui le faisait passer d'un extrême à l'autre, des déclarations les plus belliqueuses à l'inaction dans les circonstances les plus favorables.

Et cependant l'Allemagne se montre aujourd'hui aussi orgueilleuse, aussi prétentieuse, aussi exigeante qu'elle l'était hier du respect des droits qu'elle s'attribue. Et comment ne le serait-elle point? Elle eût pu, elle eût dû être rayée du rang des grandes puissances ; elle est restée debout. Elle est redevenue menaçante dès le lendemain de sa défaite et dans son désastre. C'est qu'elle a senti que dès lors la couvrait l'ombre protectrice d'une égide tenue par une main invisible, mais que ses chefs savaient être celle de la secte au service de laquelle elle s'était mise et qu'elle pouvait servir encore, la secte judéo-maçonnique: *cui prodest, id fecit.* En dehors de cette intervention il est impossible d'ex-

---

1. D'après les déclarations faites par le Président de la République dans le discours qu'il prononça à Givet : « Le jour où les armées allemandes ont signé leur capitulation devant les troupes victorieuses du maréchal Foch, elles étaient impuissantes à continuer la guerre, et trois ou quatre jours de bataille de plus les auraient condamnées à capituler en rase campagne. C'est pour échapper à ce désastre que l'Allemagne a signé l'armistice. »

Trois ou quatre jours seulement venant s'ajouter aux quinze cents et plus qui avaient précédé, et l'armée allemande capitulait en pleine campagne, c'est-à-dire se trouvait dans la nécessité de se constituer tout entière prisonnière avec son matériel complet. Ces trois ou quatre jours nous en eussent vraisemblablement épargné trois ou quatre cents et peut-être des milliers d'autres, qui menacent de nous échoir dans un avenir plus ou moins prochain, car l'Allemagne, grâce au genre de paix qui lui a été faite, peut rester et reste un loup vigilant et armé.

2. Mais auparavant, le 15 juin 1918, après le succès des offensives du 21 mars, du 8 avril et du 27 mai, le Kaiser, se croyant victorieux, était monté au Capitole et avait de nouveau proclamé la grande pensée de son règne dans un discours prononcé au Grand Quartier Général à l'occasion du trentième anniversaire de son avènement : « Le peuple allemand ne vit pas clairement quand la guerre éclata quelle signification elle aurait. Je le savais très exactement... Il s'agissait d'une lutte entre deux conceptions du monde : droit, liberté, honneur et morale, doit rester en honneur ; ou bien la « conception anglo-saxonne », qui signifie se livrer à l'idolâtrie de l'argent. Les peuples de la terre travaillent comme des esclaves pour la race des maîtres anglo-saxons, qui les tiennent sous le joug. Les deux conceptions luttent l'une contre l'autre. Il faut absolument que l'une d'elles soit vaincue... »

Le Kaiser définit comme il peut les diverses conceptions du monde, mais il dit bien clairement que, dès le début des hostilités, une lutte sans merci s'est engagée entre les Prussiens-Allemands et les Anglo-Saxons, qui ne devront jamais oublier à quel péril ils ont échappé.

pliquer la qualité de la Paix qui a été faite : Paix qui a maintenu l'Allemagne dans l'unité que lui avait donnée Bismarck et dans la possession des moyens de menacer de nouveau l'Europe et le monde ; tandis que ce même traité de paix enlevait à la France, qui venait de délivrer le monde, la sécurité que lui aurait procurée la reconnaissance de ses frontières naturelles et lui enlevait aussi la situation que lui donnait parmi les peuples la puissance morale, tant de fois séculaire, dont elle jouissait en Orient.

La première et la plus grande faute qui ait été commise à Versailles et qui — tout le démontre — a été voulue, avait d'avance été concertée entre plusieurs de nos alliés, peut-être imposée par la Synagogue, ce fut le maintien de l'œuvre de Bismarck. L'Empire allemand changeait de visage, il avait pris le nom de République, c'était toujours l'Allemagne de 1871, l'Allemagne unifiée, formant bloc pour les éventualités futures, comme elle venait de faire bloc dans la pensée de vaincre l'Europe et de se soumettre le monde. Dans ces conditions, l'esprit de l'Allemagne ne devait pas changer. Les Universités l'entretiennent avec ferveur ; leurs professeurs continuent à enseigner que l'Allemagne doit gouverner le monde pour le plus grand bien de l'humanité ; que sa surpopulation et sa surproduction lui donnent le droit de s'approprier par la guerre des territoires et des marchés nouveaux ; que d'ailleurs elle n'a pas voulu la guerre et n'a pas été vaincue ; enfin qu'elle se relèvera après la défaite de 1918 comme après celle de 1806 [3].

Les voyant dans cet état d'esprit, comment l'Assemblée des nations a-t-elle pu penser que soixante millions d'habitants accepteraient comme définitif le recul de leurs frontières de l'Est, la coupure des deux Prusse et la séparation de Kœnigsberg? Comment a-t-elle pu croire que soixante millions d'Allemands se résigneraient pendant trente ou cinquante ans à payer un tribut régulier de plusieurs milliards à quarante millions de Français? L'Allemand aura sans cesse son regard fixé sur nous, prêt à reprendre l'offensive, dès qu'il verra l'occasion favorable.

---

3. Les dernières élections ont prouvé la volonté de vivre qui anime l'Allemagne. Vivre, c'est pour elle se libérer des conséquences de la défaite : la révolution à l'intérieur, le traité de paix à l'extérieur.

L'unité allemande confirmée par le traité de paix, recevant de l'aréopage des nations une consécration qui ne lui avait pas été donnée jusque-là, est donc pour la France d'abord, puis pour le monde, un péril, ou du moins une source de difficultés et d'alertes perpétuelles ; quelques précautions inscrites sur un parchemin ont peu de chances de tenir contre les conséquences d'un pareil fait. Il domine tout. Il nous forcera à remplir de nouveau les casernes, ce qui forcera les autres nations à faire de même. La contagion de l'armement de toute la population et la concurrence du chiffre des corps d'armée reviendront ; les dépenses militaires croîtront avec les progrès de la science : ce que les Etats ne pourront supporter sans finir par succomber.

Est-ce ce que l'Assemblée œcuménique a voulu? Non, du moins d'une volonté expresse. L'a-t-elle vu ? Non, sans doute, faut-il répondre encore. Mais la Synagogue a pu le voir, se le proposer et arriver par les voies qu'elle connaît, qu'elle fréquente dans les régions diplomatiques à le faire accepter par ceux dont elle avait bandé les yeux. En dehors de cette supposition, que l'on trouve une explication à un fait si inattendu, si plein de tels périls et d'autre part si favorable au but poursuivi avec tant de ténacité et de persévérance par la Synagogue de Satan : abaisser, anéantir tout ce qui est obstacle à la domination des Juifs sur les goïms [4].

Plusieurs de nos lecteurs pourront se dire que ce sont là des assertions ou du moins des suppositions peu justifiées. Qu'ils attendent, avant de s'arrêter à ce jugement, d'avoir lu la SECTION qui a pour titre l'ŒUVRE DE LA SECTE JUDÉO-MAÇONNIQUE.

Oui, en dehors de cette supposition, il est impossible de s'expliquer pourquoi les Alliés se sont opposés au démembrement de l'Allemagne, alors que le démembrement de l'Empire austro-hongrois leur a paru tout naturel ; alors que la reconstitution

4. La *Vieille France* a publié en 1919 ces paroles de l'auteur de *Crimes et châtiments*, M. Dostouwiski, déporté en Sibérie par le gouvernement russe : « Bismarck, Beaconsfield, la République française, Gambetta, etc., tout cela comme force n'est qu'un mirage. C'est le Juif seul et sa banque qui est leur maître et à toute l'Europe... Le Juif et sa banque sont maintenant les maîtres de tout, de l'Europe, de l'instruction, de la civilisation, du socialisme, du socialisme surtout, par quoi le Juif arrachera le christianisme et détruira sa civilisation. Et quand il ne restera plus que l'anarchie, le Juif se mettra à la tête de tout. Car en propageant le socialisme, les Juifs resteront unis entre eux ; et quand toute la richesse de l'Europe sera dissipée, il restera la banque des Juifs. »

de la Pologne leur a paru peu désirable. C'est que la Synagogue s'est dit que la Pologne comme l'Autriche ont un passé catholique et qu'elles pourront reprendre leur esprit et leur rôle catholiques. Le 7 octobre 1916, un membre de l'Institut a rappelé ces paroles symptomatiques de Mazzini qui, écrivant à un Allemand en 1861, disait : « Abandonnez l'Empire d'Autriche à la condamnation que Dieu (le Dieu des loges) et les hommes ont formulée contre lui ». Pour la Pologne, elle aurait pu être une digue contre l'anarchie russe et le bolchévisme. On a préféré la livrer aux Russes, aux Prussiens et aux Tchèques. Heureusement Dieu, par le génie d'un général français, a déjoué cette machiavélique entreprise.

Tel est le sort que la Conférence de la Paix a fait aux Etats catholiques, après avoir pris pour directeur de ses pensées et de ses décisions le Président des Etats-Unis, disciple du néfaste docteur de l'Allemagne, Kant, et comme Franc-Maçon, serviteur de la secte judéo-maçonnique. Clémenceau a fait ce qu'il a pu, mais il avait contre lui Wilson et Lloyd George, et aussi l'état politique et international où nous met la République.

Il est un terrain autre que celui de son territoire naturel et de ses droits dans le Levant où la France sort de la guerre et entre dans la paix, menacée dans ses intérêts, on peut même dire dans ses forces vitales. Ses finances sont mises dans un grand péril [5].

---

5. L'*Excelsior* a publié un tableau progressif des budgets de la France, de 1789 à 1919.

Voici les chiffres de Necker pour 1789 : 531.444.000 livres (la livre valait exactement 0 fr. 98.765). Les chiffres de M. Klotz pour 1920, évalués d'après ceux qu'il donne pour le premier trimestre, seront de 50 milliards !

C'est en 1812 qu'on dépasse le milliard. Le dernier budget de l'Empire (1814) est de 1.176.800.000 francs. Avec la Restauration, malgré le règlement des dépenses de guerre, on descend au-dessous du milliard, sauf en 1817 et 1818, et le budget de 1830 est de 972.839.879 francs.

Le deuxième milliard est atteint sous le second Empire, en 1863. Avec la République, on arrive, en 1877, au troisième milliard, puis au quatrième en 1909, pour aboutir en 1914 à 5.373.329.449 francs. C'était le budget normal, établi avant la déclaration de guerre, et l'on devine s'il fut dépassé...

Moralité : la démocratie n'est pas un gouvernement à bon marché.

Et maintenant, nous sommes « *au bord du gouffre* », selon la formule qu'emploie M. Georges Lachapelle, en tête de l'*Avenir*.

M. Emile Buré, dans l'*Eclair*, admonesta nos alliés anglais et américains : « Au moins, s'ils ne voulaient rien nous donner personnellement, en récompense de nos sanglants et coûteux sacrifices qui leur assurèrent le gouvernement du monde, ne pouvaient-ils nous laisser récupérer sur l'Allemagne nos

Disons d'abord que depuis que les conditions de paix ont été signifiées à l'Allemagne, c'est-à-dire depuis treize mois (décembre 1919) nous n'avons pas reçu un pfennig.

En 1872, la France avait déjà payé les deux cinquièmes du tribut consenti. La Prusse, toujours gouvernée par la même secte qu'au temps de Guillaume II, a pu manœuvrer de telle sorte que notre ministre des finances n'a pas craint de dire à la tribune que « la France est le banquier de l'Allemagne ». Renversement des rôles scandaleux. « Déjà, a-t-il dit, la France a sorti des caisses du Trésor dix milliards, dont trois en ces trois derniers mois, servant, sans le concours de ses associés, de banquier au vaincu : paradoxe matériel, paradoxe moral invraisemblable, incroyable ! » Un autre jour, lorsqu'il présenta à la Chambre un projet d'emprunt en Angleterre, il dit encore : « Nous avons avancé à l'Allemagne les quinze milliards qu'elle nous doit pour allocations militaires, un milliard pour les pensions militaires, dix milliards pour les réparations dans les régions dévastées. Ne nous étonnons pas que nos dépenses pour l'année 1919 soient évaluées à cinquante milliards — avec dix milliards de recettes seulement. Ne nous étonnons pas que l'émission de papier-monnaie à jet continu, le recours à la planche aux assignats, soient une nécessité, et que le franc baisse à mesure qu'il y a plus de francs, non pas réels, mais imprimés. »

Lorsque le Boche était vainqueur et qu'il arrivait dans une ville belge ou française, serbe ou roumaine, ou italienne, le commandant des troupes envoyait dire à la préfecture ou à la mairie: « Il nous faut cent mille, cinq cent mille, un million, cinq millions de contributions. Si elles ne sont pas levées dans les vingt-quatre heures... », suivait la menace qu'on savait toujours devoir être exécutée. Les cent ou les cinq cent mille, le ou les millions étaient versés. Ce qui n'empêchait point parfois de brûler la ville, après avoir palpé la rançon.

Comment des mesures n'ont-elles pas été prises pour déterminer l'Allemagne au même résultat automatique et rationnel?

« L'Allemagne, a conclu notre ministre, nous doit déjà du

---

pertes innombrables? Ils ont tout fait, au contraire, pour nous empêcher de profiter de notre victoire, pour détruire le prestige incomparable qui nous accompagnait partout après l'armistice.

chef de ces avances à elle faites par nous, un capital de vingt-cinq milliards. »

Ainsi, notre débiteur, l'Allemagne, nous doit du chef que nous lui avons servi de banquier la coquette somme de vingt-cinq milliards [6].

Autres faits. La France constate, non sans inquiétude, l'allure désordonnée imprimée au même moment à notre marché des changes et la chute de notre franc. Les cent francs français ont coté cinquante-et-un francs [7].

Ici encore, en recherchant la cause on trouve la main du Juif. La *Journée industrielle*, du 17 septembre 1919, disait : « Il y a quelques jours, les deux groupes financiers germano-américains

---

6. Le lendemain M. Herbette a écrit dans le *Temps :* « Les Boches s'appliquent à amoindrir le patrimoine visible de leur pays et à déprécier le change, comme s'ils trouvaient plus profitable de conduire l'Allemagne à la faillite que de la mettre en état de payer ses dettes. Il est grand temps que la mise en vigueur du traité permette aux gouvernements alliés de concerter les mesures qui assureront tout à la fois le relèvement économique de l'Allemagne et sa solvabilité. »

7. A l'Assemblée de 1.200 chambres de commerce qui fut réunie aux Etats-Unis dans laquelle siégeait M. Schneider comme représentant des Chambres de France, celui-ci a montré à l'assemblée l'inquiétante situation économique de l'Europe et les graves dangers qu'elle peut faire courir. Son discours a produit une énorme impression.

Rien que pour la France, les dommages de guerre, y compris les pensions aux victimes, s'élèvent à 71 milliards de dollars, chiffre officiel. A l'ensemble des nations qui ont pris part à la grande guerre, on admet généralement que la guerre a coûté 200 milliards de dollars. C'est treize fois plus que toutes les guerres additionnées qui ont eu lieu dans le monde depuis 1850. Mais, de plus, la terrible guerre a singulièrement diminué la production des matières indispensables ; pendant quatre ans, on n'a produit que pour détruire. L'or, en France, est devenu invisible ; une quantité considérable de papier circule à sa place et représente de cinq à huit fois sa valeur.

Au sujet du change, M. Schneider évoque devant les gens d'affaires qui l'écoutent, les conséquences que la situation actuelle peut avoir pour les Etats-Unis. Quelles seraient les conséquences économiques et sociales si les acheteurs d'Europe se détournaient d'un pays au change si élevé? « Les monceaux d'or que vous gardez dans vos coffres, dit-il, ne sauraient vous donner à cet égard un sentiment de sécurité. L'or n'a qu'une valeur d'échange. A partir du moment où tout l'or est d'un seul côté, il n'y a plus d'échange possible. Votre intérêt n'est donc pas moins profondément engagé que le nôtre dans les problèmes financiers. »

De fait, la créance de 9.102 millions de dollars (50 milliards de francs) que les Etats-Unis possèdent maintenant sur les nations d'Europe commence à les préoccuper. Pour ce qui est de la France, qui a failli tomber sous le joug allemand, elle est une colonie d'exploitation d'Israël ; elle finira par devenir une annexe économique des Etats-Unis, comme le Portugal est une annexe économique de l'Angleterre depuis deux cents ans.

La dette de douze à treize milliards que nous avons contractée vis-à-vis des Etats-Unis au cours d'une guerre qui fut leur guerre comme la nôtre, porte la presse américaine à appuyer des projets d'apparente coopération économique ou de cessions territoriales qui ne nous disent rien de bon.

Warburg et Speyer ont tenu, en Suisse, d'importantes conférences avec des banques israélites allemandes. Des accords de principe seraient intervenus. » L'*Economiste français* disait de son côté, le 13 décembre : « Des financiers allemands travaillent sans relâche notre change et le change anglais sur les marchés suisse et espagnol. » Et d'autres journaux ont posé cette question : « ON A CONDAMNÉ, POUR INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI, DES AVOCATS, DES JOURNALISTES, DES OFFICIERS : JAMAIS UN FINANCIER. — POURQUOI ? »

La *Libre Parole* a un jour répondu : Pour amener la banqueroute. « La banqueroute est chose exquise, merveilleuse, parce que cela représente beaucoup de souffrances, beaucoup de haines, et que de ces souffrances et de ces haines la révolution peut surgir, emportant tout ce qui constitue l'ordre, la discipline, la règle de l'Etat français, de la société française. Quelle joie ! »

Juifs, Francs-Maçons et socialistes se sont montrés avant, pendant et après la guerre unis dans une sorte de conspiration, qui put n'être point consciente pour tous, pour amener la France à cette banqueroute et par suite à la révolution désirée par un grand nombre des leurs.

Avant la guerre, par leur campagne contre la folie des armements, les chefs socialistes ont contribué à amener l'agression et l'invasion de 1914 qui n'eût jamais été osée contre un Etat fort et un peuple sur ses gardes ; par leur liaison persévérante avec la République sociale allemande, ils sont en train, non seulement de nous préparer un nouveau débordement germanique, mais de nous empêcher de le repousser.

Ce qui est pis encore, c'est le BOLCHÉVISME [8] qui déjà règne

---

8. Le bolchévisme a pris naissance en Russie. Il y a été la suite et le fruit de la Révolution que l'Allemagne a favorisée, sinon soulevée, afin de détacher cette nation de l'alliance conclue entre elle, la France et l'Angleterre, et avoir ses coudées libres sur notre sol. Dès l'ouverture des hostilités, tandis qu'en France le monde pouvait admirer l'empressement dans le calme et la dignité de la jeunesse française à se rendre à l'appel de la patrie sur les champs de bataille, en Russie la mobilisation n'avançait pas, les munitions n'arrivaient pas, les voies ferrées se prêtaient de moins en moins au transport du matériel aussi bien que du personnel. En même temps le parti allemand triomphait à la cour du tsar, grâce, dit-on, à la tsarine qui se laissait inspirer par un illuminé, Raspoutine. Dans l'armée elle-même la révolution à opérer comptait des complices et parmi eux un grand-duc. Le ministre de la guerre, aussi du complot, paralysait les opérations de ceux des chefs qui se distinguaient par une plus grande intelligence et un cœur plus haut.

Ainsi naquit la défection de la Russie et ses suites, la révolution, puis le bolchévisme.

en Russie et nous fait assister au spectacle de massacres et d'ignominies qui font reculer d'horreur. Là il règne déjà ; en d'autres pays il s'essaie. En France il frappe à la porte et il espère bien entrer. Déjà on peut constater qu'il y a identité de programme chez Lénine et chez notre parti socialiste: guerre des classes et mise en commun des moyens de production gérés par l'Etat. Pour arriver à leur but les meneurs tiennent leurs dupes en haleine par des grèves aussi multipliées que fréquemment renouvelées. Une journée de grève générale décrétée pour le 21 juillet devait être chez nous le préliminaire du bolchévisme. Elle put être empêchée, mais des grèves partielles éclatent tous les jours, dans toutes les provinces et en tous corps de métier. Et ainsi les ouvriers sont préparés petit à petit au soulèvement général. La même propagande révolutionnaire a lieu partout, car c'est l'Europe entière, c'est le monde qu'il faut arriver à révolutionner.

Bien entendu, dirent presqu'unanimement les journaux conservateurs en tous pays, la main du bolchévisme et celle de l'Allemagne se rencontrent à chaque instant dans la préparation de ces troubles.

En Angleterre, outre les grèves, le soulèvement de l'Irlande et l'agitation des esprits dans les Indes deviennent de plus en plus inquiétants. La même préparation à la Révolution générale et définitive se constate en Italie, en Espagne. Partout on découvre ou on soupçonne la main de l'Allemagne.

On sait à Berlin, et pour cause, que les soviets de Moscou submergent l'Occident d'agents de toute sorte subventionnés, — dit M. Léon Daudet, qui ne parle pas à la légère, — « par divers richissimes profitaires internationaux et *banquiers dont les noms sont connus*. Leur but est de révolutionner le monde ; et c'est pourquoi par leur propagande ils minent les pays étrangers et en mûrissent les populations pour la révolution voulue par eux et par ceux qui les ont inspirés et lancés à l'assaut de la société. Cette propagande, ils la font non seulement dans les contrées européennes, mais on la suit partout, en Anatolie, en Perse, en Afghanistan. Les opérations militaires ou révolutionnaires qu'ils y font donnent à craindre un soulèvement des musulmans de l'Inde[9].

9. Un journaliste qui a vu le bolchévisme de près, M. Boris Nolde, a écrit :

Il est une autre banqueroute qui menace non seulement la France, mais aussi l'Europe et tous les peuples, banqueroute non d'argent, mais de tout ce qui constitue l'ordre social. Elle aussi est fomentée par l'Allemagne, mais ici encore l'Allemagne est l'agent de la secte judéo-maçonnique.

Que le bolchévisme vienne de l'Allemagne, le Livre blanc du gouvernement anglais en contient l'affirmation. En France un député est venu affirmer devant la Chambre sa conviction qu'une des manifestations du bolchévisme, le « cheminotisme », dont

---

« La nationalisation de l'industrie a apporté une désorganisation complète. La production industrielle s'est arrêtée partout ; l'organisme social économique est mort. Les usines se ferment l'une après l'autre. La majeure partie des ouvriers est congédiée ; s'il en reste quelques milliers dans les grands centres industriels, ce n'est qu'à titre décoratif : il faut bien que la société nouvelle des invalides de l'industrie entretenus aux frais de l'Etat soit représentée... L'Etat, seul dépositaire légitime des biens, ne fournit qu'une quantité de vivres insuffisante. Privé d'autres ressources, vous mourriez littéralement de faim. Comme cent millions d'hommes doivent continuer à vivre, un échange privé s'établit en premier lieu entre la campagne et la ville, puis à l'intérieur des villes ou entre les villes, échange sévèrement défendu et poursuivi par les autorités, mais qui prend une extension sans cesse plus considérable...

» Le travail désorganisé, la production interrompue, les moyens de communication détruits, tout contribue à amener un état de détresse qui a été maintes fois décrit. La guerre mondiale a enfanté tant de douleurs, que la description d'un pays lointain où des milliers de personnes meurent de faim ne produit aucune impression sur le lecteur fatigué ou sceptique.

» Mais ceux qui ont vécu sous le bolchévisme n'oublieront jamais l'image de ces villes où l'on coudoie sans cesse la mort sous le visage hideux de la famine ; où toute vie intellectuelle est anéantie par le souci élémentaire de ne pas mourir de faim. »

Le meurtre vient s'adjoindre à la famine pour décimer la population. Voici quelques-uns des rapports de ses consuls que le gouvernement anglais a publiés :

A Goroblagodaloky, l'armée rouge jeta quarante-quatre cadavres, dont ceux de moines et d'une jeune fille, dans un puits. A Blagoveschensk, des officiers et des soldats de Toboloff furent trouvés avec des aiguilles de gramophone enfoncées sous leurs ongles, les yeux arrachés et des marques de clous sur leurs épaules, là où ils portaient leurs épaulettes. (Livre Blanc, p. 129.)

Beaucoup de milliers ont été fusillés, mais, depuis peu, les condamnés sont pendus. Ils sont conduits hors de la prison, en fournée, de bonne heure, déshabillés jusqu'à leur chemise et puis pendus, l'un après l'autre, étant attachés par une corde avec les pieds à quelques pouces du sol ; on les laissait mourir dans cette position.

Cent cinquante officiers russes, faits prisonniers à Pokoff par les gardes rouges, ont été mis entre les mains des soldats mongols, qui les ont sciés en morceaux (Livre Blanc, p. 69), etc., etc., etc.

Le Livre Blanc du gouvernement anglais conclut : « Le parti militaire allemand travaille, sans aucun doute, en donnant la main aux bolcheviks, avec l'idée d'étendre le bolchévisme jusqu'en Angleterre (et ailleurs aussi). A ce moment-là, ils espèrent en avoir fini avec lui chez eux et être en position pour retirer un avantage de nos troubles. La propagande bolchévique dispose de fonds illimités. »

l'esprit vient de Moscou, était aussi fomenté par l'Allemagne.

Dans la séance du 5 février 1920, M. Erlich, député de Paris, injurié (Judas!) par le socialiste M. Cachin, debout, d'une voix qui dominait les clameurs de l'extrême-gauche, déclara qu'il n'acceptait pas l'injure et dit : « Vous savez dans quelles conditions j'ai quitté mon parti. Après être resté trois ans sur le front français, j'ai été envoyé en mission par mon pays en Russie ; moi qui parle couramment le russe, je suis resté dix-huit mois en Russie, de juillet 1917 à avril 1919 : à Pétrograde, où j'ai vécu le coup d'Etat bolchéviste ; à Moscou, où j'ai vécu la terreur bolchéviste ; dans le Sud de la Russie, d'où à la démobilisation j'ai été renvoyé en France.

» Après dix-huit mois d'examen approfondi, après avoir suivi les chefs bolchévistes dans leurs meetings et leurs conférences, que j'ai comprises, moi, qui sais le russe, à la différence de vos amis qui ne le parlent pas, j'ai acquis la conviction que la plupart des chefs bolchévistes ne sont que des agents de l'Allemagne. (Vifs applaudissements à droite.)

» Alors, rentré dans mon pays, voyant dans quelle passe de folie criminelle étaient engagés mes anciens amis qui appelaient Lénine et Trotzki leurs camarades, alors que je les considérais, moi, comme des traîtres à la France, avais-je le droit de garder mon sentiment pour moi? Si je l'avais fait, j'aurais été un Judas vis-à-vis de la France elle-même. »

Un peu plus tard, M. de Gaillard-Bancel a dit à la même tribune : « L'Allemagne a en effet la main dans toutes les organisations bolchévistes de la Russie : tous nos journaux sont pleins de renseignements qui ne laissent aucun doute à cet égard [10]. »

---

10. En France, les socialistes travaillent à nous amener et à nous soumettre au régime bolchevik en reconstituant l'Internationale sous la forme nouvelle qui prend la place des deux formes qui ont précédé la guerre.

Pour ne citer que la Fédération socialiste du Nord, elle s'est réunie en congrès le 8 février 1920. Elle a donné un mandat à ses délégués à Strasbourg, recommandant à la section de cette ville comme à toutes les sections des autres régions de rechercher l'union avec le parti socialiste indépendant d'Allemagne pour porter partout l'action socialiste sur le terrain de la lutte des classes et de la révolution. C'est donc l'adhésion au bolchévisme et au régime des soviets que la Fédération socialiste du Nord demande et fait demander.

Puissent tous ceux qui, dans le monde ouvrier, ont du bon sens et de l'honnêteté — ce sont en réalité les plus nombreux — ouvrir les yeux et voir où les mènent leurs ligues et leurs journaux.

Toutes les autres nations voient combien le traité de paix a été favorable à cette République-Empire, état insupportable pour elle, mais conservant les moyens de se libérer du joug, de rompre ses liens, et de s'ouvrir les voies à un nouvel assaut contre la civilisation, à un nouvel essai de domination sur le genre humain.

Les choses étant ainsi, comment les délégués des nations envoyés à Versailles pour prendre les moyens de doter le genre humain d'une paix universelle et perpétuelle, ont-ils pu, au lieu de brider l'Allemagne, la mettre en état de faire ce que nous venons de constater? Une seule supposition paraît acceptable, celle donnée par ceux qui ont vu cette assemblée inspirée et gouvernée par le Pouvoir occulte judéo-maçonnique.

Ce Pouvoir était persuadé que le moyen à prendre pour réussir dans ses desseins était de soutenir en tous pays ceux qui y sèment les idées révolutionnaires, qui suscitent les grèves, qui soulèvent les révoltes dans les armées, armée de mer et de terre : l'Allemagne a fait et fait tout cela en employant à préparer la Révolution universelle, « la grande nuit », l'argent qu'elle devrait nous verser. Mais, comme dit le proverbe : « Celui qui sème le vent, recueille la tempête. » Ludendorff le sait, le voit et il dit : « Nous coulons à pic. Mais nous entraînons les autres dans le tourbillon. » Le bolchévisme est considéré par l'Allemagne comme un grand atout dans ses mains. Elle s'en est servie d'abord pour révolutionner la Russie et la détacher de nous ; elle l'y maintient comme un foyer toujours brûlant et dévastateur des nations voisines pour les préparer ainsi à passer sous son joug. Elle y voit le moyen de rompre ses propres liens et de se soustraire aux engagements pris envers les Alliés, tout en observant ceux qui la lient à la secte, plus étroits que ceux formés par ses empereurs.

La Prusse arrivera-t-elle à se préserver et à arrêter la « chute à pic »? Nous avons vu ci-dessus que la prophétie de Lehnin, qui a si clairement annoncé le détrônement de Guillaume II, répond : Non. Mais aussitôt elle fait apparaître au monde étonné une Allemagne nouvelle, ou plutôt renouvelée, rappelant l'empire tel qu'il fut au temps de saint Henri.

CHAPITRE XIX.

En Europe et dans le monde.

LA PAIX WILSONIENNE.

> *La question est de savoir si l'homme obéira à l'homme ou reprendra l'obéissance de Dieu. Toute la liberté de l'homme, on peut dire toute l'existence de l'humanité, est au fond de ce débat qui dure depuis dix-neuf siècles, depuis le Calvaire, et qui vraisemblablement finira quand le Vatican sera devenu* un autre Calvaire *ou* un autre Thabor. *En tout cas,* l'époque sera mémorable.
>
> L. Veuillot.

A considérer les choses dans leur marche et dans leur ensemble, la situation de l'Europe et du monde paraît assez sombre.

La Révolution opérée en Russie, au moment où toutes les nations étaient en armes et en lutte les unes contre les autres, a mis cet immense pays aux mains des soviets, qui ont levé des armées. Toutes les ressources des diverses provinces ont été accaparées par eux. Leurs troupes ont eu des succès qui leur permettaient de menacer l'Europe et l'Asie. Du côté européen, la Pologne se trouva dans une situation critique, tandis que, de l'autre côté, l'Arménie et la Perse subissaient de plus en plus l'influence des révolutionnaires qui veulent bouleverser le monde.

De Moscou Lénine et Trotzki organisaient une sorte de mouvement tournant, d'une vaste amplitude. Si leur plan gigantesque avait pu réussir, le péril eût été vraiment grand, car le soviétisme est la négation de tout ordre social et moral. Malheureusement ils ont eu des intelligences chez nous et ils y étaient secondés.

L'Angleterre a engagé des négociations avec Krassine, en vue d'entretenir avec la Russie soviétiste des relations commerciales qu'elle estime devoir être avantageuses à elle, sans considérer la puissance d'extension qu'en retirerait l'ennemi commun.

L'Allemagne fait plus. C'est d'elle que les armées rouges tirent tant d'armes des derniers modèles et tant d'outillage perfectionné, que la Russie ne saurait se donner, n'ayant point les moyens d'en fabriquer, ni de techniciens pour les utiliser si elle les possédait. Berlin donne à ces armées des officiers, des instructeurs et des spécialistes en tous genres. Toutes les factions de l'Europe et de l'Asie le savent et elles se disent qu'un jour ou l'autre Berlin viendra aussi à leur aide pour mener le grand train qui doit aboutir au *Grand soir* dans lequel elles veulent plonger la civilisation.

Déjà ces factieux sont à l'œuvre dans tous les pays.

Tandis que les nations délibéraient sur les conditions de la Paix, Longuet écrivit dans son journal *Le Populaire :*

Il ne s'agit pas seulement de problèmes territoriaux à résoudre, de poteaux-frontières à déplacer, d'indemnités à déterminer, de traités de commerce à fixer... deux forces sont en présence : force de conservation et force de révolution. Le moment est donc venu pour nous de nous livrer à un considérable effort de propagande... enfin de procéder à un recrutement intense qui nous donnera les cadres indispensables à l'accomplissement du rôle historique imminent que les événements vont nous tracer.

Au même moment Cachin insistait dans l'*Humanité* sur l'urgence d'une action vigoureuse et décidée du prolétariat pendant que se réglaient les plus graves problèmes ....

« Ouvriers, paysans, travailleurs de tout ordre, écrivait-il, vont-ils laisser diplomates et gouvernants seuls maîtres de décider l'avenir du monde ! »

Répondant à cet appel, les chefs du mouvement ne tardèrent pas à fomenter les troubles politiques, particulièrement en France, dans l'armée et dans la marine, à Toulouse, à Brest, à Châlons, etc. L'agitation ouvrière fut préparée dans les journaux révolutionnaires, et organisée dans les diverses Ligues, principalement à la Confédération générale du travail, en vue de troubler le travail, de détourner les corporations de leurs fonctions naturelles.

Le branle-bas fut annoncé pour le mois de mai 1919 dans tous

les pays de l'Entente. Partout les grèves éclatèrent. Elles furent excitées et surexcitées dans tout le cours du mois de juin : les ouvriers des usines de produits chimiques, des fabriques de carrosserie, d'automobile, les travailleurs de l'habillement amorcèrent le mouvement. Pour des raisons qui ne furent point dites, les mineurs du Nord qui devaient attendre jusqu'au 15 juin se mirent en grève le 30 mai ; le Métropolitain et les Transports Parisiens entrèrent dans le mouvement le 4 juin ; les employés des Omnibus ne trouvèrent de revendications professionnelles à présenter que plusieurs heures après la déclaration de grève. Enfin les métallurgistes reçurent le 2 juin un ordre de grève inattendu. Cette grève fut la plus violente de toutes. Elle se prolongea jusqu'à la fin du mois, maintenue par une infime minorité qui l'imposa aux autres par la violence et elle ne s'éteignit qu'après avoir tout tenté pour généraliser le mouvement, fait appel vainement au cartel des autres corporations, et épuisé et même endetté les caisses syndicales.

Nous ne dirons rien de ce qui se passa dans les autres pays, et pour ce qui est de la France nous sommes très brefs, et la raison en est que ce premier essai de bouleverser le monde échoua. En dépit des mensonges, des menaces et des violences, en dépit de l'or allemand et bolchevik, et bien que la C. G. T. ait dit : « Nous ORDONNONS », les ouvriers et en tête les ouvriers de France, voyant clairement le caractère, non professionnel, mais politique, et même révolutionnaire de ce qu'on voulait obtenir par eux, se cabrèrent et déclarèrent qu'ils n'iraient pas plus loin, qu'ils cesseraient d'obéir à des ordres contraires à leurs statuts et à l'intérêt de leur pays. D'ailleurs, le gouvernement s'était décidé, un peu tard, à employer la répression ; et la C. G. T. battit en retraite et décommanda la grève générale.

C'est en Espagne que cette révolution avait été concertée avec les Allemands, et c'est de là qu'elle fut dirigée bien longtemps avant qu'elle n'éclatât. Le 31 novembre 1918, le major Von Kall avait envoyé à son gouvernement à Berlin la note suivante :

L'attaché militaire allemand à Madrid propose aux dirigeants de Berlin *un plan d'action ayant pour but de provoquer l'éclosion du bolchévisme*

en France, ou, « s'il est vrai que l'on ne puisse pas compter sur une victoire du bolchévisme en France », dans un coin du pays seulement. *Et ce serait suffisant pour effrayer le gouvernement et le décider à tenir compte des désirs exprimés par les socialistes touchant les conditions de Paix.*

De son côté, l'attaché naval allemand en Espagne, lieutenant Steffan, avait fait des propositions semblables à l'amirauté allemande. Le 20 novembre 1918, l'Amirauté répondit à l'attaché naval :

L'Amirauté accepte les propositions de l'attaché naval d'exercer une action sur les milieux ouvriers espagnols par des agents et *sur les socialistes français par l'intermédiaire de Longuet, pour obtenir des conditions de paix « supportables ». « Faites, de concert avec votre ambassadeur, tout ce qui est possible dans le sens de votre proposition. »*

Berlin, on le voit, visait tout d'abord son intérêt : mais le mal des autres n'était pas négligé.

Au-dessus de l'Allemagne, il y avait, il y a toujours, agissant dans le même sens, la banque internationale.

En juin 1920, le Docteur Chevalier, président de la section A. F. du VI[e] arrondissement, a organisé dans la salle des *Sociétés savantes* une réunion où étudiants, ouvriers, hommes du monde se serraient en grand nombre. M. Boubée de Gramont y montra le rôle de l'or dans les mouvements révolutionnaires qui agitent le monde à l'heure actuelle. Il énuméra les indices où se révèle la main de la richesse anonyme et vagabonde à laquelle il opposa la richesse française qui est sortie du sol pour récompenser le travailleur qui fait vivre le pays après lui avoir sacrifié son sang pendant la guerre. Il montra le devoir du gouvernement, devoir qui s'impose plus que jamais de s'opposer à l'immixtion de la finance internationale dans les affaires françaises.

Depuis la guerre, la Haute Banque internationale a déplacé certains de ses sièges sociaux, par exemple, celui d'Allemagne, organisé par Bleichrœder, Ballin et autres Hébreux, les usines Krupp, l'« Alliance de Francfort » avec ses ramifications étrangères (groupe Caillaux en France, *Banque commerciale* en Italie, certaines entreprises espagnoles, etc.). Son centre de gravité s'est partiellement porté du côté de l'Amérique avec laquelle la banque allemande est étroitement liée. New-York est devenu par là l'un des centres les plus importants de la Haute Banque et, par conséquent, de la haute politique juive. Ses organes y

gravitent tout spécialement autour de la banque juive Kunh, Lœb et Cie.

Le change a été employé par la Haute Banque dès la conclusion de la paix pour maintenir, en même temps que les grèves, l'esprit révolutionnaire, un état révolutionnaire. Il a causé dans le monde une crise financière et économique qui fut principalement dirigée contre la France. C'est chez nous qu'il produisit les plus désastreux effets. Quand nous achetions en Amérique un produit valant un dollar, au lieu de le payer cinq francs, nous étions obligés de sortir quinze francs. Ainsi dans notre commerce avec les autres pays. Quand nous demandions à l'Angleterre une marchandise payée auparavant une livre sterling, nous devions donner cinquante-sept francs au lieu de vingt-cinq francs; et cela au moment où nous étions obligés d'acheter beaucoup de choses à l'étranger pour remettre en exercice nos fabriques et nos usines en tout ce qui sert à se nourrir et à se vêtir, depuis le coton jusqu'au charbon, depuis la laine jusqu'au pain. De là en grande partie la vie chère, de là les difficultés du ménage qui entretiennent dans la foule un état de malaise et même d'exaspération bien favorable aux mouvements révolutionnaires que l'on espérait faire éclater sous peu. En même temps, l'Allemagne n'était nullement pressée de payer l'indemnité due à l'Etat et aux particuliers par son brigandage. Des voix de plus en plus nombreuses s'élevèrent de partout, notamment de l'Angleterre, pour en exiger la *réduction :* cinquante milliards au plus en trente ans au moins; c'est tout ce qui devait nous être accordé, disait M. Asquith, l'ancien chef de file de M. Lloyd George. Ce qui obligeait les Chambres à demander aux Français, par l'impôt, les milliards dont nous avions besoin pour le gouvernement et l'administration du pays et pour solder les intérêts de nos emprunts. De cette façon encore est entretenu maintenant et pour longtemps l'état d'esprit favorable à l'explosion de la révolution quand l'heure en sera venue.

Au-dessus de la Banque internationale, il y a la Synagogue. Un livre a été récemment publié en Angleterre [1] dont le *Corres-*

1. The Jewish Peril. Protocols of the Learned Elders on Zion, London. Eyre and Spottiswoode Ltd. East Harding Street, E. C. 4. in-8°, VI-95 pp.,

pondant du 25 mai a publié des extraits. En voici quelques-uns:

Nous créerons par tous les moyens possibles une crise économique universelle, avec l'aide de l'or, qui est entièrement entre nos mains. Simultanément, à travers l'Europe, nous ferons descendre dans la rue d'énormes foules d'ouvriers. *Nous augmenterons les salaires, ce qui ne rendra pas les ouvriers plus heureux, car en même temps, nous élèverons le prix des choses de première nécessité...* il est essentiel pour nous de déposséder l'aristocratie de ses terres. Pour atteindre ce but, la meilleure méthode est d'augmenter le taux de l'argent et les impôts. De cette manière, les intérêts des propriétés terriennes seront aussi amoindris que possible.

... Nous devons savoir confisquer la propriété sans aucune hésitation, si par là nous pouvons obtenir l'asservissement des peuples et pour nous le pouvoir...

... Par de nouvelles lois, nous réglerons la vie politique de nos sujets, comme s'ils n'étaient que les rouages d'une machine. Ces lois réduiront graduellement toute l'indépendance et toutes les libertés des Gentils... Il est essentiel pour nous de faire en sorte que en dehors de nous, il n'y ait plus dans tous les pays qu'un immense prolétariat, qui constituera une armée et une police toutes dévouées à notre cause... »

C'est bien toujours le plan qu'Israël s'est tracé pour arriver à dominer le monde, à se soumettre le genre humain.

2/6 net. Ce livre est attribué au « Professeur Nilus », acte écrit en Russie en 1905 ; la copie de l'original est au British Museum. Il porte la date du 16 août 1906.

Note complémentaire.

Une lettre de Mgr Tikhens, patriarche de Moscou et de toute la Russie, donne une idée du sort que le bolchévisme réserve à l'Europe s'il venait à triompher. Cette lettre a été publiée par le *Times*. Une foule de documents ont confirmé l'horreur des faits qu'elle dénonce. En voici quelques-uns :

Au monastère de Kotlass, tous les moines furent fusillés. A Perm, l'archevêque Andronik fut enterré *vivant*. L'archevêque Vassili, ayant protesté, fut coupé en morceaux.

Actuellement, on connaît les noms de vingt-trois évêques martyrisés dans des conditions de sauvagerie inouïe. Aux uns, ils ont arraché les yeux, aux autres la langue, quelques-uns furent crucifiés.

Mgr Tykhone, archevêque de Voronèje (qu'il ne faut pas confondre avec le patriarche), a *été cuit vivant* dans une immense chaudière. Tous les prêtres de son diocèse étaient réunis sur le lieu de son supplice, et lorsque l'archevêque eut rendu le dernier soupir, ils furent contraints de boire l'eau de la chaudière...

Il faut ajouter que, par haine de la consécration sacerdotale, à tous ces prêtres on arracha la peau des mains en la retournant comme un gant.

Conçoit-on que l'Angleterre, dans l'intérêt de son commerce, se soit mis en pourparlers et même en négociations avec les représentants d'un tel régime? Et ce qu'il y a de plus humiliant pour elle c'est que les bolcheviks repoussaient plusieurs de ses propositions. Ils mettaient même dans leurs réponses des impertinences aussi fortes que celles-ci :

1° Le gouvernement des Soviets est trop heureux de constater le nouveau revirement qui porte aujourd'hui le gouvernement britannique à témoigner une sollicitude imprévue à l'égard de la paix en Europe orientale ;

3° L'immixtion de l'étranger n'a pas été utile aux Soviets pour conclure la paix, comme ils l'ont déjà fait avec trois Etats voisins [il s'agit de

la Géorgie et de la Lithuanie]. Ils s'en passeront tout aussi bien pour traiter avec la Pologne;

4° La proposition anglaise relative à l'armistice mentionne « une prétendue Ligue des nations », que le gouvernement de Moscou ignore, car on n'a jamais daigné l'aviser de son existence;

6° Le gouvernement de Moscou se montrera d'autant plus généreux que les masses ouvrières polonaises seront appelées à travailler au maintien de la paix en collaboration avec les autres prolétariats. [Ceci est une invite à la révolution bolchéviste en Pologne] ;

7° Le gouvernement des Soviets espère que les négociations commencées avec celui de Londres n'en continueront pas moins sur la base du 1er juillet et de la réponse russe du 7. Il ne voit que des inconvénients à greffer sur cet élément primitif des questions nouvelles qui risquent fort de faire obstacle au rétablissement des relations de bonne amitié entre le peuple anglais et le peuple russe.

En réponse, M. Lloyd George, après avoir présidé la séance du cabinet, s'est contenté de demander à Moscou de nouvelles explications.

Avant d'entrer dans ces pourparlers, Londres aurait dû se souvenir que les bolchévistes avaient failli perdre la cause des Alliés en permettant à l'Allemagne de donner l'assaut avec toutes ses forces au front occidental en mars 1918.

D'ailleurs les Allemands ont toujours exprimé l'espoir que cet immense réservoir d'hommes, de soldats, presqu'inépuisable, que constitue la Russie, serait à leur disposition pour la prochaine guerre.

Cet espoir, Bismarck, dans ses *Mémoires*, y a fait allusion plus d'une fois avec un mélange de crainte autant que de convoitise. Dans sa correspondance, souvent pleine d'aigreur avec Gortchakoff, ou au sujet de Gortchakoff, on devine cette pensée : « Ah ! si nous pouvions encadrer ces masses asiatiques — car le Russe, à ses yeux, est un Asiatique — avec nos officiers et sous-officiers allemands ! » Von Jagow, au début d'août 1914, exprimait une pensée analogue.

L'obstacle géographique et militaire de la Pologne, une fois levé, devaient se dire toutes les Puissances, comment empêcher l'étroite collaboration de l'Allemagne et de la Russie?

CHAPITRE XX.

La Maçonnerie au service des Prussiens pendant et après la guerre.

Je ne suis pas de ceux qui croient que le monde va finir; mais je crois fermement à la fin de la société révolutionnaire. Elle finira comme un vase hors de service qu'on met au creuset pour lui donner une forme nouvelle. Or, cette refonte ne s'accomplira pas sans douleur, et elle sera pour beaucoup d'individus, probablement, la fin du monde. Voilà ce qu'il est nécessaire de ne pas cacher et de dire tout haut. Car nul ne sait ce qui sortira du creuset, et il est bon qu'avant d'y entrer, chacun, convaincu qu'on y passera, confesse la justice de Dieu et fasse son examen de conscience. Plus on saura que Dieu veut punir, moins il aura à punir; plus on sentira la refonte inévitable, moins le feu qui doit l'accomplir sera ardent.

L. Veuillot.

Les loges militaires dans les camps.—Établies sur toute l'étendue du front. — Discours du F∴ Ernst. — Elles recevront des maçons de différents rites et de différents pays. — Solidarité maçonnique. — Les maçons américains. — Leur zèle. — Parole de M. Clémenceau. — Les traîtres. — Les condamnations prononcées par les tribunaux. — Les assertions de M. Léon Daudet. — Malgré tout, nos généraux triomphent. — Mais vient la paix, c'est une paix judéo-maçonnique.

I. Pendant la guerre. — La secte judéo-maçonnique ne s'est pas désintéressée de l'Allemagne. La *Revue internationale des sociétés secrètes* nous a donné des renseignements sur la collaboration que les sociétés secrètes ont apportée aux armées alle-

mandes pendant que celles-ci poursuivaient le but assigné à leurs efforts par Guillaume II et les Pangermanistes [1].

Dans une étude sur *La Franc-Maçonnerie allemande pendant la guerre*, cette revue a montré que des loges militaires étaient établies dans les camps et qu'elles fonctionnaient d'un bout à l'autre du front dans son immense étendue.

Ces *loges de campagne* étaient placées sous l'obédience d'une Grande-Loge et leurs « tenues » étaient aussi régulières que le permettaient les événements. La *Revue internationale des sociétés secrètes*, pour renseigner son public à ce sujet, compulsait très soigneusement les diverses revues maçonniques allemandes, y recueillant ses renseignements et indiquant toujours très exactement les sources où elle les puisait.

La première loge de guerre qu'elle a ainsi connue s'est révélée à elle par une réunion maçonnique qui se tint le 16 août 1914 dans la ville universitaire de Halle-sur-la-Saale en Prusse saxonne. Le 26 novembre, un discours dont elle a publié le texte complet traduit en langue française, y a été prononcé par le F.·. Ernst Regel. On y voit quelles idées la Franc-Maçonnerie s'attachait à répandre au début de la guerre et à quelle propagande elle allait se livrer. La première et la principale de ces idées était l'hégémonie mondiale que la race teutonne est appelée à exercer et que la guerre entreprise devait lui procurer. Les arguments développés par cet orateur à Halle-sur-la-Saale ont été reproduits au Reichstag (devant la commission chargée d'étudier les questions relatives à l'Alsace-Lorraine) par le chancelier de l'Empire allemand, comte Herling, dans le discours qu'il prononça le 24 janvier 1918.

Les loges de guerre stylées par des discours semblables à celui prononcé par le F.·. Ernst Regel ont grandement contribué à développer dans les armées de la Germanie la crise de folie mégalonienne qui y a régné aux premières années de la guerre, et qui est retombée sur elle-même comme une soupe au lait en 1918.

Des loges furent établies partout sur le front des armées en

1. Une dépêche envoyée d'Amsterdam à la presse le 31 mars 1919 a avoué indirectement les services que Guillaume II avait attendus de la Franc-Maçonnerie pendant la guerre, en l'accusant de l'avoir causée. Cette dépêche se référait aux lettres écrites par Guillaume II au Dr Schelmann de l'Université de Berlin.

Belgique, en France, en Alsace, en Pologne et en Russie. Un article publié par la *Latomia*, n° du 5 juin 1915, montre que ce ne fut point sur une initiative privée, mais bien l'exécution d'un plan concerté d'avance. Là où une loge ne put être instituée on eut recours à des fêtes maçonniques sur lesquelles les revues allemandes ont aussi donné de curieux renseignements.

La *Revue internationale des sociétés secrètes* nous fait assister à quelques tenues des loges militaires établies à Liége, à Bruxelles, à Saint-Quentin, à Chauny, à Metz, dans la France et la Belgique, et en d'autres pays. On y trouve des indices sur le fonctionnement de l'espionnage, sur la présence dans les loges militaires de campagne de F.·. M.·. pouvant appartenir et appartenant en fait à des obédiences ou Grandes-Loges des pays alliés. C'est ainsi que la *Bauhütte* de Francfort-sur-le-Main, n° du 17 avril 1915, p. 127, rendant compte de l'installation de la loge de campagne *A la lumière qui se lève sur la Somme*, a donné des précisions sur les rapports qui ont eu lieu à cette occasion entre les Francs-Maçons français de deux loges de Saint-Quentin et les F.·. allemands de l'armée envahissante. Cette même Revue, n° du 17 juillet 1915, a exposé les vues du Kaiser qui se préparait de faire appel après la guerre à la solidarité maçonnique pour obtenir ce qu'il s'était proposé en la déclarant. Nous verrons que cette solidarité ne fut point inopérante dans les délibérations des délégués des nations sur les conditions de la paix et ce qui s'en suivit.

La dite solidarité n'a pas daigné tenir compte des sacrifices exceptionnels de nos troupes. Elle a empêché de mettre la France dans des conditions de vitalité et de défense suffisantes chez elle, et au dehors nous avons appris coup sur coup : 1° que Lloyd George avait déclaré accepter que la Syrie et la Palestine soient placées sous le contrôle de la Société des Nations, et 2° qu'un grand comité, représentant les Juifs du monde entier, était en projet, ayant mission de préparer l'établissement dans la Palestine d'un Etat Juif, dont le gouvernement anglais serait le mandataire. Depuis longtemps déjà les Anglais ont le regard sur ce pays. Ils ont été admis à porter leurs armes de ce côté où tout nous appelait, et cela au moment où nous combattions en France pour les délivrer du cauchemar de l'Allemagne qui pesait sur eux. C'est ainsi qu'ils ont eu l'honneur

de s'emparer de Jérusalem, où ils agissent en maîtres. L'évêque anglican de Jérusalem a recueilli en 1914 plus de trois millions pour les œuvres qu'il veut y créer ou maintenir. Le général anglais Allenby, sous les ordres de qui se trouvent les troupes des Alliés en ce pays, a tracé et publié une carte de la Jérusalem future. Elle y est divisée en trois zones : l'enceinte des murailles actuelle, une nouvelle enceinte plus étendue, une troisième encore plus large, une quatrième zone enfin trace les limites de Jérusalem telle qu'il propose de la faire, avec un plan cadastral marquant les rues, ronds-points, jardins publics, etc. Cette zone s'étend au Nord jusqu'aux tombeaux des Juges, à l'Orient jusqu'à la route de Saint-Jean et le rebord occidental de la vallée de Sainte-Croix, au Midi jusqu'à la gare sur une largeur de douze mille mètres. C'est montrer bien vite que l'on veut se prévaloir du fait accompli.

Lors de l'arrivée en France des troupes américaines, les Grandes-Loges des Etats-Unis donnèrent les dispenses les plus étendues pour les initiatives des soldats. On fit des réceptions en masse. Le nombre des soldats Francs-Maçons comprenait d'ailleurs l'immense majorité de ceux qui étaient protestants, ce qui permit au Grand-Orient de la rue Cadet et à la Grande-Loge de la rue de Puteaux de profiter de la guerre pour reprendre les relations avec les Grandes-Loges des Etats-Unis et du Canada qui avaient été rompues lors des discussions soulevées au XVIIIe et reprises au XXe siècles, sur l'interprétation à donner aux constitutions maçonniques, si bien qu'au banquet maçonnique militaire donné à Paris, sept Grandes-Loges des Etats-Unis furent représentées [2].

Est-ce aussi à la confraternité internationale qu'il faut attribuer le fait qu'a révélé en mars 1919 la *Gazette de Francfort*, d'après une information donnée par le professeur Theodor Schiemann dans la *Tægliche Rundschau?* Depuis 1919, un fonctionnaire de l'ambassade russe à Londres transmettait régulièrement au gouvernement allemand la correspondance échangée entre l'ambassadeur russe à Londres, comte Benkendorff, et le

2. *New England Crafstsmen* de février 1918, p. 148.

Ministre des Affaires étrangères russe Sasonoff. Les nouvelles importantes devaient être communiquées à l'Empereur.

Ces rapports secrets avaient trait non seulement aux relations anglo-russes, mais à toute la politique des Etats de l'Entente. Toute la politique de la Russie dans la question des Balkans y était consignée.

Parlant de la guerre de 1914-1918, M. Clémenceau a déclaré au représentant de l'*Association Press* que : « Ce n'était pas seulement un rêve de domination militaire de la part de la Prusse ; *c'était une conspiration précise et bien calculée en vue d'exterminer* la France industriellement et commercialement aussi bien que militairement. »

Cette *conspiration* avait-elle chez nous des intelligences? Ce que nous venons de dire le donne à entendre ; mais de plus les procès retentissants faits à plusieurs de nos gouvernants et à leurs instruments ou complices ne laissent point de doute. C'est l'ambition et la cupidité qui ont été la cause première de leurs trahisons d'avant-guerre et de guerre, mais la secte n'a pu n'y être point étrangère.

Plusieurs de ces malheureux ont été condamnés à mort, d'autres à diverses peines, plusieurs ont échappé à la justice, tous ont été flétris dans l'esprit de tous les vrais citoyens d'une note infamante.

Les débats devant le tribunal militaire ont démontré que Caillaux était comme l'araignée au centre de la toile d'espionnage où avaient été pris Bolo, Malvy, Leymarie, Almereyda et Jacques Landau. Caillaux accréditait ses complices auprès du gouvernement allemand, et du côté français il leur servait de répondant auprès des quatre présidents du Conseil qui se succédèrent : Viviani, Briand, Ribot et Painlevé. C'est la triste histoire des trois premières années de guerre. La Chambre qui entra en exercice en 1914 avait été élue en grande partie par M. Malvy, ministre de l'Intérieur, soumis aux directions de M. Caillaux. Sa majorité, à quelques voix près, a toujours agi comme si elle avait voulu un rapprochement avec l'Allemagne. Il n'y a peut-être jamais eu dans l'histoire un groupement parlementaire aussi parfaitement étranger et même hostile, à en juger par ses actes, à la besogne de défense nationale qui s'imposait à lui.

Toute l'administration gouvernementale était à l'image des gouvernants. La préfecture de police était commandée par un Almereyda et un Maunoury, la préfecture de la Seine par un Dubarry (sous le nom de Delanney), la magistrature par un flibustier, la garde des Sceaux confiée à un Viviani, le service de renseignements à un bas coulissier au service de l'ennemi tel que Ladoux, les postes essentiels de l'Intérieur et de la Sûreté Générale confiés à un Malvy et à un Leymarie, la vice-présidence d'une commission de l'armée confiée à un Charles Humbert.

Les articles quotidiens de M. Léon Daudet dans l'*Action française* avant et après la paix ont mis tout cela en pleine lumière. Voici, écourté, celui qu'il publia le 22 septembre 1919 :

La trahison de Joseph Caillaux avait une main droite et une main gauche. Ton-Jo tendait la main droite à Judet, à l'*Eclair*. Ton-Jo tendait la main gauche à Almereyda, à Paul Meunier (alors collaborateur au *Bonnet rouge*), à Jacques Landau, à Albert Dubarry, à Para dit « Clairet » (actuellement embauché au *Journal du Peuple* sous un autre pseudonyme). Ton-Jo tendait la main financière à Emile Ullmann du *Comptoir d'Escompte de Paris*, aux gebrüder Merzbach du *Gil Blas*, à Rosenberg, à Arthur Spitzer, à toute une racaille de Bourse et de Coulisse, par ailleurs dévouée à l'Allemagne. Ton-Jo tendait la main crapuleuse aux frères Trivier (Alfred et Armand), policiers et maîtres chanteurs, à Napoléon Poggiale, actuellement patron de brasserie à Marseille, à une cinquantaine de cambrioleurs et d'escarpes auxquels commandait son défunt ami, le député Ceccaldi. Ton-Jo tendait la main judiciaire au président Albanel, au président Monier. Ton-Jo tendait enfin la main allemande à Jagow, à Lancken, à von Schoen, à Marx de Mannheim et enfin à Guillaume II. A l'heure où j'écris, toutes ces mains sont prises dans le sac du procureur Lescouvé et du capitaine Mornet.

Malvy avait fait du ministère de l'Intérieur, de la Sûreté générale et d'une partie de la Préfecture de Police, trois succursales de la police allemande. Leymarie commandait les passeports, que Maunoury faisait délivrer immédiatement, et d'autant plus vite que les demandeurs étaient plus suspects.

Mais, direz-vous, comment Caillaux, Malvy, Paul Meunier, Judet et Cie ne tenaient-ils pas compte de l'hypothèse d'après laquelle leurs crimes pouvaient être, ainsi que leurs complices, surpris ou dénoncés un beau matin ?

Malvy, Caillaux, Paul Meunier, Judet et Cie se croyaient tout-puissants. Ils disposaient de la censure. Ils tenaient en laisse ces quatre chiens rampants de présidents du Conseil, qui s'appelaient Viviani, Briand, Ribot et Painlevé. Caillaux et Malvy disposaient d'une belle majorité à la Chambre de 1914, élue suivant leurs directions, lesquelles passaient par Berlin. Ils se disaient qu'aucun républicain n'aurait le toupet de leur mettre la main au collet. Ils avaient raison, puisque Viviani, Briand, Ribot et Painlevé sont venus successivement défendre devant la Haute-Cour ce que le lieutenant Bruyant, du Grand Quartier Général, a appelé

avec tant d'à-propos, *une politique d'intelligences avec l'ennemi.* Rien ne m'empêchera jamais de constater que ladite politique nous a coûté des centaines de milliers de morts en surcroît.

Lorsque le mandat donné à cette Chambre de 1914 fut épuisé, elle continua, elle dut continuer par la force des choses à siéger et à diriger les affaires du pays. Grâces à Dieu, Clémenceau s'était levé, il avait fait saisir Caillaux et sa bande pour les livrer à la justice militaire. Il prit vigoureusement la conduite de la guerre et exigea des armées alliées qu'elles se rangeassent sous les ordres du généralissime français. Il faut reconnaître que M. Poincaré, dont nous avons dit l'attitude aux débuts de sa Présidence dans la question des écoles, sut, pendant la tourmente, remplir son rôle de manière à mériter la reconnaissance des vrais patriotes. Il sut, dès qu'il vit l'incapacité ou la faiblesse ou même la trahison de ses ministres, faire litière de ses préférences personnelles et appeler Clémenceau [3].

C'est dans de telles conditions que la victoire fut remportée. Après Dieu, c'est surtout l'intelligence et la science des chefs militaires, ouvertement catholiques, qui, malgré tout ce que la secte avait pu faire pour les écarter, nous ont valu la délivrance et la victoire. Leurs noms sont dans le cœur de tous les Français. C'est Joffre à la première Marne, Pétain à Verdun, Castelnau à Nancy, Foch à la seconde Marne, sans parler de leurs lieutenants bien dignes de tels maîtres. Du 5 au 12 septembre 1914, du 21 février au 1er novembre 1916, du 17 juillet au 11 novembre 1918, ces puissants esprits s'unirent pour concevoir et mener les opérations de la guerre et en amener le succès, et cela malgré les ordres de nos gouvernants qui vinrent plusieurs fois entraver leurs desseins et même leurs opérations ; et aussi malgré la juiverie capitaliste qui fournissait aux traîtres du gouvernement et du Parlement, comme aussi aux traîtres de la Presse les subsides les plus larges.

Le traité de paix porte aussi l'empreinte de la secte. Il a été rédigé de telle sorte qu'il se trouve placé en dehors de tous les précédents. Le nom de Dieu ne s'y trouve point. Dans la chré-

3. Il faut toutefois observer que sous son gouvernement jamais Dieu n'a été officiellement invoqué, jamais aucune action de grâces ne fut adressée au ciel, malgré l'évidence de son secours et malgré les vœux de la population.

tienté les traités avaient été faits jusqu'ici au nom de la Très Sainte Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit, et en dehors de la chrétienté au nom de Dieu. Ce silence, en opposition avec tout ce qui avait été fait jusque-là, n'a pu ne pas être voulu. Ce serait alors un acte d'apostasie collective. La plupart des chefs d'Etat, au nom de qui il était fait, avaient, au cours de la guerre, fait profession de foi en Dieu dans leurs discours. Faut-il voir dans leur signature à l'acte suprême, l'acte athée, l'influence de la secte sur tous et chacun des représentants des nations représentées? Il y aurait en cela un signe plus effrayant que tous ceux donnés auparavant de l'état dans lequel l'humanité s'est mise en face de Dieu.

II. Après la guerre. — Une commission où se sont trouvés réunis les délégués de tous les peuples ayant plus ou moins participé à la victoire se réunit à Versailles au lendemain de la signature de l'armistice. On sait l'organisation qu'elle s'est donnée et le fonctionnement qui lui a été tracé; et l'on sait aussi ce qu'elle a produit et l'état dans lequel le monde a été jeté par les dispositions qu'elle a prises, les engagements qu'elle a contractés et fait contracter.

Une juste observation a été faite par un écrivain anticatholique, mais clairvoyant sur certains points, M. Etienne Fournier, dans le livre qu'il publia sous ce titre : *Les Volets du Diptyque :*

> Cette guerre, *dit-il*, laisse les grandes directions du monde aux mains des puissances puritaines...
>
> Et le judaïsme international, lui aussi, réclame sa part... Après la révolution russe, les forces israélites se sont tout naturellement rapprochées des puissances protestantes, auxquelles elles sont unies par plusieurs liens, dont le plus fort est le lien pédagogique [4].

Parlant de la manière dont ont été conduites les affaires d'Orient, M. Joseph Denais est arrivé à une conclusion semblable :

> Parmi les personnages qui ont joué et qui jouent un rôle important, le nombre des protestants, des francs-maçons et des juifs, est singulièrement élevé [5].

De la guerre était sortie la Révolution qui a mis la Russie

4. *Les volets du Diptyque,* 1920, Berger-Levrault, p. 132-133.
5. *Libre Parole,* 23 mai 1920.

dans l'état où nous la voyons et cette révolution a engendré le bolchévisme, le dernier fruit produit par l'esprit révolutionnaire et sectaire qui menace de précipiter l'Europe et l'Asie dans la plus affreuse barbarie.

Le bolchévisme russe, *a observé le Temps*, est à l'œuvre, à coups de roubles, dans tous les pays neutres et dans tous les pays alliés, en Suède, en Suisse, en France, en Italie. Il est le moteur caché de tous les mouvements révolutionnaires. Bien plus, le voici ayant partie liée avec le nationalisme turc; le voici en Perse, menaçant plus loin encore l'Inde anglaise et tâchant de soulever l'immense vague musulmane [6].

L'Assemblée de Versailles n'a rien vu et n'a rien prévenu. Elle avait d'autres préoccupations, d'autres vues que celles de considérer le bien général. Toute son œuvre la montre le regard fixé sur les avantages à procurer aux nations protestantes au détriment des nations catholiques.

On a dit de la paix de Versailles qu'elle était une paix anglo-saxonne. M. Batault, dans le *Mercure de France*, suggère une autre épithète, encore plus juste. C'est, dit-il, une paix *protestante*, et qui porte la marque du quaker [7].

L'inextricable gâchis où se débat l'humanité est dû au grand malade du Nouveau Capitole, au prophète marchand, à Woodrow Wilson. Cette paix est un mélange de mercantilisme et d'impérialisme puritain :

Ménageant, et fortifiant finalement la Prusse réformée, mais exigeant qu'on écrasât la catholique Autriche, humiliant l'Italie dont la Rome païenne et chrétienne, centre de gravité du monde antique et du monde catholique est la capitale, traitant en gêneuse et en parente pauvre la Belgique martyre, coquetant avec le bolchévisme iconoclaste, destructeur de la sainte Russie, le Président souriait en caressant ses songes de pasteur fanatique... L'or tintait partout dans les caves du satrape inspiré et têtu, organisateur dément de l'universel désordre.

M. Batault aurait pu mettre en tête de l'énumération ci-dessus la France et la Pologne, chères à l'Eglise catholique par-dessus les autres, et plus que les autres aussi détestées par la secte.

La présidence de l'Assemblée avait été donnée au représentant de la France, M. Clémenceau, mais il ne nous était accordé en cela qu'une satisfaction d'amour-propre qui devait permettre de négliger dans ses délibérations nos intérêts qui devaient être sacrifiés si constamment par les commissions internationales qui lui succédèrent.

Celui qui fut l'âme de la Conférence était protestant, disciple

6. *Le Temps*, 1er juin 1920, *Opinions de province.*
7. M. Tournoi avait dit : « La marque du puritain ».

de Kant, de plus Franc-Maçon et messager des loges, M. Wilson, président de la République des Etats-Unis. L'accueil que lui avaient préparé les protestants et les Francs-Maçons de tous pays lui permit de poser en Pape dictant des oracles, bien plus, instituant une Eglise, la *Société des Nations*, qui fera, disait-il, jouir l'humanité d'une paix universelle et indéfectible.

Qu'a fait l'Assemblée de Versailles ainsi disposée, ainsi présidée et organisée de telle sorte que dans tous les scrutins la France n'avait à déposer dans l'urne qu'une seule voix, alors que l'Angleterre disposait de dix? Son premier acte fut de reconnaître l'œuvre de Bismarck et de la consolider. Au moment où elle se vit obligée de solliciter l'armistice, l'Allemagne se trouvait désemparée. Le sentiment de révolte contre la Prusse qui avait conduit l'Empire à la défaite était si puissant et si vif que les Alliés auraient pu facilement démembrer le pays, et constituer sur une nouvelle base les anciens Etats qui, peu à peu, avaient été absorbés par Berlin. Rien n'eût été plus facile de détacher par exemple la Bavière du Reich. C'est ce que le gouvernement constitué à Munich paraissait vouloir. Son chef, M. Kurt-Eisner, fut assassiné. Les autres Etats auraient également repris volontiers leur indépendance. « La première chose que feront nos ennemis s'ils pénètrent en Allemagne, a dit Bismarck au Reichstag, sera de ressusciter le Hanovre. » Mais l'Assemblée fit la sourde oreille à ce que demandait tout ami d'une paix durable, et l'unité allemande sortit fortifiée de la défaite. Toujours unie sous la domination de Berlin, que ce soit sous la forme républicaine ou monarchique, l'Allemagne reste une menace toujours présente pour tous les Etats, car l'esprit prussien et la force de l'esprit prussien maintiennent l'esprit militariste dans tout le centralisme impérial ou républicain qui a son centre et son foyer à Berlin.

Qu'est-il résulté de cette première défaillance? Ce fut d'abord de donner à l'Allemagne les moyens de remettre de jour en jour l'exécution des obligations contractées par elle dans le traité de paix et d'en obtenir des atténuations successives; ce fut ensuite de lui permettre de s'allier plus ou moins ouvertement aux bolchévistes pour écraser la Pologne.

M. Winston Churchill, ministre de la guerre en Angleterre, a écrit dans l'*Evening News* un article qui a bien étonné :

« L'effondrement de la Pologne et son englobement dans le système bolchéviste russe détruiraient la barrière dont tant de choses dépendent, et mettraient la Russie et l'Allemagne en contact immédiat et direct. »

Une fois en conjonction avec l'armée russe, « l'armée rouge », où abondent déjà les hommes de l'Allemagne, ses officiers et ses sous-officiers, ses canons et ses munitions qu'elle fait passer par Kœnigsberg en trains entiers, tout en se déclarant neutre, sa pensée est de prendre une revanche terrible contre ses anciens ennemis. Dans toutes ses phases, la révolution russe a été machinée par des Allemands dans ce but, par l'Allemagne impériale qui a obtenu que la Russie tournât le dos aux Alliés, aussi bien que par l'Allemagne républicaine qui prêta la main au triomphe du bolchévisme.

Sur les liens de l'Allemagne avec les Soviets, le *Petit Parisien* a reçu de son correspondant à Berlin et publié un document significatif. C'est l'essentiel des accords économiques et politiques conclus entre l'ambassadeur des soviets, M. Kopp, et le directeur du ministère des Affaires étrangères chargé des questions russes, von Mahlzahn.

L'agence Wolff a aussi publié un traité secret passé entre l'Allemagne et la Russie bolchéviste. L'existence de ce traité fut niée par les Allemands ; mais dans cette même correspondance publiée par le *Petit Parisien*, qui l'a reçu de Berlin, se lit ce « confirmatur » :

Je suis à même de vous communiquer l'essentiel des accords économiques et politiques conclus, à Berlin, entre l'ambassadeur des soviets, M. Kopp, et le directeur du ministère des Affaires étrangères, chargé des questions russes, von Mahlzahn.

On sait que l'ambassadeur Kopp a quitté tout récemment Berlin pour Moscou, où il est allé soumettre le projet de traité et demander les pouvoirs nécessaires pour engager la signature de la république des soviets vis-à-vis de l'Allemagne.

Viennent les clauses du traité au point de vue économique. Elles sont suivies de ces lignes :

Moyennant cette assistance économique de l'Allemagne — sans parler du concours militaire, qui est loin d'être négligeable — *le gouvernement bolchéviste devra chasser les Polonais du corridor* de Dantzig, sans occuper, toutefois, cette région, autrefois allemande. Il devra, dans ses négociations de paix avec l'Entente, *exiger l'admission de l'Allemagne aux conférences* et défendre, outre les intérêts russes, toutes les causes intéressant l'Allemagne, le *rétablissement de la frontière com-*

mune russe-allemande et la *suppression, plus ou moins dissimulée, des Etats périphériques et même demander la restitution à l'Allemagne de ses colonies.*

Ce qui permit au *Gaulois* du 2 août 1920 de dire, par la plume de M. Alfred Capus :

> Les hordes russes n'ont tant d'audace et d'élan que par l'espoir de la complicité allemande dans le crime polonais.

M. Jean Herbette avait dit la veille dans le *Temps :*

> Ce n'est pas à Prague que la pression des Alliés peut produire un effet décisif. C'est à Berlin. Le jour où Berlin sentira une sérieuse menace, il est probable que Moscou s'adoucira. Mais tant que Berlin pourra impunément afficher l'arrogance, Moscou sera intraitable, et Prague même, orientée vers la Russie et voisine de la frontière allemande, se dérobera.

Les Alliés n'avaient nullement envie d'adresser à Berlin de sérieuses menaces. Des menaces étaient bien faites, mais on les savait purement verbales. On sentait à Moscou que ce n'étaient que vaines paroles et que les baïonnettes n'étaient nullement disposées à les sanctionner. Les diplomates voilaient leur manque de volonté ou leur impuissance d'arguments subtils, mais, entre autres choses, ils ne laissaient pas ignorer aux Polonais qu'il était inutile de compter sur les Puissances alliées pour venir soutenir leur résistance vraiment héroïque et admirablement tenace, luttant un contre cinq, sans munitions, sans vivres, sans artillerie lourde contre un ennemi pourvu de tout. Heureusement que la France et le génie de ses hommes de guerre étaient là.

La résurrection de la Pologne avait été proclamée un des buts principaux des Alliés. On voit comment cette promesse a été tenue. Et cependant il est évident aux yeux de tous que, si longtemps qu'on ne permettra à la Pologne de se donner des conditions de vie sérieuse et même de se rendre forte entre la Prusse et la Russie, elle ne pourra reprendre le rôle qu'elle remplit autrefois pour la sécurité de l'Europe, rôle d'une nécessité bien plus grande qu'aux jours passés. Devant le péril d'une grande Russie et d'une grande Allemagne, unie dans l'organisation prussienne, se dresse un autre péril : c'est l'agitation grandissante de l'Islam, de la Thrace et du Caucase jusqu'à la Syrie. L'Asie se révolte contre l'Europe et l'Asie commence aujourd'hui à Moscou. La jonction du bolchévisme et du nationalisme

turc qui avait été annoncée par des hommes clairvoyants sera bientôt un fait accompli.

Wilson a annoncé qu'il venait pour construire un « ORDRE NOUVEAU » et les délégués des Nations l'ont cru. Ils n'ont pas vu qu'en s'efforçant d'ébranler les bases de l'ordre qui a régi le monde jusqu'à nos jours ils évoqueraient de nouveau les forces destructrices que l'Europe a eu tant de peine à maintenir, comme le manichéisme, ou à repousser, comme l'Islam, unis aujourd'hui dans le Bolchévisme.

Et l'on appellerait cela le PROGRÈS ! Ce progrès auquel nous a conduit la Franc-Maçonnerie inspirée et dirigée par la Synagogue.

CHAPITRE XXI.

Prévision d'un nouvel Iéna, cette fois définitif.

> *Créature de l'apostasie, fidèle à son but, admirablement fidèle aux vengeances de Dieu, la Prusse est devenue le sabre ou le fouet de la Providence contre tout ce qui l'a aidée à grandir... Elle a été l'un des domaines les plus lugubres du protestantisme et de la soldatesque. Elevée au rang de grande Puissance à l'aide du bâton et du collier, si elle dure, elle donnera aussi la schlague à la Révolution, et ce châtiment vil ne la convertira point.*
>
> L. VEUILLOT.

Prophéties annonçant les futures destinées de la Prusse. — Le *Vaticinium Lehninense.* — Son authenticité. — Son objet spécial. — Analyse et commentaire. — Ce qu'elle promet.

La défaite de l'Allemagne dans son agression contre la France était chose prévue et même prédite [1].

Nous avons entendu des Allemands attribuer aux craintes que la prophétie de Lehnin inspirait à Guillaume II, les tergiversations qui rendirent cent fois sa conduite politique inexplicable. Après les discours et les actes du Kronprinz, on s'attendait à un règne belliqueux. Il passa vingt-six ans à dire que sa poudre était sèche sans qu'il se décidât à la faire flamber. Ce n'était point que le désir de faire grand lui manquât, mais ce désir n'aboutissait jamais. Il fallut que les pangermanistes lui missent l'épée dans les reins, le menaçassent de déchéance pour le décider à aller de l'avant.

---

1. Au livre III, nos lecteurs verront quel genre de crédit on peut accorder ou refuser aux prédictions autres que les prophéties inspirées qui se lisent dans la Bible. Celles-ci s'imposent à notre croyance, car elles sont certainement dictées par le Saint-Esprit. Il n'en est pas de même des autres.

En 1908, l'*Echo de Paris* publia une correspondance d'un personnage vivant à Vienne dans l'intimité de l'empereur François-Joseph.

Ici, *disait ce familier de l'empereur d'Autriche,* on sait, dans les cercles de la Cour, que Guillaume II, malgré ses allures et ses paroles belliqueuses, craint la guerre. En effet, l'empereur est un homme très superstitieux. Ce sentiment spécial lui fait redouter deux anciennes prophéties annonçant que Guillaume II sera le dernier des Hohenzollern.

Là-dessus M. Edouard Drumont, qui s'était déjà occupé de la prophétie de Lehnin, en 1892, puis en 1896, écrivit dans son journal en 1906 :

Nous avons parlé depuis longtemps de l'obsession qu'exerce sur l'esprit du Kaiser la prophétie célèbre en Allemagne et qui annonce que Guillaume II sera le dernier des Hohenzollern. Nous écrivions, en 1896 : « *Un des mobiles qui rendent la politique de Guillaume II hésitante dans la réalité quoique téméraire en apparence, est la fameuse prophétie d'Hermann qui est connue de tous en Allemagne.* La fin des Hohenzollern y est annoncée clairement, ce qui jette des inquiétudes dans l'âme de Guillaume. »

Ces avertissements, d'ailleurs, ne servent à rien. Si Guillaume doit succomber dans une grande guerre, Guillaume fera quand même la guerre. Il fera la guerre malgré les supplications de l'Impératrice, qu'on dit très frappée aussi par ces avertissements. Il existe une force invisible qui mène les événements et à laquelle nul ne peut se soustraire...

Ce n'est point seulement de nos jours que les hommes les plus graves ont porté leur attention sur cette prophétie.

Dans une lettre adressée de Saint-Pétersbourg au chevalier de Rossi au lendemain du désastre d'Iéna, J. de Maistre écrivit : « Tout me porte à croire que les innombrables prophéties faites sur la Prusse vont s'accomplir incessamment [2]. »

Donoso-Cortès, lorsqu'il était ambassadeur d'Espagne à Berlin, dans l'une des *Lettres politiques* qu'il écrivit de là à un ami sur *la situation de la Prusse* (1849), après avoir rappelé les paroles de Machiavel disant que nul grand événement n'est arrivé sans avoir été prédit, ajoute [3] :

La Prusse a son prophète, à ce qu'il paraît; c'est un moine d'autrefois dont la prédiction a marqué, avec une surprenante exactitude toute la suite des événements de la monarchie prussienne, et qui, arrivé à notre époque, annonça que l'Allemagne aura son Empereur [4], que la Prusse se

2. *Œuvres,* t. X, p. 235.
3. Ces lettres ont été traduites et publiées en France. P. 67.
4. En ce moment-là même la constituante de Francfort voulait offrir la couronne impériale au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Les prophéties ne marquant pas la date des événements qu'elles annoncent, on put croire que la constituante de Francfort allait réussir à faire, en 1848, ce qui ne le fut qu'en 1871.

fera catholique, et que Frédéric-Guillaume IV sera le dernier roi de Prusse. La prophétie du moine, *dont l'authenticité ne fait de doute à personne* (là, à la Cour et dans la famille royale, où Donoso-Cortès était en rapports fréquents comme ambassadeur d'Espagne), a été, dit-on, saisie par l'autorité. J'en ai entendu réciter quelques vers latins singulièrement négligés et durs. Je pourrais vous donner là-dessus de curieux détails.

Le *Vaticinium Lehninense* n'est donc point une pièce inventée pour les circonstances présentes. Connu de tout temps, il a été sauvegardé de toute altération ; mais en ces derniers temps les Allemands ont cherché à en détourner le sens, au mieux de leurs intérêts. La prophétie est trop claire, ils n'ont pu y réussir.

Bismarck a aussi témoigné qu'il connaissait cette prophétie et qu'il était loin d'en faire fi. Après la proclamation de l'Empire, il en parla et il dit un jour à ceux qui l'entouraient : « Nous y avons trouvé notre compte, que nos successeurs s'arrangent pour y trouver le leur ».

La prophétie dite de Lehnin est attribuée à un religieux de l'Ordre de Cîteaux ayant vécu au XIIIe siècle, dans le monastère de ce nom situé à quinze kilomètres de la ville de Brandebourg [5].

Ecrit au milieu du XIIIe siècle, le *Vaticinium Lehninense* resta manuscrit jusqu'en 1723. Longtemps avant qu'il fût imprimé de nombreuses copies en avaient été répandues dans toute l'Allemagne. Les soixante-dix communautés, sœurs de Lehnin et tous les religieux du Nord de l'Allemagne, au moment où éclata la Réforme, purent y puiser consolation et courage. Il s'en trouvait des copies dans les bibliothèques des grandes villes à Mayence [6], etc., ainsi que dans le palais des princes de la famille électorale de Brandebourg. Elle put donc être attentive, et elle le fut, à suivre d'âge en âge la prédiction des étapes de son élévation dans l'écrit du saint abbé. Frédéric-Guillaume II, durement traité par le voyant, ordonna en 1796 que le plus ancien des manuscrits, celui conservé dans la bibliothèque de Berlin, fût transféré au château royal de Charlottenbourg. Là il disparut, ce qui n'empêcha point ce successeur de Frédéric

5. Ce monastère fut construit en 1180, grâce aux libéralités des comtes d'Ascanie. C'était une fille de l'abbaye de Morimond qui, des confins de la Champagne et de la Lorraine, sema de nombreux monastères bénédictins dans toute l'Allemagne.
6. La bibliothèque de Mayence reçut une copie en 1459 des mains d'Albert frère de Joachim Ier.

le Grand de mourir dans les circonstances qu'Hermann avait prédites. A cette époque, la prophétie était imprimée depuis soixante-treize ans.

Il en reste encore aujourd'hui quatre manuscrits. Ils se trouvent à Gœttingue, Dillembourg, Wolfenbuttel, et dans les archives de famille de la maison de Prusse. Elle fut imprimée pour la première fois par Schultz qui n'eut point crainte de s'exposer aux railleries des protestants. Il l'inséra dans un recueil national, intitulé *Gelerthes Preussen, la Prusse savante*, sous ce titre *Frater Hermanus redivivus*. C'était sous le règne de Frédéric-Guillaume II, dont nous venons de dire le mécontentement et l'acte que son déplaisir lui inspira.

Après cette première impression, il y en eut d'autres en 1725, 1740 et 1758. Depuis la Révolution, elle fut réimprimée en 1850 et en 1873. En cette même année 1873 parut à Ratisbonne un commentaire du *Vaticinium Lehninense*, intitulé *Schicksale Preussens's durch Gottes Fügung, Destins de la Prusse d'après les plans divins*. En 1913, elle reparut dans plusieurs journaux en France et en Allemagne, parce que cette date avait été assignée comme la dernière pour l'Empire allemand par une diseuse de bonne aventure que le futur empereur, Guillaume Ier, alors prince-héritier, était allé interroger à ce sujet au village badois de Frensberg.

Cette prophétie a pour objet principal les vicissitudes de la religion dans le Brandebourg, noyau de la monarchie prussienne. Elle dit ce que seront les princes qui gouverneront ce pays et les événements qui s'y passeront à partir de la fin du XIIIe siècle, et elle continue cette histoire jusqu'à nos jours. Ce furent les comtes d'Ascanie, avons-nous dit, qui gouvernèrent la Marche de 1142 à 1319. Le chef de cette famille, Albert, fut le fondateur de Berlin et de Francfort-sur-l'Oder. Son fils, Othon Ier, éleva les murs de Lehnin et y appela les moines cisterciens en 1180. L'église de ce monastère fut le Saint-Denis de cette dynastie. D'autres princes allemands choisirent aussi pour lieu de leur sépulture ce sanctuaire vénéré. Ce fut sous les Ascaniens, vraisemblablement vers 1240, que fut écrit le célèbre *Vaticinium*. Vinrent ensuite des princes des maisons de Bavière et de Luxembourg ; puis les Hohenzollern.

Dans sa teneur, le *Vaticinium Lehninense* est comme une sorte de chant composé en vers au nombre de cent. Le voyant a surtout en vue son monastère, sa ruine par les protestants et sa résurrection, de nos jours : ce qui l'amène à annoncer l'anéantissement du culte et des institutions catholiques par les seigneurs, puis par les rois de Prusse devenus hérétiques et persécuteurs, enfin la restauration du catholicisme dans ce pays, après leur disparition.

Voici le début de ce chant :

1. *Nunc tibi cum cura, Lehnin, cano fata futura*
2. *Quæ mihi monstravit Dominus qui cuncta creavit.*

« Pour toi, ô Lehnin, je vais prédire avec douleur les événements futurs que m'a dévoilés Dieu, le créateur de toutes choses. »

Après ce préambule, le poète déroule l'histoire politique et religieuse du Brandebourg durant six siècles, d'abord l'histoire des comtes d'Ascanie, puis celle des Hohenzollern, l'apostasie de ceux-ci et ses suites, jusqu'au jour qui remettra sa patrie en possession de son ancienne foi et du culte catholique détruit par l'intolérance luthérienne.

Les trois vers qui suivent le début, célèbrent la sainteté et la prospérité du monastère dans les premiers temps. Le sixième et le septième disent :

6. *Tempus erit tandem quod te non cernet eamdem,*
7. *Imo vix ullam, sed, si bene dixero, nullam.*

« Mais un temps viendra où tout changera d'aspect, et, pour mieux dire, l'œil ne retrouvera plus aucun trait. »

Ce changement viendra de l'extinction de la famille des comtes d'Ascanie en 1319. « Dès lors, dit le treizième vers, tu commences à languir (abbaye de Lehnin) sans être atteinte mortellement ». Les vers 14 à 26 annoncent les calamités qui suivirent, causées surtout par les vices du régime féodal auquel le Brandebourg fut abandonné pendant soixante-deux ans.

Le vers 27 annonce l'arrivée des Hohenzollern.

27. *Ne penitus desit tibi qui, mea Marchia, præsit,*
28. *Ex humili surgis, binis nunc inclyta burgis.*

« Tu ne peux cependant rester sans maître, ô Marche bien-aimée. Tu sors de ton obscurité, illustrée maintenant par la possession de deux *Burg*[7]. »

Le Hohenzollern Frédéric Ier était landgrave de Nuremberg lorsqu'il reçut, en 1415, de l'empereur Sigismond l'électorat de Brandebourg, en paiement, comme nous l'avons dit, des quatre cent mille ducats prêtés et que l'Empereur ne pouvait rendre. Il devint ainsi deux fois burgrave, possesseur de deux burgs.

Le second de ses successeurs, Albert, l'Achille, est ainsi désigné :

39. *Fortis et ille quidem, sed vir vanissimus idem.*
40. *Dum cogitat montem, poterit vix scandere pontem.*

« Oui, ce frère est un vaillant homme, mais quelle folle vanité ! tandis qu'il songe à franchir les monts, à peine réussit-il à passer un pont. »

Voici comment cette prophétie se réalisa. Le Saint-Siège avait demandé à l'Europe de former une armée capable d'arrêter les progrès de l'Islamisme. Albert de Brandebourg, prince catholique, interdit par décret à tout habitant de son margraviat de s'enrôler dans la croisade. Le Pape le menaça d'excommunication, l'*Achille* répondit qu'il passerait les Alpes à la tête d'une armée. Le Pape mit sa menace à exécution. Le prince entra en campagne. Passant près du couvent de Lehnin, il exigea qu'on l'y reçût, bien qu'excommunié. Les moines fermèrent leurs portes et levèrent le pont jeté sur le Havel. Albert dut faire forcer le passage par sa troupe. Loup et renard à la fois, Albert-Achille avait coutume de dire que l'incendie est l'ornement de la guerre comme le *Magnificat* est le couronnement des vêpres, et qu'en fait de politique il faut se souvenir que celui qui est sans vergogne ne sera jamais humilié. Il le fut cependant : il ne put faire entrer sa troupe dans l'abbaye. C'est bien l'un des types les plus achevés de la dynastie des Hohenzollern.

Le fils de Frédéric Ier, dit *Dent de fer*, qui lui succéda, et qui porta le nom de Jean le *Cicéron*, transféra le siège de son

---

7. Nous prenons généralement la traduction de M. l'abbé Florent Dumas dans son livre *Hermann et les Hohenzollern* ou *Destinées de la Prusse*. In-12 de 287 pages. Lille, Desclée.

gouvernement de Spandau à Berlin, où ses descendants allaient devenir rois et empereurs, ce que le prophète avait ainsi annoncé:

44. *Auspicium natis hic præbet felicitatis;*
45. *Quod tunc servatur, ingens fortuna paratur.*

« Le suivant apporte à ses descendants le présage de leur grandeur à venir. Son apport conservé sera le gage d'une immense fortune. » Frédéric Ier, par cette translation, conserva en effet à ses descendants Berlin, qui pouvait leur échapper. Cette ville était alors en lutte avec le corps de troupes qu'elle renfermait.

Voici les commencements de l'apostasie luthérienne annoncés :

46. *Hujus erunt nati conformi sorte beati.*
47. *Inferet at tristem patriæ tunc femina pestem,*
48. *Femina, serpentis tabe contacta recentis :*
49. *Hoc ad undenum durabit stemma venenum.*

Le prophète annonce dans ces vers que les descendants de Jean le Cicéron continueront à jouir des prospérités humaines.

Hujus erunt nati conformi sorte beati.

Mais qu'il n'en sera point de même au point de vue religieux. « A cette époque, une femme répandra une peste fatale au sein de la patrie, une femme qu'a infectée le venin d'un serpent nouvellement apparu. Ce poison se perpétuera jusqu'à la onzième génération. »

Hoc ad undenum durabit stemma venenum.

Joachim Ier, dit *le Nestor*, fils de Jean le Cicéron, avait pris pour épouse Elisabeth de Danemark qui embrassa ouvertement le luthéranisme en 1528 et qui fut la première cause du schisme et de l'hérésie de la race des Hohenzollern, du Brandebourg et de la Prusse.

Le fils de cette femme, Joachim II, travailla plus encore que sa mère à introduire le luthéranisme en Prusse. En 1552, il s'empara de l'abbaye de Lehnin et en expulsa les religieux. Il fit subir le même sort aux monastères de son électorat; il confisqua les biens de trois évêchés, ceux de Brandebourg, d'Havelberg et de Lébus. A l'exemple de son maître Luther, il se livra au désordre, il entretint plusieurs concubines du vivant de sa

femme légitime, Hedwige, entre autres Anna Sidow, épouse du grand-maître de l'artillerie : toutes choses que le prophète avait vues et annoncées ainsi :

50. *Et nunc is prodit qui te, Lehnin, nimis odit,*
51. *Dividit ut culter, atheus, scortator, adulter;*
52. *Ecclesiam vastat, bona religiosa subhastat.*
53. *Ite, meus populus! protector est tibi nullus,*
54. *Hora donec veniet qua restitutio fiet.*

« Il apparaît, ô Lehnin, celui qu'une haine mortelle anime contre toi. Cet athée, ce débauché, cet adultère, désunit tout, comme le ferait un instrument tranchant, il dévaste l'Eglise et vend aux enchères les biens consacrés à Dieu. »

Le vers 49, qui précède ceux-ci, avait dit que le poison apporté par la femme apostate se perpétuera jusqu'à la onzième génération. Plusieurs interprètes crurent et dirent que ce poison était l'hérésie elle-même et que la Prusse serait délivrée du protestantisme après le onzième souverain. Cette interprétation n'était pas la vraie.

Hoc ad undenum durabit stemma venenum. Il est dit *stemma* et non *principem.* Cette onzième génération est celle de Guillaume IV et de Guillaume Ier, empereur, deux frères qui se succédèrent sur le trône. Une fois déjà une même génération avait successivement régné par deux frères, ce qui réduit à onze les *stemmata*, bien que les souverains soient au nombre de treize. C'est l'interprétation donnée en Allemagne par l'ouvrage le plus complet qu'on eût fait encore sur les prédictions de Lehnin *Vaticinium Lehninense*, édité à Ratisbonne en 1873 par Georg. Manz [8].

Guillaume Ier, devenu empereur, non plus que son petit-fils, Guillaume II, n'ont point renié Luther. Ce dernier s'est montré aussi zélé pour la propagation du protestantisme qu'aucun de ses prédécesseurs. La onzième génération a maintenu le

---

8. Voici la liste des électeurs ou rois depuis Elisabeth de Danemark : 1. Joachim II. — 2. Jean Georges. — 3. Joachim Frédéric. — 4. Jean Sigismond. — 5. Georges Guillaume. — 6. Frédéric Guillaume, le grand Electeur. — 7. Frédéric Ier, roi de Prusse. — 8. Frédéric-Guillaume Ier. — 9. Frédéric II et Frédéric-Guillaume II. — 10. Frédéric-Guillaume III. — 11. Frédéric-Guillaume IV et Guillaume Ier.

poison luthérien au sein de la Prusse, et Guillaume Ier, par le Kulturkampf, a essayé de le faire absorber par ceux de ses sujets restés catholiques.

Qu'annonce le prophète pour les jours qui doivent suivre? Le prophète le dit dans le vers cinquante-quatrième :

53. *Ite, meus populus! protector est tibi nullus.*
54. *Hora donec veniet qua restitutio fiet.*

« O mon peuple, du jour où Lehnin sera détruit à la onzième génération de tes princes, tu n'auras aucun protecteur ; l'hérésie restera triomphante, jusqu'à ce que vienne l'heure de la restitution. »

Après avoir fait entrevoir cet heureux terme, le prophète reprend l'histoire des Hohenzollern où il l'a laissée.

Le but que nous nous proposons ne demande point que nous suivions le voyant de règne en règne.

Passons au prince que la postérité a surnommé le Grand-Electeur, considéré par les historiens comme le vrai fondateur de la monarchie prussienne, quoique le titre de roi n'eût été accordé qu'à son fils.

Le voyant le caractérise ainsi :

72. *Tunc venient quibus de burgis nomina tribus.*
73. *Et crescit latus magno sub principe status.*

« Ici viennent ceux qui inscrivent trois Burgs parmi leurs titres. Agrandi déjà, l'Etat, sous la conduite d'un grand prince, prend une nouvelle extension. »

Frédéric-Guillaume, que le voyant appelle le GRAND prince, l'histoire le désigne sous ce titre : *Le* GRAND *Electeur*. Il affranchit par le traité de Labiau la Prusse du vasselage de la Pologne ; par le traité de Westphalie, il s'assura de vastes agrandissements de territoire sur le Rhin et dans la Saxe. Le troisième Burg dont le frère cistercien annonçait l'accession fut l'archidiocèse de Magdebourg à ceux qu'il possédait déjà, Brandebourg et Prusse : *Et crescit latus magno sub principe status.*

74. *Securitas gentis est fortitudo regentis ;*

Le mot *regens* employé assez souvent au moyen âge en place

du mot *rex*, apparaît pour la première fois dans le *Vaticinium* au moment où le successeur du Grand Electeur est élevé à la dignité royale.

Le vers 89 nous amène au temps où la Prusse fut foudroyée par Napoléon à Iéna et presque anéantie.

89. *Sed populus tristis flebit temporibus istis.*

« En ces temps-là, le peuple gémira dans la tristesse et l'abattement. » Le vaincu d'Iéna laissa deux fils qui lui succédèrent l'un après l'autre, Frédéric-Guillaume IV en 1840, et Guillaume Ier en 1861, futur Empereur.

C'est de ce dernier, semble-t-il, que parlent les vers 90, 91,92:

90. *Natus florebit, quod non sperasset habebit.*
91. *Nam sortis miræ videntur fata venire,*
92. *Et princeps nescit quod nova potentia crescit.*

Natus, le fils, le second fils du vaincu d'Iéna, *florebit*, aura un règne florissant. Quelle prospérité que celle qui illustra le règne de Guillaume Ier ! il excellera, il éminera (c'est encore le sens du verbe *floreo)* au-dessus de tous ses prédécesseurs, par les accroissements donnés à la Prusse, et par son couronnement, revêtu de la dignité impériale : « Je vois venir les destinées d'une fortune prodigieuse. »

91. *Nam sortis miræ videntur fata venire,*

« *Quod non sperasset habebit*, il sera mis en possession de ce qu'il ne pouvait espérer atteindre. » Il semble qu'en écrivant ces mots, le prophète lisait, à une distance de six siècles, ce que Guillaume Ier écrivait de Versailles à la reine Augusta [9], lui disant son étonnement d'une fortune si prodigieuse que celle qui lui faisait ceindre la couronne impériale. Le prophète entendait-il aussi les propos de Bismarck, lorsqu'il ajoutait :

92. *Et princeps nescit quod nova potentia crescit.*

Guillaume et Bismarck se demandaient en effet ce que contenait, ce que produirait cette nouvelle et si grande puissance, ce que portait dans ses flancs l'Empire qu'ils venaient de fonder.

Au cours des fêtes célébrées par l'Allemagne officielle en

---

9. Lettres publiées par Guillaume II.

l'honneur du centenaire de la naissance de Guillaume Ier, un rédacteur du *Temps* se rendit à Warzin interviewer M. de Bismarck. Celui-ci justifia par ses paroles celles du prophète au vers 92.

Ma vie entière, *dit Bismarck,* a été un grand jeu fait avec l'argent des autres. Je n'ai jamais pu prévoir avec certitude si mes plans réussiraient; certes, je pouvais gouverner sur le courant des événements, mais non diriger le courant même. Le politique, toute sa vie durant, reste inachevé. Pour atteindre ce qu'il poursuit, il dépend trop de la coopération des autres qui sont flottants et trompent les prévisions. Il a trop à compter avec les accidents imprévus, comme l'agriculture avec les changements de temps, pour pouvoir dire, même après les plus grands succès : Bon, cela a réussi, j'en ai fini avec cette affaire, et j'en puis regarder les résultats avec satisfaction.

Le banquier, quand il fait une opération de Bourse, évalue immédiatement son gain en marks et pfennigs; il peut se frotter les mains et boire du champagne. L'homme politique, lui, n'est jamais dans cette position agréable. *Il est constamment tourmenté par l'incertitude de savoir si, finalement, il n'en résultera pas des conséquences nuisibles.* Il n'est jamais assuré là-dessus. La politique a en cela une certaine ressemblance avec la sylviculture. Il y a chez nous une école de sylviculture au fronton de laquelle on lit cette inscription : « Nous récoltons ce que nous n'avons pas semé, et nous semons ce que nous ne récolterons pas. » L'homme politique, après la conclusion d'une affaire, si belle qu'elle paraisse, ne peut rien inscrire à son avoir avec certitude. Cela ne m'est pas arrivé, même après une paix aussi brillante que celle de Francfort.

Bossuet avait dit avant Bismarck à peu près les mêmes choses dans son *Discours sur l'Histoire universelle*, mais avec une tout autre élévation et une tout autre noblesse.

Tous ceux qui gouvernent se sentent assujettis à une force majeure; ils font plus ou moins qu'ils ne pensent, et leurs conseils n'ont jamais manqué d'avoir des effets imprévus; ni ils ne sont maîtres des dispositions que les siècles passés ont mises dans leurs affaires, ni ils ne peuvent prévoir le cours que prendra l'avenir, loin qu'ils le puissent forcer. Celui-là seul tient tout en sa main, qui sait le nom de ce qui est et de ce qui n'est pas encore, qui préside à tous les temps et prévient tous les conseils [10].

---

10. Ces paroles sont précédées de celles-ci dans le discours sur l'histoire universelle : « Souvenez-vous, Monseigneur, que ce long enchaînement de causes particulières qui font et défont les Empires, dépend des ordres secrets de la divine Providence. Dieu tient du plus haut des cieux les rênes de tous les royaumes ; il a tous les cœurs en main : tantôt il retient les passions ; tantôt il leur lâche la bride et par là il remue tout le genre humain. Veut-il faire des conquérants : il fait marcher l'épouvante devant eux, et il inspire à eux et à leurs soldats une hardiesse invincible. Veut-il faire des législateurs : il envoie son esprit de sagesse et de prévoyance ; il leur fait prévenir les maux qui menacent les Etats, et poser les fondements de la tranquillité publique. Il connaît la sagesse humaine, toujours courte par quelque endroit ; il l'éclaire, il étend ses vues, et puis il l'abandonne à ses ignorances : il l'aveugle, il la précipite, il la confond, par elle-même elle s'embarrasse dans

Et ailleurs :

Dieu nous a révélé que lui seul, il fait les conquérants et que seul, il les fait servir à ses desseins...

Bismarck n'ignorait sans doute point ces paroles ; en tout cas, il était assez intelligent pour se demander avec inquiétude à quoi aboutirait son œuvre. La *Civilta cattolica* du 1er novembre publia ceci :

M. Maurice Busch, assez connu par ses indiscrétions au sujet du chancelier, nous donne, dans les *Preussische Jahrbücher*, de nouvelles révélations ; entre autres choses, il s'exprime ainsi à l'occasion du découragement de M. de Bismarck :

« Le prince a parfois des moments de faiblesse pendant lesquels il manifeste un mécontentement, réel ou apparent, de son œuvre et de sa destinée, et une disposition à la tristesse et à l'affliction qui ressemble assez au *weltschmerz* (espèce de désespoir particulier produit par le manque de foi dans l'avenir, et qui, depuis le commencement de ce siècle, a été cultivé par plusieurs poètes protestants, spécialement par Henri de Kleist, qui se suicidèrent).

» Ainsi, un soir il se plaignait de ce que ses œuvres ne lui procuraient ni joie, ni satisfaction, et qu'elles n'avaient rendu heureux personne, ni lui, ni sa famille, ni les autres. « Tout ce que j'ai fait ne m'a pas même donné une ombre de joie. Je n'ai recueilli que dégoûts, inquiétudes et afflictions sans fin. » Il parla encore quelque temps sur ce ton, et nous, étonnés, l'écoutions en silence ; j'ai su depuis que, dans ces dernières années, il s'est souvent exprimé dans le même sens. »

D'autres paroles semblables ont été publiées par M. Welschinger dans son livre *Bismarck et la fondation de l'Empire allemand*.

Bismarck avait fondé un empire et il déclarait n'avoir recueilli de son œuvre que dégoût et inquiétudes. Il reconnaissait ne point voir quelles en seraient les destinées. Lui et de Moltke et Guillaume avaient tracé des sillons, ils y avaient versé le

---

ses propres subtilités, et ses précautions lui sont un piège. Dieu exerce par ce moyen ses redoutables jugements, selon les règles de sa justice toujours infaillible. C'est lui qui prépare les effets dans les causes les plus éloignées, et qui frappe ces grands coups dont le contre-coup porte si loin. Quand il veut lâcher le dernier et renverser les Empires, tout est faible et irrégulier dans les conseils... Ne parlons plus de hasard ni de fortune, ou parlons-en seulement comme d'un nom dont nous couvrons notre ignorance. Ce qui est hasard à l'égard de nos conseils incertains, est un dessein concerté dans un conseil plus haut, c'est-à-dire dans ce conseil éternel qui renferme toutes les causes et tous les effets dans un même ordre... »

Dieu est l'arbitre de tous les temps, qui sait que rien ne peut échapper à ses mains ; il ne précipite pas ses conseils ; jamais il ne prévient le temps résolu ; il ne s'impatiente pas ; il se rit des prospérités de ses ennemis, « parce que, dit le Roi-Prophète, il sait bien où il les attend, il voit de » loin le jour qu'il leur a marqué pour en prendre une rigoureuse ven- » geance. »

sang à flots. Quelle semence s'y trouvait-il? Quelle moisson en sortirait? Ils se le demandaient avec inquiétude. Serait-ce une moisson de prospérité et de bonheur pour l'Allemagne? *Et princeps nescit quod nova potentia crescit.* Ne serait-ce point plutôt une moisson de nouvelles guerres européennes et mondiales? une nouvelle moisson de ruines et de dépopulation, de pauvreté et de misères pour l'Allemagne et pour toutes les nations? Ils n'en savaient rien, car la semence à jeter dans les sillons ouverts par eux était dans la main de Dieu et non dans la leur.

Dieu, semble-t-il, avait, six siècles auparavant, ouvert sa main devant les yeux du frère Hermann et montré ce qu'elle contenait. Voici la première graine qu'il y vit :

93. *Tandem sceptra gerit qui stemmatis ultimus erit.*

« Enfin le sceptre est aux mains de celui qui sera le dernier de la liste royale. » (*Stemma*, arbre généalogique.)

Le fils aîné de Guillaume Ier lui succède, mais seulement pour quelques jours; après trois mois, il meurt dévoré par un cancer. Le voyant ne fait point mention de cette ombre d'empereur; mais aussitôt, il dit : « Enfin, le sceptre est aux mains du dernier. »

Le sceptre était hier aux mains de Guillaume II, il est aujourd'hui détrôné, en exil, lui et ses fils. Qu'en sera-t-il demain? Qui peut le savoir en l'état où sont l'Allemagne, l'Europe et le monde?

Rappelons ici et pour tout ce qui suivra que toute prophétie est mystérieuse et par conséquent énigmatique par quelque endroit; par suite, toute interprétation qui en est faite n'a de valeur qu'après les événements s'ils la justifient.

***

Le voyant dit ensuite en termes bien mystérieux ce qui amena cette catastrophe. C'est un crime qui pèse sur le monde.

94. *Israël infandum scelus audet morte piandum.*

« Israël porte l'audace, *audet*, à un point que la langue ne peut exprimer, *infandum.* Le crime qu'il commet ne peut s'expier que par la mort, *morte piandum.* »

Quel est ce crime? Qui est celui qui a eu l'audace de se rendre coupable de ce forfait plus criminel que tout autre? Quels rapports y a-t-il entre ce crime et la fin de la dynastie des Hohenzollern?

Celui qui s'est rendu coupable de ce crime est nommé Israël. Ce nom, Israël, porte naturellement la pensée sur les Juifs. Quel crime ont-ils commis, de nos jours, inouï jusqu'ici? On a bien parlé en ces dernières années de meurtres rituels; mais l'histoire de l'Eglise en montre à toutes ses pages; et ce ne sont, après tout, que des crimes personnels. Il semble bien que ce qui est annoncé ici est un crime national : Israël. On s'accorde à dire que les Juifs sont à la tête de la conjuration antichrétienne, qu'ils en sont les inspirateurs et les instigateurs. Mais ce n'est pas chose nouvelle. Depuis le déicide ils n'ont cessé d'organiser toutes les insurrections contre le divin Crucifié et contre son Eglise. On ne voit pas qu'ils aient fait en ces derniers temps autre chose que ce qu'ils ont toujours fait avec plus ou moins de gravité selon que le leur permettaient les circonstances de temps et de lieux.

Ce mot Israël, peut-il s'entendre d'un autre peuple?

Oui. Un pape, le pape Grégoire IX, écrivant à saint Louis, a été jusqu'à dire : « La tribu de Juda est la figure anticipée du royaume de France. Juda, le marteau et la terreur des ennemis d'Israël, mettait en fuite leurs puissants bataillons et les foulait aux pieds. La France, pour l'exaltation de la foi catholique, conduite par un illustre monarque, affronte les combats du Seigneur en Orient et en Occident... Aussi nous est-il manifeste que le Rédempteur a choisi le beau royaume de France comme l'exécuteur spécial de ses divines volontés. De même que dans l'antiquité Israël fut le peuple élu de Dieu, celui d'où la justice et la paix devaient se lever sur le monde, de même, dans le Nouveau Testament, le PEUPLE FRANC est le peuple élu de Jésus-Christ, chargé de la mission de faire respecter la justice et la liberté de son Eglise [11]. »

D'après les témoignages les plus autorisés, *a dit le cardinal Pie*, la France, sous la loi nouvelle, a été l'héritière spéciale des prérogatives de

11. Dans la brochure *Dieu a fait la France guérissable*, M. l'abbé Lémann dit, après avoir mis en regard les paroles adressées aux rois de France par les papes et celles adressées dans la Sainte Ecriture aux rois de Juda : « On le voit, le parchemin de la Maison de Juda et le parchemin de la

la nation sainte. Entre toutes les autres nations chrétiennes, elle se glorifie du droit d'aînesse et se qualifie d'un superlatif que l'histoire ne lui dispute pas. Or, les bénéfices entraînent les charges, et, à ce titre, les fautes de la France auront toujours un caractère particulier de gravité... A l'heure où le Très-Haut préparait la grande société européenne, faisait la division des peuples, assignait à chaque nation sa frontière, il a posé le cordeau et jeté son dévolu sur le pays de France qu'il prenait pour son partage, et il a voulu que ce peuple fût son peuple.

Cette pensée que le peuple de France est aux yeux de Dieu et dans la conduite de sa Providence *un nouvel* ISRAËL était commune à tous les peuples. L'Allemand Henri de Gorcum publia en 1429 un écrit sur sainte Jeanne d'Arc, il y dit : « Peuple d'Israël est un nom qui peut communément être appliqué au peuple de France [12]. » Et dans le même temps le grand inquisiteur Bréal : « Maintenant que la synagogue est enterrée, que l'ancien peuple est dispersé en punition de sa malice, l'on

---

Maison de France se ressemblaient beaucoup ; l'un et l'autre portant gravé le nom du Rédempteur, l'un et l'autre se rapportant au Christ.

» Il y avait pourtant une différence.

» Cette différence consistait dans le genre de mission annoncée et confiée à chacune des deux Maisons :

» Par son parchemin, la Maison de Juda était établie pour préparer et fournir la nature humaine de la personne du Christ à venir.

» Par le sien, la Maison de France a été suscitée pour garder et défendre l'Eglise, œuvre du Christ : « Je vous ai choisis pour mes fils adoptifs, afin » de défendre contre leurs ennemis la cité de Rome, le peuple que Dieu m'a » confié, et le lieu où je (S. Pierre) repose selon la chair. »

» A l'une, de préparer l'avènement de la personne.

» A l'autre, de sauvegarder son œuvre et d'assurer son règne.

» Personne ou œuvre, c'était bien toujours le Christ !

» De plus, c'est à cause de cette similitude de mission que des grâces presque semblables ont été accordées, à travers les siècles, ici, à la Maison de Juda, là, à la Maison de France.

» Qu'on en juge :

» Toutes deux sont, à leur origine, sacrées par un envoyé de Dieu : la Maison de David, par Samuel ; la Maison de France, par saint Remi.

» Le don de la vaillance est fait à chacune d'elles ; la fierté du *Sicambre* et le rugissement du *Lion de Juda* ne sont-ils pas restés célèbres ?

» L'une et l'autre, à l'heure du péril, se voient sauvées par une héroïne : la Maison de Juda par Judith, la Maison de France par Jeanne d'Arc.

» Mais aussi, lorsque ces deux Maisons se prennent à dévier dans l'accomplissement de leur mission, des châtiments presque pareils leur sont infligés, afin de ramener chacune d'elles dans sa voie :

» L'une et l'autre ont connu de ces revers soudains, inexplicables, où mille de leurs soldats, d'ordinaire sans peur, fuyaient éperdus devant la face d'un seul ennemi. »

Ce parallèle est continué. Nous le retrouvons exposé d'autre façon dans un autre livre de M. J. Lemann, *L'entrée des Israélites dans la société française et les Etats chrétiens.*

« De même, dit Lacordaire, que Dieu a dit à son Fils de toute éternité : « Tu es mon premier-né, la Papauté a dit à la France : « Tu es ma fille aînée. » *(La vocation de la nation française.)*

12. Texte édité par Quicherat.

doit croire pieusement que saint Michel est préposé à la conduite de la chrétienté et principalement du royaume de France. »

Ce serait donc vers la France qu'il faudrait porter le regard pour connaître le peuple, l'Israël qui a porté l'audace à un point que la langue ne saurait exprimer, qui a commis le crime que la mort seule peut expier. Ce crime, déjà nous l'avons signalé dans le LIVRE PREMIER et nous avons alors dit qu'il appelait la peine de l'extermination. Ce crime, c'est l'APOSTASIE. Il a dit à Dieu que sa place n'était plus chez lui, il l'a fait disparaître de sa constitution et de ses lois. Il a poussé plus loin cette audace impie et sacrilège, — la langue ne fournit point de mots pouvant élever l'expression à la hauteur du forfait — il a fait des lois pour extirper de l'âme des enfants, la foi en Dieu, la connaissance et le nom même de Dieu, pour que, dans la suite de ses générations, la France ne connaisse plus Dieu, soit séparée de Dieu à jamais. Voilà le crime des crimes, qu'aucun nom ne peut qualifier, *Infandum scelus ;* le crime qui ne peut s'expier que par la mort, *morte piandum.* La grande loi, la loi ordinaire de la Providence dans le gouvernement des peuples, c'est, en principe, avons-nous dit, la loi du talion. Comme les nations font à Dieu, Dieu fait aux nations. Le nouvel Israël a voulu effacer Dieu, « et moi je veux effacer sa mémoire du souvenir des hommes ». *Cessare faciam ex hominibus memoriam eorum... Dixi ubinam sunt?* C'est la sentence prononcée dans le testament de Moïse [13].

L'apostasie de la France devait amener une guerre qui affligerait tous les peuples, car tous les peuples se sont livrés à l'apostasie, une guerre qui, de soi, devait être une guerre d'extermination.

Cette guerre, c'est la Prusse qui l'a déclarée, qui l'a entreprise dans le but avoué d'enlever à toutes les nations leur personnalité, de les absorber toutes. C'est ce que ses maîtres ont dit au monde. Déjà, lors de leur première invasion, Guillaume s'exprimait comme Attila à sainte Geneviève, quand il écrivit à la reine Augusta : « Dieu nous a choisis comme instrument de sa volonté ». « Entendez-vous, dit Mgr Pie : ils ont été les exécuteurs et les instruments de la volonté divine, » la verge de sa justice, comme Assur envoyé pour punir Israël.

---

13. Deutér. XXXII.

Le prophète de Lehnin a bien vu : le crime, le coupable, le châtiment et l'instrument de la justice.

Il a également vu et annoncé l'issue de ce terrible drame, la fin réservée au bourreau plus coupable encore que la victime, depuis plus longtemps, et avec plus de volonté.

Malheur à Assur, verge de ma colère.
Le bâton qui est dans sa main est l'instrument de mon indignation.
Je l'envoie contre une nation impie,
Je lui donne mes ordres contre le peuple de mon courroux,
Pour le mettre au pillage et faire du butin
Et le fouler au pied comme la boue des rues.
Mais ce n'est pas ainsi qu'il l'entend,
Et telle n'est pas la pensée de son cœur
Car il ne songe qu'à détruire
Et à exterminer des nations sans nombre.
Il dit : mes princes ne sont-ils pas des rois ?
Mais il arrivera, quand le Seigneur aura accompli toute son œuvre.
Sur les montagnes de Sion et à Jérusalem :
Je visiterai le fruit du cœur hautain du roi d'Assyrie
Et l'arrogance de ses regards altiers ;
Car il a dit : « C'est par la force de ma main que j'ai fait cela.
» Et par ma sagesse, car je suis intelligent !
» J'ai déplacé les bornes des peuples et pillé leurs trésors ;
» Ma main a saisi, comme on prend un nid,
» Les richesses des peuples. »
La hache se glorifie-t-elle comme la main qui la brandit !
C'est pourquoi le Seigneur, Jéhovah des armées,
Enverra le dépérissement sur ses robustes guerriers,
Et sous sa magnificence s'embrasera un feu
Comme le feu d'un incendie.
Ne crains rien d'Assur, ô mon peuple, qui habites Sion
Quand il te frappera de la verge
Et qu'il lèvera sur toi le bâton,
Car, encore bien peu de temps,
Et mon courroux cessera
Et ma colère se tournera contre lui pour le détruire
Et il arrivera en ce jour-là :
Le fardeau d'Assur sera ôté de ton épaule,
Et son joug de dessus ton cou
Et ta vigueur fera éclater le joug. (Is., v-5-27).

Telle est l'histoire du passé, telle est l'histoire d'aujourd'hui, telle fut la punition et telle la miséricorde de Dieu sur Israël. Tel sera, si nous interprétons bien le moine de Lehnin, le sort de l'Assur prussien et celui du Franc, l'Israël de nos jours.

93. *Tandem sceptra gerit qui stemmatis ultimus erit.*

A la dynastie des Hohenzollern et à leur échafaudage de crimes et de rapines : la fin ; au nouveau peuple de Dieu, l'Israël

du nouveau Testament : Dieu, la miséricorde et le pardon comme il fut fait à l'enfant prodigue.

Ainsi parle Jéhovah, le Dieu des armées :

Je suis animé d'un grand amour pour Jérusalem et pour Sion, et je suis transporté de colère contre ces autres peuples que les succès ont rendus arrogants. Mon courroux contre Jérusalem était borné et temporaire, et voici qu'ils ont dépassé mon intention, en la châtiant avec passion et avec excès. C'est pourquoi je me retournerai vers Jérusalem avec un nouveau surcroît de miséricorde, et j'y choisirai plus que jamais ma demeure. (Zach., I, 14, 15).

Cette miséricorde ne se renfermera point dans les limites de la France. Une fois disparu le dernier Hohenzollern, une fois extirpé « le péché de l'Europe » [14], Dieu aura aussi pitié de l'Allemagne.

95. *Tunc pastor gregem recipit, Germania regem.*
96. *Marchia, cunctorum penitus oblita malorum,*
97. *Ipsa suos audet fovere, nec advena gaudet;*
98. *Priscaque Lehnin surgent et tecta Corini;*
99. *Et veteri more clerus splendescit honore,*
100. *Nec lupus nobili plus insidiatur ovili.*

« Alors le Pasteur recouvre son troupeau, la Germanie son roi.

» La Marche, pleinement consolée de ses longues douleurs, peut enfin serrer ses enfants dans ses bras et il n'y a plus d'ennemi qui se réjouisse (de sa chute dans l'hérésie).

» Les murs antiques de Lehnin et de Chorin se relèvent ; le clergé, comme c'était autrefois, est entouré de respect et d'honneur ; il n'y a plus de loup pour dresser des embûches aux nobles brebis. »

« Le Pasteur recouvre son troupeau ». Le Pasteur chargé par le divin Maître de paître brebis et agneaux voyait depuis trois siècles la Germanie loin de lui. Il a enfin la joie de voir rentrer au bercail et le Brandebourg égaré par Elisabeth de Danemark

14. Dans son livre *Deux Diplomates*, le comte d'Antioche a publié une lettre de Donoso-Cortès au comte Raezyuschi, dans laquelle il est dit : « ...Sans vous, j'aurais attaqué la Prusse dans le Parlement, parce que je ne suis ami ni de la Prusse, ni de sa politique, ni de son agrandissement, ni même de son existence ; je la crois, depuis sa naissance, vouée au démon, et je demeure convaincu que, par la fatalité de son histoire, elle lui est vouée pour toujours. »

et la Prusse égarée par le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, et l'Allemagne égarée par un autre moine, Luther, le prince des apostats. Quel est le rôle que l'Allemagne doit recouvrer au moment où elle retournera au vrai Pasteur des âmes? La conjecture même paraît interdite à qui voudrait répondre à cette question.

« Les murs de Lehnin et de Chorin sont relevés. » Pour conjurer la malédiction, faire parler la prophétie à son avantage, Guillaume I[er], qui, dans sa jeunesse, était allé consulter une pythonisse sur le sort que cette prophétie lui destinait, à peine monté sur le trône impérial, a donné, de Versailles, l'ordre de rebâtir la première de ces abbayes ; elle fut achevée en juin 1877. Guillaume I[er] n'a point songé à la seconde ; mais surtout il a négligé d'y rappeler les moines et d'y restaurer la *Laus perennis.* Sous son règne le loup n'a point cessé de persécuter le noble troupeau, sous prétexte de favoriser la civilisation et de la faire progresser : il s'est rendu coupable du Kulturkampf.

Il n'en sera plus ainsi si le voyant a vu et dit ce qui sera quand les dernières suites de la guerre mondiale auront achevé de remettre le monde dans son assiette ; quand Dieu aura réalisé ses desseins sur la Prusse et sur l'Allemagne, sur la France et sur l'Europe, et aussi sur l'Eglise, on verra si ces desseins sont bien ceux que les vers du Frère Hermann ont permis de conjecturer.

V

L'ŒUVRE DE LA SECTE JUDÉO-MAÇONNIQUE.

Ces sectes ont pour but principal de combattre l'Eglise de Jésus-Christ, et s'il se pouvait, même faire disparaître le catholicisme de la surface de la terre.

A notre époque, les facteurs du mal paraissent s'être coalisés dans un même effort, sous l'impulsion et avec l'aide d'une société.

La société des Francs-Maçons est le point central d'où les autres sectes procèdent et où elles aboutissent. Dans l'espace d'un demi-siècle elle a fait d'innombrables progrès. Elle ne craint plus rien, elle ne recule devant aucun adversaire.

Des retraites ténébreuses où elle machine ses embûches, la voici qui fait irruption dans le grand jour des sociétés. Employant l'audace et la ruse, elle a envahi tous les rangs de la hiérarchie sociale et prend au sein des Etats modernes une puissance qui équivaut presque à la souveraineté.

Elle trouve trop souvent soutien et faveur auprès de ceux qui gouvernent, au grand détriment des nations.

Si, d'une part, elle fait une guerre impie à l'ordre spirituel, d'autre part, elle secoue et ébranle les fondements de l'ordre civil. Elle veut détruire de fond en comble toute la discipline religieuse et sociale qui est issue des institutions chrétiennes et lui en substituer une nouvelle dont les principes fondamentaux et les lois sont empruntés au rationalisme pour régler, non seulement la vie publique, mais encore la vie privée, sous le prétexte de revendiquer les droits de l'homme et de réformer la société.

LÉON XIII, *Passim.*

CHAPITRE XXII.

Juifs et Francs-Maçons.

> Sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. *Examinez bien la force de ces paroles. Ce ne sont pas les hommes seulement qui attaqueront l'Eglise sans pouvoir l'entamer ; mais l'enfer et les démons, avec toutes leurs manœuvres, ne prévaudront jamais contre elle.*
>
> *L'oracle ne dit pas qu'ils ne combattront point contre elle; au contraire, il déclare qu'ils la combattront, mais qu'ils n'en triompheront pas. Toutes les conjurations auront beau se déchaîner contre l'Eglise et vous entraîner, vous, dans les enfers, l'Eglise elle-même subsistera toujours immobile.*
>
> *Pourquoi permettre ces épreuves, qu'il aurait pu empêcher s'il l'eût voulu? Il ne l'a pas voulu, pour manifester sa force en la sauvant des portes de la mort, au moment où elles semblaient assurées de la victoire: il permet à la tempête de se soulever; il ne permettra pas au navire d'être englouti. Jésus-Christ, à la tête du vaisseau de son Eglise, ne commande pas aux flots de s'apaiser; il l'arrache à leur fureur; il laisse la mer irritée gronder et mugir autour du vaisseau de l'Eglise ; il a pourvu à sa solidité. Et tandis que les peuples s'unissent de toutes parts pour la combattre, que les démons se déchaînent avec plus de rage pour la renverser et l'engloutir, que les vagues mutinées de tant de conjurations diverses fondent sur elle, non seulement vous la voyez inébranlable au milieu des attaques, mais c'est elle qui triomphe de tous ses ennemis, qui en calme les fureurs.*
>
> SAINT JEAN CHRYSOSTOME.

Importance de la question traitée dans cette section et difficultés qu'elle offre. — Juifs et Francs-Maçons. — Ils poursuivent le même but et agissent de concert. — La haine des Juifs contre l'œuvre du Christ. — La Franc-Maçonnerie est vraiment fille de la juiverie.

A qui les générations futures imputeront-elles la responsabilité du déluge de sang qui aura inondé la terre et des ruines qui

s'y seront amoncelées? Est-ce aux peuples? Est-ce aux rois? Les causes d'hostilité et les déclarations de guerre ne sont complètement au pouvoir ni des uns ni des autres. Les peuples sont menés par les idées qui règnent et par les impulsions qu'ils reçoivent. Les rois sont emportés par les événements bien plus souvent qu'ils ne les dirigent. Les âmes éclairées voient comme causes effectives des guerres les péchés des hommes et les expiations qu'ils exigent. La masse du genre humain n'élève point son regard au-dessus des instruments dont se sert la justice divine. De nos jours, ces instruments visibles et immédiats sont les Teutons; mais ils ne sont point seuls : au-dessous et au-dessus d'eux, il y a les sociétés secrètes.

Aucun homme d'Etat, *disait le protestant Von Eckert en 1852*, ne connaît son époque, il ignore les causes des événements qui s'accomplissent sur le terrain de la plus haute politique, il ne s'explique pas ce qui se fait dans l'administration, dans l'Eglise, dans l'école, dans toute la vie politique et sociale des peuples, il ne comprend pas même le sens qu'ont aujourd'hui certains mots; bref, il ne voit que des faits dont il n'aura jamais l'intelligence et en présence desquels il ne saura jamais quel parti prendre, s'il n'étudie à fond l'ordre de la Franc-Maçonnerie et n'en comprend la nature et l'action.

Bien des fois déjà, au cours de cette étude, nous nous sommes heurtés à la secte judéo-maçonnique; partout nous l'avons rencontrée sur notre chemin. De fait, on ne peut, à notre époque, s'occuper d'aucune question politique, sociale, religieuse, même économique, sans tenir compte de l'action judéo-maçonnique qu'on retrouve partout, tantôt à découvert, plus souvent masquée. C'est à elle qu'obéissaient Napoléon III et Victor-Emmanuel, Mazzini et Garibaldi bouleversant l'Italie, afin d'anéantir la monarchie pontificale [1]. Nous avons vu cette même secte préparer l'opinion en Europe et dans le monde, en faveur des

---

1. Voici le début des « Instructions secrètes », données à la Haute-Vente, lors de son institution, vers 1820 : « Depuis que nous (Francs-Maçons) sommes établis en corps d'action et que l'Ordre commence à régner au fond de la Vente la plus reculée comme au sein de celle la plus rapprochée du centre, il est une pensée qui a toujours préoccupé les hommes qui aspirent à la régénération universelle : c'est la pensée de l'affranchissement de l'Italie, d'où doit sortir, à un jour déterminé, l'affranchissement du monde entier, la République fraternelle et l'harmonie de l'humanité... Rien ne doit nous écarter du plan tracé... Nous voulons dans cette instruction qui doit rester secrète pour les simples initiés, donner aux préposés de la Vente suprême des conseils qu'ils devront inculquer à l'universalité des F.·. sous forme d'enseignement ou de memorandum. »

Voir la pièce entière à l'appendice du livre : *La conjuration antichrétienne*. Lille, Desclée et Cie.

puissances protestantes et rendre la foule indifférente, sinon satisfaite de l'abaissement des puissances catholiques. On a pu la voir glorifier et exalter l'Allemagne par toutes les voix de la Presse, même en France. Nous l'avons vue enfin être l'âme de tout ce qui a été fait chez nous, contre l'Eglise et contre la patrie.

Cette action de la secte judéo-maçonnique sur les événements contemporains est ignorée de presque tous ceux qui les observent. Il est nécessaire de la mettre en lumière et aussi de dire la cause de cette ignorance.

N. Deschamps, dans son ouvrage *Les sociétés secrètes et la société*, donne les causes de cette ignorance du public sur une chose d'un si grand intérêt :

Depuis un siècle, *dit-il*, — son livre fut publié en 1880 — depuis un siècle, la majorité des écrivains, et depuis cinquante ans, les maîtres de la jeunesse, presque toutes les voix de la grande presse européenne à l'heure présente, appartiennent à la franc-maçonnerie. Or, c'est une règle, c'est un mot d'ordre dont l'observance est jurée, de ne jamais parler ni écrire *dans le monde profane* sur l'ordre maçonnique où sur les sociétés secrètes.

La Franc-Maçonnerie, *dit-il*, revendique et obtient dans l'univers entier le privilège remarquable d'une position toute exceptionnelle. D'elle seule au monde, il n'est pas question, à peu d'exceptions près, dans la presse publique, et elle ne veut pas qu'il en soit question... Cette position si étrange est déjà une preuve de l'immense puissance que la Franc-Maçonnerie exerce dans le monde [2].

Ce silence si rigoureusement commandé et si fidèlement observé fait que le public voit s'accomplir les actes et les événements voulus par la secte, mais que personne n'a la facilité de saisir les moyens employés pour les produire et de pouvoir remonter à leur véritable cause. Les chefs des Etats eux-mêmes sont souvent dans cette impuissance. Ils soupçonnent et nous soupçonnons la main qui a agi, mais eux et nous sommes souvent dans l'impuissance de la montrer, de façon à donner l'évidence aux soupçons que nous sommes fondés à exprimer.

---

2. N. Deschamps fait cette observation : « M. Bluntschli, dans des ouvrages remarquables précisément par leur vaste érudition, a décrit tous les éléments de l'état moderne et de la politique. Seules les sociétés secrètes ne sont pas même indiquées. Et cependant il ne pouvait les ignorer. Il est Grand-Maître d'une des puissances maçonniques de l'Allemagne, et il a rempli des volumes entiers des publications spéciales de l'ordre. Mais ses livres destinés au monde profane, n'en laissent pas soupçonner le moindre mot.

Le cardinal Manning, résumant la longue expérience de sa vie d'évêque et d'homme public, a exprimé cet étonnement :

> Je suis à m'interroger péniblement, et à savoir comment il se fait que les puissances de ce siècle ne regardent pas même, autour d'elles et si près d'elles, ce qui les mine et qui les ronge en attendant leur renversement complet. Je suis très persuadé que la plupart des grands et sinistres événements de nos jours ont été préparés et consommés par la Franc-Maçonnerie [3].

Et le cardinal Manning, après avoir rappelé la guerre d'Italie et ce qui l'a suivie, puis les guerres et les révolutions survenues de nos jours en Orient, dit :

> Si j'insiste sur ces choses, c'est pour que vous compreniez bien que ce ne sont ni les empereurs, ni les rois, ni les princes qui dirigent les événements contemporains. Il y a quelque chose au-dessus d'eux et derrière eux, et ce quelque chose plus puissant qu'eux tous se fera sentir quand l'heure en sera venue. Oui, lorsque toutes les armées de l'Europe seront engagées dans un immense conflit, alors, ce jour-là, lorsque la Révolution, qui jusqu'à présent travaille sous terre secrètement, aura trouvé l'heure favorable pour se montrer au grand jour, ce qui s'est vu pour Paris se verra pour l'Europe toute entière [4].

Il importe donc de voir de plus près ce qu'est la conjuration judéo-maçonnique, ce qu'elle veut et quels sont les instruments qu'elle emploie pour atteindre le but qu'elle s'est assigné et dont la guerre actuelle est l'un des facteurs les plus importants.

M. Flourens nous dira que ce que la secte judéo-maçonnique veut atteindre par les voies les plus diverses, c'est la domination des Juifs et des Francs-Maçons, leurs disciples et leurs instruments, c'est non seulement la ruine de l'œuvre du Christ, mais aussi celle de toute la race humaine.

Et d'abord, y a-t-il vraiment un lien qui rattache nos Loges maçonniques à la Synagogue juive ? Il n'est guère permis d'en douter.

Les Francs-Maçons sont fils de la Synagogue. Elle les a engendrés pour servir au dessein conçu par elle au lendemain de la résurrection du divin Sauveur. Ils ne sont point ses premiers-nés, nous venons de le voir. D'ailleurs le *Code illuminé*, dans

---

3. Lettre du 7 avril 1871 à M. Robinet de Cléry, alors que les Francs-Maçons parcouraient les rues de la capitale, revêtus de leurs insignes et montraient leur solidarité avec la Commune.
4. Discours prononcé le 1er octobre 1877.

sa troisième partie, fait cette recommandation : « Le Chevalier Ecossais doit être averti à son initiation, que c'est par l'étude des premiers hérétiques, les anciens gnostiques et les manichéens, qu'il pourra faire de grandes découvertes sur la véritable Maçonnerie à laquelle on l'initie. »

Le F.·. Ragon, le F.·. Clavel, le F.·. Bidoré font, eux aussi, sortir de la même source les hérésiarques de tous les siècles et les Francs-Maçons de nos jours.

Quand donc les Juifs jugèrent le moment venu par l'affaiblissement de la foi et de la charité en bon nombre d'âmes chrétiennes, ils firent appel à ceux des baptisés qu'ils virent les plus hostiles à l'Eglise, leur communiquèrent leur esprit, et créèrent le noyau de cette société ténébreuse qui prit ce nom qui ne révélait rien : « la Franc-Maçonnerie », et qui devait être entre leurs mains un instrument si puissant de désorganisation et de corruption.

Les Juifs conservent la direction de cette société d'autant plus justement appelée secrète que le pouvoir qui la dirige est enveloppé de ténèbres, même pour les membres des Hautes-Loges.

La Franc-Maçonnerie tient donc de la Synagogue l'âme que nous lui voyons. Pour ce qui est des liens qui la rattachent à son corps, certains rites de l'Initiation semblent permettre la même conclusion, tel le dialogue suivant qui s'y fait entendre entre le Vénérable et le récipiendaire :

Le V. — Qui êtes-vous?
Le R. — Je suis né de parents nobles de la tribu de Juda.
Le V. — Quel est votre pays?
Le R. — La Judée.
Le V. — D'où venez-vous?
Le R. — De la Judée.
Le V. — De quelle tribu êtes-vous?
Le R. — De la tribu de Juda.

La plupart des rites maçonniques, au nombre de plus de deux cents, ont des Juifs pour auteurs ; et le plus ancien, le premier, est juif, d'origine et de caractère, au point que le F.·. Ragon dans son *Rituel maçonnique* l'appelle rite judaïque.

Les directeurs, les propagateurs de la secte maçonnique sont des Juifs. Tous les Orients sont presque entièrement composés de Juifs, celui de Paris fait exception (les Juifs n'en composent

que la moitié) et les loges, en tous pays, sont inspectées par des Juifs. Les grades maçonniques sont les trente-trois degrés inventés par les rabbins et décrits dans leur cabale pour expliquer les émanations de leur Grand Architecte.

D'ailleurs, il suffit d'ouvrir les yeux sur le présent, comme sur le passé, pour voir qu'en tous pays Juifs et Francs-Maçons ont agi et agissent de concert en tout ce qui touche la religion et la politique, la question sociale et les relations internationales.

C'est ce que M. Gougenot-Demousseaux a eu soin de constater dans ses belles études sur *le Juif, le Judaïsme et la judaïsation* des peuples chrétiens :

La Maçonnerie, *dit-il*, cette immense association dont les *rares initiés*, c'est-à-dire dont les chefs réels, qu'il faut se garder de confondre avec les chefs nominaux, *vivent dans une étroite et intime alliance avec les membres militants du Judaïsme*, princes de la haute cabale ! Cette élite de l'ordre, ces chefs réels *que* SI PEU *d'initiés connaissent*, et qu'ils ne connaissent pour la plupart que sous des noms de guerre, fonctionnent dans la secrète dépendance des cabalistes israélites. Ce phénomène s'accomplit grâce à la majorité des membres juifs que la mystérieuse constitution de la Maçonnerie asseoit dans son conseil souverain... A Londres, où se trouve le foyer de la Révolution, il existe deux loges juives qui ne virent jamais de chrétiens passer leur seuil. C'est là que se réunissent tous les fils de tous les éléments révolutionnaires qui couvent dans les loges chrétiennes.

Puis il reproduit un article des *Historische politische Blaetter* de Munich, de 1862, où l'on signale l'existence en Allemagne, en Italie et à Londres des loges directrices, inconnues au gros des Maçons et où les Juifs sont en majorité [5].

---

5. Un homme d'Etat protestant, au service d'une grande puissance germanique, écrivit à M. Gougenot des Moussaux, en décembre 1865 : « Depuis la recrudescence révolutionnaire de 1848, je me suis trouvé en relation avec un Juif qui, par vanité, trahissait le secret des sociétés secrètes auxquelles il s'était associé. Il m'avertissait huit à dix jours d'avance de toutes les révolutions qui allaient éclater sur un point quelconque de l'Europe. Je lui dois l'inébranlable conviction que tous les grands mouvements des peuples opprimés, etc., etc., sont combinés par une demi-douzaine d'individus qui donnent leurs ordres aux sociétés secrètes de l'Europe entière. »

CHAPITRE XXIII.

Les Juifs.

I. Les fils d'Abraham.

Dieu dit à Abraham : « Quitte ton pays et va dans le pays que je te montrerai. Je ferai de toi une grande nation, et toutes les familles de la terre seront bénies en toi. Lève ton regard vers le ciel et compte les étoiles si tu peux les compter. Telle sera ta postérité. On ne te nommera plus Abram, mais Abraham. J'établis une alliance, une alliance perpétuelle avec toi et tes descendants d'âge en âge. »

La Genèse.

Je vois, je contemple. Un Astre *sort de Jacob. Le* Sceptre *s'élève d'Israël.*
De Jacob sort le Dominateur.

Les Nombres, xxv, 17.

Voir les prophéties d'Isaïe sur le Messie, son règne et son royaume.

Quiconque veut parler des Juifs doit d'abord considérer sur quel versant du Calvaire se trouvent ceux dont il veut entretenir ses auditeurs ou ses lecteurs, car son langage doit être bien différent en l'un et en l'autre cas.

1. — Choisis par Dieu pour une mission à laquelle,à travers des péripéties diverses et dramatiques, et malgré la dureté de leur tête et de leur cœur, ils restèrent fidèles, les fils d'Abraham furent pendant deux mille ans l'espoir et l'honneur de l'humanité. La famille d'Abraham, d'Isaac et de Juda garda l'héritage des promesses divines, rendit témoignage au vrai Dieu, au sein de l'idolâtrie païenne, conserva ici-bas la foi, la vérité, le culte pur et substantiel du Père qui est aux cieux, l'attente et la grâce préventive du Sauveur du monde ; elle avait reçu de Dieu

même, par le ministère des Anges, une loi sans tache, qui contenait en germe la perfection qui devait se développer par l'Evangile ; ses Patriarches, ses Prophètes, ses grands Rois étaient des messagers fidèles du ciel à la terre ; par la parole et l'exemple, ils maintenaient un niveau et un courant de vertu et de religion sans lequel la corruption et l'impiété auraient jeté tout le genre humain en proie à la malédiction et à la mort. Abraham, Isaac, Jacob, Joseph, Juda, Moïse, David, Salomon, et tant d'autres, figuraient le Messie promis, le Verbe éternel de Dieu qui devait s'incarner et devenir réellement le descendant, le fils de cette race, de cette famille, élue pour la plus grande gloire dont Dieu pouvait honorer l'humanité.

La Vierge Marie, la plus parfaite de toutes les créatures, plus pure, plus sainte, à un degré que nous ne pouvons imaginer, que tous les chœurs des Anges, l'Immaculée Mère de Dieu allait sortir de la tige de Jessé, et, en se retournant vers Abraham et sa race, pour bénir Dieu d'avoir accompli en elle les grandes choses qu'il leur avait promises, elle saluerait, dans les héroïnes qui avaient été, dans l'ancien monde, le privilège unique et merveilleux de son peuple, Débora, Judith, Esther, sans oublier Sara, Rebecca, Rachel ni Anne, mère de Samuel, des ébauches déjà radieuses, formées, modelées, louées, chantées et bénies par l'Esprit-Saint lui-même, du type sublime et ineffable de sainteté qui devait se réaliser en elle et attirer du Ciel le Verbe de Dieu dans son sein virginal.

Aussi quand des écrivains, auxquels nous voudrions pouvoir applaudir sans réserve, se laissent emporter, par la passion du but qu'ils poursuivent, jusqu'à jeter l'outrage à ces noms que l'Eglise et l'Esprit-Saint lui-même offrent et imposent à notre vénération, nous ne pouvons que réprouver ces blasphèmes insensés contre la Parole même et l'Inspiration de Dieu.

Jusqu'à Jésus-Christ, les Juifs ont été, en toute vérité, « le Peuple de Dieu » ; en naissant de la race d'Abraham, Jésus-Christ l'a couronnée et consacrée de sa propre sainteté, et proposée, en vertu du lien indissoluble par lequel il lui est uni, au respect, aux bénédictions et à la reconnaissance de toutes les tribus de la terre et de toutes les générations humaines.

II. Les fils de Judas.

2. — Mais voici le déicide, et la postérité d'Abraham se scinde. Le plus grand nombre parmi les Juifs cessent de répondre aux miséricordieuses avances que Dieu leur avait faites. Entre l'ancien temps et les temps nouveaux, le déicide a creusé un abîme que la bonté divine comblera un jour, quand la justice aura fait son œuvre.

D'un côté, les fils d'Abraham qui, dociles et fidèles à l'esprit de la loi, en ont reconnu l'accomplissement, en recueillent pieusement le fruit divin. En vrais et bons Israélites, dont la fraude n'avait pas vicié le cœur, ils sont venus à Celui que leurs pères attendaient et appelaient de leurs vœux. Ils sont sortis du Temple quand le voile s'en est déchiré ; ils sont sortis de la Synagogue, quand la chaire qu'elle contenait, cessant d'être celle de Moïse, est devenue une chaire de pestilence, de mensonge et de haine. Les Apôtres, les disciples, les convertis de la Pentecôte et ceux qui, après eux, sont entrés dans le bercail du Bon Pasteur, ceux-là ont été la vraie postérité d'Abraham, le père, non des blasphémateurs et des maudits, mais des croyants.

Pierre et Paul, ceux-ci en tête, ont été les fondements de l'Eglise, les assises de la chrétienté, les pierres angulaires de la maison de Dieu qui s'élargirait pour contenir le monde entier. Par eux, c'est nous qui sommes les vrais fils d'Abraham, non par le sang et la chair, mais par l'esprit, par la sève de foi et de charité qui d'eux a passé en nous, quand nous avons été greffés sur cette tige dont la racine plonge dans le cœur même de Jésus. Abraham, Moïse, David, ne sont plus aux Juifs rebelles, mais bien à Pierre, Paul, André, Jacques, Jean et autres apôtres ; ils sont à nous comme Marie et Joseph.

Le Calvaire a donc séparé en deux la race juive : d'une part, les disciples qui ont appelé à eux et se sont incorporé tous les chrétiens ; de l'autre, les bourreaux, sur la tête desquels, selon leur vœu, est retombé le sang du Juste, les vouant à une malédiction qui durera autant que leur rébellion [1].

---

1. Rappelons cette sentence de Pascal : « Les Juifs, en tuant Jésus-Christ pour ne pas le recevoir pour Messie, lui ont donné la meilleure marque de Messie. En continuant à le méconnaître, ils se sont rendus témoins irrépro-

Cette scène commence au jour de la Pentecôte et à la prédication de saint Pierre qui amène au Christ ceux des Juifs qui sont les fils d'Abraham selon la chair et qui veulent rester siens selon l'esprit, tandis que ceux qui ferment l'oreille à cette prédication se rangent sous l'étendard de Judas.

En même temps se lève une nouvelle génération. Voici le concile de Jérusalem qui affranchit les Gentils des cérémonies de la Loi et voici saint Paul qui les convertit en foule, leur découvre le mystère de leur vocation et de la réprobation des Juifs ingrats et rebelles. La jalousie de ceux-ci et la fureur des Pharisiens ne connaît bientôt plus de bornes. Ils font des complots contre l'Apôtre des nations et ils le livrent aux Romains comme ils avaient livré Jésus-Christ. La clameur qu'ils avaient fait parvenir par le peuple au prétoire de Pilate : *Tolle eum,* ils la font entendre partout où ils trouvent des CHRÉTIENS.

Ils commencent par faire mourir les premiers disciples de Jésus, Etienne, Jacques le Majeur et Jacques le Mineur, Mathias, coupables uniquement de prêcher la doctrine du Sauveur et de la confirmer par des miracles. Ils s'opposent avec rage à la propagation de l'Evangile, tantôt fouettant les Apôtres (Act. V, 40), tantôt excitant Saül contre les disciples (Act. VIII, 3) ; puis, après la conversion de celui-ci, ils le persécutent par leurs calomnies et leurs blasphèmes (Act. XIII, 45), par des séditions soulevées contre lui (Act. XIII, 50 et XVII, 5) à ce point que les païens eux-mêmes, tel Gallion, proconsul d'Achaïe, doivent, soit l'arracher à leurs barbares violences (Act. XVIII, 12 et XX, 31), soit mettre à néant leurs accusations mensongères et criminelles (Act. XXIV, 9, 10). L'an 65, à Jérusalem, ils le traînèrent hors de la ville pour le tuer. Lysias le délivra, il dut cependant leur accorder cette satisfaction de l'enchaîner, et même s'il en avait eu le pouvoir de le battre de verges (Act. XXIV, 7).

Bientôt ils suscitent les premières persécutions des païens contre les chrétiens. « Les synagogues sont les sources d'où découle la persécution », a écrit Tertullien. Et de nos jours, un protestant, M. Jean Réville, affirme la même chose en ces

---

chables, et en le tuant et en continuant à le renier, ils ont accompli les prophéties. »

termes : « Les (premiers) chrétiens, issus du Judaïsme, n'avaient pas de pires ennemis que les Juifs »[2].

Comment purent-ils susciter ces persécutions? Cicéron nous le fait entendre : « Tu sais, dit-il, quelle est la multitude de ces Juifs, quelle est leur union, leur entente, leur savoir-faire et leur empire sur la foule des assemblées » (*Pro Flacco*, XVIII).

Dès l'an 44, Agrippa mit sa puissance à leur service. Néron était entouré d'esclaves juifs, Poppée était à demi-juive. L'historien des Persécutions, M. Paul Allard, se range au sentiment de saint Clément qui attribue à leur jalousie la première persécution.

Lorsque l'empereur Sévère publia l'édit par lequel il interdisait la propagande juive et chrétienne, cet édit fut si peu observé à l'égard des Juifs et si cruellement obéi contre les disciples du Christ que l'on vit des chrétiens, trop lâches pour braver les supplices et trop attachés cependant au culte du Dieu unique pour brûler de l'encens devant les idoles, se réfugier au sein du judaïsme.

Sous la persécution de Dèce, les Juifs, dit M. Paul Allard[3], assistent avec une curiosité ardente, avec une joie haineuse, à l'épreuve imposée aux chrétiens. On entendait partout leurs voix, s'élevant avec l'accent du triomphe. Ils se plaisaient, comme le leur reprocha un martyr[4], à piétiner lâchement sur des ennemis tombés. Comme au temps de Polycarpe, ce fut alors la colonie juive qui se montra l'ennemie la plus acharnée des chrétiens. Le peuple païen regardait curieusement, mais les Juifs prenaient part, jouaient un rôle actif.

Julien l'apostat reconnut vite, chez les Juifs, ses meilleurs alliés dans la guerre sourde, incessante, qu'il fit aux chrétiens : « Leurs inimitiés séculaires, dit saint Grégoire de Nazianze, les désignaient pour auxiliaires à celui-ci[5] » ; et ceux-ci se hâtèrent de mettre à profit les dispositions de l'Empereur pour assouvir de nouveau leurs haines traditionnelles. On les vit en Egypte, en Asie, incendier impunément les basiliques chrétiennes.

Il en fut toujours ainsi et partout il en est encore de même

2. *La Religion à Rome sous les Sévère*, Paris, 1886.
3. *Histoire des persécutions*, I, p. 373 et suiv.
4. *Passio S. Pionii et sociorum ejus*, 4.
5. *Oratio*. V, 3.

selon que les temps, les lieux et les circonstances le permettent.

David l'avait prévu et l'avait prédit. L'Esprit-Saint le fit assister à l'entrée de Notre-Seigneur Jésus-Christ dans le ciel au jour de l'Ascension. Et il entendit le Père dire à l'Homme-Dieu : *Sede a dextris meis, donec ponam inimicos tuos scabellum pedum tuorum.* Il était donc annoncé que la malice de la Synagogue pourrait s'exercer contre l'œuvre du divin Rédempteur, et il était aussi annoncé qu'arriverait un temps où il y serait mis fin par une intervention divine, *donec ponam.* Cette intervention, grâce incomparable à nulle autre grâce, est celle qui mettra fin à l'aveuglement des Juifs et à leur endurcissement, celle qui les convertira en masse et les amènera aux pieds de leur Roi, le divin Rédempteur de tous les hommes, gentils et juifs.

***

En attendant, le chef-d'œuvre de la Synagogue sous ce rapport fut la création de la Franc-Maçonnerie. Nous avons montré plus haut les rapports qui existent entre les deux sectes, nous n'y reviendrons point, si ce n'est pour faire cette observation.

Après l'ère des persécutions, les Juifs donnèrent à leur haine un autre cours. Déjà le judaïsme s'était introduit dans l'Eglise même pour y porter le trouble et la division par l'hérésie. Ce fut l'œuvre de Simon le Mage, des Gnostiques, de Manès et de ses adhérents ou de ses émules. Ce fut l'œuvre de tous les hérésiarques, non pas qu'ils aient été tous de race juive, mais tous ont suivi ses inspirations.

Comme en tout ce qui appartient à l'humanité, il faut distinguer dans la Franc-Maçonnerie le corps et l'âme. Son âme est bien celle de la Synagogue depuis le déicide, la haine de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de son Eglise, haine dont les Juifs [6] animèrent toutes les hérésies plus ou moins suscitées par eux au

6. Les fils de Juda et de Benjamin, honteux sans doute des taches dont le nom juif était couvert, le répudient. C'est cependant leur vrai nom. L'histoire les a nommés Juifs, *Judæi,* parce que le patriarche Juda, fils de Jacob, fut leur père et qu'ils sont les dispersés du royaume de Juda.

Les autres tribus formèrent le royaume d'Israël. Que sont devenus les Israélites, c'est-à-dire le mélange des dix tribus et des étrangers dont se composait ce royaume? On ne le sait.

cours des siècles. Le corps, c'est-à-dire la société secrète des Francs-Maçons telle qu'elle existe de nos jours.

D'où vient et que signifie le nom qu'ils se sont donné? Il semble indiquer que l'embryon en a été formé au sein des corporations ouvrières. Ils ont pris les insignes de l'une d'elles; l'équerre, le compas et autres instruments leur servent encore d'enseignes. Mais la société secrète connue de nos jours sous ce nom a-t-elle été vraiment constituée de maîtres et compagnons du bâtiment, ne leur est-elle pas antérieure ou postérieure, cela n'est point clair.

Il y avait bien au XIV[e] siècle des tendances fâcheuses au point de vue religieux dans les corporations; les Juifs en profitèrent-ils pour édifier une Eglise nouvelle succédant à l'arianisme, au manichéisme, etc.? Mais cela ne nous dit pas pourquoi la secte a voulu être ainsi appelée et prendre ces insignes de préférence à d'autres.

Il a été donné de cette énigme plusieurs explications. En voici une qui a le mérite d'avoir été fournie par un F∴, le Grand Inspecteur Brimont. Elle fut découverte à la Bibliothèque Nationale :

« *Maçon* signifiait autrefois, comme il signifie encore de nos jours : constructeur, tailleur, poseur de pierres, homme occupé à bâtir une maison, un édifice, depuis le sous-sol jusqu'au comble. Les insignes que nous avons adoptés sont les outils des maçons ouvriers, le triangle, dont les trois points ne sont qu'un signe abréviatif représentant l'espace occupé entre les angles : le compas, le niveau, le fil à plomb, la truelle et le tablier.

» Tout cela ne laisse aucun doute sur la provenance du mot *maçon* et il n'y a pas à discuter à cet égard.

» Quant au mot *franc*, qui précède celui de maçon, il n'en est pas de même, et il est facile de se tromper sur son étymologie.

» Le mot *franc*, en maçonnerie, ne signifie pas franchise, loyauté, homme franc, homme droit d'esprit. On pourrait supposer cette théorie en raison des principes de notre ordre, mais il ne nous appartient, ainsi compris, qu'au moral ou au figuré peut-être, mais non dans la véritable origine et acception du mot; FRANC veut dire simplement *quitte de toutes charges*, de toute redevance, qui ne paie point, tandis que la généralité ou

majorité paie ; c'est une origine qui se rapporte à une coutume financière et non à un principe de morale.

» Voilà l'explication du mot *maçon* et surtout du mot *franc*, explication qui se trouve confirmée par l'histoire proprement dite de la maçonnerie spéculative que nous pratiquons aujourd'hui. »

Ainsi donc le mot « franc » appliqué aux Maçons des sociétés secrètes, ne marque point, de l'aveu d'un Maître, la franchise, la loyauté, mais l'affranchissement de ce sectaire, en tant que faisant partie de la secte, des charges auxquelles sont soumis les autres mortels. Il est à remarquer que de nos jours encore le gouvernement exempte le Grand Orient et les Loges des obligations auxquelles sont soumises les autres associations.

Mais cette « franchise » va plus loin. Le Franc-Maçon se considère comme libre, comme affranchi des devoirs envers Dieu et il se donne la mission d'en affranchir tous les hommes.

Quant au mot « maçon », il doit être ici interprété, non comme « constructeur », mais comme « démolisseur ».

CHAPITRE XXIV.

La Franc-Maçonnerie et l'Angleterre coalisées. Les débuts.

L'Apôtre saint Jean nous avertit qu'il y aura sur la terre, avant la fin des âges, une invasion de sauterelles d'une provenance et d'une nature particulières. Ces sauterelles, dit l'Apôtre, sont d'une espèce à part. Ce n'est pas l'herbe, ni les campagnes et la moisson qu'elles ravagent, ce sont les hommes; et ce ne sont pas tous les hommes, mais seulement « ceux qui n'ont pas la marque de Dieu », ceux qui ne font plus cas du caractère de leur baptême; et ce n'est pas tant par la violence que par « un venin » qu'elles meurent; et « ce n'est pas tant à la vie humaine ni à nos besoins matériels: leur venin, dit Bossuet, se porte à l'endroit où réside principalement la marque de Dieu. »

Mgr Pie.

La Franc-Maçonnerie fille de la Synagogue. — Sa naissance au XIVe siècle. — Ses accroissements au XVIe et au XVIIe. — L'Angleterre initie Voltaire. — Conspiration contre nos rois. — Essor de l'Angleterre vers tous les points du monde.

C'est à l'époque de la Renaissance que l'Histoire nous montre pour la première fois la société secrète, dite *Franc-Maçonnerie*, existante et agissante.

Un Juif, qui a scruté plus à fond que d'autres ces origines, a appelé la Renaissance « la Révolution générale de l'humanité ». Rien de plus juste que ce mot qui dit à la fois le principe délétère que les humanistes ont introduit dans la chrétienté et l'action funeste que les Maçons ne cessent d'y exercer. De la

Renaissance date vraiment la révolution qui se fit dans l'esprit humain et qui nous tient encore captifs. Elle a produit dans les âmes quelque chose de semblable à ce qui se passerait sur notre globe si l'axe de la terre était déplacé. Elle changea l'orientation de l'humanité. Elle renversa le point de vue où le christianisme avait placé les âmes : au lieu de les tenir élevés vers le ciel et dirigés vers la vie future, elle abaissa les regards vers la terre et leur fit rechercher d'abord et de préférence les biens et les jouissances terrestres.

Bernard Lazare [1] déclare que les Juifs furent les auteurs de cette révolution générale de l'humanité. « Les Juifs averroïstes furent, dit-il, les ancêtres directs de la Renaissance. » Or c'est aux premiers jours de la Renaissance que l'histoire nous présente le premier indice sérieux de l'existence de la Franc-Maçonnerie telle que nous la voyons aujourd'hui.

Le collège des administrateurs de la Chancellerie pontificale était plein de ces hommes qui s'étaient fait appeler humanistes. Le Pape Paul II en fit sortir ceux connus comme partisans des idées nouvelles. Ils tinrent des réunions chez un des leurs, Pomponius Letus, dont l'historien Pastor a dit que : « Jamais peut-être savant n'a imprégné son existence de paganisme antique au même degré que lui. » De chez lui, les humanistes se rendirent aux catacombes où ils inscrivirent leurs noms, et dans cette liste Pomponius Letus est qualifié « *Pontifex maximus* ». Un autre, Pantagatus, est qualifié « prêtre ».

---

1. S'il est quelqu'un qui, de nos jours, a été l'un des représentants de cette race chez nous, et son organe, c'est bien Bernard Lazare. Il fut l'âme de l'affaire Dreyfus et pour l'en récompenser un monument lui a été élevé dans la ville de Nîmes, avec le concours de toutes les autorités civiles et militaires.

Il a écrit un livre intitulé : *L'antisémitisme, son histoire, ses causes.* M. Charles Maurras le résuma fidèlement en ces lignes :

« Je suis le juif. Le juif est par définition le destructeur et le parasite. Ce destructeur, ce parasite s'attaque à tous les peuples qui lui font bon accueil. Il ne se lasse pas de les désorganiser de toute manière. Quand la chrétienté lui a rouvert ses portes à la fin du moyen âge, il a fait le protestantisme. Quand le protestantisme a paru se ranger et se modérer, il a fait la Maçonnerie. Quand le Roi de France l'a affranchi, le juif a répondu en lui coupant le cou. La nation française s'est associée à la générosité de son Roi : le juif s'est attaché à ruiner tout ce qui compose cette nation. L'Europe a imité la France. Le juif s'est mis à draîner l'argent de l'Europe et à semer chez tous les peuples la révolution sociale. Enfin la France a cru désarmer la juiverie en lui confiant sa fortune et son gouvernement, son enseignement, sa magistrature, son armée, son commerce, et jusqu'au soin de la divertir ; les juifs répondent en mettant leur bienfaitrice en liquidation, telle étant leur fonction naturelle et fatale... »

Ces humanistes avaient choisi les ténèbres des catacombes pour mieux cacher l'existence de leur société ; les titres de « prêtre » et de « souverain pontife » qu'ils donnaient à leurs chefs marquent bien qu'elle n'était pas une société littéraire, mais une sorte d'église en opposition avec l'Eglise catholique : ce que la Franc-Maçonnerie est toujours. L'historien Grégovorius n'hésite pas à nommer cette académie « une loge de Francs-Maçons classiques ».

Au XVI[e] siècle, l'alliance formée entre la juiverie et la Franc-Maçonnerie se vit renforcée par l'adjonction du luthéranisme. Nous voyons les amis intimes de Luther, comme Mélanchton, engagés dans les Loges. Luther lui-même était haut Maçon, puisque sur son cachet était gravée la Rose-Croix. Maintenant encore beaucoup de ministres protestants, pasteurs ou évêques, en Allemagne comme en Angleterre, ne se cachent pas d'appartenir à la secte. On les voit parfois porter ses insignes sur la robe de leur dignité ecclésiastique.

« La Réforme, en Allemagne comme en Angleterre, dit Bernard Lazare, fut un de ces moments où le christianisme se retrempa aux sources juives. C'est l'esprit juif qui triompha avec le protestantisme » (p. 141). « L'exégèse, le libre examen sont fatalement destructeurs et ce sont les Juifs qui ont créé l'exégèse biblique, ce sont eux qui, les premiers, ont critiqué le symbole et les croyances chrétiennes [2]. »

Vint le XVIII[e] siècle et le règne des philosophes. Ce fut une nouvelle branche d'antichristianisme qui vint se greffer sur la juiverie, la Franc-Maçonnerie et le luthéranisme.

Les philosophes prirent à tâche de découvrir tous les points sur lesquels l'Eglise et son enseignement pourraient être montrés en défaut.

C'est aussi le Juif qui fut leur docteur. « Le Juif, dit M. Darmesteter, professeur au Collège de France, et nommé, après la mort de Renan, secrétaire de la société ascétique, Juif lui-même, comme Bernard Lazare, le Juif s'entend à dévoiler les points

---

2. Renan a fait la même remarque. « Ce sont les rabbins, dit-il, qui fondèrent au moyen âge une école d'exégétique au sein de notre Champagne. » Raschi et les Tosophistes firent Nicolas de Lyre et Nicolas de Lyre fit Luther. De nos jours, les rapports de Loisy avec les juifs par Reinach ont été rendus publics.

vulnérables de l'Eglise, et il a à son service, pour les découvrir, outre l'intelligence des Livres saints, la sagacité redoutable de l'opprimé. Il est le docteur de l'incrédule ; tous les révoltés de l'esprit viennent à lui dans l'ombre ou à ciel ouvert. Il est à l'œuvre dans l'immense atelier de blasphèmes du grand Frédéric et des princes de Souabe ou d'Aragon : c'est lui qui forge tout cet arsenal meurtrier de raisonnement et d'ironie qu'il léguera aux sceptiques de la Renaissance, aux libertins du grand siècle. »

C'est alors que l'on vit se former l'alliance intime qui existe toujours entre la Maçonnerie et l'Angleterre et qui donne l'explication des principaux événements qui depuis se sont produits dans le monde. Un Juif, longtemps ministre dans le gouvernement anglais, en a fait l'aveu et en a donné certaines preuves. « Il n'est rien, dit-il, de ce qui se passe dans les relations internationales que le Juif ne le sache, qu'il ne s'y mêle, qu'il ne le dirige plus ou moins efficacement. »

Le 24 juin 1917, la Franc-Maçonnerie universelle célébra un deux centième anniversaire de « sa fondation », dirent les journaux. Les Maçons durent parler autrement, car ils donnent pour fondateurs de leur association les constructeurs de la tour de Babel. Leurs actes portent aujourd'hui cette date : 5943 [3]. Ce qu'entre eux ils célébraient, c'était le deuxième centenaire de la fondation de la Grande-Loge d'Angleterre. Ce fut en effet le 24 juin 1717, jour de la Saint-Jean d'été, qu'elle fut constituée à Londres et que le Révérend James Anderson fut chargé de rédiger « les grandes constitutions », qui furent agréées en 1723. C'est aussitôt après que la Grande Loge d'Angleterre envoya ses missionnaires sur le continent.

« Ce fut en Angleterre, dit Condorcet, dans sa *Vie de Voltaire*, que Voltaire jura de consacrer sa vie à ce projet (l'anéantissement de la religion du Christ) ; et il a tenu parole. » Or, à son premier voyage en ce pays (1725-1728), Voltaire fut reçu Franc-Maçon dans l'une des solidarités décrites par Toland dans son *Panthéisticon*. Pendant ces trois ans de séjour sur le sol anglais, Voltaire mena « la vie d'un Rose-Croix toujours

---

3. Un docteur allemand, le F.·. Georges Kloss, dit que le principe de la science maçonnique a été découvert par les deux fils de Lamech : Jubal et Tubalcaïn.

ambulant et toujours caché ». Or, nous dit Darmesteter, « le sarcasme de Voltaire n'est que le dernier et retentissant écho d'un mot murmuré six siècles auparavant dans l'ombre du Ghetto et plus tôt encore, au temps de Celse et d'Origène, au berceau même de la religion du Christ ». Ces mots sont encore un aveu bien clair de la filiation de la Maçonnerie, fille du judaïsme.

C'est de l'époque du voyage de Voltaire en Angleterre et de son initiation dans la Franc-Maçonnerie par les Anglais, que date la fondation des premières loges en France, du moins de celles constituées pour préparer la Révolution. Elles furent établies par des Anglais, et dans des villes où les relations avec eux étaient fréquentes. Telles furent celles de Dunkerque et de Mons en 1721, de Paris en 1725, de Bordeaux en 1732, de Valenciennes en 1735, du Havre en 1739.

En 1787, il y avait en France deux cent quatre-vingt-dix-huit villes et bourgs possédant des loges régulières. Paris en comptait quatre-vingt-une. En 1777, les loges de la province et de la capitale avaient fondé le Grand-Orient, d'où sortit le jacobinisme et avec lui le régicide et l'état révolutionnaire où nous n'avons cessé de patauger dans toutes les erreurs sociales et souvent dans le sang.

Ce furent aussi les Anglais qui instituèrent les premières loges dans les autres pays.

Sir Georges Hamilton, dignitaire de la Grande-Loge d'Angleterre, se chargea de la Suisse. Le comte Scheffer fut désigné pour la Suède, lord Chesterfield pour la Hollande, le duc d'Exeter pour la Saxe, Martin Folkes pour le royaume de Piémont, le duc de Middlesex pour le grand-duché de Toscane. L'émissaire envoyé à Rome fut le F.·. Martin Folkes ; et le duc de Wharton reçut le mandat de maçonniser l'Espagne et le Portugal.

La main de l'Angleterre dans ces débuts se trouve partout. La Grande-Loge d'Angleterre a pu se vanter avec raison d'être reconnue sur tous les points du globe, la mère de la Maçonnerie universelle. Ses vaisseaux l'ont transportée en Europe et en Amérique [4], puis jusqu'en Chine et autres pays asiatiques et

4. En 1608, des catholiques français avaient fondé la première colonie américaine à Québec. En 1721, la Grande-Loge d'Angleterre envoya des Francs-Maçons y fonder une première loge. De 1721 à 1759, date de la prise

africains ; partout aussi les sociétés secrètes ont suscité les événements et les révolutions qui ont servi à accroître le domaine anglais.

Le séjour de Voltaire en Angleterre est une date marquante pour l'histoire de la Franc-Maçonnerie et aussi une date marquante pour l'histoire de la France et pour l'histoire de l'Angleterre. C'est de ce moment que commença l'entente de la puissance britannique et de la puissance maçonnique, du gouvernement anglais et de la secte, et par cette entente et cette collaboration l'extension dans toutes les parties du monde de la Grande-Bretagne et de ses colonies. Partout les Anglais avaient établi des Loges et partout les Loges ouvrirent les portes au commerce anglais, préparaient la domination anglaise, et partout aussi elles suscitèrent les révolutions qui paralysèrent les autres puissances européennes et les mirent dans l'impossibilité de s'opposer aux entreprises de l'ambition anglo-saxonne. « Au XVIII[e] siècle, dit le F.·. Malapert, orateur du Suprême Conseil du *rite écossais ancien accepté*, la Maçonnerie était si répandue dans le monde qu'on peut dire que rien ne s'est fait depuis cette époque sans son assentiment. » Et M. Claudio-Jannet, dans le volume qu'il ajouta à l'œuvre du P. Deschamps, a publié un long et curieux document, conservé aux archives de Fribourg en Suisse sur le rôle des Juifs dans la Révolution universelle, révolution opérée par les sociétés secrètes, au grand profit de l'Angleterre.

Elles avaient partout pour but et elles eurent partout pour résultat l'établissement du régime républicain ou du moins l'établissement de monarchies illégitimes amenant avec elles le régime parlementaire.

C'est ce que reconnaît Bernard Lazare .

Le juif a l'esprit révolutionnaire; conscient ou non, il est un agent de révolution... Pendant la période révolutionnaire, les juifs ne restèrent pas inactifs. Etant donné leur petit nombre à Paris, on les voit occuper une place considérable, comme électeurs de section, officiers de légion, ou assesseurs, etc. Il faudrait dépouiller les archives des provinces pour déterminer leur rôle général. Pendant la seconde période révolutionnaire,

---

de Québec par le F.·. Wolfe, la fille de la Grande-Loge d'Angleterre avait fait des petits, ayant mission de jouer au Canada le rôle que les loges établies en France par l'Angleterre y jouèrent de 1725 à 1789 et 1793.

Le terrain était miné au Canada en 1759, sous les pieds de Montcalm, comme il le fut de 1773 à 1789 sous les pieds de Louis XVI.

celle qui part de 1830, ils montrèrent plus d'ardeur encore que dans la première. *En travaillant pour le triomphe du libéralisme*, ils travaillèrent pour eux. Il est hors de doute que par leur or, par leur énergie, par leur talent, ils soutinrent et secondèrent la révolution européenne... On les trouve mêlés au mouvement de la jeune Allemagne; ils furent en nombre dans les sociétés secrètes qui formèrent l'armée combattante révolutionnaire dans les Loges maçonniques, dans les groupes de la Charbonnerie, dans la Haute-Vente romaine, partout, en France, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Italie... Partout, Juifs, Francs-Maçons et Anglais, poursuivirent principalement de leur haine, de leurs méfaits et de leurs forfaits la Maison de France, la famille des Bourbons qui occupait tant de trônes.

C'est qu'avec sa puissante parenté et par son alliance, cette famille était seule capable de s'opposer aux ambitions de l'Angleterre et aux desseins de la secte qui était déjà alors de républicaniser tous les Etats de l'Europe et de faire par là le premier pas dans la voie au bout de laquelle le Juif espérait trouver le but suprême de son ambition : dominer l'Europe, dominer le monde.

Une nation régie de tout temps par une famille royale respectée et aimée. constitue un bloc compact, dont l'autorité royale est le ciment. Le Souverain, d'ailleurs, père de la grande famille nationale, veille sur ses enfants et ne les laisse ni dépouiller, ni asservir. Le régime républicain, au contraire, favorise merveilleusement l'émiettement, la décomposition d'un pays. Tout entière à ses luttes intestines, la population d'une République ne forme plus un conglomérat solide, mais une poussière d'individus, ouverte sans obstacle à la pénétration étrangère.

C'est en France d'abord que la secte, avec l'aide de l'Angleterre, établit le régime républicain, et l'y ramena, lorsque les monarchies révolutionnaires qu'elle y avait substituées par nécessité, eurent été renversées.

Personne n'ignore le mot d'ordre donné à la Franc-Maçonnerie internationale au commencement du XVIIIe siècle et peut-être auparavant, mot d'ordre ainsi formulé :

L.·. P.·. D.·. : LILIA PEDIBUS DESTRUE.

« Ecrasez sous vos pieds les lis de France, anéantissez la race de saint Louis, décapitez la fille aînée de l'Eglise. »

Dans le volume que Mme Battazi a composé sur les notes et les mémoires de son mari, elle représente (p. 99, etc.) Palmerston « exécrant » le Pape et les princes de la Maison de Bourbon. La

devise L. P. D. apparaît constamment dans les correspondances intimes du ministre anglais [5].

On sait maintenant par quels conspirateurs et même en quel lieu et à quel jour fut décrétée la mort de Louis XVI, suivie de l'assassinat du duc d'Enghien et de celui du duc de Berry. La conspiration permanente des sociétés secrètes contre les Bourbons de France, d'Espagne, de Naples et de Parme, partout terminée par leur expulsion à travers des flots de sang et par les plus ignobles trahisons, ne peut laisser aucun doute sur le sens de cette devise maçonnique *Lilia pedibus destrue.*

Il en est une autre qui la complète :

A.·. E.·. I.·. O.·. U.·.

« *Angliae est imperare orbi universo.* A l'Angleterre l'empire du monde. »

Ces deux devises ont dit, dès le XVIIe siècle, la tâche assignée à la coalition anglo-maçonnique par le pouvoir occulte de la Synagogue : l'abaissement des puissances catholiques et spécialement de la France, et l'élévation d'une puissance protestante, l'Angleterre, pour le moment, sur leurs ruines, en attendant que le Juif, n'ayant plus besoin de ses services, puisse la congédier et régner effectivement et définitivement sur tout ce qui n'est point lui dans le genre humain.

---

5. Quand la Franc-Maçonnerie se trouve en face de dynasties qui, malgré les défaillances individuelles de leurs membres, sont, par une disposition providentielle et une glorieuse tradition, les serviteurs de l'Eglise, les défenseurs de la vérité, elle dirige contre elles tout son effort. Tel a été le sort des Bourbons. *Lilia pedibus destrue* est, depuis le XVIIIe siècle, le mot d'ordre des sectes. L'histoire contemporaine est là toute entière pour attester avec quelle persévérance il a été exécuté. (Claudio-Jannet. Deschamps, III, 9.)

CHAPITRE XXV.

Synagogue et Angleterre. Services réciproques.

Quand a été rejeté le joug de la justice, que sont devenus les royaumes de ce monde? Des officines de vaste brigandage.

S. AUGUSTIN.

Tous les essais de monarchie universelle, fatalement appuyés par la force, fatalement entraînés à tous les excès de la tyrannie, ont fatalement avorté après avoir fait couler des flots de sang. L. VEUILLOT.

Statistiques de la secte. — L'aide prêtée par elle à l'Angleterre pour son prodigieux agrandissement. — Alliance entre la Maçonnerie et les trois Ordres de l'État. — Concours bien étrange. — Au-dessus, les Juifs.

Les forces qu'une nation, surtout une nation telle que l'Angleterre, peut mettre au service d'une société, sont visibles. Il n'en est point de même de celles qu'un pouvoir occulte, une société secrète, peut mettre au service de cette nation. Elles ne sont point apparentes : elles se dissimulent le plus possible.

De combien de membres se compose la Franc-Maçonnerie, et en quels pays peuvent-ils exécuter ses volontés ?

La *Revue internationale des sociétés secrètes* a publié une statistique fort détaillée, statistique qu'elle affirme être très voisine de la réalité. Détachons les chiffres que voici :

Europe

	LOGES	MEMBRES
	—	—
Allemagne	515	56.812
Angleterre	2.985	154.000
Belgique	124	2.500
Danemarck	12	4.735
Ecosse	757	50.000
Espagne	107	5.489
France	584	37.600
Grèce	18	950

	LOGES	MEMBRES
Hongrie	77	6.112
Irlande	470	18.000
Italie	470	15.900
Luxembourg	1	80
Norvège	15	4.200
Pays-Bas	102	4.600
Portugal	124	3.468
Roumanie	12	250
Serbie	1	78
Suède	43	13.945
Suisse	34	4.200
Turquie	23	400
Total pour l'Europe.	6.347	383.219

Afrique

Egypte	20	500
Libéria	8	250
Total pour l'Afrique.	28	750

Amérique

Etats-Unis	14.887	1.512.014
Mexique	34	1.450
Costa-Rica	7	206
Cuba	69	3.000
Guatemala	12	400
Haïti	64	4.000
Porto-Rico	30	14.000
Saint-Domingue	13	260
San-Salvador	5	185
République Argentine	108	450
Brésil	506	52.912
Chili	19	2.000
Paraguay	9	812
Pérou	33	550
Uruguay	18	580
Venezuela	26	1.673
Total général pour l'Amérique.	15.840	1.585.942

Océanie

Australie	649	37.177
Tasmanie	30	1.445
Nouvelle-Zélande	183	11.558
Total pour l'Océanie.	862	50.188
TOTAL GÉNÉRAL.	23.104	2.020.091

En 1907 parut la première année d'un ANNUAIRE publié par le *Bureau international des relations maçonniques*. Il fut imprimé chez Bukler, l'éditeur des publications maçonniques en Suisse, sous la signature de F.·. Mortier, président du Bureau international. D'après cet *Annuaire*, il existe cent six puissances maçonniques régulières. Une puissance est une confédération de loges ayant à leur tête une Grande-Loge, ou un Grand-Orient, ou un Suprême Conseil.

L'*Annuaire* indique le nombre des Loges qui se rattachent à ces diverses puissances et le nombre des individus qui les fréquentent. Les chiffres qu'il donne s'accordent plus ou moins avec ceux indiqués ci-dessus, assez généralement. Parfois ils en diffèrent assez gravement. Il n'y a qu'assez peu de confiance à accorder aux renseignements émanés de la Franc-Maçonnerie elle-même.

Observons en outre que le chiffre des Francs-Maçons existants chez les différents peuples, fût-il exact, laisserait à désirer le chiffre des adeptes des autres sociétés secrètes qui, sous différents noms, pullulent en Asie et en Afrique.

Dans le volume qu'il a ajouté à l'ouvrage de M. Deschamps, M. Claudio-Jannet a publié l'état géographique et statistique de la Franc-Maçonnerie en France en 1882. Nous voyons qu'elle y est partagée entre quatre obédiences. Le GRAND-ORIENT comptait alors deux cent soixante-treize Loges symboliques donnant les trois premiers grades et quarante-six ateliers donnant les hauts grades ; le SUPRÊME CONSEIL, ayant soixante-seize Loges symboliques et vingt-cinq ateliers ; la GRANDE LOGE SYMBOLIQUE comptant vingt-trois loges ; et l'Ordre de Misraïm.

M. Georges Goyau a donné, lui aussi, une statistique de la Franc-Maçonnerie en France, en 1899.

« Vénérables et surveillants, experts et tuileurs, maîtres et compagnons, Frères de tout grade, s'échelonnent sur les trente-trois degrés symboliques ; ils sont en tout, dans l'armée du Grand-Orient, dix-sept mille environ (compte-rendu du Grand-Orient, 19-24 septembre 1898, p. 109).

» Joignez-y peut-être sept mille Maçons des autres rites. Cette armée comptait, en 1898, trois cent soixante-quatre cantonnements désignés sous le nom de loges ou d'ateliers. Ce sont

les points d'occupation du territoire, les points d'attente de l'action. »

Voyons ce que l'Angleterre a pu faire en ces derniers siècles pour agrandir sa puissance, grâce à la faveur et même au concours de ces Grandes-Loges, Grands-Orients, Suprêmes Conseils ainsi fixés avec leurs Loges et leurs Frères sur tous les points du monde.

L'Angleterre avait pu, en 1704, s'emparer de Gibraltar, cet incomparable point stratégique qui lui donnait la clef de la Méditerranée. Sous Louis XVI, elle détruisit, par des moyens identiques à ceux employés de nos jours, notre flotte et s'empara de nos colonies.

M. Lacourt-Gayet a publié en un volume très documenté le résumé de son cours à l'Ecole supérieure de marine. Nous y voyons que, après l'époque de Colbert, le règne de Louis XVI fut la période la plus éclatante de notre puissance maritime. Durant les quinze ans qui précédèrent la Révolution, nous avions pu nous poser en rivaux des Anglais dans la possession de l'empire des mers. La Révolution survient et les phénomènes « d'anarchie spontanée » se manifestent immédiatement dans les ports de guerre. Dès avant la réunion des Etats généraux, les clubs, les municipalités prétendent se substituer à l'autorité militaire qui ne tarde pas à se trouver radicalement annihilée. Les équipages désertent. Souvent on constate que les navires de guerre appareillent avec un déficit de soixante à cent hommes. Que l'Angleterre ait tiré un immense profit de ce désordre, la preuve n'en est pas à faire. Y collabora-t-elle directement ? Dans une lettre à un de ses amis, lord Granville a confessé que « le gouvernement britannique a l'habitude d'exciter et d'entretenir sur le territoire français des désordres intérieurs. » De son côté, lord Mansfield a déclaré en plein parlement que « l'argent dépensé pour fomenter une insurrection en France serait bien employé ».

A l'automne de 1805, Pitt, qui avait soudoyé trois coalitions contre la France sans pouvoir empêcher les victoires de Napoléon, donnait un dîner à la campagne à plusieurs de ses amis, lorsqu'il reçut une dépêche qui annonçait la reddition de Mack à Ulm, avec quarante mille hommes et la marche de Napoléon sur Vienne. Pitt fit part à ses amis de cette funeste nouvelle.

« Tout est perdu, plus de ressources contre Napoléon ! » s'écriaient ses amis. « Il en reste une, répliqua le ministre, *si je parviens à soulever une guerre nationale en Europe;* et cette guerre doit commencer en Espagne. » Elle commença en Espagne. L'idée nationale soulevée en Espagne atteignait ce qui était resté au-dessus des efforts de tous les cabinets, le renversement de Napoléon.

Plus récemment, au mois d'octobre 1898, alors que l'Angleterre était engagée dans la guerre du Transvaal, le fils du ministre des colonies, M. Chamberlain fils, dans une correspondance intime, adressée, de la part de son père à un Anglais qui jetait des regards inquiets du côté de la France, a écrit une lettre qui a été publiée par *Le Jura* de Porrentruy :

Outre les assurances du gouvernement français, nous sommes garantis de toutes représailles de Fachoda par les événements intérieurs qui vont se dérouler en France. Si nous ne pouvons guère compter sur l'affaire de Dreyfus qui est usée; si le procès de la Haute-Cour ne semble pas créer une sensation suffisante pour absorber l'attention de la nation, nous savons que, dès la rentrée du Parlement de Paris, le gouvernement introduira, avec l'appui de la majorité, différents bills contre les catholiques, qui, par leur violence, pourront plonger la France dans un état de surexcitation extrême et détourner l'attention des Français du sud de l'Afrique. Mon père n'a marché qu'avec toutes les garanties du côté de la France.

Comment expliquer une telle assurance et une telle complicité si ce n'est par l'entente et l'action des sociétés secrètes internationales au service de l'Angleterre ?

Toutes les fois qu'une nation quelconque a paru vouloir s'opposer aux projets du gouvernement anglais et contrarier sa marche vers l'empire universel, une crise a éclaté chez elle ou politique, ou sociale, ou religieuse : ce qu'il ne pouvait faire de lui-même, la secte internationale le lui rendait facile. Pour nous en tenir à ces derniers temps et à notre pays, la révolution de 1830 a été faite pour empêcher, si possible, la conquête de l'Algérie et mettre fin aux projets d'une alliance avec la Russie qui devait nous donner la frontière du Rhin.

Disraëli (*Endymion*, T. I, chap. VII), parlant de la révolution de juillet, dit :

Ce n'est pas la bourgeoisie qui a élevé les barricades; je connais les gens qui les ont faites; ils ne forment pas une nation mais une confraternité... Leurs sociétés secrètes couvrent l'Europe d'un réseau. Elles sont

répandues dans toute l'Espagne, l'Italie en est ruinée. La même organisation existe en Allemagne et en Russie [1].

Un aveu semblable avait été fait par un autre membre du gouvernement anglais en plein parlement anglais :

L'Angleterre pourrait entreprendre une guerre contre la France. Mais il y a un autre moyen : ce serait de rendre la possession de ce pays (l'Algérie) inutile dans les mains rivales, ce serait de la rendre plus qu'inutile, ce serait de la rendre préjudiciable au possesseur... Il existe entre les mains de la Grande-Bretagne un pouvoir plus terrible peut-être qu'on n'en vit jamais en action dans l'histoire humaine. (Ecoutez !) La conscience de posséder cette force fait notre mérite, l'Angleterre est comme le maître des Vents dont parle le poète :

« *Celsa sedit Æolus arce* ».

De nos jours, n'est-il pas remarquable que la crise Dreyfus, bientôt suivie du procès de la Haute-Cour, d'une offensive contre les congrégations et autres « événements intérieurs », ait justement coïncidé avec les événements africains relatifs à Fachoda et au Transvaal ? Vint ensuite le projet de loi Brisson qui visait la confiscation de tous les biens mobiliers et immobiliers des religieux, le projet de Waldeck-Rousseau prononçant la prison ou même le bannissement contre tout prêtre se permettant, même en dehors de son ministère, de critiquer les actes du gouvernement ou les lois intangibles, même celles qui sont immorales, comme la loi du divorce.

Comment le ministre anglais des affaires étrangères savait-il d'avance que le gouvernement de la République française introduirait contre les catholiques ces bills destinés à produire

1. Le même homme politique a dit aussi : « En vérité, le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux qui ne voient pas ce qui se passe dans les coulisses. *So you see, my dear Coningsby, that the World is governed by very different personages to what is imagined by those who are not behind the scene* » (Disraëli, *Coningsby,* chap. XV). Et Henri Misley qui, au témoignage de Louis Blanc, a joué un grand rôle dans les révolutions contemporaines, a dit aussi : « Je connais un peu le monde, et je sais que dans tout ce grand avenir qui se prépare il n'y en a que quatre ou cinq qui tiennent les cartes. » Pendant ce temps les complices et les dupes de ceux-ci répandent la crainte et l'horreur du « gouvernement des curés ». Metternich, qui a si longtemps gouverné l'Autriche, avait écrit avant eux (lettre à Estherhazi, 1830) : « Le mal présent est dans l'organisation d'un gouvernement révolutionnaire compact, dont nous découvrons partout les traces et les points de correspondance ». Précédemment encore, J. de Maistre: « On peut affirmer que pendant tout le XVIIIe siècle, les gouvernants de l'Europe n'ont presque rien fait qui n'ait été dirigé par l'*esprit secret* vers un but dont le souverain ne se doutait pas. La vérité de cette proposition peut se vérifier dans les grandes et les petites choses. » (*Œuvres complètes,* T. VIII, p. 339.)

chez nous un état de surexcitation et de surexcitation extrême et qu'ainsi il pouvait aller de l'avant? C'est que partout où il est de l'intérêt de l'Angleterre de créer du désordre, elle a à sa disposition les sociétés secrètes aussi antipatriotiques qu'antireligieuses, qui, par leurs suggestions aux gouvernants, ou par les incidents que leurs agents font naître, produisent les troubles et les révolutions auxquels elles poussent les masses aveugles et si facilement séduites. Ces sociétés sont toujours prêtes à la favoriser dans ses desseins, comme l'Angleterre est toujours disposée à servir le pouvoir occulte qui donne à toutes ces sociétés l'impulsion première [2].

Longtemps avant d'engager son duel avec l'Allemagne, l'Angleterre, nous l'avons vu, porta ses pensées vers nous ou plutôt contre nous, car, aussi bien que l'Allemagne, elle voyait alors dans une guerre qui réduirait la France à l'impuissance, une nécessité pour la sauvegarde de ses intérêts et le libre cours de son ambition. Elle voyait le marché de l'Amérique du Nord se fermer et même les Etats-Unis devenir pour un prochain avenir un rival redoutable. Elle voyait qu'il en serait bientôt de même de l'Amérique du Sud. Elle voyait qu'avant peu les inépuisables réservoirs d'hommes que contient l'Asie, viendraient se déverser sur nous, offrir la main d'œuvre à vil prix et évincer le travailleur de race blanche au lieu d'être l'exutoire que l'on avait rêvé pour l'excédent de la production européenne. Restait l'Afrique, seul champ de développement économique qui restât ouvert à l'activité européenne et qui recèle des richesses encore inexplo-

---

2. La *Vérité*, de Québec, à l'occasion des fêtes centenaires qui eurent lieu au Canada en 1908, dit comment le Canada, colonie française, passa aux mains des Anglais.

« Il paraît que ce sont cinq cents Wallons, *petits Belges,* catholiques, qui furent les vrais et premiers colonisateurs des Etats-Unis, les fondateurs historiques de New-York, en 1623. Mais à peine la colonie catholique *wallonne* de l'île Manhattan, qui devait être le nid de New-York, était fondée, que l'attention de la Maçonnerie s'y portait pour y lancer un flot d'immigration protestante de Hollande et d'Angleterre.

De plus, les émissaires de la *Grande Loge* d'Angleterre fondèrent une première Loge *anglaise* à Boston, en 1733, treize ans après la fondation d'une première Loge anglaise à Québec (1721).

En 1608, de bons catholiques français avaient fondé la première colonie américaine à Québec. Mais en 1721, cent treize ans après Champlain, l'attention de la *Grande Loge* d'Angleterre, *impérialiste* par excellence, se porta sur Québec, où elle envoya ses émissaires fonder très secrètement une première loge antérieure de douze ans à la première loge anglaise de Boston. Cela se passait trente-neuf ans avant la prise de Québec par le F.·. Wolfe.

rées, révélées par de récentes et retentissantes explorations.

Sur le terrain africain, la Grande-Bretagne n'avait de compétition sérieuse à redouter que celle de la France. L'Allemagne commençait à peine à laisser poindre ses appétits coloniaux. La France possédait au Nord et sur les côtes occidentales du continent africain de fortes positions. Par ses traditions et surtout par ses missions catholiques qui avaient su pénétrer jusqu'au cœur des tribus les plus sauvages et leur tenaient la voie ouverte, elle semblait prédestinée à l'empire africain.

Dès 1840, les compétitions rivales de la France et de l'Angleterre, dans la vallée du Nil, avaient failli mettre en péril la paix du monde. La Franc-Maçonnerie, agissant par l'organe d'une de ses sociétés filiales, le carbonarisme, fit pencher la balance en faveur de l'Angleterre. Une insurrection fomentée par les carbonari éclata à Paris ; le ministère qui soutenait Méhémet-Ali, vice-roi d'Egypte, dont les armées victorieuses se rendaient maîtresses de l'Asie Mineure, fut renversé et Méhémet-Ali, abandonné par nous, perdit le fruit de ses victoires.

Sous le Second Empire, la France entreprit le percement du canal maritime de Suez. De suite l'Angleterre opposa son *veto*. Napoléon III passa outre. Dès ce moment commença contre lui l'agitation maçonnique qui s'accrut jusqu'à sa chute.

Le contrôle administratif et financier du canal maritime de Suez était entre des mains françaises. C'étaient des Français qui avaient fait les fonds de l'entreprise, c'étaient eux qui naturellement en étaient les légitimes propriétaires. La compagnie avait dû céder au Khédive Ismaël la majorité de son capital actions. L'Angleterre profita de la situation financière où nous avait mis la guerre de 1870 pour acheter à vil prix ces actions que le Khédive, criblé de dettes, voulait vendre. Dès lors, la question d'Egypte prit aux yeux de l'Angleterre une importance croissante. Ce n'était plus seulement une position stratégique de premier ordre pour la défense de son empire des Indes, ce devait être la tête du grand chemin de fer, qui, traversant le continent africain dans sa plus grande longueur, du Nord au Sud, relierait Alexandrie au Cap, et qui, se complétant par une ligne transversale, allant de l'Est à l'Ouest, lui assurerait le plus vaste champ de colonisation et d'exploitation que l'homme puisse rêver.

La France fut évincée de l'Egypte, grâce à un Anglais, dont la secte avait fait notre Ministre des Affaires étrangères.

Il nous restait un atout que le patriotisme de nos missionnaires nous mettait entre les mains, la clef de l'Egypte, c'est le Haut-Nil. Les missionnaires établis dans l'Ouganda avaient persuadé au roi de ce pays, M'Tésa, de solliciter le protectorat de la France. L'Ouganda c'est la possession des sources du Nil. Un barrage, facile à établir en cet endroit, détournerait le cours du fleuve africain vers son ancien lit et ferait de la Basse-Egypte une terre inhabitable. La possession de l'Ouganda faisait de la France, sans difficulté de conquête, l'arbitre de la question africaine. Docile aux conseils de nos missionnaires, le roi M'Tésa fit la demande officielle du protectorat. L'un des instruments de l'Angleterre et de la Franc-Maçonnerie chez nous, Brisson, fit hésiter et lambiner le cabinet Freycinet. Pendant ce temps, l'Angleterre lançait sur l'Ouganda le major Luggard, qui massacra le roi M'Tésa, ses partisans et les catéchumènes des Pères du Saint-Esprit.

Le Président Carnot eut ou reçut alors une inspiration patriotique, ce fut d'envoyer une expédition occuper le cours moyen du Nil et de prendre possession de Fachoda. Delcassé, alors Ministre des Colonies, fut seul mis au courant de la décision ministérielle. « Si nous arrivons à Fachoda, dit fièrement le président Carnot, nous pourrons causer de l'Egypte. » La direction des corps expéditionnaires fut confiée au colonel Monteil. A peine était-il en route, Carnot fut assassiné. Caserio, son assassin, n'avait aucune cause d'animosité personnelle, et l'on put se rendre compte que l'inqualifiable apathie des autorités policières de Lyon avait rendu possible l'exécution de son forfait. Elles étaient alors aux mains d'un Franc-Maçon avéré. Delcassé s'empressa aussitôt de décommander l'expédition qui marchait sur Fachoda et l'envoya s'épuiser en efforts stériles contre Samory. Mais Marchand, qui avait fait partie de l'expédition Monteil, fit tant de ses pieds et de ses mains qu'il persuada à Hanotaux de reprendre à son compte l'idée de Carnot. Il n'obtint la permission de partir qu'après la chute du ministère de l'anglophile Ribot, puis celle du Franc-Maçon Bourgeois, ce qui nous fit perdre onze mois, gagnés pour l'Angleterre. L'affaire Dreyfus fit rentrer Delcassé au ministère et lui remettre la direction de

notre politique extérieure. Delcassé rappela Marchand comme il avait rappelé Monteil. Comme récompense, Delcassé resta triomphalement vissé sur son siège au Quai d'Orsay pendant sept ans, jusqu'au jour où Guillaume II l'en chassa. L'expédition de Marchand était encouragée par l'Allemagne qui redoutait l'absorption du continent africain par l'insatiable appétit britannique. Les intérêts de l'Allemagne pouvaient se solidariser avec ceux de la France en Afrique. La perspective que les armées françaises et allemandes pouvaient s'unir un jour pour marcher contre eux exaspérait nos voisins d'Outre-Manche.

Ce qui est sorti en fin de compte de ces rivalités et du parti que le pouvoir occulte a voulu en tirer, c'est, hélas! la guerre actuelle [3].

Toute l'histoire de l'Angleterre en ces derniers siècles devrait être étudiée au point de vue de cette réciprocité de services ; on verrait d'abord combien cette nation dans sa constitution intime s'est adaptée à ce fonctionnement ; puis ce que l'observation des faits nous dit du dévouement que chacun des ordres sociaux : monarchie, clergé, aristocratie, apporte à la secte.

Il y a chez les Anglais comme chez nous le régime parlementaire. Mais ce régime est né en ce pays, et il s'y est admirablement adapté à la poursuite de l'idéal que ses ambitions voulaient lui faire atteindre. Pour ce qui est des ordres sociaux, on peut dire qu'ils ont une seule et même âme, une âme démesurément ambitieuse et voyant dans la Maçonnerie le plus puissant secours qu'elle puisse trouver, celui que lui a offert le pacte ouvertement ou tacitement conclu entre eux. Pour l'aristocratie, la chose est évidente. La continuité de vues, l'inflexibilité de la ligne que la Chambre des Pairs observe dans sa politique internationale fait l'admiration du monde. Elle est parvenue à faire de l'Angleterre le plus grand empire que le monde ait encore vu et cela par les moyens que nous avons indiqués.

La part de coopération que l'Eglise anglicane apporte à l'aristocratie dans la poursuite des ambitions britanniques et de son entente, à elle aussi, avec la secte internationale, est moins

---

3. Ces faits ont été exposés longuement et éloquemment le 20 mars 1908, dans l'Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, par M. Flourens, ancien conseiller d'Etat, ancien directeur des Cultes, ancien Ministre des Affaires Etrangères.

visible, ou plutôt a été moins remarquée. Nous avons dit ce que font pour servir la politique mondiale de la Grande-Bretagne ses missionnaires jusque chez nous : embrigadages subventionnés et dirigés dans toutes les parties du monde par la société biblique. Il faut ajouter à cela que missionnaires et évêques gallicans sont avec les Francs-Maçons dans une intimité telle qu'ils semblent appartenir à une seule et même société.

Quelques faits mettent en évidence ce que je viens d'avancer. En 1897, à l'occasion du jubilé de la reine d'Angleterre, un service religieux, demandé par les Francs-Maçons, eut lieu à l'église Saint-Sauveur de Southwark.

Le chœur était occupé par les évêques anglicans de Rochester et de Southwark, les chanoines du Chapitre anglican de la cathédrale et une foule de ministres. Tous *portaient, sous leurs vêtements épiscopaux ou sacerdotaux, les insignes de leur grade dans la Franc-Maçonnerie.* Le doyen de Rochester est monté en chaire et a prêché sur cette parole tirée du discours de saint Etienne aux Juifs qui allaient le lapider : « Vous êtes *frères* ». On sait que les Francs-Maçons se sont emparés de ce mot et se donnent mutuellement ce titre. En février 1901, le journal anglais *Le Globe* fit remarquer à ses lecteurs que l'évêque qui venait d'être élu était un Franc-Maçon éminent.

En novembre 1905, le lord-maire de Londres a ouvert à Mansion House la loge maçonnique n° 3116, dite de Guildhall. Parmi les Francs-Maçons qui assistèrent à la cérémonie, les journaux mentionnèrent la présence des évêques anglicans de New-York et de Barking et du chef religieux anglican de Capetown. L'archidiacre anglican Sinclair, dans son discours, dit que la nouvelle Loge était faite pour les membres du Conseil de la Cité et les hauts fonctionnaires [4].

4. Dans beaucoup de pays, les membres des divers clergés de toutes les sectes protestantes sont intimement alliés aux Loges, surtout en pays catholiques, comme en Espagne, en Italie, en France, en Belgique, en Portugal, au Congo belge, etc. En Italie même, n'est-ce pas le F.·. Ferra, pasteur méthodiste de Florence, qui est l'un des chefs de la haute Maçonnerie dite Ecossaise ?

Beaucoup de ces « clergymen » sont FF.·. chapelains. Toutes les Loges anglaises au Canada, y compris les Grandes-Loges, les Chapitres, les Prieurés, les Préceptorats noirs, ont leurs FF.·. chapelains.

Ces FF.·. « clergymen » s'entendent parfaitement non seulement avec les FF.·. laïques anglais proprement dits, mais avec les FF.·. du Gr.·. Or.·. de France.

Aussi est-ce sans étonnement qu'on voit un ecclésiastique protestant, le

Le Globe constatait à cette occasion la différence qui existe entre l'Angleterre et les nations latines. « Tandis qu'en France et en Italie, disait-il, les Francs-Maçons et l'Eglise ne peuvent aller d'accord, on a su en Angleterre concilier ces deux grandes forces, la religion et la Franc-Maçonnerie, qui ne sont pas essentiellement antagonistes ! » Comment le seraient-elles ? Protestantisme et Franc-Maçonnerie travaillent à la même œuvre, la lutte contre le catholicisme : la Franc-Maçonnerie, par tous les moyens, l'Eglise anglicane par la société biblique et par ses missionnaires, hommes et femmes qui sont à l'œuvre en France et dans ses colonies, et l'on peut dire dans le monde entier, pour exalter l'Angleterre au-dessus des autres puissances.

L'alliance qui existe entre l'Eglise anglicane et la Franc-Maçonnerie est non moins intime entre la secte et la monarchie anglaise.

Lors du Congrès antimaçonnique de Paris, en 1909, un correspondant anglais de l'Association antimaçonnique faisait les remarques suivantes : « Les Francs-Maçons, nous dit-on, sont ici des personnages considérables ; les membres de la famille royale ne dédaignent pas de porter cordons et tabliers rituéliques et de défiler sous la voûte d'acier. Sous l'égide de semblables protecteurs, il ne paraît pas nécessaire *a priori* de se défier d'une association secrète qui se couvre d'une telle respectabilité. »

Quand le prince d'Orange mourut, Edouard, alors prince de Galles, fit déposer sur son cercueil une couronne portant cette inscription : « Témoignage d'amitié fraternelle et de respect à Alexandre, prince d'Orange, Grand-Maître de la Maçonnerie des Pays-Bas, de la part d'Albert-Edouard, prince de Galles, Grand-Maître de la Maçonnerie d'Angleterre. » Pauvre homme que le prince d'Orange qui, tout Grand-Maître de la Maçonnerie des Pays-Bas qu'il était, ne voyait pas que les Loges tramaient la conspiration qui se proposait de livrer son pays à la Prusse.

Lors du couronnement d'Edouard VII, des journaux français publièrent, d'après une revue anglaise, le portrait du nouveau roi en Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie. Il portait le petit

---

Dr Guérike, déclarer, dès 1840, que « la pénétration de la Franc-Maçonnerie dans les églises protestantes a contribué, comme un marteau frappant sans cesse, à détruire le christianisme positif, à élever à la place du temple du Christ un nouveau temple. »

tablier blanc, le grand cordon bleu, l'équerre, le compas, le croissant, les étoiles, le soleil rayonnant.

A l'occasion de cette même cérémonie, l'*Evénement* de Québec publia ces renseignements :

Albert-Edouard, prince de Galles, est le plus éminent Franc-Maçon qui soit sur terre, non seulement du fait qu'il devient roi d'Angleterre, mais parce qu'il est Grand-Maître des Grandes Loges d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse et du Pays de Galles, et qu'il est aussi Grand Prieur de l'ordre des Chevaliers du Temple en Angleterre et Grand Patron de l'ordre *Ancient Accepted Scottish Rite of Freemasonry* dans le Royaume-Uni, ayant reçu le 33e et dernier degré dans cette branche de la Franc-Maçonnerie.

Il appartient à l'ordre maçonnique depuis plus de trente-deux ans; et il n'y a pas, dans le monde entier, de membre qui prenne une part plus active à son développement. Dans la position royale qu'il occupe et par la haute fonction qu'il remplit dans l'ordre maçonnique, il donne franchement l'exemple à ses co-sociétaires de l'égalité que les Francs-Maçons prônent comme existant entre eux.

A l'avènement de son successeur, les journaux anglais du Canada ont publié ce qui suit, d'après le *Free Presse de Winnipeg :*

Sa Majesté le Roi, Georges V, par l'intermédiaire du Très Vénérable Grand-Maître, le duc de Connaught, a fait don à la Grande Loge d'Angleterre des *regalia* maçonniques (Insignes de l'Ordre : gants, tablier, manchettes, collier, cordon, maillet, bijoux, etc., etc.) provenant de cette Grande Loge et ayant appartenu au roi Edouard. Il fut durant plus de vingt-six ans son Grand-Maître et puis son Protecteur, plus tard. De même, les *regalia* écossais du défunt souverain, ont été remis à la Grande Loge d'Ecosse. En Angleterre et en Ecosse on (la Maçonnerie) a apprécié grandement cette action du présent roi.

La Vérité de Québec, à qui nous empruntons cette citation, attestait dans le même numéro que « Sa Majesté Georges V a tout au moins accepté, la première année de son règne, de succéder au feu F.·. Edouard comme « Grand Protecteur de la Maçonnerie impériale ».

De tout ceci on peut conclure que le maçonnisme officiel constitue en Angleterre ce qu'on pourrait appeler la « Religion impériale ». Mais ce maçonnisme, cette religion et cette politique mondiale sont subordonnés.

La Vérité de Québec avait fait cette observation lors de l'avènement au trône d'Edouard VII :

Nous le savons, le nouveau roi d'Angleterre est un maçon haut gradé. Mais si haut gradé que soit Edouard VII, il n'est probablement pas au courant de ce qui se passe dans les cercles intimes de la Franc-Maçonnerie,

pas plus que ne l'était le prince d'Orange. Les vrais chefs de la secte ne sont pas toujours les chefs apparents, accordent volontiers les titres et les places d'honneur aux rois et aux princes, mais ils gardent les secrets maçonniques pour eux. Ils savent tourner à leur profit le prestige royal, voilà tout.

Ce n'est point tout à fait tout ; la présence des rois et des empereurs dans leur association lui donne du prestige assurément, mais ce que le pouvoir directeur de cette société recherche surtout, c'est les services que peuvent lui rendre pour l'exécution de ses desseins les peuples gouvernés par les monarques affiliés à la secte. Elle renouvelle, avons-nous dit, au moins pour l'un d'eux, la troisième et dernière tentation présentée par Satan au divin Sauveur. Elle lui fait dire : « Si vous obéissez à mes inspirations, dans l'emploi des forces nationales, je vous conduirai de conquêtes en conquêtes jusqu'à l'empire universel.»

Quelques lecteurs auront pu être étonnés des développements que nous avons donnés à la question des rapports qu'ont entre elles l'Angleterre et la Franc-Maçonnerie. Nous dirons dans un autre chapitre ceux qui existent entre la Franc-Maçonnerie et la Prusse. Ce sont deux histoires parallèles, également nécessaires à connaître pour avoir l'intelligence de la cause profonde de l'antagonisme qui a amené ces deux puissances à se livrer un combat à mort sur notre territoire. Cette cause, nous croyons pouvoir la mettre dans un jour que plusieurs, sinon beaucoup, n'hésiteront point à accepter.

Pour le succès de leur œuvre commune, la Synagogue et l'Angleterre reçoivent l'assistance de collaborateurs bien inattendus, jusque chez nous.

La *Revue internationale des sociétés secrètes*, dont les études remarquables et la documentation très étendue ont attiré l'attention de ceux qui cherchent à se rendre compte de ce qu'ils voient, de ce qui se passe autour d'eux, a donné dans son numéro du 15 janvier 1914, d'utiles renseignements sur les initiatives, les infiltrations qui se produisent jusque dans les œuvres catholiques :

On vit des personnes aux dehors religieux se glisser dans les œuvres, surtout les œuvres sociales ou enseignantes, y prendre des initiatives, y créer des institutions naturelles, s'agiter de tous côtés, capter les uns, séduire les autres et parvenir à se donner de hauts patronages. Alors que par leur genre de vie extérieure et le but religieux qu'elles semblent poursuivre, elles devraient avoir contre elles toute la Franc-Maçonnerie au

pouvoir, elles rencontrent au contraire de ce côté autant d'appui bienveillant qu'elles trouvent d'encouragement chez les catholiques trompés par leurs allures ardentes pour le bien. Ces hommes et ces femmes acquirent une redoutable puissance. J'ai vu de près un catholique pratiquant qui suivait tous les congrès de la bonne presse. Ses notes étaient envoyées au F. ·. Mesureur. J'ai eu son aveu et la preuve indiscutable entre les mains.

Ce que le rédacteur de la *Revue internationale* dit avoir vu, s'est également produit dans l'Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais. Ici, c'était un prêtre qui envoyait des comptes-rendus aux mauvais journaux. Il est vrai qu'il a fini fort tristement.

Ce sont surtout les journaux catholiques qui ont à craindre ces sortes de trahisons; plusieurs et plusieurs en ont été victimes.

M. Louis Teste a raconté ce qui suit :

Un de nos évêques, aujourd'hui archevêque, étant allé pour je ne sais plus quelle affaire voir à son bureau un de nos confrères, le trouva en compagnie de quelques-uns de ses collaborateurs, qui lui furent aussitôt présentés; mais deux d'entre eux s'étaient déjà précipités pour baiser l'anneau épiscopal, bien qu'à Paris ce ne soit pas l'usage, ce que je constate sans l'apprécier. En sortant, l'évêque dit à la personne qui l'accompagnait : « Oh ! il y a là deux bien bons catholiques, MM. Un tel et Un tel ! » C'était les deux Juifs qui avaient baisé l'anneau. Je tiens l'anecdote de première main et j'en garantis l'authenticité.

A ceux qui s'étonneraient de ce qui est dit ici, il n'y a qu'à leur mettre sous les yeux la Revue maçonnique *L'Acacia*, numéro de mars 1908, page 235 :

Pourquoi, quand la *Croix* aura le monopole incontesté de la direction des catholiques, ne nous en emparerions-nous pas, avec le concours des juifs, des protestants et du gouvernement, en achetant les actions ? On balayerait alors toute la rédaction cléricale « pour en substituer une de libres penseurs malins qui conserveraient d'abord le ton de la maison, puis le changeraient *peu à peu.* » Faire évoluer un journal sans que les lecteurs s'en doutent, comme un fabricant de chocolat change son cacao, *c'est l'enfance de l'art.*

Le fondateur de la revue maçonnique *L'Acacia* a publié dans le numéro d'octobre 1906 (p. 225) un article portant ce titre : *Qu'est-ce que la Franc-Maçonnerie ?* qui dit bien ce qu'elle se propose et sur quoi elle compte pour la réalisation de son grand dessein :

La Franc-Maçonnerie est la République de la Fraternité. Or, cette république est, de droit, composée de toutes les nations, en quelque contrée qu'elles se trouvent. La *Maçonnerie* donc ne connaît pas de frontières qu'il lui soit interdit de franchir. *Ses frontières à elle se confondent avec*

les extrémités du monde. Elle est en droit de recueillir dans son sein et de s'adjoindre tous les peuples, toutes les nations, tous les hommes quelque part qu'ils habitent. *Aucun pouvoir,* si élevé qu'il soit, *ne peut en rien lui faire obstacle... La Maçonnerie, quelque part qu'elle soit, est toujours chez elle; la maison lui appartient; à plus juste titre qu'à aucun gouvernement profane...*

Ces aveux sont entremêlés des affirmations que la secte ne cesse de faire entendre : qu'elle est le champion de la justice et que c'est son règne qu'elle veut établir dans le monde; mais ces affirmations ne trompent plus que les simples.

L'Acacia ne parle point des Juifs et ne dit pas la place qu'ils occupent dans la secte antichrétienne et le rôle qu'ils y jouent. Ils sont partout et en tout les promoteurs.

La Haute-Vente, sur ses vingt membres, en comptait beaucoup plus ou moins naturalisés chez diverses nations. Ils étaient en rapports constants avec les « Vénérables » des Loges centrales de Prusse, de Hongrie, du Portugal, de la Sibérie, etc.

Plus récemment, l'*Alliance Israélite Universelle*, ayant pour fondateurs des Juifs de France, Cahen et Crémieux, fut instituée pour répandre l'esprit juif dans toutes les nations et même dans toutes les Eglises.

Pour arriver à réaliser ses desseins, la secte judéo-maçonnique est aidée par des multitudes de gens qui lui appartiennent plus ou moins ou se tiennent hors d'elle. Elle se tient près de tous les souverains pour les inspirer plus ou moins directement et les guider plus ou moins ouvertement. C'est avec ses hommes que Napoléon III réglait sa politique extérieure en dehors de ses ministres. Ses adeptes remplissent le Parlement et y portent les projets de loi décidés dans les Loges. Les ministres n'arrivent au pouvoir que par elle. Elle a ses diplomates dans toutes les cours et des officiers de tous grades dans les corps d'armée. Partout elle surveille, elle incite. Par ses journaux, elle dirige l'opinion publique, elle lui donne les impulsions auxquelles les gouvernements obéissent, celui-ci de gré, celui-là de force. Ainsi se préparent et se réalisent les mouvements nationaux qui font converger les peuples vers le but que la secte s'est proposé d'atteindre.

Il y a dans le budget du Grand-Orient un chapitre des « Relations extérieures »; car la Maçonnerie, suivant le mot de M. Dequaire, a une « politique extérieure » aussi bien qu'une

« politique intérieure » ; et celle-là, dans son ensemble, demeure inconnue de la masse des Maçons. En 1894, le rapport de M. Dequaire sur les relations extérieures « ne put être imprimé, à cause des aperçus délicats qu'il renferme sur les relations du Grand-Orient de France avec diverses fédérations de l'univers » (*Bulletin du Grand-Orient*, août-septembre 1894, p. 107).

« Est-ce Paris, Londres ou Rome, demande M. Georges Goyau, qui donne le mot d'ordre ? On est réduit à des hypothèses. Qu'il suffise aux Français initiés de savoir qu'ils travaillent pour une œuvre internationale qui leur échappe ; ils n'ont rien de plus à demander ; ils sont des moyens en vue d'une invisible fin ; ils obéissent, c'est tout ce qu'il faut. »

M. Georges Goyau aurait pu ajouter : « Berlin ». Les puissances maçonniques qui siègent en ces diverses villes peuvent tour à tour ou selon les circonstances devenir dépositaires du mot d'ordre donné par le pouvoir central, le pouvoir occulte.

Les fondateurs de l'*Internationale* sont des Juifs d'Allemagne, Marx, Lassalle, Outine. Les Juifs, qui sont extrêmement nombreux en Russie, furent l'âme et le bras du nihilisme. Ce fut le Juif allemand Deutsch qui fut le chef du premier mouvement révolutionnaire en Russie ; les exécuteurs des forfaits qui s'y commirent furent pour la plupart des Juifs : Hartmann, inspirateur et directeur de l'attentat de Moscou ; Mladetzki, qui a tiré sur le général Boris-Melokoff ; Goldenberg, l'assassin du prince Krapotkine, etc. « Les Juifs jouent le premier rôle dans notre révolution », dit le *Nouveau Monde* de Saint-Pétersbourg. La révolution plus complète, plus profonde, qui mit fin au tsarisme, fut plus manifestement encore l'œuvre des Juifs.

Enfin, en ces derniers temps, nos gouvernants n'ont pas eu d'amis plus fervents, d'inspirateurs plus écoutés que certains Juifs comme Lévy Crémieux, Hugo Oberndorffer, Hemmerdinger, Von Reinach, Arton et Cornelius Herz. C'est à ce dernier, Juif allemand, que demandaient conseil les Freycinet, les Floquet, les Rouvier. Sur le tableau de la Haute-Maçonnerie internationale, Herz figurait au 1er mars 1881 dans la liste des Inspecteurs généraux, avec cette mention : « Pour les relations générales d'Angleterre, France et Allemagne. »

Dans son livre : *Le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens*, M. Gougenot des Moussaux, qui a fort bien appelé la

Franc-Maçonnerie « la juiverie artificielle », raconte ce qui suit:

Un de nos amis, homme d'Etat, au service de la grande puissance germanique, un de ces rares protestants qui sont restés fidèles à la dévotion du Christ, nous écrivait au mois de décembre 1865:

« Depuis la recrudescence révolutionnaire de 1848, je me suis trouvé en relations avec un juif, qui, par vanité, trahissait le secret des sociétés secrètes auxquelles il était associé et qui m'avertissait huit à dix jours d'avance *de toutes les révolutions* qui allaient éclater sur un point quelconque de l'Europe. Je lui dois l'inébranlable conviction que tous ces grands mouvements « des peuples opprimés » etc., etc., sont combinés par une demi-douzaine d'individus qui donnent leurs ordres aux sociétés secrètes de l'Europe entière. »

En 1862, les *Feuilles historiques de Munich* publièrent les avis adressés à Guillaume de Prusse, depuis empereur d'Allemagne, par l'un de ses sujets, protestant, l'informant qu'en Allemagne, comme en Angleterre et à Rome, des Juifs, dirigés par des chefs secrets, travaillaient partout pour révolutionner et républicaniser les peuples dans l'intérêt du judaïsme. Ces renseignements, donnés au Kronprinz, ont été traduits et publiés dans le *Monde* du 5 novembre 1862. Ce même journal, qui avait déjà publié d'autres documents semblables, concluait : « Ce témoignage, joint à tant d'autres, autorise donc à penser que la grande conspiration antichrétienne qui nous enveloppe est conduite par les anciens ennemis du Christ et par les descendants de ceux qui l'ont mis à mort. »

Il ne serait pas étonnant que l'*Alliance Israélite Universelle* mît désormais dans les Etats-Unis, leurs banques, leur industrie, leur puissance militaire, ses espérances de domination.

Dans le *Peuple Juif* des 14 et 21 août, M. Nahum Slousch a fait connaître qu'il y a aux Etats-Unis environ trois millions quatre cent mille Juifs, dont un million cinq cent mille à New-York, alors qu'en 1880 l'Amérique n'en comptait que deux cent mille.

Dans un article publié par le journal juif *Haschophet*, le rédacteur disait :

C'est en vain que la tiare lutte contre le spectre de la Révolution juive de 1793; elle voudrait enfin se délivrer de l'étreinte de fer du colosse sémitique qui l'enserre; tous ses efforts sont inutiles. Le danger est imminent et le catholicisme meurt à mesure que le judaïsme pénètre les couches de la société.

Comme le dit Mgr Meurin, archevêque de Bombay avant d'être archevêque de Port-Saint-Louis, dans son livre, presque

uniquement composé de documents, *La Franc-Maçonnerie, synagogue de Satan* [5] :

> *La Franc-Maçonnerie est le résultat d'un* PACTE OCCULTE *entre l'enfer et la synagogue déchue.* Ce pacte a pour premier but l'assujettissement de l'univers à la domination juive; pour second but, l'anéantissement complet du christianisme et la corruption totale du genre humain, pour la plus grande gloire de Lucifer, de l'archange déchu qui usurpe le nom de Dieu, espérant en usurper aussi le royaume.

---

5. « Synagogue de Satan ». Par deux fois Notre-Seigneur donna ce nom dans l'Apocalypse aux Juifs ligués contre l'Eglise pour l'étouffer dans son berceau.

Note complémentaire.

I

Voici un document qui montre que la Révolution française a été préparée de longue main par les sociétés secrètes et ses principaux événements savamment disposés :

En 1771, Mercier, qui fut plus tard conventionnel, publia sous ce titre : *L'an 2.240 un rêve s'il en fut jamais*, un livre où tous les événements qui allaient commencer à s'accomplir dix-huit ans plus tard, étaient nettement indiqués. Il annonçait : la souveraineté absolue par les Etats assemblés ; l'abolition de la monarchie, le règne de la démocratie ; le rateau, la navette, le marteau sont plus brillants que le sceptre ; la république ; le renversement de la Bastille ; les monastères abolis ; les moines mariés ; le divorce permis ; le Pape dépossédé de ses Etats.

Et le chapitre où ces choses étaient annoncées était intitulé : *Pas si éloigné qu'on le pense !* Une telle prévision des faits qui ne devaient se produire que vingt ans plus tard, révèle bien le *Deus ex machina.*

Plus récemment, Glasbrenner, Juif et Franc-Maçon, publiait en octobre 1847, un calendrier dans lequel il écrivait, sous la date du 26 février 1848, ce qui suit : « *La maison de Louis-Philippe fait son inventaire: le passif surpasse l'actif.* » — Et le 27 février 1848, la révolution éclatait à Paris, et elle faisait explosion le 15 mai à Vienne, à Naples, etc. Tout cela, évidemment, avait été préparé et arrêté dans les Loges.

Fait plus caractéristique encore : dans des lieux très éloignés, on parlait le même jour de ce qui était arrivé à Naples, à Paris, etc. Et en 1848, on n'avait pas encore le télégraphe ! A Posen, par exemple, on parlait dans les rues de la révolution arrivée le même jour à Paris, et des troubles de Barcelone, de Bruxelles, de Leipzig, etc., et à Barcelone on parlait le 15 mars des événements survenus ce jour-là à Berlin.

Evidemment les Loges avaient préparé les événements et arrêté les dates.

II

Les plus hauts potentats pèsent peu dans la main de la secte. Elle les secoue comme une feuille lorsqu'elle les juge et les trouve désormais incapables de servir ses desseins.

Deux ans avant la guerre, Guillaume II avait été menacé en plein Parlement par les pangermanistes d'être mis de côté, lui et les autres souverains de l'Allemagne, s'ils ne se mettaient point à l'œuvre pour réaliser leurs projets *grandioses !* On sait ce qui est advenu dès le jour de l'armistice.

Napoléon Ier n'a point été traité avec plus de ménagements. Voici ce qu'a écrit un homme qui a étudié avec beaucoup de sagacité la Révolution française et ses suites, M. Guy de Chardonchamp. Après avoir dit qu'à la Révolution conquérante il fallait un chef visible qui subirait les directions du pouvoir occulte, il expose ainsi les motifs qui lui firent élever sur le pavois, puis précipiter Bonaparte.

« La France se ressaisissait. Sans discerner au juste qui l'avait prise à la gorge, elle sentait clairement qu'elle avait été victime d'une agression traîtresse et, reprenant haleine, elle se disposait à courir sus aux assassins... Le pouvoir occulte songea à un homme d'épée pour sauver la Révolution en France... Il (Bonaparte) possédait cette première et éminente qualité de n'être pas Français, car il ne l'était ni de race, ni de naissance, ni de tradition, ni même d'adoption... Il est placé, à vingt-sept ans, à la tête de l'armée d'Italie et il reçoit jour par jour les renseignements que lui adressent les F.·. affiliés à l'état-major autrichien — nous avons à ce sujet son propre témoignage. On l'envoie ensuite en Egypte. Son retour s'effectue dans des conditions tout à fait étranges : ce retour si soudain, si mystérieux, ce passage à travers la croisière anglaise qui semble s'entr'ouvrir pour laisser filer le brick portant le futur César et sa fortune sont *tellement inexplicables* dans l'histoire officielle, qu'il est naturel d'en chercher la raison dans l'accomplissement d'un ordre de la volonté occulte.

» Le coup d'Etat de Brumaire s'accomplit avec la complicité

des plus notables révolutionnaires. Pendant toute la campagne de 1805, Napoléon paraît être le protégé de la Franc-Maçonnerie. La campagne d'Ulm, *la surprise des ponts du Danube,* Austerlitz, en apportent la preuve; mais, enivré par sa toute-puissance, l'homme veut secouer le joug. Il veut reconstruire le Saint-Empire sous son hégémonie, il épouse une archiduchesse, il crée une noblesse. Aussitôt la fatalité mystérieuse se déclare contre lui. Il s'en faut de peu qu'Eylau soit un désastre; la victoire de Friedland s'achète chèrement. A Essling, l'armée française manque d'être jetée dans le Danube. Les complots, les insurrections éclatent sur les derrières des troupes de Napoléon. L'étudiant Stapps cherche à poignarder l'Empereur. Bientôt les défaites vont se succéder, et si, finalement, Bonaparte est vaincu, malgré les prodiges de la campagne de France, c'est qu'un poids mystérieux s'est déplacé dans la balance des combats. »

L'auteur de cette thèse historique démontre toujours l'exactitude de ses dires. Elle est d'ailleurs en parfait accord avec ce qui s'est produit en 1830, en 1848 et plus près de nous. « Aucun homme d'Etat, dit fort bien Eckert, ne connaît son époque, il ignore les causes des événements qui s'accomplissent sur le terrain de la plus haute politique, s'il n'étudie à fond l'ordre de la Maçonnerie et n'en comprend la nature et l'action. » Il aurait pu ajouter : s'il ne connaît les liens noués entre cette secte et l'Angleterre, du moins pour la partie de l'histoire européenne qui va de Louis XV à nos jours.

CHAPITRE XXVI.

La royauté spirituelle du Messie cause de l'antagonisme.

> *Je suis Roi... Ma royauté n'est pas de ce monde.*
>
> Paroles de Jésus au tribunal de Pilate.

En lisant les premiers chapitres de cette troisième section du second Livre, nos lecteurs ont pu et même dû se demander d'où vient la haine dont les Juifs n'ont cessé de poursuivre les chrétiens depuis le drame du Golgotha jusqu'à nos jours : haine qui a atteint les premiers Apôtres à Jérusalem, qui a été l'inspiratrice et l'excitatrice de la persécution sanglante des premiers siècles, qui a suscité et fomenté les schismes et les hérésies tout le long de notre histoire, qui s'est emparée de l'institution de la Franc-Maçonnerie pour la faire servir à ses desseins, qui, par elle et avec elle, a fait la Révolution française et en a propagé les idées et les œuvres dans le monde entier, qui, aujourd'hui, soulève les nations les unes contre les autres dans des guerres d'extermination et qui, sur le terrain qu'elles ont préparé, a fait naître le bolchévisme.

Cette haine vient uniquement d'une déception, d'une espérance longuement nourrie et anéantie par le fait qui devait la réaliser.

Les Juifs, depuis la vocation d'Abraham jusqu'à la mission du Messie, ont appelé de leurs vœux les plus ardents le Roi qui devait naître de la racine de Jessé dans la tribu de Juda.

Ce Roi vint au temps marqué, il se dit le Roi, mais ils virent bientôt que le genre de royauté qu'il revendiquait était tout autre que celui qu'ils ambitionnaient pour eux et qu'ils voulaient voir exercer par Lui.

Le préjugé était si profondément enraciné dans l'âme des Juifs que les disciples du Sauveur eux-mêmes ne le comprirent

point jusqu'au moment où l'Esprit-Saint vint les éclairer en descendant sur eux au jour de la Pentecôte.

Nous en avons une preuve bien frappante dans ce que raconte l'évangéliste saint Luc au chapitre XXIV. Le soir du jour de Pâques, deux des disciples de Jésus se rendaient de Jérusalem au village nommé Emmaüs. Le divin Ressuscité les aborde, sans se faire reconnaître ; il les interroge sur la cause de leur tristesse. « Les princes des prêtres et nos magistrats, disent-ils, ont condamné à mort Jésus de Nazareth et l'ont crucifié. *Nous espérions que ce serait lui qui délivrerait Israël* du joug » des Romains.

Dès que les Pharisiens avaient vu la direction que prenait la prédication de Jésus et le genre de royauté qu'elle préparait, ils l'avaient pris en haine comme renversant leurs desseins et mettant en péril leurs espérances. C'est pourquoi ils le traitèrent en ennemi et le mirent à mort. Puis ils attendirent qu'un autre se levât, soulevât la nation contre les Romains, les délivrât de leur joug et de là partît à la conquête du monde. C'est ce qu'ils ne cessent d'appeler de leurs vœux. Toujours ils attendent ce roi conquérant, et la réalisation des espérances qu'ils n'ont cessé d'entretenir parmi eux.

Lorsque les rois mages étaient venus à Jérusalem demander : « Où est né le roi des Juifs ? » la ville, comme le dit saint Matthieu, avait été troublée « toute entière ». Hérode le vit. Il savait par sa propre expérience et par les troubles qu'il avait dû comprimer, que la nation juive était remplie d'esprits turbulents et violents, que leur foi ardente dans les oracles des prophètes, interprétés à leur manière, pousserait à se précipiter dans les aventures les plus téméraires. Il ne se trompait pas. Ce qu'il voulait faire en massacrant les innocents, dans lesquels devait être compris « le roi des Juifs nouvellement né », ils le firent, eux, le Vendredi-Saint ; c'est ce qui, dans la suite des siècles, les précipita à la suite de vingt-cinq personnages qui, successivement, vinrent se présenter comme le messie destiné à réaliser leurs espérances de domination sur tout le genre humain.

Jamais les Juifs n'ont abandonné cette espérance, jamais ils n'ont cessé d'en poursuivre la réalisation. Ainsi s'explique tout ce qu'ils ont tenté, tout ce qu'ils ont fait dans le monde depuis le drame du Calvaire, ce qu'ils font de nos jours.

Peuple énergique, *dit le juif Bernard Lazare*, parlant des siens, peuple vivace, d'un orgueil infini, se considérant comme supérieur aux autres nations, le peuple juif voulut être une puissance. Il avait instinctivement le goût de la domination puisque, par ses origines, par sa religion, par la qualité de race élue qu'il s'était de tout temps attribuée, il se croyait placé au-dessus de tous.

Ce que M. Lazare dit au passé, la race à laquelle il appartient le dit au présent et elle en espère la réalisation dans un futur prochain, toujours très prochain à ses yeux.

Quand Notre-Seigneur Jésus-Christ fut amené devant Pilate, toutes les sectes et toutes les classes du peuple juif, pharisiens et sadducéens, prêtres et docteurs, aristocratie et foule plébéienne, poussèrent d'une même voix le cri de mort : « Qu'il soit crucifié. »

Quel crime lui reprochèrent-ils? Celui de s'être déclaré roi. Il venait de le commettre de nouveau en leur présence sur l'interrogation de Pilate. L'amenant devant lui, les princes des prêtres avaient dit : « Voici un homme, *se disant roi.* » Pilate lui demanda : « Êtes-vous le roi des Juifs ? » et Jésus répondit affirmativement : « Vous le dites. » Pilate insista : « Vous êtes donc roi », et Jésus répondit : « Je suis roi ». Mais il ajouta : « Mon royaume n'est pas de ce monde, si mon royaume était de ce monde, mes serviteurs combattraient pour m'empêcher de tomber entre les mains de mes ennemis. » Que Jésus se déclare roi, le roi des Juifs, qu'il n'ait point d'armée, et qu'il ne veuille point en avoir, c'est là précisément ce qui irrite les Juifs. Ils attendaient un roi, ils l'appelaient de leurs vœux ; mais un roi qui les délivrerait du joug des Romains et ferait pour eux la conquête du monde, assujettissant toutes les nations aux descendants d'Abraham.

Cette ambition, ils la nourrissaient depuis leurs origines. Leur premier législateur, Moïse, leur roi David et les autres prophètes qui suivirent, leur avaient dit que de leur race naîtrait un homme à qui Dieu, le Seigneur du ciel et de la terre, dirait : « Demande et je te donnerai les nations pour partage, pour domaine les extrémités de la terre », « moi, je t'ai établi roi sur Sion, ma montagne sainte ». (Ps. II, 6 et 8.)

De même, au jour de l'Annonciation, l'ange avait déclaré à Marie : « Le Seigneur Dieu lui donnera le trône de David son

père; il régnera éternellement sur la maison de Jacob et son règne n'aura point de fin [1]. »

Ces prédictions n'étaient point seulement connues des Juifs qui y étaient particulièrement intéressés, ils les avaient répandues dans le monde, grâce à leurs émigrations et à leurs diverses captivités, si bien que les rois d'Orient, qui vinrent adorer Jésus dans son berceau, demandèrent aux habitants de Jérusalem : « Où est celui qui vient de naître roi des Juifs? »

Dès son entrée dans la vie publique, Notre-Seigneur vit les Juifs se partager, précisément au sujet de sa qualité de roi. Les uns voulaient l'acclamer roi, espérant qu'il serait ce qu'ils voulaient qu'il fût, les autres voulaient se défaire de lui, le jugeant impropre à leur rôle. Aussitôt après la première multiplication des pains, Jésus obligea ses disciples d'aller s'embarquer à Bethsaïde, et lui s'enfuit seul sur la montagne, parce qu'il savait qu'ils allaient venir pour l'enlever et le faire roi [2]. Auparavant, la synagogue de Nazareth l'avait entraîné au sommet de la montagne sur laquelle la ville était bâtie pour l'en précipiter, car ils voyaient bien qu'il ne serait jamais le roi qu'ils rêvaient, et qu'il importait de ne pas laisser cours à une opinion contraire. Mais Jésus, passant au milieu d'eux, s'en était allé à Capharnaüm. L'heure de son immolation n'était point venue.

Nous trouvons la même opposition de sentiments aux débuts de la Semaine Sainte. A son entrée à Jérusalem, Jésus vit des foules étendre leurs vêtements sur le chemin, le joncher de branches coupées aux arbres et crier tout d'une voix: « Hosanna au Fils de David ! Béni soit Celui qui vient au nom du Seigneur ! Béni soit le règne de David, notre père, qui va commencer. » « Béni soit le ROI qui vient au nom du Seigneur [3] ! » Cette démonstration, si opposée à ce qu'ils pensaient et à ce qu'ils voulaient, irrita au plus haut point les Pharisiens et les Princes des prêtres. Ils se dirent les uns aux autres : « Vous voyez que nous ne gagnons rien. » Dès lors « ils cherchèrent à se saisir de lui ; mais ils craignirent le peuple [4]. » Le mercredi de cette

1. Marc, VI, 45.
2. Jean, VI, 15.
3. Luc, XIX, 37-38 ; Matt., XXI, 9 ; Marc, XI, 10 ; Jean, XII, 19.
4. Luc, XIX, 19 ; Matt., XXI, 46.

même semaine, les Princes des prêtres et les anciens du peuple s'assemblèrent dans la salle du grand-prêtre Caïphe et tinrent conseil sur les moyens de se saisir de Jésus par ruse pour le faire mourir, mais de nouveau ils craignirent une émeute populaire. Judas mit fin à leurs hésitations. Il vint leur dire : « Que voulez-vous me donner, et je vous le livrerai [5]. » Ce qui fut fait.

Lorsque Jésus fut amené au tribunal de Pilate, celui-ci dit aux Princes et à la foule : « Que voulez-vous que je fasse du Roi des Juifs? » Ils crièrent tous : « Crucifiez-le, crucifiez-le, qu'il soit crucifié. »

Après cet interrogatoire, Pilate, dit l'évangéliste saint Jean, prit Jésus et le fit flageller. Après lui avoir fait subir ce supplice, les soldats en ajoutèrent un autre que Pilate n'avait point ordonné, le couronnement d'épines. Fut-ce de leur propre mouvement? Jésus s'était dit roi, ils l'avaient appris. Fut-ce à une inspiration de la malice des Juifs? Nombre d'auteurs l'ont cru et dit. Les soldats romains procédèrent à cette dérision. Ils le revêtirent d'un manteau royal, une de leurs casaques rouges ; ils lui donnèrent un sceptre, un roseau ; ils le couronnèrent d'une couronne d'épines ; ils lui donnèrent un siège qui servit de trône. Toute la cohorte se rassembla. Ils vinrent l'un après l'autre fléchir le genou devant le Seigneur, cracher sur lui et le frapper avec le roseau. Il était dans les conseils de la Providence, disent plusieurs commentateurs, que Jésus eût à souffrir d'un supplice spécial pour réparer les révoltes des hommes contre la Royauté de Dieu, pour expier les manifestations qui devaient se produire de la haine du monde contre la doctrine qui proclame la royauté de Jésus-Christ et de l'Eglise, doctrine qui cependant est aussi nécessaire pour le salut de la société en tant que société, que l'adoration est nécessaire au salut des individus.

Pilate, voyant ce que ses soldats avaient fait, crut pouvoir s'en servir pour apitoyer la foule. Il lui présenta donc Jésus affublé de la pourpre et de la couronne. Mais ils crièrent avec plus de véhémence : « Crucifiez-le, crucifiez-le!... Quiconque se fait roi se déclare contre César. » Pilate s'assit sur son tribunal et il insista : « Voilà donc votre roi. » Ils s'écrièrent : « A mort! A mort! crucifiez-le! » — « Je crucifierai votre roi? » — « Nous n'avons pas d'autre roi que César. »

5. Matt., XXVI, 3, 5, 15.

Pilate, s'étant lavé les mains, s'adressa alors plus directement au peuple. « Je suis innocent, dit-il, du sang de ce juste ; ce sera à vous à en répondre. » Et tout le peuple lui répondit : « Que son sang retombe sur nous et sur nos enfants. » Toute la nation était là représentée. Les Juifs étaient venus non seulement de la Judée, mais de tous les points du monde à Jérusalem pour y célébrer les fêtes de Pâques. Le déicide fut donc bien un crime national, le crime de la nation tout entière, le peuple et ses chefs. Pilate fit alors écrire en hébreu, en grec et en latin le titre de condamnation qui devait être placé sur la croix. Il portait ces mots : « Jésus de Nazareth, le roi des Juifs. » Il attestait ainsi au monde entier que c'était en qualité de roi que la mort de Jésus lui avait été demandée, et que cette qualité était le motif déterminant de la condamnation. Ce que Pilate avait écrit, était écrit pour l'éternité : Jésus est roi, et comme l'archange Gabriel l'avait annoncé à Marie au jour de son Incarnation, « sa royauté n'aura point de fin » et elle s'étend à tout l'univers : à son nom « tout genou fléchit au ciel, sur la terre et dans les enfers ».

Au lendemain de la Pentecôte, la nouvelle de la résurrection de Jésus fut portée par les Juifs, venus à Jérusalem pour les fêtes de Pâques, de synagogue en synagogue [6], dans toutes les colonies que le Grand Sanhédrin avait semées sur tous les points de l'Empire romain et au delà encore. Non seulement des Juifs y crurent, mais des Gentils eux-mêmes se firent disciples de Jésus. Pour ne point voir crouler leur rêve, les Pharisiens résolurent deux choses : travailler persévéramment à anéantir le royaume spirituel qu'ils voyaient naître et s'étendre de proche en proche, et non moins persévéramment à établir les bases de l'empire temporel qu'ils tenaient toujours pour certain. Ils se sont donné, dès les premiers jours, des auxiliaires dans les

6. Les synagogues étaient des lieux d'assemblée des Juifs pour l'enseignement religieux et la prière. Elles furent instituées lorsque l'hébreu, devenu une langue morte, fut remplacé dans l'usage courant par l'araméen et le grec, pour la lecture et l'explication de la Sainte Ecriture. Cette lecture et ce commentaire étaient accompagnés de prières. Dans les grandes villes, les synagogues étaient nombreuses. Le lundi et le jeudi étaient appelés parfois « jours de synagogue ». C'étaient des jours de marché et les gens de la campagne venaient s'y édifier.

Les synagogues offrirent de grandes facilités à la prédication de Jésus et de ses Apôtres. Mais elles furent aussi des foyers de haine et de conspiration antichrétienne.

Empereurs romains et dans les hérésiarques. Ils ont suscité ceux-ci de siècle en siècle, et ils les ont endoctrinés pour battre en brèche la doctrine de Jésus, après avoir vainement tenté de noyer ses fidèles dans le sang. Depuis un temps qui n'est point défini, ils ont de plus réussi à créer, puis à établir sur tous les points du monde une société secrète, qu'ils ont imbue de toutes ſes doctrines erronées ou perverses, éteintes ou toujours vivantes, qu'ils emploient à préparer leur règne. Ils se servent d'elle pour la propagande de leurs idées, et aussi pour les persécutions qu'ils excitent, les révolutions qu'ils soulèvent, la diplomatie dont ils tiennent les rênes, les guerres qu'ils suscitent, pour arriver à assujettir toutes les nations aux descendants d'Abraham. Ils ont un mot : Goï, pluriel Goïm, par lequel ils désignent non seulement les chrétiens, mais tous les hommes qui sont étrangers à leur race. Ils veulent les subjuguer tous. Ils haïssent tous les peuples, d'une haine de race, comme ils haïssent les chrétiens d'une haine religieuse. Ils veulent les soumettre tous à leur empire, diviser la terre entière en provinces d'un Etat dont ils seraient rois et les autres hommes sujets ou mieux esclaves.

Telle est l'ambition qu'ils nourrissent depuis deux mille ans et plus. Ils rêvent d'un empire dont le siège serait à Jérusalem et qui, après avoir succédé à ceux de Ninive, de Babylone et de Rome, s'étendrait, non jusqu'aux colonnes d'Hercule, mais embrasserait les vraies limites du globe.

Saint Jérôme montre ces idées en faveur parmi les Israélites de son époque. Elles furent portées jusque dans le monde païen par ceux des Juifs qui s'y installèrent. A Rome, elles furent signalées par Tacite (*Hist.*, V, 13) et par Suétone (*Vespas.*, 4).

La ruine de Jérusalem,leur dispersion dans le monde,n'avaient point fait perdre aux Juifs leurs espérances. Saint Jérôme, qui connaissait à fond les doctrines judaïques, dans son commentaire sur la prophétie de Daniel qui montre la petite pierre se détachant du haut de la montagne pour briser la statue de Nabuchodonosor, écrit : « Les Juifs tournent ce passage à leur avantage, et refusent de reconnaître le Christ dans cette pierre. Elle ne désigne pour eux que le peuple d'Israël devenu tout d'un coup assez fort pour renverser tous les royaumes de la terre et fonder sur leurs ruines, un empire éternel. »

La qualité de la « royauté » sur le monde promise au Messie,

doit-elle être spirituelle, comme le veut l'Eglise, conformément à l'enseignement du divin Maître, ou doit-elle être temporelle, comme le prétend la Synagogue? C'est donc la question qui est au fond de l'histoire des dix-neuf siècles écoulés depuis le drame du Golgotha. Les Juifs veulent faire triompher leur interprétation, non seulement dans les livres, mais dans l'ordre des réalités, dans la marche du monde, et cette marche doit amener le genre humain à la domination d'Israël sur toutes les races, sur tous les peuples et sur tous les hommes; l'un de ses fils assis sur un trône, du haut duquel il régnera, légiférera et commandera à tous et en tout, civilement aussi bien que religieusement.

La qualité de la royauté messianique, de la royauté sur le monde connu,qui devait être l'apanage du « Désiré des nations », royauté spirituelle comme l'enseigne l'Eglise, conformément aux déclarations de son divin Maître, ou royauté temporelle, civile et politique, comme le veut la Synagogue, est donc bien la question qui agite le monde depuis dix-neuf siècles et qui donne l'explication de toute l'histoire de l'Eglise, des révolutions et même des guerres. Les Juifs n'ont cessé d'employer tous les moyens que les circonstances leur permettaient de saisir pour faire triompher la réponse que leur a dictée leur ambition. De là leur haine de l'Eglise et des peuples chrétiens, de là leurs efforts incessants pour anéantir l'œuvre du Christ et se soumettre les nations rangées sous son étendard. De là l'accaparement de la Franc-Maçonnerie dès sa naissance, de là le philosophisme du XVIIIe siècle, suivi de la Révolution. C'est bien contre le Roi, Notre-Seigneur Jésus-Christ, que se sont élevés ceux qui se donnèrent comme mot de ralliement : « Ecrasons l'Infâme ». Et la Révdution, qu'a-t-elle voulu, que veut-elle, sinon abattre l'Eglise par qui et en qui s'exerce sur le monde la royauté spirituelle du Christ? C'est toujours contre cette royauté que s'insurge le libéralisme de nos jours, aussi bien le libéralisme qui se dit catholique que le libéralisme radical. Que veulent les catholiques libéraux? L'indépendance de l'Etat dans sa constitution, dans sa législation, dans son gouvernement, et jusque dans l'éducation. Lors du vote et de l'application des lois scolaires, aucun ne revendiqua les droits de Jésus-Christ sur les enfants que le baptême a fait siens. Les catholiques simplement

dits réclament aujourd'hui plus que jamais la *royauté sociale* de Notre-Seigneur Jésus-Christ. C'est à l'heure actuelle le sujet de leurs plus ardentes prières : *Adveniat regnum tuum;* ce que le saint Pontife Pie X, dans sa première Encyclique, présente comme l'objet principal et constant des efforts du parti où il voulait nous rallier tous, « *le parti de Dieu* ». Les *Croix* et autres journaux faits pour ses fils, ne cessèrent de les appeler et de les maintenir dans le parti libéral aux jours d'élection et en toute autre occasion [7]. Les Juifs ont donc la joie de voir des chrétiens être d'accord avec eux, sinon pour appeler la royauté temporelle et universelle de l'un d'eux, du moins pour écarter la royauté spirituelle de Dieu, non sans doute du gouvernement des âmes, mais de la direction des peuples.

Depuis dix-neuf siècles, les Juifs sont à l'affût pour saisir l'un après l'autre ceux qui se présentent comme voulant donner satisfaction à leur ambition.

Que d'imposteurs sont venus dans la suite des âges [8], les fasciner, sans que la folie ou la fourberie de ces « faux messies » pût les arracher à leur manie ou plutôt à leur passion. C'est ce que Notre-Seigneur avait prédit aux Pharisiens : « Je suis venu au nom de mon Père, et vous ne me recevez pas. Qu'un autre vienne en son propre nom, et vous le recevrez. »

Au cours de leur vie et particulièrement à l'heure de la mort, les vrais Israélites — non les libéraux, mais les conservateurs — doivent faire et répéter cet acte de foi : « Je crois fermement que le Messie doit venir, et quoiqu'il tarde, il faut l'attendre. » Des rabbins, entre autres Abraham, ont décrété qu'il n'est permis à personne de fixer le temps de cet avènement et ont prononcé l'anathème contre quiconque oserait marquer une limite au delà de laquelle il n'y aurait plus d'espérances.

Du Ier au XIXe siècle, chaque fois que quelque signe favorable apparut à l'horizon politique, chaque fois que la Synagogue sentit quelque liberté, chaque fois qu'on lui accorda quelque

7. Voir pour renseignements sur ce sujet les livres de M. Roclefort.
8. Les premiers qui se dirent le Messie furent André, Atenus et Lucius, bientôt suivis par Barbochabas qui, rapporte S. Jérôme, se metait dans la bouche des étoupes enflammées et disait vomir le feu en témoignage de sa mission. Que de fois ces imposteurs poussèrent leurs coreligionnaires à des massacres qui enveloppaient les païens aussi bien que les chrétiens, faisant croire aux Juifs que le temps était venu où ils allaient dominer sur toutes les nations.

faveur, on la vit, on l'entendit se persuader que l'heure venait de la marche en avant; son courage se révoltait; elle excitait ses enfants; sa haine contre les chrétiens et même contre les Mahométans ou autres peuples, en un mot, contre tous les Goïms[9], devenait plus grande et plus agissante. Faut-il s'étonner que dans ces conditions la Synagogue ait été soumise par les chefs des nations aux rigueurs dont elle a été l'objet et dont elle ne cesse de se plaindre? Faut-il s'étonner du soulèvement des peuples contre les Juifs et des réactions dont ils eurent si souvent à souffrir au moyen âge?

On connaissait depuis toujours leurs pensées et leurs intentions, que d'ailleurs ils ne cachent pas. Le docte rabbin Abraheral, ministre des finances en Espagne sous Ferdinand le Catholique, dans son commentaire sur saint Jérôme (chap. XXX), annonçait le prochain avènement du Messie, et il disait : « Alors s'accomplira l'extermination des chrétiens et des gentils. » Et Reuchlin, à la même époque, disait aussi :

> Les juifs attendent avec impatience le bruit des armes, les guerres et la ruine des royaumes. Leur espoir est celui d'un triomphe semblable à celui de Moïse sur les Chananéens et qui serait le prélude d'un glorieux retour à Jérusalem, rétablie dans son antique splendeur. Ces idées sont l'âme des commentaires rabbiniques sur les prophètes. Elles ont été *traditionnellement transmises* et inculquées dans l'esprit de cette nation. Et ainsi, de tout temps, les Israélites se sont préparés à cet événement, terme suprême des aspirations de la race juive.

Cependant, dans cette longue attente, quelque chose fut jugée nécessaire pour entretenir la flamme de l'espoir et le feu de la haine. Ce quelque chose fut fait, et depuis des siècles il exerce sur le peuple juif l'action voulue, c'est le TALMUD.

Le *Talmud* est un recueil, commencé environ cent cinquante ans après la mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ, par un rabbin nommé Juda, continué par d'autres rabbins, et terminé seulement à la fin du Ve siècle.

Voici, d'après un savant rabbin juif, converti au catholicisme, M. Drach, ce que nous devons en penser :

> Nous qui, par état, avons longtemps enseigné le *Talmud* et expliqué

---

9. *Goï, Goïm,* ne signifie pas « le chrétien », « les chrétiens », mais le « non-juif », les « non-juifs ». Goïm sont les Turcs, les Chinois, les Nègres, etc. De même le mot « juif » n'est plus un nom de religion, de culte, mais un nom de peuple. Les Juifs sont en général, de nos jours et chez nous, libres-penseurs ; beaucoup sont cabalistes, occultistes, spirites, etc.

sa doctrine, après avoir suivi un cours spécial pendant de longues années sous les docteurs israélites les plus renommés de ce siècle..., nous en parlerons avec connaissance de cause et impartialité...; nous dirons ce qui le recommande et ce qui le condamne... « Talmud » est un terme hébreu-rabbinique signifiant *doctrine*, étude. Il désigne plus particulièrement le grand corps de doctrine des juifs, auquel ont travaillé successivement et à des époques différentes, les docteurs les plus accrédités en Israël. *C'est le code complet, civil et religieux de la synagogue.* Son objet est d'expliquer la loi de Moïse, *conformément à l'esprit de la tradition verbale...* Si le lecteur judicieux du *Talmud* a souvent lieu de s'affliger des aberrations étranges où peut tomber l'esprit humain sevré de la vraie foi; si plus d'une fois les turpitudes du cynisme rabbinique y obligent la pudeur de se voiler la face; si l'Eglise est révoltée des atroces et insensées calomnies que la haine impie des pharisiens y répand sur tous les objets de sa vénération religieuse, le théologien chrétien y recueille des données et des traditions précieuses pour l'explication de plus d'un texte obscur de l'Ancien Testament, et pour convaincre ses adversaires religieux de l'antiquité autant que de la sainteté des dogmes catholiques.

Le *Talmud* est l'œuvre des Pharisiens; les doctrines qu'il renferme sont celles qui étaient enseignées par l'école pharisaïque à l'époque même de Notre-Seigneur. En cent endroits de l'Evangile le divin Maître s'élève contre les enseignements de cette école.

Après son Ascension, les Pharisiens continuèrent non seulement à professer ces doctrines, mais à les exagérer. On les commenta, on les arrangea surtout en ce qui a rapport au christianisme, on les écrivit et il en résulta le livre qui a reçu le nom de *Talmud*. Il fut présenté par le grand Sanhédrin à toute la nation israélite, qui l'accueillit comme le livre sacré par excellence. Au commencement du traité Perkè — avoth de la Mischna, partie fondamentale du *Talmud*, — il est dit : Moïse reçut sur le Sinaï (outre les tables du Décalogue) la loi (c'est-à-dire la tradition orale). Il la transmit à Josué ; Josué la transmit aux Anciens, ceux-ci aux prophètes et les prophètes aux membres de la grande synagogue. » Il fut décrété que celui qui ne croit pas à l'origine céleste de la loi orale, ne peut avoir part à la vie future.

Le Juif a, depuis longtemps, répudié la loi de Moïse, comme il a repoussé l'Evangile. Il garde les livres saints pour obéir, malgré lui, à un dessein miséricordieux de Dieu, qui lui a confié ce dépôt pour en rendre l'authenticité plus incontestable. Mais ce n'est pas dans la Bible qu'il puise sa foi et sa loi, c'est dans

le *Talmud* que l'on peut définir le code de la haine la plus violente, la plus perfide, la plus implacable.

Un auteur israélite bien connu (Singer) a dit en toute raison: « *Ceux qui se flattent, au moyen de la Bible, de connaître notre religion, sont dans une complète erreur.*

» *Ce sont les ouvrages qui composent l'immense édifice de la législation talmudiste, qui règlent la vie religieuse du Juif, depuis la première aspiration jusqu'au dernier soupir.* »

M. Auguste Rohling, professeur à l'Université de Prague, l'a traduit. Quelques lignes suffiront à en faire connaître l'esprit. « La domination sur les autres peuples doit être le partage des Juifs. — Quand la victoire sera définitive, les peuples accepteront la foi juive. — Les non-Juifs n'ont été créés que pour servir les Juifs nuit et jour. — Dieu donne toute puissance aux Juifs sur les biens et le sang de tous les peuples. — Dieu nous a ordonné d'exercer l'usure envers le non-Juif. — Les Juifs seuls sont des hommes, les autres nations ne sont que des variétés d'animaux [10]. »

Le peuple judaïque régnant éternellement sur tout l'univers, ayant tous les Goïms pour esclaves, c'est donc bien depuis des milliers d'années le rêve de ce peuple, le but qu'il poursuit à travers toutes les vicissitudes et par tous les moyens. Joseph Léman a fort bien dit: « L'imagination d'Israël n'a jamais cessé d'être hantée par un rêve de domination universelle. Des pages et des livres entiers du *Talmud* expriment les sentiments qui

---

10. Voir : *Le Juif selon le Talmud,* par Rohling. Edition française par Pontigny. Editeur Savine.

Le docteur Rohling a offert dix mille francs à celui qui démontrerait que les thèses incriminées ne se trouvent pas dans le Talmud ; jusque maintenant aucun Juif n'a accepté la gageure. Le journal *Mercure de Westphalie,* qui avait fait connaître ces doctrines dans une brochure intitulée : *Le Miroir des Juifs,* fut acquitté par jugement du 10 décembre 1883. Divers autres journaux, poursuivis en Allemagne du chef d'attaques contre les Juifs, ont été acquittés. Dans un de ces procès, un rabbin juif a déclaré que la doctrine du Talmud liait tous les Juifs.

En 1888, la vaillante feuille catholique, le *Luxemburger Wort,* rédigée par M. Welter, publia une série d'articles établissant que l'opposition que les Juifs ont rencontrée dans tous les pays et dans tous les temps vient surtout du *Talmud.* Le rabbin de Luxembourg, M. Blumenstem, adressa une plainte au procureur d'Etat et l'affaire fut poursuivie devant le tribunal correctionnel de Luxembourg. Le défenseur fit observer que dans les dernières années plus de trois cents ouvrages avaient été publiés sur la question juive, et que le résultat de cette discussion n'avait pas été favorable aux Juifs ; que la plupart des auteurs avaient déclaré que les griefs dirigés contre les Juifs ont leur fondement dans le *Talmud* et qu'il légitime la campagne antisémitique.

agitent l'âme juive, dont les lignes ci-dessus ne donnent qu'une bien faible idée [11]. »

Telles sont les convictions que le *Talmud* a fait entrer dans la conscience juive, tel l'enseignement qui est donné au Juif dès l'enfance [12]. C'est à cette source qu'il nourrit les espérances qui sont à ses yeux la justification de son orgueil et de son ambition [13], comme aussi de l'attente toujours vivante de la venue du Messie qui doit enfin faire de son idéal une réalité.

---

11. On peut, pour s'en faire une idée plus complète, recourir à l'ouvrage de M. Gougenot des Mousseaux, le chapitre IV et le chapitre V avec ses cinq divisions. On peut lire aussi l'ouvrage du rabbin converti, M. Drach. Particulièrement 2e lettre, page 99.

12. Même en Europe c'est dans cette attente que les enfants sont élevés. « Dans l'école où j'étais, à Strasbourg, raconte M. Drach, (Deuxième lettre, p. 319. Paris, 1827), les enfants prenaient la résolution de faire à la première apparition du Messie, main basse sur toutes les boutiques de confiserie de la ville. J'ai dressé longtemps, à part moi, l'état des lieux d'une belle boutique au coin de la Place d'Armes sur laquelle j'avais jeté mon dévolu. »

13. Cependant l'Eglise a toujours protégé le Juif contre les indignations légitimes mais excessives des peuples qu'il avait exploités, trompés ou trahis. Elle savait tout ce qu'il trame incessamment contre la foi et contre les fidèles. Le Juif cabaliste, le Juif de la magie noire lui était connu comme le Juif usurier, espion et félon. Mais elle n'a pas oublié l'antique gloire, elle attend la conversion promise de ce peuple, dans lequel elle honore, malgré tout, les débris de ce qui fut la nation choisie, le peuple de Dieu.

Toutefois elle est une mère prudente, et la règle qui inspirait sa conduite et sa législation à l'égard des Juifs était celle-ci : Il faut leur laisser la vie et la sécurité, mais il faut empêcher qu'ils prennent aucun empire sur les chrétiens, et, aujourd'hui encore, les lois ecclésiastiques défendent qu'un Juif ait à son service, comme domestique ou employé, un chrétien ou une chrétienne.

Si cette législation, si sage, n'avait pas été répudiée par les gouvernements modernes, la question juive n'existerait pas ; la question sociale ne serait pas née ou serait facile à résoudre, et il n'y aurait pas eu de Dreyfus ni d'Ullmo, ni de Marnix, ni de Dupont, etc., etc.

CHAPITRE XXVII.

L'émancipation des Juifs et leur ascension.

Je monterai. J'élèverai mon trône au-dessus des étoiles des cieux.

ISAÏE, XIV, 14.

Tout ce qui vient d'être dit explique comment et pourquoi jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle les Juifs furent, en tous temps, tenus en dehors du droit commun. Ils étaient traités en étrangers, soumis à une législation dont le trait caractéristique était de les tenir à l'écart du reste de la nation. Les souverains se préoccupaient de leurs sujets et pour les défendre contre les empiètements des Juifs, ils avaient multiplié les mesures coercitives. Cet état de choses prit fin dans les dernières années du XVIII[e] siècle.

Les Juifs entrèrent alors dans le droit commun en France, et ils commencèrent à jouir de tous les droits civils accordés aux autres citoyens. Ce qui se fit alors en France gagna peu à peu les autres pays européens et maintenant se trouve être le régime en exercice dans toutes les contrées du monde.

Louis XVI, circonvenu, crut bien faire de s'écarter de la conduite qu'avaient gardée ses ancêtres et que les négociants de Paris avaient ainsi louée dans les avertissements donnés à son prédécesseur :

> L'admission de cette espèce d'hommes ne peut être que très dangereuse: on peut les comparer à des guêpes qui ne s'introduisent dans les ruches que pour tuer les abeilles, leur ouvrir le ventre et en tirer le miel qui est dans les entrailles.

C'est donc Louis XVI qui commença l'œuvre de réhabilitation d'Israël. Il la voulait prudente et graduelle. Mais la Révolution éclata et les Juifs n'y furent pas étrangers. Loin de là. Ils obtinrent de quelques membres de la Convention, l'abbé Grégoire

entre autres, qu'ils plaidassent à la tribune de l'Assemblée la cause des Juifs. C'est ainsi que fut introduite une nation étrangère dans la nation française et qu'on lui offrit nos droits civiques, sans exiger d'elle autre chose que l'acceptation pure et simple de la faveur.

Un premier décret, porté le 20 juillet 1790, supprima toutes les redevances levées sur eux au profit du Trésor des villes ou communautés. Le 3 août, l'Assemblée Constituante, tirant les conséquences logiques des Droits de l'homme, accorda, à la suite de discussions vives et passionnées, aux Israélites la qualité de « citoyens actifs ». « Considérant, dit le décret de ce jour... l'Assemblée révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les décrets précédents relativement aux individus juifs qui prêtaient le serment civique. » Disons que les serviteurs des Juifs, les Francs-Maçons, n'obtenaient le vote de ce décret qu'à la quatorzième délibération, après treize tentatives infructueuses [1].

L'Assemblée Constituante avait ouvert aux Juifs les portes de la société française. Napoléon, le 17 mars 1808, les leur fit franchir. « Je désire, avait-il dit, prendre tous les moyens pour leur faire trouver Jérusalem dans la France. » Dans ce but, par décret du 30 mai 1806, il convoqua à Paris une assemblée des notables. Puis, le 30 octobre, il ressuscita le Sanhédrin — un Sanhédrin de convention — qui avait cessé d'exister depuis la ruine de Jérusalem ; et il donna à leur culte une existence officielle.

De cette initiative prise par la France révolutionnaire date l'émancipation des Juifs en Europe ; elle fut lente toutefois, elle ne fut achevée par l'Angleterre qu'en 1849 et 1858, par le Danemarck en 1849, par l'Autriche-Hongrie en 1867, par l'Allemagne en 1869 et 1871, par l'Italie en 1860 et 1870, par la

1. Ce jour-là, selon le poète allemand, « un vieillard à barbe de neige, au costume antique, au regard fixe et étrange comme celui d'une statue de marbre, écoutait haletant à la porte de l'Assemblée nationale », c'était le Juif errant, espérant le mot qui lui permît de s'asseoir au foyer de toutes les patries pour les expulser toutes. Quinze mois après le décret d'émancipation, on pouvait déjà suivre l'âpre ascension des Juifs. C'était chose immanquable. Une minorité *liée*, pénétrant dans une société désunie, telle que la Révolution l'a faite, où le lien monarchique, hiérarchique, corporatif, domestique même (le divorce), était relâché, allait être complètement brisé, cette minorité, dis-je, était naturellement conduite à se réserver pour conquérir, régner et dominer.

Suisse en 1869 et 1874, par la Bulgarie et la Serbie en 1878 et 1879.

M. Joseph Léman a ainsi marqué les avantages que les Juifs ont tirés de leur émancipation [2] :

> Ils étaient de tout temps une puissance hostile. Ils étaient également une puissance *financière* avec laquelle il fallait compter. Ils sont devenus une puissance *civile* par les droits du Citoyen que la Constituante leur a reconnus. Napoléon a refait d'eux une puissance *religieuse* en rendant la vie à leur culte et à leurs rabbins. Il ne leur reste plus qu'à devenir une puissance *politique* qui disposera, chez les nations hospitalières, du trésor, de la législation, de l'armée et de la diplomatie. Ils y arriveront...

On peut dire aujourd'hui : Ils y sont arrivés grâce au changement qui, peu à peu, s'est fait dans les idées qui avaient eu cours jusque-là chez tous les peuples.

Jusqu'aux premières années de la Révolution, il y avait des Français, des Anglais, des Allemands, des Russes comme il y avait eu des Grecs, des Romains, des Barbares, ayant chacun leurs lois, leurs constitutions, et les droits qu'elles conféraient aux nationaux à l'exclusion des étrangers. Les principes de 89, les principes modernes ont changé cela. Ils ont décrété l'Egalité. Tous les hommes sont égaux. Un Anglais doit être pour un Français l'équivalent d'un autre Français, étant l'un et l'autre membre de la famille humaine, hommes n'ayant d'autres droits que ceux qui appartiennent à l'homme. C'est le Juif qui, par les Loges, a répandu cette idée qui, après avoir amené son émancipation, devait, dans sa pensée, amener la fusion de toutes les nations dans une République universelle, dont il sera le « Protecteur ».

Les Juifs ont dit ouvertement, il y a un demi-siècle, le parti qu'ils ont su tirer des fameux « principes » [3]. Le 29 juin 1869, au moment où s'ouvrait le concile du Vatican, ils tinrent à Leipzig, sous la présidence du docteur Lazarus, de Berlin, une sorte d'anti-concile [4], où figuraient les représentants de l'Allemagne, de la Russie, de la Turquie, de l'Autriche, de l'Angleterre, des

2. *Les nations frémissantes contre Jésus-Christ et contre l'Eglise*, p. 191.

3. M. Lucien Brun, dans son livre : *La condition des Juifs en France depuis 1789*, cite cette phrase typique prise dans les Archives Israélites de 1847 : « De là même est venu pour nous le 28 février 1790 avec les Droits de l'homme. »

4. Le même jour la secte ouvrit à Naples un autre anti-concile présidé par Ricardi et composé de sept cents délégués.

Pays-Bas, de la France, etc. La conclusion en a été donnée, aux applaudissements de tous, par le Dr Philipson, de Bonn, appuyé par le grand rabbin de Belgique, M. Astruc. Elle fut ainsi formulée : « Le Synode reconnaît que le développement et la réalisation des principes modernes sont les plus sûres garanties du présent et de l'avenir du judaïsme et de ses membres. Ils sont les conditions les plus énergiquement vitales pour l'existence expansive et le plus haut développement du judaïsme [5]. »

Les Juifs ne s'étaient point trompés. Dès avant 1789, ils s'étaient appliqués, grâce au concours des Francs-Maçons, à répandre les idées libérales qui, comme ils le pensaient bien, devaient préparer au judaïsme le plus haut point de son développement. La propagande des idées facilita l'acceptation des institutions : les constitutions à la Jean-Jacques, le suffrage universel, le régime parlementaire. L'antique constitution de la France fut radicalement détruite et remplacée par ce dont nous jouissons depuis lors, c'est-à-dire la race juive au faîte, et la nation française dans l'abaissement où nous la voyons.

Depuis le XVIIIe siècle, Juifs et Francs-Maçons ne se sont point lassés de se faire les propagateurs du libéralisme pour maintenir et développer l'état de choses qui en est sorti.

« Être Franc-Maçon, a dit le F.·. Lafferre, c'est être apôtre. »

---

5. Les Francs-Maçons de Lyon y avaient envoyé le F.·. Andrieux qui fut préfet de police, ce que l'*Excommunié* du 27 novembre 1869 avait ainsi annoncé : « Le candidat de l'excommunié, Louis Andrieux, avocat, a été acclamé comme délégué au concile de Naples. » La déclaration des principes de cet anti-concile a été publiée dans le journal officiel de la Maçonnerie à Florence. Elle est ainsi conçue :

« Les soussignés, délégués des diverses nations du monde civilisé, réunis à Naples pour prendre part à l'anti-concile, affirment les principes ci-après :

» Ils proclament la liberté de la raison contre l'autorité religieuse ;

» L'indépendance de l'homme contre le despotisme de l'Eglise et de l'Etat ;

» L'école libre contre l'enseignement du clergé ;

» Ne reconnaissant pas d'autre base des croyances humaines que la science et proclamant l'homme libre et la nécessité d'abolir toute Eglise officielle.

» La femme doit être affranchie des liens que l'Eglise et la législation opposent à son plein développement.

» La morale doit être complètement indépendante de toute intervention religieuse. »

Dans une autre déclaration contresignée par le président et adoptée par acclamation, il fut dit : « Considérant que l'idée de Dieu est la source et le soutien de tout despotisme et de toute iniquité ; considérant que la religion catholique est la plus complète et la plus terrible personnification de cette idée ; que l'ensemble de ses dogmes est la négation même de la société ; les libres penseurs assument l'obligation de travailler à l'abolition prompte et radicale du catholicisme, à son anéantissement par tous les moyens, y compris la force révolutionnaire. »

Ils sont apôtres non seulement par eux-mêmes, mais par les associations qu'ils ont « organisées tout en restant dans la coulisse et qu'ils inspirent par des voies occultes », par des « influences individuelles soigneusement couvertes », auxquelles se joignent l'enseignement et la presse. Grâce à cet apostolat les droits de l'homme ont gagné de proche en proche, si bien qu'on les trouve admis dans le régime constitutionnel de tous les peuples et même par l'immutabilité jusque-là proverbiale des Chinois [6].

Partout le régime constitutionnel a porté un coup mortel à l'autorité, et partout les Juifs, armés de l'égalité civile, ont pu faire invasion dans la cité désemparée. A l'égal d'un torrent dévastateur, on les voit tout submerger, tout dominer, les banques et le commerce d'abord, puis la presse, et enfin les charges les plus importantes dans la diplomatie, dans l'administration politique, dans l'enseignement, dans l'armée : tout est aujourd'hui entre leurs mains, ou dans les mains de ceux qui dépendent d'eux et travaillent pour eux, les Francs-Maçons. Par eux, par l'enseignement et la presse, le Juif manipule l'opinion et prépare le public aux événements qu'il fera éclater à son heure pour l'avancement de sa cause, comme il pousse les représentants à voter les lois, à établir les institutions favorables à ses desseins.

Le fondateur de l'*Alliance Israélite Universelle* (fondée en juillet 1860) [7] qui, quoique Juif, ou plutôt parce que Juif, a pu

---

6. Peu de temps après l'ouverture des Etats-Généraux, en 1789, le comte de Nicolaï avait réuni dans son salon des députés de la droite, tels que Moury et Cazalis, des philosophes tels que La Harpe et Marmontel, et d'autres hommes moins connus, que M. de Nicolaï nomma également aux siens, lorsqu'il leur rapporta ce fait avant de monter sur l'échafaud. Une discussion s'éleva entre ces personnages : La France a-t-elle une Constitution ? lui en faut-il une ? l'aura-t-elle ? Les avis étaient partagés. Lorsqu'un personnage, silencieux d'habitude et passant pour appartenir aux sociétés maçonniques, se leva et dit : « Nous n'avons pas besoin de constitution, c'est vrai ; mais nous allons en avoir une et cette constitution fera le tour du monde. Elle ira jusqu'en Russie, jusqu'à Constantinople. Oui, un jour viendra où il y aura une constitution à Constantinople. »

La France a eu une constitution écrite. Et ce mot de constitution a été pendant tout le XIXe siècle le cri de ralliement de la secte révolutionnaire en tous les pays. La *jeune Turquie* a donné une constitution à Constantinople et même au Caire. Le tsar qui vient d'être détrôné en a donné une à la Russie, et la constitution est passée d'Europe en Asie, au Japon et en Chine.

M. Claudio-Janet, *Les sociétés secrètes et la société*, III, 77.

7. Cette *Alliance* traite d'égale à égale avec les Puissances. Elle leur envoie des notes, des protestations, des ultimatum que les souverains reçoivent avec une humble docilité.

s'emparer d'un fauteuil ministériel dans chacun des gouvernements provisoires issus de nos révolutions, Isaac Crémieux, a pu dire dans un discours adressé aux délégués de son Alliance venus de tous les points du monde :

> Comme déjà tout est changé pour nous, Messieurs, et en si peu de temps! Lorsque j'étais enfant, les juifs ne comptaient pour rien, et à mesure que l'âge est venu, je les ai vus conquérir dans toutes les carrières, une position élevée... Courage, mes amis, redoublez d'ardeur : quand on a si vite et si bien conquis le présent, que l'avenir est beau! Eh bien! Messieurs, continuons notre mission glorieuse. Que les hommes éclairés, sans distinction de culte, s'unissent dans cette association dont le but est si noble, si sagement civilisateur. *Faire tomber les barrières qui séparent ce qui doit se réunir un jour,* voilà, Messieurs, la grande et noble mission de notre Alliance israélite universelle. Marchons fermes et résolus dans la voie qui nous est tracée.
>
> J'appelle à notre association nos frères de tous les cultes ; qu'ils viennent à nous, avec quel empressement nous irons vers eux [8].

Ce cri de joie : « Comme tout est changé pour nous et en si peu de temps! » que d'autres l'ont répété. L'abbé Lemann, Juif de race, prêtre catholique, a dit de même : « Quand on s'est aperçu que les Juifs étaient *citoyens*, ils étaient partout les MAITRES. » Et Disraëli, autre Juif bien placé pour connaître la vérité de ce qu'il avançait : « Le Juif arrive de nos jours à exercer sur les affaires de l'Europe une influence dont le prodige est saisissant. »

Les *Archives Israélites* [9] n'ont pas craint de se vanter de ce prodigieux résultat d'un style si clair et si ferme que tous les caractères se fixent dans l'esprit de celui qui les a lus :

> Tel Jésus s'est substitué d'autorité aux dieux établis et a trouvé une plus haute manifestation dans le sein de Rome, tel un Messianisme des nouveaux jours doit éclore et se développer, telle une Jérusalem de nouvel ordre, assise entre l'Orient et l'Occident, doit se substituer à la double cité des Césars et des Papes.

On voit dans ces quelques lignes le passé acquis et l'avenir que prépare au monde la malice juive. Tout doit disparaître, la cité des Césars ou l'ordre civil, politique, national, et la cité des Papes ou l'ordre religieux, pour faire place au Messianisme, un messianisme nouveau, une Jérusalem nouvelle qui doit dominer l'Orient et l'Occident, c'est-à-dire toute la terre.

Chose bien digne d'attention, cette pensée, qui est la pensée

---

8. *Archives israélites,* XXIV, p. 1074. Année 1866.
9. XXV, p. 650-651.

fondamentale de l'esprit juif, a éclaté dès les jours mêmes de l'émancipation d'Israël. Il s'est dit aussitôt, et il n'a pas craint de dire publiquement et hautement, que délivré de ses entraves, il allait se lancer à la conquête du monde pour le soumettre à son sceptre. Dès ce moment, en effet, fut offert aux avidités de l'opinion, en quête de ce que la Révolution voulait, ce mot de RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE qui n'a cessé de retentir en toute occasion favorable [10].

Déjà, en 1740, le duc d'Antin, dans un discours prononcé à une tenue, avait dit : « L'amour de la patrie détruisit souvent l'amour de l'humanité en général... Le monde entier n'est qu'une grande République dont chaque nation est une famille et chaque particulier un enfant... »

Le 19 juin 1790, Anacharsis Kloots (le baron J.-B. Hermann Marie de Kloots, né au duché de Clèves) se présenta à l'Assemblée nationale avec une troupe de trente-six étrangers, qualifiés l'*ambassade du genre humain*. Deux ans plus tard, il publia un livre ayant pour titre : la RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE, évidemment inspiré par les Juifs, car il y dit :

> Nous trouverons chez eux de fervents apôtres, de puissants auxiliaires dans les tribus judaïques. Nos concitoyens circoncis nous bénissent dans toutes les synagogues de la captivité. Le juif avili est devenu citoyen français, citoyen du monde par nos décrets philosophiques (pages 186-187).

Ce livre lui valut le titre de citoyen français qui lui fut conféré cette même année par l'Assemblée législative. Il peut se résumer en une phrase : « Le genre humain vivra en paix lorsqu'il ne

---

10. Effacer parmi les hommes les distinctions de rang, de croyances, d'opinion, de PATRIE, faire en un mot de tout le genre humain une seule et même famille, voilà le grand œuvre qu'a entrepris la Franc-Maçonnerie et auquel l'apprenti, le compagnon et le maître sont appelés à associer leurs efforts. » F∴ Clavel.

Le « Temple » que la Maçonnerie édifie, c'est la République — Respublica — c'est, dans sa dernière perfection, la République humanitaire, c'est le pouvoir, les biens, les personnes devenus choses communes, « c'est, comme l'a dit Billaud-Varennes à la Convention, la fusion de toutes les volontés, de tous les intérêts, de tous les efforts, pour que chacun trouve dans cet ensemble de ressources communes une part égale ».

Dans le rapport que la Chambre des députés chargea M. Prache de faire sur les pétitions qui lui étaient adressées relativement à la Franc-Maçonnerie, il est dit que cette association cosmopolite et humanitaire rêve d'établir une République universelle, et s'efforce de préparer les Etats-Unis, non seulement de l'Europe, mais de la terre entière *.

---

* *Les pétitions contre la Franc-Maçonnerie*, p. 221.

formera qu'un seul corps, la nation unique. » C'est ce que les pacifistes ne cessent de nous chanter, surtout depuis 1914.

Ceci peut suffire à montrer la pensée des fondateurs de la première république ; nous ne nous attarderons point à produire d'autres citations de cette époque [11]. Venons-en aussitôt à la seconde République et aux régimes qui suivirent.

Garnier Pagès, membre du Gouvernement provisoire en 1848, déclara publiquement que « les Maçons voulaient achever l'œuvre glorieuse de la République, et que cette République était destinée à être établie dans toute l'Europe et sur toute la surface de la terre. » Un autre membre de ce même Gouvernement provisoire, Crémieux, recevant en cette qualité les délégués de la Franc-Maçonnerie, leur dit : « La République fera ce que fait la Maçonnerie, elle deviendra le gage éclatant de l'union des peuples sur tous les points du globe, sur tous les côtés de notre triangle ; et le Grand Architecte sourira à cette noble pensée de la République qui, se répandant de toutes parts, réunira, dans un même sentiment, tous les habitants de la terre [12]. »

Toujours en 1848, M. J. Weil, Franc-Maçon Juif, écrivit : « Nous exerçons une influence pressante sur les mouvements de notre temps et sur les progrès de la civilisation vers la républicanisation de tous les peuples. »

Un autre Juif, Louis Bence, dit dans le même temps : « D'une main puissante nous avons secoué les piliers sur lesquels est basé l'ancien édifice de manière à le faire gémir [13]. »

Il n'est pas inutile de rapprocher de ces paroles celles qu'un Maçon allemand disait en ce même moment dans la Loge de Goettingue, *Au Compas d'Or* : « La grande époque prédite si souvent, est-elle enfin arrivée, où notre association doit se transformer en alliance universelle entre les membres de l'humanité?... La liberté que réclame la génération actuelle, c'est la suppression de toutes les barrières, devenues superflues lorsque tous les hommes seront réunis *en un seul Etat*. »

---

11. On peut les lire dans l'ouvrage de Deschamps, continué par Claudio-Janet, IIe et IIIe volumes, et dans d'autres auteurs qui se sont occupés de cette question.

12. *Histoire du Grand-Orient de France*, par Jouaust, pp. 502-505.

13. Voir Mgr Meurin, *La Franc-Maçonnerie, synagogue de Satan*, pp. 197-198.

Jean Macé publia, en cette même année 1848, un opuscule intitulé : *Les Vertus d'un Républicain.* Il y dit :

Le vent qui passera sur la France se chargera d'emporter, par delà les fleuves et les montagnes, les germes fécondants destinés *à faire éclore les républiques. Nous ferons la conquête du monde* sans quitter nos femmes et nos enfants.

Jean Macé fut l'un des plus grands propagateurs de l'idée de la République universelle, comme il fut l'organisateur de la *Ligue universelle de l'Enseignement.*

Victor Hugo prêta aussi, dès 1848, sa voix sonore à l'union des peuples, à la confusion des races, à ce point qu'on l'appela « le barde de l'humanitarisme ». Présidant le congrès de la Paix qui eut lieu à Paris en 1849, il signifia, au nom de l'Evangile, devant deux mille personnes, à la France, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Espagne, à la Russie, qu'un jour les armes leur tomberaient des mains. Il déclara entrevoir les Etats-Unis d'Europe tendant les bras aux Etats-Unis d'Amérique par-dessus les mers [14]. Dans sa préface au *Paris-Guide*, il acclamait les Allemands comme nos « concitoyens dans la cité philosophique », « nos compatriotes dans la patrie-liberté ». Le 1er mars 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, il souhaitait à la France de reconquérir la rive gauche du Rhin, mais pour le plaisir d'en faire présent à l'Allemagne.

Oh! une heure sonnera, nous la sentons venir cette revanche prodigieuse... On verra la France se redresser, ressaisir la Lorraine, Trêves, Mayence, Coblentz, toute la rive gauche du Rhin... On entendra alors la France s'écrier : Je t'ai tout repris et je te rends tout à une seule condition : c'est que nous ne ferons plus qu'un seul peuple, une seule république. Tu m'as délivrée de mon empereur et je te délivre du tien! *Plus de frontières!* Le Rhin à tous! Soyons la même République! Soyons les Etats-Unis d'Europe! Soyons la paix universelle! [15]

---

14. *Actes et paroles. Avant l'exil,* II, pp. 160-161.

15. *Actes et paroles. Depuis l'exil,* 1870-71, p. 90. La formule « Etats-Unis d'Europe » apparut en même temps en Italie et en Belgique. Au congrès de Lausanne, en 1869, Victor Hugo, qui présidait encore, employa une autre formule : « Nous voulons la grande République continentale. »

La France, étant la nation catholique la plus consistante et la plus forte, forme l'obstacle le plus considérable au but qu'ils poursuivent ; Juifs et Maçons savent que, laissée à elle-même et à ses tendances d'origine et de tradition, la France s'opposerait toujours à l'établissement d'une république antichrétienne régie par eux. Et c'est pourquoi, depuis le XVIIIe siècle, ils se sont tant employés à la décatholiciser, à la déchristianiser, afin qu'elle ne puisse devenir un centre de ralliement et d'alliance pour les autres peuples catholiques. Il faut qu'elle soit épuisée, annihilée par la ruine de toutes ses forces vitales ; il faut qu'elle soit complètement écrasée par ses divisions intes-

En 1859, lors du départ de Napoléon III pour la guerre d'Italie, observe M. Goyau, à qui nous avons emprunté la plupart de ces citations, tirées de son livre : *L'idée de la Patrie et l'Humanitarisme*, les ouvriers parisiens acclamaient l'Empereur, parce qu'ils voyaient dans cette guerre la réalisation de l'idée de l'émancipation des peuples et de la fraternité entre les peuples émancipés.

En 1864, M. Boutteville, professeur à Sainte-Barbe, proclama que la Maçonnerie devait construire « le Temple symbolique de la République universelle ». *La Ruche maçonnique* expliqua comment cela pouvait se faire. Elle souhaitait que l'unité maçonnique, prélude de l'unité universelle, émanât d'un centre unique, lequel donnerait l'impulsion intellectuelle et administrative aux centres secondaires, un pour chaque Etat. Rebold énonçait le projet d'une confédération maçonnique universelle conduisant dans un temps donné à la confédération de l'humanité [16].

Deux ans plus tard, en juin 1866, Varlin, qui devait devenir le communard de 1871, adressait un manifeste aux travailleurs parisiens où on lisait :

> La démocratie monte... monte et grandit sans cesse... La démocratie n'est ni française, ni anglaise; elle n'est pas plus autrichienne qu'allemande; les Russes et les Suédois en font partie comme les Américains et les Espagnols; en un mot, la démocratie est universelle!

Aux congrès de Genève, de Lausanne, de Berne, du Havre, qui eurent lieu à cette époque, le cri le plus fréquemment répété, fut, avec celui de haine à l'Eglise catholique : « Plus de frontières ! »

Nous voici en 1870, le *Siècle* du 10 juillet appelle Garibaldi en France. « Il viendra, dit Henri Martin, au nom de tous les peuples, il appellera avec lui le droit universel, l'idéal de l'uni-

---

tines et par les guerres, et que ces guerres aboutissent au démembrement et au partage de ses provinces. La République et l'Empire prussien, tels sont les deux instruments avec lesquels le Juif travaille savamment à cette grande destruction. L'Etat prussien a été façonné en puissance militaire et préparé de longue main pour broyer après la France les autres peuples de l'Europe et constituer un empire qui comprendra tout l'Occident, première des grandes agglomérations qui doivent entrer dans la composition de la République universelle, dont le Juif se réserve le gouvernement, et la République favorise l'exécution dont la Prusse est chargée en énervant la France, en paralysant toutes ses forces, les forces naturelles aussi bien que les forces morales.

16. *Histoire des trois grandes loges*, pp. 552-662.

verselle humanité. » Trois mois plus tard, le futur député de Tours, Armand Rivière, vint présenter à Garibaldi les hommages de la démocratie et lui dit : « Lorsque, républicains français, italiens, espagnols, nous aurons vaincu l'ennemi commun (non la Prusse, mais le sacerdoce catholique), nous aurons jeté les fondements de cette grande fédération, à laquelle viendront s'associer nos frères, les démocrates allemands, et qui formera bientôt les Etats-Unis d'Europe. »

La Commune manifesta les mêmes idées et les mêmes sentiments dans sa proclamation du 28 mars 1871. Elle disait aux Prussiens : « Vous arriverez au but prochain : la République universelle[17]. »

Plus près de nous, en 1904, un congrès international se réunit à Amsterdam. La vice-présidence fut donnée à un Japonais, en sa qualité de représentant d'une nation païenne. Le Prussien Bebel fut aussi élu vice-président, comme représentant un pays destiné à dominer l'Europe en la protestantisant. L'établissement de la République universelle fut acclamé comme le but suprême à atteindre.

M. Perrot fut chargé, en 1872, par l'Assemblée nationale de lui faire un rapport au nom de la Commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la défense nationale. Nous y lisons :

> Il était de notoriété publique, que dans les pays occupés ou parcourus par les bandes garibaldiennes, ces bandes vivaient à nos dépens et déclaraient, d'accord avec leur chef, qu'elles étaient venues en France moins pour combattre les Prussiens que *pour assurer le triomphe de la République universelle.*

M. Perrot cite une lettre d'un des officiers de l'Etat-major de Garibaldi, datée d'Autun, le citoyen Ordinaire, qui n'était certainement que l'écho fidèle de ce qu'il entendait autour de lui:

> Oui, *écrivait-il,* nous le disons hautement, nous sommes les soldats de la révolution, et j'ajouterai non seulement de la révolution française, mais encore de la révolution cosmopolite. Italiens, Espagnols, Polonais, Hongrois, en venant se ranger sous la bannière de la France, ont compris qu'ils défendaient la République universelle : la patrie disparaît devant la République.
>
> Nous sommes les citoyens du monde, et, quoi qu'on fasse, nous nous battrons jusqu'à la mort pour arriver à réaliser le sublime idéal des Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire de la fraternité des peuples libres...

Il ne faut pas s'étonner de cette conformité de sentiments

---

17. Réimpression du *Journal officiel de la Commune,* 30 mars, p. 106.

manifestés si hautement depuis 1789 jusqu'à nos jours. Dès leur entrée dans l'Ordre, la secte présente à ses recrues cette idée d'une République universelle comprenant tout le genre humain. Elle l'éclaircira au cours des initiations successives. L'article 2 de la Constitution du Grand-Orient dit : « La Franc-Maçonnerie a pour devoir d'étendre à tous les membres de l'humanité les liens fraternels qui unissent les Francs-Maçons sur toute la surface du globe. » Dès le grade d'apprenti, elle fait dire au récipiendaire par le Vénérable : « Puissiez-vous, fidèle à jamais aux engagements que vous venez de contracter, nous aider à achever l'œuvre sublime à laquelle travaillent les Maçons depuis tant de siècles, celle de la réunion des hommes de tous les pays, de toutes les opinions civiles et religieuses en une seule famille d'amis et de frères [18]. »

Lorsque l'apprenti demande à être reçu compagnon, on lui pose entre autres ces questions : « Quelles sont la longueur et la largeur de la Loge?

R. — Sa longueur est de l'Orient à l'Occident ; sa largeur du Midi au Nord.

— Que signifient ces dimensions?

R. — Que la Franc-Maçonnerie est universelle, et qu'elle s'étendra un jour sur toute l'humanité. »

L'Empire britannique, le pangermanisme, le panslavisme sont des acheminements vers cette République israélite, acheminement dans les esprits qui aspirent à l'unification du monde au profit de leur nation, et acheminement par les guerres qui brisent les barrières qui séparent les peuples, effacent les frontières qui les divisent en nations distinctes.

L'Amérique s'est mise en compétition avec l'Angleterre, l'Allemagne et la Russie.

En décembre 1917, le feld-maréchal von Hindenburg accorda une interview à un Viennois, M. Goldman. Après lui avoir exposé la situation des belligérants au front Ouest, il lui dit : « La réclame avec laquelle l'Amérique fait connaître ses préparatifs de guerre est imposante et digne du pays qui a produit Barnum. Les Etats-Unis sont à même de créer une armée formidable... La question est maintenant de savoir si les Améri-

18. Rugin, *Cours...*, p. 110.

cains, une fois qu'ils se trouveront à la tête d'une nombreuse armée, n'auront pas une besogne plus pressée à accomplir que d'envoyer leurs troupes en Europe, s'il prenait envie au Japon de régler un vieux compte avec l'Amérique. »

C'est qu'en effet, le Japon, lui aussi, s'est mis sur les rangs des nations qui aspirent à conquérir l'empire mondial par étapes et par annexions successives.

M. Prache, dans son rapport sur les pétitions contre la Franc-Maçonnerie, ne négligea point d'appeler l'attention sur ces projets de République universelle [19] :

Ouvrons, *dit-il,* le compte-rendu de la Conférence maçonnique internationale tenue à Anvers en 1894; nous lisons à la page 35, dans un discours de l'un des représentants du Grand-Orient de France, le F.·. Dequaire, actuellement inspecteur d'Académie à Mende, cette invite adressée à toutes les autres maçonneries de l'univers: « Notre maçonnerie croit à la nécessité d'exercer sur l'opinion nationale, et, par cette opinion, sur la marche de notre gouvernement, son influence, qui, par l'action politique, grandit en puissance *au profit du programme maçonnique universel.* » Il y a donc, *conclut M. Prache,* un programme maçonnique universel.

Quel est ce programme? Quelle est l'œuvre à laquelle doivent travailler les Loges de France, de concert avec les Loges de toutes les parties du monde? M. Prache le trouve dans ces paroles du même F.·. Dequaire : « La grande mission de la France est de présider à l'œuvre de l'*organisation de la démocratie,* en un mot, à l'*organisation de la République universelle.*» Et il renvoie au *Compte-rendu* des travaux du Grand-Orient du 16 janvier au 28 février 1897, p. 10.

Nous avons vu comment, dès les premiers jours de la Révolution, la secte judéo-maçonnique concevait la réalisation de cette République,embrassant l'universalité des peuples. En 1892 son plan fut exposé de nouveau par un député du Cantal, Milhaut. Parlant, à la Loge-Club des Jacobins, de la réunion de la Savoie à la France, il dit : « De toutes les conventions nationales qui seront établies sur les ruines de tous les trônes, un certain nombre de députés extraordinaires formeront, au centre du globe, une Convention universelle qui veillera sans cesse au maintien des droits de l'homme par tout l'univers [20]. » En d'autres termes, elle aura pour mission de veiller à maintenir les

19. Prache, *Rapport sur les pétitions,* p. 191.
20. Cité par Thiers, *Histoire de la Révolution,* t. IV, p. 434.

hommes dans la Révolution, dans leur révolte contre Dieu, dans l'ordre purement naturel. Remarquons, en passant, qu'un même nom, peu modifié, — Convent, Convention, — sert à désigner les assemblées générales de la Franc-Maçonnerie, l'Assemblée révolutionnaire de 1789 et l'Assemblée à venir des députés de toutes les parties du monde [21].

On pourrait se demander : Comment la secte a-t-elle pu concevoir une pareille idée et exprimer dès les premiers jours de la Révolution, alors que l'on ne voyait encore rien ou peu de chose de ce travail de fusion du genre humain dont nous sommes témoins et qui s'accélère de jour en jour ? Comment a-t-elle pu poursuivre la réalisation de son idée avec une persévérance qui semble dépasser les facultés humaines, à moins qu'elles ne soient assistées des lumières et des haines d'En-bas? Comment la secte a-t-elle pu avoir, dès le XVIII[e] siècle, la pensée et l'espoir qu'elle arriverait à s'emparer de l'humanité entière pour la transformer aussi radicalement? On ne peut l'expliquer que par l'inspiration de son maître. Satan pouvait voir, alors, dans leurs causes, les événements auxquels nous assistons aujourd'hui et qui brisent l'une après l'autre toutes les barrières qui séparent les peuples et les races. Il voyait les progrès des sciences physiques qui venaient de naître ; il ne lui était point difficile de prévoir ceux qu'elles feraient et la facilité, l'étendue, la rapidité et la multiplicité des rapports entre les hommes ; enfin il ne pouvait douter que les disciples de Voltaire et de Rousseau en

---

21. Le gouvernement des loges a servi de type, aux hommes de la Révolution, pour réorganiser la France. « Le gouvernement de la Franc-Maçonnerie, dit le F.·. Ragon (*Cours philosophique*, pp. 7, 9, 377 et suiv.) était autrefois divisé en *départements*, en loges provinciales, qui avaient leurs subdivisions. L'Assemblée nationale, *considérant la France comme une grande loge*, décréta que son territoire serait distribué suivant les *mêmes divisions*. Les municipalités ou communes répondent aux loges ; elles correspondent à un centre commun pour former un canton. Un certain nombre de cantons, correspondant à un centre nouveau, composent un arrondissement ou district, actuellement une sous-préfecture, et plusieurs sous-préfectures forment un département. Les grandes loges de province avaient un centre commun, dans la Constituante. » C'est l'ébauche de la façon dont sera organisée la République universelle.

Le F.·. A. J. Regnier, dans un discours aux Conférences maçonniques de Lyon, prononcé le 22 mai 1882, a dit de même : « Le régime républicain est *calqué sur nos institutions*. » Et le *Bulletin maçonnique*, livraison de décembre 1890, pp. 229, 230 : « La préoccupation de la Maçonnerie a toujours été *d'amener dans l'ordre politique l'avènement de la forme républicaine, et dans l'ordre philosophique le triomphe de la libre-pensée*. On peut dire qu'elle n'a jamais failli à sa mission. »

arriveraient aux radicales négations qui bouleverseraient la raison et permettraient, à lui et aux siens, de tout tenter.

A la fin du XVIIIe siècle, ce projet de gouverner le genre humain tout entier, par une Convention unique, placée au centre du monde et composée des députés des Conventions établies dans les anciens royaumes réduits à l'état de départements, pouvait paraître fou. Mais aujourd'hui, à l'entrée du XXe siècle, où nous voyons le globe entier sillonné par les fils télégraphiques, les chemins de fer, et les steamers, le messie attendu par les Juifs pourrait facilement tenir le monde entier dans sa main, et le gouverner par une Convention centrale en rapport avec des Conventions locales.

On peut voir dans Deschamps, t. II, p. 150 et suiv., l'aide que la Convention, puis Napoléon, reçurent de la Franc-Maçonnerie en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie, pour essayer de former les Etats-Unis d'Europe, acheminement vers l'Etat-Humanité. Le projet n'a jamais été abandonné. L'unification de l'Italie et de l'Allemagne, les ambitions des Etats-Unis, appelés peut-être à recueillir de l'Angleterre l'empire des mers, le mouvement qui agite l'Extrême-Orient, font progresser de jour en jour, sur tous les points du globe, la marche vers l'unité politique. Avant cent ans, cinquante peut-être, deux ou trois empires, grossis par la « consumation » des nationalités de second ordre, pourront se heurter dans un conflit suprême pour laisser le vainqueur libre et maître de disposer à son gré des destinées du monde [22].

---

22. La duchesse de Dino, qui vivait dans une intimité de famille avec la Cour de Prusse, a noté — c'est à la date du 25 juin 1860, pendant l'entrevue solennelle de Bade — un entretien avec l'Empereur des Français et le prince régent de Prusse, qui sera le futur Empereur d'Allemagne, Guillaume Ier, proclamé à Versailles dans la grande galerie de Louis XIV!

C'est Napoléon III qui parle :

« Que pour en finir avec les révolutions, il fallait faire partout de grands Etats ; que l'Italie devait redevenir l'*Empire romain ;* que l'Allemagne devait devenir l'*Empire prussien ;* que les petites populations françaises de langue et de mœurs, qui longent les frontières de la France : la Belgique, le canton de Vaud, ceux de Neuchâtel et de Genève, devaient rentrer dans l'*Empire français ;* qu'alors les nationalités seraient satisfaites, les ambitions aussi ; que les imaginations auraient de l'espace, que ce qui faisait les révolutions étaient les petits qui voulaient devenir grands ; que du jour où il n'y aurait que des grands, en petit nombre, mais unis entre eux, on aurait bon marché des révolutionnaires ; que les grands Empires, c'est la paix ! » Quelle illusion ! Ne voyons-nous pas les grands Etats se livrant une guerre d'extermination qui laisse le vainqueur maître du monde.

CHAPITRE XXVIII.

Moyens employés par la Synagogue pour assurer son ascendant sur la chrétienté.

I. L'ACCAPAREMENT DE LA RICHESSE.

> « *Les révolutions de 1830, de 1848 et de 1870 ne sont que des crises parlementaires plus ou moins dramatiques.*
>
> » *L'avenir tient en réserve d'autres révolutions.*
>
> » *Une intense propagande socialiste remue le pays, formant des chefs révolutionnaires et préparant la nation aux mesures socialistes les plus extrêmes.*
>
> » *Il existe dans les cités et dans les campagnes des groupes socialistes qui, sur un mot d'ordre venu de Paris, feront la révolution dans les villes et dans les villages comme en 1789.*
>
> » *Les ouvriers des chemins de fer, des fabriques, des hauts-fourneaux et les cultivateurs des grandes propriétés chasseront les capitalistes et leurs valets, déclarant propriétés nationales leurs terres et leurs usines.*
>
> » *Tout est prêt, hommes et choses, pour une Révolution sociale: nous verrons bientôt un prochain 18 mars triomphant.* »
>
> Paul LAFARGUE.

La conjuration judéo-maçonnique prétend tenir la chrétienté en esclavage. — Les Juifs et Francs-maçons se sont faits les directeurs de l'esprit public. — Ils se sont emparés de tous les postes d'influence et d'action. — Et surtout ils ont accaparé les richesses.

L'établissement et la constitution d'une République embrassant tous les peuples, les soumettant à une seule autorité et les gouvernant par une même loi, l'autorité du Juif et la loi de la

Jérusalem nouvelle, n'est point la seule chose dont la conjuration judéo-maçonnique menace l'humanité : « Assise entre l'Orient et l'Occident, elle veut se substituer non seulement à la cité des Césars, mais encore à la cité des Papes. Pourquoi ne point dire ouvertement « à la cité de Dieu » ?

Notre-Seigneur Jésus-Christ, parlant à l'Apôtre-prophète dans l'île de Pathmos, a appelé « Synagogue de Satan » le Conseil des Pharisiens qui, depuis le déicide, gouverna, de façon plus ou moins occulte, le peuple d'Israël et le maintient dans l'aveuglement de l'esprit et l'endurcissement du cœur. Synagogue de Satan, ce mot disait bien que, pour n'avoir point voulu reconnaître le divin Fils de Marie pour le Roi qui lui était destiné de toute éternité : *Ego autem constitutus sum Rex ab eo super Sion* [1], Israël s'était livré à Lucifer et à sa tyrannie et qu'il en sera le serviteur jusqu'au jour marqué pour sa conversion, selon la prophétie de saint Paul, dont le texte tenait Bossuet en admiration.

La haine de l'orgueilleux roi des enfers va plus loin que celle des Pharisiens. Celle-ci s'arrête au Christ et à son œuvre. Son ambition est d'anéantir cette œuvre et de donner au monde un roi de sa race autre que l'Enfant né dans la crèche de Bethléem. La haine de Satan va jusqu'à vouloir écarter Dieu pour se mettre en possession de son domaine et y être adoré. Déjà il a en Italie, en France, en Amérique et peut-être partout, des prêtres, des dévots et un culte, mais jusque maintenant un culte de catacombes [2]. Cela ne peut le satisfaire, il veut le grand jour, il veut son trône en plein soleil, appelant le regard, il veut son autel recevant les oblations du peuple [3].

Cela n'existe-t-il point en germe? Combien de peuples ont écarté Dieu de leur constitution sociale, de leur gouvernement

---

1. Ps. II, 6.

2. Cependant dans quelques villes d'Italie des cortèges, pourquoi ne pas dire des processions, ont parcouru les rues la bannière en tête.

3. En 1895 fut célébrée à Boston la dédicace d'une magnifique église de granit et de marbre, élevée par les disciples de Mrs Eddy, fondatrice de la *Christian Science,* religion sur le spiritisme et de son emploi pour la guérison des malades. Mrs Eddy y fut acclamée par trente mille de ses adhérents. Et une multitude infinie défila dans la *Mother's room* pour recevoir le sacrement de l'initiation. En 1910, elle laissait aux Etats-Unis six cent soixante-huit églises de la *Christian Science* avec quatre-vingt-cinq mille communiants. Dans les principaux pays du monde, particulièrement en Angleterre, elle avait obtenu la fondation de nombreuses filiales ayant écoles et journaux.

et de leur législation ! Combien se sont soumis à des lois faites pour empêcher Dieu de prendre possession de l'âme de l'enfant et pour dresser l'adolescent et l'adulte à l'athéisme pratique et même pour en obtenir l'athéisme théorique hautement proclamé !

Des textes doivent-ils être appelés en preuve de cette assertion ? Nous les avons multipliés dans le livre intitulé : *La conjuration antichrétienne* [4]. En voici quelques-uns.

En 1854, on disait au congrès d'Anvers : « En vain, avec le XVIIIe siècle, nous flattions-nous d'avoir écrasé l'infâme : l'infâme renaît... il faudra bien que le pays en fasse justice, dût-il employer la force pour se guérir de cette lèpre. »

En 1864, dans le congrès international d'étudiants tenu à Liége, Lafargue faisait cette déclaration : « *Il y a quatre cents ans que nous sapons le catholicisme*, la machine la plus forte qui ait été inventée en fait de spiritualisme ; elle est solide encore, malheureusement. »

En 1870, la Maçonnerie, exaspérée par le Concile œcuménique qui se tenait au Vatican, provoqua un congrès de Loges françaises qui se tint à Metz et où fut posée la question de « l'Etre suprême ». Pour mettre fin à la discussion qui s'en suivit, le *Monde maçonnique* prononça : « La Franc-Maçonnerie nous apprend qu'il n'y a qu'une seule religion, une vraie et particulièrement une seule naturelle : *le culte de l'humanité.* »

En 1879, quand, quelques mois après son élévation au Pontificat, Léon XIII publia une Encyclique pour dénoncer le danger créé par la Maçonnerie, le bulletin de la grande Loge symbolique écossaise répondit à ce document en disant : « La Franc-Maçonnerie ne peut moins faire que de remercier le Souverain Pontife de sa dernière Encyclique. Léon XIII, avec une autorité incontestable, et un grand luxe de preuves, vient de démontrer, une fois de plus, qu'il existe un abîme infranchissable entre l'Eglise, dont il est le représentant, et la Révolution dont la Franc-Maçonnerie est le bras droit. »

Cela date de plus loin que la Révolution. J. de Maistre a remarqué et dit avec beaucoup de vérité : « Depuis l'époque de la Réforme (c'est-à-dire depuis qu'au dire de l'Apôtre saint Jean, le puits de l'abîme a été ouvert par Luther), il a existé

---

4. Trois volumes in-12. Desclée, Lille et Paris.

en Europe un certain esprit terrible et invariable qui a travaillé sans relâche à renverser les monarchies européennes et le christianisme : sur cet esprit destructeur sont venus se greffer tous les systèmes antisociaux et antichrétiens qui ont paru de nos jours : *calvinisme*, *jansénisme*, *philosophisme*, *illuminisme*, etc., etc. ; tout cela ne fait qu'un et ne doit être considéré que comme une seule secte qui a juré la destruction du christianisme et celle de tous les trônes chrétiens, mais surtout et avant tout celle de la Maison de Bourbon et du siège de Rome [5]. »

Les conjurés se persuadent que le temps est venu d'aboutir. En 1905, neuf ans avant qu'éclatât la guerre qui devait mettre tous les peuples dans l'état où nous les voyons, ouverts à toutes les influences et à toutes les entreprises, le *Times* [6] signala l'existence d'un livre qui venait d'être publié par un Russe et qui jetait dès lors de singulières lueurs sur ce qui s'est passé et sur ce dont nous sommes actuellement témoins. L'auteur, le « Professeur Nilus », c'est le nom qu'il se donne et la signature qu'il met à son livre, déclare que, depuis deux siècles (il ne remonte point plus haut), il existe une organisation politique internationale juive, animée de la haine traditionnelle du monde chrétien et d'une ambition titanique pour la domination universelle. « Sous l'empire de ces deux passions, tout ce qui peut, dit-il, affaiblir les peuples, tout ce qui peut détruire les organisations politiques existantes, par la propagation des idées corruptrices et perturbatrices, y compris le socialisme, le communisme et l'anarchie, est étudié par cette association, puis employé comme méthode à amener le renversement de ce qui est et à établir sur ces ruines ce qui peut faire avancer l'œuvre entreprise et poursuivie par Israël. Les conspirateurs s'intitulent « les Anciens de Sion ». Et pour ce qui est à faire à l'heure présente : « Nous créerons, disent-ils, une crise économique universelle. Nous augmenterons les salaires, ce qui n'aidera pas les ouvriers, puisqu'en même temps nous ferons monter le prix des objets de première nécessité. Nous prouverons aux gouver-

5. Un des scribes de Bismarck a publié une brochure intitulée : *Un mot sur les Juifs*. Ce livre est un appel à l'union des peuples contre la France et contre la Papauté.

6. Voir *Revue de la Presse*, par M. Havard de la Montagne. *Action française*, mai 1920.

nements gentils de l'Europe la maîtrise juive. » C'est en Russie d'abord que cette maîtrise doit se manifester.

« *Notre puissance par le crime et la violence, c'est-à-dire par le règne de la Terreur, s'imposera à l'un d'eux (à l'un de ces gouvernements gentils). Dans notre programme, il est entendu qu'un tiers de la populace surveillera le reste, soit par devoir, soit en vertu du volontariat.* »

Et maintenant, si l'on songe que, sur les cinq cent trente-six principaux fonctionnaires bolchévistes, quatre cent cinquante-huit sont juifs et dix-sept Russes, les autres étant Lettons, Allemands ou Arméniens, on voit que le programme défini en 1905 par le professeur Nilus, est en bonne voie de réalisation.

Non seulement en Russie, mais partout. Partout la crise économique sévit, partout la misère est en croissance, malgré l'augmentation des salaires ; partout les grèves préparent la Révolution ; partout aussi bien dans le Nouveau Monde que dans l'Ancien, la banque juive est maîtresse des destinées des peuples.

Aussi la secte judéo-maçonnique ne se gêne point pour agir directement elle-même, en dehors des parlements et des chefs d'Etat, quand elle le juge bon. Au commencement de l'année 1912, des discussions eurent lieu à la commission nommée par le Sénat pour examiner le traité récemment conclu avec l'Allemagne. On vit qu'à l'insu du pays et du parlement, à l'insu non pas d'un tel ou tel ministre, mais du Conseil des Ministres, à l'insu même du Président de la République, des agents secrets — étaient-ils Franc-Maçons, protestants ou Juifs ? on ne le dit point — ont conduit auprès des nations étrangères des négociations occultes et mystérieuses, parlant au nom de la France, sans aucun mandat authentique et régulier, traitant de l'abandon de ses territoires, et du morcellement de ses colonies, disposant de sa fortune et de son honneur, ou mieux des intérêts de groupements de capitalistes et de consortiums financiers. M. Flourens, dans la *Revue* et dans l'étude déjà citées, écrivit à ce sujet :

Personne ne peut contester qu'actuellement la France ne soit gouvernée par une société secrète. Le bon public est surpris que les traités se fassent et se défassent, les alliances se nouent et se dénouent, les territoires se cèdent ou s'échangent sans que Parlement, ni Ministre, ni Président du Conseil, ni Président de la République en sachent un traître mot. Il se demande qui sont ceux qui tirent les ficelles, qui font danser

les pantins du quai d'Orsay. Il sursaute quand il lit les interviews des anciens ministres, affirmant n'avoir jamais entendu parler de conventions diplomatiques, qui constituent les actes les plus graves des cabinets dont ils étaient membres solidairement responsables. Il partage l'ébahissement de M. Monis, quand il apprend que, sous sa présidence, le Congo français a été offert à l'Allemagne par le gouvernement dont il était le chef, sans qu'il pût en avoir le moindre soupçon.

Mais pourquoi le bon public s'étonne-t-il? Ne sait-il pas que nous sommes, non en république, mais en Franc-Maçonnerie?

Toute la machine gouvernementale est maniée par les Juifs. Rappelons ce fait qui peut donner l'envie d'en scruter bien d'autres : C'est un Juif, Naquet, qui se chargea de faire imposer à la France par le Parlement la loi talmudique du divorce. Au premier signal donné par lui, toute la presse juive, tout le théâtre juif secondèrent les Francs-Maçons du Sénat, de la Chambre et du Ministère. Et quand la loi fut en délibération, Naquet écrivit à un autre Juif, le rabbin de Bruxelles, Astruc : « La commission a accepté VOTRE amendement », l'article 295 de la loi sur le divorce.

Jamais gouvernement ne s'est montré l'oreille ouverte aux étrangers comme le nôtre. Nous avons été régentés par des Gênois comme Gambetta, par des Badois comme Spuller, par des Suisses comme Tirard et Le Royer, par des Anglais comme Waddington. Nous avons été représentés dans les Chambres par des Prussiens comme le pasteur Jules Steeg, par des Anglais comme Marc Adaras et Wilson, par des Hambourgeois comme Joseph Reinach, etc., etc.

Où ils en sont arrivés dans leur marche vers la Jérusalem nouvelle qui doit s'établir sur les ruines de la cité des Césars et de la cité des Papes? Déjà nous avons vu, sur bien des points, leurs progrès incessants dans l'une et l'autre direction.

Nous avons particulièrement insisté dans ce second Livre comme dans le premier sur les ruines amoncelées dans l'ordre religieux comme aussi celles qui se voient dans l'ordre civil : constitution de l'Etat, sa législation, son gouvernement, et la constitution de la famille. Il reste à parler de celles faites actuellement dans la vie économique et la vie sociale.

Au cours du moyen âge, cent fois les populations se sont soulevées contre les Juifs, outrées de leur rapacité, de leurs usures et de la misère à laquelle elles étaient réduites.

Depuis son émancipation, Israël fait en grand et en toute liberté ce que, jusque-là, il n'avait pu que tenter en détail et opérer malgré les entraves que lui opposaient la législation de l'Eglise et la vigilance des rois.

Ce qui se passe en France se voit plus ou moins dans tous les pays. Les Juifs, chez nous, ont jeté leur dévolu sur tout. Les plus beaux édifices du pays avec le domaine qui les entoure sont devenus leur propriété. Le château de Ferrières, qui a passé aux mains des Rotschild, surpasse en magnificence les résidences royales de toute l'Europe. Un nombre assez restreint d'Hébreux possèdent à eux seuls plus de vingt-cinq mille hectares. Les vignes des crus les plus renommés sont entre leurs mains, aussi bien que les principales mines et les plus importantes lignes de chemins de fer.

Dans le commerce où ils ont pris la première place ou du moins celle qui apporte les plus gros profits, ils trafiquent, ils brocantent, ils accaparent. Une année, la production des soies avait été faible. Elle est tout entière achetée en bloc, et le prix de la soie atteint des hauteurs inouïes. Plus tard,la même puissance provoque une baisse extraordinaire de la soie : les maisons les plus solides sont ruinées, et les épaves tombent dans les mêmes mains.

Jadis, les mines de mercure du globe entier ont été réunies à la même propriété, et le prix de ce précieux métal a doublé.

Une autre fois, l'opération a accaparé les huiles, puis l'ivoire, puis le cuivre, puis le pétrole.

Sur combien d'objets la guerre, puis la paix leur ont permis ces accaparements, et ce qui s'en est suivi, « la vie chère [7] ».

---

7. Lorsque M. Klotz, Ministre des Finances, exposa son projet de budget, M. Gaudin de Villaine monta à la tribune pour dénoncer l'œuvre de liquidation de notre pays qui se poursuit depuis plus d'un siècle par l'association « d'une race et d'une secte », dont les convoitises sont insatiables. « Je formulai, dit-il, en 1917, des accusations précises contre la haute banque cosmopolite. Les faits qui se déroulent depuis l'armistice montrent la légitimité de cette accusation... Si, en août 1914, la France avait eu un véritable gouvernement national, il aurait fait comparaître le chef incontesté de cette haute banque, lui aurait rappelé les crimes commis dans le passé et l'aurait retenu en otage, en lui disant que si la guerre n'était pas terminée en six mois par une paix glorieuse pour la France, il serait fusillé à Vincennes. S'il l'avait voulu, les Empires centraux n'auraient pas eu les ressources nécessaires pour la continuation de la guerre. En terminant, l'orateur demanda que « l'on saisisse la correspondance des grandes organisations financières et industrielles judéo-allemandes ». « On verra, dit-il, comment la guerre a été préparée et voulue. » On s'en garda bien.

Quel usage est fait de ces gains insensés près des gens qui n'ont pas de patrie, qui sont des nomades? Avec ces gains, ils règnent dans toutes les Bourses de l'Europe et ils dominent dans la Presse, sur les Parlements, les cabinets, les trônes.

Mais c'est surtout par la richesse fiduciaire, par le papier, qu'Israël est parvenu à s'emparer de la richesse publique [8].

Déjà, avant la guerre, on citait une de ses maisons, autre que la maison Rotschild, qui, en moins d'un siècle, avait amassé à elle seule, une fortune que *La Lanterne* estimait à trois milliards, chiffre inférieur à la réalité, répliquèrent des gens bien placés pour être instruits.

L'armement des armées pendant la paix, puis au cours des hostilités, le ravitaillement des troupes en munitions et en nourriture — surtout dans une guerre comme celle que nous venons de subir, qui mit aux prises toute la population valide de cent peuples accourus de tous les continents — donnaient toutes facilités aux plus grands trafics et à des spéculations honteusement fructueuses. Les dépenses énormes de chaque jour imposées à chacun des belligérants ne peuvent se faire que grâce aux emprunts que toutes les nations se voient dans la nécessité de contracter. C'est la banque internationale qui lui donne les moyens de les réaliser, et jamais elle n'a été aussi complètement qu'aujourd'hui aux mains des Juifs. Tous les peuples

8. La circulation du papier a décuplé depuis la guerre, passant pour l'Europe de vingt-trois à deux cent trente milliards. Nous ne tenons pas compte des émissions colossales du papier-monnaie russe et des bons du Trésor allemands.

Voici le tableau des billets de banque mis en circulation dans les divers pays en 1914 et en 1919 :

Banque	juillet 1914	janvier 1919	décembre 1919
Angleterre	740	1.750	2.600
Allemagne	2.360	21.120	45.000
Italie	3.080	9.230	17.300
Belgique	960	3.200	4.713
Russie	4.360	»	»
Autriche	2.440	45.000	56.000
Espagne	1.920	3.350	3.800
Hollande	650	2.240	2.200
Suède	320	1.020	1.100
Suisse	410	910	960
Norvège	170	590	710
Danemark	220	600	720

Il résulte de ces chiffres que tous les pays ont abusé de la multiplication du papier-monnaie, sauf toutefois l'Angleterre, qui s'est gardée de ce danger par l'usage généralisé du chèque.

sont devenus, surtout en ces dernières années, ses débiteurs, débiteurs non de millions et de centaines de millions, mais de milliards et de milliards, s'étageant les uns sur les autres comme en une chaîne de montagnes; or, ces montagnes d'emprunts et de dettes seront bonnes, non à maintenir les peuples séparés les uns des autres, mais à les confondre dans une même ruine au profit d'Israël, ce qui facilitera sa domination sur tous.

Le Dr Ratzinger a constaté un fait qui de jour en jour devient plus manifeste :

L'expropriation de la société par le capital mobile s'effectue avec autant de régularité que si c'était une loi de la nature. Si on ne fait rien pour l'arrêter, dans l'espace de cinquante ans, ou, tout au plus, d'un siècle, toute la société européenne sera livrée, pieds et poings liés, à quelques centaines de banquiers juifs.

Toute la société européenne, c'est trop peu dire, l'Amérique et l'Asie, sont également à la merci des banquiers juifs. Ce que l'on a appelé le Krach américain, lorsqu'il éclata, a bien montré que leur pouvoir est aussi grand dans le nouveau monde que dans l'ancien, et personne n'ignore que le Japon et la Chine commencent aujourd'hui à leur demander les moyens de se « civiliser ».

Veut-on se faire une idée des bénéfices que procurait aux Juifs la *paix armée* ? Seize ans après 1870 les dettes publiques de l'Europe, selon les calculs d'Alfred Neymarck, avaient augmenté de plus de quarante milliards,avec une charge annuelle d'intérêts à payer qui approchait de six milliards. Dans le même espace de temps, les forces militaires de terre et de mer pour les cinq grands Etats qui l'emportent sur les autres (abstraction faite de l'Angleterre) ont coûté plus de cinquante milliards. Comme Neymarck,dans ses calculs,portait à plus de quatre mille cinq cents millions la somme dépensée annuellement par tous les Etats de l'Europe pour leurs forces de terre et de mer, en temps de paix, et comme l'Angleterre a suivi enfin l'exemple des autres puissances, on ne doit pas être loin de la vérité si l'on fixe à vingt-cinq autres milliards la somme jetée dans le gouffre de la *paix armée*.

Et ce n'est pas exagérer que d'ajouter aux quarante milliards ci-dessus marqués, dix autres milliards pour ce court espace de temps, de 1886 à 1891, de 1891 à 1914.

Comme le gouvernement des finances publiques en Europe se trouve aux mains des Juifs, comme les monopoles les plus productifs des matières brutes ou travaillées servant aux usages de la guerre sont aux mains de ces mêmes Juifs, il est aisé de se faire une idée des milliers de millions que tout ce régime de dettes et d'armements en vue de la paix a fait affluer dans les coffres d'Israël.

S'il en est ainsi en temps de paix, que dire des années de guerre ? que dire des années écoulées depuis 1914 ?

Le capital flottant cosmopolite, *a observé M. La Tour du Pin Chambly, avant que la guerre n'éclatât,* ne se plaît pas uniquement aux œuvres de la paix. Pour sortir des périodes anxieuses comme celle où nous sommes, ils ne redouteraient pas l'expédient de la guerre, surtout à la suite d'une période de surproduction. La guerre, par ses destructions, est une cause d'excessive consommation, et surtout une occasion d'énormes spéculations. De ce que paie le pauvre contribuable pour les frais de la guerre et pour le tribut de la défaite, il en passe gros dans la caisse du banquier. La ploutocratie qui règne aujourd'hui sur le marché européen s'est formée de traitants et de fournisseurs des armées à la suite des guerres du premier empire; elle a opéré de plus en plus en grand à la suite de chacune de celles qui depuis ont ensanglanté l'Europe, et *elle doit être tentée d'en fomenter encore.*

A-t-elle fomenté la guerre mondiale? S'est-elle rendue coupable de ce crime, le plus grand qui ait jamais été commis au détriment de l'humanité? Qui oserait le penser? qui oserait le dire[9] ? Toujours est-il qu'elle a mis tous les Etats dans la nécessité de faire des emprunts inouïs jusqu'ici et même qui dépassent

---

9. Dom Besse a rapporté dans l'*Univers* que plusieurs années avant l'invasion de 1914, un homme bien placé pour savoir ce qu'il disait, affirma devant témoins, dans la capitale de l'une des nations alliées, que nous venions de l'échapper belle. « La guerre, dit-il, avait failli éclater entre la France et l'Allemagne. Qui arrêta le déclanchement? Les financiers, qui ne jugeaient pas la préparation suffisante. Mais, fut-il dit : « Gare à 1914 ; ils seront au terme de leurs efforts. Les avances faites devront produire »?

Après avoir tiré de « la paix armée », puis de la guerre, des bénéfices inimaginables, la Haute Finance qui a ses principaux sièges d'influence à Hambourg, à Berlin, à Francfort et à Buda-Pesth, ambitionne de profiter de la paix autant que de la guerre et de l'avant-guerre.

M. Lloyd George a déclaré en avril 1919 à la Chambre des Communes que la guerre a coûté au monde quarante milliards de livres sterling, soit mille milliards de francs. Notre ministre des finances, M. Klotz, a précisé devant la commission parlementaire de la Paix : « Le total général des frais de guerre, a-t-il dit, a été estimé par les techniciens à mille cinq milliards, ce qui représente l'infini. » Avant la guerre les Etats-Unis étaient débiteurs des milliards que l'épargne européenne avait prêtés à leurs entreprises industrielles. Grâce à la guerre, ils ont remboursé leurs dettes et ils ont cinquante milliards de créance sur les pays de l'Entente.

ce que les imaginations les plus folles auraient pu rêver avant l'événement.

Deux ans après l'ouverture des hostilités, M. Edmond Théry dressa dans le *Matin* ce bilan financier :

Les dépenses, celles d'ordre purement militaire, des six grandes nations belligérantes ont dû atteindre, du 1er août 1914 au 31 décembre 1916, la somme totale de deux cent quatre-vingt-dix-sept milliards de francs, ce qui donne comme moyenne une dépense de dix milliards, vingt-quatre millions par mois, ou de trois cent quarante-et-un millions, trois cent mille francs par jour, soit à peu près quatre mille francs par seconde.

D'autres donnèrent des chiffres plus gros encore. En janvier 1917, la Banque commerciale de Bâle publia une étude de laquelle il résultait que, sans tenir compte des dépenses faites par les neutres, la guerre, à cette même fin de cette même année 1916, avait déjà coûté, non pas deux cent quatre-vingt-dix-sept milliards, mais quatre cent cinquante milliards, chiffre qui a dû se porter plus qu'au double à la fin de 1918.

Remarquons qu'il ne s'agit ici que de dépenses d'ordre purement militaire. A quel chiffre arriverait-on si l'on y ajoutait les pertes occasionnées par l'arrêt du travail productif et celles causées par les ravages faits dans les pays envahis qui, elles aussi, ont créé des nécessités appelant les emprunts?

Au nom de la Commission du budget, M. Louis Dubois a dressé en 1920 le bilan des dommages causés par le fait de la guerre. L'évaluation des préjudices matériels, rien que pour les régions occupées par l'ennemi, atteint le total de cent dix-neuf milliards huit cent et un millions (détail : trente-cinq milliards quatre cent quarante-six millions de dommages immobiliers, soixante-et-un milliards cent treize millions de dommages mobiliers et vingt-deux milliards deux cent quarante-deux millions de dommages directs). Dans ce tableau ne figurent pas : pour ces mêmes régions envahies les dommages subis par le commerce, par certaines industries, par les offices publics et ministériels, par les professions libérales, les espèces et valeurs mobilières, les dommages aux personnes. Il faut ajouter pour les régions autres que celles envahies, tous les dommages directs et indirects aux personnes, tués, mutilés, veuves, orphelins, etc. ; tous les dommages directs et indirects aux biens des particuliers (marine marchande, pêche maritime) et autres préjudices résultant de l'état de guerre.

D'après un économiste américain, la France aura perdu du fait de cette guerre 62 % de sa richesse [10], tandis que l'Angleterre n'a perdu que 32 % et les Etats-Unis 4 % et demi.

Avant la guerre, les estimations de la fortune française oscillaient entre deux cents et trois cents milliards. La dette était d'une trentaine de milliards en chiffres ronds. Acceptons pour l'actif le chiffre de trois cents milliards ; le passif n'en formait que le dixième. Sur dix francs nous n'en devions qu'un. Depuis la guerre la dette est montée à plus de deux cents milliards. Il faudrait y ajouter les pertes subies sur les titres russes, austro-hongrois et autres de même acabit. Les trois cents milliards de la fortune d'avant guerre ont subi une diminution qui ne paraît pas devoir être estimée à 62 %, mais qui est pourtant bien grave. Elle le fut plus encore au moment de la campagne menée dans le monde entier pour la dépréciation de notre argent et les variations du change.

Le monde nouveau inauguré par la Révolution qui a émancipé les Juifs, se caractérise de plus en plus comme étant une immense exploitation capitaliste [11], employant tous les moyens et profitant de tous les événements pour entrer en possession de l'avoir du genre humain ; car ce qui se passe en France se passe chez tous les peuples avec les variantes qu'imposent les services attendus de ceux-ci et la volonté de ruiner ceux-là.

Le consortium de la banque cosmopolite comprend d'innom-

---

10. On rapporte ce mot d'un banquier juif — est-il authentique ? — « Ces pauvres chrétiens ! Je ne sais comment ils feront pour vivre dans cinquante ans. » Il y a une vingtaine d'années, on calcula que toutes les fois qu'un Français gagnait six francs, il était obligé de verser, autant par des voies indirectes que par des voies directes, un franc et même un peu plus, dans les caisses de l'Etat, il n'en pouvait garder que cinq pour lui et sa famille.. Que lui restera-t-il demain du fruit de son labeur, quand l'Etat devra prélever, outre les intérêts des quarante-trois milliards précédents, ceux mis en fumée par les canons. Même question se pose pour l'Anglais, pour le Russe, pour l'Italien, pour le Belge, pour le Serbe, pour le Roumain, et non moins pour l'Allemand. La vie de tous et de chacun sera à la merci de celui qui aura fourni à tous le nerf de la guerre et qui tiendra dans ses coffres-forts les titres des créances que les belligérants lui auront souscrites : le Juif.

11. Un journaliste qui s'était rendu à la Bourse de Paris, le jour où les Juifs célébraient le Grand Pardon, écrivit le lendemain : « Les quelques rares banquiers ou boursiers catholiques de naissance que les Juifs n'ont pas encore éliminés, se regardaient d'un air morne et éteint, chuchotaient timidement des cours ; les offres et les demandes tombaient le plus souvent sans réponse. On aurait dit qu'un ouragan de mitraille avait passé à travers le grand hall, semant le vide au milieu de la foule hurlante qui s'y trouve d'ordinaire. Tout était arrêté, silencieux, éteint, le Juif n'était plus là. »

brables agences. M. Gaudin de Villaine a dénoncé à la tribune le 25 mai 1920 les sociétés capitalistes plus ou moins internationalistes. Il y en a, rien qu'en France, au moins trois cents qui ont servi à rafler en ces cinq dernières années la richesse du pays. Le directeur de l'*Humanité*, qui fut fondée par douze capitalistes juifs, M. Cachin, engageant M. Gaudin de Villaine à rendre publique la liste de ces sociétés, en a désigné lui-même un certain nombre [12].

De complicité avec le parti socialiste unifié, la Haute Banque en est venue à préparer un projet d'expropriation juridique ou mieux une confiscation, déguisée sous le titre euphémique de *prélèvement sur le capital*. Ce qui montre bien l'influence dont elle dispose, c'est que ce projet, présenté à la Chambre, a recueilli, dès le premier jour, cent soixante-dix-huit voix, dont cent onze de non-socialistes [13].

Ce chiffre de cent onze conservateurs entrant dans une voie si dangereuse et qui doit être si funeste, s'explique par la nécessité où se trouvent nos représentants de créer des ressources pour faire face à la situation causée par la prolongation d'une dette que tout le monde croyait ne pouvoir dépasser quelques mois. Dieu, sans doute, a voulu cette prolongation, soit parce qu'elle était demandée par la Justice pour l'expiation de notre apostasie, soit parce que, devant le châtiment, nous n'abaissons pas notre orgueil devant son infinie majesté. Il n'y avait point de pénitence publique, comme il y en eut en tous temps en semblable calamité ; il n'y eut point d'actions de grâces nationales

12. M. Cachin a fait cette énumération : « La Penarroya (propriétaires essentiels, les banques Rothschild et Mirabeau) s'est « enrichie » de cinq cents millions en trois ans. Le Creusot, les Aciéries de Firminy, les Aciéries de la Marine, les Etablissements Kuhlmann, les Phosphates Tunisiens, les Tréfileries du Havre, la Société des Métaux, Hotchkiss, pour ne parler que de ces firmes, ont vu tripler, quadrupler, quintupler leur capital depuis 1914.»

M. René Benjamin, qui a fait un récent voyage dans l'Express-Orient, a raconté ses impressions à l'*Echo de Paris*. Les grands convois internationaux ont changé d'aspect, ils sont aujourd'hui peuplés d'une faune humaine stupéfiante : « L'Express-Orient n'est plus qu'un train de mercantis avides, qui vont d'un bout de l'Europe à l'autre, couper des forêts, liquider des stocks, échanger de la monnaie, rafler des bijoux, profiter des morts, des fuites et des révolutions, après lesquelles tous les pays sont sans défense sous leurs griffes. »

13. A cette occasion le *Journal du peuple* a arboré cette manchette : « Ils ne veulent pas imposer le capital, on le supprimera. » Entendez « par échelons ». Et l'*Humanité* ajoute : « Seul ou presque seul, Daudet persiste à protester. »

pour le secours manifeste qui nous fut donné sur la Marne. Mais si nous pouvons croire que le scandale donné au monde par cette suffisance et cette ingratitude, n'a pas été sans influence sur la durée de la guerre, il paraît bien que la secte judéo-maçonnique n'en est point innocente. Les banques qui sont à sa dévotion avaient en mains les moyens de mettre fin aux hostilités du jour au lendemain. Elles n'avaient pour cela autre chose à faire que de tirer sur les cordons de leur bourse et de la tenir fermée à tout emprunt. Elle fut ouverte plus grande que jamais: ce qui permit aux belligérants de tenir leurs armées sur pied, de les grossir de plus en plus et de pouvoir fournir de chaque côté du front armes, munitions et vivres.

M. Flourens, qui a occupé les situations les plus importantes dans nos ministères, a dit en 1912 (*Critique du libéralisme religieux, politique, social*, T. VII, p. 498) :

> La race juive tient les peuples du nouveau et de l'ancien monde par l'élément indispensable de la vie et de la prospérité des nations comme des individus. *Elle a entre les mains le crédit public sur toute la terre.* Toutes les Puissances sont obérées, toutes ne se soutiennent que par l'emprunt à jet continu. Ces appels à la confiance publique, il est au pouvoir du juif de les faire réussir ou échouer, et ils ne réussissent que dans la mesure où il le permet. C'est de son bon plaisir qu'il dépend qu'une nation puisse faire la guerre et la continuer ou qu'elle soit condamnée à accepter les conditions d'une paix désastreuse, qu'elle ait à sa disposition les avantages souvent décisifs d'une offensive rapide ou qu'elle soit réduite à une défensive déprimante.

Les emprunts sont donc consentis et souscrits. C'est elle, c'est la Banque internationale qui les fait souscrire. Et cette Banque par qui est-elle gouvernée? Par les Juifs. Du moment où elle aurait refusé à une des puissances en guerre les sommes fabuleuses que demandent ses canons et le reste, ce refus eût placé l'Etat ainsi mis à l'index dans la nécessité de crier merci! et de se retirer. Que si ce refus d'argent eût été étendu à l'une ou à l'autre des deux coalitions, c'était nécessairement et immédiatement la fin de la guerre. Durant plus de quatre ans les moyens de se battre ont été largement donnés à l'une comme à l'autre; et si le génie du général Foch n'était intervenu, cela eût duré, semble-t-il, jusqu'à ce que la mort s'en fût suivie, ou du moins cette débilité et cette prostration où jette l'appauvrissement à fond.

Par leurs dettes, toutes les nations se trouvent aujourd'hui

sous la coupe des bailleurs de fonds. Grâce aux emprunts qu'ils ont consentis et aux redevances annuelles qui devront leur être payées, les Juifs tiendront tout. Les impôts nous enlèveront chaque jour le fruit de notre labeur, nul ne travaillera plus que pour eux. Et ce tribut incessant venant non seulement de la France, mais de partout, aux mains d'Israël, multipliera les moyens dont il use déjà d'acheter les consciences, de subventionner les législateurs, les magistrats, la soldatesque et aussi les écrivains qui poursuivront de mieux en mieux l'abêtissement universel par l'égarement des esprits et l'impulsion imprimée à toutes les passions. Plus que jamais, l'Europe, le monde, seront sous la dépendance d'Israël, financièrement, politiquement et intellectuellement. Il ne lui sera point difficile de se servir de la puissance ainsi acquise pour arriver au but qu'il vise depuis deux mille ans. Par les journaux, par les écoles, par le Parlement et mille autres moyens.

Vers le milieu du siècle dernier, un grand rabbin prononça dans une réunion de hauts Juifs un discours qui fut publié à Londres, reproduit dans la *Terre-Sainte*, le *Contemporain* [14], etc. On y lit :

Notre peuple s'élève graduellement et sa puissance grandit chaque jour. A nous appartient ce dieu du jour qu'Aaron nous a élevé dans le désert, ce veau d'or, la divinité universelle de l'époque. Lors donc que nous nous serons rendus les uniques possesseurs de tout l'or de la terre, la vraie puissance passera en nos mains, et alors s'accompliront les promesses qui ont été faites à Abraham. L'or, la plus grande puissance de la terre, l'instrument de toute puissance : voilà l'avenir. Dix-huit siècles ont appartenu à nos ennemis ; le siècle actuel et les siècles futurs doivent nous appartenir à nous, peuple d'Israël, et nous appartiendront sûrement.

Analysons les ressources que se sont procurées les Israélites depuis le commencement du siècle actuel (depuis 1800), par le seul fait de la concentration entre leurs mains des immenses capitaux dont ils disposent en ce moment (vers 1850). Ainsi à Paris, Londres, Vienne, Berlin, Amsterdam, Hambourg, Rome, Naples, etc., et chez tous les Rotschild, partout les Israélites sont maîtres de la situation financière, sans compter que, dans chaque localité de second et de troisième ordre, ce sont eux encore qui sont les détenteurs des fonds en circulation, et que partout, sans les fils d'Israël, sans leur influence immédiate, *aucune opération financière*, aucun travail important *ne pourrait s'exécuter*. Aujourd'hui, tous les empereurs, rois et princes régnants sont obérés de dettes contractées par l'entretien d'armées nombreuses et permanentes. La Bourse côte et règle ces dettes, et nous sommes en grande partie maîtres de la Bourse sur toutes les places. *C'est donc à faciliter encore et de plus en plus les emprunts*

---

14. IIIe série, Tome XXII. Juillet-novembre 1881.

qu'il faut nous étudier[15], afin de nous rendre les régulateurs de toutes les valeurs, et, autant que faire se pourra, prendre en nantissement des capitaux que nous fournissons au pays, l'exploitation de leurs lignes de fer, de leurs mines, de leurs forêts, de leurs grandes forges et fabriques, ainsi que d'autres immeubles, voire même l'administration des impôts. »

Il y a une dizaine d'années, Edouard Drumont, qui a si bien compris les Juifs et qui les a observés de si près, disait : « Quand le moment paraîtra opportun, les Juifs feront UN COUP DE GUERRE *comme ils font un coup de bourse* ». La guerre mondiale est-elle un coup des Juifs? Mystère. Ce qui est certain, ce qui ne peut échapper à aucun œil, quelque myope qu'il soit, c'est que la guerre mondiale imprime à la fortune juive une impulsion, lui donne un accroissement, dépassant toute imagination. Que restera-t-il demain aux peuples en vraie propriété? « Le monde sortira de tout cela extrêmement pauvre », a dit le premier ministre du Canada. Il aurait pu ajouter : « Il y a quelqu'un qui en sortira extrêmement riche », riche de tous les biens liquidés et d'une bonne partie de ceux qui sont fixés dans le sol.

---

15. N'est-elle point prodigieuse, n'était-elle point inimaginable la facilité avec laquelle se sont faits pendant cette guerre les emprunts qui se comptent par centaines de milliards?

Note complémentaire.

Depuis cent vingt ans, le Code Napoléon, les lois fiscales et en particulier celles sur la transmission de l'héritage s'appliquent à démolir la famille en France. Depuis quelque vingt ans cette démolition est accélérée.

L'héritage, c'est le patrimoine accumulé par les générations provenant d'une même souche, transmis aux générations qui vont suivre comme moyen de se maintenir, d'accroître non seulement leur aisance, mais leur dignité, leur rôle social et de les mettre à même de rendre à la société des services meilleurs et plus nombreux. Sans transmission de patrimoine, il n'y a pas, à proprement parler, de famille, il n'y a que des ménages qui naissent et disparaissent comme les champignons. C'est l'héritage qui donne la durée aux familles et permet de maintenir et d'accroître de génération en génération la tradition des coutumes et des vertus des ancêtres.

La constitution donnée à la famille par la Révolution et le Code favorise la propriété privée en même temps qu'elle pulvérise le patrimoine tous les trente ou trente-cinq ans, sans tenir compte de l'intérêt social qui demande de stabiliser les réserves, de maintenir la vigueur d'une industrie, la puissance d'une exploitation, le respect d'un nom. Elle encourage ainsi l'égoïsme et les vices qui en découlent, elle contribue à mettre la société dans l'état où nous la voyons.

Le grand, très grand besoin d'argent où s'est trouvée la France, a fait penser à nos représentants qu'ils se trouvaient dans la nécessité d'en prendre où il y en a et où il est plus facile de le prendre, à la mort du propriétaire. De là des projets de loi et les lois sur les successions et sur le capital, qui reviennent à la règle suivie par les sauvages de la Louisiane, « couper l'arbre pour avoir du fruit ».

Les droits de succession, qui étaient de deux cent trente-six millions en 1916, se sont élevés à trois cent trente-neuf millions

en 1917, à trois cent soixante-cinq millions en 1918, à six cent soixante-dix millions en 1919. Quel chiffre atteindront-ils en cette année 1920 et en 1921, après l'application du nouveau budget?

Il eût été mieux, semble-t-il, plus naturel et plus rationnel d'exiger des Allemands le paiement prompt et intégral de la dette contractée à notre égard, que de demander aux Français de la liquider. Mais non, on nous a proposé un impôt de cinquante milliards à prendre sur le capital, c'est-à-dire sur les propriétaires fonciers de France, sur les industriels, sur les commerçants, grands et petits, sur tous les producteurs et les stimulateurs de la richesse publique, sur la richesse vivante et opérante. N'est-ce pas préparer la mort économique de la nation, après avoir préparé celle des familles?

C'est l'avènement officiel du socialisme et bientôt du communisme qui se présente à l'horizon. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les socialistes de la Chambre et du Sénat pousser avec ardeur aux dépenses, l'une des causes de la progression des impôts; et cela *pour acculer la société bourgeoise au suicide.*

Le socialisme et la ploutocratie internationale sont également intéressés à ces impôts sur les successions, sur le capital, etc. Le socialisme y voit une préface à la confiscation générale, et la ploutocratie y trouve l'occasion d'affaires fructueuses d'une envergure insoupçonnée jusqu'ici.

M. Edgard Alex, professeur à la Faculté de Droit à Paris, a écrit dans la *Revue politique et parlementaire* la page suivante :

M. Gaudin de Villaine a donné, un jour à la tribune, un moyen d'échapper à cette catastrophe. « Supposons, dit-il, pour une minute, que je suis du gouvernement. Après entente avec mon collègue le garde des sceaux, ministre de la justice, j'eusse convoqué dans mon cabinet la personnalité qui passe à juste titre pour être le chef de la haute banque internationale, du moins dans le vieux monde, et, en particulier, en Europe occidentale. Là, après lui avoir rappelé les accusations que j'ai déjà apportées à cette tribune, le 25 janvier 1917 et le 13 mai 1919, accusations qui n'ont jamais été démenties et qui n'ont été qu'enveloppées de silence par une certaine presse à laquelle la discrétion rapporte peut-être plus que les scandales de la publicité *(Sourires)*, j'aurais rappelé, dis-je, à cette personnalité les

graves responsabilités prises par elle et sa famille contre cette France, qui s'est montrée trop hospitalière, et je lui aurais demandé, comme contre-partie,de faire au Trésor français l'avance sans intérêts des quelques milliards qui manquent à notre trésorerie pour équilibrer le budget jusqu'à l'apport des fonds allemands. Je vous assure, messieurs, que la haute banque, qui a glané plus de vingt-cinq milliards depuis 1914 dans les charniers sanglants d'Europe et d'Asie, eût accepté la transaction, trop heureuse d'éviter ainsi de prochaines et suprêmes expiations. »

CHAPITRE XXIX.

Moyens employés par la Synagogue pour assurer son ascendant sur la chrétienté.

II. L'accaparement de l'esprit public.

> *Le siècle pervers affirme aujourd'hui que la nature humaine est toute pure, qu'elle est immaculée, qu'elle n'a point de péché d'origine, qu'elle n'a point de concupiscence perverse, qu'elle ne pèche point, que ses laideurs sont des beautés, que la chair est sainte dans ses œuvres. L'humanité est toute divine, disent-ils; elle est Dieu! Délivrez donc ce Dieu captif. Délivrez-nous de toute loi, de toute règle, de toute conscience. N'obéissons plus, mais régnons. Régnons par la libre et pleine expansion de notre nature et de tous ses mouvements, et ce sera le règne de Dieu sur la terre.*
>
> A. Gratry.

Éclairer les peuples. — De quelle lumière ? — Par quels moyens ? — Par l'insinuation. — Par la Presse. — Par les Autorités politiques. — Par l'action directe de la secte. — Par l'introduction des étrangers en France.

L'argent est un moyen de séduction et de domination bien puissant, mais ce n'est qu'un moyen extérieur. Il en est un autre d'une efficacité plus grande et qui n'a point à craindre les vicissitudes de la fortune, parce qu'il agit sur l'âme et dans l'âme. C'est la perversion de l'esprit public et la déformation des consciences.

Dès avant l'émancipation des Juifs, l'un d'eux, l'Allemand Weishaupt, qui fut le créateur de l'Illuminisme, association

supérieure dans le monde des sociétés secrètes, fondée dans l'intention de les inspirer toutes et de leur donner l'impulsion et la direction aux approches de la Révolution, lui donna cette Instruction qu'il considérait comme fondamentale :

> Le grand art de rendre infaillible une révolution quelconque, c'est D'ÉCLAIRER LES PEUPLES, c'est-à-dire amener insensiblement l'opinion publique à désirer, à vouloir, à exiger les changements, qui sont l'objet de la révolution voulue.

Il ajoutait :

> Quand l'objet de ce vœu est une Révolution universelle, tous les membres de ces sociétés tendant au même but, s'appuyant les uns sur les autres, doivent chercher à *dominer invisiblement* et sans apparence de moyens extérieurs, non pas seulement sur la partie la plus éminente de la société, ou la moins distinguée d'un seul peuple, mais sur les hommes de tout état, de toute nation, de toute religion. Souffler partout un même esprit ; dans le plus grand silence et avec toute l'activité possible, diriger tous les hommes épars sur la surface de la terre vers le même objet. C'est dans l'intimité des sociétés secrètes qu'il faut savoir *préparer l'opinion.*

Et à quoi doit tendre cette mystification ? L'un des douze aréopagites de l'Illuminisme, le baron Knigge, nous éclaire pleinement là-dessus. Il écrit :

> Pour rétablir l'homme dans ses droits primitifs d'égalité et de liberté, il *faut commencer par détruire toute religion, toute loi civile, et finir par l'abolition de la propriété...* [1]

Voilà donc bien clairement déterminé et par les papiers mêmes de la secte le but où veut nous conduire la conspiration judéo-maçonnique. Le but vers lequel nous marchons depuis plus d'un siècle et que nous sommes près d'atteindre : abolition de toute religion dans l'Etat et même dans les familles dès l'enfance et la jeunesse ; abolition des lois civiles qui gênent la marche de la Révolution, abolition de la propriété par des impôts grossissants et par les lois qui règlent la transmission du bien familial. Ce n'est le désir ni l'opinion de personne ; on s'ingéniera à amener ces choses en fait et cela par l'opinion même et en faisant croire que ces choses et ces faits ne sont nullement des atteintes à la religion, à la famille, à la propriété.

---

1. *Code Illuminé. Système général.* T. II du procès de Munich. Pièces justificatives, p. 391-395. Cité par Robiano. Continuation de l'histoire de l'Eglise. Toutes les recettes de subversion mises en œuvre depuis la Révolution pour bouleverser le monde sont là, dans les papiers de Weishaupt, saisis et publiés en 1785 et qui ont été le fondement des accusations et des condamnations prononcées contre lui et ses complices.

C'est ce que les Francs-Maçons ne cessent de dire. Ils ne cessent de crier bien haut : « La Franc-Maçonnerie n'est pas une secte religieuse ni une association politique. Elle ne prend pas et ne veut pas prendre une part directe ni indirecte au gouvernement de ce pays[2]. » Mais consultez son « Bulletin », ses « comptes-rendus », aux ateliers, ses « publications clandestines », et vous vous convaincrez que toutes les lois soit politiques, soit antireligieuses, soit anti-familiales, votées par les Chambres, leur sont invariablement envoyées toutes faites du Grand-Orient. Il ne faut point croire que ce soit seulement sur les choses de grande importance que la secte exerce son art de mystifier le public et de le mener en fabriquant l'opinion. Tous les observateurs peuvent se rendre compte du « trust », de la coalition de milliers et de millions d'agissants mus par une même impulsion, le plus souvent inconnue, obscure, pour introduire les modes, changer les goûts, faire des succès d'estime ou démolir des réputations, se servant pour cela tantôt du bruit, tantôt du silence, aujourd'hui de diversions, le lendemain d'agitations, tout cela principalement par la presse.

Prenons pour exemple l'affaire Dreyfus. L'opinion était-elle favorable, le 17 novembre 1897, à la réhabilitation du condamné? Elle n'y songeait même pas. Tout à coup, dans les cafés, les cercles, les salons, on dit qu'un sénateur invite le gouvernement à procéder à la révision du procès. La nouvelle fait hausser les épaules. Mais le lendemain, l'affaire prend un retentissement surprenant, et le nombre des journalistes disposés à plaisanter de l' « innocent » est diminué. Le surlendemain il diminue encore. Au bout de huit jours vous ne rencontriez plus que des nouvellistes criant leurs angoisses. Quels sont les inspirateurs et les meneurs? C'est ce qu'il est assez difficile de distinguer ; mais l'embauchage n'était pas niable. Et pas seulement à Paris, mais dans toutes les capitales, à Londres, à Berlin, comme à Paris, dans tous les pays. En Allemagne, en Autriche, en Amérique des agences internationales fonctionnèrent sans arrêter ; et les fausses dépêches partent de là par paquets, pour donner à tous les journaux sur tous les points du monde la note à publier, afin de donner le change au public sur ce que venaient de faire soit les juges, soit les gouvernants.

2. Discours de clôture du Convent de 1904.

C'est ainsi que le Grand Convent annuel a pu déclarer[3] dans une délibération solennelle, que « défendre et excuser les illégalités reprochées à certains chefs militaires, c'est trahir la Révolution »... Il « signale le complot qui s'est noué contre la légalité »... Il « dénonce comme artisans du complot les cléricaux et les césariens »... Il « félicite les membres du ministère républicain d'avoir enfin déjoué les pièges des éternels ennemis de la liberté »... Il « prend l'engagement de les soutenir jusqu'au bout ».

L'opinion sincère ou factice de mille personnes organisées prime celle de cent mille à l'état chaotique. C'est ce qui explique la puissance dont la Franc-Maçonnerie a fait preuve en cette affaire et en tant d'autres. Elle a l'oreille et la langue dans toutes les coulisses aussi bien dans celles des assemblées politiques, des gouvernements, de la diplomatie, que dans celles de la presse, des salons, des cercles, des congrès, des assemblées quelconques.

Les Loges ne parlent que d'éclairer, de répandre la lumière. Leur principale occupation, c'est de jeter de la poudre aux yeux, c'est de suggestionner. Elles amènent par là insensiblement l'opinion publique à *désirer*, à *vouloir*, à *exiger* les changements qui doivent favoriser ou amener la révolution voulue, et la rendre infaillible.

« C'est dans l'intimité des sociétés secrètes, dit Weishaupt, qu'il faut savoir préparer l'opinion. »

Les idées maçonniques sont d'abord répandues dans les Loges sous l'aspect qui les rend séduisantes, avec la couleur qui leur donne l'apparence de la vérité et du bien. Imbus de ces idées, ainsi illusionnés,les Maçons s'en font apôtres, les répandent dans leur entourage. Ils suggestionnent et leurs suggestions vont plus loin et ont plus d'efficacité qu'on ne pourrait le croire. « Sous le prétexte le plus futile, a écrit Piccolo Tigre, de la Haute-Vente, créez, ou mieux encore, faites créer par d'autres des associations ayant le commerce, l'industrie, la musique, les beaux-arts pour objets. Réunissez dans un lieu ou dans un autre vos tribus encore ignorantes ; infiltrez le venin dans les cœurs choisis, infiltrez-le à petites doses et comme par hasard ; puis,

3. 19 septembre 1898.

à la réflexion, vous serez étonné vous-même de votre succès. »

Piccolo recommandait aux membres de la Vente qu'il avait instituée en Piémont, de ne pas hésiter à placer ces associations de musique et autres sous la direction d'ecclésiastiques : « Mettez-les, disait-il, sous la houlette d'un prêtre vertueux, bien noté, mais crédule et facile à tromper. »

Bien plus, il engageait à introduire des Francs-Maçons instructeurs jusque dans les confréries: « Ne craignez pas de glisser quelques-uns des nôtres au milieu de ces troupeaux [4]. Qu'ils étudient avec soin le personnel de ces confréries, et ils verront que peu à peu il n'y manque pas de récoltes à faire. » Cela s'est fait assez en grand au Mexique pour éveiller l'attention des évêques, qui, en retour de leur vigilance et de leurs recommandations, eurent à subir de graves persécutions.

Outre cette action directe d'homme à homme, il y a celle bien plus puissante, bien plus étendue qu'exercent les journaux. Personne n'ignore que les Juifs se sont emparés de la Presse. Ils tiennent dans tous les pays du monde la plus grande partie de la presse, même celle dite conservatrice, soit directement, soit par les annonces. Par elle, ils dirigent l'opinion, en toute question, dans le sens qui est favorable à leurs desseins [5].

Ainsi suggestionné, le public accepte les changements dans l'ordre public voulus par le pouvoir occulte, ou même il les exige,

---

4. Weishaupt avait donné un nom spécial à ceux de ses F.·. appelés à remplir ce rôle. Il les appelait *F.·. Insinuants*.

« Par le nom de F.·. Insinuant, dit Barruel, il faut entendre des Frères qu'on pourrait appeler les apôtres, les missionnaires de l'Ordre. »

5. Bien des Juifs sont rédacteurs dans les journaux réputés conservateurs, mais ils cachent leur nationalité, sous un nom d'aspect français. Exemples.

Pseudonyme :	*Vrai nom :*
Marcel Hutin	Maurice Hirsch.
Fordyce	Aaronsohn.
Adrien Vely	Lévy.
Nozière	Weill.
Paul-Louis	Paul-Louis Lévy.
Louis Forest	Gugenheim.

Ces messieurs appartiennent aux rédactions des journaux : *Matin, Journal, Œuvre, Petit Parisien, Gaulois, Temps*, et *Echo de Paris*. Depuis que ce relevé a été fait, bien d'autres ont été créés et très largement subventionnés pendant la guerre pour inviter les Français à se laisser faire par Guillaume II et après l'armistice à fomenter la guerre civile et à préparer la Révolution ; qu'il suffise de citer un peu au hasard le *Bonnet rouge*, dont Viviani, garde des sceaux et Ministre de l'Intérieur, fut le commanditaire pour vingt mille francs avancés, le *Journal du peuple*, le *Propriétaire*, l'*Humanité*, la *Vérité*, la *Tranchée républicaine*, la *Gazette des Ardennes*, etc.

il les impose par des actes plus ou moins révolutionnaires. C'est ainsi que le pouvoir royal a été partout déformé et que le gouvernement représentatif et même l'état démocratique de la société a été introduit dans toutes les nations européennes, même chez les peuples de l'Asie, où, depuis les temps les plus reculés, le souverain était considéré comme une divinité. Il n'y aura bientôt plus un seul peuple dans le monde, qui ne soit pourvu d'une constitution démocratique.

L'œuvre de la presse est facile, maintenant surtout que les esprits dépourvus de principes sont désemparés et ne demandent qu'à être conduits.

Dans un discours prononcé par un rabbin au congrès de Cracovie en 1840, il fut dit :

« Je propose, d'urgence, l'attaque contre la presse de tous les pays. Il nous faut à tout prix le monopole de la presse [6]. »

Le programme a été bien rempli. Les Juifs ont accaparé presque tous les journaux qui, à l'aide de bulletins financiers, préparent leurs rafles [7].

Dès qu'un journal atteint un tirage un peu considérable, ils l'achètent.

Tous les grands journaux — je parle de ceux existants avant la guerre, c'est plus vrai encore de ceux fondés depuis — sont à la solde des Juifs, le *Figaro* qui détruit savamment la foi de la haute société, le *Gaulois*, l'*Echo de Paris*, le *Petit Journal*, le *Temps*, moitié juif, moitié protestant, la *République Française*, la *Nation*, la *Lanterne*. D'autres, comme le *Journal des Débats*, le *National*, l'*Evénement*, le *Gil Blas*, sans avoir des directeurs juifs, ne cessent de raconter les faits et gestes des

---

6. *La Conquête du Monde*, par le major Osman Bey, p. 43.

7. M. Léon Daudet, dans l'*Action française*, nº du 20 janvier 1920, a appelé l'attention sur ce fait :

La « distribution » de la publicité financière, c'est-à-dire de la répartition à la presse des fonds de propagande des grandes banques et des grands organismes industriels était, à Paris, répartie entre quatre grands groupes également chargés des canalisations financières de la presse. A ce moment, un contrat d'association en bonne forme mit entre les mains de M. Mignon « la plus formidable concentration de capitaux connue jusqu'à ce jour en matière de consortium de publicité ». Par là il se trouva chargé, directement ou indirectement, de faire l'opinion par l'ensemble des organismes et de tenir à sa disposition la vie et la mort des journaux.

On sait à quel point la publicité financière influe sur la direction de la paix politique et le rôle capital qu'elle a exercé, notamment dans les élections de 1910. Bien des événements surprenants, dont la cause échappe au vulgaire, ont leur raison dans les tenants et aboutissants de la publicité financière.

Juifs. L'Autriche, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne sont envahies, comme la France, par la presse juive.

Pour conduire la masse du peuple aux suggestions de la Presse, il faut ajouter l'action qu'exercent sur les pensées et les sentiments du public les hommes en place, magistrats, représentants du peuple, ministres, rois et empereurs eux-mêmes.

Les Juifs se sont emparés de tous les postes qui donnent l'influence, l'ascendant, comme ils se sont emparés de la Presse et de l'argent [8].

M. G. Bois a publié en 1894 dans la *Vérité* la liste suivante des rois ou princes qui appartiennent à la Franc-Maçonnerie.

Le roi d'Italie, Humbert Ier, 33e en vertu d'un diplôme d'honneur.

Le prince Henri de Prusse, frère de l'empereur Guillaume, dont la *Chaîne d'union* raconta l'initiation à la Loge *aux Trois Globes* de Berlin.

Le prince de Galles, héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, Grand-Maître de la Maçonnerie pour l'Angleterre, l'Irlande et l'Ecosse.

Le roi Christian IX de Danemark, protecteur de la Grande Loge nationale de Danemark, laquelle a pour Grand Maître le prince royal Christian-Frédéric-Guillaume-Charles.

Le roi Oscar II de Suède et de Norvège, Grand Maître et le prince royal Gustave-Adolphe, substitut du Grand Maître.

---

8. La *Croix* de Belfort, pour ne prendre que cet exemple, a pu dire en 1891 :
« Nous avons à Belfort :
» Un trésorier-payeur général juif ;
» Un receveur d'enregistrement juif ;
» Un médecin chef de l'hôpital militaire juif ;
» Un médecin sous-chef de l'hôpital militaire juif ;
» Un colonel d'artillerie juif ;
» Un journal des Juifs (son gérant juif) ;
» Un président de Société (vélocipèdes) juif ;
» Un ancien commissaire-priseur juif ;
» Un instituteur juif.

» Rappelons que le sieur Ardisson, notre ancien préfet, appartient également à la secte dont Iscariote, Naquet et Rothschild sont les plus beaux ornements.

» Ajoutons qu'un magistrat juif brigue d'ores et déjà la succession du président de notre tribunal et qu'un juif (Lévy) est désigné pour remplacer le gouverneur de Belfort.

» N'oublions pas de dire que le nouveau commissaire de police, Gerschell, est aussi juif.

» Pour compléter le tableau, déjà suffisamment judaïque, il ne nous manque plus qu'un sénateur et un député juifs. »

Le grand duc de Bade Louis-Guillaume-Auguste, Grand Maître honoraire de la Grande Loge royale l'*Amitié*, du rite d'York, et dirigeant soixante-quatre Loges.

Le prince Henri de Schveinach-Carolath, Grand Maître effectif de la même Loge.

Le grand duc de Hesse Louis IV, protecteur de la Grande Loge de l'*Union maçonnique* de Darmstadt (huit loges).

Ces noms sont officiels, *ajoute M. G. Bois*, ils sont sur les listes publiées dans la Maçonnerie par la volonté des intéressés eux-mêmes. Et ce n'est pas tout, très probablement. Nous pourrions citer d'autres noms si nous avions sous les yeux les annuaires des rites étrangers. Ceux-ci sont à l'annuaire du Grand-Orient pour 1894.

Nous ne remonterons pas dans le passé, ce serait trop long; mais nous y trouverions de même, aux époques les moins comprises de l'histoire, un certain nombre de trônes occupés par des adeptes de la Franc-Maçonnerie. Quelle surprise ne recèle pas ce côté peu connu de l'histoire! Et quelles lumières imprévues sur certains événements qu'on eût crus déterminés par de tout autres influences que les influences vraies!...

Il y a vingt-cinq ans que ce relevé a été fait. Si un changement s'est produit depuis lors, il n'a pu se faire que dans le sens d'une dépendance plus générale encore et plus asservissante des « pasteurs des peuples » à la Synagogue.

Si des souverains, nous passons aux soi-disant « représentants du peuple », nous les voyons presque partout et en grand nombre n'être en réalité que les « représentants de la secte ».

Une statistique établie en 1885 montra le pays envahi tout entier par les étrangers.

Avant 1870, l'élément étranger arrivait au plus à 15 % de l'accroissement de la population. De 1872 à 1876 ce chiffre s'est élevé de 15 à 25 %; de 1876 à 1881, il arriva à 35 %, c'est-à-dire à plus d'un tiers. A quoi il faut ajouter soixante-dix-sept mille étrangers naturalisés légalement, mais qui ne renonçaient nullement à leurs attaches de race et de nationalité.

En 1913, à la veille de la guerre, l'*Action française* établit qu'il y avait à Paris cent mille Allemands. En Normandie, en Champagne, sur les frontières de l'Est, ils étaient aussi nombreux. Dans le Nord, ce sont les Belges qui fourmillent; dans le bassin du Rhône, sur les bords de la Méditerranée, en Algérie, en Tunisie les Italiens ne se comptent plus.

Jamais les gouvernants n'ont laissé s'établir sur le territoire national des colonies étrangères aussi nombreuses et pour la

plupart rassemblées de même nationalité sur un petit espace. M. Charles a posé un jour cette question :

« Comment cent mille Juifs, cinq cent mille protestants, trente mille Francs-Maçons et quelques milliers de métèques parviennent-ils à dominer un pays de trente-neuf millions d'habitants? Vous supposez, en souriant, que nous répondrons tout de suite : la République! La réponse ne serait pas mauvaise, mais il en est une autre un peu plus détaillée. Avant la République a été la démocratie. La démocratie dont la Révolution, le Consulat et l'Empire furent les agents politiques; la démocratie a commencé par isoler chaque citoyen français : 1° de sa famille, 2° de son corps de métier, 3° de sa ville, 4° de sa province, 5° de sa religion, 6° de toutes les diverses « sociétés secondaires » auxquelles il était rattaché. Par ce travail de séparation, le Français a été réduit à son unité individuelle, régie par une loi uniforme, rattachée à l'Etat central.

» Or, dans le moment même où nous devenions une poussière politique, quatre actions simultanées s'opéraient en sens contraire : une société secrète, la Franc-Maçonnerie, prenait une extension décisive; une nation, la juiverie, dont les familles étaient unies étroitement, recevait notre droit de cité française; les familles protestantes proscrites par Louis XIV, non seulement rentraient, mais la loi peu connue de 1790 leur conférait le privilège de rendre françaises, au même titre qu'elles et au même degré, les tribus étrangères dans lesquelles s'était mêlée la moindre goutte de leur sang; enfin, à la faveur de ces trois mouvements, de véritables fleuves d'étrangers crevaient de toutes nos frontières et sillonnaient le territoire dans la direction de Paris. »

Les étrangers naturalisés en France ou admis à y résider sont pour la secte un autre moyen d'action.

Longtemps les Juifs se sont tenus dans la coulisse se bornant à tirer les ficelles des marionnettes qu'ils faisaient agir. Mais dès qu'ils ont vu leurs affaires suffisamment avancées, ils se sont présentés eux-mêmes et ont voulu diriger et gouverner à découvert.

Grâce aux éclaircissements donnés à l'Académie de médecine dans la séance du 8 septembre 1891, nous savons que les Juifs atteignent en France le chiffre maximum de soixante-sept mille

huit cent cinquante et qu'ils forment le 1/560e de la population recensée ; un Juif pour cinq cent soixante chrétiens. Ces chiffres ont été considérés comme d'une rigoureuse exactitude, puisque c'étaient ceux d'un recensement officieux fait par les rabbins de France. Cette minorité infime accapare pourtant toutes les situations.

De 1903 à 1909, *écrit M. Tavernier*, à la feuille *The Nineteenth Century*, les fonctionnaires juifs se répartissaient ainsi : Armée, huit généraux, quatorze colonels, vingt-et-un lieutenants-colonels, soixante-huit commandants, cent et sept capitaines, sans compter les médecins et les officiers d'administration. — Magistrature depuis les juges de paix jusqu'aux conseillers de Cours d'appel, cent et dix. — Conseil d'Etat, vingt Juifs sur cent vingt membres. — Préfectures, conseillers de préfectures ou chefs de cabinet, vingt-cinq Juifs. — Ministères, entourage des ministres, cinquante Juifs. — Enseignement, professeurs de lycée ou de Faculté, deux cent deux Juifs, etc. — Conseillers du commerce extérieur de la France, la liste abonde en noms juifs signalés comme tels, avec ostentation par les archives israélites et par l'*Univers israélite*.

Pour le monde de la finance, du commerce, de la presse et du théâtre, *poursuit la revue anglaise*, il n'y a pas de chiffres, mais l'indication exacte peut se résumer en deux mots : multitude croissante.

Une autre revue anglaise a fait une liste des rois de la finance pour laquelle *The Nineteenth Century* ne donne pas de chiffres. De cette liste il résulte que dix-neuf sur vingt sont Juifs.

L'Université de France, elle aussi, s'enjuive de plus en plus.

Voici, par exemple, le *Collège de France*, c'est-à-dire le premier établissement universitaire de la nation française : actuellement, il s'y trouve *six* professeurs juifs, dont l'un, M. Bergson, occupe la chaire de philosophie grecque et latine ; les autres sont : MM. Oppert, Bréal, Maurice Lévy, Sylvain Lévy et Jacques Hadamard.

Il en va de même à l'administration des Beaux-Arts. Ce sont les Juifs qui sont chargés non seulement de faire les expositions d'Etat, mais de compléter et d'enrichir nos musées, dont ils ont la haute direction ! Au musée du Louvre, Kaempfen ; au musée du Luxembourg, Benedite : aux monuments civils, Jules Comte ; Directeur général de tous les musées de France, Roger Marx. Tous Juifs.

Il est donc vrai de dire que toutes les places qui donnent l'autorité et l'influence, qui permettent d'exercer une action prédominante dans les affaires comme sur l'esprit public, sont occupées par les Juifs. Le nombre des fonctionnaires de tous

ordres, appartenant à leur nation, est de dix fois plus élevé qu'il ne devrait l'être, eu égard à leur nombre dans la population française et supposé qu'ils eussent légitimement les mêmes droits que les Français de race.

La population juive à Paris et en France ne compte pas seulement des hommes en place. Le 1er mai 1920, à la veille de cette vague révolutionnaire qui vint soulever et agiter les syndicats de toutes les professions, le gouvernement a mis la main sur un grand nombre d'étrangers russes, polonais, espagnols, italiens, etc., la plupart de race juive. Les jours suivants ils vinrent par milliers. Une foule de Juifs polonais et russes s'étaient réfugiés à Vienne. Ils y étaient arrivés trois cent mille. L'Autriche les expulsa à son tour. Ils firent appel aux Droits de l'homme et se dirigèrent vers la France. Les Ghettos de l'Europe centrale se mirent en marche dans la direction de Paris, où ils s'installèrent dans les 14e et 18e arrondissements. Les principaux membres de la communauté israélite se réunirent. Ils exposèrent que ces malheureux étaient des exilés et qu'il n'y avait que la France pour les accueillir. Des souscriptions suivirent. Tous ces étrangers auraient pu grossir les armées de l'émeute — si ce qui était désiré et prévu eût éclaté — comme ils le firent en 1789 et années suivantes.

En 1806, M. de Bonald rappelait et voyait déjà s'accomplir la prophétie du célèbre Herder (mort en 1803) dans son *Adrastée*, annonçant que les enfants d'Israël viendront à bout par leur conduite systématique et raisonnée de réduire les chrétiens à n'être plus que leurs esclaves ; et « que l'on ne s'y trompe pas, ajoute-t-il, la domination des Juifs sera dure ». Elle l'est en effet.

Un an avant la guerre de 1914, le Juif Isaac Blümchen a publié en Russie un livre intitulé *A nous la France*. Le début de ce livre constitue le plus éloquent commentaire de son titre. Qu'on en juge :

La France est une expression géographique.

Le nom de France désigne le territoire compris entre la Manche et les Vosges, entre le golfe de Gascogne et les Alpes.

Les hommes qui sont maîtres de cette région s'appellent les Français.

Maintenant, c'est nous, Juifs, qui régnons et commandons en France où les indigènes nous obéissent, nous servent, nous enrichissent.

Donc, c'est nous les Français.

Un peuple remplace un autre peuple, une raie remplace une autre raie. Avec de nouveaux Français, la France continue [9]. »

Hélas! Quelle France!!! Le *Gesta Dei per Francos* deviendrait le *Gesta Luciferi.*

Ce que ce Juif dit avoir été fait en France par sa race, se fait également en Pologne, en Autriche, et l'on peut dire chez tous les peuples, mais d'abord chez les catholiques, qui ont été et restent encore, quoique dans une mesure amoindrie, l'ossature de la société que l'on veut démolir.

La conquête du monde par les Juifs est donc non plus seulement un désir, une espérance : elle est en marche.

Tenant entre ses mains la fortune publique et occupant toutes les places d'où peut s'exercer l'influence sur les esprits et la direction des événements, dans le monde, la secte s'est ménagé deux autres moyens d'arriver à ses fins, moyens qu'elle se réserve d'employer si et quand elle le juge utile ou nécessaire. Ces moyens sont la révolution sociale et les guerres. La propagande des idées, la possession des richesses et l'influence qui permet d'exercer, l'occupation des postes élevés du monde social, sont des mesures préalables qui donnent assurance de succès au coup décisif qui doit mettre Israël à la tête du genre humain, mais ne sont que cela.

Ce coup décisif pourra être porté, selon les circonstances qui se présenteront, par la guerre qui sera le couronnement de toutes celles qui, depuis la Révolution, ont tant remué les peuples, fait disparaître ou confondre tant de nationalités ; ou bien par la démocratie et le bolchévisme dont l'effet dernier doit être de renverser toutes les barrières sociales, politiques et religieuses, pour faire du genre humain une masse inerte aux mains de la race qui, elle, aura su se maintenir une et par conséquent forte au milieu de toutes les désorganisations.

Il est facile de constater l'existence sur tous les points du monde d'une association qui, à raison de sa présence en tous

---

9. L'*Alliance Israélite Universelle* avait conseillé à Blümchen, non pas de taire ce qu'elle estime une vérité, mais simplement de déguiser son nom sur le titre de son livre. « J'ai refusé avec mépris, déclare Blümchen. Je sais mieux ce que nous valons aujourd'hui. Quelle bassesse de faire croire aux Français que nous sommes de leur peuple, c'est-à-dire du *peuple* asservi, tandis que nous sommes le *peuple maître.*

» Guillaume II, après avoir dévoré ce livre, l'a lu à haute voix à sa famille et en a distribué à droite et à gauche plusieurs dizaines d'exemplaires. »

lieux, s'est appelée l'*Internationale*. Son organisation s'est plusieurs fois modifiée ; c'est pourquoi on distingue aujourd'hui la troisième Internationale de la seconde et de la première. Son objectif est toujours le même : livrer le suprême assaut à l'ordre social existant depuis les premiers jours du monde.

Dans sa forme première, l'*Internationale* eut pour fondateurs et ardents propagateurs des Juifs.

Le Juif Bernard Lazare le reconnaît :

Karl Marx, *dit-il*, donna l'impulsion à l'*Internationale*, bien que l'on ne puisse dire qu'il la fonda. Il fut l'instigateur du meeting ouvrier tenu à Londres en 1864, et d'où sortit l'Association. Les juifs y furent nombreux, et dans le Conseil général on trouve Karl secrétaire pour l'Allemagne et pour la Russie et James Cohen, autre Juif, secrétaire pour le Danemark. Outre Marx et Cohen, on peut citer Neumayer, secrétaire du bureau de correspondance de l'Autriche ; Fribourg, qui fut un des directeurs de la Fédération parisienne de l'*Internationale*, dont firent partie aussi Loeb, Haltmayer, Lazare et Armand Lévi, Léon Frankel, qui dirigea la section allemande à Paris ; Cohen, qui fut délégué de l'Association des cigariers de Londres au Congrès de l'*Internationale*, tenu à Bruxelles en 1868 ; Ph. Coenen qui fut, au même Congrès, le délégué de la section anversoise de l'*Internationale*, jouèrent plus tard un rôle pendant la Commune, où ils retrouvèrent d'autres coreligionnaires. Les Juifs y contribuèrent puissamment. Marx et Lassalle en Allemagne ; Aaron Libermann et Adler en Autriche ; Dobrojanu Ghéréa en Roumanie ; Gompers, Kahn et de Lion aux Etats-Unis d'Amérique, en furent ou en sont encore les directeurs ou les initiateurs.

Bernard Lazare dit ailleurs :

Karl Marx, ce descendant d'une lignée de rabbins, hérita de toute la force logique de ses ancêtres. Il fut *un talmudiste lucide et clair*, que n'embarrassèrent pas les minuties niaises de la pratique, un talmudiste qui fit de la sociologie et appliqua ses qualités natives d'exégète à la critique de l'économie politique (V. *L'Antisémitisme*, p. 342) [10].

En 1847, Karl Marx et Engel, au congrès de l'Union communiste de Londres, après avoir avancé comme vérité dogmatique que la société se divise en deux classes ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat, lancèrent leur fameux appel : « PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ».

En 1862, une députation envoyée à l'Exposition de Londres établit des rapports entre ouvriers français et anglais.

En 1864, un projet de fédération fut arrêté.

---

10. Karl Marx est né à Trèves en 1818 ; il est mort à Londres en 1883. Après avoir dirigé différents journaux, la *Gazette Rhénane*, les *Annales Franco-Allemandes* en collaboration avec Heine, il lança avec Engel le *manifeste du parti socialiste*.

En 1865, au congrès des étudiants, tenu à Liége, Lafargue demanda : « Qu'est-ce que la Révolution? » Il répondit : « La Révolution, c'est le triomphe du travail sur le capital, de l'ouvrier sur le parasite, de l'homme sur Dieu. Voilà la Révolution sociale que comportent les principes de 89, les Droits de l'homme portés à leur dernière expression. » A ce congrès assistaient plus de mille jeunes gens, venus d'Allemagne, d'Espagne, de Hollande, d'Angleterre, de France, de Russie.

En 1866, le projet de fédération fut discuté au congrès de Genève. C'est là que furent adoptés les statuts de l'*Association Internationale des travailleurs.*

Les congrès qui suivirent à Lausanne en 1867, à Bruxelles en 1868, à Bâle en 1869, établirent en principe le retour à la collectivité du sol, des mines, des carrières, des chemins de fer et de la terre arable [11].

Marx, tout puissant dans l'association, la tint, jusqu'au congrès de Bâle, sur le terrain économique. Intervint alors le célèbre révolutionnaire russe Bakounine, qui donna aux doctrines anarchiques une impulsion plus radicale encore.

La guerre de 1870 suspendit les progrès de l'Internationale. En 1872, son siège fut transféré à New-York.

Par moments elle parut sommeiller, mais son esprit est toujours bien vivant dans la classe ouvrière de tous les pays et ses principes animent toujours les écoles socialistes.

En février 1908, au cours d'une polémique avec Emile Pouget, rédacteur en chef de *La voix du peuple*, Lafargue fit connaître l'existence d'une association directrice de l'Internationale, l'*Alliance des Frères internationaux.* « Elle fut fondée, dit-il, par Bakounine pour faire l'évangélisation des classes ». Elle était dans l'Internationale pour la diriger d'après les instructions du conseil directeur de Suisse où trônait Bakounine.

La guerre qui, depuis 1914, tint la classe ouvrière tout entière en tous pays, enchaînée par la loi martiale, a-t-elle étouffé l'Internationale? Ce n'est point à croire. Nous la voyons à l'œuvre

---

11. Il est tristement intéressant de voir le rapport qui existe entre les vœux émis dans les congrès de l'Internationale avant la grande guerre et les projets de loi discutés et même adoptés par le Parlement en France depuis la réunion de l'assemblée œcuménique, tenue à Versailles, pour élaborer et régler le nouvel ordre qui doit être établi dans le monde.

en France et en tous pays, agitant les masses populaires par les grèves et par le bolchévisme.

Qu'est-ce que le bolchévisme?

A un rédacteur du *Corriere d'Italia*, qui avait obtenu un entretien du cardinal polonais Kakowsky, le cardinal qui connaît bien la Russie où le bolchévisme s'est manifesté d'abord, a répondu :

« Le bolchévisme n'est pas une doctrine. C'est un *programme de destruction*. On s'en est bien aperçu lorsque, dès les premières manifestations des bolchéviks russes, le bas peuple se souleva aux cris de : « Mort aux gens instruits ! » La tactique des bolchéviks consiste à surexciter les instincts sauvages pour les lancer à l'assaut de la civilisation. Ici encore on trouve l'action de la secte judéo-maçonnique. Il semble bien que l'influence des Juifs Trotzky, Ioffe, Kemenil, Radeck ait été prédominante dans la révolution opérée à Saint-Pétersbourg et dans la naissance du bolchévisme qui en a été la suite [12].

Mais l'action de l'Allemagne, qui avait un si grand intérêt à détacher les Russes de l'alliance contre elle avec la France et l'Angleterre, n'est pas moins certaine. Déjà, de son observatoire de Londres, Disraëli pouvait écrire vers 1870: « Une révolution formidable se prépare, se développe et grandit en Allemagne par l'influence des Juifs. » Avant lui, M. Gougenot des Mousseaux, dans son livre *Le Juif*, dont la première édition fut publiée en 1869, a signalé l'existence en Allemagne de « sociétés auxiliaires des Juifs qui se sont mis en tête d'unifier les peuples

---

12. L'un des premiers jours de janvier 1920, on pouvait lire dans l'*Humanité* cette convocation :

« Jeudi 5 janvier, à 20 h. 30, grande salle des Sociétés savantes, 8, rue Danton (Métro Saint-Michel ou Odéon), Conférence de Victor Griffuelhes, ex-secrétaire de la C. G. T.

Sujet : *Soviets et syndicats.*

1. L'enseignement de la Révolution russe ; Ressemblances entre les Soviets et l'Organisation syndicale française.
2. La situation économique de la France : Orientation de la production ; Etat du capitalisme ; Besoins de l'Etat.
3. Possibilité actuelle d'une révolution en France : action directe et réaliste du prolétariat : Doit-il adhérer à la production ? Grève générale et grève perlée. »

Le bolchévisme prépare donc son entrée en France. Le moment est bien choisi : l'effondrement de notre change, la cherté de la vie, l'inquiétude générale des esprits quant à l'Allemagne, offrent un terrain favorable à l'agitation révolutionnaire ; et la police est maintenant aux mains d'un fils et petit-fils de Boche.

et de les constituer en Empire, afin de substituer au moment favorable avec aisance et d'un seul mouvement aux gouvernements propres à chaque peuple, la République universelle. »

On peut donc dire que la secte judéo-maçonnique a compté et compte toujours sur l'Allemagne pour donner partout l'impulsion au mouvement qui doit s'étendre à l'univers pour le mettre tout entier dans les mains de qui sortira triomphant du bouleversement du monde.

Internationale, bolchévisme, pangermanisme impérial d'hier et démocratique d'aujourd'hui, haute banque juive allemande, ne seraient que des instruments de l'impérialisme d'Israël.

Chose curieuse, il a été dit que le rabbin Stefan Wise a été l'homme chargé de diriger occultement mais en réalité et en artiste la Conférence de la Paix [13].

On a pu d'ailleurs remarquer la présence, parmi les membres importants de la Conférence de la Paix, d'un certain nombre de Juifs : MM. Klotz (France), Baruch, Gompers (Etats-Unis), lord Reading, Montagu (Angleterre), Paul Hymans (Belgique).

On a remarqué également que la Conférence de la Paix s'est ouverte le *samedi* 18 janvier, au jour et à l'heure où, dans les synagogues, on lisait la première partie de la section sabbatique de *Yitro* relatant la promulgation du Décalogue. *Cette même section rapporte l'institution conseillée par Iéthro à Moïse de magistrats chargés* de régler les différends (*Exode*, XVIII), au nombre de soixante-dix, comme le Sanhédrin et comme aussi la Conférence de la Paix. A signaler encore la concordance de plusieurs passages du discours de M. Poincaré avec divers versets du Deutéronome (XVI, 20 ; XIX, 14 ; XVIII, 4 ; XXIV, 13-14) et du *Lévitique* (XIX, 35-36).

---

13. *Libre Parole*, 19 février 1917.

CHAPITRE XXX.

L'œuvre de l'Assemblée de Versailles.

Si l'Europe a besoin de la paix, elle a, surtout et avant tout, besoin de l'Ordre, sans lequel la paix n'est qu'un calme trompeur.
DE BONALD.

L'Assemblée des Nations a refusé à la France ses frontières naturelles. — Elle a ainsi mis l'Europe dans un danger incessant. — En même temps, elle comblait les vœux des nations protestantes. — Elle suivait en cela d'anciens errements.

La même assemblée s'est aussi appliquée à enlever à la France « la magistrature » qu'elle exerçait dans l'Orient et à y substituer l'influence protestante de l'Angleterre et de l'Amérique.

Au lendemain du jour où le GESTE de la France a délivré l'Europe et le monde, une assemblée œcuménique se réunit à Versailles pour étudier et dicter les conditions de la paix, et pour placer l'Allemagne en des conditions telles qu'elle ne puisse désormais écouter ses convoitises et se mettre en état de se jeter sur le monde si profondément troublé par la guerre, que l'ambition germanique venait de faire à tous les peuples sur le sol de la France.

Cette Assemblée fut composée de telle sorte que l'Angleterre put y disposer de près de la moitié des voix, que l'Amérique put en prendre la direction et que ces deux puissances protestantes purent recevoir le concours des représentants de populations encore païennes, mais bien armées, telles le Japon.

Le Saint-Siège n'y figura point, non qu'il refusât de s'y rendre, mais parce qu'il n'y fut pas convoqué, sous le prétexte spécieux mais sans consistance que la Papauté n'est pas une nation. Actuellement sans doute et par le fait de la Révolution ;

mais si les Etats du Pape n'existent plus, la Papauté reste une puissance, et une puissance hors ligne, la plus à même d'apporter à l'Assemblée les principes sur lesquels doit être basée la paix pour être salutaire et durable.

A la France fut donnée la présidence de l'Assemblée dans la personne de M. Clémenceau, présidence qui ne fut qu'honorifique ; l'autorité réelle fut exercée par le Président de la République des Etats-Unis, M. Wilson, qui arriva avec un programme tout fait et acclamé d'avance par la Presse libérale de tous les pays.

Qui a pu concevoir une telle organisation? Qui a eu la puissance de la faire adopter? Et à quelles fins? Les tendances qu'elle manifesta dès le premier jour et ce qu'elle fit ne le dirent que trop.

I. — La première œuvre de cette Assemblée des peuples de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie et même de l'Afrique fut de consolider l'œuvre de Bismarck que la victoire, pouvait-on croire, avait mise en pièces ; de maintenir l'Allemagne dans l'unité qu'il lui avait donnée, la mettant toute entière aux mains de la Prusse, gouvernée par l'aristocratie militaire de Berlin. Bismarck s'était donné la tâche d'achever l'œuvre des Hohenzollern, œuvre de déprédation, de spoliation et de brigandage qu'ils avaient commencée lorsqu'ils n'étaient encore qu'à la tête d'une principauté et qu'ils poursuivirent avec plus d'âpreté et d'audace lorsqu'ils purent gravir les degrés d'un trône royal. Ils se jetèrent successivement sur la Pologne, sur l'Autriche, sur le Danemark, sur l'Alsace-Lorraine. Ils ambitionnaient la conquête de l'Europe et du monde. Pour se garer, pour être en mesure de se défendre contre leurs entreprises, les autres nations s'étaient vues dans la nécessité d'armer toute leur population virile et d'épuiser leurs trésors. L'agression avait eu lieu et l'Allemagne avait été refoulée et vaincue. La chose la plus urgente à faire, la plus nécessaire était, semble-t-il, de briser l'unité germanique, de ramener l'Allemagne à son antique institution de royaumes et de principautés indépendantes les unes des autres. C'est ce que demandait l'affranchissement des peuples et le respect de la justice internationale. Tout le monde le comprenait. Aussi les organes de l'opinion en France, appartenant aux nuances les plus distinctes et les plus opposées, de

l'*Action française* à la *Lanterne*, réclamaient cette dislocation.

Que fit le Congrès de la Paix? Il lui était facile de vouloir traiter séparément avec chacun des Etats germaniques qui avaient envahi la France [1]. A tous les points de vue, cette manière de faire offrait les plus grands avantages. La Conférence a voulu traiter avec Berlin, ne s'aboucher qu'avec la Prusse, devenue, depuis la fuite de Guillaume, la République impériale, l'Empire-république, continuant à comprendre dans son unité tous les royaumes et principautés agglomérés par Bismarck. Ce fut une faute immense, la faute capitale, d'écrire en tête du traité : « *Et l'Allemagne d'autre part* », ce qui fit dire au *Washington Post :*

> Quand les Alliés se rendront compte, enfin, que l'unité allemande contient en germe une puissance guerrière qui serait pour le monde un danger mortel, ils s'occuperont peut-être de morceler l'empire allemand — chose qu'aurait dû faire la Conférence de Paris. Il faut que les Etats allemands soient séparés les uns des autres si l'on veut que l'Europe vive en sécurité. Puisqu'il s'agit d'avoir une politique allemande pour la vie de tous les jours et aussi en vue de la révision du traité, il ne saurait y en avoir d'autre que celle-là.

Tout au moins l'antique monarchie austro-hongroise eût pu être maintenue dans son isolement et même être fortifiée pour servir d'obstacle aux desseins protestants des pangermanistes, mais non, elle fut mise dans une quasi-impossibilité de résister à l'attraction de Berlin, qui ne négligera pas, dès qu'il le pourra, d'employer la force s'il en est besoin, pour se la soumettre et se l'annexer absolument [2].

---

1. Cela était d'autant plus facile que l'on eût répondu par là aux vœux des populations que l'Assemblée de Versailles a méconnues et feint d'ignorer. Lors de la première conférence allemande fédérative qui eut lieu en 1920 à Cassel et qui réunit, en nombre imposant, des représentants de toutes les parties de l'Allemagne, une décision fut prise à l'unanimité, demandant « l'Allemagne libre où tous les Etats fédérés jouiraient de droits égaux ». Il est cependant bon d'ajouter que cette Allemagne fédérative ne renonce nullement à devenir « la Grande Allemagne ». Elle accueillit par une longue salve d'applaudissements ce télégramme du professeur Fœrester, qui se trouvait alors en Suisse : « L'Allemagne peut, par l'extension intérieure du principe fédéraliste, travailler d'une façon décisive à la Fédération mondiale et donner ainsi une preuve convaincante de l'initiative qu'elle prend pour une nouvelle organisation de la vie des peuples. »

2. La campagne de presse en faveur du rattachement à l'Allemagne, commencée avant la guerre, n'a cessé de se poursuivre en Autriche même ; et l'Entente, sur cette question comme sur tant d'autres, paraît hésitante ou plutôt impassible. Affligé d'une ruine matérielle complète, le peuple autrichien doit faire face aux difficultés les plus graves qui puissent assaillir un Etat : embarras financier et misère, gouvernement socialiste, revendications

II. — Maintenue dans son unité, l'Allemagne reste l'arme au bras.

Le traité de paix a prescrit le désarmement. Pour qu'il fût sérieux, il eût fallu tout d'abord que les Alliés soient d'accord pour le vouloir. Le veulent-ils tous? Il y a bien des articles du traité de Versailles qui prescrivent le licenciement et le désarmement, mais des délais successifs ont été accordés au gouvernement de Berlin. Ces concessions ont donné à l'un de ses journaux, le *Lokal Anzeiger*, l'audace de dire :

> Le gouvernement devra faire comprendre à l'Entente avant le 10 juillet que la réduction de l'armée à cent mille hommes est complètement impossible et équivaudrait à livrer l'Allemagne sans défense aux tentatives d'émeute des indépendants et des spartakistes.

Une question a été posée à ce sujet à la Chambre des Communes. Le Ministre de la Guerre a reconnu que la commission militaire de contrôle interalliée avait fait connaître que l'Allemagne conservait quatre mille cent trente-cinq canons ou obusiers en plus de l'artillerie de fortification, et qu'elle possédait quinze mille deux cent quarante-huit aéroplanes transformables en avions de guerre dans un laps de temps très court, et cela malgré l'article 198 du traité de paix qui ne lui permet pas de posséder des forces aériennes militaires ou navales [3].

Cette déclaration du ministre anglais nous renseigne-t-elle complètement? On peut en douter. Les Alliés ne sont pas cer-

---

ouvrières les plus hardies, dangers menaçants pour l'Eglise. A la suite de l'abdication de Charles Ier, les classes bourgeoise et paysanne tombèrent dans l'abattement et s'effacèrent. L'or des soviétistes russes fit passer la force armée aux mains du prolétariat socialiste. On importa alors de Russie les conseils d'ouvriers et de soldats qui s'arrogèrent le droit de perquisitionner dans les immeubles. Cherchant à se défendre, les bourgeois convoquèrent une grande assemblée, mais les communistes armés envahirent la salle. Une garde bourgeoise fut alors créée et entra en action avec succès le 12 février 1920. Les chrétiens sociaux formèrent, en mars 1919, une coalition avec les socialistes en vue des élections. Elle exigea des sacrifices de part et d'autre. Les plus grands furent consentis par les chrétiens sociaux, bien que tout semble devoir les séparer de leurs associés : Religion, sociologie, question agraire, politique intérieure et extérieure.

3. En mai 1920, lord Nortcliffe, au cours d'un banquet qui réunissait les personnalités les plus en vue de l'aviation en Angleterre, a déclaré qu'en se basant sur les rapports d'enquêteurs très sérieux, on devait admettre que l'Allemagne avait réussi à dissimuler trente mille avions tant anciens que récemment construits.

« Il faudrait être absolument imbécile, a dit lord Nortcliffe, pour ne pas prévoir que l'Allemagne se réserve de jouer sa dernière carte dans l'air. Le nombre de ses pilotes augmente constamment et leur entraînement se poursuit avec une méthode admirable. »

tains du nombre d'hommes que l'Allemagne garde sous les armes et encore moins de ceux qu'elle pourrait armer [4]. L'unité créée par Bismarck et maintenue par le traité de Paix a réveillé les idées et les passions de l'esprit public national un instant abattu. Une circulaire, approuvée par le général Von Seckt, qui est l'âme de la résistance au traité, a prescrit de communiquer par langage chiffré tous les déplacements des officiers chargés par l'Entente de contrôler les effectifs de l'armée allemande.

Des étudiants des Universités allemandes sont allés rendre visite aux étudiants de la Hollande. Le *Maasbode* (n° du 28 avril 1920) a publié un article du Dr Gerard Brom, secrétaire de l'Association des Etudiants catholiques néerlandais, où il dit :

J'ai causé avec un étudiant qui fut au front pendant quatre ans et qui y fut grièvement blessé. Il a donc éprouvé toutes les misères de la guerre. Au lieu d'y avoir gagné des idées plus humaines, sa haine des Français était devenue si grande qu'il déclarait froidement et énergiquement : « Il y aura une nouvelle guerre (Ein Krieg wird kommen). » — Il ajoutait : « Il faut d'abord nous remettre un peu de la défaite. » Et il murmurait : « Ah ! ces Français ! » avec une colère indicible.

L'opinion de cet étudiant est très violente, certes, mais, hélas ! nombreux sont ceux qui la partagent, sans l'exprimer catégoriquement.

M. Renkin, Ministre de l'Intérieur en Belgique, s'est retiré après avoir prononcé un discours, pour lequel il n'eut point l'approbation de ses collègues. Il y avait dit :

On ne peut assez répéter aux Belges que les portes de leur pays restent ouvertes aux entreprises de l'Allemagne. Les alliances et arrangements militaires avec la France et l'Angleterre peuvent fournir un moyen de nous couvrir. Mais se réaliseront-ils ? Et dans quelles conditions ? Nous l'ignorons encore.

C'était un avertissement courageux donné non seulement à la Belgique, mais à l'Europe.

---

4. D'après des renseignements qui paraissent fondés, voici quelles étaient à ce moment les forces militaires du Reich :

1° 200.000 hommes de *Reichswehr* et à peu près autant d'hommes appartenant à l'ancienne armée ou à des formations diverses, soit 400.000 hommes.

2° 120.000 hommes environ de *Sicherheitswehr*, dont l'organisation se généralise et se perfectionne ; 200.000 hommes environ de volontaires et de troupes techniques, dont on poursuit activement le recrutement.

3° Enfin, une masse considérable de « gardes d'habitants », astreintes à des appels et à des exercices périodiques, et dont l'effectif total paraît atteindre environ deux millions et demi d'hommes.

Ces mêmes renseignements avertissent que l'Allemagne créait en Suède et en Norvège des usines de guerre et que la maison Krupp cherchait à s'installer en Hollande.

III. — Ce n'est pas seulement dans son unité et dans son armée que l'Allemagne est protégée et défendue contrairement aux intérêts de tous dans le présent et pour l'avenir, mais encore dans ses finances.

Phénomène bien digne d'attention, dès la constitution de l'Assemblée de Versailles, on vit le relèvement du mark allemand coïncider avec la dépréciation de notre monnaie, et les opérations de change international se faire à la hausse, non au profit de la France, mais au profit de l'Allemagne, sur le mark et non sur le franc. C'est donc qu'au sentiment de la banque internationale l'Allemagne avait des chances de ne pas payer et nous de n'être pas payés.

L'Allemagne a eu ainsi les moyens d'entretenir des forces armées importantes et aussi de soudoyer les grèves et les troubles sociaux en tous pays, les armées révolutionnaires en Pologne et en Russie. Ce qui ne l'empêchait point d'assourdir le monde, avec une impudence inouïe, des cris de sa détresse économique, et d'éluder ainsi tout paiement d'indemnité. A ses réponses dilatoires, restait à lui faire connaître qu'au bout d'un délai fixé, l'occupation serait étendue. Jamais ni les délégués anglais, ni les délégués américains, ni les délégués italiens, ni les délégués japonais n'ont été de cet avis : toujours la France a été battue au vote et l'ultimatum s'est éclipsé. En cela encore, l'Allemagne fut trop facilement écoutée par certains de nos alliés, malgré le trouble général que toute l'Europe en ressent.

Le 16 mai 1920, l'agence Havas recevait de son correspondant de Londres cette dépêche et la transmettait aux journaux :

« Les chefs de gouvernement se seraient arrêtés au chiffre de cent vingt milliards de marks à exiger de l'Allemagne, comme indemnité [5]. Mais il ne semble pas que l'accord se soit encore

---

5. M. Klotz, six mois auparavant, avait parlé de quatre cent soixante-cinq milliards. Pourquoi cette descente de quatre cent soixante-quinze à cent vingt milliards ? Parce que l'Allemagne ne cesse de se dire hors d'état de payer et que les Alliés prêtent à ses plaintes une oreille trop complaisante, et que notre résistance passive l'autorise à continuer ses cris et ses gémissements.

En fait, l'Allemagne ne s'acquitte pas de sa dette et elle a le ferme propos d'y échapper par tous les moyens, dont le premier est de gagner du temps. Le temps gagné par elle est perdu pour nous. En attendant, la France continue, pour les réparations, à « avancer » des sommes qui se chiffrent chaque mois par un milliard.

Il ne pouvait en être autrement. Occupée seulement jusqu'au Rhin et gardant son unité, l'Allemagne était engagée, excitée à violer des engagements

réalisé sur les modes de paiement. Le premier ministre anglais, assure-t-on, si désireux qu'il fût de marquer sa bienveillante sympathie en faveur des régions dévastées, ne put accepter qu'un droit de priorité fût reconnu à la France en vue de leur reconstitution, estimant qu'on ne peut choisir entre les victimes de la guerre, et encore moins donner un traitement de faveur pour les réparations à ceux qui ont subi des dommages dans leurs biens par rapport à ceux qui ont souffert dans leur personne, comme les soldats mutilés ou tués, dont l'Allemagne doit payer les pensions. »

Ces milliards de marks, seront-ils jamais versés? Ce qui s'est fait jusqu'à ce jour permet d'en douter. L'article 235 du traité dit que, jusqu'au 1er mai 1921, et à titre de provision, l'Allemagne paiera « l'équivalent de vingt milliards de marks en or ». Interrogé, en avril 1920, M. Fr. Marsal a répondu à la Chambre :

Au compte du remboursement des frais des armées d'occupation, nous avons reçu, jusqu'au 1er février dernier, six cent quatre millions de marks, ce qui représente, au cours du mark, moins d'un dixième de nos frais réels qui se montent à un milliard six cent millions de francs.

Ainsi nous avions reçu des marks-papier qui, en raison des fluctuations du change, ont une valeur variable et incertaine. Et cependant l'article 235 est formel. Il parle de marks-or ou de leur équivalent, convertibles en francs-or, en livres sterling ou en dollars. Nous étions donc bien loin du compte avec nos billets de la *Reichsbank*. Qu'en sera-t-il à l'avenir?

M. Millerand a déclaré à la Chambre, peu après, que si l'Allemagne manquait plus longtemps à ses engagements, on devrait envisager l'occupation de nouveaux territoires, et par cinq cent trente-cinq voix contre soixante-huit, la Chambre a approuvé.

Pour la France, *a dit le « Times » du 1er juin 1920*, la guerre et ses leçons sont de terribles réalités; et une paix telle que celle qui lui a été administrée jusqu'ici n'est pas la paix, — c'est purement et simplement une seconde figure de la guerre.

---

qui affectent toute sa vie nationale. L'exécution de ces engagements est étendue sur une longue série d'années : trente au moins. Sommes-nous condamnés, pendant trente ans, sans compter ce qui se passera ensuite, à prendre tous les six mois des mesures d'astreinte dont a parlé M. Millerand? Autant dire que la France vivrait en état d'alerte perpétuelle, alors qu'elle a besoin pour sa restauration de sécurité et de repos. L' « astreinte » est indispensable pour que l'Allemagne ne nous enlève pas l'un après l'autre les résultats de 1918. Mais il y a aussi « contrainte » pour nous, contrainte d'infliger des fatigues à nos soldats et des frais à notre trésor.

Voici la situation respective de l'Allemagne et de la France au point de vue financier qui résulte de cette manière d'entendre et de faire un traité de paix. La guerre nous a coûté deux cent neuf milliards ; les dévastations commises par les Allemands se montent à deux cents milliards au moins. Notre dette ne peut être inférieure à deux cents milliards, dont trente-trois que nous devrons payer en monnaie du pays aux Américains, aux Anglais et à divers neutres. Cependant notre change a baissé d'une manière inquiétante. Nos achats à l'étranger en deviennent ruineux. La confiance que nous inspirions à nos prêteurs diminue. La Banque de France a dû émettre une quantité de billets qui dépasse de beaucoup la quantité d'or correspondante. Nous avons pour trente-cinq milliards de papier-monnaie en circulation. Il faudrait que la Banque puisse faire rentrer ces billets et en détruire la plus grande partie, car leur abondance exagérée, en avilissant leur valeur, est, malgré leur cours forcé, une cause primordiale de la cherté de la vie.

Notre budget annuel sera porté à quinze ou seize milliards. Comment un pays de trente-six millions d'habitants pourra-t-il le supporter ? Tous ses habitants auront à payer en moyenne quatre cent cinquante francs par tête. Tout le fruit de notre travail tombera aux mains des lanceurs d'emprunt, exigé par eux en justice.

L'Allemagne a une dette de guerre à peu près égale à celle de la France, mais avec une population de soixante-dix millions d'Allemands contre quarante de Français [6].

---

6. M. Doumer, à la séance du 21 mars 1920, a donné des chiffres plus troublants encore. Il a dit : « Un budget de vingt-et-un milliards (le nôtre) donne pour trente-huit millions d'habitants cinq cent cinquante francs d'impôt par tête d'habitant... « L'Allemagne aura demain soixante-sept millions d'habitants. A cinq cent cinquante francs par tête, cela fait un produit d'environ trente-sept milliards. Croyez-vous que, dans ces conditions, l'Allemagne ne pourrait facilement nous payer une annuité de douze milliards de francs, qui représenterait, intérêts compris, les charges d'une dette de deux cent cinquante milliards de francs or, amortissable en trente ans. »

Elle ne le fera pas. Elle se sent trop bien appuyée. M. Paul Garun a publié à Lyon, en 1920, une brochure qu'il a intitulée les « Ploutocrates au pouvoir ». Il y dit que la mauvaise paix nous a été imposée par le *consortium* de ploutocrates internationaux et de socialistes pacifistes, écumeurs de la finance et de la presse, dont M. Woodrow Wilson a imposé les suggestions au Conseil suprême des Alliés : « La guerre n'aurait pas dû coûter un sou à la France; la plus élémentaire justice exigeait que l'Allemagne réparât complètement les dégâts dont elle était responsable ; elle le pouvait. Les Français avaient assez prodigué leur sang pour n'avoir pas à donner leur or ; individuellement même, dans la mesure du possible, les Français combattants auraient dû

Un écrivain qui signe Trygée dans divers organes, a pu dire avec vérité : « La France sort de la guerre écrasée et ruinée. L'Allemagne en sort moins écrasée, moins ruinée que la France. Et ceci du fait des décisions des Quatre. »

M. Frédéric Mathews, dans le *Journal des Escomptes*, a résolument averti la Société des Nations de ce que cet état de choses doit amener : « Si on laisse la France dépouillée, a-t-il dit, les Alliés peuvent culbuter l'un après l'autre comme des quilles. »

Autrefois, la moindre petite guerre nous valait des provinces, en sorte que les sacrifices d'hommes et d'argent que devaient faire les Français, avaient au moins cette compensation.

Aujourd'hui on a répondu en fait à leurs justes revendications : Vous avez raison. La raison doit vous suffire, alors surtout que l'honneur vient s'y joindre. Et la justice, devions-nous répliquer, qu'en faites-vous? La Haute Finance est venue encourager les définiteurs du traité de paix dans leur désir de justice; la paix doit être douce, disait-elle, et faisait-elle dire. C'était surtout le cri des banquiers de New-York, gros créanciers des pays belligérants de l'Entente, associés aux banquiers de Francfort, de Hambourg et de Berlin, moyennant la famille de Warbourg [7].

être indemnisés de leurs quatre années de luttes et de souffrances ; ils auraient dû avoir leur part : on ne leur a donné qu'une indemnité dérisoire, et ce cadeau n'a pas été porté au compte de l'ennemi, mais des autres Français. « Un terrible compte de peuple à peuple est ouvert, » a dit M. Clémenceau. Ce compte n'a pas été réglé. Il ne l'a pas été, parce que la paix est l'œuvre combinée des socialistes (dont l'intérêt du parti gémit de ce qu'ils osent appeler « le boulet de la Victoire », et appelle une paix ruineuse génératrice de mécontentements, de souffrances et de haines civiles) et des ploutocrates (qui, avant de faire bénéficier le pays de ses immenses sacrifices, ont voulu commencer par en bénéficier eux-mêmes).

Si l'Allemagne avait payé ce qu'elle devait et ce qu'elle pouvait, n'aurait-on pu, par exemple, diminuer la quantité des billets de banque en circulation ?

La finance internationale s'y est opposée : La France victorieuse paiera pour l'Allemagne vaincue. Nos institutions démocratiques ont été impuissantes à faire contrepoids à la force de l'or.

7. La *Pall Mall Gazette* a publié cette information qu'elle avait reçue de Londres :

« On peut affirmer, sur la foi d'une haute autorité, qu'un groupe très influent de financiers internationaux d'origine allemande et germanophiles met tout en œuvre pour mitiger autant que possible la rigueur des conditions de paix que les puissances alliées et associées vont imposer à l'Allemagne. Cette conduite n'est pas dictée par des raisons humanitaires, mais par des motifs pécuniaires.

» Des privilèges commerciaux du caractère le plus tangible sont, dit-on, le prix que ce groupe financier exige de l'Allemagne reconstituée, en échange de son aide.

» On dit que l'Allemagne est vivement désireuse de payer ce prix. Plu-

Paix douce au point de vue des revendications pernicieuses, soit : l'âme chevaleresque de la France y est naturellement portée. Mais que pour être douce, la paix exigeât de nous le sacrifice de nos frontières naturelles et de notre situation dans le monde, cela ne devait point être, et pourtant c'est ce qui s'est fait.

La rive gauche du Rhin eût dû être placée sous notre protectorat afin de maintenir au cœur de l'Allemagne, avec le sentiment de sa défaite, une prudence aussi nécessaire à elle que rassurante pour nous. Il n'en a rien été. Sans doute nous occupons cette rive, mais l'occupation qui nous a été accordée est compliquée de trop de réserves et de trop courte durée.

Le traité de Paix ne nous a point rendu même notre frontière de 1814, si nécessaire pourtant contre les agressions toujours possibles, toujours méditées et préparées de l'Allemagne, agressions aussi à craindre pour le reste du monde que pour nous.

D'ailleurs, l'histoire des pays rhénans montre combien sa population s'est toujours montrée en rapports avec la France au point de vue économique comme au point de vue intellectuel, particulièrement au temps de Philippe le Bel, de Louis XI, d'Henri II et de Louis XIV. Profitant de leurs dispositions, la monarchie française n'a cessé de maintenir ce peuple dans l'orbite de notre politique et ainsi de préparer de ce côté, comme du côté des Pyrénées et des Alpes, l'acquisition de nos frontières naturelles.

Les relations entre la France et les Etats rhénans restèrent aussi cordiales jusqu'à la Révolution. A chaque changement de règne en France, un office solennel était célébré dans la basilique d'Aix-la-Chapelle, pour demander à Dieu de bénir le nouveau Roi et son gouvernement. A la naissance d'un Dauphin, la ville de Cologne organisait des bals et des réjouissances publiques. Au mariage du Roi ou du Dauphin, les Electeurs accouraient

---

sieurs réunions ont eu lieu entre les représentants des principales banques allemandes et ce consortium international.

» Toute l'affaire est en réalité une conjuration secrète contre le commerce britannique et la reconstitution industrielle de la France. Il est très significatif que jusqu'à présent les Allemands eux-mêmes ne figurent pas en évidence dans la cabale qui se cache ingénieusement sous le couvert de banques et autres entreprises neutres d'origine allemande.

» L'exploitation de la Russie pour le bénéfice de l'Allemagne fait partie intégrante du projet. »

à Paris ou à Versailles pour prendre part à la cérémonie. Tel était le fruit de la politique de nos Rois vis-à-vis des Etats rhénans, qui, dans tous nos conflits du XVIIIe siècle avec l'Empire, n'ont jamais adopté d'autre attitude que la neutralité ou l'alliance avec la France.

Ainsi s'expliquent les acclamations dont nos troupes furent saluées à leur entrée dans ce pays au lendemain de notre victoire de 1918. Combien il était aisé et naturel, combien il eût été rassurant non seulement pour nous, mais pour l'Europe de délivrer ces régions de la domination prussienne, à elles imposée par les traités de 1814 et 1815 ! Ni le traité de Versailles, ni la commission chargée de diriger son exécution, ne le voulurent. En regard de cette mesquinerie à notre égard, faut-il mettre la libéralité, la générosité dont ils usèrent à l'égard de l'Angleterre? Elle put se faire sa part aussi belle qu'elle le voulut.

Elle obtenait la livraison entière de la marine de l'Allemagne, la cession, sous des rubriques diverses, de presque toutes les colonies de cet empire, elle voyait sa domination étendue, assurée dans les mers du Nord et de la Baltique. Par la Perse et la Mésopotamie, la Grande Bretagne a pu se mettre en mesure d'obtenir que son empire pût désormais être d'un seul tenant, de Calcutta au Caire. La Syrie forme une enclave dans cet immense domaine, et c'est pourquoi la politique anglaise refuse de laisser la Palestine attachée à la Syrie, comme le veulent la nature, la géographie et les vœux de la population, à moins toutefois que la Syrie ne tombe sous son influence, malgré les légitimes revendications de la France.

L'Amérique a également atteint son but de guerre. Elle put venir à Paris, se donner aux yeux du monde le prestige de jouer le grand premier rôle dans le règlement des affaires du globe. Elle est devenue le banquier nécessaire de tous les Etats de l'Europe. Bien plus, et chose étrange, elle s'est posée et elle a été acceptée comme le docteur des nations dans la personne de son Président, M. Wilson.

La Conférence s'est aussi montrée généreuse pour la nation juive, en particulier pour les communautés juives de Pologne, de Roumanie, de Tchéco-Slovaquie et de Yougo-Slavie. Elle a institué en leur faveur un régime qui fait de ces tribus une sorte d'Etat dans l'Etat sous le contrôle des grandes Puissances. De

là les résistances des Polonais d'abord, puis des autres, à signer les traités que la Conférence leur proposait. Celle-ci persiste à vouloir l'observance stricte des franchises qu'elle accordait aux Hébreux. Bien mieux. L'article 12 déclare que ces stipulations constituent des obligations internationales et seraient placées sous la garantie de la Société des Nations.

Quelle explication donner à cette diversité de traitement fait aux nations catholiques, France, Belgique, Autriche-Hongrie, Pologne, d'une part, de l'autre aux nations protestantes, Allemagne, Angleterre, Amérique? Nous n'en voyons point d'autre que celle-ci déjà formulée par J. de Maistre : les mystérieuses influences des sociétés secrètes sur les diplomates. Depuis le traité de Westphalie, toujours elle a marché dans le même sens.

En 1814 et 1815, cette explication pouvait seule répondre aux questions que soulevèrent les décisions prises au congrès de Vienne. Il a livré la Belgique catholique à la Hollande protestante ; il a rendu plus indissolubles les liens qui enchaînaient la Pologne à la Prusse, à la Russie et aussi à l'Autriche ; il a installé la Prusse protestante sur le Rhin depuis Benghem jusqu'à Emmerich, pays absolument catholique, gouverné, jusqu'au traité de Westphalie, par les archevêques de Trèves, de Cologne et de Mayence. Cette région ainsi collée à la Prusse était loin de l'aimer, et celle-ci, sentant cette inimitié, s'efforça par tous les moyens de la courber sous le joug de Luther, conformément aux instructions données en 1818 au gouvernement de Berlin, par Ancillon, ministre du roi de Prusse : « Ce qui nous couvrira contre la France, protectrice des catholiques, ce ne sont ni les garnisons, ni les villes de guerre, ni les forteresses fédérales, ce sera le mur d'airain du protestantisme ». Comme auparavant en Pologne, comme depuis en Alsace-Lorraine, pour dresser ce mur on employa les fonctionnaires et les instituteurs.

Lorsque, en 1845, le baron de Loe, devant les Etats provinciaux rhénans, dénonça et démontra l'effort systématique de la Prusse pour faire reculer le catholicisme devant l'agressive marée des fonctionnaires et des instituteurs protestants, sa voix fut étouffée, et Loe fut traduit en justice pour avoir fait publier son discours par un journal bavarois.

Il y eut des heures de persécution proprement dite : celles de

1837-1838, où deux archevêques, Mgr Droste-Vischering et Mgr Melchers, furent jetés en prison.

Après notre victoire, un souffle libérateur s'éleva sur le Rhin. On se demanda pourquoi les Alliés n'ont pas laissé ce mouvement, légitime à tous les points de vue, s'étendre à plaisir.

Il y avait d'autant plus de motifs d'arracher cette contrée du prosélytisme luthérien et de confier ses destinées à la France que cette mesure était demandée, pour le bien général.

Le maréchal Foch a cru devoir faire ses représentations à la Commission de la Paix. Il lui adressa quatre rapports dans lesquels il s'éleva avec vigueur contre l'insuffisance des garanties accordées à la France plus dangereusement exposée qu'en 1914. Il rappela le sacrifice de nos millions de morts et demanda si c'était pour de telles conditions d'insécurité qu'ils avaient donné leur vie.

Le Maréchal a ensuite reproduit et confirmé ces représentations au Conseil des Ministres, en présence des plénipotentiaires. Il résuma ainsi les mesures à prendre :

1° *La France doit se garder contre le retour d'agressions nouvelles;*
2° *Jusqu'au dernier centime, nous devons nous faire payer.*
3° Pour atteindre ce double but, les alliés doivent occuper la rive gauche du Rhin jusqu'au moment où l'Allemagne aura payé intégralement sa dette.

Quand elle en aura versé le dernier centime, alors seulement devrait intervenir une décision des alliés pour savoir s'il y a lieu de réduire, de maintenir ou de supprimer l'occupation.

Si ce point de vue était adopté, la France serait à l'abri derrière une frontière plus facile et moins coûteuse à défendre.

Le service militaire pourrait, en France, être fixé à un an, et cent mille Français, casernés dans les villes rhénanes, y vivraient dans les magnifiques casernes édifiées par nos ennemis séculaires.

Enfin l'Angleterre, la Belgique et la France seraient, sinon à l'abri d'une agression, au moins dans d'excellentes conditions pour la repousser le cas échéant.

On se contenta d'avoir écouté le Maréchal avec la déférence qui lui était due.

La prévision d'une nouvelle et plus terrible agression n'est, hélas! que trop fondée. Le *New-York Herald* a aussitôt publié la prévision que le cardinal Mercier a exprimée à son arrivée à New-York, résumé de ses commentaires sur les affaires du monde :

Interrogé sur le traité, la Ligue des Nations et autres questions politiques, le prélat belge restait silencieux. Mais, quelqu'un ayant fait en-

trevoir la possibilité d'une autre guerre qui pourrait à nouveau dévaster la Belgique, il hocha tristement la tête et fit solennellement la déclaration que voici :

« S'il y a une nouvelle guerre contre la France, ce sera toujours une guerre contre la Belgique. Nous serons sur le passage. *Et vous pouvez être sûrs qu'il y aura une autre guerre contre la France.* L'Allemagne se prépare à la revanche. L'esprit qui règne là-bas est le même qu'au moment de la déclaration de guerre. »

Que de journalistes, de parlementaires et d'hommes d'Etat allemands ont exprimé la même pensée, non pas comme prévision mais comme volonté bien arrêtée.

Note complémentaire.

Dans ses *Réflexions sur l'intérêt général de l'Europe*, M. de Bonald a traité en 1815 la question actuelle des droits de la France à posséder les rives du Rhin. Bonald pose en principe que si l'Europe a besoin de la paix, elle a, surtout et avant tout, besoin de l'*ordre*, sans lequel la paix n'est qu'un calme trompeur.

Puis il retrace à grands traits l'histoire de France à travers les âges, montre que rien de grand dans le monde politique ne s'est fait sans la France, qu'elle a toujours exercé une sorte de magistrature dans la chrétienté, qu'elle semble avoir été destinée à instruire l'Europe, tantôt par l'exemple de ses vertus, tantôt par les leçons de ses malheurs, si bien qu'un grand Pape a pu dire : « La France est un royaume gouverné par la Providence ».

Après cet hommage rendu à l'importance sociale de la France et à sa nécessité politique, Bonald observe que l'accroissement de la France est fini sur tous les points, hors un seul, la frontière du Rhin, « dernière limite des Gaules, berceau de la monarchie française, mouvance ancienne de sa couronne, et même, autrefois, partie de son territoire ».

Les sociétés, comme la nature, ayant leurs lois, la France, par la seule force du principe intérieur qui l'agite, sera portée à faire de continuels efforts pour s'établir sur le Rhin.

« Jusqu'au Rhin, la France est dans ses eaux ; au delà, c'est un autre ciel, une autre terre, d'autres hommes, d'autres mœurs, une autre langue. Tout est français en deçà du Rhin et le devient tous les jours davantage : tout est allemand au delà : c'est la Gaule, d'un côté, la Germanie de l'autre. »

L'historien-philosophe montre ensuite avec force que la présence de la France sur le Rhin est beaucoup plus utile à l'Europe qu'à la France elle-même.

« Non : ce n'est pas à la France qu'il importe d'aller jusqu'au Rhin. Les habitants de l'ancienne France n'en seront ni plus ni

moins heureux; son gouvernement n'en sera ni plus ni moins stable et fort. C'est pour l'Europe que cette mesure politique est nécessaire, parce qu'alors et seulement alors la France sera utile à tous les Etats et ne sera dangereuse pour aucun.

» C'est alors que la France pourrait donner l'exemple, unique au monde, d'une société qui, parvenue à ses derniers développements, n'ayant rien à craindre, rien à désirer, rien à acquérir, rien à perdre, en paix avec tous ses voisins, tranquille sur toutes ses frontières, peut agir sur elle-même, et employer ses talents naturels et ses connaissances acquises à perfectionner ses lois, ses mœurs, son administration, sa constitution, à tout réparer et à tout maintenir dans l'ordre, à fermer les plaies faites à la religion, à la justice, à la morale, à la propriété, ces bases fondamentales de l'Ordre social. Qu'on daigne nous en croire, c'est un pareil modèle qu'il faut à l'Europe, pour apaiser ce lion irrité d'un long combat et prêt à le recommencer. »

Bonald montre ensuite la France, quand elle sera parvenue jusqu'au Rhin, procédant à la démobilisation de ses armées, les réduisant au strict nécessaire pour le maintien de sa police intérieure et la sûreté de ses frontières, diminuant peu à peu les impôts, faisant cesser enfin cette guerre intestine, *fiscale*, entre l'Etat et la famille, qui trouble les Etats européens et qui, en ôtant à la famille le nécessaire, ne parvient pas à satisfaire les besoins sans cesse accrus des gouvernements.

« Dans cette situation où jamais nation ne s'est trouvée, tout bien intérieur est possible. Il appartient, ce semble, à la France qui a ouvert à tous les peuples les routes de la civilisation, d'être la première à en atteindre le terme; et, en réduisant la perfection possible d'une société à ses justes bornes et à la mesure de la faiblesse humaine, j'ose avancer comme un axiome de haute politique et de véritable philosophie, qu'il n'y a qu'une société *finie* qui puisse devenir une société *parfaite*. »

L'Assemblée des nations ne s'est point contentée de s'appliquer à énerver la France chez elle, à lui refuser ce qui devait faire sa force de résistance dans l'avenir, elle s'est aussi appliquée à lui ravir ce qui avait fait jusqu'aujourd'hui sa considération devant le monde, son prestige, sa magistrature, comme a dit J. de Maistre, et la puissance morale dont elle s'était servie pour élever en tous temps et partout la civilisation.

C'est ainsi qu'a été reconnu et est rémunéré notre « geste » libérateur qui aurait pu devenir pour tous les peuples la rédemption du joug que la secte judéo-maçonnique fait peser sur tous, de l'esclavage dont elle menace le genre humain.

Nous disons ailleurs la situation qu'avaient faite à la France dans la Syrie les traités conclus entre nous et la Porte par Charlemagne, S. Louis, Louis XIV, etc. Nous y disons aussi quelle était encore cette situation en 1914, la sympathie des populations, la confiance dont elles nous honoraient, notre commerce avec elles, les écoles et autres établissements fondés par nous sur leur territoire. Enfin nous avons dit les efforts faits en ces derniers temps par les nations rivales, notamment par l'Allemagne et l'Italie, pour s'emparer du protectorat que nous y exerçons, les lâchetés, on pourrait dire les connivences de nos gouvernants, et la fermeté que le Saint-Siège a déployée pour nous maintenir dans nos droits.

Le premier devoir des Alliés, après notre victoire et la conclusion de la paix, était de nous réintégrer dans la plénitude de ces droits et même d'obtenir de la Turquie qu'ils fussent amplifiés.

Qu'ont-ils fait [8] ?

En 1914, la succession turque parut définitivement ouverte

---

8. M. de Brèves, qui négocia la Capitulation de 1604, écrivit dans son *Discours sur l'alliance qu'a le Roy avec le Grand Seigneur, et de l'utilité qu'elle apporte à la chrétienté :*

« Quelle gloire au roy de France très chrétien d'être seul protecteur du saint lieu où le Sauveur du monde a voulu naître et mourir ! Quel contentement de voir que le Saint-Sépulcre soit servi de trente ou quarante Cordeliers, choisis de toutes les nations, lesquels prient Dieu continuellement pour la prospérité des princes chrétiens et particulièrement pour notre Roy, leur seul conservateur, sous l'aveu duquel ils ont pouvoir d'habiter en Hierusalem, y faire librement le service divin, et recevoir les pèlerins de toutes nations ! »

M. de Brèves soulignait en outre l'avantage d'avoir à Constantinople des collèges où Dieu était servi avec le même culte et presque la même liberté que l'on peut faire au milieu de la France :

« Sans mettre en considération un nombre infini de chrétiens grecs et arméniens, lesquels en leurs plus pressantes nécessités, et lorsqu'ils se sentent oppressés, n'ont recours plus assuré, et ne cherchent autre protection que le nom puissant de nos rois, qui les met à couvert par le ministère de nos ambassadeurs... Tous les évêques des îles de l'Archipel subsistent par le seul nom français et se maintiennent avec cette protection. »

Après avoir évoqué ces vieux textes, on n'ouvre pas sans mélancolie le *Journal* où Saint-Brice examine les clauses essentielles du traité turc et constate qu'il signifie a fin du protectorat catholique : « Non seulement la garde des Lieux Saints est abandonnée à une commission britannique, mais la protection de toutes les minorités est attribuée à la Société des Nations. Le protectorat catholique est absolument supprimé. »

et devoir être définitivement réglée. A l'heure actuelle, il n'en est rien. Les compétitions sont toujours aussi nombreuses et aussi ardentes.

D'abord la Russie, force de l'*orthodoxie*, protectrice des chrétientés schismatiques. Dans les Balkans et en Turquie, tous les chrétiens étaient encouragés à se tourner vers elle comme vers leur protectrice attitrée. De larges subsides les maintenaient dans cette disposition et tout ce qui sert au culte : livres liturgiques, ornements, vases sacrés, images, leur venait de la « sainte Russie ». Si la Révolution n'eût éclaté en Russie en pleine guerre, le Tsar entrait triomphant à Constantinople. Ses alliés le lui avaient promis, et il était maître de la moitié de l'Empire turc. C'était, pour de longues années, l'impossibilité pour les chrétiens orthodoxes d'envisager la question du retour à la véritable Eglise, c'était pour des millions de catholiques la persécution dont leurs pères ont eu à souffrir si souvent et si cruellement sous le sceptre des Romanoff. La Providence n'a pas permis cette exaltation de la Russie. La Russie orthodoxe n'est plus un charme ni une menace pour les chrétiens orientaux, séparés de l'Eglise catholique. Ils peuvent ouvrir les yeux à la lumière de la vraie foi qui pourra leur être présentée par de vrais apôtres.

La Russie écartée, restent en présence l'Angleterre et la France. Nous laissons de côté les concurrents de moindre importance : la Grèce, qui occupe le vilayet de Smyrne et qui va s'installer en Thrace ; l'Italie, qui a débarqué à Adalia et a jeté son dévolu sur une notable partie de l'Anatolie ; l'Amérique, qui recommence avec l'Arménie les intrigues qui, sous l'action de la Russie, troublèrent si souvent la paix du monde et qui ne cache pas sa convoitise de Constantinople.

L'Angleterre a déjà mis la main sur l'Egypte, si française de cœur et de culture, sur l'Arabie, la Mésopotamie et les trois quarts de la Syrie-Palestine.

Toutes ces Puissances ne sont d'accord que pour évincer la principale héritière qui est la France. Il a été décidé à la Conférence de la Paix que la Syrie tînt entièrement son autonomie sous la tutelle ou le protectorat d'une des Puissances victorieuses. M. Wilson voudrait que ce mandat fût donné aux Etats-Unis. Pour le moment, de par le général anglais Allenby qui

commande en chef les troupes alliées dans cette région, la Syrie est divisée en trois zones. L'administration anglaise régit le pays situé au Sud de Tyr ; à l'administration militaire française a été confiée la partie de la côte qui, de cette ville, atteint Alexandrette avec Saïda, Beyrouth, Tripoli et le Liban ; aux Arabes la partie orientale, y compris le vilayet de Damas, Alep et le Hauran. La France aurait pu envoyer des troupes plus nombreuses en Asie-Mineure et y avoir une occupation plus grande, mais elles étaient occupées en Belgique et dans le Nord de la France à combattre pour couvrir les côtes anglaises.

La France, à l'exclusion de n'importe quelle autre Puissance, a de temps immémorial des traditions, des intérêts et des droits en Syrie et en Mésopotamie. Elle ne saurait y renoncer ; et de son côté, la Syrie compte sur le protectorat de la France. Confiants en ses déclarations ses habitants ont manifesté hautement leur attachement à la France. Certains, pour ce fait, ont été déportés, d'autres pendus, d'autres voués à la faim. Il est de notoriété, d'ailleurs, que le caractère et les aspirations des Syriens ne s'accordent qu'avec la France.

Cependant le gouvernement anglais réussit à mettre des entraves à notre droit en favorisant l'intrusion du gouvernement chérifien dans les affaires de la Syrie. En même temps, les incidents fâcheux, les atteintes à notre prestige et à nos droits se multiplient dans des proportions graves.

Un comité mixte, composé de chrétiens et de musulmans, s'est constitué à Jérusalem. Il ne veut pas plus du mandat britannique que du mandat américain, tous deux comportant le sionisme.

Le *Times* a abordé ce sujet difficile des agissements de l'Angleterre en Syrie avec un effort de franchise louable. Il convient de quelques-uns des torts qu'ont eus les agents militaires et civils de son pays. Il reconnaît chez eux une « tendance indéniable à ignorer les droits et les intérêts traditionnels de la France en Syrie ». Le *Times* exprime sur le fond de la question l'avis de la bonne foi et du bon sens, en reconnaissant, dans des formules assez ambiguës cependant, que le point de vue français est d'accord avec la géographie, l'histoire et la population.

Dans l'obstination de nos hommes politiques de ne pas causer

avec le Pape, le Saint-Siège a pris, pour ainsi dire, un moyen détourné d'affirmer de nouveau nos droits. Dans un Bref officiel, l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand a été conféré à M. de Pierredon, « principalement pour l'appui considérable donné au protectorat de la République française sur les Lieux-Saints de Palestine ». Le Saint-Siège confirmait ainsi une fois de plus notre mission douze fois séculaire !

Le bénéficiaire de ce Bref, qui était alors à l'armée, s'empressa d'en donner connaissance au gouvernement français. Ce nouveau titre a dû être mis à notre actif et joint aux nombreux titres anciens, parmi lesquels il est bon de rappeler la circulaire de la Propagande « *Aspera rerum conditio* » du 22 mai 1888, et la lettre mémorable adressée le 20 août 1898 au cardinal Langénieux par S. S. Léon XIII.

En septembre 1919 est venu à Paris Mgr Hoyek, patriarche des Maronites, sur qui il n'a pas seulement juridiction spirituelle, mais dont il est le chef civil dans des conditions traditionnelles spéciales à ce pays. Il est venu, non seulement au nom des Maronites, mais au nom de toutes les communautés libanaises dont il est le représentant qualifié, demander à la Conférence de la Paix l'autonomie complète du Liban agrandi, restauré dans ses frontières naturelles. Il demande pour le Liban la protection de la France.

« Dieu, le Pape, la France », a déclaré à maintes reprises Mgr Hoyek aux visiteurs qui se sont présentés à lui depuis son arrivée à Paris, « voilà notre devise. Nous voulons notre indépendance et nous ne la voulons qu'avec un mandat français. »

C'est cette thèse de l'indépendance complète d'un Liban étendu jusqu'à ses frontières naturelles avec l'aide et le concours de la France, que Mgr Hoyek est venu soutenir et défendre à Paris devant la Conférence de la Paix.

Malgré tout cela, le *Journal des Débats*, en 1919, était amené à poser cette question douloureuse: « Comment pourrions-nous, après la victoire de 1918, perdre en Orient une situation que la défaite de 1871 ne nous avait pas enlevée ! »

La politique de l'Angleterre a fait surgir deux éléments nouveaux, en guerre l'un contre l'autre et en opposition l'un et l'autre avec les intérêts et les traditions de la Syrie : l'arabisme et le sionisme. Ils ont prétendu soumettre aux musulmans de

l'Hedjaz des pays chrétiens et, au mépris de toutes les invocations à la civilisation et au progrès, livrer les populations fort civilisées des Echelles du Levant et du Liban aux tribus encore nomades de l'Arabie. Ils ont prétendu faire une « nation syrienne » et l'ont démembrée en lui enlevant la Palestine convoitée par l'Angleterre. Ils ont donné à la France un mandat sur la Syrie ; mais elle trouvait là en face d'elle l'émir Fayçal qui rêve de faire un vaste Empire arabe, tourné non vers Paris, mais vers La Mecque. Et ainsi, la Syrie devenait le champ clos de toutes sortes de rivalités qui, demain, pourraient être des conflits armés : rivalités entre Juifs et chrétiens à Jérusalem et en Palestine ; rivalités entre chrétiens et Arabes dans le reste de la Syrie. Telle a été la solution anarchique que les signataires de la paix ont donnée à la question de Syrie [9].

Vint le traité turc. Il paraît encore plus défavorable au point de vue français. La France en sort diminuée. Elle perd à ce traité la situation privilégiée que les capitulations ottomanes lui assuraient dans tout l'Orient. Elle perd la Palestine qui, depuis les croisades, était sous notre influence. Le traité fait passer aux successeurs de Richard Cœur de Lion l'héritage de Philippe-Auguste et de S. Louis. Elle y perd encore le protectorat moral de l'Arménie qui avait coutume d'en appeler à la France de la barbarie turque et de la tyrannie russe. Elle est maintenant laissée aux influences protestantes d'Amérique et d'Angleterre.

Une puissante association s'est aussitôt constituée aux Etats-

---

9. Trois principes résument la solution adoptée. Le premier est que l'administration de la province sera confiée par les principales puissances alliées à un mandataire (qui n'est pas nommé). Le second est qu'il y aura en Palestine un « foyer national juif ». Le troisième est que la Société des nations nommera une Commission chargée de régler les questions « relatives aux diverses communautés religieuses ».

Lisons entre les lignes.

Le premier principe signifie que l'Angleterre prend possession de la Palestine en raison de son utilité stratégique. C'est la suite naturelle de la main mise par elle sur le canal de Suez.

Le second principe signifie que les Anglais paient aux Juifs la dette qu'ils ont contractée vis-à-vis d'eux le jour où là-bas ils ont mis en avant l'influence sioniste, en vue surtout de contrecarrer l'influence française.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir la haute gravité du troisième principe. L'Angleterre prend la Palestine comme bastion de l'Egypte. Elle prend Mossoul et la Mésopotamie. Elle tient le haut du pavé de Constantinople. Elle a fait surgir autour de Fayçal un empire arabe dont elle a organisé toute la constitution contre nous. Elle a de l'Egypte et de la Méditerranée la voie libre devant elle vers l'Inde.

Unis dans le but d'amalgamer les intérêts de tous les établissements d'enseignement qui ont été fondés dans l'Empire ottoman. Cette organisation doit comprendre les écoles primaires et secondaires en Syrie, Palestine, Arabie, Mésopotamie, Anatolie, les Balkans, le Caucase, et éventuellement en Perse, en Egypte et même en Abyssinie. Dans ces divers territoires ont déjà été envoyés des professeurs américains qui ont recruté un total de trente-et-un mille trois cent vingt-neuf élèves et quatre millions soixante-dix mille cent trente-six dollars ont déjà été dépensés pour cette entreprise [10].

Nos écoles avaient fait du français la langue de tous ceux qui représentaient là-bas la civilisation. Qu'en sera-t-il dans quelque temps?

Le *Times* a avoué que « la France a peu récolté des fruits de la victoire et qu'elle en a goûté moins encore. » Rien de plus évident. L'Angleterre peut s'en réjouir ou du moins se féliciter de la part qui lui est faite, alors que c'est pour la défendre aussi bien que pour défendre notre propre patrie, que nous avons sacrifié un million cinq cent mille de nos enfants, sans parler du reste [11].

L'Allemagne regarde et se frotte les mains.

Dans son Epître aux Romains, chapitre XI, l'apôtre saint Paul parle des Juifs et de leurs destinées dernières : « Je ne veux pas, frères, que vous ignoriez ce mystère : Une partie d'Israël est dans l'aveuglement jusqu'à ce que la masse des Gentils soit entrée (dans l'Eglise)... Je demande donc : Ont-ils bronché, afin de tomber pour toujours? Loin de là! Par leur chute, le salut est arrivé aux Gentils afin de causer une émulation qui la fît rentrer en eux-mêmes. Or, si leur chute a été la richesse du monde et leur amoindrissement la richesse des Gentils qui se sont convertis en si grand nombre, quelle grâce ne verrons-nous pas reluire quand ils retourneront avec plénitude! Si leur réprobation a été la réconciliation du monde, leur rappel ne sera-t-il pas une résurrection de mort à vie? Que si les prémices tirées de ce peuple sont saintes, la masse l'est aussi; si la racine est saine, les rameaux le sont aussi, et si quelques-unes

10. Notes publiées par les agences de New-York.
11. Le comte Dupleix a publié un tract des plus vivants : *La France sera-t-elle expulsée de l'Orient?*

des branches ont été retranchées, et que toi, Gentil, qui n'étais qu'un olivier sauvage, tu aies été enté parmi les branches qui sont demeurées sur l'olivier franc, en sorte que tu participes au suc découlé de sa racine, garde-toi de t'élever contre les branches naturelles. Que si tu t'élèves, songe que ce n'est pas toi qui portes la racine, mais que c'est la racine qui te porte. »

Etait-il possible de ménager plus délicatement les Juifs et avertir plus sévèrement les Gentils?

Donc il y aura un jour où les Juifs se convertiront, non plus un à un, mais en masses compactes, si bien qu'il sera possible de dire qu'Israël s'est enfin converti à Jésus qu'il a crucifié.

C'est un préjugé généralement reçu que la fin du monde doit suivre de près cette conversion. Ce n'est nullement une chose certaine.

En 1911, le P. Mertura, à l'occasion du mouvement sioniste, appuya cette opinion. Un savant Bénédictin, Dom Micheux, publia dans l'*Univers* une série d'articles montrant que ce préjugé est peu fondé : « Ce serait, disait-il, infliger un démenti flagrant aux anciennes prophéties et aux affirmations de notre divin Rédempteur que de le soutenir. Il faudrait supprimer des Saintes Ecritures, non des chapitres entiers, mais presque tous les livres. »

Dom Micheux termina ainsi son dernier article : « Ce qui se fait actuellement en Palestine serait-il le commencement de l'accomplissement de ces prophéties? Il n'y a ni à le croire ni à le penser. C'est un fait purement humain dont le Seigneur se servira, s'il le veut, à sa guise. Mais si dans tout ce qui vient d'être lu, il n'y a pas à conclure qu'il faille prendre parti pour ou contre ce mouvement juif, nous sommes, d'autre part, avertis. Mais qui veut croire? Qui veut entendre? Le discours prononcé au Congrès Sioniste de Lemberg est-il autre chose que le programme qui s'exécute sous nos yeux et par nos mains chez nous? On veut ne voir dans ces discours (ils se redisent partout parmi les Juifs) que de vaines rodomontades. Les Juifs, depuis plus de dix-huit cents ans, souffrent de leur péché contre le Christ... A notre tour, hélas! nous souffrirons bientôt, sinon déjà, du nôtre.

« Et cependant, le coin de voile soulevé dans ces questions ne suffit point à laisser prévoir ce que le Seigneur annonce et

veut faire pour son Eglise. Les événements dans lesquels nous vivons et nous nous mouvons sont d'une plus haute importance. Et si la plupart des hommes ne préféraient marcher et palper dans les ténèbres, il y aurait joie et force à les considérer à la lumière des divines Ecritures. Mais qui veut croire à la parole de Dieu ?

» Ne semblerait-il pas que nous arrivons, si nous n'y sommes, à ces jours dont le prophète Isaïe a dit : « *Ecce tenebræ operient terram, et caligo populos* : Voilà que les ténèbres couvriront la terre ; et un brouillard sombre les peuples ? »

» Les plus sages et les plus clairvoyants ne confessent-ils pas, dans nos grands journaux de Paris, que jamais dans les affaires humaines on ne vit moins clair ? Pourquoi, si ce n'est parce qu'on ne veut plus de celui qui est la lumière, Jésus-Christ ? »

C'est en 1911 que Dom Micheux était déjà autorisé à faire ces observations. Ce que Moïse disait aux Hébreux [12], n'a-t-il pas son application de nos jours : « Ceux qui resteront seront affligés jusqu'à ce qu'ils confessent leurs fautes et celles de leurs aïeux. Mais je me souviendrai de mon alliance. » Au Deutéronome, Moïse dit encore : « Tu reviendras au Seigneur ton Dieu et tu écouteras sa voix [13]. »

Puisse cette promesse se réaliser au plus tôt pour Israël et aussi pour la France !

---

12. Levit., chap. XXVI.
13. Chap. IV, V, 26, 31.

CHAPITRE XXXI.

Le Sionisme.

> *Restaurer la puissance juive à Jérusalem, ce n'est pas seulement assurer un lieu d'asile aux Juifs malheureux; c'est, dans l'idée sioniste, ranimer dans leur cœur leur foi en eux-mêmes, leur rendre la conscience et l'orgueil de leur race. La Palestine n'est-elle pas la terre où sont attachées toutes les traditions religieuses et nationales du peuple Juif? A Jérusalem, et surtout à la colline sacrée de Sion ont toujours été attachées ses espérances mystiques.*
>
> Herzl, dans la *Neue freie Presse.*

Les aspirations d'Israël vers Sion ont toujours la même intensité. — Origines du Sionisme. — Les congrès sionistes. — Leurs institutions. — Leurs démarches auprès des souverains. — Auprès de la Conférence de la Paix. — ***Les amis de la Terre sainte*** et de la France. — Lloyd George et Clémenceau. — Les Juifs s'établissent en Palestine. — Leur projet d'un Parlement international.

Au point où elle est arrivée, la situation des Juifs dans le monde appelle les moyens d'aboutir, d'atteindre le but visé depuis tant de siècles.

Ces moyens, non seulement déterminés, mais en voie d'exécution, sont deux, l'un agissant au sein de la nation juive, l'autre sur tous les peuples.

Le premier tend à donner à cette nation la capitale d'où elle régnera, c'est le Sionisme; l'autre tend à amener tous les peuples à venir se placer volontairement dans les mains et sous l'empire de la Synagogue, c'est la Société des Nations.

Le Sionisme n'est point né de nos jours, il date de la dis-

persion des Juifs qui a suivi le siège de Jérusalem par Titus. Jamais ils n'ont cessé d'espérer d'y rentrer. Dans la seconde moitié du IVe siècle, Julien l'Apostat voulut tenter de leur donner cette satisfaction. Dans sa haine du christianisme, il voulut faire mentir la prophétie de Notre-Seigneur et restaurer le temple dont il avait été dit : il n'y restera pas pierre sur pierre. On sait comment cette tentative échoua.

Les espérances sionistes ne s'éteignirent pas pour cela. Elles furent soutenues par les patriarches qui succédèrent à Hillel, mort en 429. Les chefs des exilés à Babylone eurent soin d'entretenir le feu sacré.

De nos jours, il a éclaté aux yeux du monde et le sionisme est devenu une question qui a pris une place importante parmi toutes celles qui préoccupent et qui agitent le monde.

On peut faire remonter à Moïse Hesse la conception du sionisme moderne. Avant d'en faire l'histoire, il faut montrer que la pensée et les sentiments sur lesquels il s'appuie n'ont cessé d'être vivants parmi les Israélites.

« Ce que le peuple juif faisait il y a cinq mille ans, dit Chateaubriand, il le fait encore. Il a assisté dix-sept fois à la ruine de Jérusalem, et rien ne peut le décourager ; rien ne peut l'empêcher de porter ses regards vers SION. »

Chaque année, le 20 avril, par toute la terre, la nation juive se lève, à la même heure, comme un seul homme, saisit la coupe de bénédiction et redit par trois fois : « L'année prochaine dans Jérusalem [1] ! »

Dans le livre *Les nations frémissantes contre Jésus-Christ et son Eglise*, M. l'abbé Joseph Lémann dit :

> J'affirme que dans toutes les parties du monde où ils sont dispersés, nos anciens coreligionnaires aiment encore Jérusalem, prient souvent en se tournant du côté de Jérusalem, se font entre eux la charité au nom de Jérusalem, espèrent revoir Jérusalem. Et je sais des pays, où des juifs trop pauvres ou bien trop âgés pour entreprendre le voyage sacré, voir de leurs yeux Jérusalem et y coller leurs lèvres, se font venir de petits sachets remplis de terre de Jérusalem. Sur leur lit de mort, ils recommandent à leurs enfants de les ensevelir avec cette terre de la patrie sur le cœur...
>
> Toute la religion juive est fondée sur l'*idée nationale ;* il n'est pas une aspiration, pas une pulsation qui ne soit *vers la patrie*. En nous levant, en nous couchant, en nous mettant à table, nous invoquons Dieu, pour qu'il hâte notre retour à Jérusalem, sans retard, de nos jours!

1. *Archives israélites*, 1864, p. 335 à 350.

Dès le commencement de l'ère chrétienne, les Juifs résidant à Jérusalem venaient pleurer à l'endroit même où avait été enfoncée la pierre fondamentale du Temple. Cet endroit a nom *la pierre sacrée*. Ils l'oignaient d'huile et l'arrosaient de leurs larmes. Aujourd'hui, cet emplacement de la pierre sacrée est enclavé dans la mosquée d'Omar, élevée sur les ruines du Temple de Salomon. Les Juifs pleurent maintenant devant un avant-mur du Temple ou mur d'enceinte resté debout.

Voici comment M. Joseph Lémann décrit cette scène :

Tous les vendredis soirs, depuis dix-neuf siècles, quand le voyageur chrétien se dirige de ce côté, à la tombée de la nuit il aperçoit des groupes de pauvres juifs pleurant ensemble. D'un côté, les femmes assises en cercle dans l'attitude de la douleur... Plus loin, les hommes, accroupis sur les débris du Temple, baisent des restes de murs; ils y appuient leur tête, ils enfoncent leurs mains avec une sorte de frénésie dans les crevasses de la pierre... On les entend réciter les lamentations de Jérémie et tous gémissent en répétant ce cri de douleur: « *Combien de temps encore, ô mon Dieu!*

Les *Annales de Notre-Dame de Sion en Terre Sainte* (décembre 1878) décrivent la même scène presque dans les mêmes termes :

Le vendredi, à trois heures de l'après-midi, au pied d'une haute muraille noircie par les siècles, seul reste des assises qui soutiennent l'esplanade du Temple de Salomon, une centaine de malheureux Israélites, la Bible à la main, récitent à haute voix les lamentations de Jérémie; quelques-uns poussent des sanglots à fendre l'âme; d'autres se serrent convulsivement sur les pierres de la muraille antique, et les baisent avec amour; il en est qui plongent leurs mains dans les crevasses de ces ruines vénérables, et les passent ensuite sur leurs yeux et leurs lèvres; tous lèvent leurs regards et leurs bras vers le ciel, appelant avec instance le secours de Dieu et la venue du Messie!!

℣. Nous vous en supplions, ayez pitié de Sion;
℟. Rassemblez les enfants de Jérusalem.
℣. Hâtez-vous, hâtez-vous, Sauveur de Sion;
℟. Parlez en faveur de Jérusalem.
℣. Que bientôt la domination royale se rétablisse en Sion.
℟. Consolez ceux qui pleurent sur Jérusalem, etc.

Le prophète Jérémie ne semble-t-il pas avoir vu cette scène de douleur, lorsqu'il s'écrie au chapitre XXX, verset 15e : « Pourquoi gémis-tu sur tes ruines ? Ta douleur est incurable à cause de tes iniquités. A cause de ton endurcissement, j'ai fait tomber ces maux sur toi. »

Il a paru que les temps modernes se prêtaient à la réalisation de ces vœux et que le devoir était d'y aider.

De là le SIONISME.

La nouvelle phase du sionisme remonte, avons-nous dit, à Moïse Hesse.

En 1848, ce socialiste juif publia un livre, *Rome et Jérusalem*, où il exposa l'idée d'un foyer national juif à reconstituer sur le sol de la Palestine. En 1880, fut constituée une association des « *Amis de Sion* », destinée à promouvoir l'idée du retour en Palestine. Les *Amis de Sion* trouvèrent un appui officieux auprès des directeurs de l'école d'agriculture, fondée à Jaffa en 1870 par un Juif français, Charles Netter, et avec leur aide ils fondèrent une vingtaine de colonies agricoles.

Le sionisme trouva bientôt un champion décidé en Théodore Herzl, de Budapest, correspondant à Paris du grand journal judaïsant de Vienne, la *Nouvelle Presse libre*. Sa qualité de journaliste, défenseur de Dreyfus, lui procura de nombreuses et puissantes sympathies, non seulement parmi les Juifs, mais aussi parmi les protestants. Il fit du retour des Juifs en Palestine une question de politique internationale à laquelle tous les gouvernements civilisés devaient prêter leur concours.

« Dès lors, dit le P. Lagrange dans le *Correspondant*, le sionisme grandit, prit une force que ses initiateurs ne soupçonnèrent pas aussi grande, la foi religieuse des Juifs, surtout des Juifs de Russie. Chaque jour ils implorèrent le retour à Sion. »

Herzl entra en pourparlers avec le padischah Abdul-Hamid pour l'établissement de colonies en diverses régions de l'Empire ottoman. Vint la révolution qui détrôna le vieux Sultan. Il se trouva en présence des Jeunes Turcs qui, loin de vouloir favoriser l'établissement des Juifs en Palestine, firent connaître qu'ils avaient pour programme d'unifier tous les groupements religieux de la Turquie dans une égale participation aux droits civils et politiques. « Tous Ottomans », tel était le mot d'ordre du nouveau gouvernement.

Cependant Herzl s'était adressé aux masses juives, allant leur parler dans les différents pays de l'Europe, et il avait organisé des congrès internationaux qui proclamèrent à haute voix les aspirations sionistes.

Le premier eut lieu le 24 août 1897 à Bâle. Les sionistes décidèrent d'ériger un palais dans cette localité. M. Marmorech, de Vienne, fut chargé d'en dresser le plan d'après ces indications: une grande salle de séances, des bureaux pour les secrétaires, des salles de restaurant et une salle destinée à recevoir la « Bibliothèque nationale juive ». Le comité d'action exprima en même

temps sa résolution de fonder une académie hébraïque. Les congrès annuels devaient être tenus dans ce palais et le comité permanent devait y avoir sa résidence. Revint-on sur ces décisions? Nous l'ignorons. Toujours est-il que onze ans plus tard, en 1908, le congrès fut tenu à Hambourg. Là vinrent les délégués non seulement de l'Europe, mais de l'Amérique, du Sud de l'Afrique, de l'Egypte, de la Sibérie, de la Mandchourie, etc. A ce congrès, M. Belisha prononça ces paroles, d'après le *Jewish World* du 15 décembre 1908 :

> Ce que nous voulons, c'est une institution qui serait puissante et effective, une institution représentant tous les juifs dans une Assemblée internationale juive, qui serait basée sur les principes démocratiques et serait responsable devant *la nation juive*. Nous avons besoin d'un Parlement qui agirait comme Grand Conseil de toute la nation. Ce que je propose, c'est que cette assemblée internationale se compose de cinq cents membres, élus par toutes les communautés juives du monde, proportionnellement à leur nombre et à leur importance.

On remarquera l'étonnant rapport entre ces paroles et le projet de constitution formulé par les révolutionnaires de 93 pour le gouvernement de la République universelle, et aussi avec le tribunal que le Congrès de la Paix a institué dans la Société des Nations pour juger des conflits de peuple à peuple.

Au congrès de 1901, il y eut plus de deux cents délégués. Il en était venu de la Mandchourie, d'Amérique, du lac Tchad, de la Sibérie, du Sud de l'Afrique, d'Egypte et de toute l'Europe.

Le Dr Herzl, président du comité permanent d'action, fit connaître qu'il avait été reçu en audience particulière par le Sultan et que celui-ci avait déclaré hautement que le sionisme trouverait en lui un puissant protecteur. Après le président, différents membres du comité d'action rendirent compte de la situation au point de vue propagande.

Les chiffres cités méritent de fixer l'attention. C'est ainsi qu'un délégué viennois annonce que toute l'Europe orientale est traversée d'une ardeur de prosélytisme extraordinaire. En Bulgarie, sur six mille Juifs il y a deux mille sionistes. La Russie compte six cents groupes, dont chacun dispose d'au moins mille francs pour la propagande. Le chiffre officiel donné au congrès, pour toute l'Europe, au chapitre « Agitation », est de cent cinquante mille francs.

Le congrès de 1905 compta plus de sept cents délégués repré-

sentant vingt-deux Etats et quinze cent soixante-douze associations sionistes.

Le sionisme a cependant des opposants : généralement parlant, les Juifs parvenus, les grands Juifs ; à leur tête le baron Hirsch. Le retour en Palestine, à eux du moins, paraît peu désirable.

Au second des congrès qui s'étaient tenus à Bâle, celui de 1898, avait été résolu la création à Londres d'une banque internationale. L'année suivante, *L'Intransigeant* publia cette information :

> Une Compagnie juive (Limited), enregistrée conformément à la loi anglaise sur les sociétés anonymes, s'est fondée au capital de deux millions de livres sterling, soit cinquante millions de francs, divisée en 1.999.900 actions d'une livre sterling et 100 parts de fondateurs.
>
> La société a pour secrétaire général *M. J.-H. Lœwe*. Le siège social est établi à Londres, Broad Street Avenue [2].
>
> Le conseil de surveillance est composé de vingt juifs de marque, parmi lesquels nous relevons les noms suivants : Théodore Herzl, homme de lettres, à Vienne ; Bodenheimer, avocat, à Cologne ; Bernstein Kohan, docteur en médecine, à Kissingers (Bavière) ; Samuel Pineles, négociant, à Galatz.
>
> Le conseil d'administration compte parmi ses principaux membres : David Wolffsohn, de la maison Bernstein et Wolffsohn, de Cologne ; J.-H. Kahn, de la maison Lissa et Kahn, de La Haye ; S.-L. Heymann, de Londres ; Rodolphe Schauer, de Mayence ; Horenssein, négociant, à Kiew. Banque de la Société : London and Provincial Bank (Limited), 7, Bank Buildings, Lothbury, Londres.
>
> La composition des divers comités chargés de diriger cette Compagnie financière juive est établie avec un éclectisme remarquable. Il y a là de bons israélites d'Autriche, de Hollande, de Russie, surtout d'Allemagne.

Les statuts de la société déclarent le but en ces termes :

> La Compagnie n'a pas pour but exclusif l'acquisition de bénéfices et la distribution de dividendes.
>
> *Elle a pour but de se livrer aux opérations ordinaires de Banque dans toute région du globe*, selon que l'exigera l'intérêt du peuple juif, *conformément à l'opinion du conseil d'administration.*

Les promoteurs du sionisme s'adressèrent alors aux Puissances et aux politiques de tous les pays : d'abord à Guillaume II, auquel ils offrirent le protectorat de Sion et, en attendant, préparer son entrée triomphale à Jérusalem aux acclamations enthousiastes des Juifs : « Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur ! » Au Tsar, Herzl persuada que le meilleur moyen

2. La banque de Londres eut trois succursales, une à Jérusalem, une autre à Jaffa et la troisième à Caïffa.

qu'il avait de débarrasser son empire des Juifs, c'était de les envoyer en Palestine. Il fit appel à l'Angleterre qu'il célébra comme la grande puissance du monde, et à la France où il trouva dans les amis de Dreyfus et dans la personne de F.·. Léon Bourgeois des soutiens dévoués. Il s'adressa même au Pape, se réclamant des ancêtres communs aux Juifs et aux chrétiens, Abraham, Moïse et David. Herzl mourut prématurément en 1904. La question sioniste était posée non seulement au sein d'Israël, mais devant les nations.

La guerre est venue alors et elle a donné au sionisme de nouvelles forces et de plus grandes prétentions.

La guerre terminée, les sionistes n'ont point manqué de saisir l'occasion que leur offrait la Conférence de Versailles pour aller plaider leur cause auprès de toutes les nations et faire valoir les revendications plusieurs fois millénaires de leurs ancêtres sur la terre qui fut donnée à eux par Dieu lui-même. Le *Conseil des dix* reçut leurs délégués et de cette conférence ils emportèrent la conviction que la Société des Nations créerait en Palestine un Etat autonome et donnerait à l'Angleterre le mandat de préparer le retour des Juifs dans la Terre Sainte.

Le promoteur du mouvement sioniste écrivit dans son journal:

> Le sol national, la Palestine, sera certainement concédé aux Juifs : les grandes Puissances, plutôt que de laisser l'une d'elles s'emparer de ce pays, préféreront certainement y voir se fonder un petit Etat neutre et pacifique comme doit l'être fatalement le futur Etat juif.

On remarquera ces mots « petit Etat », « Etat neutre et pacifique » « comme doit l'être « fatalement » l'Etat juif ». Ce n'est point la manière de parler en usage chez les Juifs. Ici leur intérêt les portait à se faire petits, humbles et suppliants.

Un acte du gouvernement de la Grande-Bretagne, notifié, pourrait-on dire, au Parlement des nations par le membre anglais de la famille des Rothschild, ne fut sans doute point sans influence sur l'investiture qui fut donnée à ce peuple :

> Foreign Office, 3 novembre 1917.
>
> CHER LORD ROTHSCHILD,
>
> J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au Cabinet, a été approuvée par lui.
>
> Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement

en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait pour porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et à la condition politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Sincèrement vôtre,

Arthur-James Balfour.

La publication de ce document causa chez les Juifs un enthousiame qui, chez plusieurs, devint un délire. Le R. P. Lagrange a reproduit les pensées et les espérances qu'ils manifestèrent :

Dans cet ébranlement qui secoue les fondements de la terre, quand le monde entier est dans les douleurs, quand l'Empire persécuteur, l'Empire des *pogroms*, s'effondre plus lamentablement que Babylone, un nouveau Cyrus montre aux Juifs le chemin de la sainte Sion. Est-ce donc pour les y ramener que Dieu a frayé un chemin parmi tant de ruines ? Le Seigneur l'avait dit :

Je ramènerai de l'Orient ta race,
Et je te rassemblerai de l'Occident.
Je dirai au Septentrion : Donne!
Et au Midi: Ne retiens point!
Fais venir mes fils des pays lointains
Et mes filles de l'extrémité de la terre.

Une association se forma alors entre ceux qui étaient opposés au rétablissement en Terre Sainte du royaume d'Israël : chrétiens et musulmans. Elle se plaça sous la présidence d'honneur de S. Em. le cardinal Mercier et la présidence effective de M. Joseph Reinach, et publia ce programme :

L'objet de l'association est de s'opposer avec énergie à toute constitution d'un Etat confessionnel en Palestine; de poursuivre le maintien de la Palestine comme partie intégrante de la Syrie, ou tout au moins de faire octroyer à la Palestine une charte d'autonomie.

La surveillance de cette charte serait confiée à une puissance libre de tout engagement envers le sionisme.

Les compétitions qui éclatèrent alors entre l'Angleterre et l'Amérique, l'une et l'autre désireuses de supplanter la France et de l'évincer de ses droits séculaires, soulevèrent de grosses difficultés. M. Lloyd George vint exprès de Londres à Paris pour en conférer tête à tête avec M. Clémenceau. Aucune communication officielle n'a fait connaître ce qui a été dit, encore moins ce qui a été résolu dans cet entretien qui intéresse les Juifs, et en particulier les sionistes, plus passionnément que la foule des Français. Les faits viendront sans doute le révéler

plus tard. Mais déjà il paraît certain que l'Angleterre s'est montrée favorable à la création d'un Etat juif, impliquant une nationalité juive. Le *Times* demandait aux Puissances de réaliser « l'idée biblique d'un peuple uni de Dan à Bersiba ».

La persistance des sionistes à refuser tour à tour les territoires qu'on a offert de leur concéder en Amérique d'abord, en Afrique ensuite, dans des régions plus propres à la colonisation que ne l'est la Palestine aujourd'hui, montre bien que leur but est la restauration d'Israël, en conformité à la prédestination qu'ils lui supposent, d'arriver à la domination de tous les peuples.

Les grands Juifs ne sont point étrangers à cette pensée. Ils n'entendent pas, eux, abandonner personnellement l'Europe où ils ont des situations privilégiées, où ils sont les rois de la finance. Il est d'ailleurs utile pour le but final que poursuit la nation qu'ils demeurent chez les divers peuples. « Les Rothschild, disait déjà M. Edouard Drumont, si prudents et si habiles, s'intéressent énormément à cette reprise de possession du royaume d'Israël. C'est ainsi qu'Edmond Rothschild, après avoir fait acheter pour son compte une quantité de villages, a réuni toutes ces colonies juives entre les mains de l'*Anglo Jewish Association*, en y ajoutant un don de vingt millions. »

Aux premiers jours du XX[e] siècle, le *Bulletin de la société italienne de Géographie* donnait ces renseignements :

> Un tiers de la Palestine est entre les mains des juifs. Ils ont des propriétés considérables partout : plus de quarante pour cent des terrains cultivables du district de Jaffa ; soixante-quinze pour cent de la surface du district de Tibériade ; de larges étendues de terrain à l'ouest du Jourdain, aux alentours de Jérusalem, de Jaffa et de Caïfa. Ils ont fondé des écoles, établi une imprimerie, et rédigent un journal très répandu. Jérusalem est déjà une ville conquise ; la majorité de sa population actuelle est juive.
>
> En Palestine, le nombre des juifs croît d'année en année. Dire leur nombre exact serait impossible puisque les registres de l'état civil sont inconnus, et que les recensements périodiques se réduisent en somme à des estimations plus ou moins approximatives. Mais on n'exagère pas en portant leur nombre, pour toute la Palestine à cent mille, donc la huitième partie de la population totale du pays.

A Jérusalem, au XVII[e] siècle, il y avait à peine une centaine de familles juives ; en 1877, on y comptait quinze mille Juifs ; en 1903, ce chiffre s'était élevé à trente-cinq mille ; et actuellement on peut évaluer leur nombre à cinquante mille. En dehors

de la ville sainte, leurs colonies sont disséminées dans le pays entier ; à Hébron, ils sont quinze cents, à Jaffa, quatre mille, à Gaza, cent, à Naplouse, deux cents, à Kaïfa, neuf cents, à Acco, un mille, à Tibériade, trois mille cinq cents ; à Safed, ils forment l'immense majorité de la population : vingt-quatre mille sur trente-cinq mille habitants.

La constitution d'un parlement juif est en question depuis l'organisation du sionisme. Ce parlement serait international. Le *Jewish World* du 15 décembre 1908 a publié à ce sujet les déclarations éminemment suggestives d'un Juif actif et remuant, M. B.-J. Belisha :

Ce que nous voulons, dit M. Belisha, c'est une institution qui serait puissante et effective, une institution représentant tous les Juifs dans une Assemblée internationale juive, qui serait basée sur les principes démocratiques et serait responsable devant *la nation juive*.

Il nous faut un Parlement juif pour Israël réuni. Les organisations sionistes et territoriales ne sont que des sections. Nous avons besoin d'un Parlement qui agirait comme Grand Conseil de *toute la nation*. Naturellement, ce ne pourrait être un corps législatif ; il ne pourrait maintenir ses décisions par la force, mais il pourrait exercer un grand pouvoir moral.

Ce que je propose, c'est que cette assemblée internationale se compose de cinq cents membres, élus par toutes les communautés juives du monde, proportionnellement à leur nombre et à leur importance. Tout homme ou femme ayant dépassé dix-huit ans pourrait être électeur en souscrivant la somme de deux shillings six pence par an, et si un million d'individus donnaient leur adhésion à cette proposition, nous aurions un revenu annuel de cent vingt-cinq mille livres sterling...

Le bureau central siégerait à Londres ou à Paris. Il y aurait une session annuelle du Parlement qui durerait un mois, et cette session serait tenue à tour de rôle dans tous les principaux centres juifs du monde, pour exciter l'intérêt du parti et le maintenir. Ce Parlement siégerait jusqu'à ce que nous puissions le transférer sur une terre qui nous appartienne.

Ce Parlement serait l'essai, l'ébauche de la Convention que les révolutionnaires de 93 appelaient déjà de leurs vœux pour gouverner la République universelle.

Par tout ce que nous venons de dire, il est facile de voir combien est profond et étendu le mouvement qui, depuis un siècle, agite le peuple juif.

Note complémentaire.

M. Roger Lambelin a publié dans le *Correspondant* les résultats d'une enquête personnelle sur le sionisme :

... Les populations de la Palestine, de mœurs douces et pacifiques, mirent quelque temps à s'émouvoir des projets sionistes tendant plus ou moins directement à leur expropriation et à leur expulsion, mais quand elles comprirent la gravité des périls qui les menaçaient, elles cherchèrent à s'unir pour protester d'abord contre les atteintes portées à leurs droits incontestables et ensuite pour organiser la résistance. Le 26 janvier, à Naplouse, l'Association islamique-chrétienne, à l'issue d'une réunion générale à laquelle assistaient les notables du pays, décidait « de boycotter complètement les juifs en raison de leur prétention de s'emparer du pays, et de continuer ce boycottage et cette opposition jusqu'à ce que l'idée sioniste disparaisse, ou que nous périssions jusqu'au dernier homme...

Des protestations semblables se produisirent partout. Celle qui eut lieu à Jérusalem fut particulièrement imposante. Plus de dix mille personnes y prirent part. Le cortège se déroula pacifiquement dans les rues de la Cité sainte, et ses délégués remirent au gouverneur, aux représentants des puissances, des exemplaires d'une protestation dont voici les principaux passages :

La Palestine, patrie de Jésus-Christ, la Palestine, où le Khalife Omar a bâti une mosquée que révèrent les musulmans du monde entier, refuse aujourd'hui que ses montagnes soient transformées en volcans jetant feu et flammes et que l'eau de son Jourdain soit changée en sang pour la plus grande honte de l'humanité.

Les habitants de Bethléem, tous chrétiens, latins ou grecs, firent aussi une manifestation pacifique du même genre.

A Jaffa, tous les magasins de la ville furent fermés. Après s'être assemblés à l'église latine, chrétiens et musulmans, ayant à leur tête les notables et les chefs des communautés, se rendirent au gouvernorat. Le mufti présenta à Stanton Pacha une protestation écrite contre l'invasion juive ; et un télégramme ainsi conçu fut envoyé à la Conférence de la paix :

La décision des alliés de détacher la partie ouest de la Syrie et d'en faire un foyer national juif constitue une tache noire pour la civilisation occidentale; elle condamne à mort toute une population qui vit en ce pays

depuis des milliers d'années. Nous attendons de la part des alliés une meilleure fidélité à leurs engagements et à leurs principes et plus de bienveillance envers un peuple qui demande justice.

Les autorités britanniques ne s'attendaient pas à l'unanimité et à l'énergie de ces protestations. Un haut personnage anglais fut débarqué au Caire, chargé par le gouvernement de Londres de procéder sur place à une enquête. Mais l'enquêteur choisi, sir Herbert Samuel, est un Juif et un Juif acquis aux idées sionistes. Il passa quelques semaines en Terre Sainte et déclara publiquement que le mouvement d'opposition au sionisme était tout superficiel. Les événements ne tardèrent pas à lui donner d'éclatants démentis. Les bagarres qui se produisirent et qui firent d'assez nombreuses victimes, forcèrent à proclamer la loi martiale.

Le cardinal Dubois, au retour de sa mission, a aussi manifesté son opinion sur le sionisme. Il demanda : « A quel sentiment le gouvernement anglais a-t-il obéi en favorisant l'établissement d'un « Foyer national juif » en Palestine? Pourquoi la promesse en fut-elle faite publiquement, en 1917, par M. Arthur-James Balfour à lord Rothschild? » Il indiqua à quel point l'introduction du sionisme en Palestine est contraire aux vœux et aux droits des populations et, aussi, combien elle est la négation des principes posés par le président Wilson.

CHAPITRE XXXII.

La Société des Nations.

A ne considérer qu'une grande partie de l'humanité on pourrait dire que la destruction de la chose chrétienne est un fait accompli, que la face du monde est changée, renouvelée, que le christianisme a disparu sans retour, qu'il est vaincu, remplacé. Le délire du mal est monté assez haut et Dieu garde un silence assez terrible, pour que le monde ait tout à redouter. Cependant nous ne pouvons craindre cette chose que la folie humaine désire par-dessus tout, la disparition de l'Eglise de Jésus-Christ : Non prævalebunt.

Mission donnée à M. Wilson d'en proposer la constitution et de la faire accepter. — Wilson était bien l'homme propre à cette œuvre. — L'accueil qui lui est préparé et lui est fait. — Machine dressée contre l'Église. — L'appui que lui donnent les Loges.

Rentrer dans la Terre promise, en reprendre possession, ce n'est que l'indispensable préliminaire du Grand Œuvre qu'Israël se propose depuis tant de siècles et que la Révolution est venue mettre en mesure de réaliser. Il reste à faire de Jérusalem la capitale du monde, d'y établir le siège du gouvernement du genre humain, le tribunal auquel seront soumis les différends qui continueront à s'élever entre les peuples. A cette fin, l'Assemblée œcuménique de Versailles a été amenée les yeux voilés, ou à demi-ouverts, à constituer la Société des Nations.

La *Première Partie* du Traité de paix a pour titre Pacte de la Société des Nations, de sorte que tout ce qui suit, toutes les dispositions prises en vue d'établir la paix, paraissent n'être qu'une annexe à ce pacte.

On peut se demander comment et par qui l'Assemblée des peuples de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie et même de l'Afrique a pu être amenée à élaborer une telle œuvre, à fonder une telle institution, à promulguer un tel acte! M. Wilson, souverain temporaire, mais presque absolu des Etats-Unis, Etat qui compte un nombre de Juifs, de Francs-Maçons et de protestants plus considérable que n'en renferme tout autre. C'est à ce monde que M. Wilson propose d'abord son Ternérakaï Décalogue. Cette appellation rend bien l'idée que les gens sensés se firent aussitôt de l'utopie de M. Wilson. Lors de la Fête de l'Indépendance, il se rendit à Mont-Vernon et là, comme d'un autre Sinaï, il promulgua devant le tombeau de Washington le Credo et le Décalogue, d'après lesquels doit s'organiser le monde pour un « Ordre nouveau » qui serait le règne de la Justice et de la Paix. Cet ordre, il annonçait qu'il le ferait reposer sur une « Société des Nations » entre elles, à laquelle seraient données comme charte les quatorze propositions présentées par lui au Parlement des Etats-Unis, le 18 février 1918. Il y dit que le règne de la paix, tel qu'il le propose et que le monde la désire, demande la destruction de tout pouvoir arbitraire, en quelque lieu que ce soit, qui puisse la troubler ; c'est-à-dire la destruction de toute souveraineté autre que celle qui appartiendra au gouvernement des nations unies.

Dès son arrivée en Europe, M. Wilson alla dans les principales villes des divers Etats dire la nécessité d'instaurer la société des peuples de façon à arriver, par la conjonction de leurs armées, à imposer silence aux convoitises et aux ambitions et à substituer le règne du droit à celui de la force. Pour cela, une Assemblée permanente des représentants des divers peuples constituerait un tribunal au jugement duquel seraient déférés tous les litiges nationaux, tribunal ayant le pouvoir de faire accepter ses décisions par la force armée des nations ainsi unies.

Cette conception n'était point l'enfant de M. Wilson ; elle n'avait point pris naissance dans sa tête ; c'est une idée d'origine maçonnique, c'est dans les Loges qu'elle a été élaborée, c'est sans doute là qu'il l'a reçue, car M. Wilson est Franc-Maçon, et que, peut-être, il a été chargé de faire adopter par l'Europe et le reste du monde.

M. Wilson était bien l'homme qui devait être choisi pour une telle mission. Il était kantien d'éducation et d'esprit [1] et sur son kantisme était venue se greffer l'initiation maçonnique. C'est par là que s'expliquent ses idées, son langage, ses projets, reproduction de ceux des humanistes du XVe siècle et des Jacobins de 1788 : Il faut que la société soit réorganisée, il faut que le genre humain recommence, que la suite de son histoire s'établisse sur des données nouvelles.

Franc-Maçon, M. Wilson l'était comme ses prédécesseurs à la Présidence des Etats-Unis [2]. C'est ce qui explique l'accueil

---

1. Cela se voit dans sa manière de raisonner directement empruntée au *Fondement de la métaphysique des mœurs* et au *Projet d'une paix universelle.*

2. L'histoire arrivée à Taft aux débuts de sa présidence, marque avec quelle rigueur est observée la tradition qui veut que tous les présidents des Etats-Unis soient Francs-Maçons.

Il est d'usage qu'à chaque président nouvellement élu la Maçonnerie américaine offre un cadeau de bienvenue, généralement un objet d'art, qui lui est remis par une délégation composée de délégués du *Suprême Conseil pour la juridiction Nord des Etats-Unis d'Amérique,* dont le siège est à Boston, du *Suprême Conseil pour la juridiction Sud des Etats-Unis d'Amérique,* siégeant à Charleston, auxquels se joignent ceux de la *Loge d'origine* du Président.

Or, lors de l'élection de M. Taft, les deux *Suprêmes Conseils* eurent beau chercher, on ne put découvrir sa *Loge d'origine;* aussi l'embarras fut-il grand. Force fut donc de s'adresser directement à lui et de lui demander dans quelle *Loge* il avait été initié.

— Mais, répondit-il, je ne suis pas Maçon.

— Comment, vous avez été élu Président de la République et vous n'êtes pas Maçon ? Cela est impossible, il faut que vous soyez Maçon, sinon il ne nous est pas possible de vous conserver comme président.

M. Taft se résigna à l'inévitable, on lui conféra par communication les trente-trois grades du *Rite Ecossais,* ce fut une séance de deux heures. Il pouvait ainsi demeurer président.

M. Wilson n'a pu faire exception à la règle ; comme tous ses prédécesseurs, il est Maçon.

Pendant la guerre, quinze jours avant la publication des fameuses quatorze propositions de M. Wilson, l'abbé Landron, fils d'un conseiller municipal d'Amiens, vicaire à Bellegué (Loire-Inférieure) et sous-lieutenant, se rendit à Nantes chez un ami également ecclésiastique et lui raconta ce qui suit :

« Il y a quinze jours, dans ma casbah à six mètres sous terre, j'ai entendu un homme entrer chez mon voisin... en criant joyeusement :

— Bonjour, Vénérable, comment vas-tu ?

— Et toi, Vénérable ?

— Eh bien ! nous allons avoir la paix ?

— Oui, demain je vais peut-être aux tranchées, me faire trouer la peau.

— Tu n'as donc pas reçu la lettre du convent ?

— Non. Quelle lettre ? Et toi ?

— Je l'ai reçue hier soir. Elle dit : Le Pape n'a pu faire la paix, n'ayant aucune autorité morale, financière et militaire. Nous, nous l'avons. Nous abandonnons le Kaiser, qui n'a pu nous rendre maîtres de l'univers. Comme nous tenons les gouvernants de France, d'Italie, d'Angleterre et des Etats-

qui lui fut fait en France et le retentissement que la Presse, en tous pays, donna à son entreprise.

Les circonstances se prêtaient à merveille à cette ovation. Le Président de la République américaine arrivait chez nous suivi des troupes qui venaient faire compensation à la défection de la Russie. On était tout à la joie et à la reconnaissance. M. Wilson nous trouva donc dans la disposition de prêter une oreille accueillante à ses propositions. On ne prit point garde tout d'abord à ce qu'avait d'effarant cette prétention d'un chef d'Etat transatlantique de venir se poser de sa propre autorité comme l'arbitre du monde, ayant pouvoir de déterminer les principes sur lesquels il reposerait désormais et les institutions qui entreraient dans sa nouvelle structure.

Que M. Wilson fut le mandataire de la Franc-Maonnerie, nombre de documents le montrent. En voici quelques-uns assez instructifs.

Au congrès maçonnique de 1917, on s'occupa de la Société des Nations. Elle y fut définie et sa constitution définie dans ses points principaux.

Le *Bulletin hebdomadaire des Loges de la région parisienne* (n° du 1er au 15 novembre 1918) contenait cet avis :

Dimanche 10 novembre 1918. — G.·. L.·. D.·. F.·. *La Fidélité*. Temple, 8, rue de Puteaux. — Ouv.·. des Trav.·. à 14 h. 30. — P.·. V.·. et corresp...

La Fin de la diplomatie secrète par la politique de NOTRE F.·. PRÉSIDENT WILSON. — Conférence par le F.·. Lucien Le Foyer, ancien député de Paris.

Vingt jours plus tard, le 30 décembre, la *Dépêche algérienne* donnait cette information :

Comité de vigilance et d'action maçonnique d'Alger.

Le 8 décembre, la réunion plénière des Francs-Maçons d'Alger a voté l'envoi au Président Wilson du télégramme suivant :

« *Au moment de votre arrivée sur la terre de France, les Francs-Maçons des quatre Loges d'Alger, réunis en tenue plénière le dimanche 8 décembre, envoient* A LEUR ILLUSTRE FRÈRE WILSON *leurs hommages les plus fraternels et leurs félicitations les plus vives pour son œuvre maçonnique dans la guerre du droit et de la liberté des peuples.* »

Unis, c'est par Wilson que nous aurons la paix, et les catholiques la paieront. Wilson nous rendra maîtres de l'univers. »

Ce récit a été entendu par deux autres prêtres qui en ont confirmé l'authenticité par une lettre datée du 1er octobre 1919.

Quinze jours après, Wilson faisait paraître ses quatorze propositions, dont la dernière mettait, dans sa pensée, les nations sous la coupe de cinq Juifs Francs-Maçons.

Le secrétaire de M. Wilson avait adressé au *comité d'action maçonnique d'Alger* cette réponse :

Le Président m'a ordonné de vous transmettre sa profonde estime au sujet des mots de bienvenue exprimés dans votre télégramme du 15 décembre.

Les félicitations au F.·. Wilson pour son œuvre maçonnique ont donc été approuvées et reçues avec reconnaissance.

Dans son n° de janvier 1919, l'*Etoile flamboyante* (page 22) publiait cet autre document :

Estimant que l'adoption des quatorze articles du message du Président Wilson assurera aux peuples le pouvoir de disposer librement d'eux-mêmes, amènera la suppression du militarisme, fléau de l'humanité et la constitution de la Société des Nations ; l'Assemblée plénière des FF.·. de Toulouse envoie au *Grand Démocrate* qui a si éloquemment affirmé les *principes mêmes de la maçonnerie universelle*, l'hommage de sa gratitude pour l'œuvre magnifique qu'il a entreprise.

La Foi catholique, dans le n° de juin 1919, a reproduit un article publié par le F.·. Aulard dans le *Pays*, du 10 mai 1918, duquel on peut conclure que le F.·. Wilson n'est, dans son œuvre de guerre et de paix, que l'agent de la secte internationale qui bolchévise le monde. « Son œuvre, déclare M. Aulard, c'est de faire triompher dans tout l'univers par la *Société des Nations* le laïcisme maçonnique qui doit détruire et remplacer l'Eglise[3] ».

Est-ce à dire que tous les membres de la Conférence aient voulu ce qu'a voulu M. Wilson et lui aient prêté consciemment leur concours ? Non, certainement. Mais nous avons ici un nouvel exemple et non moins frappant de la facilité avec laquelle la secte, par ses suggestions plus ou moins approchantes, plus ou moins voilées, arrive à employer à l'exécution de ses desseins les plus cachés des hommes non prévenus.

Tous, les aveugles et les voyants, ont fait le traité de paix de telle sorte qu'ils ont sauvé l'Allemagne en sauvant l'unité alle-

3. Il n'y avait que les Juifs à avoir les moyens de travailler à cette œuvre satanique avec des espérances de succès. La *Morning Post* du 27 août 1919, parlant de ces espérances, a observé que l'Internationale Juive voit dans la *Société des Nations* une occasion précieuse de les voir se réaliser. « Le Juif international, dit-il, connaît tous les peuples et toutes les langues. Il est également chez lui à Francfort, à Londres, à Petrograd, à Paris, à New-York. Il est expert aux négociations de finance internationale. Il a sa politique internationale, et il est ainsi tout prêt pour la Ligue des Nations. Nous prédisons que, si la Société des Nations se forme, elle tombera promptement aux mains de l'Internationale juive. »

mande, préparé ce que la secte se propose et espère accomplir, l'écrasement définitif de la France par l'Allemagne et l'anéantissement de l'Autriche ; et cela pour fonder, ou mieux renforcer l'hégémonie protestante et anglo-saxonne, pour remplacer, dans le monde entier, l'Eglise par la société démocratique de Wilson, caricature laïque et maçonnique de la chrétienté d'autrefois.

Comme toujours c'est Dieu qui tient le dernier mot.

S. Em. l'Archevêque de Paris a rappelé, en présence du président du Conseil des Nations, le F.·. Léon Bourgeois, des plus hauts représentants de l'Etat et d'une nombreuse assistance des plus distinguées, ce qu'a été la chrétienté d'autrefois, la Société des Nations telle que l'Eglise l'avait conçue et voulut la réaliser. Tenu par la grippe, il ne put assister en personne à cette assemblée ; il y fit lire sa déclaration par son auxiliaire, Mgr Roland-Gosselin.

L'Eglise catholique, *y fut-il dit*, vaste Société des nations, fondée par Jésus-Christ, destinée, comme son nom l'indique, à s'étendre sur tout l'univers, avait voulu au moyen âge, réaliser cet idéal entre les peuples qui professaient sa doctrine et obéissaient à ses lois : c'était la chrétienté.

De nos jours, l'unité des croyances n'existe plus dans le monde ; mais il est encore des principes de morale unanimement reconnus par tous les peuples civilisés.

Ces principes, Son Eminence les a ainsi exposés :

Le christianisme enseigne, en effet, que tous les hommes sont frères, créés tous par le même Dieu et tous appelés par lui aux mêmes destinées éternelles.

Issus d'un même père à l'origine, les hommes, à mesure qu'ils se sont multipliés, se sont groupés d'abord en familles, puis en tribus, enfin en nations ; mais ces différents groupements ne doivent pas demeurer étrangers, moins encore hostiles les uns aux autres. Dans le dessein de la Providence, des liens plus étroits doivent unir ensemble les membres d'une même famille, d'une même nation ; mais il doit exister aussi des relations entre les nations diverses comme entre les différentes familles.

Deux lois doivent présider à ces relations : elles se nomment la justice et la charité. La justice dit aux peuples comme aux individus : « Rendez à chacun ce qui lui est dû. » La charité ajoute : « Aimez-vous les uns les autres. »

Telles sont les bases nécessaires d'une vraie Société des nations. Que la justice règne d'abord entre les peuples, par le respect des droits de chacun et, quand ces droits ont été violés, par les réparations qu'ils exigent.

Une fois la justice assurée, que la charité, qu'une bienveillance réciproque s'exerce de nation à nation, comme d'homme à homme.

A ces conditions, le monde jouira de la paix.

Si cet idéal devait se réaliser, la future Société des Nations devrait faire dans son sein une place digne de lui, c'est-à-dire, la première, au

Représentant suprême de la plus haute autorité morale qui soit au monde, de celle qui, parlant au nom de Dieu, prêche aux hommes avec le plus d'efficacité de se rendre mutuellement justice et de s'entr'aimer.

On aura remarqué le mot « future » que Son Éminence a employé en parlant de la Société des Nations telle que l'a faite le traité de paix. Elle était née ; mais elle n'avait encore que quinze jours d'existence quand son père, le F.·. Bourgeois, la présenta aux plus hautes autorités et les invita à se pencher sur son berceau pour lui souhaiter prospérité.

Que deviendra-t-elle? Que sera-t-elle? Que fera-t-elle si ses jours se prolongent? Ses origines et ses patrons ne le font que trop présumer et trop craindre.

CHAPITRE XXXIII.

Ce que prépare la secte judéo-maçonnique.

La Révolution apparaît comme un immense complot qui, jusqu'à présent a réussi, non par une fatalité historique, mais par l'audace des conspirateurs et surtout par la défaillance, par l'aveuglement volontaire de ceux qui, au lieu de combattre, ont systématiquement fermé l'oreille aux avertissements du Pilote [1] *infaillible donné par Dieu à l'humanité.*

N. DESCHAMPS.

L'Apôtre saint Jean nous avertit qu'il y aura un jour une invasion de sauterelles d'une provenance et d'une nature particulières. Ce n'est pas les moissons qu'elles ravageront, mais les hommes qui n'ont pas la marque de Dieu, qui ne font plus cas du caractère de leur baptême.

Ces sauterelles, nées de la fumée sortie du puits de l'abîme (ouvert par Luther), répandent l'esprit d'indépendance, et la révolte de l'esprit humain contre la vérité, la révolte du cœur et des bras contre l'autorité. Semblables à des coursiers toujours sellés pour le combat, elles ne reculent pas devant le bouleversement du monde entier pour le triomphe de leurs idées et l'application à la société de leurs utopies révolutionnaires.

Ce que le Sionisme se propose de faire en Terre Sainte et d'établir à Jérusalem. — Le laissez-faire des gouvernants. — Moyen : le chambardement. — Essai et échec. — Autre moyen : la Nationalisation. — Moyen extrême : le soulèvement de l'Asie contre l'Europe. — La Résistance s'organise. — Conclusion.

Le sionisme date de loin. Ce n'est qu'à la suite de la guerre mondiale qu'il a entrevu la possibilité de se mettre à l'œuvre

1. Le pilote qui, dans ses Encycliques, publiées de siècle en siècle, n'a cessé d'appeler le regard et l'attention du monde sur les œuvres et sur les tendances de la Franc-Maçonnerie.

avec l'espoir de réussir prochainement et pleinement. L'Angleterre a plaidé sa cause à l'Assemblée œcuménique des nations, et celle-ci l'a accueilli, approuvé et pris ses dispositions pour faire entrer Israël dans l'organisation du monde telle que le demande le *nouvel ordre de choses* à créer et dont l'élément essentiel et fondamental, la Société des Nations, a été mis par elle sur pied.

Depuis longtemps déjà, Israël s'acheminait vers Sion et s'établissait en Terre Sainte individus par individus, acquérant des terrains qui s'ajoutaient aux possessions antérieures et établissant des œuvres de plus en plus nombreuses et entreprenantes.

La Synagogue, régulatrice de cet envahissement méthodique, voit aujourd'hui la possibilité de mettre le comble à son œuvre : prendre possession de Jérusalem pour en faire la capitale du monde, le siège du gouvernement du genre humain, où serait établi le tribunal auquel seraient soumis les différends qui continueraient à s'élever entre les peuples.

L'établissement de ce tribunal est la partie essentielle de la constitution qui a été donnée à la Société des Nations et il est en formation. Provisoirement il est installé à La Haye. Le 16 juin 1920, les agences ont envoyé aux journaux cette dépêche:

Le conseil de la Société des Nations a confié à un comité de juristes, réunis aujourd'hui à La Haye, dans le palais de la Paix, le soin de préparer le projet de cour permanente de justice internationale prévu par l'article 14 du pacte de la Société des Nations. M. Root, représentant des Etats-Unis, prendra part aux travaux du comité. Les membres du corps diplomatique accrédité à La Haye, les membres du conseil d'administration du palais de la Paix et les membres du gouvernement hollandais ont été invités à la séance d'inauguration.

M. Bourgeois (F∴ Bourgeois), après avoir montré que la présence de M. Root, le grand jurisconsulte américain, permet d'affirmer que l'ancien et le nouveau continent ne peuvent être séparés par une barrière durable, a déclaré :

« Nous sommes prêts à assurer aussi complètement que possible l'étendue de la compétence et l'immunité des arrêts de la cour de justice internationale, et nous attendons de vous les lois qui assurent la perpétuité du seul Empire qui ne peut connaître de décadence : l'Empire de la justice, expression de l'éternelle vérité[2]. »

---

2. Peu auparavant l'*Union juridique internationale* avait eu sa troisième session à Paris, au ministère des Affaires étrangères. Les agences s'empressèrent d'envoyer cette information :

« Au nom du Président du Conseil, empêché, M. Jules Cambon a félicité les membres de l'Union de l'intérêt et de l'importance des questions mises à l'étude, et qui sont les suivantes : 1° une déclaration des droits des nations

On se souvient sans doute qu'à l'issue du second congrès tenu à La Haye, avant la guerre, on écrivit dans la *Revue du libéralisme*, un long article sérieusement motivé, où on annonçait la création de ce tribunal et démontrait qu'infailliblement les Juifs y auraient la majorité et la présidence.

Israël rentre donc dans la Palestine et s'y établit avec la persuasion sérieusement fondée que le Conseil des Nations ne s'opposera point à la restauration du royaume de David et de Salomon, que même, selon que le lui permettront les vicissitudes des événements, il favorisera cette résurrection.

Mais l'ambition d'Israël va plus loin. Elle ne veut pas s'enfermer dans les limites de son ancien domaine. Elle a sous les yeux les antiques prophéties. Elle les interprète en ce sens qu'elles lui promettent une domination embrassant tous les peuples et s'étendant sur toute la surface de la terre : *Postula a me, dabo tibi gentes hæreditatem tuam et possessionem tuam terminus terræ.*

Depuis des siècles sans nombre Israël prépare cette domination. Il est partout. Partout il s'applique et excelle à introduire dans la chrétienté des coins qui la divisent comme le bois que l'on fend et dont les débris gisent séparés. Ce furent d'abord les anciennes hérésies et les anciens schismes. De nos jours c'est le protestantisme et ses innombrables filles. Même opération chez les individus et dans les nations. Il a introduit dans les esprits le libéralisme qui leur fait rejeter le joug de l'autorité et les livre sans défense à leurs entreprises. Il a fait adopter partout la forme parlementaire du gouvernement. Le démocratisme et le socialisme qui en dérivent rendent les populations extrêmement malléables aux mains des entrepreneurs de révolutions.

---

qui n'oublieront pas leur devoir ; 2° l'enseignement international du devoir international si nécessaire pour combler, entre mentalités diverses, une opposition de vues et de doctrines, dont la guerre a fait saisir toute l'étendue ; 3° enfin, et surtout, l'organisation d'une cour permanente de justice internationale dotant la Société des Nations d'un premier instrument d'autorité « suivant les vues françaises, dont M. Léon Bourgeois fut toujours l'éloquent interprète. »

» La question de la cour permanente de justice internationale a été immédiatement abordée et le favorable accueil reçu par le projet permet d'espérer que, dès les premiers jours de la semaine prochaine, l'Union juridique internationale pourra publier un texte, dont la commission spéciale, nommée par le conseil de la Société des Nations, qui se réunira, le 11 juin, à La Haye, pourra tirer un utile parti. »

Etait-il besoin de pousser plus loin les préludes du chambardement universel qui mettra tout en ruines et permettra de construire sur ces ruines l'*ordre nouveau* que M. Wilson est venu annoncer, inaugurer même, à Versailles ?

Israël est prudent, d'une prudence que les déceptions éprouvées au cours des siècles ont profondément gravée en son âme. Tout paraît prêt, mais le chambardement peut rencontrer, rencontrera probablement, des oppositions, qui réuniront tous les chrétiens, tous les adversaires d'Israël, tous les conservateurs de l'ordre. Ils seront une armée d'autant plus formidable qu'elle aura ses points d'appui dans toutes les contrées du monde.

Il ne suffit point de prévoir cette opposition, il faut se mettre en mesure de la faire échouer. Les événements dont souffrent toutes les nations depuis la conclusion de la paix, permettent d'émettre cette conjecture qu'Israël a commencé à mobiliser ses troupes. C'est l'œuvre confiée à l'Internationale [3] et dont elle s'occupe.

D'abord, le Conseil exécutif de l'Internationale se rendit à Amsterdam pour préparer la journée du 1er mai 1920 et déterminer la besogne. Jadis les manifestations du 1er mai avaient pour but d'obtenir la journée de huit heures, les fameux trois

3. Quand on parle de l'Internationale tout simplement et tout court, c'est de l'*Internationale des Partis socialistes politiques* unis dans le monde entier qu'il est question. Son premier essai d'organisation remonte à l'Exposition universelle de 1864 à Londres. C'est Karl Marx qui lui donna ses statuts et la dirigea. Des divisions intestines causèrent, en Europe du moins, sa disparition en 1872. Elle fut relevée en 1889 par le Congrès socialiste qui lança les manifestations du 1er mai. La guerre la mit en sommeil. Elle se réveilla à Moscou, faite bolchéviste par Lénine et Trotzky et tendant à l'établissement d'un communisme égalitaire.

Sous sa seconde forme, celle de 1889, l'Internationale comprendrait encore 47 organisations représentant 53 nations. Dans sa constitution bolchéviste elle comprend 39 organisations représentant 27 nations.

Au congrès de Strasbourg la fusion des 2e et 3e Internationale fut votée par 4.031 voix contre 408 et 15 abstentions.

Il y a plusieurs Internationales. La Ire, c'est la Fédération Internationale des socialistes organisée en chaque nation en *parti politique*. Quoique comprenant des bourgeois, elle s'intitule « Internationale ouvrière » parce qu'elle prétend représenter et défendre les intérêts ouvriers.

La IIe est l'INTERNATIONALE SYNDICALISTE, fédération des Centrales syndicales nationales des divers pays. La plupart de ces centrales syndicales s'orientent vers le socialisme. Le Bureau de cette organisation est à Amsterdam depuis 1918. Il était auparavant à Berlin.

III. Il y a des INTERNATIONALES NON-PROFESSIONNELLES, fédérations internationales des syndicats d'un même métier : mineurs, ouvriers de la pierre, ouvriers du bois, etc., à tendances socialistes.

IV. A côté de l'Internationale syndicale socialiste, il existe une INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS.

huit. Cette conquête ouvrière étant un fait accompli, le Bureau international syndical d'Amsterdam étudia quelle nouvelle revendication pourrait être proposée aux travailleurs en quelque pays qu'ils fussent et qui puisse trouver partout adhésion et unanimité d'efforts. Le Bureau s'arrêta à celle-ci : « LA NATIONALISATION DES GRANDS SERVICES PUBLICS », l'Etat maître de tout. Le congrès de la Confédération Générale du Travail [4] adopta cette proposition et publia aussitôt un projet concernant les chemins de fer, qui fut suivi d'un projet sur les mines, etc. Il s'agissait, par le premier, d'obtenir la suspension de tous les moyens de transport par voie ferrée, par le second, absence de charbons, et par l'un et l'autre arrêt de l'industrie presque partout et le manque de denrées alimentaires en des régions entières ; la misère généralisée s'en suivrait et l'anarchie se lèverait partout. M. Millerand ne se trompa point lorsqu'il dit : « La grève des cheminots est d'essence révolutionnaire. » « AUX ACTES ! »

---

4. La CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, qui dirige le mouvement syndicaliste révolutionnaire, date de 1895. Elle fut constituée au congrès de Limoges de l'Union des Bourses du Travail et la Fédération des métiers. Elle n'a commencé qu'en 1903 à fonctionner d'une façon efficace. Son programme est : 1° d'unir sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ; 2° de se tenir en dehors de toutes les écoles politiques. Le congrès de Montpellier (septembre 1902) donna à la C. G. T. l'élan et la vitalité qui lui faisaient défaut. Au conrès de Lyon (septembre 1919) étaient représentées quarante-et-une Fédérations, soixante-sept Unions départementales et mille huit cent sept syndicats. Elle publie un Bulletin mensuel, *La Voix du Peuple*. Elle a en vue de prendre en main la direction de la production. Durant des années, elle a entretenu des relations avec le gouvernement et les dirigeants des principales industries, conclu des accords et signé des contrats. M. Clémenceau en 1907, M. Viviani en 1908, M. Briand en 1911 ont déclaré qu'ils ne pouvaient se proposer de porter atteinte à cette organisation. Comment le feraient-ils ? Il leur faudrait pour lutter avec énergie contre les dirigeants du mouvement syndicaliste actuel, se déprendre d'un lourd passé et rompre avec des traditions de bons rapports suivis d'entente. Aussi la C. G. T. n'a point manqué d'évoquer les complaisances dont elle fut autrefois l'objet de tous les gouvernements de ce pays, surtout depuis la fête du Triomphe de la République, jour où, sur la Place de la Nation, le Président de la République fut obligé de saluer les drapeaux rouges. Il y a vingt ans que M. Millerand, ministre de Waldeck-Rousseau, inaugura la politique du « Pas d'ennemis à gauche ».

Il est évident que la C. G. T. est aujourd'hui sortie de son rôle corporatif; qu'elle entend être un Etat dans l'Etat, et même plus puissante que l'Etat lui-même. Lorsque les dockers se mirent en grève dans nos ports, les autorités locales s'efforcèrent d'obtenir qu'ils déchargeassent au moins les navires de vivres. La C. G. T. envoya aux organisations ouvrières une circulaire leur disant d'inviter les autorités à s'adresser (non à elles ni au gouvernement, mais) « à la C. G. T. qui, seule, donnera les autorisations nécessaires ». Ce serait donc à elle que les pouvoirs publics doivent solliciter les moyens d'accomplir leur mission. Elle aurait le droit d'accorder ou de refuser au pays même le droit de vivre.

s'écria en tête de l'*Humanité* M. Vaillant Couturier, député de Paris. « Et la Révolution devient inéluctable, fatale et sa marche d'approche piétine déjà. »

Des cheminots la grève s'étendit aux mineurs. Bientôt elle gagna toutes les corporations et tous les services d'ordre général, la poste, les téléphones, l'électricité, le gaz, etc. « Honneur à vous, travailleurs ! Votre geste va libérer le monde, » criaient d'une ville à l'autre les meneurs par leurs journaux. « Il n'est plus question aujourd'hui de salaires illusoires. La C. G. T. tient bien haut l'étendard déployé de la justice et des revendications ouvrières. Damnés d'hier, hommes libres de demain, c'est la lutte finale qui commence [5]. »

Ce grand mouvement de protestation et de revendications ouvrières et syndicalistes devait servir de prélude au GRAND SOIR [6].

Il est annoncé depuis longtemps, depuis très longtemps ; sa dernière préparation n'est pas d'aujourd'hui, mais d'avant la guerre. C'est du congrès des socialistes tenu en 1889, qu'est sortie la résolution de *manifester* chaque année le 1er mai afin, par ces appels réguliers, d'habituer les masses ouvrières à se mobiliser. La C. G. T. fit sienne cette résolution et veilla à son exécution. Elle la compléta après s'être entendue avec les Bolchévistes qui venaient de mettre la Russie en révolution. Elle se proposa dès lors de faire arriver les peuples au COMMUNISME ÉGALITAIRE. L'*Action française* a affirmé itérativement, deux fois, trois fois et plus, avoir entre les mains

... Une correspondance chiffrée (mais dont le chiffre est connu) échangée au cours de l'année 1919 entre les organisations ouvrières d'un pays voisin et certains groupements de France servant de masque aux agents allemands et bolcheviks qui opéraient alors chez nous.

Cette correspondance montre les procédés de bluff et de mensonge employés par le complot international pour faire marcher les travailleurs des divers pays et provoquer le chambardement universel.

Elle renferme les indications les plus précises et les plus odieuses pour un mouvement général de subversion en Europe. Elle témoigne d'envois de fonds et aussi d'envois d'explosifs.

Son authenticité n'est pas discutable. La source à laquelle la Sûreté

5. Lu dans un journal du département du Nord.
6. Durant les grèves du 1er mai 1920, un meeting fut tenu à Albert Hall. Un juif sioniste, Israël Zangwelle, sous une voûte de drapeaux rouges, menaça la civilisation européenne d'une destruction totale si les « bourgeois » ne capitulaient pas à merci.

générale s'est procuré cette correspondance vers le même temps où nous nous la procurions nous-mêmes, les conditions dans lesquelles elle a été interceptée et qui sont exactement connues, ne permettent aucun doute.

Cette correspondance dénonce comme étant les organisateurs du chambardement universel des Allemands et des Bolchévistes. Dans des réunions communistes se voyaient de nombreux agents bolcheviks porteurs d'ordres secrets et d'instructions émanant du fameux Radek-Sobelson. Ce dernier aurait organisé, depuis son retour de Russie, des communications régulières entre les soviets et l'Allemagne.

La *Libre Parole* dit à ce sujet (28 mars 1920) que le trésor privé du Tsar qui avait été enlevé, ses diamants, et autres pierres précieuses, étaient apportés à Amsterdam pour payer les agents de la révolution projetée, et que, dans cette même ville, l'Internationale avait tenu ses séances dans les premiers jours de février, sous la présidence de Wynkoop, considéré par les bolchévistes comme le président futur de la République néerlandaise. On sait, maintenant, qu'Amsterdam était le centre choisi par les bolcheviks pour nouer leurs intrigues, organiser leur propagande, préparer leur action ; là se réfugiaient et se concertaient les affiliés et les émissaires chargés de propager en Europe, et plus particulièrement en France et en Angleterre, les doctrines maximalistes. M. Rutgers, l'émissaire de Lénine, avait été chargé par celui-ci de constituer à Amsterdam un bureau destiné à préparer, dans le plus bref délai, la révolution en Europe occidentale. Qu'est-il arrivé? Toujours est-il que Lénine a transféré à Londres le bureau qui siégeait à Amsterdam.

Depuis lors la propagande communiste s'étend partout. Des millions de tracts pour la nationalisation des mines, des chemins de fer, etc., sont imprimés et distribués.

Krassine, l'homme de l'or bolchéviste, s'est rendu à Londres, délégué par les soviets. Il fut admis à entrer en conversation avec les ministres anglais, avec qui il traita de la création à Londres d'un office central du commerce russe et auxquels il donna l'assurance de cesser toute propagande et toutes intrigues contre la Grande-Bretagne aux Indes, en Palestine et en Perse.

Cet engagement sera-t-il tenu? L'activité bolchéviste ne se ralentit pas en Orient. L'agence *Rossia* affirmait la nécessité

d'écraser complètement la Pologne blanche ; car, disait-elle, l'existence de la Russie rouge dépend de l'établissement du bolchévisme en Pologne. En même temps l'Allemagne fournissait aux Tchèques, contre la Pologne, les armes, les munitions et le matériel roulant ; une représentation diplomatique jeune-turque et persane fonctionnait à Moscou et une délégation chinoise y était attendue, pendant que Krassine faisait entendre à Londres le chant de la sirène pacifiste.

Le Bolchévisme n'est donc pas seulement une affaire européenne, mais aussi asiatique et africaine. Le monde de l'Islam aussi bien que celui du boudhisme en est agité. Les propagandistes de Lénine prêchent là comme dans le reste du monde l'évangile du Grand Soir.

C'est bien le Grand Soir qui couvre de ses sanglantes ténèbres le berceau du bolchévisme. En avril 1920 fut tenu à Moscou, sous la haute direction de Lénine et de Trotzky, le concile qui définit le dogme fondamental de la société future et déjà présent. C'est la domination, la tyrannie, l'esclavage même de la classe ouvrière. Lénine a soutenu et fait voter la substitution du « contrôle individuel » au « contrôle collectif » dans les usines. C'est le rétablissement du patronat, mais sous forme de militarisme. « L'homme, a dit en propres termes Trotzky, étant un animal assez paresseux par nature », il faut « opérer quelque pression sur lui pour le faire travailler ». — « Chaque ouvrier, ajouta-t-il, doit devenir un soldat du travail qui ne pourra disposer librement de lui-même. Si l'ordre lui est donné de changer de poste, il doit obéir. S'il désobéit, il est considéré comme déserteur et puni par la prison, voire par la mort [7]. »

---

7. Le même congrès panrusse des soviets a pris entre autres les décisions rapportées dans ces deux dépêches :

Helsingfors, 17 avril. — Le Congrès des Soviets de Moscou a décidé de placer à la tête des entreprises industrielles des chefs capables et énergiques, car le gouvernement de Moscou est arrivé à se convaincre que l'existence des conseils ouvriers est néfaste à l'industrie.

Suivant une dépêche de Moscou, le gouvernement des Soviets aurait décidé de supprimer les organisations corporatives et de placer tout ce qui les concerne sous le contrôle direct du gouvernement.

L'autre dépêche contient le résumé d'un grand discours-programme de Lénine :

En ce qui concerne la politique intérieure russe, Lénine a dit qu'il faut choisir entre un gouvernement collectif et une dictature individuelle. C'est vers la dictature individuelle — a-t-il conclu — que doit s'acheminer la Russie si elle veut affermir son régime actuel.

Les témoignages des Français récemment rapatriés nous ont fait un tableau saisissant de ce grand pays qui meurt de paralysie et d'inanition sous la tyrannie des Juifs [8] qui y veulent le règne du néant et de la mort. Le terrain était favorable. Depuis longtemps déjà était né en Russie le NIHILISME, et il avait grandi sous l'œil des tsars qui, non contents de maintenir leurs peuples dans l'orthodoxie impuissante à les vivifier, s'opposaient à l'action du catholicisme qui les eût régénérés, et même persécutaient ses ministres et ceux qui prêtaient l'oreille à leurs enseignements.

Comme les mahométans sortirent de la Mecque pour conquérir le monde, les soviets veulent s'élancer de Moscou pour la même conquête. Ils ont actuellement des armées et ils envahissent ; et ce qui est plus troublant, c'est qu'ils cherchent la complicité du monde civilisé et de ses gouvernants et qu'ils l'obtiennent. C'est ce que s'est proposé le sionisme. Voici ce qu'on pouvait lire en 1897 dans leur Protocole secret, n° VIII [9] :

> Nous devons contraindre le Gouvernement Goï à favoriser par son action le vaste plan que nous avons conçu et qui, maintenant, approche de son but triomphal, probablement grâce à l'opinion publique, que nous avons secrètement organisée à l'aide de ce que l'on appelle « le Royaume Secret » de la presse, qui, à part quelques exceptions négligeables, est déjà entre nos mains. Bref, pour résumer notre système d'ébranlement du Gouvernement Goï en Europe, nous montrerons notre puissance à quelques-uns d'entre eux par l'assassinat et la terreur, et s'ils croient possible de nous résister, nous leur ferons répondre par les canons américains, chinois ou japonais.

Puis, dans le n° XI du même protocole :

> Dieu nous a donné à nous, son peuple d'élection, le pouvoir d'expansion ; et ce qui semble à tous être notre faiblesse a été notre force, et nous a maintenant portés au seuil de la domination universelle. Il reste peu à construire sur ces bases [10].

---

8. Que les Juifs soient les pères du bolchévisme russe et les principaux fauteurs du bolchévisme universel, nul doute n'est permis. En juillet 1916, lorsque le Tsar fut détrôné, fut publié un document signalant les personnes et les maisons engagées dans cette révolution.

1. —	JACOB SCHIFF	Juif
2. —	KUHN LOEB et Cie	Maison juive
	Direction JACOB SCHIFF	Juif
	FÉLIX WARBURG	Juif
	OTTO KAHN	Juif
	MORTIMOF L. SCHIFF	Juif
	SEROME I. HANAUER	Juif
3. —	GUGGENFEIM	Juif
4. —	MAX BREITUNG	Juif

9. Publié par la *Documentation catholique*.
10. *Ibid.*

Le mouvement international des grèves de 1920 paraît bien avoir été lancé en vue de la réalisation de ce vaste plan « d'ébranlement de tous les gouvernements Goï ».

L'assassinat avait été pratiqué avant et pendant la guerre en Autriche, en Russie, etc. La Terreur devait suivre le triomphe de la C. G. T. Mais la résistance eut lieu. Appel « sera-t-il fait aux « canons américains, chinois ou japonais »? L'avenir nous le dira. Si oui, espérons que le Bon Sens qui reste, malgré la Réforme et la Révolution, le fond du tempérament que le catholicisme a donné à l'Europe et particulièrement à la France de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis et de Louis XIV, rendra la résistance générale et définitivement triomphante.

Elle mettra du temps à s'organiser, mais déjà les éléments en apparaissent ci et là. En mars 1919, à Leipzig, les amis de l'ordre matèrent vigoureusement et à trois reprises les tentatives sanglantes des Spartaciens.

Nul pays ne possédait un parti ouvrier socialiste plus uni, mieux organisé, que la Suède en 1909. Une grève presque totale dura cinq mois dans les grandes villes, elle se solda par un échec retentissant. Dès le début, un « corps de défense sociale » s'était formé à Stockholm d'environ trois mille volontaires qui firent régner l'ordre par la force de leurs armes.

En Catalogne, la fréquence des grèves révolutionnaires a suscité les somatènes, espèce d'Unions civiques, qui subviennent au besoin aux grands services collectifs. Ces somatènes sont en train de se répandre dans toute l'Europe. A Paris, à Lyon, à Barcelone, en Hollande des groupements se forment sous les noms variés d'*Unions civiques*, d'*Associations contre-révolutionnaires*, qui ont pour but de subvenir aux besoins de la collectivité en cas d'offensive communiste. Ces services ont déjà fourni pendant les grèves les hommes de volonté qui les ont brisées en remplaçant les ouvriers et les fonctionnaires chômeurs par des volontaires. Un philosophe allemand de 1850 prévoyait déjà cette réaction. Il disait que les excitations communistes seraient l'aiguillon dont se servirait la nature pour resserrer dans le monde les forces de coordination sociale.

Persuadons-nous bien, cependant, que la Synagogue ne lâchera pas pour si peu. Elle s'est trop avancée, et l'heure paraît plus

favorable qu'elle ne l'a jamais été à achever l'œuvre plusieurs fois millénaire.

Elle ne fera sans doute point appel, du moins pour le moment, aux « canons chinois ou japonais ou américains » pour achever de mettre bas l'ensemble du « gouvernement Goï ».En attendant, elle continuera à le miner et à préparer son écroulement, toujours par le communisme, mais le communisme attaquant la société autrement que ne le font les soviets en Russie.

Déjà elle obtient pour cela le concours des Parlements. Ils sont à l'œuvre pour faire entrer cette autre forme de communisme dans les lois.

L'épouvantable trou creusé par la guerre dans l'ordre financier du monde demande à être comblé. Il ne peut l'être, à défaut de l'Allemagne qui s'y refuse, que par ses nationaux en les accablant d'impôts nouveaux. Mais quelque lourd, quelque insupportable que devienne le budget, il sera insuffisant.

Pour parer à cette difficulté, une idée a été lancée : LA NATIONALISATION, la nationalisation des mines, des chemins de fer, de l'énergie électrique, de tous les services, de toutes les industries qui commandent l'activité nationale. L'alcool, le pétrole, les assurances, etc., doivent aussi passer aux mains de l'Etat, être *nationalisés* [11].

Ce n'est plus une simple idée ; divers projets de loi sont préparés et vraisemblablement quelques-uns, pour commencer, sont déjà adoptés et promulgués.

Une lettre, découverte quelque temps après le 1er mai, fut adressée à des membres de l'Internationale communiste russe

---

11. Il est devenu banal de dénoncer les méfaits de l'étatisme industriel. Son exploitation est presque toujours routinière, bureaucratique, lente ; elle est toujours coûteuse. Les fonctionnaires se désintéressent du succès de l'entreprise, ils ne cherchent pas à satisfaire le public. Eux-mêmes paient chèrement leur tranquillité, car ils sont exposés à des vexations et à des injustices, par suite de l'intrusion continuelle de la politique dans l'administration.

Quant aux résultats matériels de l'exploitation par l'Etat, nous les avons touchés du doigt en France, lors du rachat de l'ancienne Compagnie de l'Ouest. En 1913, le coefficient d'exploitation du réseau de l'Etat atteignait 85 % contre 55 à 61 % pour les réseaux des Compagnies. Que l'on ne croie pas que ces constatations soient spéciales à la France. En Allemagne, c'est-à-dire dans le pays qui semble le mieux fait pour l'application de ce régime, puisque nulle part l'ouvrier n'y est plus discipliné, le chef mieux obéi, l'organisation plus méthodique, l'exploitation des mines dites « fiscales », donne des résultats analogues. Alors que dans les houillères de la Silésie et de la Westphalie, la production augmentait de 120 à 143 % entre 1880 et 1900, dans celles de la Sarre, exploitées par l'Etat, elle augmentait seulement de 73 %.

par le citoyen Monatti, directeur de la *Vie ouvrière* et chef des groupements français de la IIIe Internationale. Dans cette lettre les soviets étaient avertis de ne pas se laisser tromper par ce mot « nationalisation » : ce n'était qu'une enseigne destinée à couvrir la Révolution en marche. Le citoyen Monatti fut arrêté avec d'autres et une information fut ouverte par M. Jousselin.

Si demain le gouvernement arrivait aux mains des socialistes et communistes, de par la nationalisation, tous les services publics et toutes les entreprises économiques seraient exploités par l'Union des syndicats ouvriers que rien n'empêcherait de faire diriger plus ou moins ouvertement, ou plus ou moins obliquement, par le Pouvoir occulte. C'est sans doute ce que la Synagogue espère, comme aboutissant de la législation que le Parlement est en train de faire.

« Tous ceux, a dit M. le marquis de Vogué, il y a longtemps déjà, tous ceux qui regardent devant eux sont persuadés que rien ne peut préserver le monde de la crue démocratique et du socialisme qui l'accompagne ; on chercherait vainement en dehors de l'Eglise une force capable de limiter cette crue et de la diriger [12]. »

Dans une Lettre pastorale, écrite en 1878, Mgr Martin, évêque de Natchitoches, aux Etats-Unis, considérant les événements dont il était témoin et ceux qui les avaient précédés depuis qu'était ouverte l'ère de la révolution, en tirait ce sinistre pronostic : « Nous sommes forcément amenés à conclure à l'existence d'une direction donnée, d'un plan d'ensemble, d'une forte organisation qui exécute un but arrêté vers lequel tout tend. Oui, elle existe cette organisation avec son but, son plan et la direction occulte à laquelle elle obéit ; société compacte malgré sa dissémination sur le globe ; société mêlée à toutes les sociétés sans relever d'aucune ; société d'une puissance au-dessus de toute puissance, celle de Dieu exceptée. »

Cette société compacte, malgré sa dissémination, mêlée à toutes les sociétés sans relever d'aucune, cette société jouissant d'une puissance au-dessus de toute puissance, celle de Dieu exceptée, il n'est plus nécessaire de la nommer, elle s'est assez

---

12. *Spectacles contemporains*, cité par le *Devoir*, 26 avril 1919.

manifestée par ses œuvres. Mais peut-elle compter sur son triomphe, un triomphe certain et définitif? Et en ce cas, le croit-elle prochain?

Mgr Meurin, évêque de Port-Louis, a répondu dans son livre *La Synagogue de Satan :* « A l'heure où nous sommes arrivés, le monde peut espérer la voir disparaître. Le pouvoir actuel de la Franc-Maçonnerie paraît toucher à sa fin ». Mais il ajoute : « *Il ne finira pas sans une tragédie tout à fait inouïe.* »

Cette tragédie inouïe, telle qu'aucune des générations précédentes n'aurait pu la concevoir ni l'imaginer, le monde en est actuellement le théâtre. La grande guerre et ses suites, la paix et l'état dans lequel son règlement met le monde, c'est bien une tragédie inconnue jusqu'ici. Les observateurs la voyaient venir. Tous les peuples étaient en effervescence; on n'entendait parler que de Pangermanisme, de Panslavisme, de Panserbisme, de Panaméricanisme. Le conflit éclata. La terre se couvrit d'une mer de sang dont les flots coulèrent durant quatre ans d'un continent à l'autre.

La paix allait-elle ramener la sagesse et l'ordre? Elle ouvrit une nouvelle scène de l'inouïe tragédie. Les gouvernements se disputèrent les dépouilles et s'arrachèrent les provinces, les peuples se ruèrent de nouveau et plus que jamais à la poursuite de l'argent et des plaisirs, et cela sous les yeux de la Synagogue qui fomentait la révolution, celle envisagée comme le terme de toutes celles qui ont précédé, celle qui courbera, pense-t-elle, le monde entier sous son joug. Son espoir se réalisera-t-il? Mgr Meurin vient de nous dire son testament. Ce sera, au contraire, la fin, non de la Synagogue, mais de la coalition judéo-maçonnique, de la conjuration des deux sectes contre l'Eglise, contre l'Œuvre pour laquelle le Fils de Dieu, la seconde Personne de la Très Sainte Trinité, s'est incarné, pour laquelle l'Homme-Dieu s'est livré à la mort de la croix, voulant nous délivrer de la servitude du démon, nous faire jouir de la paix et nous ouvrir les portes du ciel.

Ce triomphe de l'Eglise sur la Synagogue de Satan et le règne de Jésus sur la société qui doit en être la suite, est actuellement l'objet des prières de tous les enfants de Dieu. Elles seront exaucées. Nous pouvons l'espérer. *Adveniat regnum tuum.*

CHAPITRE XXXIV.

Le devoir de l'heure présente.

Ceux qui me haïssent complotent contre moi,
ils n'imaginent que moyens de me nuire :
« Il est atteint, disent-ils, d'un mal de Bélial (mal mortel),
et le voilà couché pour ne plus se relever! »
Puissent-ils tous se voir déçus,
ceux qui veulent ma perte,
ceux qui s'exclament sur mes maux: « Très bien! très bien! »
(Mais au contraire), qu'ils se réjouissent et tressaillent en ta bonté
tous ceux qui te cherchent, « Dieu » :
Qu'ils répètent sans cesse : « Gloire au Seigneur »,
Ceux qui aiment à trouver en toi le salut.

Ps. xxxix.

Replacer les hommes dans la vérité des situations : les Juifs ne sont pas des Français et la société secrète n'est pas légale. — Ni vengeance, ni haine, mais prières pour l'entrée des Juifs dans l'Église du Christ-Roi. — L'heure paraît venue de leur conversion. — Leur futur apostolat.

La conjuration antichrétienne, quel que doive être son avenir, est toujours un fait actuellement subsistant. Quels devoirs cette permanence impose-t-elle? Nous venons de le dire : d'abord la prière. Mais Dieu veut qu'à la prière soit jointe l'action. Quel genre d'action?

Gougenot des Mousseaux a fait une bien sage observation :

Le juif nous tient, il est notre maître, non seulement parce que nous ne possédons plus l'or qui est passé en ses mains, mais *parce que c'est l'or qui nous possède;* parce que l'orgueil, le luxe, la luxure, la soif, la rage de toute puissance et de toute jouissance, se sont emparés de nos âmes. Le juif ne lâchera prise que devant la résurrection de l'*éducation chrétienne* qui inspire à l'homme, humilité, modération, honnêteté, sobriété, dévouement, égards et respect pour le faible et le pauvre. Jusque-là, la parole d'un saint prêtre issu de sang israélite (le R. P. Ratisbonne), ne cessera pas d'être vraie : « Les juifs dirigent la Bourse, la Presse, le

Théâtre, la Littérature, les Administrations, les grandes voies de communications sur terre et sur mer; et, par l'ascendant de leur fortune et de leur génie, ils tiennent enserrée, à l'heure qu'il est, *comme dans un réseau, toute la société chrétienne.*

A côté de ce devoir qui s'impose à chaque chrétien, et particulièrement à tout Français, car la secte judéo-maçonnique travaille à la disparition de la France pour mieux arriver à la disparition de l'Eglise, il en est un autre qui incombe à l'Etat : mettre les Juifs dans l'impossibilité de continuer leur ascension et de la porter à ses dernières limites. M. Charles Maurras en a exposé les moyens en divers articles qui ont fixé l'attention. En voici la substance. On admirera la modération, la justice des moyens qu'il propose, la facilité avec laquelle ils pourraient être employés et comment leur application pourrait être applaudie par tous.

La première chose à faire est de réformer la législation française. La loi française, depuis cent vingt ans, fait un gros mensonge; elle considère comme Français des gens qui ne sont pas Français puisqu'ils sont Juifs. La législation doit se remettre d'accord avec la vérité. Elle doit rendre aux Juifs leur nationalité de Juifs, conformément à la raison, à l'histoire, à la justice, à l'humanité.

La législation faite par la Révolution nous présente le Juif en tant que Français, et il n'est pas Français. Elle le suppose capable de remplir les devoirs, les charges, les offices qui incombent aux membres de la Cité française et le fait est qu'il s'y comporte comme un étranger, un pillard et un réfractaire. Soldats, les Juifs désertent; officiers, ils trahissent; magistrats, ils fraudent la loi ou exigent de leurs collègues qu'elle soit violée à leur avantage; financiers, ils exploitent le pays jusqu'à l'os dans les jours de bonne fortune et, si la chance tourne, ils s'en vont sans payer personne et, ce qui est plus grave, sans estimer devoir un sou!

C'est surtout à la centralisation financière que la Juiverie doit la plus grande partie de sa force. Mais elle aurait été brisée cent fois ou n'aurait pu se maintenir, sans le concours de la centralisation politique, dont tous les organes ont joué, avec une précision et une décision mémorable, au moment de la crise de l'Union générale où l'on put prendre sur le fait la collaboration

de la justice et de la police avec cet Etat juif qui est le maître de l'Etat démocratique et républicain. Si l'on veut avoir raison de la Juiverie, il faut donner à notre Etat une structure qui le rende inexpugnable aux retours offensifs de cet ennemi.

Pour cela, rapportons la loi par laquelle on a laissé les Juifs usurper la qualité de Français, déclarons-les déchus de notre droit de cité et réintégrons-les dans leur cité morale, dans leur droit historique : aussitôt, par le jeu normal de cette décision, tout ce qui est juif est sommé de quitter tout ce qui tient à l'autorité et à la puissance française. Sans vaine acception de personnes, sans une ombre de violence inhumaine, par une mesure abstraite qui ne peut offenser ni même mettre en cause aucun amour-propre privé et dont, par conséquent, aucun homme ne peut se plaindre, les fonctionnaires juifs quittent les fonctions de l'Etat : officiers, magistrats, professeurs, employés, avocats, avoués, médecins attachés à quelque service public ; automatiquement, les Juifs d'Etat se trouvent séparés de l'Etat, l'Etat français nous fait retour : la puissance publique française nous est rendue. Je ne dis pas que la restitution de tout le reste soit dès lors chose faite, je dis qu'elle devient possible, et chacun se rend compte qu'elle ne le sera jamais si l'on ne commence par là.

Et, comme le dessein n'est pas de rendre Israël intéressant en lui infligeant de vaines persécutions, la reprise de ce bien moral : les fonctions de l'Etat, n'aura point lieu sans les indemnités convenables et, pour donner à l'opération politique une ampleur, une correction, une générosité dignes du nom français, les ressources ne feront pas défaut ; un Etat national saura bien où les prendre : la plaie d'argent que lui aura faite l'antisémitisme sera pansée (et au-delà) par l'antisémitisme lui-même. A une condition : que cet Etat soit régulier, qu'il soit la Monarchie en règle, comme disait Bismarck à l'instant même où il nous la refusait. La République de Gambetta, comme la République de Dreyfus, aura pu avoir ses chacals et ses vautours. Le nationalisme intégral exclut ces espèces inférieures.

Pour ce qui est de la Franc-Maçonnerie, il ne sera pas nécessaire de l'abolir, il suffira de tenir la main à la législation existante à son égard.

A propos d'une circulaire administrative concernant la Franc-

Maçonnerie, le F∴ Hubert écrivit, dans sa Revue, la *Chaîne d'Union*, en mai 1887 :

Il suffirait D'UN SIMPLE ARRÊTÉ *pour interdire la Franc-Maçonnerie en France, pour que, en France, toutes nos Loges, tous nos ateliers maçonniques fussent fermés.* Nous nous rappelons que, sous l'Empire, dans une petite ville d'un de nos départements du Midi, il plut au commissaire de police de cette localité de considérer une Loge, cependant parfaitement établie et reconnue par le Grand-Orient de France, dont le prince Murat était alors encore le grand maître, comme *constituant une réunion, une* SOCIÉTÉ SECRÈTE, *interdite par les lois en vigueur (et je ne les crois pas toutes abrogées, ces lois; même à cette heure).* Il se présenta donc au local maçonnique, un jour de réunion, dressa procès-verbal, prit les noms des maçons présents à la tenue; *les maçons furent bel et bien condamnés en police correctionnelle, comme faisant partie d'une* SOCIÉTÉ SECRÈTE. *On vint jusqu'en appel où le premier jugement fut purement et simplement confirmé...*

Le décret si redouté du F∴ Hubert est celui du 28 juillet 1848, que voici :

ART. 13. — *Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'une amende de* cent *à* cinq cents *francs et d'un emprisonnement de six mois à deux ans et de la privation des droits civiques de un à cinq ans.*

Ces condamnations pourront être portées au double contre les chefs ou fondateurs des dites sociétés.

Or, la Franc-Maçonnerie est une *société secrète :* ses membres en y entrant font serment de garder inviolables les secrets de l'Ordre, leurs noms ne sont point connus de la police, leurs réunions sont rigoureusement fermées aux profanes.

Donc cette société est bien ce qu'il y a de plus *Société secrète.*

Le décret de 1848 fut, il est vrai, abrogé par un autre du 25 mars-2 avril 1852, mais celui-ci ajoute : « à l'exception de l'article 13 sur les sociétés secrètes. »

Vint ensuite le décret de 1862. Il décide que « le Grand-Maître de l'ordre maçonnique sera désormais nommé par l'Empereur; le maréchal Magnan est nommé Grand-Maître ». Rien de plus. Il n'y a pas là le retrait d'une loi ou des décrets antérieurs, mais une autorisation, aux termes de l'article 291 du code pénal, autorisation toujours révocable [1].

---

1. Le Grand-Orient a lui-même constaté la possibilité de cette révocation. Voici ce que nous lisons dans le *Bulletin*, année 1894 :

L'Assemblée nationale aurait pu urger l'exécution de l'article 13 du décret de 1848. Elle n'en fit rien. Thiers, tenu par ses anciens serments et ses engagements tout récents, ne l'aurait pas permis. Et puis, l'Assemblée, même la droite, ne savait guère ce qu'est la Maçonnerie et ce qu'elle fait. L'un de ses membres, ministre de M. Thiers, M. de Marcère, dans son livre *L'Assemblée nationale de 1871*, s'excuse d'avoir concouru à l'établissement de la République et dit :

Les sectaires, dont les dossiers étaient tenus secrets, se gardaient bien de dévoiler leurs intentions. Ils avançaient sournoisement sur le terrain que nous gagnions pour eux... Nous ne soupçonnions pas alors les desseins ni les moyens d'action de la Franc-Maçonnerie.

La secte n'ignorait pas combien son existence était précaire. Le 12 septembre 1894, au convent général du Grand-Orient, le vœu suivant fut discuté et envoyé à l'examen des Loges pour être l'objet d'un vote en 1895 :

« Le convent décide qu'il y a lieu de solliciter du gouvernement de la République la reconnaissance du Grand-Orient comme société d'utilité publique et charge le conseil de l'ordre de remplir, à cet effet, toutes les formalités légales [2]. »

Si l'Etat observe à l'égard des Francs-Maçons et à l'égard des Juifs les règles ci-dessus tracées, si nous observons, chacun pour notre propre compte, la ligne de conduite indiquée par M. Gougenot des Mousseaux, il n'y aura dans la répression des ennemis actuels de l'Eglise et de la France rien que de juste et de louable, rien qui ne soit digne du nom chrétien, et qui

---

P. 213, le F.·. Poulle dit que le pouvoir « peut fermer nos temples quand il le veut ».

P. 215 : « Nous ne sommes que des tolérés ».

Dans le mémoire imprimé de M. Morillot, à propos du procès de Mgr Cazet, à la Cour de Cassation, on lit cette phrase, qui n'a jamais été démentie :

« La Franc-Maçonnerie est une société secrète *(illégale)* simplement tolérée. »

(Recueil de Sirey, 1893. I, p. 436.)

Le Grand-Orient tombe sous le coup :

De l'article 291 du code pénal ;

De la loi du 23 juillet 1848 (art. 13) ;

De la loi du 10 avril 1834 ;

De la loi du 14 mars 1872 (art. 1er).

Mais le Grand-Orient est peuplé d'hommes politiques et de fonctionnaires qui, en général, ne se poursuivent pas eux-mêmes.

2. Ce vœu porte les signatures de : Poulle, Louis, Lucipia, Pochon, Merchier, Albert Pétrot, Dussol, Carrère, de Hérédia, Rodanet, Burgues, Bidou, Duputel, Lartigue, Corbière, Delpech, Nicolas, Rollet, Aussel, Dequaire, Schwérer, Adrien, Duvand.

ne puisse se concilier avec la charité « avec l'amour de Dieu et des hommes répandu dans nos cœurs par l'Esprit-Saint qui nous a été donné [3]. »

Il est temps, plus que temps qu'une législation de ce genre soit faite et promulguée en France et ailleurs, car Israël croit toucher au but, à la fin qu'il s'est proposée. Le 23 avril 1916, Hervé exprimait ainsi dans son journal l'espoir des Juifs qu'il faisait sien :

> Depuis le jour où vous avez été chassés de la terre des Ancêtres, et que vous avez erré à travers le monde sans trouver le définitif abri, inlassablement vous avez affirmé avec vos prophètes, au plus fort des infortunes, au plus cruel des tortures, que le jour de la Délivrance se lèvera.
> Amis! tout le fait pressentir, *le jour est proche* et, *après* les tonnerres des canons géants et les éclairs des mitrailleuses, *le Messie, votre Messie, va surgir!*

Ces espérances, si hautement manifestées, soulèvent en plus d'un cœur des sentiments qui sont contraires à ceux qu'inspire l'esprit du christianisme. Cette conjuration contre l'Eglise, contre la société et en particulier contre la France, accable de tristesse et d'effroi celui qui la voit et qui peut se rendre compte des maux qu'elle nous a causés et de ceux dont elle nous menace. La tristesse et l'effroi soulèvent naturellement l'indignation dans l'âme qui en est saisie. Doit-elle, peut-elle aller au-delà? jusqu'à la haine, la haine du Juif et la haine du Franc-Maçon? Lorsque l'Eglise, parcourant les villes et les champs, adresse à Dieu ses grandes supplications, litanies majeures et litanies mineures, parmi ses prières pour tous les besoins de l'humanité, elle fait celle-ci : « De toute colère, de toute haine, de tout mauvais vouloir, délivrez-nous, Seigneur ». Bien des fois la colère a soulevé contre les Juifs les populations poussées à bout ; nos rois se sont contentés de leur faire rendre gorge et l'Eglise a toujours condamné les violences.

Saint Paul fut le second après saint Etienne à être persécuté par eux ; quels sentiments cette persécution faisait-elle naître en son cœur? Nous les voyons manifestés dans son Epître aux Romains :

> Je dis la vérité dans le Christ, je ne mens point, ma conscience m'en rend le témoignage par l'Esprit-Saint ; j'éprouve une grande tristesse et j'ai au cœur une douleur incessante, car je souhaite d'être moi-même

3. Rom., V, 5.

anathème, loin du Christ, pour mes frères, mes parents selon la chair, qui sont Israélites, à qui appartiennent l'adoption, et la gloire, et les alliances, et la Loi, et le culte, et les promesses, et les patriarches de qui est issu le Christ selon la chair, lequel est au-dessus de toutes choses, Dieu; béni éternellement... *Frères, le vœu de mon cœur, et ma prière à Dieu pour eux, c'est qu'ils soient sauvés* [4].

Qu'ils soient sauvés! c'est-à-dire qu'ils viennent à Jésus-Christ, qu'ils reconnaissent en Lui leur Roi et qu'ils observent sa loi, c'est le vœu de l'Eglise, c'est sa prière, ce doit être la nôtre.

Il n'est pas impossible, il paraît même à plusieurs assez probable que l'heure va sonner où cette prière sera exaucée.

Les Juifs sont arrivés à humilier les nations chrétiennes, infidèles, et à les châtier, et pendant un temps que Dieu seul connaît, le châtiment deviendra de plus en plus visible et de plus en plus grave. Mais à l'exercice succédera celui de la miséricorde. Que la guerre actuelle et les fâcheuses suites que le congrès des nations lui a données finissent par ce coup de miséricorde que tant d'âmes chères à Dieu demandent et espèrent ; qu'à l'exercice de la justice qui châtie les chrétiens coupables, succède la clémence, et que les chefs de la conjuration antichrétienne qui poursuivent depuis tant de siècles avec une constance et une sagesse, éclairées par les feux d'en-bas, l'anéantissement de l'Eglise catholique et l'esclavage du genre humain, voient échouer leurs projets, au moment où ils se tenaient sûrs de les voir enfin réalisés ; et que les âmes saintes expiatrices et réparatrices voient se relever plus solides et plus splendides qu'ils ne le furent jamais les murs de la cité sainte, se dilatant jusqu'aux extrémités du monde, embrassant l'humanité entière, il n'est pas impossible qu'à ce spectacle les conjurés se tournent vers leur vainqueur, et comme Saul, le premier instrument de leur haine, ils demandent à Jésus, dans l'effroi de leur âme et la contrition de leur cœur : « Qui êtes-vous, Seigneur ? Seigneur, que voulez-vous que je fasse ? » Et le Seigneur répondra comme aux premiers jours du christianisme : « Allez porter mon nom devant les nations. » Et leur prédication, renouvelant le miracle de la prédication des premiers Apôtres, leurs frères, amènera tout le troupeau au bercail, tout le genre humain au sein de l'Eglise : *Unum ovile et unus Pastor.*

---

4. *Ad Romanos,* IX.

Les Juifs verront alors la réalisation de ce qui a été annoncé à leur ancêtre David : « (Soumettez-vous) car voici que j'ai sacré mon roi sur ma montagne sainte [5]. »

Jésus sera alors vraiment roi, le roi du genre humain, non de cette royauté que les Juifs voulaient, mais de celle qui a été annoncée à Marie au jour de l'Incarnation et que Jésus a revendiquée au tribunal de Pilate, royauté spirituelle, royauté sur les intelligences par la foi, royauté sur les cœurs par la charité.

A ce spectacle, les Juifs s'écrieront :

Nous avons donc erré, loin du chemin de la vérité;
Ce n'est pas sur nous qu'a brillé la lumière de sa justice,
Ce n'est pas sur nous que s'est levé son soleil,
Nous nous sommes rassasiés dans la voie de l'iniquité et de la perdition.
Nous avons marché dans des déserts sans chemins,
Et nous n'avons pas connu la voie du Seigneur,
A quoi nous a servi l'orgueil ?
Et de quel profit a été pour nous la richesse jointe à la jactance [6] ?

Ce qui est dit ici se produira certainement un jour. Dieu l'a affirmé. « Le retour d'Israël, dit le docteur d'Allioli, est de la plus haute importance, puisque l'entière conversion des Juifs sera l'entière conversion du monde. » Ce retour s'effectuera. Saint Paul (Ch. XI de son épître aux Romains) l'a affirmé et en a aussi marqué les suites :

« Que si leur péché a été la richesse du monde, et leur amoindrissement la richesse des gentils, que ne sera pas leur plénitude?... Car si *leur rejet* est devenu la réconciliation du monde, que sera *leur réintégration* sinon (un retour pour le monde) de *la mort à la vie !* »

Déjà avant saint Paul, le prophète-roi David avait contemplé cette ère inouïe jusqu'à ce jour d'un élan de tous les peuples de la terre sans exception vers le Seigneur, lors de la conversion d'Israël. Son âme, à cette vue, s'exalte et s'écrie : « *Nations, louez toutes le Seigneur*, peuples, glorifiez-le tous PARCE QUE *sa miséricorde s'est affermie sur nous* (Israël) et que la fidélité du Seigneur (à ses promesses) s'étendra à toute la suite des siècles [7]. »

Et avant David, Moïse : « Le Seigneur ton Dieu ramènera

5. Ps. II, 6.
6. Sagesse, IV, 6-8.
7. Ps. CXVI.

tes captifs, il aura pitié de toi, et il te rassemblera encore du milieu de tous les peuples chez lesquels il t'avait auparavant dispersé [8]. »

Le prophète Osée confirme ainsi la promesse divine sortie de la bouche de Moïse : « Les enfants d'Israël seront pendant un long temps sans roi, sans prince, sans sacrifice, sans autel : *et après cela ils reviendront et ils chercheront le Seigneur leur Dieu et David leur roi* [9]. »

Ces paroles prophétiques ont toujours reçu la même interprétation de la part des commentateurs de la sainte Ecriture. Qu'il suffise de citer l'un des plus récents. Le P. Corluy a écrit dans la *Science catholique* du 15 mars 1891 :

Cette conversion d'Israël doit amener pour l'Eglise du Christ une merveilleuse abondance de bénédictions spirituelles que l'apôtre désigne sous l'expression figurée *vita ex mortuis*... Il faut croire que cette conversion des juifs ne se fera pas seulement par individus isolés et successivement, mais qu'elle sera le retour de la nation en masse vers le Seigneur et vers son Christ. Il s'ensuit qu'à cette époque, les juifs se seront vraisemblablement reconstitués en corps de nation, vérifiant ainsi certaines prophéties qui leur annoncent, pour la fin des temps, un heureux retour dans la terre de leurs ancêtres. Alors le royaume du Christ atteindra l'apogée de sa gloire [10].

Est-ce pour bientôt?

M. Lémann, dans son livre : *Les Nations frémissantes contre Jésus-Christ et son Eglise*, p. 196, appelle l'attention sur ce fait :

Il y a trente ans passés (ceci était écrit en 1876), dans un sanctuaire de Rome, la Vierge Marie se révélait avec sa gloire et ses tendresses à un Juif (M. Libermann), dont la conversion fut comme un coup de trompette de l'Apocalypse dans l'Eglise [11]. C'en est fait; depuis cette heure, comme

---

8. Deut., XXX, 3-6.
9. Osée, III, 4-5.
10. Un savant bénédictin, Dom E. H. Micheau, a publié dans l'*Univers*, fin 1911 et commencement 1912, une étude sur les prophéties relatives à la dispersion d'Israël et à son retour dans la Palestine. Il y dit : « J'ai là, réunies devant moi, dix-neuf prophéties qui annoncent la dispersion totale des douze tribus dans le monde entier ; toutes sont suivies d'une autre prophétie annonçant de même le rassemblement de tout Israël de tous les points du globe et son retour dans la terre de ses pères. Les dix-neuf premières prophéties sont depuis plus de dix-huit cents ans de l'histoire. Plusieurs sont prises comme preuves que le rassemblement et le retour s'accompliront de même. » Puis il demande : « Y a-t-il vraiment quelque sagesse à rejeter les dix-neuf autres prophéties et à les considérer ou comme nulles ou comme purement mystiques et spirituelles ? »
11. François-Marie-Paul (de son nom de naissance Jacob) naquit le 24 mars 1803 en Alsace, fils du rabbin de Saverne. Après sa conversion, il fonda la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie qui, en 1848, s'unit à celle du Saint-Esprit dont le principal but était l'évangélisation des noirs. Depuis

à un signal de Marie, a commencé dans le monde, d'une manière lente, mais certaine, la conversion des Juifs. Depuis lors, le judaïsme moderne s'est partagé en deux courants : l'un, *faux* judaïsme, qui court se perdre dans le rationalisme et l'indifférence; mais l'autre, *vrai* judaïsme, qui veut silencieusement se compléter, s'achever et se couronner dans le catholicisme. Car le judaïsme, c'est le Messie *promis;* le christianisme, c'est le Messie *venu.*

La question juive occupe de plus en plus tous les esprits. Les livres qui en traitent se multiplient et les journaux ont à en parler presque tous les jours. De leur côté, les Juifs se préparent. Depuis 1880 ont lieu des *congrès sémitiques*, où se réunissent les Juifs de toutes les parties du monde pour étudier les moyens de rentrer en possession de la Terre Sainte et d'y ramener leur nation. Disons enfin que cinq cent seize évêques prièrent les Pères du Concile du Vatican de « daigner prévenir par une invitation toute paternelle la très infortunée nation d'Israël. » « Fasse le Ciel, disaient-ils, qu'ils accourent se jeter entre les bras de l'Immaculée Vierge Marie, qui, déjà leur sœur selon la chair, peut être encore leur mère selon la grâce comme elle est la nôtre ! »

Puisse ce vœu se réaliser bientôt pour la paix du monde et l'établissement du règne de Notre-Seigneur Jésus-Christ sur toutes les nations !

Une association de prières pour la conversion des Juifs a été fondée en 1903. Le mouvement, parti de la France, s'est étendu avec une rapidité vraiment prodigieuse, et bientôt il n'est terre si lointaine où quelques âmes d'élite n'implorent pour obtenir la conversion d'Israël. Aux adhésions, tout individuelles d'abord, succèdent les longues listes de centaines, de milliers de nouveaux Associés. Dans certains pays, où la foi chrétienne est restée vivante, les cœurs sont tellement conquis à cet apostolat, que des paroisses entières se font inscrire.

---

l'union, cette Congrégation dirige des collèges, des séminaires et le séminaire français à Rome. Le 19 juin 1910 le Souverain Pontife déclara l'héroïcité de ses vertus, décret qui le place au rang des Bienheureux.

Le XIX[e] siècle a été témoin d'autres conversions de Juifs, non moins pleines de promesses, celle de Hermann Cohen, qui entra dans l'Ordre des Carmes déchaussés, celle d'Alphonse de Ratisbonne que la sainte Vierge appela à elle dans l'église Saint-André delle Fratte, « au milieu d'un rayonnement, pleine de majesté et de douceur. Une force irrésistible m'a poussé vers elle. Elle m'a fait signe de m'agenouiller. Elle ne m'a point parlé. Mais j'ai tout compris. » C'est ce qu'il dit en sortant de l'église à M. de Bussières qui l'y avait introduit.

Les adhérents viennent de toutes les classes de la société comme vinrent à l'Evangile les premiers chrétiens.

Ces prières commencent à porter leurs fruits.

Ce n'est pas encore le réveil d'un peuple à la vraie foi, mais pour beaucoup d'âmes droites les voiles se déchirent; elles reconnaissent Celui que leurs pères avaient méconnu, et parmi elles plusieurs dans la joie de la vérité acquise, aspirent à l'honneur de l'apostolat. Les Annales de la Mission de Notre-Dame de Sion signalent ces conversions en France, en Prusse, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Amérique. Partout elles relèvent des faits aussi éclatants que consolants [12].

---

12. Le numéro de mars-juin 1910 de ces *Annales* donna entre autres renseignements, ceux-ci qui semblent plus remarquables : « C'est aux Etats-Unis que les conquêtes de la Foi semblent plus particulièrement éclatantes.

» A New-York, c'est un professeur de physique dans un important collège de la ville qui affirme ses convictions catholiques et demande le baptême ; c'est une dame très en vue dans la meilleure société, membre d'une famille opulente, qui entre dans l'Eglise avec éclat, afin que son exemple encourage les timides et les hésitants.

» A Washington (Ohio), c'est un rabbin qui se convertit, et qui, devenu chrétien, s'empresse d'ouvrir une école et un foyer pour y recueillir et y affermir dans leur foi ceux de sa religion qui viendraient à l'imiter.

» De Boston, on nous annonce la conversion du directeur du grand hôpital de cette ville. Ses convictions nouvelles sont déjà si profondes, qu'il édifie tous ceux qui le connaissent par son zèle ardent pour la diffusion de la vérité catholique.

. » Ailleurs, c'est une Israélite admirablement douée, à qui nulle joie terrestre n'a été refusée, qui fait son abjuration et presque aussitôt abandonne tout ce que le monde lui envie pour aller s'enfermer dans la solitude d'un cloître en Italie.

» Ce besoin de couronner leur conversion par un don absolu d'eux-mêmes, d'autres âmes l'éprouvent et se préoccupent de le satisfaire par l'apostolat. Au Collège américain de Rome, viennent d'entrer, pour y poursuivre les hautes études ecclésiastiques, deux Israélites récemment convertis, dont l'un s'était fait protestant épiscopalien avant d'entrer dans la pleine lumière du catholicisme. »

Comme conclusion aux faits semblables recueillis dans les diverses parties du monde, les *Annales* concluent : « Lorsque tant d'âmes et des âmes généreuses s'ébranlent pour marcher par-dessus tous les obstacles vers la pleine lumière qui les attire, quels espoirs ne devons-nous pas concevoir ? »

Le 9 mars de l'année suivante, les *Archives Israélites* faisaient entendre ces plaintes : « L'apostasie fait de tels progrès en Israël d'Allemagne et d'Autriche que les chefs de la Synagogue dans ces deux pays, où elle exerce des ravages, ont fini par s'en émouvoir et par prendre des mesures pour arrêter le mal. Les statistiques à ce sujet, surtout en ces dernières années, sont désolantes. S'il en faut croire une statistique que nous donnons sous toutes réserves, vingt-deux mille Israélites en Allemagne, quarante-quatre mille en Autriche-Hongrie, plus de quatre-vingt mille en Russie auraient abjuré au cours du XIXe siècle. »

Les *Archives Israélites* faisaient ainsi le procès à ces « apostats » : « Trop de nos coreligionnaires, pressés d'arriver, de faire leur chemin, de se hisser au sommet, de satisfaire leur ambition, n'hésitent pas, pour arriver à leurs fins, à jeter par dessus bord la religion de leurs pères et à embrasser le

« Convertir le Juif, dit M. Pierre Lasserre, c'est résoudre la question juive. Incorporés à l'Eglise catholique romaine, les Juifs seront catholiques romains avant d'être Juifs ; ou plutôt ils reconnaîtront dans l'Eglise l'Israël véritable. Alors ils soutiendront et consolideront les patries chrétiennes, au lieu de les saper et de les détruire. Nous n'aurons plus des Crémieux, des Karl Marx, des Lassalle, mais seulement des Ratisbonne, des Hermann, des Libermann. Et la Franc-Maçonnerie et la Révolution se heurteront contre la milice d'Israël, cette réserve de Dieu dont parle Isaïe. »

FIAT ! FIAT !

---

christianisme qui tend les bras particulièrement aux transfuges. » Cette accusation n'est point sans fondement. Beaucoup de ces Juifs vont au protestantisme qui ne leur demande pas de profession de foi et non au catholicisme qui a d'autres exigences.

Mais il en est d'autres, et ils sont nombreux, qui demandent à l'Eglise catholique la voie du salut et qui y entrent généreusement.

Pendant la guerre un important mouvement de conversion s'est manifesté en Hongrie. La ville de Budapest compte près de deux cent mille Juifs. Or, aux mois de mai et de juin 1919, c'est par centaines que des Juifs se sont fait rayer des registres de la communauté israélite et sont entrés dans l'Eglise catholique, dans laquelle, après s'être fait instruire des vérités religieuses, ils se font baptiser. Ces nouveaux catholiques se recrutent dans toutes les classes de la société, mais surtout dans la classe bourgeoise, parmi les avocats, les négociants, les fonctionnaires.

Vers la fin de la guerre, un « appel » a été adressé parmi les Alliés et les neutres aux Israélites *devenus catholiques,* par d'autres Israélites devenus catholiques aussi, pour faire collectivement après la paix un acte d'amour et de réparation envers le Dieu Messie *enfin reconnu,* afin qu'ensemble ils puissent s'écrier : « Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur ! » et, par ce geste, puissent attirer des grâces de lumière sur tous leurs coreligionnaires. Cet appel indique comme lieux de correspondance *Notre-Dame de Sion,* la *Visitation de Fourvières* à Lyon et la *Visitation de Paray-le-Monial.*

Je déclare avoir lu, en épreuves, le livre de Mgr DELASSUS intitulé « les Pourquoi de la guerre mondiale », et j'estime que rien ne s'oppose à l'impression de cet ouvrage.

En foi de quoi j'ai signé le « nil obstat » ci-dessous.

NIL OBSTAT.
Insulis, die 3ª maii 1922
I. BÈGNE.

IMPRIMATUR.
Insulis, die 3ª maii 1922
G. DELBROUCQ,
Vic. Gen.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE DEUXIÈME

LA RÉPONSE DE L'HISTOIRE.

TOME SECOND

IV. — L'œuvre de la Prusse.

Imprimé par Desclée, De Brouwer et Cie, Bruges. — Made in Belgium.

Extrait du Catalogue de la Société Saint-Augustin

OUVRAGES SUR LA GRANDE GUERRE :

Sous le poing de fer, *poèmes de la Grande Guerre*, par Jules SOTTIAUX. In-12 de 152 pp. . . . . fr. **4,00**

Sous le joug allemand. *Les Allemands à Leers, du 22 août 1914 au 11 novembre 1918.* Ouvrage écrit en entier pendant l'occupation, par M. le Chanoine MONTEUUIS, ancien curé de Leers. In-8° de 366 pp. . . . . fr. **8,00**

Mes prisons. *Mes prisonniers de guerre. Mon village. Les Ruines. Les Espérances*, par l'abbé Augustin AUBRY. In-12 de 336 pp. fr. **5,00**

Au bagne de Sedan. *Du 20 novembre 1917 au 21 mars 1918 : contribution à l'histoire du régime allemand en pays occupé*, par Joseph SCHRAMME, avocat. In-8°. . . . . fr. **3,50**

Un héros alsacien, Joseph Zilliox. Préface de M. l'abbé WETTERLÉ, député du Haut-Rhin, par E. FAUQUENOT. In-8° de 144 pp., illustré de 4 gravures hors texte (n° 2 de la collection des *Annales patriotiques*). . . . . fr. **5,00**

Léon Parent et les soldats français en Ardenne. Préface du général ROUQUEROI, ancien attaché militaire français à Bruxelles. fr. **5,50**

Un patriote liégeois Dieudonné Lambrecht, *préface de* M. Henri PIRENNE, Pro-recteur de l'Université de Gand. fr. **5,00**

Lys sanglant. *L'aspirant André Flipo du 208e d'Infanterie, tombé au champ d'honneur le 16 avril 1917*, par l'abbé G. LEDUC, supérieur de l'Institution N.-D. des Victoires à Roubaix. In-12 de 210 pp. . . . . fr. **4,00**

Les Barbares au XXe siècle. *Souvenirs de quatre ans de captivité en Allemagne* (1914-1918), par Louis VANDAME. 1 vol. in-12. fr. **2,50**

Pour la patrie. Conférences données pendant l'octave des Patriotes, par l'abbé Rod. HOORNAERT. 2e édition. In-12, 112 pp. fr. **2,50**

La Pologne actuelle. Les rapports franco-polonais : *La politique polonaise de Lloyd George*, par Louis DURAND, professeur d'Histoire au Lycée de Tarbes. Un vol. in-16 . . . . fr. **3,75**